



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2014

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre 2014

CAUSERIE

Entre hier soir et ce matin (11h15 en Inde) on a ajouté 32 nouveaux articles, 5 ont fait l'objet d'un rejet après lecture parmi ceux que j'avais téléchargés, ils ne présentaient aucun intérêt ou étaient franchement opposés aux idées que nous défendons. Il y en a bien d'autres que je n'avais pas téléchargés, car leurs titres étaient révélateurs de leur orientation politique trop réactionnaire à notre goût. On en laisse passer qui sont réactionnaires, mais on ne peut pas faire autrement, cependant il y a des limites.

Rien ne peut nous faire dévier de notre objectif ou nos principes, mais ce n'est pas forcément le cas des lecteurs, je dois en tenir compte, sinon ils pourraient me le reprocher plus tard.

Un conseil, vous pouvez garder dans un coin de votre cerveau notre stratégie, les positions ou les principes que nous avons adoptés, sans forcément y adhérer, il n'y a aucune obligation en la matière, uniquement comme points de comparaison avec ceux que vous rencontrez dans ces articles, à vous ensuite de forger librement vos propres convictions. Quand on ne dispose pas de repères, c'est difficile, voire impossible de s'orienter.

Passons au plat de résistance du jour.

Démasquer une imposture. Briser la désinformation.

Etat sioniste contre Gaza ou Emirat islamiste contre Kobani : même idéologie, même méthode, même barbarie, même combat, même camp : celui de la pire réaction !

Parmi ceux qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme, qui, quel parti, combien mettent à la disposition des militants et des travailleurs les faits réels que nous rapportons (avec beaucoup d'autres), que par ailleurs leurs dirigeants connaissent parfaitement ? Combien établissent la relation que nous avons relevée ? Combien mettent en cause l'Etat français, ses institutions, ses partis, Hollande, le PS ? C'est simple à vérifier en consultant leurs journaux, en se connectant sur leurs sites Internet. Vous connaissez la réponse, n'est-ce pas ?

Nous n'actualiserons le site que demain, car ma compagne ne travaille pas aujourd'hui mais travaillera demain. On actualisera seulement la rubrique *Articles d'actualité*. En attendant quelques arguments pour notre combat et sujets de réflexion.

[Points de repère.](#)

1- L'ONU est un instrument de l'impérialisme ou l'oligarchie financière anglo-saxon-sioniste.

La preuve que l'ONU est un instrument de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste : 188 pays ont moins de pouvoir que deux pays, les Etats-Unis et Israël. Quand une infime minorité impose sa volonté ou sa politique au reste de la population, on appelle cela comment, une dictature, une dictature impériale en l'occurrence ici.

Question : Mais dans ces conditions, avec un tel déséquilibre des forces, 188 contre 2, comment se fait-il que cette dictature impériale perdure depuis 23 ans, en réalité depuis que l'ONU existe ?

Mais parce que tous les représentants des Etats qui y participent ont adopté le capitalisme dont les Etats-Unis est le chef de file. Il peut leur arriver ponctuellement de condamner certains aspects de la politique américaine, mais jamais ils ne s'y opposeront vraiment, car tous sont corrompus et trop intéressés dans le cadre de l'ordre capitaliste mondial à en tirer profit, or comme sur le marché mondial ce sont les Etats-Unis qui font la loi (avec le dollar et leur puissance militaire), s'y opposer serait prendre le risque incensé de subir de terribles représailles, à l'instar de tous les chefs d'Etat qu'ils ont assassinés ou renversés, de tous les pays qu'ils ont détruits de fond en comble.

Bien que les Etats-Unis et Israël ne respectent pas ou n'appliquent pas les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU, bien qu'ils aient violé et continuent de violer le droit international dont se réclament les Etats membres de l'ONU, vous aurez observé qu'absolument aucun Etat n'a rompu ses relations avec les Etats-Unis et Israël, ce qui confirme ce qui a été dit dans le paragraphe précédent, quelle que soit la velléité affichée par certains chefs d'Etat finalement cette posture sert uniquement à défendre leurs propres intérêts dans le cadre de l'ordre mondial établi qui leur convient très bien.

Seule l'offensive du mouvement ouvrier international pour en finir avec le capitalisme et ses institutions permettra d'ouvrir une brèche dans la dictature que les Etats-Unis impose au monde entier, qui à l'étape suivante volera en éclat lorsque le prolétariat sera parvenu à s'emparer du pouvoir politique, car immédiatement le ou les nouveaux Etats ouvriers rompront avec les Etats-Unis et l'ONU, l'ensemble des institutions financières et politiques créées par et pour le capital.

- Vote à l'ONU: 188 pays pour la fin du blocus contre Cuba, 2 pays contre (Etats-Unis et Israël) - mondialisation.ca 29.10

Extrait- L'Assemblée Générale de l'ONU a approuvé ce mardi 28 octobre 2014 presque unanimement et pour la 23^e année consécutive, une résolution qui demande la fin du blocus étatsunien contre Cuba, une mesure unilatérale imposée par Washington depuis 1962.

L'Assemblée plénière des 193 membres des Nations Unies a soutenu par 188 voix pour, 2 contre (Etats-Unis et Israël) et 3 abstentions (Palau, la Micronésie et les Iles Marshall) le projet intitulé « *Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis à Cuba* ». mondialisation.ca 29.10

2- Pour la liquidation de l'Etat Juif. Contre la solution à deux Etats. Pour une République sociale palestinienne (laïque).

Je rappelle que ce sont les sionistes qui nomme Israël un Etat Juif, donc basé sur un concept de race, raciste et non religieux, bien qu'il soit aussi théocratique..

Des monarchies constitutionnelles, la Suède et la Grande-Bretagne viennent de se prononcer pour la reconnaissance d'un Etat palestinien. A quoi cela rime sachant qu'ils sont des alliés indéfectibles des Etats-Unis et d'Israël ? De quel Etat s'agit-il ? D'une prison ou d'un immense camp entouré de fils barbelés et d'un mur. C'est cela qu'il s'agit de normaliser après l'avoir légitimé.

- Maintenant que la Grande-Bretagne a reconnu l'Etat palestinien, il est temps d'oublier la farce de la solution à deux Etats (The Independent) - legrandsoir.info 28.10

Extrait - ... nous ne devons pas nous laisser aveugler par l'esthétique de cette notion d'"Etat" palestinien. En réalité, la notion internationalement reconnue d'un Etat palestinien ne réalise pas du tout les aspirations palestiniennes de libération et d'égalité.

Un Etat palestinien signifie la poursuite des négociations dans le schéma de la solution de deux Etats, qui prône l'existence, côte à côte, d'un Etat palestinien et d'un Etat juif israélien. Cette solution nie le droit au retour des réfugiés palestiniens et marginalise totalement les citoyens palestiniens d'Israël, qui resteraient des citoyens de seconde zone dans un Etat conçu pour les Juifs seulement.

L'Etat d'Israël n'autorisera jamais non plus un Etat palestinien souverain qui aura le contrôle total sur ses frontières, son économie et son armée. L'Etat palestinien serait ainsi simplement un mécanisme de maintien de la population palestinienne comme peuple passivement opprimé.

Même si nous négligeons les aspects négatifs de la solution à deux Etats, nous ne pouvons pas négliger le simple fait que cette solution est morte. Depuis les accords d'Oslo, la Cisjordanie a été disloquée en bantoustans avec le mur illégal d'apartheid qui rend impossible la libre circulation de la plupart des Palestiniens. L'expansion des colonies atteint des niveaux record et il y a maintenant plus de 350 000 colons en Cisjordanie.

Les militants pro-Palestine doivent donc être prudents. Cette démarche suit une voie diplomatique qui "maintient" la population palestinienne plus qu'elle ne la libère. Il est donc temps que la communauté internationale cesse de soutenir la limitation de la liberté palestinienne (habilement dissimulée par la solution de deux Etats) et une accentuation de la séparation.

Il est temps de commencer à soutenir les droits des Palestiniens où ils se trouvent, que ce soit dans les territoires occupés, en Palestine historique ou dans les camps de réfugiés. Et il est temps d'aller vers un discours politique qui promeuve une solution d'un seul Etat en Israël et Palestine ; un Etat qui défende l'égalité et l'inclusion sur l'ethnocratie et l'exclusion. legrandsoir.info 28.10

3- Pour une refondation du mouvement ouvrier sur les bases du socialisme.

Une orientation politique que nous partageons, sans presumer des désaccords que l'on peut avoir avec son auteurs par ailleurs. La ligne politique qui est présentée ici est juste, car elle se situe sur le terrain de l'indépendance de la classe ouvrière, condition indispensable à sa résistance et à son combat dans la perspective de la prise du pouvoir, objectif abandonné par tous les partis du mouvement ouvrier et les syndicats, en cela elle est fidèle au socialisme.

- La « *démocratie bourgeoise* », cause toujours ou ferme ta gueule. - legrandsoir.info 29.10

Extrait- Dans plusieurs autres pays, l'idéologie démocratique bourgeoise a détourné la colère ouvrière vers la défense de la dictature démocratique capitaliste, lors du « *Printemps arabe* » par exemple. Il se joue en ce moment un combat idéologique extrêmement important aux conséquences historiques. La mystification démocratique bourgeoise ne se limite pas à l'obéissance à l'État capitaliste ; ni au respect de la démocratie politique bourgeoise formelle (élections, parlementarisme, etc.) ; ni à nier la réalité de la lutte des classes. L'idéologie démocratique bourgeoise individualiste et narcissique tend à imprégner tous les instants et tous les espaces de la vie sociale au détriment de la vision et de l'action collectives de la classe prolétarienne.

La mystique dichotomique « *démocratie-dictature* » accentue le sentiment d'impuissance des ouvriers en obviant le véritable et fondamental antagonisme de classes entre le capital et le travail, entre capitalistes et prolétaires. La mystification consiste à présenter une faction de la bourgeoisie comme démocratique et conciliatrice et une autre faction comme dictatoriale et hystérique, imposant à la classe ouvrière de se ranger au service de la faction pseudo démocratique pour un moindre mal. La classe ouvrière ne doit pas soutenir la dictature démocratique bourgeoise contre la dictature-hystérique-bourgeoise. La classe ouvrière doit mener ses propres luttes anticapitalistes non pas pour obtenir des réformes et des avantages éphémères mais pour résoudre les contradictions insolubles du capitalisme en le renversant.

La lutte théorique et de propagande contre l'idéologie démocratique bourgeoise est au centre des leçons et de l'expérience du mouvement ouvrier, de Marx à Lénine, de celui-ci à la Gauche communiste (Italienne en particulier). Cet héritage et cette expérience théoriques et politiques sont essentiels aux combats historiques entre les classes antagonistes. Selon que le prolétariat restera soumis ou non à cette idéologie, il réussira ou non à se sortir du borbier capitaliste et à dégager sa propre perspective révolutionnaire. Voilà pourquoi il lui appartient de ne pas céder aux pseudo campagnes antiterroristes et de Front populaire antifasciste ou antiextrême- droite. Le terrorisme et le fascisme sont d'abord les monstrueux enfants du capitalisme et de sa « *démocratie bourgeoise* ». Pour contrer les menaces terroriste et fasciste, le prolétariat doit combattre le capitalisme et le renverser une fois pour toutes. Pour avoir nié ce précepte marxiste, les Fronts unis et les Fronts populaires antifascistes des années 1930 ont mené directement à la Deuxième Guerre mondiale. Guerre ou Révolution voilà l'alternative. legrandsoir.info 29.10

Cela fait des années que je dénonce le discours révisionniste sur la démocratie, apparemment je ne suis pas le seul. Revenir aux fondements du marxisme est une nécessité urgente et impérieuse.

[Haut de page ↗](#)

Le 2 novembre 2014

[CAUSERIE](#)

[Un mot sur notre portail.](#)

509 connexions le 27 octobre, 12.000 connexions en octobre au total, on va finir l'année au même niveau qu'au début, après des hauts et des bas. Vous aurez remarqué que bien qu'à plusieurs reprises j'ai annoncé l'intention de fermer le site, les militants après l'avoir déserté y sont revenus. A croire qu'ils y tiennent plus que moi !

Je rajoute quelques lignes au passage qui suit qui a été rédigé la veille.

En 2008, quand j'ai inauguré la formule avec la causerie du jour et les infos en bref, je recevais régulièrement des courriels, des militants m'ont même envoyé un peu d'argent en guise de soutien ou d'encouragement, ensuite plus rien. Ils ont dû penser que ce portail pourrait donner naissance à un nouveau parti ou je ne sais quoi et tel n'a pas été le cas, parce que ce n'était pas possible. Je n'ai jamais entretenu la moindre illusion en la matière, chacun en est témoin. Cependant j'en tire l'enseignement que j'avais réussi à faire naître un peu d'espoir chez des centaines de militants ou travailleurs à partir de peu de choses, ce qui me fait dire que la formule que j'avais adoptée correspondait à un réel besoin, et que si nous avions eu les moyens de développer une activité militante autour, d'autres militants seraient venus nous rejoindre.

Quand on s'adresse uniquement à l'intelligence des militants et des travailleurs, à l'arrivée on est certain d'atteindre notre objectif. Il faut donc être animé par cette croyance qui repose sur la volonté de chacun de refuser la condition qui lui est imposée par le capitalisme ou la société, vouloir s'en sortir par des moyens honnêtes ou élever son niveau de conscience pour se libérer du carcan de l'idéologie dominante que pour rien au monde on voudrait servir, ce qui est malheureusement le cas quand on cède inconsciemment ou par ignorance aux sirènes de l'opportunisme.

Il n'est pas facile en période de réaction sur toute la ligne d'adopter un mode de pensée qui tranche radicalement avec celui communément admis par le plus grand nombre. Là encore, il faudrait fournir une formation, un soutien, des arguments aux militants pour se défendre, car j'imagine que parfois ils doivent se sentir agressés de toutes parts et c'est difficile à vivre, aussi ce devrait être au parti de s'en charger. On n'a pas le temps de développer cette question ici, disons qu'en toute circonstance il suffit de s'en remettre aux faits et ne pas se laisser embringer dans des discussions qui reposent sur autres choses.

On ne cherchera pas à avoir raison, cela ne nous intéresse pas, seuls les faits et les rapports qu'ils entretiennent entre eux, de quelle manière ils évoluent nous intéresse pour mieux comprendre de quoi on parle ou la situation. A la limite, vaut mieux encore écouter et en dire le moins possible pour être crédible. On voit ici l'importance d'être correctement informé et de savoir de quoi on parle, c'est la première règle à adopter.

Ensuite il faut posséder une méthode pour tenir une discussion, ce qui requièrent quelques connaissances qui débordent du cadre de la politique, il faut recourir à la logique, au matérialisme dialectique de préférence, à la psychologie aussi, car dans un échange le comportement compte autant si ce n'est plus que le discours, il est révélateur du mode de pensée de la personne qu'on a en face de soi, comment il réfléchit et sur quoi repose son argumentation, et bien d'autres choses encore.

Quand on milite, on est censé agir consciemment, on poursuit un objectif, on ne peut donc pas se comporter n'importe comment ou imiter la personne qu'on a en face de soi qui est guidée par ses émotions. Quand on maîtrise bien son sujet, on peut feindre un tel comportement et encourager ainsi notre interlocuteur à se lâcher, ce qui nous aidera à mieux le cerner et nous en apprendra sur ses illusions notamment, ce qu'on pourra exploiter par la suite. C'est l'objectif politique que l'on s'est fixé qui détermine notre comportement en général ou dans ce type de rapports. On n'adopte pas une posture sur la base de considérations personnelles ou subjectives, mais sur la base du niveau de conscience qu'on a acquis afin d'aider notre interlocuteur à élever le sien, sans se transformer en donneur de leçons ou en manifestant un complexe de supériorité qui friserait avec le mépris. Au début on joue un personnage, par la suite on devient ce personnage. C'est donc tout un art qui nécessite un apprentissage plus ou moins long. Maîtriser son comportement est la seconde règle à adopter.

La troisième règle consistera à être capable d'intégrer les éléments que nous fournit la situation ou son développement dans notre analyse politique. Ce qui nécessitera au préalable d'avoir repéré les facteurs déterminants sur lesquels reposent l'issue politique à la crise du capitalisme que nous proposons aux travailleurs et de ne jamais les perdre de vue (le niveau de conscience et l'organisation des masses, le parti, le renversement de l'ordre établi, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, notamment), car partant de la situation c'est le fil qui nous relie à notre objectif politique, sans lequel notre discours paraîtra incohérent, et il le sera effectivement, car il n'aura ni queue ni tête. Dit autrement, intégrer dans notre analyse la matière que nous fournit l'actualité économique, sociale et politique internationale, c'est faire en sorte que le fil qui nous relie à notre objectif politique ne soit jamais rompu, ce qui nous permet d'adapter notre théorie et notre stratégie aux transformations de la société et non l'inverse, de corriger nos erreurs aussi.

La complexité de la situation telle qu'elle apparaît au premier abord pour pratiquement tous les travailleurs et militants, alimente le pessimisme et ne favorise pas l'idée qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme, elle est de nature à nous conduire à lâcher notre fil. La profonde décomposition du capitalisme qui se traduit par la dislocation de tous les rapports dans la société, tendent à l'extrême toutes les contradictions qui s'étaient développées au cours de l'évolution du capitalisme ou inhérentes au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au point de constituer une réelle menace pour la civilisation humaine si à son tour elle venait à lâcher le fil qui la relie à ses aspirations progressistes ou humanistes.

Pour l'aider à passer cette épreuve difficile avec succès, tout repose sur la détermination de tous ceux qui en ont pris conscience à des degrés divers à faire en sorte que chacun de ces éléments de dislocation (de division des masses) se transforment en autant de puissants détonateurs pour dynamiter le capitalisme et ses institutions, mais aussi pour améliorer notre niveau de conscience politique ou de compréhension du monde dans lequel nous vivons.

Si maintenant on préfère tourner le dos à la réalité parce qu'on la trouve trop moche ou trop dure, les prétextes ne manquent pas, alors oui pour le coup on est en droit de s'inquiéter pour l'avenir de l'humanité, notre propre avenir car personne ne sera épargné en cas de conflagration générale à l'initiative de l'impérialisme américain ou l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste. A suivre.

Le passage rédigé avant-hier

Y en a-t-il parmi vous qui regrettent que ce portail ne soit pas celui d'un parti politique ?

Bien entendu il faudrait y ajouter un volet consacré aux luttes sociales en France, plus un volet théorique et bien d'autres choses encore. On ne peut pas nous reprocher de ne pas avoir une vision globale de la situation, être citoyen du monde aide il faut dire. On fait ce qu'on peut avec les moyens du bord. Imaginez un peu si on avait toute une équipe, des moyens matériels et financiers, on aurait le portail politique le plus complet, le plus attractif de France ou francophone, car on développerait aussi ce volet en direction de nos amis africains, asiatiques, nord-américains et européens. On n'en ferait pas un outil destiné à une élite, quelle horreur ! Il serait tourné vers toutes les couches exploitées, un outil d'information, de réflexion, d'éducation politique, d'apprentissage, de prise de conscience, d'enrichissement ou de développement personnel, y compris sur le plan psychologique puisque l'on mène la guerre aussi sur ce plan-là, de compréhension ou de connaissance à l'aide d'une pédagogie minutieusement mise au point élevée au rang d'art de vivre !

On sentirait vibrer en nous ce que pourrait être la société nouvelle, le socialisme, quelque chose auquel on tient tellement qu'on n'a plus qu'une seule envie, partager cette expérience de telle sorte qu'elle prenne la forme d'une révolution qui balaie le vieux monde pourri de ses ordures. Un outil au service de notre cause, devant servir à construire notre parti. Quand vous observez de quelle manière tous les partis traitent cet outil, c'est navrant.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, pas toujours mais souvent, quand je livre mes expériences personnelles ou mes réflexions, je me dis que plus d'un lecteur va ici ou là se sentir concerné ou se reconnaître, se dire, tiens voilà un truc auquel je n'avais pas pensé et qui m'apporte quelque chose, c'est un peu le but, je n'écris pas pour me faire plaisir ou raconter ma vie, je suis le premier à m'en foutre, mais partager les enseignements que j'en ai tirés en me disant que je ne suis pas différent de mes lecteurs, je n'ai jamais eu une très haute estime de moi, bien au contraire, faisons en sorte que cela soit utile à quelque chose, l'avantage, c'est que c'est sans contrainte, chacun est libre de prendre ce qu'il veut, il y aura personne pour vous juger.

Notre portail devient de plus en plus important pour les militants, car au delà des articles que nous publions de différentes sources à travers le monde, nous fournissons des infos en continu ou quotidiennement que vous ne trouverez nulle part ailleurs en France.

J'écris ces lignes vendredi soir, il est 20h36, je viens de voir aux infos de Russia Today qu'il y avait eu en Italie une manifestation contre les violences policières, comme en France. On va voir demain matin si cette info figure dans les articles de presse des médias en France. Il y a trois ou quatre jours une fusée américaine a explosé quelques secondes après son décollage, savez-vous que les Américains ont accusé les Russes, un sybercrime, je ne plaisante pas du tout, rien dans la presse française depuis, et ainsi de suite.

Il y a autre chose qui me sidère quand je regarde Russia Today. Tous les journalistes semblent avoir le niveau DEA ou doctorat en économie, en histoire ou en science politique, etc. Le journaliste converse apparemment sans prompteur avec son invité avec une aisance à couper le souffle, il ne se contente pas de poser des questions, ils développent des analyses qui peuvent durer plusieurs minutes et ensuite seulement il donne la parole à son invité qui l'a écouté attentivement, chaque fois il prend la balle au bond et le gratifie d'un "yes of course" comme s'il avait en face de lui un interlocuteur du même niveau que lui, alors que ce sont des économistes, des experts ou des personnalités qui ont une longue expérience derrière elles, d'un très haut niveau. On en peut pas les comparer avec les journalistes de TF1, France2 ou France3 qui ont un niveau de connaissances générales médiocres, des marionnettes, c'est vraiment stupéfiant. C'est là que je mesure à quel point la France est tombé très bas.

Je ne peux pas citer ici toutes les observations que j'ai pu faire, par exemple, quand un journaliste de Russia Today intervient sur la situation en Irak, il est sur la ligne de front, casque sur la tête, équipé d'un gilet pare-balles et encadrés par des hommes en armes ou des militaires qui assurent sa protection, et on entend les détonations au loin ou parfois très proche de lui, idem en Ukraine ou en Irak. Et ce n'est pas du bleuf ou un truc tourné en studio, c'est en direct, parfois sa voix est recouverte par une explosion ou il arrête de parler pour se plaquer au sol et se protéger. Vous voyez cela au 20h en France ? Je ne l'ai jamais vu sur TV5Monde Asie quand je recevais cette chaîne.

TF1, France2 ou France3, France24, ressemblent aux chaînes d'infos internationales des autres puissances occidentales, propagande et désinformation en boucle, auxquelles il faut ajouter la censure, le tout conforme à la politique dictée de Washington, il faut préciser car on pourrait croire à une pure coïncidence, je me suis connecté sur les chaînes allemande, japonaise,

coréenne, qatari, les mêmes sujets, les mêmes images, le même discours, c'est bien simple, en zappant rapidement aux moments des infos du soir, on a l'impression de ne pas avoir changé de canal, on revoit plusieurs fois les mêmes images !

Victime d'une escroquerie.

- Réfugié sur une grue en Gironde, il demande le remboursement de sa cotisation au PS - Francetv info

Prêt à tout pour récupérer son argent. Un homme de 39 ans a grimpé en haut d'une grue, samedi 1er novembre, à Floirac en Gironde, près de Bordeaux. Pour descendre, il réclame le remboursement de sa cotisation au Parti socialiste pour les années 2010 et 2011, rapporte Sud Ouest. De nombreux policiers se sont postés autour de la grue et des négociations sont en cours pour tenter de le mettre hors de danger. Francetv info 01.11

Pourquoi le PG s'est-il allié avec le PCF pour créer le Front de gauche ?

Parce que ses dirigeants le destinait à être un parti institutionnel. Or pour être un parti institutionnel et pour espérer survivre il faut avoir des élus au sein des institutions. Dès lors, sérieusement, croyez-vous que ce parti était destiné à s'attaquer aux institutions en place ? Poser la question, c'est y répondre.

- M'PEP - Pacte de responsabilité : Le président du MEDEF nommé Premier ministre ! - 31.10

Extraits - De fait, François Hollande, depuis son accession à l'Élysée, accélère la politique néolibérale menée par son prédécesseur.

(Vous vous attendiez à quoi ? A un miracle ? Manifestement à autre chose. Vous avez donc sciemment contribué à colporter de dangereuses illusions dans Hollande et le PS.

Au lieu de vous faire les porte-parole de ceux qui n'avaient aucune illusion dans Hollande, les millions de travailleurs des couches les plus défavorisées qui n'avaient rien à perdre, vous avez préféré vous faire ceux des couches supérieures qui espéraient conserver ainsi leurs avantages ou améliorer encore leur sort. A l'arrivée toutes sont perdantes, à ceci près que c'est plus difficile à vivre aujourd'hui pour ceux qui avaient déjà tout juste de quoi survivre.

Vous avez privilégié ceux qui étaient les plus liés au régime et ses institutions, dont la conscience politique se confond avec ou se réduit à leurs intérêts individuels, au détriment des travailleurs qui par leur situation précaire seraient les plus prompts à rompre avec le régime et ses institutions, vous avez délibérément favorisé les premiers parce qu'au même titre qu'eux vous êtes attachés au régime et aux institutions.

La fin de votre article est pathétique, elle le confirme si nécessaire. Il se termine comme il avait commencé, mais cette fois d'une manière plus insidieuse, en posant les conditions (sortie de l'Union européenne et de l'euro) qui seraient selon vous indispensables pour "faire l'inverse de ce qu'il fait", Hollande, donc en sous-entendant que ce sera impossible tant que Hollande sera président, jusque là on vous suit, mais tout en laissant supposer le contraire, en lui donnant des conseils des fois qu'il lui viendrait à l'idée de vous écouter et de vouloir "*faire baisser le chômage*", "*augmenter massivement les bas salaires et les minimas sociaux et supprimer tous les cadeaux au MEDEF...*", etc., autrement dit en procédant de la sorte, vous suggérez qu'ils pourraient être animés de bonnes intentions qui manifestement lui sont étrangères, c'est nous qui le précisons, d'ailleurs il n'a cessé de le démontrer depuis deux ans et demi.

En conclusion, les militants ou lecteurs du M'PEP doivent se sentir réconfortés et se dire que finalement Hollande n'est pas un si mauvais bougre que cela, et le PS n'est pas aussi pourri qu'on le dit ici ou là, ils sont animés de bonnes intentions envers les travailleurs en général, que voulez-vous on n'est pas socialiste pour rien, mais voyez-vous les malheureux, ils leur manquent juste un petit quelque chose pour les mettre en pratique, on va vous aidez à le définir au M'PEP, un rapport de forces favorable à l'application de cette politique, c'est le créneau de tous les opportunistes professionnels et autres traîtres du mouvement ouvrier, la pseudo-gauche et extrême gauche, les dirigeants syndicaux vendus, et la boucle est bouclée, il ne vous restera plus qu'à voter Hollande ou son clone en 2017. - ndlr)

Des illusions dans Hollande au soutien au régime, l'un ne va pas sans l'autre ou l'un traduit l'autre.

Le gouvernement ne fait plus jouer à l'Etat le rôle qui était le sien de veiller au compromis entre les forces sociales ayant des intérêts divergents,

(Là aussi vous regrettez la "*paix sociale*" qui permet aux capitalistes de vaquer tranquillement à leurs affaires, tandis que les travailleurs demeurent exploités et opprimés, et pendant ce temps-là l'Etat joue son "*rôle*" et guerroye sur tous les continents, etc. En réalité, vous avouez ici que vous n'avez jamais eu l'intention de lutter pour en finir avec le régime en place que vous dénoncez parce qu'il n'est pas assez généreux avec les couches de nantis que vous représentez. Il vous convient, la référence au CNR le prouve si nécessaire, flanqué de réactionnaires en tous genres.

Leur problème, c'est que plus l'Etat prend la forme et le contenu d'une dictature ouverte, plus il leur est difficile de soutenir le régime en place sans être aussitôt démasqués, ils doivent donc radicaliser leur discours, prendre leur distance avec les partis qui incarnent le plus le régime, ici le PS, il en va de leur survie politique. La suite permet de le comprendre- ndlr)

il signe un pacte avec l'une de ses forces, le grand patronat, et derrière lui les puissances financières.

(Hollande assume, faites-en donc autant ! -ndlr)

La nomination de Manuel Valls comme Premier ministre en avril 2014 a accéléré cette stratégie. Et l'arrivée du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, ne laisse désormais aucune ambiguïté sur la nature du gouvernement choisi par François Hollande. Délibérément, ouvertement, c'est la défense des intérêts des classes dominantes qui est rondement menée par la bande néolibérale au pouvoir.

(A les entendre on croirait qu'ils découvrent soudainement la nature du PS. Caractériser les dirigeants du PS de "*bande néolibérale*" n'engage à rien, puisque le M'PEP ne rompra pas pour autant avec le régime. Les faits associés à la logique sont cruels. - ndlr)

L'Empire du crime fait des émules.

Enlèvements, détentions illégales, prisons secrètes, violations de tous leurs engagements internationaux, tortures, assassinats d'opposants, exécutions sommaires, tribunaux militaires d'exceptions, génocides, famines, déplacements de populations, coups d'Etat, terrorisme d'Etat, guerres civiles, guerres de rapine, coloniales, impérialistes, etc. il y a de quoi alimenter les délires les plus fous des psychopathes candidats à la barbarie, à ceci près qu'ils ne bénéficieront pas de la même impunité que les Américains et leurs alliés occidentaux.

Ils ont l'impression de combattre contre l'injustice dont ils font l'objet dans leur pays et contre laquelle ils sont impuissants, tandis que là ils peuvent se défouler, se livrer à des atrocités, des massacres de masse.

- Syrie et Irak: un afflux "*sans précédent*" de jihadistes étrangers - AFP

Les frappes de la coalition internationale ont, selon les experts, davantage encouragé que freiné l'afflux de jihadistes étrangers en Syrie et en Irak, que l'ONU qualifie aujourd'hui de "*sans précédent*".

Quelque 15.000 combattants étrangers en provenance de 80 pays se sont rendus depuis 2010 dans la région pour rejoindre des groupes comme l'Etat islamique (EI), soit "*plusieurs fois*" le total cumulé entre 1990 et 2010, met en garde ce document cité vendredi par le quotidien britannique The Guardian. (Il n'y a pas si longtemps ils le niaient farouchement et qualifiaient ceux qui le prétendaient de théoriciens du complot. - ndlr)

Ce chiffre de 15.000 avait déjà été évoqué en septembre par la CIA. Il a été réévalué à 16.000 depuis et un responsable du renseignement américain a indiqué vendredi à l'AFP que les combattants étrangers continuaient de se rendre en Syrie au rythme de 1.000 par mois.

"*Et la tendance est à la hausse*", a expliqué la même source, qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat.

La plupart viennent du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, la Tunisie représentant le contingent le plus élevé. Quelque 2.000 combattants viennent d'Europe et une centaine sont Américains, dont environ une dizaine s'est rangée sous la bannière de l'EI.

Au fil de la progression sur le terrain de l'EI et de la proclamation d'un califat sur les territoires conquis, le nombre des jihadistes étrangers n'a cessé de gonfler. Ils étaient 7.000 en mars, 12.000 en juillet et au moins 15.000 aujourd'hui. Le déclenchement des frappes aériennes américaines il y a trois mois ne semble avoir en rien calmé les velléités des candidats au jihad.

Simon Palombi, consultant en sécurité internationale au Chatham House, estime même que les frappes sont exploitées par le groupe EI pour sa propagande. "*Regardez ce que l'Occident fait aux musulmans : ce message, il l'utilise comme un signe de ralliement et il le fait de manière très efficace*", dit-il, renvoyant notamment vers l'utilisation massive des réseaux sociaux.

"*La perspective de combattre la coalition internationale, et surtout les Etats-Unis, contribue à attirer des jihadistes du monde entier*", renchérit Romain Caillet, expert des mouvements jihadistes à l'Institut français du Proche-Orient. AFP 31.10

[De quel côté est la démocratie ? Du crime et de la corruption, de la guerre ?](#)

- Barrage: les élus du Tarn suspendent le chantier et renvoient la balle à l'Etat - AFP
- Mort de Rémi Fraisse : la thèse de la grenade offensive confirmée par les analyses - Francetv info
- Barrage de Sivens : Les débordements à Nantes, Toulouse et Lille - Le Huffington Post
- Sivens : FN et UMP veulent dissoudre "*les groupes violents d'extrême gauche*", mais lesquels ? - Le Huffington Post
- Cazeneuve: les "*casseurs*" ont "*vocation à être rattrapés par la justice*" - AFP
- Nantes: Cambadélis (PS) opposé "*à la violence d'où qu'elle vienne*" - AFP

Sauf de l'Etat bourgeois.

C'est le gouvernement et le PS qui poussent une partie de la jeunesse à recourir à la violence face au mépris dont font l'objet ses droits et revendications légitimes. Donc entre des jeunes qui excédés se livrent à des violences et la violence de l'Etat qui y répond, nous prendrons toujours partie pour ces jeunes contre l'Etat. Entre celui qui détient le pouvoir et celui qui le subit, nous avons choisi notre camp.

Par contre nous dénonçons les organisations ou les groupuscules qui appellent à la violence ou l'encouragent, parce qu'elle sert de prétexte pour s'attaquer ensuite au mouvement ouvrier. Alors que l'UMP et le FN visent l'extrême gauche, hier je crois, une chaîne de télévision avait invité un membre de l'ultra gauche qui n'est pas du tout représentative des opposants à ce barrage permettant au passage de les amalgamer ainsi que l'extrême gauche à ces gauchistes. Nous ne nous qualifions pas d'extrême gauche, mais en la visant c'est l'ensemble des militants qu'ils visent, tous ceux qui résistent à la politique réactionnaire du gouvernement, dont l'avant-garde du mouvement ouvrier dont nous sommes une composante.

- Violences à Nantes et Toulouse : «*une insulte à la mémoire de Rémi Fraisse*», selon Valls - LeFigaro.fr

Valls est une "*insulte*" à l'espèce humaine.

- Barrage de Sivens: une société d'économie mixte dans le collimateur des opposants - AFP

Les opposants au barrage contesté de Sivens dans le Tarn dénoncent depuis des mois le rôle central d'une société d'économie mixte à l'origine selon eux du caractère surdimensionné et coûteux du projet.

La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) est une société anonyme d'économie mixte (à capitaux majoritairement publics) créée en 1959, dont le siège est à Tarbes et spécialisée dans l'étude et la mise en oeuvre de projets d'aménagement du territoire.

Ses principaux clients sont des collectivités territoriales dans le sud-ouest de la France mais elle intervient également à l'international, notamment sur le continent africain.

C'est à cette société que le conseil général du Tarn a délégué la maîtrise d'oeuvre du projet contesté de barrage de Sivens, où Rémi Fraisse, manifestant de 21 ans, est mort dimanche lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Le grief principal des opposants au projet, c'est la double casquette de la CACG dans ce projet comme dans d'autres.

"*Le conflit d'intérêt qu'il y a avec la CACG, c'est qu'ils interviennent en tant que bureau d'étude sur des analyses de besoins en eau et aussi en maître d'ouvrage sur les mêmes bassins où ils ont fait ces études*", explique Ben Lefetey, porte-parole du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, qui regroupe de nombreux opposants au projet. "*Donc ils recommandent de faire des barrages et ce sont eux qui bénéficient du marché derrière, c'est ça qui pose problème*", résume-t-il.

Interrogée par l'AFP, la CACG rejette cet argument, faisant valoir qu'elle n'est pas toujours retenue, "*loin s'en faut*", pour réaliser les projets préconisés par ses études.

Les opposants se demandent aussi si la société envisage toujours toutes les solutions.

"*La CACG est spécialisée dans les barrages*", explique Alain Hébrard, de la Confédération paysanne.

"S'il y a plusieurs solutions, ils retiendront les gros chantiers qui les concernent, pas les solutions alternatives comme par exemple les retenues d'eau collinaires", ces retenues de taille modeste construites par les exploitants agricoles pour l'irrigation de leurs parcelles.

En tant que bureau d'études, pointent ses détracteurs, la CACG se prononce non seulement sur l'opportunité de construire un barrage mais en détermine également la taille, et donc son coût final. "Plus ça coûte cher à la collectivité, plus il y a d'impacts environnementaux à étudier et à compenser, plus c'est intéressant pour la CACG", estime M. Lefetey.

Les experts mandatés par le ministère de l'Écologie à propos du barrage de Sivens ont relevé que le coût du projet (8,4 millions d'euros) était plutôt élevé par rapport à sa taille (1,5 million de m3).

C'est parce qu'il est construit sur une zone humide, affirme M. Lefetey: cela entraîne des surcoûts liés à la création d'une nouvelle zone humide et des travaux plus importants qu'à l'accoutumée, notamment pour enrocher la digue à 8 m de profondeur.

Enfin, rappellent les opposants, c'est alors que Philippe Martin, président du Conseil général du Gers, était en poste au ministère de l'Écologie (juillet 2013 - mars 2014) que le projet de barrage de Sivens a été autorisé. Son prédécesseur au ministère Delphine Batho (juin 2012 - juillet 2013) avait pourtant mis en place un moratoire sur ce type de projets.

"Quand la CACG a voulu que le projet soit autorisé, je pense qu'elle a eu l'oreille attentive du ministre de l'Écologie de l'époque (M. Martin)", glisse Ben Lefetey, qui se borne à constater que le vice-président du Conseil général du Gers, Francis Daguzan, n'est autre que le président du Conseil d'administration de la CACG.

Interrogé par l'AFP vendredi, M. Martin a jugé ses assertions "grotesques".

L'actuelle ministre de l'Écologie Ségolène Royal "a dit qu'elle ne pouvait pas décider de l'arrêt de ce chantier qui relevait du Conseil général du Tarn". Si le ministère "ne peut pas arrêter le chantier, c'est qu'il ne peut pas non plus l'autoriser", a rappelé M. Martin.

Ce dernier a jugé "limite infamant de laisser penser que je pourrais avoir 'laisser filer' des autorisations parce que je souhaitais être candidat à la tête de la région Midi-Pyrénées. C'est grotesque et mensonger". AFP 31.10

ACTUALITE EN TITRES

[Qui fait les présidents, qui détient le pouvoir ? Réponse.](#)

- Wall Street bat des records - AFP
- Forte de ses records, Wall Street va surveiller les élections américaines - AFP
- Exxon et Chevron dopés par leurs activités de raffinage - Reuters

[Plus dure sera la chute, patience, c'est programmé pour 2015, en principe.](#)

- Les Bourses européennes ont terminé en forte hausse - Reuters
- L'euro tombe sous 1,25 dollar pour la première fois depuis fin août 2012 - AFP

[Pillage organisé par la BCE](#)

- Les Français, champions de l'épargne - Francetv info
- Pourquoi le rendement de votre assurance-vie va (encore) baisser - LePoint.fr

Le gouverneur de la Banque de France demande aux assureurs une baisse significative des rendements des fonds en euros. LePoint.fr 31.10

Comme il est rappelé dans cet article, la Banque de France n'est que l'antenne française de la BCE.

Parole de banquier. Qu'ils dégagent tous !

- Jacques Attali à propos de François Hollande : "*le meilleur président depuis Mitterrand*" - Francetv info

- Pour Manuel Valls, François Hollande a une "*vocation naturelle à être candidat en 2017*" - 20minutes.fr

Le Premier ministre a déclaré, dans un journal hollandais, qu'il aiderait le président à laisser "*la France de 2017 dans un meilleur état qu'en 2012*". 20minutes.fr 31.10

- Tunis : Bernard-Henri Lévy accueilli aux cris de "*BHL dégage*" - LePoint.fr

Il a été exfiltré de l'aéroport par une porte dérobée !

Il ne fera pas l'affaire, ils ont décidé d'avoir sa peau.

- Pour 75% des Français, Nicolas Sarkozy a raté son retour - Francetv info

Selon un sondage Odoxa pour "*Le Parisien*", les Français ont un regard très critique sur le retour de l'ancien président. Francetv info 31.10

Vous avez compris la manoeuvre, que les "*Français*" n'en veulent plus, c'est compréhensible, mais en réalité c'est le sommet de la classe dominante qui en a décidé ainsi, et qui pour le dédommager paie généreusement ses interventions dans des conférences, ils ne sont pas ingrats.

En famille. Ils sont faits pour s'entendre il est vrai et le font déjà très bien.

- Politique: réaliser le Rassemblement des républicains réformateurs raisonnables - L'Express.fr

Il est grand temps de réaliser les quatre "*r*" pour changer celui, irrespirable, qui étouffe la France. Ils forment une alliance qui va d'Alain Juppé à Manuel Valls, en passant par Jean-Louis Borloo, François Bayrou et quelques écologistes, tous d'accord sur l'essentiel.

Europe, économie, social, sécurité, environnement, éducation, immigration, fiscalité : les divergences sont de méthode et non de principe, de forme et non de fond. L'Express.fr 01.11

Violence. Antisocial.

- Plus de 10000 expulsions chaque année - Francetv info

- Zone euro: le chômage stable à 11,5% en septembre - AFP

Dictature. Rien ne justifie qu'on s'oppose aux licenciements, c'est un droit naturel des patrons..

- Justification des licenciements : pourquoi Gattaz a raison sur le fond mais tort sur la forme quand il demande qu'on y mette fin
- Atlantico.fr Qui ne respecte rien pas même les morts ? L'exemple qui vient d'en haut.

- Bateau ou ballerine, les Britanniques osent le cercueil original Francetv info Habités de l'extravagance, les Britanniques osent l'originalité jusque dans leur cercueil. Une équipe de France 2 s'est rendue, dans un atelier, où les cercueils prennent la forme de bateau ou de bouteille de whisky. Francetv info 01.11

Etats policiers. Injustice.

- Ferguson : le policier ne sera pas poursuivi - LeMonde.fr

- Un sans-abri abattu par 6 policiers et 46 balles - L'obs

L'homme, déséquilibré armé d'un canif, a été la cible de 46 projectiles dont 14 mortels.

La scène se déroule à Saginaw dans le Michigan. Les faits datent de juillet 2012 mais les images sont en ligne sur Youtube depuis lundi 27 octobre et pourraient ranimer le débat sur les violences policières trois mois après les événements de Ferguson.

Sur ces images, un sans afro-américain est entouré de six policiers blancs armés au milieu de la route. L'homme, Milton Hall, âgé de 49 ans qui vient d'avoir une altercation avec l'employé d'un magasin, est armé d'un canif qu'il refuse de remettre à la police. Une trentaine de secondes s'écoulent avant que les huit agents tirent en tout 46 balles. En tout 14 toucheront Milton Hall mortellement. Les policiers tentent ensuite de menotter le corps sans vie.

Dans la vidéo, la mère du SDF évoque "*un assassinat*" réalisé par un "*peloton d'exécution en uniforme*".

- Deux ans après les faits, aucune charge n'a été retenue contre les policiers. L'obs 01.11

Normal sous une dictature.

- Canada: peine sans précédent de 75 ans de prison - AFP

[Ils n'acceptent pas leur défaite.](#)

- Brésil : des milliers de personnes défilent contre Dilma Rousseff - LeMonde.fr

Les manifestants dénonçaient, samedi, la transparence de la dernière présidentielle. LeMonde.fr 01.11

Bientôt une nouvelle campagne contre l'Argentine ?

- Une juge argentine à la poursuite d'anciens ministres franquistes - AFP

[Stratégie du chaos](#)

- Ukraine: les combats s'intensifient à la veille du vote séparatiste - AFP

- Kenya: huit policiers tués et 12 disparus dans une attaque dans le nord du pays - AFP

- Irak: 24 morts dans une série d'attaques autour de Bagdad - AFP

- Afghanistan: neuf policiers et militaires tués dans un attentat suicide - AFP

- Au Yémen, affrontements mortels entre l'armée et des membres d'Al-Qaida - LeMonde.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Syrie

1.1- Ghouta/Deir ez-Zor/Golan : les sukhoï d'Assad rasant Daesh - french.irib.ir

L'Armée de l'Air syrienne a mené d'intenses raids, jeudi, contre les positions des terroristes de Daesh et d'Al-Nosra, tandis que les unités d'infanterie de l'armée loyaliste se sont accrochées avec les terroristes de Daesh, à rif Ouest de Deir ez-Zor. Les sukhoï de l'armée de l'air syrienne ont bombardé le rif de Damas et Ghouta-Est, des localités, à Deir ez-Zor, à Hama, à Deraa . A rif-Est de Deir ez-Zor, dans la localité de Hawija Sakar, de très violents combats ont eu lieu entre les soldats syriens et les terroristes de Daesh.

Les opérations ont été accompagnées par le pilonnage intense de l'armée de l'air. A Rif Ouest de Deraa, l'Armée de l'Air syrienne a, violemment, bombardé le village d'al-Hassan et les cités de Jassem et de Tafas et des localités autour de Deraa al-Balad, les voies de communication entre les deux cités de Noy et de Tassil, à rif de Deraa. A Rif de Hama, les sukhoï ont, littéralement, rasé les positions de Daesh, à Aqribat, à rif de Hama et à Ghala al-Maziq, à rif Ouest de Hama. A Ghouta-Est , les chasseurs syriens ont mené des raids contre Ain Tarma, Douma et Tiba.

Le Golan n'a pas été épargné : les cités de Jalin, d'al-Mazirib, de Saham, sur les hauteurs du Golan, ainsi qu'al-Cheikh Maskin et la plaine de Yermouk, à rif de Deraa, ont été pris pour cible des bombardiers syriens. A Jubar, à l'Est de Damas, l'armée de l'air syrienne a mené d'intenses raids. french.trib.ir 30.10

1.2- Deir ez-Zor: l'armée syrienne change de tactique anti-tunnel - french.trib.ir

Et cette tactique s'avère bien efficace !

Vendredi, des dizaines de terroristes ont été tués, dans la destruction d'un méga-tunnel, long de 46 mètres, à Deir ez-Zor! Selon Al-Mayadin, qui rapporte cette information, le tunnel en question se trouvait, dans la localité d'Al-Jabila, à Deir ez-Zor, une localité occupée par Daesh. Outre l'ouvrage, qui a été rasé par l'armée, un bâtiment sur lequel le tunnel s'ouvrait a été détruit. Aucune information détaillée sur cette opération, une première, d'une si vaste ampleur, n'a été divulguée, mais le bilan des morts, dans les rangs des terroristes, est, extrêmement, lourd.

Alors que l'armée syrienne continue de progresser, de façon fulgurante, les sources occidentales, elles, tentent de mettre sur le compte des terroristes de l'ASL, ces nouvelles victoires. Ceci étant dit, de très violents combats sont rapportés, depuis Deir ez-Zor entre Daesh et Al-Nosra, d'une part, et l'ASL, de l'autre. Les sources bien informées relèvent de vastes activités des renseignements syriens, dans cette zone, que l'aviation syrienne bombarde, de son côté, sans arrêt. french.trib.ir 01.11

2- Israël

- Israël : Attaquer Daesh, "une erreur irrationnelle" - french.trib.ir

Un haut officier de l'armée sioniste met en garde l'Occident contre "une grave erreur", "celle que constitue le fait d'attaquer Daesh", au profit de "l'Iran, du Hezbollah, et de Bachar al-Assad". "Al-Akhbar" qui cite cet officier supérieur israélien, ajoute : "Les frappes aériennes contre Daesh constituent une erreur irrationnelle, car Daesh a pour objectif de renverser Assad, d'intimider l'Iran et le Hezbollah. En ce sens l'Occident sert les intérêts du Hezbollah, d'Assad et de l'Iran, en combattant Daesh". "Comparé aux combats que nous avons menés contre le Hezbollah, ces dernières années, la guerre contre Daesh est plus facile. En tout cas, pour moi, le Hezbollah est beaucoup plus inquiétant que Daesh".

Ces propos interviennent, quelques jours après ceux tenus par Netanyahu, qui estime que combattre Daesh, sans combattre l'Iran et le Hezbollah, ne mènera pas à la victoire contre le terrorisme! Cet officier israélien, dont les déclarations sont un aveu flagrant de liens organiques entre Israël et Daesh ajoute : "L'armée israélienne se tient, constamment, prête à combattre le Hezbollah, sur le front Nord, mais c'est une bêtise que de croire que la banque des données, la banque des cibles et les frappes aériennes pousseront le Hezbollah à la capitulation. L'armée israélienne se verra dans l'obligation de mobiliser toutes ses forces au cours de sa troisième guerre contre le Liban". Le haut officier revient sur la guerre de Gaza et ajoute: "Au cours de l'offensive contre Gaza, l'aéroport Ben Gourion a été fermé, pendant deux jours, en raison du tir de missiles, mais, au cours de la future guerre contre le Hezbollah, cet aéroport et le port de Haïfa seront fermés, dès le premier jour".

Interrogé sur une stratégie anti-Hezbollah, qui s'avèrerait gagnante, l'officier a dit : "Israël dispose d'un pouvoir de dissuasion, face au Hezbollah, mais ce pouvoir est loin d'être suffisant. En général, déclencher de vastes combats entre les deux parties n'est dans l'intérêt d'aucune d'entre elles". french.trib.ir 30.10

3- Liban

- En toute discrétion, Washington livre des armes lourdes à l'armée libanaise - french.trib.ir

«En toute discrétion, Washington a livré des armes lourdes à l'armée libanaise», a écrit un quotidien libanais.

«Ces derniers jours, à l'insu des autres, les Etats-Unis ont livré de nouvelles armes à l'armée libanaise, pour qu'elle les utilise, lors des récents affrontements, à Tripoli et à Akkar», a annoncé le quotidien libanais, "An-Nahar". «Depuis 2008, les Etats-Unis ont octroyé à l'armée libanaise plus d'un milliard de dollars d'aides militaires», selon ce rapport.

Alors que, récemment, les armes américaines ont été, secrètement, livrées à l'armée libanaise, le gouvernement de ce pays a soumis l'examen de la proposition d'aide militaire iranienne au cabinet ministériel. french.trib.ir 01.11

Ils arment les deux camps et multiplient les profits par deux, c'est l'industrie de guerre qui tire l'économie américaine...

4- Hongrie

- Viktor Orban recule face à la contestation sur la taxe internet - Reuters

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a annoncé vendredi le gel de son projet de taxe sur le trafic internet à la suite de vastes manifestations contre cette mesure, également dénoncée par l'Union européenne.

Les opposants à cette taxe, censée contribuer à la fois à la régulation du secteur et à la réduction du déficit budgétaire, ont crié victoire après cette reculade inhabituelle de la part d'un Premier ministre accusé de dérive autocratique par ses adversaires.

Les manifestations contre ce projet ont servi de catalyseur au mécontentement d'une partie de la population dénonçant une dérive liberticide de la part de Viktor Orban depuis son retour au pouvoir en 2010. Le chef du gouvernement, qui s'appuie sur une majorité des deux tiers au Parlement, ne paraît toutefois guère menacé puisque les prochaines élections ne sont prévues qu'en 2018 et que l'opposition de gauche est en lambeaux après un large revers électoral une nouvelle fois subi en avril.

"La taxe ne peut pas être introduite dans sa forme actuelle", a déclaré Viktor Orban à l'antenne de la radio publique. "Si le peuple n'approuve pas une chose, et si de plus il la considère comme déraisonnable, alors elle ne doit pas être faite."

Il a toutefois souligné que le projet n'était pas purement et simplement abandonné. Il a précisé que le gouvernement engagerait des consultations en 2015 au sujet de la régulation d'internet et des moyens susceptibles de prélever une partie des revenus générés par ce secteur.

Si le chef du gouvernement a décidé de faire machine arrière, il estime tout de même que son projet pose "deux questions" qui devront être débattues au cours de la consultation annoncée.

"Il y a la question de savoir ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas faire en matière de régulation d'internet et il y a la question financière d'internet", a-t-il dit. "Nous devons déterminer où vont les énormes profits générés en ligne et voir s'il existe un moyen pour en conserver une partie en Hongrie afin d'alimenter le budget."

Le projet gouvernemental prévoyait dans un premier temps de taxer les transferts de données à un taux de 150 forints par gigaoctet (environ 50 centimes d'euros). Face à la contestation, le pouvoir avait proposé un système forfaitaire de 700 forints (2,27 euros) par mois pour les particuliers et 5.000 forints (16,22 euros) pour les entreprises.

Depuis son retour au pouvoir en 2010, Viktor Orban est accusé par ses adversaires de museler les voix discordantes au sein de la société civile, de restreindre la liberté des médias et de flatter les sentiments nationalistes d'une partie de la population.

Il a procédé à des modifications de la Constitution, à une réforme du fonctionnement de la Banque centrale hongroise et à la création de taxes sectorielles visant essentiellement les entreprises étrangères, ce qui a suscité l'inquiétude de l'UE quant au respect des principes démocratiques en Hongrie.

Viktor Orban rejette ces accusations. Il peut se prévaloir du soutien des électeurs, qui ont accordé à son parti, le Fidesz, près de 45% des voix en avril, soit exactement une majorité des deux tiers au Parlement. Reuters 31.10

Ce n'est pas dans l'habitude d'Orban de reculer ainsi, il y a un truc qui cloche qu'on ne nous dit pas. J'avais pressenti que ces manifestations étaient téléguidées de l'extérieur, de Bruxelles ou Washington via leur ONG sur place ? Orban a dû sentir le danger et n'a pas voulu courir le risque d'être confronté à une situation à l'ukrainienne, c'est une explication, je ne sais pas si c'est la bonne.

5- Equateur

- Equateur : Correa obtient de pouvoir modifier la Constitution pour être réélu - LeMonde.fr

La Cour constitutionnelle d'Equateur a rendu possible, vendredi 31 octobre, une modification de la Constitution qui permettra une réélection « indéfinie » du président. Techniquement elle ne modifie pas elle-même le texte, mais accorde au Parlement le droit de l'amender, alors que l'opposition demandait que les changements soient approuvés par référendum.

Cette décision ouvre donc la voie à l'adoption de seize amendements, dont celui qui permet la réélection indéfinie pour tous les postes ayant fait l'objet d'une élection populaire, y compris celui de chef de l'Etat. LeMonde.fr 31.10

6- Burkina Faso

- Le nouvel homme fort du Burkina Faso déjà contesté par l'opposition - 20minutes.fr 02.11

Le nouvel homme fort de la transition au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Isaac Zida, a été adoubé samedi par l'armée, mais il était déjà contesté dans la soirée par l'opposition et la société civile qui appellent à une démonstration de force dimanche.

Vingt-quatre heures après la chute et la fuite du président Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans de pouvoir, les hauts gradés de l'armée ont mis fin à leurs dissensions et ont désigné «à l'unanimité» le lieutenant-colonel Zida, 49 ans, numéro deux de la garde présidentielle, comme chef d'un régime de transition, aux dépens de son rival, le chef d'état-major des armées, le général Nabéré Honoré Traoré, qui brigua le poste.

Se voulant rassurants pour éviter le spectre d'une junte autoritaire, les militaires se sont empressés d'affirmer que cette transition se ferait de manière démocratique, en concertation avec l'opposition et la société civile, tout en restant flous sur les modalités pratiques.

Nouveau rassemblement dimanche à Ouagadougou

Mais après quelques heures de flottement, les «*forces vives*» du petit pays sahélien ont vigoureusement réagi, refusant catégoriquement une «*confiscation*» du pouvoir par l'armée et appelant à un nouveau rassemblement dimanche à 8h sur la place de la Nation, à Ouagadougou. C'est la place emblématique de la contestation contre le régime Compaoré, rebaptisée par le peuple «*place de la Révolution*», comme au temps de l'ex-président Thomas Sankara dans les années 1980, icône du panafricanisme encore dans les mémoires de tous les Burkinabè.

«*La victoire issue de l'insurrection populaire appartient au peuple, et par conséquent la gestion de la transition lui appartient légitimement et ne saurait être en aucun cas confisquée par l'armée*», ont écrit les partis de l'opposition et les associations de la société civile dans un communiqué commun, dans lequel elles ont souligné «*le caractère démocratique et civil que doit avoir cette transition*».

De son côté, l'Union africaine a exhorté dans la soirée «*les acteurs politiques et la société civile du Burkina Faso à travailler ensemble (...) pour convenir d'une transition civile et inclusive devant déboucher sur la tenue, aussi rapidement que possible, d'élections libres*». 20minutes.fr 02.11

Les Burkinabè n'ont pas chassé du pouvoir Compaoré pour se retrouver sous une dictature militaire... Reste à savoir quelles sont les différentes puissances occidentales derrière le lieutenant-colonel Zida et le général Nabéré Honoré Traoré. A suivre.

SOCIAL

1- Portugal

- TAP Portugal: trafic fortement perturbé en raison d'une nouvelle grève - AFP

- Portugal: des milliers de fonctionnaires manifestent contre l'austérité - AFP

Plusieurs milliers de fonctionnaires ont défilé, vendredi, dans les rues de Lisbonne pour protester contre les coupes salariales ou encore l'augmentation des horaires de travail, après l'adoption du projet de budget pour 2015 au Parlement

"*Non et non au vol de nos salaires !*", "*la seule solution, c'est la démission !*" ou encore "*oui aux 35 heures, non aux 40 heures !*", scandaient les manifestants venus de tout le Portugal et réunis à l'appel de leur principal syndicat, le Front commun des syndicats de l'administration publique.

"*Les jeunes sont particulièrement touchés par les coupes salariales*", dénonce Paulo Almeida, chauffeur de 31 ans travaillant pour la mairie de Lisbonne. "*J'ai perdu 200 euros sur mon salaire et je gagne aujourd'hui moins que quand j'ai commencé*".

Un peu plus loin, Esmenia Castro, 53 ans, raconte avoir été licenciée l'an dernier : "*à mon âge, c'est très difficile de retrouver du travail*", explique cette ancienne fonctionnaire de la sécurité sociale, qui affirme "*survivre aujourd'hui avec 377 euros par mois*".

Ana Avoila, la coordinatrice du Front commun, a dénoncé les mesures d'austérité qui restent inscrites dans le budget 2015, et s'est félicitée de "*l'adhésion importante au mouvement de protestation*". AFP 31.10

En complément.

- Le parlement portugais approuve le premier budget post-aide - Reuters

Le taux de l'impôt sur les sociétés devrait par ailleurs être ramené de 23% à 21%. Reuters 31.10

Les métallos aussi défilaient dans la rue en Italie contre de nouveaux plans de suppression d'emplois ou de licenciements. Vue à Russia Today, rien dans les médias français.

2- Grèce

- Grèce: 25.000 manifestants contre l'austérité - AFP

Vingt cinq mille personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Athènes contre l'austérité à l'appel du Pame, le Front des travailleurs proche du parti communiste.

"*Nous ne sommes pas que des chiffres, nous méritons des conditions de vie humaine*", ont scandé les manifestants place Syntagma, face au Parlement, à Athènes.

Mille organisations syndicales représentant les secteurs public et privé de toute la Grèce se sont réunies samedi pour dénoncer qu'outre "*les 1,5 millions de chômeurs officiels il y a plus de 500 000 employés qui ne sont pas payés depuis plusieurs mois*" selon les banderoles déroulées par le Front des travailleurs.

Les centrales syndicales du privé et du public, la Gsee et l'Adedy, ont appelé à une grève générale le 27 novembre en Grèce, pour dénoncer la poursuite des mesures d'austérité dans le projet du budget d'Etat pour 2015.

Plus de 20.000 manifestations ont été recensées par la police depuis 2010 en Grèce. AFP 01.11

[Haut de page ↗](#)

Le 3 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 14 articles.

Quelle est notre priorité ?

Le parti officiel de l'ordre, l'UMP, compte 270.000 adhérents à jour de cotisation. (AFP 02.11)

L'avant-garde du mouvement ouvrier, en admettant qu'elle existe encore sous une forme organisée et dispersée dans différentes formations politiques doit rassembler environ 10.000 militants, dont une partie non négligeable sont des retraités ou des vieillards. Cette dernière précision n'est pas péjorative, à 59 ans je fais moi-même partie des vieux.

C'était juste pour signaler qu'ils n'intervenaient plus sur un lieu de travail. Par contre cela leur permet de consacrer plus de temps à d'autres activités politiques en direction de la population laborieuse et des militants, en principe. En réalité, ce n'est pas vraiment le cas puisque leurs partis sont incapables là encore d'adapter leur conception de la lutte des classes de façon à prendre en compte les besoins des différentes générations de militants qui ne sont pas toutes confrontées aux mêmes difficultés politiques du fait qu'elles n'ont pas connu les mêmes expériences ou n'ont pas vécu aux mêmes époques.

Qu'hier on n'est pas pu consacrer plus de temps à la formation des militants est un argument que je rejette, aujourd'hui que se serait parfaitement possible en la confiant aux vieux militants les plus expérimentés, c'est impardonnable.

Mais ce n'est pas là où je voulais en venir en relatant le nombre d'adhérents de l'UMP.

Voilà encore un excellent argument en faveur de la construction du parti que nos dirigeants n'exploiteront pas, du coup on se demande s'ils veulent ou non vraiment construire ce foutu parti, on en doute fortement, mais c'est une autre question.

Comment se fait-il que l'UMP ait autant d'adhérents ? On a l'habitude d'évacuer rapidement cette question en affirmant que c'est

parce que la classe dominante a conscience de ses intérêts de classe, il est donc normal que ses membres s'organisent pour les défendre ou mener leur lutte de classe contre la classe ouvrière. Et cela nous avance à quoi de le savoir ? Pas grand chose.

Il est naturel que la classe dominante soit organisée puisqu'elle détient le pouvoir. Son organisation politique est l'expression de son pouvoir économique, pour ainsi dire aux fondements du capitalisme qui reposent sur l'appropriation des moyens de production par les capitalistes au détriment des masses exploitées, dans le prolongement, se situe son organisation politique pour lui permettre d'exercer son pouvoir économique, les deux sont liés et indissociables sous peine... de perdre le pouvoir ou ses privilèges fondés sur l'inégalité entre les classes ou la division de la société entre classe dominante et classe dominée.

Par contre on peut se demander pourquoi ou comment elle parvient à maintenir un haut niveau d'organisation, que le capitalisme soit ou non en crise, que son ou ses partis soient ou non en crise.

Si la conscience politique de l'exploiteur va de pair avec la place qu'il occupe au sein du mode de production, elle ne va pas forcément de soi, dans le sens où il doit acquérir lui aussi les éléments qui lui permettront de comprendre comment fonctionnent les institutions et la société, leurs rapports avec le reste du monde et ses différents acteurs ou ses différentes institutions politiques, plus généralement l'histoire de la lutte des classes et ses rapports avec l'évolution du capitalisme mondial. Il lui faut aussi s'intéresser à toutes les questions sociales ou sociétales qui débordent du cadre de l'entreprise qu'il dirige, il doit en comprendre les enjeux et les intérêts distincts qu'il peut ou doit en retirer en tant qu'exploiteur ou pour sa classe, car il doit aussi penser sa condition au delà de son cas particulier, il doit acquérir une véritable conscience de classe conforme aux besoins de sa classe.

Tout cela pour dire que c'est plus compliqué que ce qu'on pourrait imaginer au premier abord et que plus d'un d'entre eux doit ramer, pas seulement ou pas forcément pour comprendre où sont ses intérêts, mais pour tenir un discours cohérent dans lequel il semble défendre l'intérêt général ou celui de l'ensemble de la population, alors qu'en réalité il ne défend que ses intérêts et ceux de sa classe, ce qui nécessite une dextérité intellectuelle et un art consommé de la filouterie qu'on n'apprend pas sur les bancs de l'école, quoique, cela dépend desquelles.

On a évoqué jusque là un patron membre de l'UMP, mais bien souvent ils s'en remettent à des professionnels de la politique qui ont été formés (diplômés de l'ENA, Science Po, Polytechnique par exemple) ou qu'ils ont engagés pour remplir cette mission spécifique, qui feront ce boulot à leur place, qui peuvent par ailleurs avoir ou avoir eu une activité professionnelle dans le secteur privé ou public, ils peuvent appartenir aux professions dites indépendantes, être avocats d'affaires par exemple.

Aristocrates du régime, serviteurs de l'Etat, adhérents de think tanks, formatés de telle sorte qu'ils s'adapteront à la mise en oeuvre des différentes versions de l'idéologie dominante qui variera en fonction de l'évolution du capitalisme et de ses besoins, quitte éventuellement à se renier ou se contredire si nécessaire, l'essentiel étant de garder le cap comme ils disent si bien, et d'appliquer la politique qui leur est dictée par les sommets de la classe dominante, de ne jamais perdre de vue qu'ils sont aux ordres d'une classe qui les rémunèrent en conséquence en leur interdisant d'avoir des états d'âme, d'où le profond mépris qu'ils éprouvent pour les pauvres ou les exploités en général, leur cynisme.

Il faut se donner beaucoup de mal et consacrer beaucoup de temps pour remplir au mieux cette fonction peu enviable, il faut faire preuve de détermination et persévérance pour grimper dans l'estime des puissants et gravir un à un les échelons qui mènent au sommet de l'Etat, à la fonction de ministre, député ou sénateur. Si finalement ce ne sont que de simples exécutants ou pions qui remplissent une mission, il faut de la volonté pour remplir les conditions qui leur permettront de la mener à bien et se montrer digne de la confiance que leurs maîtres ont placé en eux.

Et nous, de notre côté comment procédons-nous ? En amateur, en dilettante, il ne faut pas s'étonner du résultat lamentable.

L'UMP est déchiré, l'UDI et le MoDem sont incapables de se réconcilier, le PS est en morceaux, le FdG est en lambeaux, et pendant ce temps-là LO est plus sclérosé que jamais, le NPA oscille entre gauchisme et capitulation, le POI végète ou achève sa conversion au réformisme ou de se fossiliser.

La classe dominante a conscience de devoir mener le combat sur le terrain politique. Cette tâche qui lui est rendue relativement facile du fait qu'elle dispose d'une idéologie, d'un programme, d'une stratégie pour combattre son ennemi. Elle est disciplinée et elle se donne les moyens pour que ses représentants acquièrent et maîtrisent les outils qu'elle met à leur disposition. Nous, nous adoptons exactement le comportement inverse, nous avons horreur de la discipline et de l'ordre, et nous rejetons les enseignements que les marxistes nous ont légués, en fait nous adoptons l'attitude du travailleur inconscient gangrené par l'idéologie dominante, nous ne faisons guère mieux quand nous ne nous permettons pas de les juger ou de leur prêter des travers qui sont en réalité les nôtres.

Sans théorie ou programme révolutionnaire, sans stratégie politique il est impossible de mener le combat sur ce terrain-là, d'où l'abandon du combat politique par tous les partis ouvriers qui ne sont plus que des appendices des syndicats, du PS ou du PCF. Vous vous ferez peut-être la réflexion suivante : en fait rien de changer par rapport au passé, effectivement, ils avaient élaboré une stratégie qui incluait le PS et le PCF et elle s'est avérée foireuse, elle s'est effondrée, et qu'est-ce qu'ils proposent, rien

ou une variante dans le cadre d'une hypothétique assemblée constituante, on vous épargnera la VIe République qui en est la caricature.

Il est vrai que le meilleur moyen de ne jamais atteindre un objectif est de l'abandonner, sous prétexte que le chemin serait trop long et périlleux, semé d'embûches pour y parvenir. La classe dominante combat sur le plan politique quotidiennement, pour elle la tâche est plus simple, elle lutte pour conserver le pouvoir, alors que nous nous devons lutter pour le conquérir en sachant que ce n'est pas demain la veille qu'on en prendra possession, du coup c'est plutôt décourageant et démoralisant, on a l'impression qu'on n'en verra jamais le bout, et plus on adopte cette attitude plus on retarde le moment où nous aurons la possibilité de renverser l'ordre établi.

Là où on a commis et on continue de commettre une terrible erreur, c'est qu'au lieu de combattre pour réunir les conditions qui nous permettront de prendre le pouvoir, considérant que ce moment était repoussé à une date indéterminée, on a renoncé à combattre pour réunir ces conditions, dont la construction du parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui selon qu'il existe ou non, dans une situation caractérisée par une crise ouverte du capitalisme comme celle que nous vivons aujourd'hui, constitue le facteur déterminant susceptible de faire basculer la situation dans un sens ou un autre, dès lors que la majorité des travailleurs refusent de subir plus longtemps les conséquences de cette crise.

Au lieu de subordonner notre stratégie à la construction du parti, on lui a substitué une stratégie opportuniste ou révisionniste consistant à renier nos principes et notre programme pour pouvoir conclure des compromis avec des éléments du mouvement ouvrier ou même parfois extérieurs à celui-ci corrompus par l'idéologie de la classe dominante, sous prétexte que c'était le seul moyen de défendre nos droits ou acquis sociaux, élus ou dirigeants du PS ou du PCF, transfuges de ces partis, des démocrates ou républicains farouchement opposés à la révolution socialiste, des syndicalistes et anarcho-syndicalistes minés par le réformisme ou le corporatisme, également anticommunistes, pour à l'arrivée manifester des illusions dans Hollande et le PS, se demander quelle politique ils allaient appliquer en 2012, comme si nous ne le savions pas à l'avance, et se refuser de les caractériser politiquement, être incapable de rompre avec les directions syndicales traîtres ou vendus, refuser de faire le lien entre la politique menée par le gouvernement et l'instrumentalisation de certaines minorités, pire, soutenir ces opérations qui relevaient de la guerre psychologique et idéologique tournée contre les masses, de préférence les plus arriérées, bref, rien de changé effectivement.

Alors qu'il y en place le gouvernement le plus réactionnaire de la Ve République, dès lors à quoi bon prétendre qu'il faudrait rompre avec les institutions de la Ve République puisque dans la pratique on fait exactement le contraire, on est incapable de mener le combat politique sur un terrain de classe indépendant des appareils et des syndicats que l'on s'emploie à ménager à tout bout de champs ; ce serait les dirigeants de la CGT et de FO qui auraient rompu le dialogue social avec le gouvernement début juillet, quelle mauvaise blague, ils n'ont cessé de déclarer et de prouver le contraire ces dernières semaines encore, ce sont les militants de ces syndicats qui ont contraint Lapaon et Mailly à adopter cette position et eux-seuls, contre Lapaon et Mailly. Ce discours est incohérent, tout comme l'était celui hier qui prétendait qu'il existait un courant de gauche au sein du PS, pourquoi pas un courant trotskiste au sein du PCF, ils en sont toujours là, leur seul espoir repose sur le PS et le PCF qui feront bonne figure dans une assemblée constituante n'en doutons pas.

Je n'ai pas sorti l'argument selon lequel il ne fallait pas se couper des masses, qui sert à camoufler son adaptation au réformisme qui a pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat, les ont éloignés du socialisme. Ils en sont arrivés au point ou non seulement ils ne défendent pas ou plus les idées du socialisme, qu'ils ne peuvent plus poser la question du pouvoir, de l'Etat, là non plus ce n'est pas nouveau, hier comme aujourd'hui demandez à un fonctionnaire syndicaliste quels sont ses rapports avec l'Etat et vous en serez convaincus, le gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois (parce qu'il n'y avait pas de bourgeois au PS !) est passé de mode, et quant à la révolution qui devait en découler vous l'attendez toujours, et pour cause, bref tout cela sentait l'aventurisme à plein nez ou pire encore. On passe son temps à vous raconter que tout serait possible, et en réalité on peut observer que rien ne l'est, à un moment donné on se demande pendant combien de temps encore ceux qui tiennent ce discours vont continuer à se foutre littéralement de nous.

En fait, en l'absence de toute révolution à brève ou moyenne échéance, seule la construction du parti, la formation de milliers ou dizaines de milliers de cadres provenant de toutes les couches exploitées de la société pouvait incarner le combat pour le socialisme, permettait de se préparer et de préparer les masses aux affrontements futurs avec la classe dominante. A la place nous avons eu des partis passoires, incapables de retenir leurs militants et cadres, parce qu'ils s'attendaient à des résultats immédiats, ne les voyant pas venir, ils ont démissionnés ou sont partis voir ailleurs. Ils avaient été approchés lors d'une bataille, une fois recrutés ils ont mené d'autres batailles qui ne les concernaient pas forcément directement, un jour ils en ont eu marre et sont partis, d'autres militants ont été recrutés à leur place lors de ces batailles et ainsi de suite, je simplifie mais je ne dois pas être très éloigné de la réalité. Le turn over de ces partis doit être impressionnant, mais leurs dirigeants s'en accommodent.

Je suis conservateur, dans le sens où j'estime dommage ou stupide de s'être donné beaucoup de mal pour atteindre un objectif et le bazarder un jour sur un coup de tête ou se résoudre à avoir dépensé autant de temps et d'énergie pour finalement pas grand chose ou rien à l'arrivée, ça c'est mon côté pragmatique. Les nantis peuvent se permettre un tel comportement, nous non. Vous aurez remarqué au passage que ceux qui vous disent que leur combat à quand même servi à sauver des acquis sociaux, on a envie de leur répondre surtout vos privilèges. Tout ce qu'on acquiert nous coûte beaucoup d'efforts ou de sacrifices. Et puis il ne faut pas perdre de vue que toute expérience laisse des traces, si elles ont été désagréables ou on en conserve un mauvais

souvenir, de préférence on préférera s'abstenir les fois prochaines. La plupart des ex-militants préfèrent demeurer inorganisés.

Pour conclure provisoirement, on a adopté le même comportement que les représentants de la classe dominante qui militent ou combattent pour des objectifs immédiats qu'ils atteignent généralement, alors que de notre côté nous n'obtenons rien, pas seulement en terme de droits, en terme de construction du parti. Pour eux la question du parti est résolue, pour nous c'est une autre paire de manches, dit de cette manière cela paraît tellement évident, trop même, puisque nos dirigeants continuent de passer à côté, à croire qu'ils le font exprès.

Cela ne vous saute-t-il pas aux yeux ? C'est déconcertant tellement c'est évident, non ? Vous allez me dire que c'est plus facile à dire qu'à faire. Non, c'est plus facile de dire que ce n'est pas possible que d'essayer de le faire, ce qui n'est pas du tout pareil. Tout dépend comment on s'y prend, sinon il faut s'avouer vaincu, au choix. On ne va pas redire ce qu'on a déjà souligné la semaine précédente et dans des causeries précédentes. Quand on a la volonté de faire quelque chose, il faut le démontrer, sinon personne ne vous croira. Les partis qui s'adressent à une élite, des intellectuels ou à des militants aguerris, qui ne sont pas capables de tenir un autre discours que celui qu'on leur connaît depuis plus d'un demi-siècle, tournent le dos à l'immense majorité de la classe ouvrière, je ne pense pas que ce soit la bonne méthode pour construire le parti, avancer vers le socialisme. Les travailleurs s'en détournent, donc ils ne peuvent même pas prétendre les aider à élever leur niveau de conscience politique ou les organiser, tout au plus à l'agonie sous perfusion ils leur permettent de survivre, estimez-vous heureux avec cela ! Nous sommes les otages de ces partis et on en a plus que marre.

Un courriel reçu

- "Bonjour,

Depuis plusieurs années je lis vos causeries sur votre site "Lutte de classe". D'une manière claire, concise et très compréhensible vous donnez l'essentiel de votre pensée et de vos idées en un paragraphe ou deux.

Il m'arrive de parcourir la prose d'"éminents" intellectuels (philosophes, sociologues...) soi-disant de gauche qui noircissent nombre de pages en un langage abscons et tarasbicotés pour finalement cacher leur lâcheté devant la nécessaire lutte de classe. Ils font allégeance aux pouvoirs en place et ne proposent nullement d'abattre le capitalisme.

Je suis de tout coeur avec vous. N'abandonnez pas. Continuez vos causeries."

Merci à vous, ce serait bien de recevoir des centaines de courriels comme le vôtre. J'y réponds ici.

La question n'est pas d'abandonner ou non, mais la fatigue physique, des yeux et de la carcasse qui supporte de moins en moins de rester figé 10 heures par jour dans la même position. On va être obligé de réduire la voilure, reste à trouver le moyen d'aller aussi vite ou plus loin encore. On va sans doute supprimer toutes les infos qui vous sont fournies par les médias nationaux, à l'exception des passages qui valent le coup ou méritent une explication.

Beaucoup d'intellectuels sont de bonne foi, mais aussi paumés que les ouvriers, parfois on est un peu dur avec eux, parce qu'ils le cherchent ou font preuve de mauvaise volonté.

Je crois qu'on a exposé plus haut pourquoi ils réagissent comme vous le décrivez, abattre le capitalisme, plus d'un doit y penser, mais comment faire en demeurant isolé, en refusant de concevoir que cela passe forcément par l'organisation des éléments les plus conscients de la société, le parti, l'Internationale ? On partage le même problème voyez-vous. Ils rejettent les conclusions du marxisme, voilà tout. Dites-leur que sans le parti bolchevik il aurait été impossible de porter le prolétariat russe au pouvoir, ils vous répondront qu'ensuite la situation a dégénéré en une dictature bureaucratique en Russie et que ce n'était pas la bonne solution, alors que ce sont deux choses distinctes et ainsi de suite.

Ils ignorent des pans entiers de la lutte des classes du passé et ne veulent pas l'étudier. Leur comportement est incohérent, leurs discours et analyses aboutissent systématiquement à une impasse ou à capituler face au capitalisme, ils s'en contentent ou s'en accommodent. Il n'y a rien de scientifique dans leur démarche contrairement au marxisme qu'ils exècrent, et on ne peut pas les forcer à l'adopter. Quant à discuter avec eux, c'est possible tant que vous ne les mettez pas face à leurs contradictions, si vous osez, du jour au lendemain ils vous tournent le dos. Là encore on retrouve le même réflexe que chez de nombreux militants.

On peut le comprendre chez les militants qui peinent à argumenter les positions qu'ils défendent, on est tous passé par là. Pour contourner cet obstacle, puisqu'ils ne veulent pas m'écrire, cela s'adresse aux militants expérimentés, j'ai pris l'habitude d'aborder toutes les questions qui nous étaient soumises sous différents angles, de créer un espace où il était possible de confronter toutes les idées en présence en reprenant leurs arguments respectifs, de telle sorte qu'on ne puisse pas dire que celles qu'on défendait seraient sans valeur ou uniquement le produit d'un individu isolé puisqu'elles sont en grande partie le produit de cette confrontation d'idées, et s'ils refusaient de l'admettre ou de nous l'accorder, cela reviendrait à nier leurs propres idées, donc en procédant de la sorte il leur est difficile de réfuter nos arguments, ils se retrouvent piégés, souhaitons-leur sincèrement de

s'en libérer au plus vite, à eux de voir comment, on ne veut surtout rien leur imposer, même si cela leur était bénéfique ils trouveraient le moyen de nous le reprocher, qu'ils se débrouillent !

Points de repère.

(Ces deux articles sont disponibles au format pdf dans cette page.)

Le discours que les représentants des puissances occidentales et du monde entier ont entendu à la tribune de l'ONU et qu'il faut porter à la connaissance des masses.

Le fléau Daech en Syrie et en Irak – Quelque chose ne tourne pas rond au sein de l'ONU ! - Dr. Bachar al-Jaafari - mondialisation. ca 02.11

Extrait.

... après une longue période de déni, la dite « *Communauté internationale* » a fini par en arriver à la conclusion que ce que le gouvernement syrien disait depuis des années était la stricte vérité : « *Nous sommes confrontés à des mercenaires venant de 83 pays. Nous sommes confrontés à des terroristes venant du monde entier* » !

Des terroristes entraînés dans des « camps secrets » ou plutôt, qui étaient secrets, puisque c'est maintenant chose publiquement déclarée en Jordanie, en Turquie et en Arabie saoudite. De plus, nous savons que leurs instructeurs et leurs superviseurs sont des Étasuniens, des Britanniques et des Français. Il n'y a donc plus de secrets, ni sur l'identité de ceux qui soutiennent les terroristes en Syrie, ni sur les principales raisons de l'afflux des terroristes du prétendu EILL, de l'EI, de Jabhat al-Nosra ou de n'importe quelle autre organisation de ce type.

Plus personne ne peut se laisser convaincre qu'un terroriste australien qui a quitté Sydney pour se retrouver 24 heures après dans les environs de Damas ou d'Alep à se battre contre le gouvernement du pays, est un « *rebelle syrien* » ; mais certains, notamment les porte-paroles du Secrétariat, persistent à qualifier ainsi l'Australien, le Français, le Saoudien, le Libyen, le Tunisien ou le Turc rendus en Syrie. Je ne sais comment ils peuvent combiner ces deux identités contradictoires pour un même terroriste !

Nous avons donc là un problème éthique qui devrait être traité au niveau des représentants du Secrétariat [de l'ONU]. mondialisation.ca 02.11

C'est le même discours que Poutine a prononcé il y a quelques jours devant un parterre de personnalité du monde entier, qui est un réquisitoire en règle contre les Etats-Unis et leurs alliés, dont la France de Hollande complice de l'Emirat islamique.

Pourquoi est-il d'une extrême importance ? Parce que lorsqu'on en a pris connaissance, il n'est plus possible de justifier ou de soutenir l'entreprise guerrière des puissances occidentales au Moyen-Orient.

Etats-Unis. Etat mafieux, criminel, terroriste, barbare.

Les laboratoires US de guerre biologique à l'origine de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest - Francis A. Boyle - mondialisation. ca 30.10

Extraits.

FB :... si vous regardez au cours de toutes ces années, et ces informations sont du domaine public, il y a environ 27 ou 28 microbiologistes qui sont morts.

Je pense que ces chercheurs ont menacé de sonner l'alarme sur ces programmes aussi dangereux qu'illégaux de recherches américaines sur les armes biologiques, et on les a tués. Et c'est pour cela que nous n'avons pas de lanceurs d'alerte ici, parce qu'ils seraient tués eux aussi. Je crois que c'est clair.

DL : Oui j'ai lu à ce sujet, la liste est impressionnante. Et il y a des histoires bizarres de personnes qui arrêtent leur voiture au-dessus d'un pont et qui sautent.

FB : Des histoires souvent ridicules. Et je crois que tous ces microbiologistes, plutôt que de sonner l'alarme, ils sont allés voir leur supérieur, au CDC ou ailleurs. Cette information a suivi son chemin et on les a éliminés. C'est pour cela que nous n'avons pas de whistle blowers. En fait nous en avons, mais ils sont tous morts, avant qu'ils n'aient pu lancer l'alerte. (...)

FB : Malheureusement nous avons 14 000 scientifiques qui participent à ces affreuses recherches en armements biologiques pour le compte du gouvernement des USA, je les appelle les « *scientifiques de la Mort* », et plus de 1500 laboratoires aux États-Unis qui font ce type de recherche. Vous ne pouvez pas leur faire confiance.

Ce genre de travaux de recherche constitue un crime selon les termes de la loi antiterroriste contre les armes biologiques que j'ai écrite, et nous avons dépensé 79 milliards de dollars depuis le 11 septembre 2001 dans ce domaine de recherche, ce qui en dollar constant, représente le double de ce qui a été dépensé pour le projet Manhattan pendant la Seconde Guerre mondiale pour développer la bombe atomique.

DL : S'ils travaillaient sur un vaccin depuis les années 80, ils devraient l'avoir maintenant, non ?

FB : Soit ils devraient l'avoir, soit ils l'ont, et c'est dans les tiroirs au fin fond du laboratoire de Fort Detrick, mais ils ne nous le disent pas, et ils ne l'ont donné qu'aux plus hauts dirigeants de notre gouvernement. C'est très similaire aux attaques à l'anthrax d'octobre 2001, et le fait que tout le monde à la Maison-Blanche prenait du Cipro [antibiotique prévenant les effets de l'anthrax – NdT]. Mais bon, je ne sais pas s'ils l'ont. Soit nous avons le vaccin, soit tout cet argent a été dépensé en pure perte, soit (et ce n'est pas incompatible) ils l'utilisent pour développer des armes biologiques. Faites votre choix. mondialisation.ca 30.10

Stupéfiant, terrifiant, non ? Ils sont capables d'anéantir l'espèce humaine... par erreur ! On les savait dangereux et complètement cinglés, mais là cela dépasse l'entendement. C'est pour cela que je me suis posé la question de les liquider purement et simplement.

99% de la population ignore ce qu'on vient de lire, ce sont ceux qui mènent ces activités criminelles qui conspirent contre la population et non ceux qui les dénoncent. C'est effarant qu'il faille aller sur ce portail canadien pour avoir accès à ce genre d'informations de la première importance.

Un argument de plus, et quel argument ! pour liquider le capitalisme le plus tôt possible.

ACTUALITÉ DU JOUR

Rémi Fraisse. Cherchez l'erreur.

Récupération politique.

- Barrage: hommages à Rémi Fraisse, Royal critique la pertinence du projet - AFP

Populisme en famille.

- Barrage de Sivens: Peltier (UMP) et Amirshahi (PS) pour un référendum local - AFP

Plusieurs milliers de personnes se sont recueillies dimanche dans le calme en France en mémoire de Rémi Fraisse, mort sur le site du barrage contesté dans le Tarn dont la ministre l'Écologie a critiqué pour la première fois la pertinence.

Ségolène Royal a estimé qu'il y avait eu dans ce dossier "*manifestement une erreur d'appréciation*" et qu'un "*tel ouvrage ne serait plus possible aujourd'hui*".

Le plus important s'est déroulé dans le calme et le recueillement sur le site du chantier lui-même où l'affluence n'a cessé de croître au fil des heures.

Plus de 2.000 personnes de tous âges - opposants occupant le chantier depuis des mois, sympathisants écologistes, riverains venus en famille avec enfants et poussettes, élus PCF ou Verts comme José Bové - ont marché sur une large bande de terrain déboisée et planté des glands de chêne et des pousses d'arbre pour recréer la zone humide détruite.

Nombre d'entre eux arboraient un logo représentant une renoncule, une herbe vivace dont Rémi Fraisse s'était fait une spécialité en tant que botaniste bénévole pour une association écologiste.

Ils se sont ensuite recueillis à l'endroit où le jeune homme était tombé, après l'explosion d'une grenade offensive lancée par les gendarmes. Des bouquets de fleurs y avaient été disposés avec des éléments de flashball et de grenades utilisés par les gendarmes sur le site ces dernières semaines.

L'opposition initiale contre le projet du barrage de Sivens - "*surdimensionné*" et "*coûteux*" selon ses opposants - s'est doublée d'une colère contre "les violences policières" dont témoignent les slogans "police assassins" scandés dimanche dans l'Est de Paris.

Le gouvernement avait qualifié samedi ces violences d'"*insulte à la mémoire de Rémi Fraisse*". Xavier Bertrand, candidat à la primaire UMP pour la présidentielle, a exprimé dimanche son soutien à "la fermeté du gouvernement" face à ces manifestations.

"*Continuer le projet de barrage, c'est ça qui serait une insulte à la mémoire de Rémi*", estimait en retour Rémi Demonsant, retraité de 63 ans dans le cortège dans le Tarn, sur le site d'un chantier devenu "Zone à défendre" (ZAD) depuis près d'un an.

A Lisle-sur-Tarn près de Gaillac, le chantier, suspendu sine die vendredi, vise à créer une modeste retenue d'eau de 1,5 million de mètres cubes - pour un coût d'investissement de 8,4 millions d'euros - afin de sécuriser l'irrigation des cultures.

Les opposants dénoncent depuis plusieurs années un projet "*inutile*" au coût financier et environnemental démesuré. AFP 02.11

Même l'AFP fait profil bas en relevant sans guillemets, ce qui a valeur d'approbation, le coût financier et environnemental démesuré pour réaliser une modeste retenue d'eau, autrement dit les arguments avancés par les opposants à ce projet n'étaient pas aussi farfelus que cela, bref sans le dire, ils étaient légitimes.

A Paris, deux manifestations ont eu lieu en sa mémoire: l'une pacifique a réuni 700 personnes sur le Champ de Mars, tandis que près de 300 autres se sont rassemblés illégalement dans le nord-est de la capitale pour dénoncer les violences policières.

Côté chic.

Dans le quartier chic du 15e arrondissement de Paris, le Champ de Mars, non pas une "*manifestation*", mais un sit-in "*pacifique*", genre nanti propre sur soi, silencieux, obéissant, résigné.

Le NPA et un collectif d'associations ont finalement préféré se rallier à ce sit-in à l'appel de France Nature environnement (FNE), association écologiste dont Rémi Fraisse était membre.

Ils arboraient presque tous un autocollant à la fleur jaune, une renoncule protégée qu'affectionnait Rémi Fraisse, botaniste bénévole, selon des journalistes de l'AFP.

Emouvant, rassurant surtout pour un président et un gouvernement aux abois, n'est-ce pas ?

Du coup le ministre de l'Intérieur a salué le "*recueillement digne*" des manifestants dans le Tarn et au Champ de Mars. Franchement, c'était la moindre des choses !

Pour un assassinat, ils s'en tirent relativement bien, il est déjà recouvert du voile du silence de l'union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche. C'est cela la lutte des classes ou le socialisme du XXIe siècle des vendus.

Côté choc.

Dans le quartier populaire du 18e arrondissement de Paris, sur la place Stalingrad, une manifestation interdite encadrée par un impressionnant dispositif policier, plus nombreux que les manifestants.

Une centaine de cars de CRS avaient été stationnés au coin de chacune des avenues menant à la place. Et les policiers avaient procédé dès le début de l'après-midi à des contrôles d'identité et à la fouille de sacs, notamment de jeunes portant des T-shirt aux slogans hostiles à la police.

«*La moindre des choses, c'était de braver l'interdiction*», répète Jean, 37 ans. Ce dernier a refusé de se rendre au rassemblement silencieux devant le mur de la paix en mémoire de Rémi Fraisse,. «*Là-bas, c'est ambiance bobo. Y aller, c'est refuser le rapport de force*», soutient-il.

Mais attention, pas avec la police, ce serait maladroite de combattre sur ce terrain-là, opter plutôt pour le terrain politique, c'est plus efficace, en principe... Dans le n°325 d'Informations ouvrières, pas un mot, toujours aussi couards les dirigeants du POI, on a déjà expliqué pourquoi ailleurs, pas le temps d'y revenir.

Eh oui, la pseudo-gauche et extrême gauche s'est une nouvelle fois vautrée dans la fange en allant se prosterner en compagnie des piliers du régime aux pieds du monument érigé en hommage à l'impérialisme français et occasionnellement aux assassin de

ses opposants, pour la paix et la paix de son âme ainsi soit-il. Que voulez-vous, ils sont de gauche, anticapitalistes ou révolutionnaires... Ne le croyez surtout pas ! (Sources : AFP et 20minutes.fr 02.11)

ACTUALITE EN TITRES

[Amnésie, mémoire sélective. Négationnisme.](#)

- Le droit à l'oubli sur internet en passe de devenir une réalité - Francetv info

Depuis mai dernier, les moteurs de recherche doivent étudier les demandes de particuliers qui souhaitent le retrait de pages dégradantes les concernant sur le web. Un premier pas vers le droit à l'oubli sur internet. Francetv info 02.11

[Seul, vraiment ?](#)

- Hollande plus seul et impopulaire que jamais à mi-mandat - AFP

- Manifestations violentes: Xavier Bertrand (UMP) soutient "*la fermeté du gouvernement*" - AFP

Il a même du renfort.

- Marine Le Pen, personnalité qui s'oppose le plus à François Hollande, selon 60% des Français - AFP

[Intox](#)

- Survol de centrales par des drones : le gouvernement n'a aucune piste - LeFigaro.fr

Les services de renseignement sont inopérants, les satellites de surveillance du territoire sont sans doute en panne ou en stand-by, la NSA et Cie n'a rien entendu rien vu, , rien lu, c'est comme le soi-disant sous-marin russe dans les eaux territoriales suédoises ou encore ce fichu avion qui a disparu par enchantement, que de mystères inexplicables de nos jours... Ils nous prennent encore pour des abrutis, il faudrait leur dire que plus personne ne les croit, qu'ils se donnent de la peine pour rien.

- GIEC : à chaque nouveau rapport, des mises en garde plus incontestables - LeMonde.fr

Si c'est Le Monde qui le dit, vaut mieux ne pas s'y fier...

[Ah ils ont trouvé une excuse : l'incurie collective. La leur !](#)

- "*Tout le monde pensait que la croissance allait reprendre. Tout le monde s'est trompé*", assume Sapin - Francetv info

Monsieur Sapin parle pour les siens, il a précisé la droite et la gauche, n'en faisant pas partie on est soulagé !

[C'est l'histoire du truand qui crie à l'escroquerie.](#)

- Sapin appelle Gattaz à "*tenir sa promesse*" de créer 1 million d'emplois - AFP

Le ministre des Finances Michel Sapin a mis dimanche le patron du Medef Pierre Gattaz au défi de "*tenir sa promesse*" de créer un million d'emplois, grâce au pacte de responsabilité qui octroie 41 milliards d'aides publiques aux entreprises. AFP 02.11

Sauf que depuis Gattaz est devenu plus gourmand, il veut bien créer un million d'emplois à condition d'en supprimer un million qu'il remplacera par un million sans condition, entendez selon ses conditions : la liquidation du CDI et la liberté de licencier sans justificatif, le tout à l'ANI, les glaçons sont toutefois en option, mais Sapin fournit dans un délai raisonnable un cercueil à un prix imbattable pour les salariés intéressés.

[L'odeur de la poudre se rapproche...](#)

- Pakistan : au moins 55 morts dans un attentat suicide à la frontière avec l'Inde - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

- Le calife Baghdadi, "limogé"? - french.trib.ir

Selon un fichier sonore, qui vient d'être publié, une récente réunion consultative des cadres de Daesh aurait débouché sur le limogeage du calife autoproclamé, Aboubakr al-Baghdadi. Les sites irakiens, qui reprennent cette information, affirment que le calife Baghdadi aurait été destitué, au profit d'un Saoudien, et l'annonce en a été faite par le porte-parole de Daesh, Abou Mohamad al-Adnani. "Panorama Ash-Sharh al-Awsat", ainsi que "Donya al-Watan" ont publié cette information, sans être à même d'en confirmer l'authenticité.

Le nouveau calife saoudien a été désigné, parce que l'ex calife "a fui le champ de bataille et s'est caché, on ne sait où, à Mossoul ou en Syrie". La semaine dernière, des informations ont été publiées; au sujet de l'encerclement de Baghdadi; par l'armée irakienne. "Quiconque tournerait le dos aux croyants, et refuserait de les aider et de faire le Jihad, ne peut plus être calife, et il faut rompre l'allégeance faite à son encontre. Le champ de bataille est plein d'imprévus, et un calife devra avoir l'aptitude à y faire face. Nous allons annoncer, bientôt, le nom du nouveau calife", dit le fichier audio.

Les observateurs relèvent, en effet, un point important : Daesh perd du terrain, sur le sol irakien, et ce nouveau coup "made in CIA", qui ressemble, selon d'aucuns, à celui de l'élimination de Ben Laden, n'est, absolument, pas étranger aux échecs de Daesh. La CIA semble s'apprêter à passer à une nouvelle étape. french.trib.ir 02.11

2- Liban

- Liban/Békaa: violents combats Hezbollah-Al Nosra - french.trib.ir

Selon la chaîne libanaise MTV, de très violents combats opposent les terroristes d'Al Nosra aux combattants du Hezbollah dans la région stratégique de la Békaa au sud du Liban. Le gros des combats se déroule dans la région de Jaroud Younin. Les détails de ces combats ne sont pas révélés mais il pourrait bien s'agir d'un nouveau guet-apens tendu par les combattants du Hezbollah aux terroristes takfiris d'Al Nosra. french.trib.ir 02.11

3- Arabie saoudite - Israël

- "Riyad bloque le transfert d'armes vers Gaza" - french.trib.ir

Les officiels israéliens viennent de le reconnaître : les autorités de Riyad auraient exercé des pressions diplomatiques, sur le Soudan, pour que ce pays bloque Port Soudan au transit d'armements et de munitions, à destination de Gaza!! Selon Palestine al-Youm, c'est la voix d'Israël, qui a annoncé, de façon inattendue, cette information : "Les efforts diplomatiques de Riyad et ses pressions sur Khartoum ont, largement, contribué à affaiblir le trafic des armes et de munitions, depuis Port Soudan, vers la bande de Gaza. Les Saoudiens ont exigé d'Omar el-Béchar de mettre un terme à ses relations avec Téhéran, pour ce qui est du trafic d'armes vers Gaza. Les Saoudiens ne veulent plus que le Soudan serve de base de transfert d'armement, pour les Palestiniens, dit la source israélienne. Riyad a, en effet, surfé sur le besoin d'El-Béchar d'acquiescer une légitimité internationale et régionale, après les accusations de crime contre l'humanité, formulées à son encontre. Et Riyad a, très clairement, fait comprendre au président soudanais qu'il n'existait qu'un seul moyen, pour mettre un terme à ses coopérations avec l'Iran. Et c'est, d'ailleurs, ce qui vient de se produire".

La voix d'Israël prétend, par la suite, que la ville de Port Soudan, (un port), servait de point de transit d'armes vers les déserts du Sinaï, avant que ces armes ne parviennent, via des tunnels souterrains, à la bande de Gaza.

C'est, encore, l'Arabie saoudite, qui exerce un maximum de pressions sur l'Egypte, pour qu'elle détruise les tunnels souterrains reliant Gaza à son territoire, soit les seuls canaux, qui permettent à Gaza de contourner plus de huit ans de blocus. La semaine dernière, le journal "Al-Akhabar" a publié une analyse où il aborde la question et la contre-attaque iranienne : selon le journal, depuis quelque temps, les Iraniens enseignent aux résistants palestiniens la manière par laquelle ces derniers pourraient fabriquer et optimiser des missiles. french.trib.ir 02.11

4- Ukraine

- Ukraine: les chefs rebelles remportent les élections, "*nouvel obstacle*" à la paix selon Bruxelles - AFP

- Ukraine: Un chef de guerre et un nostalgique de Lénine à la tête des régions rebelles - 20minutes.fr

Le «*Premier ministre*» de la république autoproclamée de Donetsk, Alexandre Zakhartchenko, a été élu président avec plus de 81% des voix, contre 9% à chacun de ses deux concurrents, selon un sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote. Son ambition : «*Construire un nouvel Etat, qui deviendra légitime après les élections, et récupérer les territoires de l'Est actuellement sous contrôle ukrainien*».

Cet ancien mécanicien et homme d'affaires de 38 ans, qui dit avoir vendu son entreprise pour financer un groupe militaire rebelle, a participé à l'assaut du siège de l'administration régionale à Donetsk le 16 avril par les séparatistes. Cet événement fondateur de la révolte contre Kiev a été suivi par la proclamation de l'indépendance de la «*République de Donetsk*» et de celle voisine de Lougansk puis par des combats qui ont déjà fait plus de 4.000 morts. Sa biographie officielle insiste sur le fait que son père a travaillé comme mineur pendant 30 ans, un point important dans cette région du Donbass où toute l'économie tourne autour du bassin minier. Le démontage d'une statue de Lénine, un «*génocide moral*»

A Lougansk, le président de la «*République*» rebelle, Igor Plotnitski, a été élu avec plus de 63% des voix. Comme Alexandre Zakhartchenko, il faisait face à des candidats quasiment inconnus.

Cet ancien militaire de 50 ans à la carrure massive s'est reconverti dans les affaires après la chute de l'URSS, puis dans la défense des consommateurs. Après avoir occupé le poste de «*ministre de la Défense*» du territoire séparatiste, il a été nommé à la tête de la «*République de Lougansk*» en août dernier, prenant la place du leader séparatiste Valeri Bolotov, blessé dans un attentat.

Très attaché au passé soviétique et à l'héritage communiste, comme la plupart des responsables rebelles, Igor Plotnitski a qualifié de «*génocide moral*» le démontage d'une statue de Lénine à Kharkiv, grande ville de l'est de l'Ukraine restée sous contrôle de Kiev. 20minutes.fr 02.11

5- Burkina Faso

- Burkina: L'armée s'impose face à la contestation de la rue, mais poursuit les concertations - 20minutes.fr

L'armée s'est imposée dimanche au Burkina Faso à coups de gaz lacrymogène et de tirs de sommation contre les manifestants qui contestaient sa prise de pouvoir, tout en réaffirmant son engagement à instaurer une transition dans la concertation.

En fin de journée elle a renouvelé son engagement à une transition concertée avec toutes les composantes de la société burkinabè, après une rencontre avec les chefs de l'opposition. Le nouvel homme fort du pays, le lieutenant-colonel Isaac Zida, poursuivait également des consultations avec les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, représentant deux alliés de poids du Burkina, selon la télévision nationale. La communauté internationale a largement condamné la prise de pouvoir par les militaires.

La journée a été marquée aussi par la mort d'un jeune homme qui manifestait devant la télévision nationale, tué par une balle perdue, selon l'armée, lorsque les soldats ont dispersé l'attroupement. En début d'après-midi, des soldats du régiment de sécurité présidentielle, unité militaire d'élite dont Isaac Zida était le commandant en second, ont tiré plusieurs rafales en l'air et pris le contrôle du bâtiment de la radio-télévision nationale, la RTB, d'où ils ont chassé une foule de manifestants et évacué le personnel, selon des journalistes de l'AFP. La RTB avait repris ses émissions en début de soirée.

L'opposition dépassée par le rythme des événements

Simultanément, l'armée a investi la place de la Nation, tirant en l'air, lançant des grenades lacrymogènes et faisant fuir les milliers de personnes qui y étaient réunies, selon un journaliste de l'AFP. La foule n'avait cessé dimanche de grossir sur la place, lieu emblématique de l'insurrection populaire qui a poussé le président Blaise Compaoré à la démission vendredi après 27 ans au pouvoir.

Dimanche, c'est contre son successeur autoproclamé que la mobilisation s'est poursuivie, les manifestants brandissant des pancartes «*Non à la confiscation de notre victoire, vive le peuple!*», ou encore «*Zida dégage*».

Visiblement hésitante, peut-être divisée et dépassée par le rythme rapide des événements, l'opposition n'avait pas semblé exclure une entente avec les militaires. Son chef, Zéphirin Diabré, n'a fait aucune déclaration. 20minutes.fr 02.11

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre 2014

CAUSERIE

On a laissé de côté trois sujets pour demain.

Qu'on se le dise : ils ne changeront jamais de politique. Surprenant, n'est-ce pas ?

Cela s'adresse aux travailleurs qui soutiennent l'UMP, l'UDI, le PS et ses satellites, le PCF et ses alliés, pendant qu'on y est il faut penser à tout le monde. Et il n'en existe pas d'autres. Comment cela ? Comment cela quoi, depuis 33 ans, pour ne pas remonter plus loin, vous avez largement eu le temps de vous en apercevoir, non ?

Ils ont tous juré fidélité au régime en place. Soit ils sont aux commandes ou se partagent le pouvoir et ils gèrent la société pour le compte des capitalistes, soit ils sont candidats pour y accéder et ils envisagent nullement de rompre avec le capitalisme, ses institutions, l'UE, l'ONU, l'Otan, le FMI, etc. ils le disent eux-mêmes, il suffit d'ouvrir ses oreilles pour en être convaincu ou de savoir lire.

C'est franchement désespérant. Comment cela ? Si vous projetiez de placer votre sort entre leurs mains, assurément, cela risque même de vous être fatal un jour. Il y a ainsi des illusions qui ne pardonnent pas, qui ne se paient pas forcément comptant, c'est le pire en somme, car quand cela vous tombe dessus vous ne comprenez pas ce qui vous arrive, il faut remonter le fil des événements en arrière et c'est compliqué, surtout quand il a été rompu quelque part et qu'on ne sait pas où, difficile de s'y retrouver n'est-ce pas ?

Après avoir cessé de militer pendant 20 ans, c'est le marxisme qui m'a aidé à remonter le fil, sinon je n'y serais jamais parvenu tout seul, mais bon, laissons cela de côté, c'est mon affaire et non la vôtre. Comme j'ai horreur de me faire des illusions, cela m'arrive encore évidemment, je préfère le payer comptant, sur le champ, cela a le mérite de remettre les choses en ordre, à chaud, sur le vif, la plaie n'a pas eu le temps de s'infecter ou est peu profonde, elle cicatrice plus vite et on s'en porte beaucoup mieux après je vous assure.

Cela dit, s'il existe une autre politique conforme au socialisme, mais vous ne pouvez pas demander à ces gens-là de l'adopter, il faut être sérieux. Et alors ? Alors quoi enfin, vous n'avez pas compris que c'était à vous de vous en saisir, parce que vous croyiez que quelqu'un d'autre le fera à votre place, vous n'êtes pas cohérent. Comment cela ? Vous dites bien aux travailleurs qu'ils doivent prendre leur destin entre leurs mains, et bien c'est exactement pareil pour chacun d'entre nous, et comme il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme en dehors du socialisme, cela signifie qu'adopter le socialisme ou prendre en mains son destin cela revient au même, et je vous garantis qu'après cela on conserve les mains propres.

Mais vous pouvez aussi décider de vous en laver les mains, chacun est libre d'agir à sa guise. C'est une façon de parler seulement, car si vous négligez de bien frotter les chaînes qui vous entravent, elles pourraient finir par rouiller et vous transmettre la gangrène à la première petite blessure, et vous savez à quel point la société n'est pas tendre et continuera de vous en infliger régulièrement, alors prenez garde !

Prenez bien soin de vous, optez pour le plus puissant des antiseptiques qui vous protégera contre la vermine et toutes les infections, adoptez le socialisme et prescrivez-le autour de vous ! Attention, si le mode d'emploi est fourni, toutefois pour que le remède soit efficace il est préférable de bien l'étudier, et il n'existe aucun risque d'empoisonnement, aucune contre-indication non plus.

Vous allez peut dire qu'on fait de la propagande pour nos idées. Heureusement encore, on vient de vous dire que personne ne le fera à notre place. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on défende les idées de nos ennemis, il y en a déjà tant qui le font si bien dans nos rangs qu'on ne voudrait pas leur faire de l'ombre.

Ils font ce qu'ils peuvent.

France. "*Le pouvoir est-il dépassé par les derniers événements qui ont monopolisé l'espace politique?*" Francetv info 03.11

Hollande fait la politique pour laquelle il a été porté au pouvoir par les dirigeants de la classe dominante. Parfois ça coince.

Grande-Bretagne. Casquera ou casquera pas les 2 milliards d'euros que lui réclame l'UE ?

Ce n'est pas Cameron qui décide, il exécute les ordres de ses maîtres. Sachant qu'ils sont derrière la Commission européenne, sa posture est purement électoraliste face à un électorat britannique eurosceptique et la montée en puissance des souverainistes. Il cèdera à l'UE ou c'est le Parlement qui va s'en charger à sa place, il pourra toujours faire valoir qu'il a résisté vaillamment...

Si la Grande-Bretagne devait sortir de l'UE, si un jour cela se réaliserait, vous pourriez vous dire que ce serait le signal d'un violent tournant dans la situation mondiale aux conséquences les plus néfastes qui soient... Il en existe d'autres comme la brutale remontée des taux d'intérêts des obligations ou des banques centrales, la chute soudaine du dollar...

Etats-Unis. Obama et les démocrates sur le point de perdre la majorité au Congrès lors des élections à mi-mandat.

- Midterms: Obama, bientôt un président aux mains liées? - 20minutes.fr

Quelle affaire ! Tout comme Hollande ou Cameron, Obama est aux ordres, et s'il n'a pas atteint tous les objectifs qui lui avaient été fixés au Moyen-Orient notamment, ce n'est pas faute de ne pas avoir essayé, mais parce qu'il a rencontré une résistance inattendue des peuples syrien et irakien. Tous leurs plans ont été éventés les uns après les autres au point que Biden a dû reconnaître publiquement que leurs alliés étaient trempés dans l'armement de l'Emirat islamique. Quant à l'Ukraine, ils ont cru qu'ils pourraient briser les liens établis depuis des lustres par tout un peuple lié à la Russie et ils ont échoué, comme partout ailleurs.

La crise du capitalisme fait qu'à mi-mandat ou avant la fin de leur mandat, ils sont déjà usés jusqu'à la corde, bon à jeter. Il leur reste plus qu'à manoeuvrer, tenter d'avancer pas à pas, adapter leur discours, se contredire, s'enfoncer dans le populisme pour tenir jusqu'au bout, car ils ne changeront pas de politique.

Faites tomber les masques. Une question de légitimité.

Dis-moi qui te finance ou d'où proviennent tes revenus, et je te dirai qui tu es.

- Sapin propose un périmètre restreint pour la taxe sur les transactions financières - AFP

Trois ONG ont accusé lundi le gouvernement français de...

Ces ONG suivent de près l'évolution des négociations

- Oxfam ;

- Coalition Plus - une union d'associations de lutte contre le sida ;

- One France, ONG de lutte contre la pauvreté et les maladies en Afrique.

Comment se présentent-elles et comment procèdent-elles ?

Elles se présentent comme des ONG au service des pauvres ou des populations victimes des méfaits du capitalisme, sans évidemment lutter pour sa remise en cause puisqu'elles sont financées par des multinationales américaines qui appartiennent au premier cercle du néolibéralisme, elles interviennent donc sous un faux masque.

Elles agissent de la sorte pour attirer vers eux les opposants potentiels au capitalisme, particulièrement les jeunes épris de justice ou sensibles aux questions qu'elles abordent, de manière à les détourner du mouvement ouvrier et du socialisme, et à ce qu'ils incluent dans leur idéologie l'existence du capitalisme qu'ils n'entendent pas abolir, ce qui explique qu'au lieu de le combattre sur le terrain politique indépendant correspondant à leurs intérêts de classe, ils les invitent à s'en accommoder en demandant à ses représentants de bien vouloir prendre en compte leurs besoins ou ceux des populations qu'ils prétendent représenter.

Autrement dit, cette opération ou le rôle de ces ONG revient à remettre le sort de ceux qui y adhèrent et celui de ces populations entre les mains des capitalistes ou leurs représentants qui sont appelés à conserver leur pouvoir ou à se maintenir au pouvoir, les légitimer, c'est leur seule intention et leur unique but.

La taxation des transactions financières (ex-taxe Tobin) est une imposture de premier ordre qui a été reprise par les altermondialistes, Attac, etc. dans le cadre de la dénonciation du libéralisme ou de l'ultra libéralisme qui avait pour objectif de détourner les masses et la jeunesse du combat contre le capitalisme et ses institutions que ni les uns ni les autres ne remettraient en cause, bien au contraire. C'est ainsi que se sont recyclés bon nombre de transfuges du PC en France et à travers le monde qui finalement sont demeurés fidèles à eux-mêmes, au stalinisme, à l'anticommunisme qui les caractérisait, ce qui a expliqué pourquoi il y a une dizaine d'années ou un peu plus, l'engouement ou la publicité faite par les médias autour du Forum

social mondial, Porto Alegre, etc. pour attirer dans ce sérail de la collaboration de classes le maximum d'opposants au capitalisme afin de mieux les briser politiquement pour le compte du capitalisme.

Toutes ces ONG ont pour ennemis les exploités ou les opprimés du monde entier dans la mesure où leur fonction principale est de légitimer l'existence du capitalisme.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'elles reprennent la méthode employée par les opportunistes ou les révisionnistes pour pourrir, puis à terme à disloquer le mouvement ouvrier et l'ensemble des masses exploitées, qui consiste à combattre uniquement les conséquences néfastes de la survie du capitalisme sans jamais s'attaquer à ses fondements.

Nous avons dénoncé à une multitude de reprises la tactique qui consiste à s'adresser au président de la République, au gouvernement, au patronat, aux élus, bref aux représentants de la classe dominante, en expliquant que c'était le meilleur moyen d'entretenir dans la tête des travailleurs des illusions dans le régime ou les institutions et de les légitimer, dans la mesure où, soit ils acceptaient de prendre en compte leurs revendications, auquel cas ils étaient fondés à penser que finalement le capitalisme n'était pas si mal que cela puisqu'il est compatible avec leurs besoins, dès lors pourquoi lutter dans la perspective de le renverser s'il suffit de se mobiliser et de s'adresser à ses représentants ; soit ils refusaient de satisfaire nos revendications, auquel cas ils étaient conduits à penser qu'ils ne le pouvaient peut-être pas, bien qu'ils n'y soient pas franchement opposés, ou encore qu'ils n'étaient pas suffisamment nombreux pour faire entendre leurs voix, auquel cas il faudrait créer un rapport de force qui leur permettrait d'imposer leur volonté, mais comme les dirigeants des organisations qui ont encadré leur mobilisation n'y sont pas favorables puisqu'ils sont corrompus ou des agents du régime en place, autant dire qu'ils pouvaient attendre longtemps avant d'avoir les moyens de faire reculer le gouvernement ou de lui imposer leurs revendications.

On aura compris que cette tactique lie le sort des travailleurs à celui du régime et ses représentants politiques ou syndicaux, qu'elle est la négation de l'intervention de la classe ouvrière dans la lutte des classes sur son propre terrain de classe. Elle fait partie de la panoplie du parfait réformiste qui bafoue en permanence l'indépendance de classe des exploités. On ne demande rien ou on ne réclame rien aux représentants de notre ennemi de classe, on exige que nos droits légitimes s'imposent car ils sont l'expression de l'immense majorité de la population. Notre combat n'est pas dirigé vers, mais contre le régime et ses représentants, confondre les deux c'est se transformer en agent du régime.

Où est la démocratie, où est le combat pour la démocratie quand on légitime une minorité qui a confisqué le pouvoir au profit d'une minorité et au détriment de la majorité ?

On nous dira encore que les travailleurs n'ont pas conscience que le gouvernement en place ou les partis qui se succèdent au pouvoir depuis 1958 seraient des représentants de la classe dominante, ils croient qu'ils représentent les intérêts de l'ensemble de la population... Qui peut croire un truc pareil ? Qu'il y en ait qui le pense, c'est certains, dès lors se pose une question : Devons-nous définir ou adapter notre tactique et stratégie en fonction de leurs illusions, sachant qu'une telle orientation politique contribuera à les nourrir au lieu de les combattre comme on l'a évoqué plus haut, ou devons-nous nous appuyer sur les éléments les plus conscients de la classe ouvrière qui expriment les intérêts de l'ensemble de la classe ? Ajoutons que c'est le meilleur moyen pour les recruter au parti.

Juste un dernier mot.

Mon père, menuisier en bâtiment et très arriéré avait des illusions, mais pas celles qu'on attribue généralement à tort aux ouvriers. Il était gaulliste disait-il, il a toujours voté pour les candidats du parti de l'ordre, et s'il votait pour ce parti il avait parfaitement conscience de voter pour le parti des patrons, car disait-il ce sont eux qui me donnent du boulot et non ceux qui prétendent qu'on pourrait se passer des patrons, je me fous qu'ils s'enrichissent du moment qu'ils me permettent de faire vivre ma famille. Il vouait un culte aux puissants et acceptait d'être traité comme un être inférieur, en réalité il avait un comportement qui n'était pas très éloigné de ceux qui critiquent le régime ou se prétendent de gauche et qui finalement acceptent leur condition ou s'en contentent.

Il était le type même de l'esclave, il n'avait aucune conscience de classe, il n'avait pas conscience d'appartenir à une classe sociale distincte, mais il savait que ceux qui gouvernaient n'incarnaient pas ses intérêts et que ceux qui aspiraient à gouverner non plus, le PS et le PCF, dès lors à quoi bon vouloir le convaincre de ce qu'il savait déjà, c'est ridicule puisqu'il n'avait d'illusions dans aucun parti.

Ce sont le PS et le PCF qui l'ont conduit à adopter cette attitude, dans la mesure où ils feignaient de s'opposer au capitalisme sans jamais développer une argumentation sur le terrain du socialisme qui aurait rendu leurs discours cohérents ou sérieux, et permis à la classe ouvrière de comprendre qu'il n'y avait pas de fatalité à sa condition et qu'il était possible d'en changer, de changer la société. Ils se sont rendus coupables d'avoir dévoyé, défiguré le socialisme pour mieux en détourner les ouvriers qui n'avaient plus qu'à se résigner à leur condition. C'était le PS et le PCF, ainsi que les appareils pourris des syndicats qu'il fallait combattre sans relâche, au lieu de les ménager ou de chercher à passer des compromis avec eux.

En écrivant ces lignes d'autres idées me viennent à l'esprit.

Par exemple, mon père n'a fait qu'imiter ceux qui s'adressait hier à Sarkozy ou à ses ministres, à ceux qui aujourd'hui s'adressent à Hollande ou au Medef, autrefois ils s'adressaient au président ou au gouvernement en place, rien n'a changé depuis comme nous l'écrivions hier, et vous savez à quoi cela mène-t-il, à faire de l'ensemble des travailleurs des esclaves comme mon père. Imaginez que tous les travailleurs en soient rendus à ce stade, et vous pouvez dire adieu au socialisme.

En Grèce au cours des dernières années les travailleurs ont participé à 20.000 manifestations qui n'ont servi strictement à rien ou presque, pourquoi, parce qu'elles incluaient les illusions qu'on a évoquées plus haut, elles n'ont jamais été orientées dans la bonne direction et ceux qui auraient les aider à en changer s'étaient totalement discrédités auprès des travailleurs au cours des décennies antérieures. Et à quoi sont-ils réduits aujourd'hui ? Un grand nombre ont adopté l'état d'esprit de mon père hélas.

Prenez un chien, vous vous dites qu'il est très attaché à vous, en réalité c'est parce que c'est vous qui le nourrissez, il dépend entièrement de vous pour survivre. Donnez-le à quelqu'un qui le nourrira de la même manière et aussi vite il vous aura oublié. Une précision avant de lire la suite pour éviter une grave méprise, cela ne m'empêche pas d'aimer mon chien, et pourtant cela fait neuf mois que je lui cherche une qualité et je ne lui en ai trouvé aucune.

Mon père n'avait pas un niveau de conscience plus développé, il remettait son sort entre les mains de celui qui le nourrissait, qui lui filait du boulot. J'ai essayé de lui expliquer que c'était son travail qui le nourrissait et pas son patron, il m'a répondu aussi sec : sans patron pas de travail, ce qu'un chômeur ne démentira pas dans le cas présent.

Dépendre d'un patron pour travailler et donc survivre, c'est de l'esclavage puisqu'en plus on doit accepter ses conditions. C'est partir du principe qu'on n'a aucun droit ou que nos droits ne sont pas légitimes ou plutôt, qu'on peut concevoir avoir des droits, mais qu'on ne sait pas comment faire pour les imposer, c'est mieux. Et pourquoi ne savons-nous pas comment faire pour les imposer ? Mais parce que ceux qui en ont la charge ou la mission sont des traîtres ou des vendus, des agents du capital, et qu'en s'en remettant à eux on n'a aucune chance de voir nos droits reconnus. Mais alors que faut-il faire pour qu'ils soient respectés ?

Tout d'abord il faut avoir à l'esprit qu'il a pu exister une période au cours de laquelle ces droits existaient et qu'ensuite ils ont disparus, donc à moins de recommencer indéfiniment ce combat pour se retrouver finalement sans droits, il faudrait peut-être commencer par se demander pourquoi il en fut ainsi, pourquoi ou comment on en est arrivé à cette situation-là pour ne pas reproduire les mêmes erreurs qui se traduiront invariablement par les mêmes conséquences dramatiques. On doit en déduire qu'il faut situer notre combat dans une perspective politique adéquate qui garantira l'existence de nos droits. Quelle meilleure perspective politique pourrait-elle garantir l'existence de nos droits dans le futur que celle qui porterait les travailleurs au pouvoir ? Il faut donc adopter cette perspective politique et réunir les conditions (politiques) pour qu'elle se réalise, et c'est dans cette perspective politique, la prise du pouvoir, que l'on doit intervenir dans la lutte de classes que l'on doit inscrire notre combat quotidien, y compris sur le terrain syndical évidemment. Sinon nous irons d'échec en échec jusqu'au moment où la majorité ou l'ensemble de la classe en sera rendue au stade où en était mon père, au statut d'esclave, il sera alors encore plus difficile, voire impossible de mener notre combat pour notre émancipation.

On n'en est pas encore là, mais cela nous guette. Vous mesurez ici la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules de nos dirigeants, à eux de faire en sorte qu'il n'en soit jamais ainsi, en s'y mettant tous, on en a les moyens.

ACTUALITÉ DU JOUR

[D'une catastrophe écologique à l'autre.](#)

Harper ou Obama, c'est du pareil au même, entre le pétrole ou gaz de schiste et le pétrole bitumeux, l'un comme l'autre se foutent pas mal des questions d'environnement, les Canadiens le savent autant que les Américains pour lesquels le droit de polluer va de pair avec l'hégémonie du dollar ou leur suprématie militaire dans le monde.

Harper est aligné sur Obama et Hollande en vantant "*les sujets d'entente avec le Canada*" rappelle qu'il est lui aussi aligné sur les Etats-Unis, pour le pire puisque le meilleur n'existe pas en la matière. Hollande témoigne qu'il est fief réactionnaire et rien d'autre.

- François Hollande vante les sujets d'entente avec le Canada - LeFigaro.fr

- La France et le Canada promettent d'agir contre le réchauffement climatique - Francetv info

- Canada : une catastrophe écologique derrière le pétrole bitumeux de l'Alberta - francetvinfo.fr

Les Indiens de la tribu Athabasca de Fort Chipewyan expliquent la pollution subie par la province d'Alberta, troisième réserve au monde de sable bitumeux.

La province d'Alberta au Canada a vu démarrer il y a une dizaine d'années l'exploitation gigantesque du pétrole bitumeux. C'est par cette riche province pétrolière, la troisième réserve au monde, que François Hollande a commencé dimanche 2 novembre sa visite d'Etat au Canada. Quel est le bilan écologique dans cet espace plus grand que la forêt amazonienne ? France 2 y a rencontré des exploitants et des habitants. Des poissons empoisonnés au plomb et à l'arsenic

Deux millions de barils de pétrole sortent chaque jour des usines qui traitent les sables bitumeux, une exploitation qui nécessite trois fois plus d'énergie que pour l'extraction du pétrole conventionnel. De l'eau, beaucoup d'eau et des produits toxiques sont aussi nécessaires pour extraire le pétrole bitumeux notamment dans les bassins de décantation.

Les Indiens de la tribu Athabasca installés à Fort Chipewyan en disent long sur la pollution que la région a subie depuis quelques années : des poissons empoisonnés au plomb et à l'arsenic remplissent la rivière, disent-ils. Les autorités canadiennes n'en ont cure, les prévisions d'exportation et de d'exploration sont à l'ordre du jour malgré diverses manifestations dans le pays et aux Etats-Unis. francetvinfo.fr 03.11

[Conditionnement des masses. Quand gouverner devient un exercice délicat, voire impossible, il faut recourir aux grands moyens.](#)

Tentée par la méthode grecque ?

- Un proche de Hollande appelle à une coalition gauche-droite - 20minutes.fr

Jean-Pierre Mignard, président de la Haute autorité du PS, proche de François Hollande, appelle les élus de gauche et de droite à former une "coalition", estimant que le président a "commis une erreur" en n'invitant pas François Bayrou dans la majorité.

"Le pays ne peut plus se payer le luxe de la division", déclare l'avocat au Figaro. "Il faut converger et se rassembler avec les valeurs qui nous unissent: les alliances militaires, l'euro, la Convention européenne des droits de l'Homme. Le programme économique et social n'est, lui, qu'une question de curseur entre la gauche et la droite".

"Cette coalition peut rassembler 60% des électeurs", ajoute celui pour qui "droite et gauche ne peuvent plus régler les problèmes l'une sans l'autre".

François Hollande "fait une politique courageuse, mais ça ne suffit pas. Il faut réunir cette coalition sous sa direction, peut-être sous celle d'un homme de droite demain, et travailler dès maintenant à ce rapprochement stratégique, qui ne doit pas être qu'électoral". 20minutes.fr 03.11

C'est un appel à la dissolution de l'Assemblée nationale et à la cohabitation avec l'UMP.

Comment y préparer les esprits ? En faisant en sorte de faire croire que cela viendrait des "**Français**".

- Convictions politiques: autant de Français "à gauche" qu'"à droite" - AFP

Ils portent au pinacle celui qui incarne le mieux la dissolution de la démocratie ou la dictature du néolibéralisme.

- 71% des Français souhaitent que Manuel Valls prenne les rênes du pays - LeFigaro.fr

Ils pour les dirigeants de la classe dominante et les médias qui relaient leur propagande. Au cas où Hollande craquerait avant la fin de son mandat ? C'est possible, en tout cas ils ont déjà tiré un trait sur Hollande.

On comprend pourquoi ils y sont portés.

- Plus de 9 Français sur 10 jugent le bilan de Hollande pas satisfaisant - AFP

Plus de neuf Français sur dix jugent que le bilan à mi-mandat de François Hollande n'est pas satisfaisant, et une majorité souhaite que le rythme des réformes soit accéléré, selon un sondage Harris Interactive pour LCP-Assemblée nationale publié lundi.

Parmi la série de champs d'action du gouvernement, aucun ne rencontre l'approbation d'une majorité de sondés.

De façon écrasante, 96% considèrent que le chef de l'Etat n'a pas tenu ses engagements de campagne, contre 3% qui pensent

le contraire. Près de huit sur dix (79%) parient qu'il ne les tiendra pas d'ici la fin du quinquennat, 17% qu'il les tiendra. AFP03.11

Le prochain président bénéficiera de la même popularité aussi rapidement, si les masses lui en laissent le temps, à voir...

Ils ont toujours eu une affection particulière pour les dictateurs africains, pas seulement...

- Burkina Faso : la France a aidé à évacuer Blaise Compaoré - LeMonde.fr

François Hollande a affirmé, lundi, que l'Etat avait permis l'évacuation « *sans drame* » du président démissionnaire. LeMonde.fr 03.11

Ils se sont arrangés pour rendre l'extrême droite ukrainienne présentable, alors pourquoi l'extrême droite française ne le serait-elle pas ?

- Le Pen se reconnaît des points communs avec Mélenchon - LeFigaro.fr

L'extrême droite serait tout juste, comment dire, nationaliste avec une touche de social, nationale-socialiste quoi, mais elle n'aurait rien à voir avec le fascisme ou le nazisme, qu'on se le dise... Ce discours ne vous dit-il rien ?

[La goutte d'eau qui fait déborder la mare aux crabes.](#)

- Barrage de Sivens : exaspérés, les élus du Tarn se sentent trahis - LeFigaro.fr

- Hollande: la réunion de Royal sur Sivens "*c'est la bonne méthode*" - AFP

- Mort de Rémi Fraisse : les reproches pleuvent sur Bernard Cazeneuve - Francetv info

- Barrage de Sivens: Le Guen dénonce "*une forme d'escalade gauchiste*" - AFP

- Barrage de Sivens: pour Guéant (UMP), Cazeneuve gère le dossier avec "*professionnalisme*" - AFP

- Rémi Fraisse : des policiers "*déguisés*" en casseurs ? - L'obs

L'accusation est portée, photos à l'appui, par Olivier Besancenot, qui estime que le gouvernement a intérêt à "*organiser directement ou indirectement les violences urbaines*", lundi 3 novembre sur BFMTV. L'obs 03.11

- «*A Sivens, l'usage de la force a été tout de suite disproportionné*» - Liberation.fr

[Féodalité. Le droit de vie ou de mort du seigneur sur ses sujets est éternel.](#)

- 672 700 licenciements en France - Francetv info

Le patron du Medef, Pierre Gattaz, propose que les employeurs n'aient plus à se justifier pour licencier ses salariés.

Le journaliste de France 2, Jean-Paul Chapel, apporte un éclairage sur les licenciements en France. En 2013, il y a eu 672 100 renvois, précise le spécialiste. Mais l'employeur peut également se séparer de son employé à l'amiable. La même année, 321 600 personnes ont été renvoyées, dans le cadre de ruptures conventionnelles.

Les raisons sont diverses. Dans 85% des cas, ce sont des licenciements pour fautes graves ou motifs personnels. Les licenciements économiques représentent 15 % des cas. L'entreprise doit alors justifier de ses difficultés financières.

Le licenciement est la cause du chômage dans 22% des cas. Par ailleurs, 46% des chômeurs sont arrivés à la fin de leur contrat à durée déterminée. Francetv info 03.11

A retenir. En affirmant que la rupture conventionnelle correspond à un "*renvoi*", ils témoignent qu'il s'agit bien d'un licenciement déguisé. Car pour qu'un salarié décide de se "*renvoyer*" il aurait fallu qu'il soit à l'origine de son recrutement, or dans les deux cas ce n'est pas lui qui possède ce droit mais le patron, c'est bien le patron qui l'a embauché et qui a décidé de s'en séparer ou de le virer.

A les entendre, généralement les travailleurs qui sont au chômage l'ont décidé ou en portent la responsabilité ou alors les patrons

n'y sont pour rien, puisque s'ils se sont retrouvés au chômage, ce n'est pas parce qu'ils voulaient les virer, non, c'est parce que leur contrat à durée déterminée étaient terminés, ils n'en avaient plus besoin et ils s'en sont séparés le plus naturellement du monde, ce en quoi on ne peut pas leur en vouloir.

Les patrons ont tous les droits, les travailleurs aucun, quoi de plus normal en somme, en quoi cela serait-il contestable ? C'est l'ordre établi et vous devez vous y soumettre un point c'est tout.

En complément. La preuve.

- SNCF: la direction a annoncé le dépôt de bilan aux salariés - AFP

Notre position : Renationalisation à 100% sans verser un centime aux actionnaires (Transdev et Veolia) et sans suppression d'emplois.

ACTUALITE EN TITRES

Un système économique devenu mafieux.

- Manipulation changes: JPMorgan Chase annonce être visée par une enquête pénale aux Etats-Unis - AFP

- Fraude : vers une mise en examen de HSBC - Liberation.fr

Business et gavage sordide.

- Un vaccin contre la dengue de Sanofi disponible dans un an - Reuters

- Maltraitance: Neuf maisons de retraite sur dix n'ont pas assez de moyens - 20minutes.fr

Et pourtant...

- Comment prévenir la dénutrition des personnes âgées ? - Francetv info

La dénutrition chez les personnes âgées est une préoccupation dans toutes les maisons de retraite. Francetv info 03.11

Pensez-vous, alors qu'elles se plaignent de manquer de moyens, quelle aubaine que les vieux ne leur coûtent pas grand chose en alimentation !

Pas tous logés à la même enseigne...

- Une majorité de Français redoute de basculer dans la précarité - 20minutes.fr

Invités à qualifier leur situation en fin de mois, 62% (contre 68% en janvier 2014) des Français estiment avoir des revenus suffisants: 27% parviennent à mettre de l'argent de côté, 35% bouclent juste leur budget.

En revanche 37% (contre 31% en début d'année) estiment avoir des revenus insuffisants: 14% indiquent s'en sortir uniquement grâce à une aide extérieure ou en contractant un crédit, 23% en puisant dans leurs économies. 20minutes.fr 03.11

Pas concerné.

- La taxe d'habitation pourrait être alourdie de 20% pour certaines résidences secondaires - AFP

Histoire de se détendre un peu et de faire chier les féministes.

C'est tout ce qu'elles ont... jusqu'à un certain âge seulement !

- Les femmes prêtes à dépenser plus que les hommes pour leur apparence - Francetv info

Sauf quand elles sont accompagnées d'un homme, c'est lui qui passe à la caisse !

- Dans les magasins aussi, les femmes sont désavantagées - Francetv info

J'aime les femmes, mais j'ai appris qu'il ne fallait surtout pas leur montrer... Un jour je vous dirai vraiment ce que j'en pense. Un mot tout de même parce que cela me démange.

Un conseil, ne surtout pas se fier aux apparences. Ce qui est logique puisqu'elles se sentent inférieures ou développent un complexe d'infériorité au contact de la société, du coup il n'y a pas plus sournois ou hypocrite, sur la défensive ou névrosées, elles adoptent un comportement autoritaire, on les croit fortes et elles sont fragiles ou faibles. J'ai eu le malheur ou j'ai commis l'erreur de les aimer comme elles étaient... en apparence seulement. A suivre.

[Ca c'est pour la présentation.](#)

- Avec la baisse du pouvoir d'achat, les Français se tournent massivement vers l'économie de partage. - AFP

Derrière.

Les précurseurs de ce nouveau marché comme "*Blablacar*" et "*Airbnb*" affichent déjà des chiffres qui donnent le tournis. AFP 03.11

Vaut mieux ne passer par aucun intermédiaire. Et puis partage celui ou celle qui a quelque chose à partager, la misère ou la pauvreté par exemple...

[Pourquoi y tient-elle tant que cela ? Qui en tire profit ?](#)

- Merkel : "*La liberté de circulation dans l'UE n'est pas négociable*" - LePoint.fr

[Intox](#)

- Midterms: Obama, bientôt un président aux mains liées? - 20minutes.fr

- Terrorisme : la France aurait échappé à plusieurs projets d'attentats - LePoint.fr

[Un aveu des populistes. Avec le soutien des Etats-Unis et de la France notamment.](#)

- Wahhabite connection : comment l'Arabie saoudite a déstabilisé le monde en exportant son islam radical depuis 40 ans - Atlantico.fr

Lire les Etats-Unis... On mettra cet article en ligne quand je l'aurai lu s'il en vaut la peine.

- Irak: les jihadistes exécutent plus de 200 membres d'une tribu - AFP

- L'Etat islamique a exécuté 600 hommes dans le désert irakien : l'émouvant témoignage des survivants - Atlantico.fr

Meyssan (Réseau Voltaire) avait raison d'évoquer un nettoyage ethnique préalable à une éventuelle partition de l'Irak...

[Stratégie du chaos](#)

- L'Etat islamique s'empare d'un deuxième gisement de gaz syrien - Reuters

- Violents combats en Libye dans la zone portuaire de Benghazi - Reuters

- Jérusalem: feu vert israélien à un projet de 500 logements dans l'est - AFP

- Attentat au Nigeria contre une cérémonie chiite, 23 morts - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA: Zone d'exclusion aérienne à Ferguson - french.irib.ir

Les documents qui viennent d'être révélés, montrent que l'administration américaine avait permis à la police de créer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Etat de Missouri, pendant les protestations qui ont eu lieu au mois d'août dans la ville de Ferguson contre les violences policières.

Selon l'agence de presse Fars, la fuite d'un certain nombre de documents laisse savoir que l'administration américaine avait autorisé à la police de créer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la ville de Ferguson de l'Etat de Missouri, suite à la mort d'un adolescent noir américain, un meurtre qui a fait déferler une vague de protestations.

Selon les documents révélés, la Federal Aviation Administration, FAA, a restreint l'étendu aérienne de Ferguson afin d'empêcher les hélicoptères appartenant aux médias de prendre des photos à partir des manifestations et des protestations du mois d'août.

La révélation de cette démarche donne lieu à de sérieuses préoccupations quant à la violation des droits des journalistes aux Etats-Unis.

Les documents révélés contredisent les allégations de la police de Saint-Louis, critiquée par sa réaction virulente aux protestations. french.irib.ir 03.11

2- Irak

2.1- Les calculs de Daesh, en Irak, déjoués - french.irib.ir

«Le jour où nous serons libérés des terroristes n'est pas loin».

C'est le Premier ministre irakien, Haydar al-Abadi, qui l'a dit, après avoir reçu un groupe de responsables de la province de Ninive. «*La libération de Mossoul, (Chef-lieu de la province de Ninive), signifiera la libération de tout l'Irak, et accomplira une partie de notre stratégie sécuritaire visant à éradiquer les terroristes de Daesh*», a affirmé Haydar al-Abadi. La ville de Mossoul, qui reste, toujours, occupée par le groupe terroriste de Daesh, a été le premier lieu, en Irak, à avoir été choisi, pour y réaliser la sédition baathiste-takfiriste, soutenue par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et la Turquie. L'un des objectif de ce complot consiste à attiser la guerre confessionnelle et sectaire entre les Chiites et les Sunnites.

A l'intérieur de l'Irak, certains disent que si Daesh a réussi à s'infiltrer à Mossoul, c'est parce que l'autorité centrale irakienne s'est montrée, auparavant, indifférente envers les revendications des Sunnites. Ils se trompent, car les supporters de Daesh envisageaient, très exactement, de lancer une guerre sectaire, afin de perturber le processus politique, nouvellement, instauré, en Irak. C'est dans le même cadre qu'ils nourrissent les litiges, au sujet du partage du pouvoir, au sein du nouveau gouvernement irakien.

En fait, l'appel de la Marjaiya religieuse irakienne au peuple de ce pays, dans le sens d'un soutien indéfectible à l'armée, dans la lutte contre le terrorisme, a, largement, contribué au renforcement du front, totalement, irakien, par rapport au front régional et international. Le triangle «*armée-forces populaires-Marjaiya religieuse*» s'est avéré très efficace, dans la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'Irak, face aux complots, dont le complot takfiriste de Daesh. Cette équation a déjoué, aujourd'hui, les calculs de Daesh et de ses alliés, en Irak, tandis que le front irakien continue de nettoyer, progressivement, les régions occupées des éléments de Daesh. Face à cette situation, ce groupe terroriste a visé, aussi, les Sunnites, au Nord et à l'Ouest de l'Irak. A Mossoul, Daesh contraint les femmes à se séparer de leurs époux et à se marier avec les terroristes. Dans la province d'Al-Anbar, Daesh a procédé à l'exécution collective de plus de 250 hommes, femmes et enfants, appartenant à la tribu Abu-Namr, qui avait rejoint les forces militaires et sécuritaires irakiennes.

En tout état de cause, la solidarité des Irakiens de différentes ethnies, confessions ou minorités, qu'ils soient kurdes, chiites ou sunnites, dans la lutte contre Daesh, montre que la stratégie envisagée par l'Arabie saoudite et la Turquie, pour attiser la guerre confessionnelle, en Irak, a échoué. french.irib.ir 03.11

2.2 - Irak : Un chef redoutable de Daech tué - french.irib.ir

L'un des chefs les plus cruels du groupe terroriste de Daech a été tué lors d'un raid d'avions irakiens contre les positions

des terroristes à Salaheddin. Selon la chaîne de télévision al-Irqiya, les avions de l'armée irakienne ont bombardé les positions des terroristes de Daech dans le sud de la province de Salaheddin.

Au cours de cette attaque, l'un des chefs les plus redoutables des terroristes sanguinaires de Daech, Abdallah al-Mesri et trois de ses lieutenants ont été tués. Le ministère irakien de la Défense a publié un communiqué pour confirmer cette nouvelle, en soulignant que cette opération avait été menée sur la base des informations collectées par les services de renseignement dans la localité d'Aziz-Balad. Le ministère irakien de la Défense ajoute qu'Abdallah al-Mesri était l'un des commandants les plus cruels de Daech. french.irib.ir 03.11

Comme quoi il n'y a pas que des mauvaises nouvelles !

ECONOMIE

Italie

L'Italie va connaître une troisième année de récession - Reuters

L'économie italienne va se contracter de 0,3% en 2014, conformément aux prévisions les plus récentes du gouvernement, avant de renouer avec une croissance faible de 0,5% en 2015, puis de 1,0% en 2016, selon les estimations de l'institut italien de la statistique (Istat) rendues publiques lundi.

Si ces prévisions se confirment, l'Italie connaîtra en 2014 sa troisième année consécutive de récession après des baisses de 2,3% du produit intérieur brut (PIB) en 2012 et de 1,9% en 2013.

La troisième économie de la zone euro est plongée dans sa plus longue récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Reuters 03.11

[Haut de page ↗](#)

Le 5 novembre 2014

CAUSERIE

En octobre j'ai passé 83 heures sur Internet, 62 heures en septembre, uniquement pour actualiser le site quotidiennement, puisque je ne l'utilise pratiquement pas à des fins personnelles ou c'est très rare.

La causerie d'aujourd'hui est trop longue, trop de sujets à traiter.

[Où commence la xénophobie, le racisme, le nationalisme ? Toujours en haut.](#)

A propos d'une nouvelle taxe envisagée pour les propriétaires de résidences secondaires. Le ministre du Travail François Rebsamen y est opposé mais a néanmoins reconnu que "à Paris, 170.000 appartements sont tenus par des riches propriétaires étrangers, il n'y a pas de raison qu'ils ne paient pas une taxe supplémentaire." AFP 04.11

Vaudrait mieux saisir leurs appartements, ainsi que ceux des riches propriétaires français pour ne pas faire de jaloux.

[Confirmation. Sans les mineurs leur société n'existerait tout simplement pas.](#)

- Téléphones portables : l'envers du décor - Francetv info

Pour faire fonctionner les téléphones portables, des dizaines de minerais différents sont nécessaires. Notamment le tantale, le métal qui sert à fabriquer des condensateurs, des composants qui permettent la conservation des données lorsque le téléphone s'éteint à cause de la batterie.

80 % des réserves mondiales de tantale se trouvent en Afrique, notamment en République démocratique du Congo. 3 000

personnes travaillent notamment jour et nuit pour extraire le minerai, appelé ici coltan, dans une mine du nord du pays que France 2 a pu visiter. Au sortir de la ville, un sac se vend 600 euros aux intermédiaires, mais sur le marché international, il s'achète jusqu'à 3 500 euros.

Une richesse qui ne profite pas aux mineurs, qui travaillent dans des conditions très dures. "*Je travaille depuis trois mois ici, et c'est déjà trop. C'est très dangereux*", assure un mineur au micro de Cash investigation. La mine est très étroite, l'oxygène manque et la température atteint 43°C. De simples planches de bois maintiennent la galerie. Pour douze heures de travail quotidien, les mineurs ne sont payés que 5,50 euros.

Dans l'hôpital local construit à quelques kilomètres de la mine, les creuseurs représentent la moitié des patients. 50 par mois, en moyenne, sont victimes d'éboulements. "*Quand il y a un éboulement, on laisse la partie déjà éboulée et on contourne. On laisse les corps à côté et on continue à chercher le coltan*", assure un ancien mineur. Francetv info 04.11

Pourquoi Le Monde offre-t-il une tribune à Attac ?

Réponse et grille de lecture.

Quand des "*usurpateurs*" peuvent en cacher d'autres.

- Rien d'étonnant dans la réponse de Clinton. Il a pour fonction de laisser les multinationales exercer leur pouvoir et même de le renforcer, puisque ce sont elles qui ont financé sa campagne électorale et l'ont fait président des Etats-Unis. Il est le président des multinationales ou de l'oligarchie financière et non des Américains.

- Le pouvoir acquis par les multinationales est parfaitement légal, le produit de décennies de dérégulation en tous genres. Il est totalement faux qu'il soit "tellement difficile à identifier" ou qu'elles agiraient "*dans l'ombre*", il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir et Susan George en fait partie, la preuve : elles en ont même produit des projets de traités transpacifique et transatlantique, leur contenu a même été rendu public récemment. Est-elle au moins au courant ? Elle assure que oui, elle s'en "*méfie*" dit-elle, pourquoi parce qu'on pourrait se méprendre sur leur contenu ou leurs intentions, alors qu'ils sont parfaitement clairs.

- On aura compris pourquoi Le Monde offre une généreuse tribune qui a valeur de publicité gratuite à cette "*infatigable militante*" à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage, pour sous un faux marque d'opposante aux multinationales, en réalité orienter systématiquement les lecteurs dans une mauvaise direction. La suite l'illustre encore davantage.

- La mainmise des lobbyistes sur Bruxelles est connue et a été décrit en long, en large et en travers depuis des décennies déjà. Mais alors pourquoi y revient-elle ? Parce qu'il faut bien qu'elle arbore un masque présentable pour qu'on ne la soupçonne pas de les servir, la suite le démontre. Elle joue un double jeu au même titre que les multinationales qui à la fois nient "*la réalité du changement climatique*" et soutiennent l'inverse, donc entendent tirer profit sur les deux tableaux, sinon comment expliquer qu'Al Gore flanqué de Bill Gates se présentent comme d'inconditionnels défenseurs de l'environnement, alors qu'on connaît les affinités de Gates avec Rockefeller (Exxon Mobil, Monsanto...) ? En somme, c'est exactement comme lorsque les multinationales qui défendent leurs propres intérêts, financent en même temps le mouvement altermondialiste dont fait partie Attac ou le Forum social. On inventent rien, ce sont des faits parfaitement connus, la Fondation Ford, Coca Cola, etc. C'est comme la fondation de Nicolas Hulot qui est financée par les plus grands pollueurs.

- Pourquoi joue-t-elle un double jeu ? Parce qu'elle n'envisage pas un seul instant l'abolition du capitalisme ou la socialisation par un Etat ouvrier ou une République sociale des multinationales. Du coup elle n'envisage même pas de casser les lobbies des multinationales et le reste est à l'avenant, pure charlatanerie, car dès lors que les multinationales continuent d'exister et de croître encore, on ne voit comment elles pourraient abandonner le pouvoir politique qu'elles ont déjà acquis ni qui les y forcerait, rappelez-vous qu'elle le niait plus haut, ce qui signifie qu'elle n'a pas du tout l'intention de lutter pour renverser le pouvoir politique en place, alors que c'est le seul moyen à notre disposition pour s'attaquer au pouvoir des multinationales : les exproprier sans leur verser un centime.

- Pour finir, elle l'illustre en citant Gandhi : « *d'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent et, enfin, vous gagnez.* », allez dire cela aux centaines de millions d'Indiens qui triment comme des esclaves 67 ans après l'indépendance de l'Inde, sans protection sociale, aucun droit, pas même un contrat de travail, ce qui ferait le bonheur de monsieur Gattaz.

En fait la bourgeoisie indienne ne rompra jamais ses liens avec l'impérialisme britannique, et l'Inde demeurera membre du Commonwealth. Le mouvement de libération nationale auquel participa tout le peuple indien, ne devait mettre fin qu'à la colonisation, en aucune manière il ne mit fin au régime semi-féodal en place ou à l'exploitation forcée des ouvriers et des paysans. La bourgeoisie indienne assumait dès lors tout le pouvoir pour son propre compte, sans que pour autant la situation des centaines de millions de paysans pauvres ou sans terre ne s'améliore. Elle a même été jusqu'à conserver tel quel le réseau ferré que les britanniques avaient développé pour convoier leurs marchandises. ce n'est qu'à partir des années 90 qu'elle acheva son électrification, et encore sur les grands axes reliant les villes les plus importantes, j'en ai été témoin, c'est pour cela que

j'évoque rapidement cet exemple.

Gandhi n'a jamais eu l'intention de s'attaquer à la bourgeoisie indienne, et Attac n'a jamais eu l'intention de s'attaquer au pouvoir des multinationales, c'est ce qu'il faut retenir. Que Le Monde, dont on connaît les convictions politiques lui offre une tribune n'est pas sans arrière-pensées, car ils savent parfaitement à quoi s'en tenir à propos d'Attac, dont la principale fonction à l'instar des ONG consiste à détourner les jeunes et les travailleurs du socialisme, de les livrer en pâture aux capitalistes.

- Haro sur le « pouvoir » des entreprises transnationales - Le Monde 03.11

A bord de l'Air Force One, Bill Clinton lit un ouvrage sur les pouvoirs accrus des entreprises transnationales. Lorsqu'un journaliste l'interroge sur cette question, sa réponse est étonnante : « *Que voulez-vous que je fasse ? Je ne suis que le président des Etats-Unis. Je ne peux rien faire à propos des grandes entreprises* ». Susan George, figure historique du mouvement altermondialiste, prend cette anecdote au pied de la lettre. Dans *Les Usurpateurs*, la présidente d'honneur d'Attac-France se penche sur cette « *forme surnoise de pouvoir illégitime tellement difficile à identifier qu'elle n'a même pas encore de nom* ». Après avoir dénoncé les échecs de la révolution verte dans le best-seller *Comment meurt l'autre moitié du monde* (Robert Laffont, 1978), l'infatigable militante s'attaque à la « *corporatocratie* », incarnée par des entreprises transnationales (ETN) qui promeuvent dans l'ombre une doctrine néo-libérale et s'arrogent des pouvoirs jadis réservés aux élus.

L'auteur s'inquiète de la mainmise des lobbyistes : ils seraient entre 10 000 à 15 000 en contact permanent avec des fonctionnaires européens afin de promouvoir la malbouffe, les OGM, le tabac, les produits chimiques et plus généralement les intérêts des ETN. Susan George dévoile un tableau tout aussi sombre de l'autre côté de l'Atlantique, où les organisations niant la réalité du changement climatique sont financées par « *des fondations néoconservatrices ou libertariennes étroitement liées aux intérêts ultralibéraux des ETN* », comme la société pétrolière et gazière Exxon-Mobile ou encore Koch Industries.

chapitres confidentiels

Non contentes d'infléchir la législation au profit d'un secteur industriel, les entreprises détermineraient aussi le contenu de traités commerciaux stratégiques, comme le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). La militante altermondialiste se méfie de ce traité de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis : tramé dans les coulisses depuis vingt ans, il n'est annoncé au public qu'en 2013 et une bonne partie de ses chapitres restent confidentiels.

Susan George dénonce également le mécanisme de règlement des différends, « *une forme de justice qui est une menace pour la démocratie* ». Ce mécanisme permet aux multinationales d'attaquer un Etat devant un tribunal privé si elles estiment qu'une mesure législative affecte leurs bénéfices. L'Equateur a ainsi été condamné en 2012 à verser des dommages et intérêts d'un montant de 1,77 milliard de dollars à l'entreprise pétrolière et gazière Occidental Petroleum pour rupture de contrat.

« *Les arbitres n'ont manifestement pas été convaincus que l'Equateur était dans son bon droit en essayant d'empêcher des forages dans une zone protégée* ». Tout en considérant les ETN comme la première puissance collective mondiale, Susan George ne s'avoue pas vaincue. Mise en place d'un registre obligatoire de lobbying au niveau européen et dans chaque pays, remplacement du TTIP par un traité qui s'inspire du Mandat commercial alternatif... il est encore possible de contrer les usurpateurs, et la militante préfère conclure par une note d'espoir, en citant Gandhi : « *d'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, puis ils vous combattent et, enfin, vous gagnez.* » Lemonde.fr 03.11

[Comment vous façonnez de manière à ce que vous rentriez dans le moule du néolibéralisme qui est synonyme de servage ?](#)

Grille de lecture.

Comment vous asservir en vous faisant croire que vous en seriez à l'initiative ou responsable, le demandeur ? En premier lieu en se livrant à une falsification systématique de la réalité, voyons comment ils s'y prennent.

- Le pouvoir et la liberté du consommateur n'ont jamais été aussi importants.

En réalité nous n'en avons jamais eu si peu.

- Tout comme celui du citoyen. Alors qu'il a été spolié de ses droits sociaux et que ses droits politiques lui ont été confisqués.

- Les printemps arabes, et même la chute du Mur de Berlin, ne s'expliquent-ils pas, en partie au moins, par la diffusion de l'information via les satellites et ses avatars d'aujourd'hui ?

Quand on sait qui diffusaient ses informations et qui étaient derrière les "réseaux sociaux", les mêmes, quand on pense au sort qui a été réservé aux travailleurs d'Allemagne de l'Est ou RDA, dont les entreprises ont été fermées par milliers avec des centaines de milliers de licenciements à la clé, et qu'on observe le résultat de ce qu'ils appellent les printemps arabes, le parti de Ben Ali

de retour au pouvoir, l'armée au pouvoir en Egypte, le règne de la terreur en Libye, on est en droit d'en conclure qu'ils ont été orchestrés par la classe dominante et qu'ils ont servi essentiellement ses intérêts.

- Les nouvelles technologies n'ont pas d'inclination particulière, elles ne font que ce qu'on leur demande.

C'est occulter qui les met au point et dans quel objectif politique, certainement pas dans le but de servir le combat pour notre émancipation, mais bien l'inverse.

Ensuite ils vont procéder un basculement perniceux.

- Pendant un quart de siècle, on leur a demandé plus de liberté. Elles nous l'ont donnée.

Qui pourrait aujourd'hui se passer de sa voiture (en France), de sa télévision, de son réfrigérateur, de sa machine à laver ? Personne, et il appelle cela la liberté quand il faut trimer dur pour les acquérir ou les renouveler. Cela dit il faut reconnaître qu'ils nous facilitent la vie. En réalité il est tout simplement légitime de pouvoir y accéder, ce qui n'est pas le cas de tout le monde ou alors au prix de grands sacrifices. Une liberté chèrement acquise au prix d'une absence de liberté, celle de la femme qui doit dorénavant absolument travailler au côté de son conjoint car il n'est plus possible à une famille de vivre décemment avec un seul salaire. Vous me direz qu'autrefois aussi un couple peinait à survivre avec un seul salaire, effectivement, aujourd'hui c'est camoufler par le fait que la femme travaille, qu'elle cesse de travailler et ils plongeront dans la pauvreté, comme autrefois. Ce qui a changé, c'est que maintenant ils doivent travailler à deux pour se payer ce qu'ils appellent ici la liberté, en réalité ils sont enchaînés à un mode de vie qu'on leur a imposé et ils n'ont pas d'autre alternative que de le reproduire sans cesse, ils ne peuvent pas en changer, alors où est l'affaire dans cette histoire-là, elle n'existe tout simplement pas, c'est du domaine de l'illusion.

- Aujourd'hui, la société semble leur demander plus de protection, de surveillance. Plus de sécurité et de contrôle à la fois. Elles vont une fois encore se soumettre à la demande qui leur est adressée, pour la satisfaire.

C'est là que se trouve leur tour de passe-passe, en imputant à la société la demande de sécurité ou de contrôle, alors qu'en réalité ce sont eux qui ont créé les conditions infernales consistant à mettre des instruments disposant éventuellement d'un pouvoir coercitif sur les membres de la société à la disposition de tout un chacun, sachant pertinemment qu'il y en aurait qui en profiteraient pour en faire un usage abusif, ce qui devait justifier ensuite la surveillance ou le contrôle des faits et gestes ainsi que des pensées de l'ensemble de la population pour la protéger et la boucle était bouclée. Ils étaient enfin parvenus à leur objectif, qui n'est évidemment pas la tranquillité ou le bien-être de la population, mais sa mise sous surveillance et son conditionnement puisque les données récoltées servent essentiellement à cela, à orienter sa consommation autant que ses idées politiques.

- Un monde sous surveillance : Orwell avait raison - francetvinfo.fr 03.11

L'entreprise la plus cool du monde, Apple, vient d'être à nouveau prise sur le fait : elle surveillait les salariés de ses magasins, sans les avoir prévenus, jusque dans les salles de repos. Dans l'entreprise, sur la voie publique, lorsque nous utilisons notre téléphone ou internet, nous sommes désormais espionnés. Bientôt, nous n'aurons plus jamais la certitude de ne pas être observés, quel que soit l'endroit de la planète où nous trouvons. C'est le deuxième âge des nouvelles technologies qui commence. Celui du contrôle. Les technologies de l'information, c'est l'histoire du libéralisme des années 1990

Pendant trente ans, les technologies de l'information ont, au contraire, offert de la liberté à nos sociétés. Leur histoire se confond d'ailleurs avec l'extraordinaire essor du libéralisme, à compter du début des années 1980. L'un des premiers secteurs qu'ouvre à la concurrence Ronald Reagan, président des Etats-Unis élu en 1980, ce sont les télécommunications. L'éclatement d'ATT, le monopole américain, va libérer l'innovation et faire chuter considérablement les coûts. En Europe, l'invention de la norme GSM fera décoller l'usage du téléphone portable au milieu des années 1990. Au même moment, apparaît le "*world wide web*". Internet commence alors une gigantesque et silencieuse transformation du modèle économique de la distribution, de la banque, de la presse bien sûr, de la musique, du jeu vidéo, de l'édition, du transport...

Les nouvelles technologies de l'information abaissent les coûts, car elles suppriment les intermédiaires. Ou plutôt elles les transforment. Pour acheter un livre, on a moins besoin de l'intermédiaire classique qu'est le libraire, mais plus du livreur de colis. Ces outils révolutionnaires ont mis en présence la demande du monde entier avec l'offre du monde entier, pour tous les produits ou presque : le pouvoir et la liberté du consommateur n'ont jamais été aussi importants. Tout comme celui du citoyen. Les printemps arabes, et même la chute du Mur de Berlin, ne s'expliquent-ils pas, en partie au moins, par la diffusion de l'information via les satellites et ses avatars d'aujourd'hui ? Moins de liberté ou plus de protection ?

Pourtant, cette ère de liberté semble s'achever sous nos yeux. Le consommateur est traqué, épié, analysé, au point que ses besoins et désirs sont désormais anticipés par les machines qui le sollicitent. Quant au citoyen, toutes les traces électroniques qu'il laisse à son insu permettent de connaître avec précision sa vie, ses habitudes, ses fréquentations. La liberté s'est insensiblement muée en asservissement, le secret en surexposition : Apple espionne ses vendeurs, les données privées de millions d'utilisateurs des réseaux sociaux sont désormais exposées au piratage, Google prépare des nanoparticules qui

voyageront dans notre corps pour révéler aux assureurs les points faibles de notre santé...

Pourquoi un tel retournement ? Les nouvelles technologies n'ont pas d'inclination particulière, elles ne font que ce qu'on leur demande. Pendant un quart de siècle, on leur a demandé plus de liberté. Elles nous l'ont donnée. Aujourd'hui, la société semble leur demander plus de protection, de surveillance. Plus de sécurité et de contrôle à la fois. Elles vont une fois encore se soumettre à la demande qui leur est adressée, pour la satisfaire. francetvinfo.fr 03.11

C'est marrant, on croyait que c'était le capitalisme qui était à l'origine des nouveaux besoins de la société pour entretenir sa machine à produire, consommer, fabriquer du profit. On a dû rêver.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Dans la mare aux crabes, suite.](#)

- Notre-Dame-des-Landes : Valls réaffirme "*la détermination de l'Etat*" à construire l'aéroport - Francetv info
- La violence n'empêchera pas la réalisation de travaux "indispensables", selon Royal - Francetv info
- Barrage de Sivens: Royal assure «*qu'un ouvrage sera fait*» - LeFigaro.fr
- Barrage de Sivens : les élus locaux nagent-ils en plein conflit d'intérêts ? - Francetv info
- Sivens: L'abandon du barrage, une «*question de bon sens*» pour Hulot - 20minutes.fr
- Barrage de Sivens : la Confédération paysanne demande une réorientation des cultures - Liberation.fr
- Quatre questions sur les policiers "*déguisés*" en manifestants - Francetv info
- Sivens : un barrage similaire dans le Tarn - Francetv info

Alors que les voix s'élèvent pour demander l'abandon du barrage de Sivens dans le Tarn, un projet similaire a été construit il y a une quinzaine d'années, dans le département. Il s'agit du réservoir de Fourogue, situé au sud de Mailhoc.

Les deux barrages présentent de nombreuses similitudes : une capacité de 1,3 million de mètres cubes mais aussi des objectifs similaires. Le réservoir de Fourogue vise ainsi à réguler la rivière voisine et à offrir des réserves d'eau aux agriculteurs. "*Au départ, nous y étions opposés, car on ne voyait pas l'utilité de noyer de bonnes terres sur Mailhoc, mais maintenant qu'il est là, je pense que plus personne ne voudrait le voir disparaître. On a de l'eau dans les ruisseaux tout l'été. On retrouve des espèces qu'on n'avait plus l'habitude de voir*", raconte Jean-Marc Escoutes, agriculteur et maire de Mailhoc.

Mais pour le viticulteur Philippe Maffre, ce barrage est "*sous-utilisé*". "*Il devait toucher 400 hectares, il n'en touche même pas 200*", déplore-t-il. (Ou surdimensionné, non ? - nldr)

A l'époque, comme à Sivens, le barrage avait fait l'objet d'une longue bataille juridique. Francetv info 04.11

Il est possible que ce barrage ou cette retenue d'eau soit parfaitement justifié, je n'ai jamais prétendu le contraire. Ce qui a pu prêter à suspicion ou à confusion, c'est que le même organisme a été chargé d'en réaliser à la fois l'étude et les travaux.

Si la majorité de la population locale y est favorable, il n'y a aucune raison de ne pas le construire, à condition qu'on lui fournisse toutes les données ou les arguments des partisans et des opposants à ce projet pour pouvoir se prononcer librement.

[La crise du logement, pas pour tout le monde.](#)

- La France, championne du monde des résidences secondaires Francetv info

Il y a 3 177 000 résidences secondaires en France. Un record mondial.

"*Sur l'avenue Montaigne à Paris, il y a plus de résidences secondaires que de résidences principales*", commente le journaliste

de France 2. Autre exemple marquant : l'île de Ré. Plus d'une maison sur deux est une résidence secondaire.

La Corse arrive en tête du classement avec 35% des résidences qui sont secondaires. Sur la deuxième marche du podium, le Languedoc-Roussillon avec 21%, juste devant la région PACA avec 17%.

Un ménage français sur dix possède une résidence secondaire. 11% sont possédées par des étrangers. La moyenne d'âge des propriétaires de résidences secondaires est de 61 ans et ils n'y passent en moyenne que 42 jours par an. Francetv info 04.11

"Il y a à Paris 170.000 résidences secondaires qui sont peu ou pas occupées alors qu'il y a 170.000 demandes de logements", selon le secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert interrogé dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Selon les derniers chiffres disponibles de l'Insee, en 2011 on comptait à Paris 29.724 logements occasionnels, 62.111 résidences secondaires, toutes surfaces confondues, et 98.698 logements vacants. AFP 04.11

Le contrat unique de travail, non, de licenciement.

En signant à l'embauche votre contrat de travail, en même temps vous signeriez votre contrat de licenciement puisqu'il comporterait une clause le stipulant, la fameuse "justification" avancée par Gattaz, présentée comme un droit car il ose tout.

- Licenciements: le Medef justifie sa proposition de sortir de la convention OIT - AFP

"Changer la loi française pour aller vers un " contrat unique " ou un équivalent ne servira pas à grand-chose si l'encadrement global défini par l'OIT n'évolue pas", a estimé le Medef dans un communiqué.

"Soulever cette question ne signifie évidemment pas qu'il y aurait, dans le cadre de cet éventuel "contrat unique", une absence de justification lors des séparations entre un salarié et son employeur, la loi française continuant à s'appliquer", argumente le Medef.

L'article 4 de la convention 158 de l'OIT adoptée en juin 1982 stipule qu'"un travailleur ne devra pas être licencié sans qu'il existe un motif valable de licenciement lié à l'aptitude ou à la conduite du travailleur ou fondé sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise, de l'établissement ou du service". AFP 04.11

Que dit et que veut le Medef?

Il souhaite remplacer le CDI par un contrat de travail incluant une clause sur sa durée qui permettra aux patrons de licencier un salarié à tout moment.

Les clauses qui pourraient le justifier seraient laissées à la discrétion des chefs d'entreprises, sachant qu'elles seront au moins ou plus nombreuses encore que les prétextes déjà existant pour licencier un salarié, cela revient à leur donner tous les pouvoirs dès la signature du contrat de travail par les deux parties.

J'ai bossé dans plus de 45 boîtes et j'ai été licencié un certain nombre de fois pour savoir que les patrons peuvent licencier n'importe qui dès lors qu'ils l'ont décidé sans qu'on puisse s'y opposer. C'est plus difficile en cas de licenciements collectifs, car là il y a toute une procédure contraignante à respecter pour les chefs d'entreprise, à mon avis c'est celle-ci que vise le Medef, afin de renouveler une partie de leur personnel qui leur coûte trop cher ou qui est inadapté à l'évolution de leur entreprise, pour ensuite embaucher de nouveaux salariés à des conditions plus avantageuses, plus flexibles comme ils disent.

Participer au comité de suivi des aides aux entreprises, c'est soutenir le pacte de responsabilité.

Hier le comité de suivi des aides publiques aux entreprises s'est réuni en présence de Valls et des partenaires sociaux. Valls a regretté que trop peu de branches professionnelles aient engagé des négociations et encore moins signé des accords, la plupart des syndicats y étant opposés et dans certains cas le patronat : "Il faut donc négocier, mais surtout il faut s'engager. La programmation de réunions, c'est bien, la conclusion d'un accord, c'est mieux. À ce jour, il y en a bien trop peu", s'est agacé le Premier ministre.

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT a estimé que le comité de suivi des aides aux entreprises était aussi un "observatoire du suivi des engagements" dans le cadre du pacte de responsabilité. lepoint.fr 04.11

Berger confirme ce que nous n'avons cessé de marteler : participer à ce comité et bien d'autres, aux réunions ou conférences initiées par le gouvernement en compagnie du patronat, c'est déjà capituler, trahir, car c'est accepté de se placer sur leur terrain de classe, Berger le dit très bien, ces réunions se situent "dans le cadre du pacte de responsabilité", ce qui signifie qu'on a accepté au préalable le pacte de responsabilité, donc on ne le combat, on ne combat pour son rejet ou son abolition, on se soumet

aux conditions que nous imposent le gouvernement et le patronat.

Et tous les partis ouvrier s'en accommodent, puisqu'aucun n'entend rompre avec les directions des syndicats qui y participent, ceux qui prétendent combattre le pacte de responsabilité tiennent un double langage ou jouent un double jeu en réalité.

Les fossoyeurs du syndicalisme.

- L'appartement de Thierry Lepaon venait d'être refait à neuf - LeMonde.fr

- Lepaon assure avoir "*appris par la presse*" le montant des travaux de son appartement - Francetv info

- Appartement: Lepaon reconnaît une "*faute collective*" et s'en prend à la direction AFP -

Alors que le trésorier de la centrale syndicale, Eric Lafont, avait assuré que «l'appartement avait été remis à neuf», le journal satirique affirme, ce mercredi, que le logement du numéro 1 de la CGT avait déjà été rénové avant que la centrale syndicale ne commande de nouveaux travaux.

Certes, il ne s'agissait pas «d'une rénovation de haut-standing», note le Canard, mais un coup de peinture blanche avait été passé sur les murs de l'appartement et une moquette neuve installée. «*C'était parfait pour un jeune couple*», résume le propriétaire du logement, retrouvé par les journalistes de l'hebdomadaire. Mais l'état de l'appartement ne devait pas convenir à la centrale syndicale qui a fait arracher la moquette pour la remplacer par du parquet flottant et demandé à ce qu'on ...repeigne les murs déjà rafraîchis.

Des travaux réalisés par une petite entreprises spécialisée dans les «*peintures décoratives, patines, faux bois et marbre, stucco, pochoirs et fresques*», AD Peinture, qui pour l'occasion s'est reconvertie dans la plomberie ou les travaux d'électricité... pour une facture salée, selon le Canard, qui relève -entre autres- le prix de la rénovation des toilettes de Thierry Lepaon: 4453 euros... (Ses chiottes est l'équivalent de la moitié du prix de ma maison. La CGT peut m'adresser un don, juste pour acheter la cuvette des WC, 20 euros. Au fait monsieur Lepaon, le papier, c'est de la soie ? - ndlr)

Une fausse «bonne affaire»

L'hebdomadaire enfonce aussi un peu plus la ligne de défense du trésorier de la CGT. Ce dernier avait affirmé aux journalistes du Canard Enchaîné qu'en compensation des travaux réalisés dans l'appartement, le syndicat avait obtenu une remise sur le montant du loyer mensuel. Il s'agirait d'un bobard selon le journal satirique qui cite l'agence immobilière qui s'est occupée de la location et le propriétaire.

Autre mensonge épinglé par le Canard, la présumée «bonne affaire» faite par la centrale, en louant un appartement de 120 mètres carrés pour 2000 euros par mois. Selon l'hebdomadaire, le logement ne ferait en fait que 79 mètres carrés. Pour cette superficie, le montant du loyer correspond tout juste aux prix du marché.

Des révélations qui interrogent un peu plus le futur de Thierry Lepaon à la tête de la CGT. Le leader du syndicat, qui s'est exprimé ce matin devant le Comité Central national, le parlement de l'organisation syndicale avait évoqué une «*faute collective qui ne masque pas des responsabilités individuelles*». leparisien.fr 04.11

Le Medef reçoit du renfort ou la collaboration de classes expliquée par un banquier (du PS).

- Industrie: Macron appelle les partenaires sociaux à jouer collectif - AFP

Le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, a appelé mardi les entreprises et les syndicats à faire preuve d'esprit collectif et de pragmatisme pour "*reconstruire*" la politique industrielle française, admettant que "*l'Etat seul ne peut rien*".

"*Il n'y pas de fatalité, mais il n'y a pas non plus de recette miracle (...). Il y a surtout un travail collectif à mener ensemble*", a assuré le ministre lors d'une intervention improvisée à Bercy à l'occasion des premières rencontres de la Direction générale des entreprises (DGE), l'ancienne Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS).

"*Le volontarisme et l'esprit de responsabilité sont la clef de la nouvelle politique industrielle*", a affirmé le ministre qui a pris ses fonctions lors du dernier remaniement de la fin août. Il a toutefois prévenu que "*l'Etat seul ne peut rien*".

Sa méthode? "*il faut de manière très pragmatique aller chercher des solutions, qui sur l'énergie, qui sur le travail, qui sur l'innovation*", a-t-il expliqué.

"Ne pas dialoguer, c'est irresponsable et c'est une faute grave", a-t-il prévenu. (Il confirme ce que nous avons rappelé plus haut : accepter le dialogue avec le gouvernement et le patronat, c'est capituler, trahir, sinon pourquoi y tiennent-ils tant ? Pour lier les travailleurs au sort du capitalisme dont ils n'ont rien à attendre de bon, qu'ils doivent renverser. - ndlr)

Pour sortir de "ce face à face terrible", le ministre a prôné le dialogue entre les partenaires sociaux, rappelant les récents accords trouvés dans l'automobile et la chimie. "Sur le terrain, c'est quand les salariés savent prendre leurs responsabilités, que nous pouvons reconstruire une histoire industrielle", a-t-il souligné.

Aux entreprises, le ministre a demandé "d'expliquer" les "mécanismes mis en place". Il a aussi plaidé pour l'entrée des salariés au sein des conseils d'administration des grands groupes. AFP 04.11

Nous sommes contre évidemment, ils sont déjà trop enchaînés au capitalisme.

Flics provocateurs infiltrés dans les manifs, pas une nouveauté.

Fabien Vandermerlick, secrétaire national au syndicat de police Alliance, sur L'Express.fr : "La plupart arborent d'ailleurs un brassard orange ou une inscription "police" sur le torse, afin de se distinguer des manifestants."

La plupart mais pas tous, donc il est impossible de les repérer à moins de les suivre à la trace jusqu'au moment où ils rejoignent discrètement les rangs des forces de l'ordre.

"Ils s'infiltrèrent dans les cortèges pour repérer et neutraliser les individus violents avant qu'ils ne fassent n'importe quoi."

Ils sont plutôt distraits ou inefficace au regard de la violence de certains manifestants.

"Ils sont aussi chargés d'interpeller en flagrant délit pour qu'il y ait des preuves".

En réalité, ils les trient sur le volet, par exemple, tout comme les arrestations qui ont eu lieu lors de la manifestation interdite à Paris en soutien aux Palestiniens. Les véritables casseurs ne sont jamais interpellés, sauf exceptionnellement, ils en attrapent un ou deux histoire pour qu'on ne reproche pas aux représentants de l'Etat l'exploitation politique qu'ils font par la suite de ces violences qui arrangent bien leurs affaires, discrédite une cause, légitime leurs lois liberticides, intimidera les potentiels manifestants à venir qui préféreront rester chez eux par crainte des violences dont l'Etat est finalement le complice ou l'instigateur selon les cas.

Sur BFMTV Nicolas Comte, secrétaire général adjoint du syndicat Unité SGP Police FO a confirmé que les policiers en civil qui s'infiltraient dans les manifestations ne portaient aucune marque distinctive pour les reconnaître, ce qui paraît logique, Cazeneuve nous prend pour des abrutis ou il a une case en moins : "Forcément, quand il y a ce type de manifestations, il y a des policiers en civil qui ont pour mission de procéder à des interpellations. Donc, ils ont des looks destinés à passer inaperçus." francetvinfo.fr 04.11

Vous avez dit provocateurs ? Ils incitent les manifestants à l'extrême violence.

L'express.fr - Une photo largement diffusée sur Twitter par les militants d'extrême gauche et écolos pose question. On y voit des fonctionnaires déguisés arborant des foulards à tête de mort. "C'est sidérant. Je demande une clarification du gouvernement sur ces tenues agressives, où l'on a l'impression que ces policiers vont au combat. Leur but n'est clairement pas de calmer les tensions", observe Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche. (Au passage, ils n'en manquent pas une pour s'adresser au gouvernement, le légitimer. ndlr)

Ces images sont d'autant plus troublantes qu'un militaire avait été sanctionné par sa hiérarchie pour s'être pris en photo avec un tel foulard lors d'une opération au Mali. Il est ensuite tombé en dépression et a quitté l'armée française. Au syndicat de police Alliance, on reconnaît à demi-mots que la tenue peut être quelque peu "provocatrice" mais on demande à ce que le cliché soit authentifié. l'express.fr 04.11

Commentaire d'un internaute.

- "Qui est le perdreaux de l'année? déguisés en casseurs pour identifier les meneurs vaste blague.

En 1972 déjà les manifs contre la loi Debré service d'ordre étudiants très "solide" pour éviter les débordements bien plus violents à l'époque post soixante huitarde On arrête un type en foulard qui lance des boulons vers des CRS en hurlant, on le coince dans une cabine tel et hop il sort sa carte de brigadier de police en nous menaçant de poursuite ! Le rôle de ces infiltrés est juste de jeter le discrédit sur la manif, aujourd'hui on embauche même des loubards de banlieue qu'on emmène juste qu'au parvis de la Défense (méthode Sarko) ou des "extrêmes droites" lors de manifs anti gouvernementales (méthode Chirac).

Bref, manipulation à tous les étages qui ont toujours existées. Relisez donc "Quand les sirènes se taisent" sur les grèves de 36 (Maxence Vandermerch) ou les "Flamand" arrivaient par camions escortés par les militaires..."

Hollande et son gouvernement ainsi que la majorité des députés et sénateurs interdits de quitter le territoire français pour soutien au terrorisme.

- Le Parlement adopte définitivement le projet de loi de "*lutte contre le terrorisme*" - AFP

La Parlement a définitivement adopté, par un ultime vote du Sénat mardi, le projet de loi de "*lutte contre le terrorisme*".

Les sénateurs socialistes, radicaux, centristes et UMP ont voté pour. Les sénateurs écologistes et Front national se sont abstenus, les sénateurs communistes ont voté contre.

Renforçant une législation antiterroriste déjà très fournie (14 lois votées depuis 1986), le projet de loi instaure avant tout une interdiction administrative de sortie du territoire, matérialisée par la confiscation de la carte d'identité et du passeport. AFP 04.11

Un arsenal liberticide digne d'une dictature militaire.

Ils se sont partagés les rôles comme d'habitude. Si on s'en tenait aux apparences, à leurs discours, on pourrait se dire pourquoi pas, tout le monde condamne le terrorisme aveugle qui frappe d'innocentes victimes civils y compris des enfants ou des vieillards, mais l'essentiel est ailleurs, cette loi, toutes ces lois peuvent se retourner un jour contre le mouvement ouvrier, c'est la raison pour laquelle nous y sommes farouchement opposés, qui plus est parce qu'elles sont adoptées par des représentants de notre ennemi qui est en guerre permanente contre notre classe ne l'oublions pas.

La lecture du passage est très instructive, on le commentera plus loin.

AFP - Cette interdiction, d'une durée de six mois renouvelable jusqu'à deux ans, sera décidée en cas de "*raisons sérieuses de croire*" que la personne "*projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes*" ou "*sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes*". Elle pourra être contestée devant la justice administrative. AFP 04.11

Questions : Quelle est leur définition du terroriste ? A qui l'appliquent-ils ? Et c'est là qu'on s'aperçoit de la supercherie ou qu'en réalité il existe d'autres intentions cette fois inavouables derrière cette loi.

Car comment définissent-ils qu'un groupe ou un mouvement serait terroriste ou non, sachant qu'un jour ils arment et soutiennent des groupes ou des mouvements qu'ils caractérisent de modérés, et par la suite ils les dénoncent et les combattent car ils seraient radicaux ou terroristes ? Mieux encore comment peuvent-ils faire la distinction entre modérés et radicaux sachant que les membres d'un groupe ou mouvement passent de l'un à l'autre très facilement ? Encore plus fort, comment peuvent-ils établir cette distinction lorsque les différents groupes ou mouvements dits modérés ou radicaux, terroristes collaborent entre eux ou même fusionnent ?

Bon on aurait pu se contenter d'affirmer, que sachant que le gouvernement français entretient d'excellentes relations avec le Qatar et l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golf qui financent et arment les groupes ou mouvements terroristes qui interviennent en Syrie et en Irak notamment, cette loi pourrait très bien s'appliquer au législateur, au gouvernement et à tous ceux qui le soutiennent, qui ont voté cette loi.

Syrie-Irak. Fabius appelle à bombarder la Syrie. Hollande tourné en ridicule par le Premier ministre irakien

Alep : vers la bataille finale? - french.irib.ir

Les soldats de l'armée arabe syrienne avancent, selon une toute dernière information, dans la localité d'al-Ameriya, où ils viennent de reprendre le contrôle de plusieurs bâtiments et de complexes stratégiques. L'initiative est entre les mains des forces syriennes, dans la banlieue-Sud d'Alep. Ces bâtiments servaient de lieux de concentration et de campement et d'opérations terroristes, sur l'axe Alep -al Ramouss. Cette zone est la seule voie d'accès des quartiers de l'Ouest d'Alep à d'autres provinces syriennes. Dans le même temps, le journaliste de Fars fait état de très violents combats, sur l'axe Karam al-Tarab, à l'Est de la ville d'Alep, entre militaires syriens et terroristes. Les unités de l'armée syrienne avancent, de façon fulgurante, sur l'axe Al-Ameriya - Al-Ansari. Les unités d'ingénierie de l'armée déminent les zones du rif Sud d'Alep, abandonnées par les terroristes. Une source militaire syrienne explique l'importance des opérations, dans la localité d'al-Ameriya : cette localité est tout près de l'autoroute al-Ramoussa et surplombe les deux localités Al-Ansari et Al-Mashad. La prise de cette localité coupe les voies d'approvisionnement des terroristes, dans la localité d'al-Cheikh Saed.

Selon cette source, si les forces syriennes reprennent le contrôle de la localité d'Al-Ameriya, ceci signifierait l'emprise totale de l'armée syrienne, sur l'Est d'Alep occupée par les terroristes. Selon cette même source, l'armée syrienne s'apprête à lancer la bataille finale, pour reprendre le contrôle d'Alep, et les préparatifs ont été mis en place : des dizaines de chars et de canons, ainsi que des centaines de forces d'infanterie, se sont mis en ordre de bataille, non loin de l'aéroport militaire de "Nirab" et l'aéroport international d'Alep, et attendent l'ordre de passer à l'acte. Cette information n'a pas, encore, été confirmée, par les sources syriennes, mais les milices terroristes ne cessent d'émettre des messages, en ce sens. french.irib.ir 04.11

Autrefois le mouvement ouvrier soutenait les mouvements de libération nationale ou nationalistes contre le colonialisme ou l'impérialisme sans se préoccuper de qui les dirigeaient et qui raflerait la mise au moment de l'indépendance, on le savait, les trois Internationales ouvrières ont soutenu cette position.

Depuis la voix du mouvement ouvrier s'est éteinte ou a adopté le discours des colonisateurs, des agresseurs, des occupants. Quelle dégénérescence, compromission, capitulation !

- Alep : La France appelle au bombardement de l'armée syrienne - french.irib.ir

- Laurent Fabius plaide pour une aide d'urgence à Alep, en Syrie - Reuters

La coalition internationale engagée dans la lutte contre l'Etat islamique en Syrie doit désormais tourner ses efforts vers la ville d'Alep, tenue par les rebelles syriens modérés et menacée de destruction par les offensives des forces loyales à Bachar al Assad, estime Laurent Fabius.

Dans une tribune publiée par Le Figaro, le Washington Post et le journal panarabe Al Hayat mardi, le ministre français des Affaires étrangères estime que le "*bastion*" de l'opposition syrienne est presque totalement encerclé et que l'abandonner anéantirait les espoirs d'une solution politique en Syrie.

"Abandonner Alep, ce serait condamner la Syrie à des années de violences. Ce serait la mort de toute perspective politique. Ce serait la fragmentation d'un pays livré à des 'seigneurs' de guerre de plus en plus radicalisés", estime le ministre français.

"Ce serait l'exportation du chaos intérieur de la Syrie vers ses voisins irakiens, libanais, jordaniens, déjà si fragiles. Et que personne ne se méprenne : Bachar al-Assad, 'seigneur de guerre' parmi tant d'autres, ne les vaincra pas plus qu'il n'est capable aujourd'hui de vaincre Daech".

Le chef de la diplomatie française rappelle qu'abandonner la deuxième ville de Syrie "*serait condamner 300.000 hommes, femmes et enfants, à une alternative terrible : siège meurtrier sous les bombes du régime ou barbarie des terroristes de Daech*".

Les Etats-Unis poursuivent leur campagne de frappes aériennes en Syrie et le régime de Bachar al Assad profite de cette diversion pour intensifier sa lutte contre des groupes rebelles dans l'ouest et le nord du pays, y compris autour d'Alep.

Ces déclarations de Laurent Fabius interviennent trois jours après la visite du président turc Recep Tayyip Erdogan à Paris où il a rencontré François Hollande.

Lors de cette rencontre le chef de l'Etat turc a cherché à s'attirer le soutien de la France dans ses appels en faveur d'une lutte à la fois contre Assad et contre l'EI.

Erdogan se montre critique à l'égard de la coalition conduite par les Etats-Unis estimant qu'elle ne doit pas seulement se focaliser sur la ville kurde de Kobani mais également sur d'autres régions de Syrie.

La France a également annoncé une assistance militaire et une formation à ce qui reste de l'Armée syrienne libre (ASL) sans fournir de détails sur cette aide.

Sans préciser concrètement comment la France pourrait apporter son soutien à Alep dans ce contexte, Laurent Fabius affirme ne pouvoir accepter que la ville soit abandonnée à son sort.

"C'est pourquoi, avec nos partenaires de la coalition, nous devons porter nos efforts sur Alep. Avec deux objectifs clairs : renforcer notre soutien à l'opposition modérée syrienne et protéger la population civile des crimes jumeaux du régime et de Daech", affirme-t-il. Reuters 04.11

Fabius est celui qui ressemble le plus à Bush en France.

Quand est-ce qu'on va se donner les moyens de les empêcher de nuire plus longtemps ?

Gare à ceux qui soutiendraient le PS ou s'adresseraient à ses dirigeants, ministres ou élus !

Irak: Hollande, porte-voix d'Erdogan - french.irib.ir

Le bureau du Premier ministre irakien a qualifié de fausses, les déclarations du président français, sur le maillon faible de l'armée.

"Les récentes déclarations de François Hollande, le Président français, sur le maillon faible de l'armée irakienne, face aux terroristes de Daesh, sont fausses, ne reflétant pas les réalités de la crise irakienne", a déclaré, ce mardi, dans son communiqué, le bureau d'Haïdar Al-Abadi, le Premier ministre irakien, a-t-on appris du site d'information Sumeriya news. «Le président français a ignoré les avancées et les succès enregistrés par les forces de sécurité irakiennes, à Jurf al-Sakr, Diyalia, Salaheddine et Al-Anbar», est-il précisé, dans le communiqué du bureau d'Al-Abadi. "Les forces de sécurité et les forces populaires sont coordonnées, dans les provinces de Salaheddine et d'Al-Anbar", a annoncé le Porte-parole du bureau du Premier ministre irakien, Raf al al-Jabouri.

Au cours de son escale parisienne, le PM turc Erdogan avait traité l'armée irakienne d'une armée faible qui ne fait que fuir l'ennemi et ceci à peine quelques jours après le grand succès de cette même armée à Joud al Sakhar, qualifié de méga entrepôt de daech, localité que même les américains n'avaient pas réussi à nettoyer. french.irib.ir 04.11

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont comme leurs dirigeants, pas finis.

- Ford rappelle plus de 202.000 véhicules en Amérique du Nord - Reuters

Quand l'oligarchie anglo-saxonne fait main basse sur les banques de la zone euro.

- La BCE endosse officiellement le rôle de superviseur bancaire en zone euro - AFP

Vont-ils précipiter la chute du gouvernement ?

- Croissance : Bruxelles ne croit pas au scénario de la France - LeMonde.fr

- La Commission européenne ne croit pas aux prévisions de croissance de Paris - LePoint.fr

- Bruxelles juge les objectifs budgétaires français irréalistes - Le Huffington Post

- La France pourrait avoir le plus gros déficit public de la zone euro en 2016 - Francetv info

- La France pourrait avoir le pire déficit de la zone euro en 2016 - Liberation.fr

Et pourtant.

- Xavier Niel : "Oui, la France est un paradis fiscal" - Atlantico.fr

- Feu vert de l'Assemblée à 45.000 emplois aidés supplémentaires dans le budget 2015 - AFP

Couac. Tir croisé. Combien de temps Hollande peut-il encore tenir ?

- La taxe sur les résidences secondaires contredit la promesse de pause fiscale - LeFigaro.fr

Le ministre du Travail François Rebsamen s'est-il dit "plutôt défavorable" à cette entorse à la pause fiscale promise par l'exécutif, assénant: "Quand on dit: "on ne fait plus de taxes", on ne fait plus de taxes". AFP 04.11

- Le projet de surtaxe des résidences secondaires ne fait pas consensus au gouvernement - LePoint.fr

- Résidences secondaires : la taxe qui enflamme le PS - LeFigaro.fr
- Télévisions : bilan au vitriol du CSA sur la présidence Pflimlin - LePoint.fr
- Chartres: 300 agriculteurs déversent une centaine de tonnes de déchets - AFP
- Les buralistes dans la rue mercredi AFP -
- Manuel Valls aux entreprises : "*Rien ne peut justifier l'attentisme*" - LePoint.fr

Mimétisme et profond malaise

- Politique industrielle: Macron en appelle à l'esprit collectif - AFP
- Barrage de Sivens : Royal attend des concessions pour "*construire une vérité collective*" - Francetv info
- Appartement: Lepaon reconnaît une "*faute collective*" et s'en prend à la direction - AFP

Réaction. A part les patrons ou les riches, les policiers ou les militaires, ils méprisent, haïssent le reste de la société.

- Pierre Gattaz nuit à l'image de l'entreprise, estime Rebsamen - Reuters
- Rebsamen : Gattaz se comporte en «*petit syndicaliste*» - Liberation.fr
- Duflot veut une minute de silence pour Rémi Fraisse à l'Assemblée: Bartolone refuse - L'Express.fr

Selon le président de l'Assemblée Claude Bartolone, la minute de silence n'est accordée qu'en cas de "*décès parmi les forces armées et les otages*". L'Express.fr 04.11

Quand toucheront-ils le fond ?

- Bruno Le Maire durcit le ton contre Nicolas Sarkozy - Reuters
- Affaire Balkany : un homme d'affaires saoudien mis en examen - L'Obs
- Affaire Bygmalion: Lavrilleux, démissionnaire, officiellement exclu de l'UMP - AFP
- Alain Juppé assume son «*ego surdimensionné*» - 20minutes.fr -
- Sarkozy dézingue toute la classe politique - libération.fr

Impunité. Ils n'ont fait que l'achever, ils lui ont rendu service en quelque sorte, pour un peu ils mériteraient une prime.

- Prison avec sursis pour trois policiers qui avaient tué un autiste - Liberation.fr

Ayons une pensée pour tous ceux qui sont condamnés à croupir en prison pendant des décennies pour avoir tué un policier, un seul. On n'appelle pas à tuer des policiers, nous sommes contre l'injustice.

La crise par le vide. Charrettes à la louche.

- Rolls-Royce annonce la suppression de 2.600 emplois en 18 mois - AFP
- Banque Scotia supprimera 1.500 emplois - Reuters
- Sprint réduit ses prévisions et supprime 2.000 postes - Reuters

Guerre des gangs.

- Juncker : " *Je ne suis pas à la tête d'un gang de bureaucrates*" - LePoint.fr
- Un audit interne critique l'efficacité des remèdes du FMI contre la crise - LePoint.fr

Intox

- « *L'intérêt des jeunes générations pour cette économie alternative n'a jamais été aussi fort* » - LeMonde.fr
- Le chef des « *grandes oreilles* » britanniques s'en prend aux géants du Web - LeMonde.fr
- Pétrole : l'Arabie Saoudite relance la guerre des prix contre les États-Unis - LeFigaro.fr
- « *Il n'existe pas, au Burkina Faso, d'opposition entre civils et militaires* » - LeMonde.fr

A plein gaz. Et propagande de l'Empire.

- Gaz : Kiev a payé au russe Gazprom 1,45 milliard de dollars de sa dette - LeMonde.fr
- Mouvements de troupes russes signalés à l'est de l'Ukraine - Reuters
- L'Ukraine se prépare à une éventuelle offensive des séparatistes - AFP
- Manifestation nationaliste et anti-occidentale à Moscou - Reuters
- L'OPA du Kremlin sur les ultranationalistes - LeFigaro.fr -
- Homophobie en Russie: Un monument hommage à Steve Jobs démonté - 20minutes.fr
- La Russie a-t-elle vraiment boosté son taux de natalité en offrant de l'argent et des réfrigérateurs aux futures mamans? - Slate.fr

Ah ces démocrates !

- Barack Obama rencontrera Aung San Suu Kyi à Rangoun le 14 novembre - AFP
- En Côte d'Ivoire, l'arrivée de Blaise Compaoré fait grincer des dents - 20minutes.fr
- Un étudiant thaïlandais condamné à 30 mois de prison pour lèse-majesté sur Facebook - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

Allemagne

- Allemagne : les conducteurs de train durcissent le mouvement - AFP

Le syndicat allemand des conducteurs de trains GDL a appelé mardi à une nouvelle grève de ses membres, de mercredi après-midi à lundi matin, sur fond de durcissement du bras de fer avec la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn.

La dernière grève remonte aux 18 et 19 octobre. GDL avait alors déjà frappé un grand coup en faisant grève un week-end de vacances, brisant un tabou dans un pays où les mouvements sociaux sont en général assez policés.

Le syndicat réclame des hausses de salaire et un abaissement du temps de travail hebdomadaire. Il est en outre en conflit avec

la direction de Deutsche Bahn sur des questions de représentativité, la compagnie refusant de négocier avec lui des accords salariaux pour des personnels autres que les conducteurs de train qui constituent historiquement sa base d'adhérents. De nouvelles négociations avaient eu lieu ces derniers jours, mais sans succès.

"*Tant que Deutsche Bahn ne reconnaît pas les droits fondamentaux des membres de GDL, le conflit ne trouvera pas de solution*", a affirmé le syndicat dans son communiqué.

Le syndicat, petit avec ses 19.000 adhérents sur les 196.000 salariés que compte Deutsche Bahn en Allemagne, est de plus en plus critiqué pour son intransigeance et des grèves qui interviennent dans un contexte où l'économie est fragilisée.

Les milieux syndicaux eux-mêmes ont de moins en moins de sympathie pour le mouvement. Le président de la confédération syndicale s'est dit mardi matin "*horrrifié*" de la manière d'agir du président de GDL, Claus Weselsky, et "*très sceptique*" des chances de succès de sa ligne dure.

En parallèle des conducteurs de trains, les pilotes de la compagnie aérienne Lufthansa ont également fait des leurs ces dernières semaines, avec une dizaine de grèves successives depuis fin août sur fond de conflit sur les conditions de fin de carrière. AFP 04.11

A retenir. La remise en cause de la légitimité des syndicats, le ton méprisant affiché par le journaliste de l'AFP envers les travailleurs qui osent faire "*des leurs*" en recourant à la grève pour défendre leurs droits légitimes.

[Haut de page ↗](#)

Le 6 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques nouveaux articles demain.

On va essayer une nouvelle formule qui consistera à regrouper les infos de plusieurs jours dans la même causerie, car j'ai besoin de souffler et de disposer d'un peu de temps libre pour m'occuper de mes affaires et de ma compagnie.

Il arrive souvent qu'on revienne plusieurs fois en quelques jours sur les mêmes sujets et c'est une perte de temps. De plus souvent nos analyses sont hachées, cela peut induire en erreur les lecteurs qui ne lisent pas les causeries dans l'ordre chronologique ou en sautent. Cela peut donner l'impression d'un manque de rigueur et c'est dommage.

On a appris beaucoup de choses à traiter l'information quotidiennement mais c'est épuisant, cela nécessite une trop grande disponibilité. On a prouvé qu'on était capable de réagir à chaud à l'actualité en étant à 10.000 kms et totalement isolé, entre nous, cela nous fait une belle jambe. On ne s'est pas pris au jeu de l'immédiateté, on a voulu voir si on était capable de relever ce défi sans tomber dans la caricature, et je crois qu'on y est assez bien parvenu, à part quelques erreurs d'appréciations vite corrigées par la suite. Cela force à être réactif, mais quand on est fatigué ou complètement épuisé ou encore qu'on croule sous les problèmes personnelles, cela devient compliqué et le résultat est médiocre.

On a tiré des enseignements de cette expérience, il n'y a plus grand chose à en attendre à mon avis, il faut donc passer à autre chose.

Ce travail m'a surtout aidé à progresser à défaut de déboucher sur quelque chose de concret. Plus d'une fois je me suis demandé si je ne m'étais pas fait des illusions en croyant qu'il pourrait intéresser des cadres ou des dirigeants ou si je n'avais pas eu tendance à me prendre pour ce que je n'étais pas, car finalement mon travail ne présentait grand intérêt, et n'ayant aucune ambition personnelle cette idée m'a peiné et profondément troublé, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai voulu fermer le site à plusieurs reprises.

Quand j'affirme que je déteste un penchant chez l'homme, cela vaut en premier pour moi-même, il faut que je sois absolument certain de ne pas en être moi-même atteint, et si j'en possède encore des traces je les combats féroce, je suis intraitable, aussi j'ai bien conscience que ce que demande les lecteurs en priorité, ce n'est d'avoir à faire à quelqu'un de sincère, à la limite ils s'en foutent, mais que le travail qu'on leur soumet leur soit utile ou les aide à réfléchir, je me demande même quand ils sont face à l'écran s'ils ont idée qu'ils ne sont pas seulement en présence d'une machine, j'aurais tout fait pour la rendre vivante, sans succès il faut reconnaître. Y suis-je pour quelque chose ou est-ce dans l'air du temps, peut-être un peu des deux, je n'en sais rien.

J'ai une conception très élevée des rapports humains, peut-être trop exigeante à l'instar de la discipline que je m'impose ou qui

est devenue naturelle à la longue. Je vais vous raconter une petite histoire pour finir, après j'irai me coucher.

Ce soir en rentrant de faire des courses Selvi m'attendait à la maison. Avant que je la racompagne chez son frère ou son gendre puisqu'il est l'époux de sa fille ainée qui doit accoucher dans quelques jours, elle m'a tenu un discours qui m'a beaucoup surpris et je vous dirais plus loin pourquoi. Elle m'a dit ceci : ce matin avec Kumar on a parlé de toi. On a remarqué qu'il arrivait que tu te mettes en colère, t'explodes, cela dure quelques minutes, parfois un peu plus longtemps, et puis d'un seul coup tu te calmes, tu es charmant. Kumar m'a dit qu'il l'avait remarqué à plusieurs reprises et que dans ces cas-là il n'ouvrait pas la bouche, il t'écoutait, au départ il avait très peur, il ne te connaissait pas, en réalité ce que tu disais était justifié, tu avais raison d'être en colère, et une fois que la tempête était passée vous poursuiviez tranquillement votre conversation comme de vieux amis.

Quand elle eut terminé, je suis resté un bref instant interdit. Puis je lui ai dit que j'étais très agréablement surpris de constater avec quelle facilité elle avait pu analyser mon comportement, car ce qu'elle venait me dire était exact, et intérieurement je me suis fait la réflexion que sans savoir ni lire ni écrire, contrairement à des gens qui avaient fait de longues études ou avaient lu des milliers de livres elle était capable de percevoir clairement certaines choses qui leur échappaient. Sa lucidité est indubitablement liée à son sens de l'observation ainsi qu'à son attention envers moi ou l'estime qu'elle me porte, ce qui n'était pas forcément le cas des gens que j'ai cotoyés de près dans le passé pendant de longues années.

Si on devait transposer cette expérience sur le plan politique, on dirait qu'elle confirme ce que je me tue à expliquer, à savoir que contrairement à ce qu'on croit, ce n'est pas une perte de temps de s'adresser aux couches les plus arriérées de la classe ouvrière, cela représente en France 10,15, 20 millions de travailleurs.

Il y a une semaine environ, je me suis demandé si je n'avais pas commis une nouvelle erreur en partageant ma vie avec une femme qui n'était pas développée intellectuellement. Cette expérience prouve que non, sachant surtout qu'une femme plus évoluée finira par ne plus faire attention à moi, privilégiera l'idée qu'elle s'est faite de moi au lieu d'observer ce que je suis vraiment et je parle en connaissance de cause.

Selvi et Kumar ont parfaitement compris en m'observant attentivement, que je n'étais jamais vraiment en colère contre eux et que ce n'était pas dans mon tempérament d'être injuste, qu'en réalité je privilégiais les sentiments que j'avais pour eux, comme avec mes lecteurs d'ailleurs.

Vous le savez ou vous ne le savez pas, des gens très arriérés font régulièrement des conneries, parfois de grosses conneries qui peuvent vous coûter cher. Ils les font parce qu'ils sont comme cela, ils ne réfléchissent pas quand il le faudrait, je sais qu'ils n'y sont pour rien, donc je ne les juge pas et je ne leur en veux pas, mais je me dois de leur signaler, d'ailleurs cela les aide à réfléchir et ne pas leur dire serait irresponsable. C'est cela qu'ils ont compris, ils ont fait la distinction entre s'en prendre à une attitude dont ils ne sont pas responsables mais qui peut se corriger, car ce n'est pas de leur faute s'ils ne sont pas capables de réfléchir étant donnée leur condition, et attaquer une personne, la juger coupable de préférence, perdre de vue justement leur condition et la société qui en est responsable.

Il est très tard et je dois arrêter, c'est dommage car d'autres idées me venaient à l'esprit, par exemple sur la susceptibilité ou les gens qui estiment qu'on les juge dès qu'on émet des idées différentes des leurs et qui ne le supportent pas, qui en profitent pour rompre les relations avec vous ou vous traiter de tout et de rien. Après cela qu'on ne vienne pas nous dire que la psychologie ne peut pas nous aider en politique.

Deux réflexions

1- Lu ce matin dans un article de l'AFP :

- Un dollar plus fort pénalise les matières premières libellées dans la devise américaine, en les rendant plus chères pour les investisseurs munis d'autres monnaies. AFP 05.11

Alors la hausse du dollar aurait un rapport avec l'offensive lancée par l'impérialisme américain au Moyen-Orient et en Afrique pour s'accaparer l'essentiel des matières premières au détriment de leurs concurrents, ce serait le pendant économique de la guerre qu'il mène dans cette région du monde et sur ce continent, qu'accompagne la baisse du prix du pétrole et de l'or, l'un et l'autre étant retombés au niveau de 2008, rendus moins attractifs les investisseurs américains sont appelés à se rabattre sur les matières premières dont la tendance était à la baisse également.

Comme pour eux ce n'est qu'un produit comme un autre matière à spéculation, c'est peut-être un levier pour faire remonter leur prix. Les deux facteurs mis bout à bout vont désavantager doublement les concurrents des Américains, pire encore quand ils comptent sur le pétrole pour financer leur économie, la Russie et le Venezuela par exemple.

2- Récupération médiatique. Ils y viennent tous maintenant que la vérité est connue.

Qui est à l'origine du projet du barrage de Sivens ? - LeMonde.fr

Au cœur du projet, la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG), une société d'économie mixte, pilotée par des élus locaux, souvent les mêmes, qui étaient chargés au sein du conseil général du Tarn de prendre la décision politique de construire ou non ce barrage.

Un dossier entaché de conflits d'intérêt ? LeMonde.fr 05.11

Confirmations. Il y a deux manières d'aborder la situation.

L'une est institutionnelle, partielle, superficielle, statique, voire fossilisée, l'autre est dynamique, complète, globale. La première correspondant à la propagande de la classe dominante ou elle fait dans le déni, la seconde ne se limite pas aux contradictions qui peuvent surgir de la situation, elle tient compte du rôle et de la place que tiennent les différents acteurs selon qu'ils sont plus ou moins soumis à ceux qui détiennent le pouvoir.

Il y a deux manières de traiter le différent entre la Grande-Bretagne et l'UE, et celui entre démocrates et républicains aux Etats-Unis. L'une consiste à insister sur la crise au sein de l'UE et l'opposition entre démocrates et républicains, c'est celle adoptée par la plupart des éditorialistes, y compris les partis ouvriers dont le POI (voir le n°326 d'IO), parfois avec quelques jours de retard, car dans les salles de rédaction les journalistes n'ont pas toujours le niveau politique adéquat pour traiter le développement de la situation et ils ont tendance à oublier qui définit la politique que les différents gouvernements appliquent et celle des partis qui sont aux commandes ou qui se relaient au pouvoir, et l'autre qui consiste à tenir compte de qui détient le pouvoir ou qui est le donneur d'ordres.

Si les chroniqueurs et commentateurs en tous genres l'avaient en permanence à l'esprit, ils auraient compris que Cameron n'avait jamais eu réellement l'intention de s'opposer à la Commission européenne, ce qui ne signifie pas qu'il n'était pas en difficulté sur le plan politique en Grande-Bretagne puisque sa politique est forcément rejetée par la majorité des travailleurs et qu'il a de plus en plus de mal à l'imposer, tout comme sa soumission à l'UE. Hollande et tous les gouvernements de l'UE font face aux mêmes contradictions, tensions et rejets. Quant à l'UE, elle est conspuée partout en Europe.

S'agissant des Etats-Unis, personne n'ignore que c'est la Fed et Wall Street qui font les présidents des Etats-Unis, et peu importe qui détient la majorité au Congrès des démocrates ou des républicains puisque indistinctement ils appliquent la politique dictée par l'oligarchie financière. Der Spiegel a fourni une explication à la victoire hier des républicains.

Si les républicains ont gagné cette élection, c'est parce que, d'après l'hebdomadaire allemand, aux Etats-Unis il est plus facile de mobiliser les plus âgés et les blancs pour aller voter. C'est peut-être la raison principale de la victoire des républicains qui ont pu gagner les sièges de plusieurs congressistes démocrates. La tâche leur a été devenue plus facile en raison de la déception généralisée parmi les Noirs, les jeunes et les hispaniques. D'après l'analyste de Der Spiegel il est faux d'attribuer la victoire des républicains à un bilan électoral positif de Tea party. Obama est le président qui avait promis à ses compatriotes de changer les choses, et maintenant il est le président qui a perdu son pari. (french.irib.ir 05.11)

On ne nie pas les contradictions et tensions qui existent entre les membres de l'UE et la Commission européenne, on dit seulement que les conditions politiques ne sont pas réunies pour qu'elles prennent vraiment la tournure d'un affrontement ou d'un éclatement. Il faudrait que le mouvement ouvrier soit en ordre de bataille et adopte une issue politique à la crise du capitalisme pour qu'il y ait le feu au lac ou qu'ils adoptent la position de chacun pour soi, il semblerait que ce ne soit pas le cas aujourd'hui. C'est donc une erreur d'appréciation d'estimer le contraire.

Quant aux Etats-Unis, les partis démocrates et républicains étant tous les deux des partis bourgeois, au cas où la classe ouvrière surgirait sur la scène politique, ils feraient front commun contre, ce sont deux partis ultra réactionnaires.

1- Londres paierait sa quote-part supplémentaire à l'UE par étapes - Reuters

Les ministres des Finances de l'Union européenne autoriseront probablement la Grande-Bretagne à payer en plusieurs versements, et sans intérêts, la contribution supplémentaire de 2,1 milliards d'euros réclamée à Londres par Bruxelles, a-t-on appris mercredi de source autorisée.

De source autorisée à Bruxelles, on juge un compromis possible : Londres paierait cette contribution supplémentaire en plusieurs fois, chaque mois ou chaque trimestre, ou à un autre rythme, dans les mois à venir. Aux termes de ce compromis, la Grande-Bretagne n'aurait pas à payer d'intérêts de retard.

Les ministres des Finances de l'UE, qui se retrouveront vendredi à Bruxelles pour tenter de régler le différend, devraient voter une modification des règles de versement des contributions au budget européen. La France, l'Italie et l'Allemagne seraient favorables à un tel compromis, dit-on de source diplomatique. Reuters 05.11

En complément.

- Alstom: l'Etat dit oui à la vente du pôle énergie à General Electric - AFP

2- Obama a « ***hâte de travailler avec le nouveau Congrès*** » - Libération.fr

Les républicains ont pris mardi le contrôle du Sénat lors des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, s'assurant la maîtrise des deux chambres du Congrès, ce qui devrait fortement limiter la marge de manoeuvre de Barack Obama pour ses deux dernières années de présidence.

"Le message des électeurs est clair: ils veulent que nous travaillions ensemble", a déclaré le chef des démocrates au Sénat Harry Reid selon un communiqué de ses services. "J'ai hâte de travailler avec le sénateur McConnell pour que des choses soient faites pour la classe moyenne."

Mitch McConnell avait fait un constat similaire auparavant lors de son discours après sa réélection dans le Kentucky.

"Il est temps de redresser ce pays", a déclaré Mitch McConnell. "Je ne m'attends pas à ce que le président se réveille demain et considère le monde différemment (...). Il sait que moi non plus. Mais nous avons tous les deux une obligation de travailler ensemble sur les questions sur lesquelles nous pouvons être d'accord."

Les républicains devraient comme prévu conserver la majorité à la Chambre des représentants. Selon le site internet de la chaîne de télévision NBC, le Grand Old Party (GOP) remporterait 242 sièges à la Chambre, plus ou moins huit sièges, contre 233 actuellement.

La Chambre des représentants compte 435 élus. Elle était entièrement renouvelée lors de ces élections de mi-mandat, lors de laquelle 36 sièges de gouverneurs étaient également en jeu. Reuters 05.11

En complément

- Wall Street: les élections font grimper la cote à des niveaux record - AFP

La Bourse de New York a terminé à des niveaux record mercredi, encouragée par la victoire républicaine aux élections de mi-mandat, un bon indicateur sur l'emploi américain et des résultats d'entreprises américaines de bonne tenue.

La devise américaine a reçu un coup de pouce supplémentaire ce mercredi avec l'annonce de la victoire des républicains aux élections de mi-mandat aux États-Unis, les investisseurs tablant sur une politique plus favorable aux marchés et aux entreprises. Ainsi, le billet vert évoluait mercredi proche de ses plus hauts depuis août 2012 face à l'euro et à de nouveaux plus hauts depuis décembre 2007 face au yen. AFP 05.11

ACTUALITE EN TITRES

[Quand les officines mafieuses font la loi.](#)

- Le FMI et l'UE critiquent le budget 2015 du Portugal - Reuters

- Le Luxembourg, la boîte à outils de l'évasion fiscale des grandes entreprises - Francetv info

[Réaction sur toute la ligne. Etats policiers, justice d'exception.](#)

- Drone aérien de combat: Paris et Londres donnent le coup d'envoi d'études - AFP

- Cazeneuve demande aux polices européennes de « *mieux partager leurs renseignements* » - 20minutes.fr

- Nouveau rejet d'une demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah, en prison depuis 30 ans - 20minutes.fr

- Minute de silence à l'Assemblée pour le sergent-chef Dupuy tué au Mali - 20minutes.fr

- Amende requise en appel contre un viticulteur refusant de traiter ses ceps - AFP
- Angleterre: Boire de l'alcool pendant la grossesse, bientôt un pénalement répréhensible? - 20minutes.fr
- Dans le nord-ouest de l'Angleterre, une femme est jugée pour avoir bu alors qu'elle était enceinte. - Francetv info
- Italie : polémique après une violente charge policière contre des métallurgistes - Francetv info
- Pas d'enquête de la CPI sur le raid contre la flottille pour Gaza - Reuters

Légitime ou non, tous contre le gouvernement.

- Les agriculteurs de la FNSEA ont crié leur ras-le-bol des normes et des contraintes - AFP
- Surtaxe des résidences secondaires: des professionnels de l'immobilier s'insurgent - AFP
- Un millier d'étudiants kinés dans les rues de Paris pour obtenir un Master - AFP

Désinformation. Intox.

- La presse américaine refuse de donner le nom du Navy Seal qui a tué Oussama Ben Laden - Slate.fr

Rappel : Dans une interview à une télévision américaine le soldat américain qui est censé avoir tué Ben Laden en 2011 au Pakistan affirme qu'il ne l'avait pas reconnu, que l'homme sur lequel il avait tiré n'était pas Ben Laden.

La vidéo. Le vrai Oussama Ben Laden serait mort en 2001 : <http://www.youtube.com/watch?v=dSkWkehrNT8>

Ils passent leur temps à se déchirer et s'insulter.

- UDI : bisbilles et tensions pour les élections internes - Liberation.fr
- Election à l'UDI: Morin s'inquiète de "*l'honnêteté et de la sincérité du scrutin*" - AFP
- UMP : la Haute autorité dans le viseur de Nicolas Sarkozy - Liberation.fr
- Primaire : Fillon lance un avertissement à Sarkozy - LeFigaro.fr

La volonté de nuire assumée.

- Fabius: "*le climato-fatalisme est dangereux, le climato-volontarisme nécessaire*" - AFP

Pour cette pourriture, être volontaire c'est bombarder la Syrie, l'est de l'Ukraine...

- Le Sénat supprime le compte pénibilité, mesures phare de la réforme des retraites - AFP

Ah ben alors, c'était un marché de dupes !

Désinformation. Enfumage

- Oregon, Alaska et Washington DC légalisent l'usage du cannabis - Reuters
- Cannabis, mariage gay... la percée des Etats-Unis progressistes - Liberation.fr

Rappelons que ce sont les néoconservateurs qui y sont favorables et qui sont passés à l'offensive sur ses questions...

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille on est responsable, on préfère le jaune.

- Macron pragmatique sur les nouvelles obligations des entreprises - Reuters

A sens unique...

- Berger: Hollande en "*échec*" à mi-mandat mais le pacte "*peut marcher*" - AFP

Les représentants de la classe dominante rendent un hommage solennel à un syndicat patronal, jaune.

- Pour ses 50 ans, la CFDT vante son "*syndicalisme utile*" - AFP

Le Premier ministre Manuel Valls a salué le "*courage*" du syndicat. "*Le courage de proposer*", "*de nouer des compromis*", "*du réformisme négocié*", a-t-il énuméré.

Illustration de ce "*courage*", le chef du gouvernement a cité la réforme des retraites du gouvernement Raffarin en 2003, que la CFDT avait approuvée au prix d'une crise interne et de nombreux départs d'adhérents. "*Vous aviez raison et nous aurions dû être alors à vos côtés*", a reconnu celui qui fut à la CFDT "*il y a 30 ans*".

Egalement présents, deux anciens Premiers ministres, le socialiste Michel Rocard, qui revendique ses "*23 ans de cotisation*" au syndicat, et l'UMP Jean-Pierre Raffarin. Ce dernier a exprimé son "*respect*" à la CFDT "*qui s'est comportée en responsable*" pendant son passage à Matignon. nouvelobs.com 05.11

La CFDT : le syndicat des Premiers ministres de la Ve République, un pilier des institutions à abattre.

Impossible de masquer plus longtemps que la pauvreté gagne de nouvelles couches de la société.

- Couples, seniors, étrangers : les nouveaux visages de la pauvreté - libération.fr

Le Secours catholique publie ce jeudi son rapport annuel sur l'évolution de la pauvreté en France. En 2013, l'association a accueilli près d'1,5 million de personnes. La France compte aujourd'hui 8,5 millions de personnes monétairement pauvres. En dix ans, le nombre de pauvres parmi les pauvres, ceux qui disposent pour vivre de moins de 40% du niveau de vie médian, devrait passer de 1,4 à 2,3 millions, selon l'Insee.

En 2013, parmi les personnes accueillies par le Secours catholique, 69% sont de nouveaux contacts. La tranche d'âge la plus fragilisée est celle des moins de 20 ans. Le nombre d'étrangers en situation de grande précarité continue d'augmenter : ils représentent un tiers des personnes accueillies en 2013. L'association constate aussi une forte augmentation du nombre de couples avec enfants : plus 6% entre 2012 et 2013.

La paupérisation des seniors gagne du terrain. Les plus de 60 ans représentent aujourd'hui 8,5% des personnes accueillies, contre 5% en 2000. Parmi les seniors précaires, les femmes sont les plus touchées. Elles représentent 61% des personnes de plus de 60 ans rencontrées par le Secours catholique en 2013 – contre 58% en 2010 et 54% en 2003. Le revenu moyen des femmes est de 772 euros, soit 215 euros de moins que le seuil de pauvreté, alors que le taux de chômage des 55-64 ans atteint 72% en 2013.

Les hommes seuls représentent la population disposant des plus faibles revenus. En 2013, le Secours catholique a accueilli 141 000 hommes seuls. Ils vivent en moyenne avec 437 euros par mois, mais 28% d'entre eux n'ont aucune ressource. 60% sont français, 40% étrangers. Ils sont particulièrement isolés et victimes d'une grande exclusion pour la plupart : ce sont souvent des personnes à la rue, des migrants, des pères seuls.

Parmi les personnes accueillies au Secours catholique, le niveau de vie moyen s'élève à 515 euros, soit 17 euros par jour. 16% des ménages accueillis ne disposent d'aucune ressource. Ce sont pour la plupart des étrangers en situation irrégulière ou en attente de statut, mais aussi des jeunes de moins de 25 ans.

Avec des ressources aussi faibles, impossible de faire face aux dépenses comme le loyer, l'alimentation et l'énergie. Pour ceux qui ont du mal à payer leurs factures, près des deux tiers des impayés sont liés aux dépenses contraintes. Le premier poste concerne les dépenses d'énergie : les impayés liés aux factures de gaz et d'électricité ont fait un bond de 3% par rapport à 2012 et concernent 42% des personnes en situation d'impayés. libération.fr 06.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : deux importants champs gaziers repris aux djihadistes - LePoint.fr

- Syrie : Daesh, défait par les Kurdes sur l'axe Nord-Est - french.trib.ir

Les Kurdes syriens ont réussi à libérer plusieurs villages, dans le Nord-Est du pays, tandis que Kobani est, toujours, le théâtre d'âpres combats entre les défenseurs de la ville et les terroristes de Daesh.

Les comités populaires des Kurdes syriens ont réussi à attaquer les positions des terroristes de Daesh et à libérer huit villages du Nord-Est du pays. Par ailleurs, l'armée syrienne a annoncé que ses unités ont pris en main, mercredi, le contrôle du champ gazier «*Shaer*», à l'Est de la province de Homs, après avoir expulsé les terroristes de Daesh de cette zone. Il y a quelques jours, les terroristes de Daesh avaient prétendu qu'ils contrôlaient ce champ gazier. Les terroristes avaient occupé ce champ, en juillet, après de violents combats, lors desquels 350 soldats syriens avaient été tués. french.trib.ir 05.11

Soudan

- Le Qatar a-t-il acheté El Béchir? - french.trib.ir

Les autorités soudanaises ont fait état de la signature d'un contrat gazier avec le Qatar, a rapporté l'AFP.

Le ministre soudanais de la Défense, Abdel-Rahim Mohammad Hossein, a déclaré que ce contrat a été signé, mercredi, par les autorités soudanaises et qataries, pour la vente du gaz qatari à Khartoum, qui est touché par les sanctions internationales.

De retour de Doha, le ministre soudanais de la Défense a déclaré aux journalistes, à l'aéroport international de Khartoum, que ce contrat doit commencer, le 1er janvier 2015. Il a dit aux journalistes que, lors de son voyage de trois jours, à Doha, il a rencontré l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben hamad al-Thani, et son homologue qatari. Il a fait état, aussi, de la signature d'un nouveau contrat entre le Soudan et le Qatar, portant sur la Défense et la formation des forces spéciales. french.trib.ir 05.11

ECONOMIE

Sommet de l'Apec

- Sommet de l'Apec, chantier des rivalités commerciales et géopolitiques en Asie - AFP

Les dirigeants de l'Asie-Pacifique, à l'origine de plus de la moitié de la richesse mondiale, se réunissent à Pékin pour le forum annuel de l'Apec, où États-Unis et Chine vont rivaliser sur leurs projets d'accords commerciaux.

Le "*Forum pour la coopération économique pour l'Asie-Pacifique*" (Apec) a 25 ans cette année et ses 21 États-membres comptent désormais pour plus de 50% du PIB mondial, 40% de la population de la planète et 44% du commerce international.

Le chantier 2014 de l'Apec va voir à Pékin trois projets concurrents s'affronter ou se rapprocher.

Le Partenariat trans-Pacifique (TPP) voulu par Washington, pilier du "*rééquilibrage*" vers l'Asie de la politique américaine, continue de gagner du terrain auprès de 12 des pays-membres de l'Apec. Mais il exclut la Chine en l'état et se heurte toujours à la résistance japonaise sur la question de l'ouverture des marchés agricoles.

Pour leur part, les 10 pays-membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) sont partisans d'un Partenariat économique global et régional (RCEP), un accord de libre-échange qui serait étendu à six autres pays, dont la Chine, le Japon et l'Inde.

Enfin, la Chine s'est faite le fer de lance d'une Zone de libre-échange pour l'Asie-Pacifique (FTAAP), une formule plus large susceptible d'englober les deux précédents.

"*Nous voulons éviter que le club des riches du TPP parte dans une direction et le RCEP dans une autre*", a déclaré à l'AFP Alan Bollard, directeur exécutif de l'Apec et ancien patron de la banque centrale de Nouvelle-Zélande.

Ministre-adjoint du Commerce chinois, Wang Shouwen a déclaré mardi à la presse que la Chine "*souhaite que des mesures concrètes soient prises pour avancer dans la réalisation du FTAAP*" lors de l'Apec: "*une date proche*" pour décider d'un calendrier et d'une feuille de route pour cet accord.

"*Il n'est pas question d'un blocage ou d'un clash*", a-t-il assuré.

Suspicieux à l'égard des intentions américaines, les analystes chinois perçoivent le TPP comme une manoeuvre de mise à l'écart du projet de Pékin de FTAAP, car "*sa réalisation diminuerait inévitablement l'impact*" du TPP, selon un expert de l'Académie chinoise du commerce international, Bai Ming, cité par le quotidien Global Times.

Le président Obama avait fait faux bond les deux précédents sommets, à Bali et Vladivostok, retenu par des échéances de politique intérieure.

A l'Apec, le consensus est de règle entre des membres aussi divers que les Etats-Unis et la Papouasie Nouvelle-Guinée. Mais ce forum sera immédiatement suivi du Sommet de l'Asie orientale (EAS), où prédomine l'ASEAN, et du G20 à Brisbane, en Australie.

Des pays-clé comme les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Australie ou l'Indonésie participent aux trois. Et la montée en puissance de l'EAS comme celle des G20 depuis la crise financière de 2008 pourrait ternir l'éclat de l'Apec.

"*S'il n'y a pas de résultat clair à l'Apec en tant que réunion distincte des autres, pourquoi tenir deux sommets asiatiques et trois sommets internationaux tous au même moment ?*", s'interroge ainsi le président du Centre est-ouest de Hawaï, Charles Morrison.

"*L'Apec, ça n'est pas que le commerce*", dit-il, recommandant un "*ordre du jour élargi*" à l'heure du ralentissement économique.

"*L'enjeu principal pour l'Apec, c'est sa pertinence et ce qu'il fait concrètement pour les gens*", prévient-il. AFP 05.11

Les Chinois ne sont pas opposés au Partenariat trans-Pacifique voulu par Washington, ils souhaitent juste qu'ils soient plus équilibrés en leur faveur. Leur rivalité avec les Américains a ses limites, sauf les Américains ignore toute notion de limite...

[Haut de page ↗](#)

Le 7 novembre 2014

CAUSERIE

On ne voulait pas actualiser le site aujourd'hui mais on en a trouvé le temps. Mon déménagement est sans doute repoussé courant décembre. J'aurais ensuite moins de temps à consacrer au site. J'ai eu une idée pour trouver du boulot, mais rien de sûr, une personne en France pourrait prendre du télétravail à réaliser chez elle et c'est moi qui ferait le boulot, je ne sais pas comment faire pour trouver du boulot en France directement d'ici en Inde.

Je vais avoir absolument besoin de fric, car j'en suis arrivé à me priver sur tout, y compris la bouffe, sans plus pouvoir économiser un centime, or ici les prix flambent. Je vais lancer un appel aux lecteurs sans trop y croire, on vera bien, j'ai encore 34 mois et 4 jours à tenir.

Je suis allé chez le coiffeur cet après-midi, j'ai payé 60 roupies, il y deux mois j'avais payé 50 roupies, cela 20% d'augmentation. Le fromage, l'équivalent du gruyère est passé de 96 à 110 roupies, je m'en passerai et ainsi de suite. Avant je fumais des clopes à 60 roupies le paquet (10 cigarettes), il est passé à 70, puis à 80 roupies, j'ai donc changé de marque, 50 roupies le paquet, j'en fume deux par jour cela fait 100 roupie, 3.000 par mois, une ruine, j'ai donc opté pour une autre marque à 25 roupies le paquet, j'économise 1.500 roupies par mois, les clopes sont plus petites. J'en suis revenu à tout calculer, un vieux cauchemar. Mais bon il y a pire dans le monde...

Je vais être plus occupé après mon déménagement car je vais faire un gros potager pour nous nourrir, c'est un truc qui branche

bien Selvi, je ne sais pas si elle a la main verte, elle a une vache, on aura au moins le fumier gratuit ! Je peux même recouvrir la terrasse de sacs de terre et faire pousser des légumes dedans, cela protégera la terrasse du soleil et évitera qu'on crève de chaud dans la maison, sinon pour faire couvrir la terrasse en tôles en alu cela coûterait plus de 100.000 roupies (1.200 euros), en feuilles de cocotier entre 15 et 20.000 bois et M.O. compris, mais il faut les changer tous les ans. Je passe une partie de mon temps à penser à ce genre de trucs et cela me prend la tête.

Quelques réflexions très rapidement.

1- On fera l'impasse sur la prestation télévisuelle de Hollande hier qui apparemment ne présentait aucun intérêt.

2- Les 1% les plus riches du monde ne paient qu'1 % de taux d'impôt effectif grâce à l'optimisation fiscale, l'évasion fiscale profitant des failles existantes dans la réglementation fiscale et financière internationale. Et ils estiment que c'est encore trop...

2- A propos de la polémique sur le Luxembourg. Les commentateurs habituels des articles de presse en ligne étaient hier dans leurs petits souliers ou plutôt discrets, avarés de grands discours pour vanter les mérites du capitalisme... mafieux, ripoux, rimant avec paradis (fiscaux) pour les uns, et enfer pour les autres.

3- On ne s'étendra pas sur les manifestations qui ont eu lieu en France et en Grande-Bretagne, les deux étant manipulées à la base par des agents du régime, en France le mouvement d'extrême gauche dénommé le «*Mili*» et en Grande-Bretagne Anonymous.

4- On s'étonne toujours que les partis ouvriers délaissent la guerre psychologique et idéologique que mène quotidiennement la classe dominante contre les masses. On n'en dira pas davantage, on est comme les travailleurs, on finit par se lasser.

5- C'est le week-end on se détend, quelques aphorismes pour faire chier une fois de plus les féministes.

Quand les femmes ne sont pas hystériques, elles sont dépressives. Quand les femmes imitent les hommes, c'est parce qu'elles ne sont pas capables de s'assumer en tant que femmes. Une femme n'est pas malheureuse, elle se rend malheureuse. Une femme heureuse, c'est suspect, elle n'est pas dans son état normal.

Et les hommes de se marrer, alors qu'ils sont pareils ! Bon, on laissera le choix aux lecteurs de déterminer dans quelle proportion, mais attention, ce n'est pas toujours à l'avantage des hommes. Je ne pouvais pas terminer sans me réconcilier avec les femmes puisque je les aime.

L'air de rien on déconne, à moitié seulement, mais la suite est très sérieuse. Si on déconne tout le temps on passe pour un con, et si on est tout le temps sérieux on nous accuse de l'être de trop, d'être chiant à la longue.

La politique ne nous fournit pas souvent des occasions de se marrer, l'économie encore moins, quoique, quand on voit à quel point ils se font chier pour nous pourrir la vie, c'est tellement ridicule que cela en devient risible parfois, on ne peut pas s'empêcher de penser qu'ils sont très cons en réalité, car ils sont bien obligés de se prendre un minimum au jeu pour être crédibles et pendant ce temps-là ils ne peuvent pas profiter pleinement de leur situation pour savourer leur bonheur qui leur échappe. C'est comme le riche qui se prend la tête pour l'être davantage encore, à sa place on plaquerait tout et on profiterait tranquillement de la vie, comme quoi les travailleurs n'ont franchement rien à leur envier.

Demain on changera les photos qui figurent dans la page d'accueil.

[Rémi Fraisse. Il s'agit bien d'un crime couvert par Hollande et son gouvernement.](#)

- Ce que disent les témoignages de gendarmes présents le soir la mort de Rémi Fraisse - lefigaro.fr

Les circonstances dans lesquelles Rémi Fraisse est mort restent à éclaircir. Cet étudiant a été tué par l'explosion d'une grenade offensive lancée par des gendarmes le 26 octobre dernier sur le site du barrage de Sivens lors d'affrontements avec des militants écologistes. Des témoignages de gendarmes présents sur place recueillis dès le lendemain apportent quelques précisions. Ils ont établi que le chef J. a lancé sa grenade en l'air, au lieu de la jeter à terre conformément au règlement, avancement à la fois Mediapart qui a eu accès à ces éléments d'enquête et l'avocat de la famille de la victime. Le projectile «*a été dirigé directement contre un petit groupes de quatre à cinq jeunes (dont Rémi Fraisse), qui leur lançait des pierres et des mottes de terre, car ils étaient à court de fusées éclairants et de cocktails Molotov*». Immédiatement après l'explosion, plusieurs gendarmes équipés de vision nocturne reconnaîtront avoir vu tomber le jeune militant et compris ce qui venait de se passer, écrit Mediapart citant des sources proches du dossier.

Sur le procès verbal, le gradé auteur du lancé a expliqué son geste par «*l'intensité des incidents de cette nuit-là*», précisant que c'était un «*choix personnel*». Le supérieur de son escadron de gendarmes mobiles (EGM) 28/2, venu de Gironde, aurait

pourtant assumé avoir donné cet ordre lui-même, détaille le pure player. Contactée par Le Figaro, la gendarmerie n'a pas souhaité commenter ces éléments tirés d'une enquête en cours. 40 grenades offensives tirées ce soir-là

L'autopsie, réalisée deux heures à peine après le décès de Rémi Fraisse, conclura sans équivoque à une mort provoquée par une explosion. Les deux médecins légistes estiment que «*Le décès de Monsieur Fraisse Rémi est compatible avec une lésion par blast secondaire (NDLR: consécutif) à une explosion en regard de la région thoracique postérieure haute*», écrit Mediapart. Pourtant, le gouvernement a gardé le silence pendant 48 heures, avant que François Hollande, puis le premier ministre Manuel Valls n'évoque le décès et assurent les forces de l'ordre de leur soutien. Conformément à la procédure, les ministères de l'Intérieur et de la Justice ont été, assure Mediapart, immédiatement mis au courant par le préfet du Tarn, qui avait été lui-même informé par le commandant d'escadron juste après la récupération du corps de Rémi Fraisse. lefigaro.fr 06.11

Ils ont dû se croire à Gaza ! Des grenades offensives qui peuvent provoquer des amputations ou la mort contre des "*pierres et des mottes de terre*", les moyens employés par les gendarmes ont donc été disproportionnés face à "*un petit groupe de quatre à cinq jeunes*". La responsabilité du supérieur de l'EGM est donc engagée, à moins qu'il n'ait reçu des ordres de sa hiérarchie, du Préfet ou du ministère. Quant à la violation du règlement qui stipule que ces grenades doivent être jetées à terre et non en l'air, elle est du fait du chef J.

En voyant le portrait de Rémi Fraisse je me suis dit qu'il avait plutôt la tête d'un garçon inoffensif qui tirait des joints plutôt que tirer sur les flics, mais eux qui sont au jaune ou au gros rouge ne font pas la différence, même à jeun !

ACTUALITE EN TITRES

0,05 % : Il faut dire qu'à ce taux-là, ce serait dommage de ne pas en profiter !

- La BCE s'achemine vers de nouvelles mesures de soutien à la zone euro - AFP

- La BCE maintient son taux directeur à 0,05 % - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là, les marchés ou les banques prêtent cet argent aux Etats, aux entreprises, aux particuliers, à des taux variant entre 1 et 15% selon les cas.

On comprend comment ils ont réussi à créer une couche d'ultra riches en si peu de temps qui possèdent plus de la moitié de la richesse mondiale, qui détient en réalité le pouvoir politique en raison de la formidable puissance qu'elle a acquise, pour laquelle tous les gouvernements occidentaux (notamment) gouvernent.

- Nouveaux records du Dow Jones et du S&P à Wall Street avec Draghi - Reuters

- Commerzbank triple son bénéfice net au 3e trimestre - Reuters

- Luxe. Hermès va franchir le cap des 4 milliards d'euros de ventes - AFP

L'Empire à l'offensive casse du BRICS.

- Moody's dégrade d'un cran la note souveraine de l'Afrique du Sud - AFP

- La Russie assiste, impuissante, à la chute sans fin du rouble - AFP

- Livraison de Mistral à la Russie : Valls estime que « *les conditions ne sont pas réunies* » - LeMonde.fr

- L'Ukraine isole l'Est rebelle, l'UE réfléchit aux sanctions - AFP

L'heure du dénouement et de l'affrontement final approche.

- Mobilisation des lycéens à Paris après la mort de Rémi Fraisse - AFP

- Les Belges dans la rue contre la politique d'austérité - Francetv info

- 100.000 personnes manifestent contre l'austérité à Bruxelles - L'Obs

- La Deutsche Bahn saisit la justice contre les cheminots en grève - Reuters

Au deuxième jour d'une grève sans précédent dans le rail allemand depuis 1945, la direction de la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn a annoncé un recours en justice contre le syndicat des cheminots GDL à l'origine du mouvement social.

La grève à l'appui de revendications portant sur les salaires et le temps de travail, prévue sur quatre jours, la plus longue dans l'histoire de la compagnie, a paralysé une partie du transport de passagers et de fret à travers le pays.

La chancelière allemande Angela Merkel en a appelé mercredi au "sens des responsabilités" des cheminots afin de "trouver une solution qui cause le moins de dommages possibles au pays".

La presse est sévère jeudi matin avec les grévistes, le quotidien Die Welt dénonçant en première page une "grève stupide" tandis que le Bild la qualifie de "grève monstrueuse". Reuters 06.11

[La crise par le vide. Grosses charrettes.](#)

- Le chimiste allemand Lanxess taille dans ses effectifs pour gagner en compétitivité - AFP

- Ingénierie: le Canadien SNC-Lavalin supprime 4.000 emplois - AFP

- Pour sauver Alitalia, Etihad lui impose de réduire ses effectifs et sa dette - LeMonde.fr

[Guerre psychologique et idéologique au quotidien.](#)

- Escroquerie à la Banque postale : des islamistes présumés parmi les suspects - Francetv info

- En finir avec la fabrique des garçons - Liberation.fr

- «Zombie Walk» de Paris: Pourquoi allez-vous y participer? - 20minutes.fr

- Les détecteurs de fumée bientôt obligatoires dans tous les logements - Francetv info

Serons-ils munis d'une caméra directement reliée au commissariat du quartier ou plus direct, à la prison la plus proche ?

[Les bricoleurs du dimanche ne manquent pas d'imagination.](#)

- PDG de Bricorama: "Cessons d'opposer travail et études, marions-les!" - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Polichinelle. Système économique mafieux. Le vol organisé et généralisé est "conformes aux lois internationales, il fait partie du "patrimoine" du capitalisme.](#)

- Juncker fragilisé par le scandale "Luxleaks" d'évasion fiscale - AFP

- Scandale fiscal au Luxembourg: Juncker responsable mais pas coupable? - Le Huffington Post

- Le Luxembourg aurait passé des accords avec 340 multinationales - Reuters

Près de 340 multinationales ont passé des accords fiscaux secrets avec le Luxembourg pour minimiser leurs impôts au détriment d'autres pays, selon une enquête du consortium de journalisme d'investigation américain (ICIJ) publiée jeudi.

Ces accords, passés entre 2002 et 2010, représentent des milliards d'euros de recettes fiscales perdues pour les Etats où ces entreprises réalisent des bénéfices, selon l'ICIJ et 40 médias partenaires, dont Le Monde et The Guardian.

Parmi les firmes citées figurent des stars de l'économie comme Apple, Amazon, PepsiCo, Ikea, ou Deutsche Bank qui utilisent le "tax ruling", grâce auquel une entreprise demande au Luxembourg comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale d'un pays. Elles n'auraient payé que 1 % de taux d'impôt effectif.

Les autorités luxembourgeoises ont démenti toute irrégularité dans ces pratiques, assurant qu'elles sont conformes aux lois internationales.

"Le système de taxation luxembourgeois est compétitif. Il n'y a rien d'inéquitable", a dit à la presse Nicolas Mackel, le chef de l'agence de promotion de la place luxembourgeoise.

Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la Commission européenne et ancien premier ministre du Luxembourg de 1995 à 2013, a assuré qu'il n'interférerait pas dans les enquêtes déjà lancées par la Commission sur certains de ces accords.

"La Commission fera son travail, moi je m'abstiendrai d'intervenir, puisque c'est un dossier qui relève de la commissaire chargée de la concurrence, qui doit avoir une grande liberté d'action", a-t-il dit lors d'un point de presse.

Dans son enquête de six mois baptisée "Luxembourg Leaks" ou "LuxLeaks", l'ICIJ dit s'appuyer sur 28.000 documents confidentiels de "tax ruling".

Ces derniers montreraient comment des grandes entreprises s'appuient sur le Luxembourg et ses règles fiscales souples, mais aussi sur les déficiences de la réglementation internationale, pour y transférer des profits afin qu'ils n'y soient pas taxés, ou très faiblement.

"Les groupes concernés réalisent ainsi des milliards d'euros d'économies chaque année grâce à la création d'une filiale, d'une holding ou au déplacement d'un siège social sur le territoire du Grand-Duché", écrit jeudi Le Monde.

Selon le quotidien, les documents mettent au jour "des montages complexes d'évasion fiscale dans lesquels le Luxembourg n'est qu'un maillon de chaîne, aux côtés de centres financiers offshore plus exotiques".

Dans un entretien au Monde, le ministre des finances luxembourgeois, Pierre Gramegna, défend le système. Il explique ainsi que "la pratique des tax rulings fait partie du patrimoine" du Grand-Duché et qu'il entend la "perpétuer dans le respect des règles."

(Et l'imposture comme seule réponse possible. Ce que vous allez lire ensuite est à l'ordre du jour de tous les G20. Ils sont juges et parties... - ndlr

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui travaille en liaison avec le G20, a présenté mardi une première série de mesures visant à harmoniser l'imposition des sociétés dans le monde et éviter ainsi que des multinationales échappent à l'impôt.

A propos de l'OCDE justement, une précision du Figaro.

Un système «compatible avec les standards communautaires et ceux de l'OCDE», a complété le ministre luxembourgeois des Finances Pierre Gramegna. Autre ligne de défense, elle n'est pas exclusive au Luxembourg. «Il s'agit de techniques très connues qui se pratiquent dans plusieurs pays, y compris en France», souligne Nicolas Mackel, directeur général de LuxembourgforFinance, agence du développement de la place financière luxembourgeoise. Et d'enfoncer le clou: «On nous reproche aussi le caractère secret de ces décisions alors qu'aucune déclaration fiscale n'est publique!». lefigaro.fr 06.11

Le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, prévu à Brisbane, en Australie, les 15 et 16 novembre, doit adopter un plan de lutte contre l'optimisation fiscale agressive des multinationales.

La Commission a pour sa part ouvert des enquêtes approfondies sur des groupes qui ont passé des accords avec un pays qui a bâti un régime fiscal sur mesure. Elle estime que les avantages accordés à certaines entreprises sont potentiellement assimilables à des aides d'Etat illégales.

La CE soupçonne ainsi le Luxembourg d'avoir accepté qu'Amazon répartisse artificiellement ses revenus entre les diverses entités de sa structure, en violation des règles sur les subventions aux entreprises, ce qui a permis à la société américaine de réduire fortement son imposition.

"Les autorités nationales ne doivent pas permettre à des entreprises particulières de réduire artificiellement leurs bénéfices imposables en ayant recours à des méthodes de calcul favorables", a déclaré en octobre Joaquin Almunia, alors commissaire

chargé de la concurrence.

Si ces soupçons sont avérés, la CE pourrait demander au Luxembourg de réclamer au géant américain le versement des sommes qui se sont ainsi évaporées. AFP 06.11

Le capitalisme est de plus en plus remis en cause dans le monde, alors pour tenter de faire retomber la pression ils ouvrent une soupape de sécurité. Et puis ils dénie à quelqu'un d'autre de régler ces questions, au prolétariat mondial, ce sont leurs affaires et c'est donc à eux de s'en charger, à leur manière évidemment, en faisant croire qu'ils vont s'attaquer au problème visé, alors qu'en réalité rien ne changera.

A moins qu'ils estiment posséder dorénavant suffisamment de pouvoir pour imposer leur politique au reste du monde, auquel cas ils entendent interdire à d'éventuels candidats de rejoindre le cercle restreint des très riches et des ultra riches, car pour gouverner efficacement ou que les mesures qu'ils entendent imposer se réalisent, il faut que le pouvoir soit concentré entre un minimum de mains. Voilà qui le confirme à sa manière.

«Le système est toutefois en fin de vie, témoigne un avocat fiscaliste parisien. Nos dernières demandes de ruling sont au point mort, surtout depuis l'ouverture d'une enquête à Bruxelles.» La question est de savoir si ces cadeaux fiscaux ne créent pas de distorsion de concurrence sur le marché commun. (lefigaro.fr 06.11) C'étaient une de leur principale fonction effectivement.

Aussi, cette dénonciation qu'ils ont dû orchestrée eux-mêmes au regard des médias qui ont participé à ces "investigations", dont Le Monde, et qui comme par hasard on eu accès à un nombre considérable de documents secrets, ne leur coûte rien puisque ces multinationales conservent le pouvoir qu'elles ont acquis. Ces médias auraient-ils eu accès à ces documents par une voie détournée, que jamais ils ne s'en seraient servis ou les auraient rendus public sans l'aval de leurs maîtres, les oligarques anglo-saxon-sioniste, il ne faut pas être dupe ou se laisser manipuler.

Cette opération a été conçue pour servir leurs intérêts et non les nôtres, c'est ce qu'il faut retenir. Ils sont aux abois, ils savent que la situation sociale mondiale ne peut qu'empirer, ils en craignent par dessus tout les conséquences, la violente réaction des exploités, alors ils prennent les devants, ils tentent d'éteindre le feu qui couve et qui finira tout de même par les consumer.

Monsieur Warren Buffett, vous avez certes remporté d'importantes batailles, mais par la guerre, c'est nous qui allons la gagner finalement, nous n'en avons jamais douté.

Là où vous avez commis une terrible erreur, c'est de croire que ce qui pouvait s'appliquer à une ou certaines couches de la population pourrait se généraliser à l'ensemble des masses exploitées, à tout un peuple. Or dans le passé jusqu'à nos jours, les faits ont toujours prouvé le contraire. Qui plus est, de nos jours plus qu'hier encore, c'est impossible de réduire l'ensemble de la population en esclavage, elle a trop de besoins, elle tient aux droits qu'elle a acquis et elle se bat pour les conserver, elle en réclame sans cesse de nouveaux, et quand bien même vous lui infligeriez de terribles défaites à répétition, elle n'acceptera jamais de se soumettre à votre dictature. Vous pouvez déployer un vaste arsenal de surveillance ou de contrôle pour orienter ses idées et son comportement conformément à vos besoins, vous munir d'Etats policiers, il n'en demeure pas moins vrai que vous ne pouvez pas lui interdire d'avoir ses propres besoins et d'exiger qu'ils soient satisfaits, de chercher la voie politique que lui permettront d'y parvenir, de vaincre votre classe en fait.

Ce qui vient d'être dit est confirmé par l'article suivant. Voyons en détail les tenants et les aboutissants de cette opération.

L'Union européenne est un paradis fiscal ou sa véritable nature.

Juncker fragilisé par le scandale "Luxleaks" d'évasion fiscale - AFP

Les révélations sur le système d'évasion fiscale massif mis en place au Luxembourg au profit des multinationales fragilisent Jean-Claude Juncker au moment où il prend la tête d'une Commission européenne dont il veut affirmer le rôle.

(Ca c'est l'os à ronger destiné aux populistes, opportunistes et révisionnistes. - ndlr)

Jeudi, il a annulé au dernier moment sa participation à une conférence à Bruxelles.

(Sans importance, elle est reportée voilà tout. -ndlr)

M. Juncker a été pendant 18 ans, entre 1995 et 2013, Premier ministre du Luxembourg, considéré comme un des principaux paradis fiscaux dans le monde. Pendant cette période, entre 2002 et 2010, selon une enquête publiée par 40 médias internationaux, le Grand-Duché a passé des accords fiscaux avec 340 multinationales, dont Apple, Amazon, Ikea, Pepsi, Heinz, Verizon ou AIG, afin de minimiser leurs impôts.

(Junker fut pendant 18 ans le grand ordonateur de cette gigantesque fuite de capitaux des multinationales pour échapper à l'impôt ou en payer moins dans leur pays d'origine. Il était parfaitement au courant, l'avocat fiscaliste cité plus haut qui a négocié plusieurs accords de ruling reconnaît «*la clémence et bienveillance pendant longtemps des autorités luxembourgeoises*». Une pratique très courante et légale était d'octroyer des exonérations sur les retenues à la source pour le versement de dividendes à l'étranger. (lefigaro.fr 06.11)

Cela dit, on lira plus loin que pour Sapin c'est déjà le "*passé*" ou que personne ne peut reprocher à Junker ou au Luxembourg qui n'ont fait que profiter des failles de la réglementation fiscale et financière mondiale et à sa place tout le monde en aurait fait autant, personne ne peut donc l'accuser de quoi que ce soit puisqu'à aucun moment il n'a enfeint aucune loi, ces pratiques étant autorisées et parfaitement légales. On notera au passage et c'est important de le souligner, que ceux qui critiquent ou condamnent ces pratiques se situent donc sur le plan moral, ce qui évitent de condamner le capitalisme. - ndlr)

Cette polémique, quelques jours seulement après l'entrée en fonction de M. Juncker, complique sa tâche alors même qu'il a promis de renforcer la Commission en la rendant "*plus politique*".

(Mais justement, elle doit servir à justifier cette opération, n'y parvenant pas par les procédés habituels ils ont imaginé ce scénario pour obliger tous les Etats à voler au secours de la Commission, ce qui lui permettra de faire passer plus facilement les mesures qu'elle peinait jusque-là à leur imposer, les chefs d'Etat ou leur gouvernement vont saisir de l'occasion pour se saisir de ces mesures ou les légitimer et les présenter tels quelles à leurs peuples qui n'y comprenant rien ne pourront pas s'y opposer ou les laisseront faire et le tour sera joué. Donc finalement, cette polémique sert les intérêts de la Commission et c'est elle qui en est à l'initiative, ou les Américains qui ont pu aussi lui forcer un peu la main. Car dans la Commission il y a des commissaires des 28 pays de l'UE et il n'est pas certain que tous aient été sur la même longueur d'onde, on sait même que ce n'était pas le cas jusqu'à présent, cette polémique avait donc pour objectif de vaincre leur réticence et à se ranger derrière Juncker, gageons que ce sera chose faite dans un bref délai, à moins qu'une véritable crise éclate au sein de la Commission mais on n'y croit pas trop, on a expliqué hier pourquoi.

Ce qui suit confirme ce qui vient d'être dit- ndlr)

D'emblée, il a cherché à affirmer son rôle face aux Etats, en assurant qu'il n'accepterait "*pas les critiques injustifiées*". Il s'en est pris au Britannique David Cameron et à l'Italien Matteo Renzi. "*Je ne suis pas un type qui tremble devant les Premiers ministres*", a-t-il dit.

(Effectivement, cette opération n'intervient pas n'importe quand et ce n'est pas le fruit du hasard comme on l'a souligné plus haut. - ndlr)

L'exécutif européen est prêt à sanctionner le Luxembourg, s'il y a lieu, a affirmé son porte-parole, Margaritis Schinas, lors d'un point de presse s'efforçant de protéger M. Juncker.

(Ils en sont au stade de l'hypothèse, de la supposition, du doute, alors que chacun savait que le Luxembourg n'était pas un paradis fiscal pour des prunes. - ndlr)

M. Juncker est "*serein*", a-t-il assuré, affirmant la détermination du nouveau chef de l'exécutif européen à renforcer l'harmonisation fiscale européenne.

(Il peut être "*serein*" en effet, puisque cette opération doit lui profiter ! On sait au moins à qui elle devrait profiter.

L'harmonie économique et social que prône la Commission européenne est capitale, car elle doit servir à pouvoir mieux contrôler le fonctionnement de chaque pays, dans un premier temps afin qu'ils puissent appliquer à la lettre la politique dictée par l'oligarchie financière et qu'ensuite celle-ci puissent en suivre les effets, éventuellement la corriger en fonction des objectifs atteints et l'évolution de ses besoins. C'est un outil de gestion et pas autre chose, qui doit être efficace. C'est plus facile de contrôler l'économie d'un ensemble de pays quand leur législation est semblable ou identique, d'ailleurs on peut l'observer sur le plan politique puisqu'en réalité c'est pas là qu'ils ont commencé... et qu'ils doivent finir, car n'oublions pas que l'UE n'existe que par la volonté politique des dirigeants de chaque pays, leur soumission à cette institution supranationale mise en place par les Américains. Pour aller plus loin sur le plan de l'intégration politique, ils doivent passer par plus d'intégration économique et ainsi de suite.- ndlr)

Interrogée lors d'un colloque à Bruxelles, Mme Vestager a estimé qu'il n'y aurait "*aucun*" impact politique de cette affaire pour M. Juncker. Refusant de se laisser "*distraindre par des questions de personnes*", elle a plaidé pour l'établissement de "bases communes" en Europe pour l'imposition des sociétés.

(Voilà confirmé ce que vous venez de lire à la fin du commentaire précédent. - ndlr)

La France et l'Allemagne ont volé à son secours. Cette affaire "*est le reflet du passé (...)* je souhaite qu'on regarde l'avenir, on est en train de travailler à grande vitesse" sur la lutte contre l'optimisation fiscale, qui "*n'est plus acceptable pour personne*", a déclaré

à Bruxelles le ministre français des Finances, Michel Sapin. Mais elle doit être "*mondiale*", a-t-il ajouté soulignant que le Luxembourg n'était pas le seul paradis fiscal.

(Pour Sapin, cette affaire est du "*passé*", alors que les accords passés entre le Luxembourg et des centaines de multinationales demeurent, si on avait besoin d'une preuve pour démontrer qu'ils ne s'attaqueront jamais aux paradis fiscaux, Sapin vient de nous en fournir une.

A les entendre les paradis fiscaux seraient privés de tous les instruments financiers qui les font vivre ou qui justifient leur existence, et cependant ils continueraient d'exister et ils se porteraient comme un charme au point même de proliférer ! - ndlr)

"*Juncker vient d'arriver. Si on veut l'affaiblir, c'est une bonne idée*", a renchéri un responsable français à propos des révélations. "*C'est une folie européenne de voir essentiellement les problèmes entre nous*", a-t-il insisté, évoquant des pratiques identiques aux Etats-Unis.

(Tiens donc, l'opération serait-elle pilotée depuis Washington qui ne craint rien puisque ce sont les maîtres absolus ? Là bas aussi, Obama, les démocrates et les républicains mènent un combat féroce contre l'optimisation, l'évasion ou la fraude fiscale... - ndlr)

Pour le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, ce n'est "*pas du tout*" domageable à M. Juncker. "*Ce n'est pas lié à un gouvernement en particulier*", selon lui, "*c'est dans le cadre légal, mais nous travaillons à changer la législation*". AFP 06.11

(Ne vous occupez pas de ces questions trop compliquées pour vous, on s'en chargera très bien à votre place, faites-nous confiance, ben voyons ! ndlr)

Valls en famille.

- A Pau, le pas de deux entre Valls et Bayrou - Libération.fr

Jugeant qu'il n'y a «rien de pire que le sectarisme», jeudi à Pau en présence du maire Modem François Bayrou, Manuel Valls lui a lancé : «*Je ne doute pas que vous et moi continuerons notre dialogue républicain et fructueux.*» Ajoutant : «*L'amour de la France qui est le nôtre doit être mis au service de l'intérêt général.*» Dans la bouche d'un socialiste, on connaît propos moins cordial à l'adresse d'un centriste qui, s'il a voté Hollande contre Sarkozy en 2012, est depuis retourné sur le flanc droit de l'échiquier politique, caressant ouvertement des projets d'alliance avec Alain Juppé - si ce dernier était désigné candidat de la droite pour 2017.

Louant la «*lucidité*» du Premier ministre sur le besoin d'une ouverture à d'autres forces politiques, Bayrou a jugé que «*Hollande a les clés : il faut une dissolution et une élection, ça s'impose.*» Libération.fr 06.11

On ne peut pas imaginer que Valls aurait pris une telle initiative sans l'aval de Hollande, ajoutons, connaissant parfaitement la position de Bayrou qui réclame la dissolution de l'Assemblée nationale. J'ai lu ailleurs qu'une loi qui introduirait un brin de proportionnelle histoire de faire une place au FN pourrait précéder la dissolution.

On ne va pas se mettre à faire des pronostics, mais je ne sais pas pourquoi, sans même y penser, tous les matins en me connectant je m'attends à apprendre que Hollande a pris cette décision la veille au soir, comme si c'était une décision qui coule de source.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: méga machine-arrière de Washington - french.irib.ir

A en croire le journal Raï al Youm, les Etats Unis auraient proposé la tenue d'une conférence Genève III. Le journal qui cite les sources bien informées en Syrie ajoute : Un diplomate occidental aurait informé Damas de la décision de Washington de renoncer à la formation des rebelles modérés. La raison est évoquée en ces termes : "*Selon les rapports de l'armée américaine, il est impossible de former les rebelles modérés car il est impossible de faire confiance à ces rebelles alors que ces derniers ne cessent de faire désertion, de quitter les rangs de leurs milices pour les rangs de Daech ou d'Al Nosra. Obama n'a aucunement envie d'en accepter les conséquences*".

Selon une source diplomatique syrienne interrogée sur la solution politique de la crise syrienne , " *les choses se dirigent vers une résurrection de la conférence Genève. Les amis russes nous ont proposé la tenue de la conférence III début 2015, une conférence qui serait une version corrigée de Genève I et Genève II. Suivant cette version, la participation des groupes d'opposition anti-Assad s'élargira. Il s'agit des opposants internes, des organisations et des personnalités indépendantes n'ayant aucun lien avec la coalition des opposants syriens. Ces idées constitueront l'axe principal des pourparlers de Moallem en Russie où il est attendu fin novembre*". Et cette source d'ajouter : " *Nous avons appris que les américains ont changé leur position vis-à-vis du plan russe et qu'ils souhaitent une reprise des négociations politiques autour de la Syrie*". french.trib.ir 06.11

Burkina Faso

- Burkina : Un accord sur la transmission du pouvoir aux civils - french.trib.ir

Un accord sur la transmission du pouvoir aux civils a été trouvé mercredi soir au Burkina. Aucune personnalité n'a toutefois été désignée pour mener cette période de transition d'un an devant mener à des élections en novembre 2015. Décryptage. Arrivés mercredi 5 novembre à Ouagadougou en tant que médiateurs de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) dans la crise burkinabè, les présidents John Dramani Mahama (Ghana), Macky Sall (Sénégal), et Goodluck Jonathan (Nigeria) sont parvenus à décrocher un accord entre l'armée, les leaders politiques, la société civile, et les chefs religieux et traditionnels sur la suite de la période de transition. L'accord annoncé mercredi soir, après plusieurs heures d'intenses négociations, n'a pas atteint l'objectif fixé en début de journée : la désignation d'une personnalité civile chargée de mener la transition.

Selon le communiqué de la Cédéao, " *les parties prenantes burkinabè*" sont toutefois tombées d'accord sur la " *levée immédiate de la suspension de la Constitution*", la " *nomination urgente par consensus d'une éminente personnalité civile pour présider la transition*", et la " *formation d'un gouvernement de transition pour une période d'un an*". Le texte précise que des élections présidentielles et législatives seront organisées d'ici novembre 2015. L'accord stipule enfin que les protagonistes poursuivront leurs consultations pour " *arrêter la structure et la composition des organes de transition*".

À en croire John Dramani Mahama, président en exercice de la Cédéao, qui s'est exprimé devant la presse dans la soirée, cela devrait être fait " *d'ici quelques jours plutôt que quelques semaines*". Pressé par la communauté internationale, le lieutenant-colonel Zida s'était engagé oralement mardi à rendre le pouvoir aux civils.

Le communiqué de la Cedeao montre qu'il a tenu sa promesse. Reste à savoir combien de temps cela va prendre. " *Une chose est certaine : Zida a accepté de lâcher les rênes de la transition, mais cela ne se fera pas contreparties pour l'armée*", glisse une source diplomatique. Autrement dit, les militaires joueront un rôle au sein de la transition et contrôleront très probablement des ministères clés comme ceux de la Défense, de la Sécurité, ou encore de l'Administration territoriale. Il n'est pas non plus exclu que l'avenir personnel du lieutenant-colonel Zida ait été au cœur des discussions. La garantie de l'obtention du statut d'ancien chef d'Etat – et de tous les avantages qui y sont liés – est évidemment un argument de poids dans ce genre de situation. french.trib.ir 06.11

Cameroun

- Cameroun : Paul Biya célèbre ses 32 ans au pouvoir - french.trib.ir

Le président camerounais Paul Biya célèbre ce jeudi ses 32 ans de règne au Cameroun. Plusieurs manifestations ont en effet été organisées par le gouvernement pour célébrer l'arrivée à la tête du pays du dirigeant, il y a 32 ans.

Selon l'agence de presse africaine APA, cette journée est ponctuée par les meetings politiques à travers le pays, sous les auspices du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir) dont Paul Biya reste et demeure le président national depuis la création du parti en 1985. french.trib.ir 06.11

Israël

- Achoura 2014: Israël planifiait d'assassiner Sayed Nasrallah - french.trib.ir

Un responsable sécuritaire européen haut placé a révélé au journal hollandais De Telegraaf qu'Israël projetait d'assassiner le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah au dixième jour de l'Achoura, assurant qu'un obstacle logistique a saboté ce projet.

Selon le site d'information Mersad news, dont l'authenticité n'a pu être vérifiée, ce haut responsable européen a dit, sous le couvert de l'anonymat, qu'Israël a activé un plan préparé à l'avance pour liquider Sayed Nasrallah lorsqu'il interviendra en public pour

tout prochain discours.

En effet, l'unité spéciale israélienne, Siryat Metkal, a mené des entraînements à la base d'informations faisant état de la participation de Sayed Nasrallah à la commémoration de l'Achoura. Ce dirigeant militaire, qui travaille dans une ambassade d'un pays occidental à Tel Aviv, a ajouté que le projet d'assassinat prévu se base sur le lancement d'un missile téléguidé ayant une faible force destructrice pour laisser penser qu'il s'agit d'un attentat à la bombe ou d'un attentat suicide. De même source on assure que l'échec de cette unité d'élite israélienne est dû au déploiement par le Hezbollah de ses unités spéciales tout au long de la route que devait emprunter Sayed Nasrallah.

Dans un entretien téléphonique avec un haut officier sécuritaire israélien, celui-ci a souligné que les nouvelles unités du Hezbollah ont pu avertir les compagnons de Sayed Nasrallah de la présence de drones israéliens au-dessus du complexe du maître des martyrs. Selon cet officier, *"les casques que les éléments de cette unité portaient étaient liés à l'unité des radars russes installée sur le Mont Cheikh et qui a pu déterminer le point de départ des drones et leur transgression de l'espace libanais"*.

Et cet officier d'ajouter: *"Nous ne nous attendions pas à ce que le Hezbollah possède cette technologie malgré notre possession d'information sur l'acquisition par le Hezbollah de cette technologie russe"*. Le même journal hollandais a tenté d'interroger le porte-parole de l'armée israélienne, mais celui-ci s'est abstenu de tout commentaire. Source: Mersad news lu sur Al Manar. french.irib.ir 06.11

[Haut de page ↗](#)

Le 8 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté une quinzaine d'articles, pas le temps de faire la causerie, j'ai dû m'occuper de mes affaires. Un frigidaire qui tombe en panne, la grosse galère avec la chaleur, le condensateur qui était foutu. J'ai revendu le générateur, cela permettra de payer le carrelage du sol de la maison.

En fait je suis complètement claqué, à 14 heures je ne pouvais plus garder les yeux ouverts face à l'écran et j'ai dû me résoudre à aller faire une petite sieste. Selon les heures de la journée la connexion Internet est si lente que je ne peux pas télécharger un seul fichier ni accéder au serveur qui héberge le site, une vraie galère et je n'exagère rien.

Chaque fois que je veux me connecter à Internet, je dois déplacer à la hauteur de la fenêtre la table sur laquelle se trouve l'ordinateur, celle où se trouve le clavier plus mon fauteuil (en plastique, c'est le grand luxe !) ensuite j'ouvre la moustiquaire (une grille métallique très fine, elle agit comme une cage de Faraday) et je passe par la fenêtre le câble avec le modem au bout. Je ne peux pas laisser les deux tables contre le mur, sinon je ne peux plus accéder à la fenêtre pour l'ouvrir ou la fermer, d'où ce déménagement deux à trois fois par jour.

Dans ma maison les moustiquaires seront en plastique, j'ai donc hâte de déménager. Le gros oeuvre est terminé. Il reste à poser les portes, les fenêtres (à faire fabriquer en alu, c'est le moins cher), la peinture et le carrelage à poser, plus les auvents à installer tout autour de la maison, couvrir la terrasse, plus quelques bricoles, j'ai décidé de déménager seulement lorsque tout sera absolument terminé, sinon ce sera la galère quotidiennement, tout en sachant que je vais avoir des surprises et bien me faire chier pour un tas de conneries grosses et petites. Je dois tout tester avant de déménager, penser à tout, c'est un truc de dingue. Il faut être très patient et éviter de s'énerver.

J'ai encore deux problèmes importants qui devraient être résolus la semaine prochaine. Les impôts doivent me rembourser 40.000 roupies (450 euros) et une personne à qui j'avais prêté de l'argent doit me le rendre en principe lundi ou mardi qui vient, j'en ai absolument besoin pour terminer mon installation. Il me restera une petite somme.

Le frère de Selvi qui est aussi l'époux de sa fille Kavida ainsi que leurs trois enfants - le troisième doit venir au monde d'un jour à l'autre, sa mère et le fils de Selvi vivent entassés dans un taudis de moins de 20m² dont le toit fuit de partout, le sol est défoncé par endroit et l'eau de ruissellement essort pas là, ils ont construit des WC et un point d'eau dans la petite cour attenante qui n'est pas couverte, lors de la dernière mousson qui a été très importante et qui vient de s'achever, Selvi me racontait tous les matins en arrivant la nuit épouvantable qu'ils avaient passée, en plus plongés dans le noir en raison des coupures de courant, bref l'horreur.

Kumar s'est occupé de la construction de ma maison depuis bientôt quatre mois, il y consacre souvent plusieurs heures par jour, c'est lui qui a acheté tout le matériel et qui a trouvé les ouvriers, je me sens donc obligé de faire quelque chose pour ne pas les laisser dans cette situation-là, vous en conviendrez. Donc s'il me reste un peu d'argent, au lieu de changer mes meubles pourris après le tsunami de 2004, je vais lui donner de quoi arranger un peu sa maison, malheureusement je suis très limité financièrement

et il devra se contenter de ce que je lui donnerai. C'est aussi pour cela que je pensais faire appel à la générosité des lecteurs du site, pour partager, pas pour m'acheter des trucs hors de prix et dont je me passe habituellement. C'est un chic garçon, courageux et honnête, et franchement cela me fait mal au coeur de voir dans quelles conditions ils vivent, cela me rend malade rien que d'y penser. Ah j'ai de quoi alimenter ma haine du capitalisme au quotidien ici !

Je ne vous raconte pas tout, c'est devenu ma nouvelle famille si vous voulez. Par exemple, toutes les semaines ils m'apportent leur linge à laver et pendant que Selvi est au boulot, c'est moi qui m'en charge, je fais trois ou quatre machines à laver et j'étends le linge, quand il est sec Selvi le plie et le met dans des grands sacs qu'elle ramène chez eux quand je la raccompagne le soir en moto. C'est moi aussi qui paie la lessive et je ne leur demande rien, cela me fait plaisir de les aider, j'ai envie de dire que tout le plaisir est pour moi car je suis comme cela, je trouve que cela va bien avec mes idées ou ma conception du socialisme.

J'ai horreur des gens intéressés, mais je conçois qu'on le soit quand on est pauvre, j'ai donc un esprit très large me semble-t-il, vous comprenez pourquoi souvent je dis qu'il ne faut pas juger nos semblables, ce que j'évite de faire. On évoque parfois l'éducation des masses, on pourrait commencer par celle des militants et à mon avis il y a du boulot à faire. On vit dans une telle société de merde, qu'on a vraiment intérêt à réfléchir à notre propre comportement envers les autres et à s'entraider. Il arrive souvent qu'on soit victime d'injustices, il ne faut pas en prendre ombrage ou se formaliser pour si peu et en profiter pour les imiter, non, au contraire, il faut persister à avoir l'attitude la plus droite possible sans rien attendre en retour, c'est le seul moyen de ne pas être déçu et de ne pas donner raison à nos ennemis dont le comportement est abjecte et transforme la société en une véritable jungle insupportable.

On peut servir de modèle aux autres ou conforter les principes ou valeurs dans lesquels ils croient également, même s'ils ont parfois du mal à les respecter, d'autant plus qu'on bénéficie de conditions meilleures que les leurs, et puis comment peut-on prétendre combattre pour une société meilleure et plus juste si nous le sommes pas nous-même. C'est bien beau de se dire socialiste ou communiste, mais cela se mérite, sinon cela ne veut rien dire si on se comporte n'importe comment.

Je vais vous avouer un truc pour revenir à Kumar. Vous allez me dire qu'il n'a pas fait tout cela pour des prunes, qu'il avait peut-être dans l'idée qu'ensuite je ferais quelque chose pour lui. C'est possible et j'y ai également pensé, ce serait normal qu'il y ait pensé. Je dois tout de même rappeler qu'avant qu'il supervise la construction de ma maison j'avais déjà versé 230.000 roupies à sa soeur Selvi, dont 130.000 roupies avaient servi à régler une grosse partie de la facture de son mariage, celui de Kumar. Et lorsque j'ai acheté le terrain, comme s'est lui qui avait servi d'intermédiaire avec le vendeur je lui ai versé 20.000 roupies pour remplacer sa télévision qui était foutue. Donc au total j'ai déjà versé 250.000 roupies à Kumar et Selvi que je ne connaissais pas avant la fin février. L'argent que j'ai versé à Selvi qui est devenue ma compagne, a servi à régler ses dettes, à l'affanchir ou la libérer de l'esclavage dans lequel elle était tombée et non pour l'acheter.

Que maintenant Kumar se soit mis dans l'idée que je pourrais l'aider financièrement pour m'avoir aidé à construire ma maison ne me choque pas du tout, qu'il en ait fait le calcul ne m'étonnerait pas, puisque lorsqu'on est confronté à la pauvreté et qu'on n'a aucun espoir d'en sortir, c'est le seul comportement à avoir pour espérer qu'en contrepartie quelqu'un vous viendra en aide. Je préfère de loin cette attitude à celui qui abuse de votre gentillesse et se fait voleur. Je lui ai confié d'importantes sommes d'argent depuis quatre mois sans rencontrer le moindre problème. C'était dans son intérêt, car j'en connais plus d'un qui dans le passé s'étaient servis au passage, alors que lui a été parfaitement honnête avec moi.

Vous allez me dire que c'est normal et qu'il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans, sauf que c'est mal connaître la pauvreté et ce qu'elle peut vous conduire à faire, il faut avoir été dans cette situation pour le comprendre ou vivre dans ce milieu. Non, cela ne va pas de soi de demeurer honnête quand on est pauvre (encore moins quand on est riche !), on peut trouver un tas d'excuses pour ne pas le rester très longtemps, y compris avec sa propre famille, car c'est chacun pour soi. Vous allez me dire que dans ce cas-là ils ont des rapports épouvantables, assurément et bien pire encore. La tentation est grande et les interdits ou la morale à deux balles n'a aucune emprise sur eux, sauf quand ils ont encore suffisamment de force pour conserver la dernière chose qu'ils leur restent à brader en dernier recours avant de sombrer définitivement, leur dignité.

Aider le pauvre à conserver sa dignité, c'est la chose la plus utile qu'on puisse faire pour lui. Notre lutte de classe y contribue, mais il faut bien avouer qu'elle lui est d'aucun secours quand il est confronté au quotidien à des difficultés qui concernent ses besoins les plus vitaux, notre intervention à ce moment précis est capital pour lui. Alors quand on rencontre des pauvres ou des plus pauvres que soi, on se doit de les aider dans la mesure de nos moyens à conserver ou retrouver ce qui leur est le plus cher pour demeurer digne de figurer dans la communauté humaine. Ceux qui ont rejoint les rangs de l'Emirat islamique par exemple, et se livrent à des actes d'une cruauté inouïe, n'en font hélas plus partie.

Pour le militant ouvrier que je suis, tout cela est intimement lié. Il est très tard et je dois arrêter. On aurait pu ajouter que la dignité est bien ce qu'il fait le plus défaut à ceux qui nous gouvernent, aux oligarques et à tous leurs larbins, aux médias. Tous ceux qui trichent avec la réalité, la déforme, la manipule, la falsifie, etc. en manquent singulièrement.

On actualisera le site demain ou lundi. Bon dimanche.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre 2014

CAUSERIE

Les causeries d'octobre sont disponibles au format pdf, 231 pages.

Une vidéo.

Interview d'André Bouny: "Cent ans au Viêt Nam" [Arrêt sur Info]

http://www.youtube.com/watch?list=UUgprDP41wz8wnsPt3-HIIDQ&v=Ci_UielqZI

Entretien réalisé par Gérard Lazare à Paris. L'ouvrage "*Cent ans au Vietnam*" d'André Bouny (Editions Sulliver) présente des « éclats de vies » dans l'ordre chronologique; tous se déroulent au Viêt Nam, de 1926 à nos jours. Un siècle de servitude est ainsi évalué à l'aune des destins individuels que la colonisation et les guerres ont brisés, ou sur lesquels elles ont dramatiquement influé. Pourtant, sous le poids de l'Histoire, la corde personnelle ne rompt pas. Et, au-delà même des situations et des personnages qui illustrent cette inaliénable résistance, le mérite principal de ces textes et de la langue qui les porte est peut-être de parvenir à nous pénétrer de la musique aux accents si particuliers que délivre l'âme persistante d'un peuple.

Pépites intenses, avivées par l'intérêt que, depuis des décennies, l'auteur porte au Viêt Nam, à ses habitants et à leur culture, ces treize nouvelles scellent dans nos esprits des représentations indélébiles. [Arrêt sur Info - 5 Octobre 2014] <http://arretsurinfo.ch/video-cent-ans...>

Notre histoire

Le CERMTRI vous invite à une conférence - débat le Samedi 22 novembre 2014 à 14 h 30 précises (Le lycée ferme ses portes à 15h) dans le Salon des Actes du lycée Carnot 145, Bd Malherbes – 75017 – Paris (M° Malesherbes)

Sous la présidence de Jean-Jacques Marie, historien, responsable des Cahiers du mouvement ouvrier, Josep Antoni Pozo González, historien, présentera son livre "*Pouvoir légal et pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936*", et répondra aux questions.

Il faut bien reconnaître que sont bien rares les travaux de recherche sur le pouvoir légal et le pouvoir réel dans la Catalogne révolutionnaire de 1936 après le soulèvement militaire commencé le 17 juillet au Maroc « espagnol », en d'autres termes sur le phénomène dit du « double pouvoir » entre juillet et octobre 1936, objet du livre de notre auteur. Non que ce phénomène n'ait fait l'objet d'études, mais sans procéder à une recherche exhaustive de l'activité des centaines de comités aux noms très variés qui ont couvert la Catalogne en réponse immédiate à la rébellion militaire factieuse.

Quelles ont été les relations entre les représentants du Gouvernement de Catalogne (pouvoir « légal ») et ceux du Comité Central de Milices Antifascistes (CCMA) avec les Comités locaux (pouvoir réel) ? Quels débats ont agité les organisations politiques et syndicales, les gouvernants, le peuple, se réclamant de l'anarchisme, de l'anarcho-syndicalisme, du socialisme, du communisme, de l'indépendance catalane sur tout l'État espagnol, notamment sur la question : fallait-il d'abord gagner la guerre avec la promesse de procéder ensuite à des transformations sociales, soigneusement laissées dans le vague d'ailleurs? Ou bien pouvait-on gagner la guerre si n'était pas menée dans le même élan une politique donnant aux millions d'opprimés d'Espagne l'assurance que la guerre et la victoire allaient poursuivre et confirmer ces conquêtes révolutionnaires que le CCMA et les comités locaux avaient mises en œuvre dans l'urgence de la guerre et de l'effondrement de toutes les structures de l'État ?

Pour quelles raisons la quasi intégralité de la grande bourgeoisie espagnole, de la finance, de l'Église se sont-elles ralliées à cette « Croisade » militaire qui ne semblait être au début qu'un pronunciamiento de plus dans la tradition militaire putschiste espagnole ? Qu'en est-il de l'intervention d'Hitler et Mussolini aux côtés de Franco ? Et de l'URSS aux côtés de la République ? Et de la non-intervention des démocraties occidentales ?

Quasiment quatre-vingts ans après, ces événements qui ont provoqué une considérable saignée dans la population et les forces vives du pays (ouvriers, employés, petits paysans et artisans, ouvriers agricoles, et « *maîtres d'école* » comme on les appelait) peuvent-ils éclairer l'histoire actuelle et particulièrement en Catalogne, mais pas seulement, sur la question de savoir si un peuple, les peuples d'Espagne peuvent décider souverainement de leur avenir ?

Selon "Newsweek", la Turquie aide l'Émirat islamique

Dans son édition du 7 novembre 2014, *Newsweek* publie le témoignage d'un jihadiste de l'Émirat islamique [1]. Il atteste d'un

accord permettant aux combattants de l'ÉI de franchir la frontière. Il indique également que les commandants de l'ÉI parlent le turc et discutent en permanence par radio avec les autorités turques. Enfin, il souligne que l'armée turque aide l'ÉI à combattre les kurdes.

Dans le même article, un responsable du PYG assure que la Turquie ne se contente pas de ce genre de soutien, mais fournit également des armes à l'ÉI.

Le Réseau Voltaire a révélé que

- (1) de janvier à mai, la France et la Turquie ont combattu l'Émirat islamique,
- (2) à partir de juin ces deux États l'ont soutenu avec les États-Unis et l'Arabie saoudite. Ainsi, les armes dont l'ÉI disposait pour entrer en Irak lui avaient été offertes par l'Arabie saoudite et avaient été véhiculées en juin par un train spécial affrété par le MIT (services secrets turcs),
- (3) depuis septembre, la Turquie aide l'ÉI à éliminer les Kurdes de Syrie. Réseau Voltaire 08.11

Note.

[1] *"ISIS Sees Turkey as Its Ally' : Former Islamic State Member Reveals Turkish Army Cooperation"*, par Barney Guiton, Newsweek, 7 novembre 2014.

Il y a quelques jours Hollande a bien reçu Erdogan, l'allié de l'Émirat islamique que Hollande prétend combattre au coté des Américains, Britanniques, Canadiens, Australiens, etc., n'est-ce pas ?

Quelle perspective proposer au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière ?

Je ne suis pas en France, aussi si je peux suivre en grande partie ce qui s'y passe, il n'en demeure pas moins qu'il y a forcément des choses qui m'échappent.

A défaut d'analyses dans les journaux ou portails nationaux des différents partis, groupes, etc, sur la situation en France au delà du discours politique habituel, je veux dire par là sur la manière dont les différentes classes vivent ou réagissent à la situation actuelle, dans quel état d'esprit elles sont, comment il évolue dans chaque couche de la société, quelles sont les principales tendances qui se dégagent et dont leur comportement rend compte, de même que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs, tout cela est totalement absent de leur littérature, de telle sorte qu'il est difficile de se faire une idée précise sur toutes ces questions qui participent évidemment à l'évolution des rapports entre les classes.

En écrivant ces lignes je découvre que je suis dans la même situation que les travailleurs qui lisent leur littérature et qui ne sont pas plus avancés à l'arrivée. Cela dit sur le plan politique il faut bien prendre position.

Après avoir pris connaissance du contenu et de l'orientation politique de l'appel lancé par le POI et des militants d'autres partis ou organisations *"d'organiser une large conférence pour l'unité, la résistance, pour la défense des intérêts des travailleurs, pour la démocratie."*, je pense que nous pourrions soutenir cette initiative dans la mesure où cet appel fournit un cadre suffisamment large pour permettre aux travailleurs ou aux militants dans le respect de leurs convictions, de participer au combat politique contre le patronat, le gouvernement et les institutions de la Ve République, l'Union européenne.

On regrettera toutefois que cet appel privilégie l'aspect social de la situation au détriment de son aspect politique qui est à peine évoqué sous la forme d'un questionnement sur les institutions, alors que les travailleurs et les militants attendent des réponses cohérentes et claires sur le plan politique, notamment les plus avancés, à savoir que seul un gouvernement ouvrier abolira toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis 40 ans et s'attaquera aux fondements du capitalisme, condition préalable indispensable pour satisfaire l'ensemble de leurs revendications sociales, un gouvernement ouvrier qui abolira les institutions de la Ve République et qui du même fait rompra avec l'ensemble des institutions économiques ou politiques du capital, permettant de reconstruire la société sur des bases meilleures et plus justes, d'avancer sur la voie du socialisme.

Ce n'est pas la première fois que le POI est à l'initiative de ce genre d'appels qui ont débouché sur rien. Si comme ce fut le cas précédemment aucune orientation politique n'était adoptée à l'issue de cette conférence, il faudrait en déduire une fois de plus qu'elle n'aura servi à rien.

Qu'il y ait une discussion dans le mouvement ouvrier sur les institutions (de la Ve République) et qu'on ne puisse pas ignorer les différentes propositions avancées par les uns et les autres peut se concevoir, mais dans une certaine limite seulement. C'est ainsi que contrairement à ce qui est écrit dans cet appel, on ne peut concevoir un instant que des militants colportant des illusions dans les institutions au point de croire qu'il serait possible de les réformer pourraient participer à cette conférence, dont

l'objet doit être d'ouvrir la voie au combat politique du mouvement ouvrier pour renverser les institutions de la Ve République ou dans cette perspective politique. Sinon il s'agira d'une conférence syndical et elle aura une orientation social-patriote.

Il faut bien comprendre que les deux positions exposées ici s'excluent ou sont incompatibles, irréconciliables. C'est pour nous la ligne rouge à ne pas dépasser.

A l'attention des lecteurs.

Nouvelle mise en garde à propos des articles publiés dans notre portail. Elle ne concerne pas l'article qui suit il faut préciser.

Ce dont les lecteurs doivent se méfier, ne pas retenir ou carrément rejeter, ce sont les conclusions que leurs auteurs fournissent à la fin de leurs articles, généralement dans le ou les deux derniers paragraphes. Il arrive parfois qu'elles figurent au tout début de leurs articles, dans la présentation ou l'avant-propos.

Dans huit ou neuf cas sur dix leurs conclusions posent problème car elles véhiculent des illusions dans la classe dominante ou ses institutions, à défaut de retenir le facteur déterminant de la lutte des classes dans leurs analyses ou d'ignorer ses différentes composantes dont la classe des exploités, ils s'en remettent systématiquement sauf à de très rares exceptions à la classe dominante pour résoudre une question qu'ils ont soulevée ou abordée, alors qu'elle en est justement à l'origine ou la cause. Il est dès lors facile de comprendre que si c'elle elle qui le résoud ce ne sera jamais en fonction des intérêts des travailleurs ou des peuples, mais uniquement en fonction de ses propres besoins, même si l'on doit admettre qu'il arrive que les choses ne se déroulent pas comme elle l'avait prévues et qu'elle doive s'en remettre temporairement à des solutions contraires à ses principes ou intérêts, dans ce cas-là il n'y a pas lieu de s'en féliciter ou de féliciter ses représentants comme le font généralement les auteurs de ses articles, car quelles que soient les solutions qu'elle aura retenues, soit ils feront en sorte que les travailleurs ou les peuples n'en profitent pas, ils feront tout pour les spolier d'une éventuelle victoire, soit elles se retourneront contre eux à la première occasion.

Cette précision était nécessaire pour demeurer sur un terrain de classe indépendant de la classe dominante, pour continuer notre combat strictement sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, du socialisme.

Nous sommes du genre à faire des concessions à notre ennemi de classe, sauf tactiquement quand cela sert notre propre combat ou qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort car il ne faut pas être stupide non plus, dogmatique si vous préférez. Nous ne sommes pas des aventuriers, nous estimons que publier ce genre d'articles constitue déjà une concession à la limite de nos possibilités sans renier nos principes qui eux sont ni amendables ni négociables.

Conditionnement, guerre psychologique et idéologique.

On a là la trame et tous les facteurs qui permettent de comprendre comment dans leur société des travailleurs souvent jeunes en arrivent à commettre des actes désespérés, comment les médias et le gouvernement les présentent et les exploitent, à quelle fin, politique évidemment, qui en sont les véritables responsables. Je n'ai reproduit ici que les passages les plus significatifs, l'article en entier figure dans le site.

- Le Canada et la guerre au terrorisme: Que s'est-il réellement passé à Ottawa? - Mahdi Darius Nazemroaya - mondialisation.ca - 05.11

Même si les attentats de Saint-Jean-sur-Richelieu et d'Ottawa n'ont aucun rapport entre eux et ne s'inscrivent pas dans un effort coordonné, on les a quand même reliés. L'attaque suivie du délit de fuite a été ajoutée au récit d'Ottawa le 22 octobre afin de construire l'image d'une bataille en bonne et due forme. Cela relève de ce que les sociologues appellent une panique morale.

La couverture médiatique, le confinement massif dans le coeur du centre-ville d'Ottawa et les mesures nationales prises par le gouvernement fédéral ont créé une certaine panique à Ottawa et chez tous les Canadiens. Dans ces conditions, les gens peuvent agir de façon imprévisible ou anormale et ils sont prêts à faire des concessions qu'ils ne feraient pas normalement au gouvernement. Autrement dit, lorsque la société est prise par la peur, de nombreux citoyens sont disposés à renoncer à leurs libertés civiles et à s'en laisser retirer par les autorités.

Légalement, Martin Couture-Rouleau et Michael Zehaf-Bibeau sont des meurtriers. Au lieu de les traiter comme des criminels, on a utilisé le terme « *terroriste* », contenant une charge politique et psychologique évidente. Toutes les lois nécessaires pour juger ces criminels existent déjà au Canada, mais on instaure de nouvelles lois pouvant potentiellement être utilisées contre des dissidents légitimes s'opposant aux politiques gouvernementales.

De plus, la police se militarise dans le nouveau contexte de la lutte au terrorisme. Les mesures que le gouvernement Harper désire normaliser comprennent également le contrôle et la censure d'Internet, le retrait inconstitutionnel et illégal de la citoyenneté et le retrait des droits de mobilité accordés par la Charte canadienne des droits et libertés. Cette mesure est déjà en vigueur avec la confiscation de passeports. Tous les Canadiens ont le droit de quitter le Canada et d'y revenir librement, à moins d'avoir

commis une offense de nature criminelle. Le gouvernement veut s'arroger le pouvoir de retirer les passeports au moindre doute de méfait, sans preuve.

L'idée de retirer la citoyenneté est également une question politique dans la mesure où elle sert à alimenter les préjugés dans certaines sphères de la société dans différents pays xénophobes et qui n'aiment pas certaines couches de la société pour différentes raisons.

Selon un vieil adage, la société a tous les criminels qu'elle mérite, c'est-à-dire que dans bien des cas les criminels sont le produit d'un problème structurel de la société.

Les deux assaillants consommaient de la drogue et souffraient de problèmes psychologiques qui nécessitaient des soins. Le tireur d'Ottawa avait cherché de l'aide et étouffait de désespoir et de non-appartenance.

Au lieu de regarder à l'étranger et de blâmer des forces extérieures, le Canada doit faire son propre examen de conscience. La source du problème comprend le déclin des services sociaux au Canada qui ont subi les coupures et les mesures d'austérité du gouvernement. En blâmant le groupe armé État islamique et Internet, le gouvernement refuse en même temps de reconnaître son propre échec et la marginalisation d'un grand nombre de citoyens canadiens qui ne reçoivent pas l'aide dont ils ont besoin. mondialisation.ca - 05.11

ACTUALITE EN TITRES

La fête du fric.

- Wall Street, toujours à des records, regarde déjà vers Thanksgiving - AFP

- Magasins : c'est déjà Noël ! - Francetv info

L'Organisation Mondiale de la Crise

- L'OMC confrontée à "*la plus grave crise*" de son histoire, selon son directeur général - AFP

Paralysée en raison du blocage par l'Inde d'un accord historique conclu à Bali en décembre 2013, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est confrontée "*à la plus grave crise*" depuis sa création, a averti samedi à Pékin son directeur général. AFP 08.11

Les bienfaits de l'union nationale larvée : L'excès de zèle droitier.

- Sécu : le Sénat veut un milliard d'économies supplémentaires - LePoint.fr

La Chambre va demander au gouvernement de revoir sa copie dans le domaine de la santé. LePoint.fr 07.11

Pseudo-gauche. On a les "*amis*" qu'on peut.

- PCF: Pierre Laurent tend de nouveau la main aux "*amis frondeurs et écologistes*" - AFP

Mélenchon sait de quoi il cause !

- Hollande sur TF1: Jean-Luc Mélenchon qualifie François Hollande d'«*usurpateur*» - 20minutes.fr

Les porte-parole de la pire réaction mènent un combat politique quotidien sur tous les fronts.

- La dernière fourberie de la Stasi - Slate.fr

- The Advocate grime Poutine en Hitler et le désigne «*personne de l'année*» - Slate.fr

- Aux Etats-Unis, on devrait avoir bientôt droit à une pomme de terre transgénique potentiellement anti-cancérogène - Slate.fr

- Affaire des «43 d'Ayotzinapa»: comment le Mexique s'est réveillé en nouveau Brésil pour se réveiller en nouveau Nigéria - Slate.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui dirigent l'UE ?

Pardi, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en fait partie. Avis à ceux qui titraient : crise au sommet de l'UE.

- Budget UE : Cameron obtient une victoire à la Pyrrhus et exaspère ses partenaires - AFP

Les Européens ont accordé vendredi à la Grande-Bretagne la possibilité de différer après les élections générales de mai 2015 le paiement d'une rallonge de 2,1 milliards d'euros au budget européen pour 2014, sans cacher leur exaspération face au chantage exercé par David Cameron.

"J'ai dit que je ne paierai pas 1,7 milliard de livres (2,1 milliards d'euros) le 1er décembre. J'ai réduit l'addition de moitié et je ne paierai rien avant juillet prochain. J'obtiens des résultats pour le Royaume-Uni", s'est vanté le Premier ministre britannique sur son compte twitter.

"C'est un véritable succès", s'est félicité son ministre des Finances George Osborne, après avoir négocié l'accord avec ses homologues européens à Bruxelles.

"L'accord satisfait tout le monde, au détriment de personne", a-t-on commenté dans les autres délégations en manifestant une certaine irritation face aux cris de victoire britanniques.

Pour obtenir cet accord, le Premier ministre britannique a exercé jusqu'au dernier moment une énorme pression sur les négociations.

"J'ai donné une réponse claire : nous ne paierons pas ces 2,1 milliards d'euros le 1er décembre et je n'ai pas l'intention de payer un tel montant", avait-il réaffirmé dans la matinée à Helsinki.

"J'espère que cela pourra être accepté par nos partenaires. Sinon nous aurons un grave problème", avait-il menacé. AFP 07.11

Enterrement...

- Hollande sur TF1 : une prestation "catastrophique", selon un sondage - Francetv info

- Hollande intéresse près de 8 millions de téléspectateurs sur TF1 - LePoint.fr

- Hollande sur TF1 : 78 % des Français ne sont pas convaincus - Francetv info

Il y en a qui n'ont vraiment rien à foutre de mieux dans ce pays, c'est curieux, pour un peu ils donneraient raison au patronat qui estiment qu'ils ont trop de temps libre... Ou alors ils doivent faire partie de ceux qui vont à la gamelle ou sont bien servis...

... et résurrection.

- Présidence de l'UMP: «Nicolas Sarkozy a quelque chose de De Gaulle» - 20minutes.fr

- Sarkozy en meeting à Paris : «A-t-on jamais vu la France dans cet état ? » - LeParisien.fr

- Nicolas Sarkozy appelle au rassemblement - Francetv info

- Nicolas Sarkozy se pose en précurseur du "sursaut" républicain - Reuters

- Présidence de l'UMP: Show parisien pour Nicolas Sarkozy visionnaire - 20minutes.fr

- Nicolas Sarkozy célèbre «le miracle de la République» - LeFigaro.fr

- Nadine Morano: «*Je suis un artisan de la campagne de Nicolas Sarkozy*» - 20minutes.fr

- Bertrand sur Sarkozy : qui aime-t-il, "à part lui ?" - AFP

A qui profite cette opération ? A quel moment intervient-elle ?

- Des propos du numéro 2 de l'Élysée mettent Fillon et la présidence dans l'embarras - AFP

Réponse : A Sarkozy et Hollande, mais davantage au premier qu'au second sur les rails pour reconquérir la direction de l'UMP et se représenter à la présidentielle de 2017.

On sent que les dirigeants de la classe dominante hésitent entre les deux. On ignore encore s'ils ont abandonné l'idée de soutenir Fillon ou si à leurs yeux Juppé présente plus d'inconvénients que d'avantages par rapport à Sarkozy, à qui ils ont fait gagner deux millions d'euros en deux ans en l'invitant à prendre la parole lors de conférences qui se déroulaient pour ainsi dire entre eux.

On peut s'étonner du comportement décomplexé qu'affiche Sarkozy comme le font les médias, alors qu'en réalité il se comporte exactement comme les oligarques qui n'ont que faire des critiques qu'on leur adresse et continuent de s'enrichir et de concentrer le pouvoir entre leurs mains au détriment du reste de la population. Ils ont dû reconnaître l'un des leurs et cela leur plaît, contrairement Fillon ou Juppé qui affectent un à air contrit et se répandent en excuses, qui de fait semblent être incapables d'incarner ou d'assumer jusqu'au bout la politique néolibérale qu'ils leur demandent d'adopter ou de soutenir.

Quand on observe le comportement d'Obama, on peut en déduire que les Américains agissent comme s'ils étaient les maîtres incontestés du monde et cela leur réussit assez bien jusqu'à présent. Le meilleur moyen d'évincer leurs éventuels concurrents consiste à les piétiner ou les ignorer, car leur hégémonie sur le monde ne doit souffrir aucune contestation possible. Mais l'insoumission peut venir d'ailleurs et les choses se compliquer pour eux.

Dans ce cas-là il feront dans le déni ou se renieront, se contredire ouvertement ne les gêne pas vraiment puisque l'essentiel demeure d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés par n'importe quel moyen, leur principe, scrupule ou morale ne dépasse pas ce stade élémentaire du comportement animal du prédateur ou sauvage. C'est ce qui caractérise précisément le néolibéralisme. On comprend mieux dès lors pourquoi ils se permettent tout sans en éprouver le moindre embarras.

Ils ne se situent pas au même niveau que leurs interlocuteurs sur l'échelle de l'évolution de l'espèce humaine, on ne peut même plus évoquer la civilisation humaine tant ils la maltraitent et semblent décider à la faire disparaître. Ils se situent un cran en dessous, en dehors de ce cadre qu'ils s'emploient à détruire et quand ils s'y réfèrent c'est uniquement pour camoufler leurs véritables intentions, avant-hier Sarkozy lors d'un meeting au Palais des Congrès à Paris, a fait référence 80 fois à la République, oui vous avez bien lu, 80 fois, c'est l'AFP qui l'a relevé, alors qu'il en est le pire ennemi, sauf qu'il en a actuellement besoin pour s'emparer de la direction de l'UMP, donc il utilise les possibilités qu'elle lui offre pour mieux la jeter par la suite, on l'en accusera, il le niera et le brouhaha médiatique fera le reste. Rien que les titres de presse d'hier et avant-hier parlent d'eux-mêmes.

Quant à Hollande, reste à savoir s'il va être capable de faire passer d'autres contre-réformes importantes ou structurelles au cours des deux ans et demi à venir. Les dirigeants de la classe dominante s'appuient sur le trio le plus réactionnaire du gouvernement Valls-Fabius-Sapin pour y parvenir, mais rien ne dit que cela sera suffisant. Ils doivent donc prévoir un scénario alternatif en cas de blocage total des institutions sous fond de contestation sociale grandissante, une dissolution et une cohabitation qui prendrait ouvertement la forme d'une union nationale à la grecque pour faire passer en force ces contre-réformes, au risque de déstabiliser un peu plus les institutions, d'où la nécessité d'alimenter le FN à l'extrême droite, qui pourrait être amené à se joindre à eux en dernier recours ou s'emploierait à disloquer le mouvement ouvrier qui constitue toujours une menace pour le régime, dans la mesure où à cette occasion il pourrait retrouver la voie de son unité pour affronter la classe dominante, ce qu'il faut éviter à tout prix pour eux.

On voit bien qu'ils ont deux fers au feu et qu'ils s'appuient sur l'un ou sur l'autre pour faire avancer leur politique.

Ils savent que Hollande est déjà grillé comme ils savent que Sarkozy l'est tout autant, mais ils doivent faire avec. Comment faire avec de manière à pouvoir appliquer leur politique ? En faisant en sorte qu'ils se retrouvent face à face au premier tour de 2017 et que Sarkozy soit battu une seconde fois, car une partie de son camp refuserait de faire campagne pour lui ou voterait contre son camp, c'est une façon de parler puisque Hollande est dans le même camp. Ce scénario semble improbable, car il ne peut y avoir qu'un seul Premier ministre, Valls ou Bayrou, mais on peut aussi imaginer que Valls accepte de rétrograder à l'Intérieur, comme Fabius en sorte qui a rétrogradé au Affaires étrangères.

Conserver Hollande à la présidence et se couper du Modem et de l'UDI ou d'une partie de l'UMP ne présenterait pas les conditions pour affronter la situation à venir, on peut l'observer dès à présent. De plus ils ont besoin du PS qui ne peut fonctionner autrement que sur la base d'une synthèse réunissant ses différents courants, et Valls est le plus mal placé pour

l'incarner. Aussi pendant que Valls gouvernerait, Hollande serait chargé de préserver l'unité du PS, autrement dit de poursuivre le travail engagé par Valls, Fabius, Sapin, Belkacem, etc. pour le convertir totalement au néolibéralisme, quitte à se couper de certains courants minoritaires qui rejoindraient des satellites du PS.

Le PS est condamné à évoluer toujours plus à droite, il l'est déjà, et on a pu observer qu'aucun courant du PS avait pris le risque de voter contre la politique du gouvernement, ce qui témoigne de l'incapacité de ces courants d'évoluer à gauche et de mettre le gouvernement en minorité et entraîner la dissolution de l'Assemblée nationale. S'ils venaient à quitter le PS, cela n'aurait aucune incidence pour la stabilité du régime qui serait assuré grâce au soutien du centre ou de l'UMP à la politique de Valls s'il devenait président.

L'autre scénario qui serait peut-être le plus avantageux pour eux, serait de patienter jusqu'en 2017 et propulser Valls à la présidence avec Bayrou comme Premier ministre ou un transfuge de l'UMP, scénario qui semble inconcevable avec Sarkozy président. A moins qu'ils décident de précipiter les choses et forcent Hollande à démissionner pour céder la place à Valls parce qu'ils n'ont pas de temps à perdre, le feu couve en la demeure. Et puis on voit mal comment l'UMP qui enchaîne les scandales pourrait être en ordre de bataille d'ici 2017.

AFP - François Fillon a-t-il sollicité l'exécutif pour accélérer les procédures judiciaires visant Nicolas Sarkozy? Les révélations de journalistes du Monde mettent dans l'embarras malgré leur démenti l'ex-Premier ministre et surtout Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de l'Élysée.

L'affaire a pris une tournure judiciaire samedi avec l'annonce par l'entourage de M. Fillon d'une *"plainte"* de l'ex-chef du gouvernement *"contre les deux journalistes, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, et contre Le Monde pour diffamation"*.

Objet du litige: les révélations des deux enquêteurs qui affirment dans leur livre *"Sarko s'est tuer"* (Stock) qu'au cours d'un déjeuner dans un restaurant proche de l'Élysée le 24 juin, M. Fillon aurait dénoncé auprès de M. Jouyet le remboursement par l'UMP des pénalités liées au dépassement du plafond des dépenses de campagne de M. Sarkozy en 2012.

"Tapez vite, tapez vite! Jean-Pierre, tu as bien conscience que si vous ne tapez pas vite, vous allez le laisser revenir. Alors agissez!", aurait lancé M. Fillon, accusant l'ex-président d'*"abus de bien social"*, *"de faute personnelle"*.

L'ex-chef du gouvernement, qui entretient des relations notoirement exécrables avec l'ancien chef de l'État, est aujourd'hui entré dans une concurrence féroce avec lui pour la présidentielle de 2017.

MM. Fillon et Jouyet ont démenti avoir tenu de tels propos, de même qu'Antoine Gosset-Grainville, ancien directeur adjoint de cabinet de M. Fillon, lui aussi présent à ce déjeuner. *"Méprisable"*, s'est offusqué dès mercredi l'ex-Premier ministre, avant l'annonce de son dépôt de plainte samedi.

"Inimaginable", avait quant à lui rétorqué M. Jouyet. L'ex-secrétaire d'État aux Affaires européennes de M. Fillon (mai 2007 à décembre 2008) s'est fendu d'un SMS à son ancien patron exprimant *"excuses et regrets"* pour *"ces bruits de couloirs élyséens"*.

Mais les deux journalistes maintiennent leur version avec à l'appui une interview du numéro 2 de l'Élysée le 20 septembre au palais présidentiel, enregistrée avec l'assentiment de l'intéressé, et publiée en partie dans le Monde paru samedi.

D'après les deux journalistes, M. Jouyet avait bien donné son accord pour que son récit soit restitué dans leur livre à la condition que ses propos ne soient pas cités entre guillemets, ce que MM. Davet et Lhomme ont respecté.

"En démentant en bloc, il porte atteinte à notre crédibilité professionnelle", a expliqué à l'AFP Gérard Davet. *"C'est donc pour cela que nous avons choisi dans Le Monde de décrypter ses propos pour que les gens comprennent bien que nous n'avons absolument rien inventé"*.

"Pour nous, on n'a aucun problème puisque les propos que nous avons relatés, nous avons la preuve de leur existence", a renchéri Fabrice Lhomme, pour qui *"cette plainte ne pourra pas prospérer"*.

Samedi, un proche de M. Fillon, le député UMP Jérôme Chartier, a demandé aux journalistes de *"faire entendre"* leur enregistrement.

- 'Du pain bénit pour Sarkozy' -

Cette affaire peut-elle éclabousser le chef de l'État? L'Élysée, sollicité samedi par l'AFP, est resté silencieux. Mais un proche du président souligne que François Hollande s'est toujours tenu scrupuleusement au respect de l'indépendance de la justice et *"n'est jamais sorti de cette ligne"*, *"il est inattaquable, inflexible"*, a-t-il assuré à l'AFP.

Dans l'article du Monde, le chef de l'Etat n'est d'ailleurs pas mis en cause. Selon les propos rapportés de M. Jouyet, il a opposé un non catégorique à toute intervention. "*Quand Fillon m'a dit ça, j'ai dit: " Tiens, oui, on pourrait simplement signaler le machin..." Mais François (Hollande) m'a dit: " Non, non, on ne s'en occupe pas"*", relate le quotidien.

"*M. Fillon savait comment procédait M. Sarkozy*" en intervenant sur le cours de la justice quand il était à l'Elysée, explique Gérard Davet. "*Il s'est dit que peut-être ça marche encore comme cela, il semblerait que ça ne soit pas le cas*", a ajouté le journaliste.

En tout cas, conclut un proche du chef de l'Etat, "*c'est du pain bénit pour Nicolas Sarkozy*".

"*C'est très grave*", estime pour sa part un membre de l'exécutif assurant que nombre de ministres voient en Jean-Pierre Jouyet "*un personnage intrigant*" qui "*manipule tout le monde*".

Ils reprochent à cet ami intime de François Hollande, qui l'a propulsé le 16 avril secrétaire général de l'Élysée, un poste charnière, d'entretenir des relations "*troubles*" avec la droite. AFP 08.11

Non, sans blague, ils ont leurs tables réservées dans les mêmes restaurants ou passent leur temps ensemble dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat notamment, et quand ils ne participent pas à un gouvernement présidé par un président issu de l'UMP ou du PS, c'est pour accepter les missions qu'il leur confie, la collusion est totale et les objectifs identiques, seul le masque ou l'étiquette change.

[Etats-Unis. Le visage hideux du capitalisme. Au pays des hyper riches, ils haïssent les pauvres.](#)

- Floride : à 90 ans, il risque la prison pour avoir nourri des sans-abri - Francetv info

Arnold Abbott, un militant américain de 90 ans, a été arrêté pour la seconde fois par la police de Fort Lauderdale (Floride) pour avoir distribué des repas aux sans-abri de cette ville américaine. Une nouvelle disposition locale interdit en effet de nourrir les pauvres dans la rue. Il risque deux mois de prison et 500 dollars d'amende.

L'ancien combattant, connu sous le surnom de "*Chef Arnold*", promet de nourrir les SDF même s'il risque la prison, comme l'en ont menacé les autorités. "*Je suis difficilement intimidable*", prévient-il. Le nonagénaire dirige une organisation locale au sein de laquelle il donne à manger aux SDF de Fort Lauderdale depuis deux décennies.

Vendredi 31 octobre, une campagne a été lancée à Fort Lauderdale par les autorités locales, qui disent vouloir garantir la santé publique et la sécurité. "*Il y a 10 000 sans-abri dans le comté de Broward, la majeure partie d'entre eux sont à Fort Lauderdale, et il n'existe pas de tapis suffisamment grand pour tous les cacher*", a insisté Arnold Abbott à la télévision. Depuis janvier 2013, 21 villes américaines ont restreint les possibilités de donner à manger aux SDF, selon la Coalition nationale pour les sans-abri. Francetv info 07.11

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Palestine occupée.

1.1- Affrontements dans un camp de réfugiés de Jérusalem en état d'alerte - AFP

Et pendant ce temps-là la nouvelle chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, s'entretenait avec le Premier ministre de l'Etat sioniste, Benjamin Netanyahu.

AFP - Des centaines de Palestiniens ont à nouveau affronté vendredi les policiers israéliens dans un camp de réfugiés de Jérusalem-Est, ville placée en état d'alerte pour la grande prière musulmane hebdomadaire.

Au pied de l'esplanade des Mosquées, qui cristallise actuellement les tensions, la Vieille ville et ses alentours sont restés calmes alors que plus de 1.300 policiers avaient été déployés à Jérusalem-Est, selon une porte-parole de la police.

C'est un peu plus au nord que les violences ont repris après la prière.

Dans le camp de réfugiés de Chouafat, des centaines de Palestiniens ont lancé pierres et cocktails Molotov sur les policiers qui

ont répliqué par des projectiles en caoutchouc, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes, ont constaté des photographes de l'AFP.

Ce camp, où s'entasse une population pauvre séparée de Jérusalem-Est par le mur de séparation supposé protéger Israël d'attaques venues de Cisjordanie, est l'un des foyers des troubles qui se sont encore intensifiés ces dernières semaines à Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville annexée et occupée par Israël.

De jeunes Palestiniens ont également affronté des soldats israéliens en Cisjordanie, à Qalandiya (nord) et Hébron (sud). Deux Palestiniens ont été arrêtés à Halhoul, près d'Hébron, a annoncé la police.

Dans ce contexte, le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'est montré ferme et a ordonné jeudi soir la démolition des maisons d'auteurs d'attaques "terroristes" à Jérusalem-Est, a indiqué un responsable israélien sous le couvert de l'anonymat. AFP 07.11

1.2- Cisjordanie : la manifestation des Palestiniens réprimée par les militaires israéliens - french.irib.ir

Les militaires du régime sioniste ont réprimé les manifestations des Palestiniens en Cisjordanie, en guise de soutien à la mosquée d'Al-Aqsa.

A cette répression ont, également, collaboré les forces de sécurité de l'Autorité autonome qui s'étaient déployées aux entrées de la partie ancienne de Naplouse, pour empêcher les Palestiniens qui entendaient rejoindre les autres manifestants rassemblées place Al-Shohada, au centre-ville. Elles ont fait recours aux matraques et bombes sonores, blessant et arrêtant plusieurs d'entre eux. A Ramallah, Al-Khalil, Bethléem et dans d'autres endroits, des heurts ont eu lieu entre les Palestiniens et les militaires israéliens qui utilisaient des balles plastiques et des gaz lacrymogènes. Nombre de jeunes palestiniens ont été blessés sans compter les arrêtés. french.irib.ir 07.11

1.3- Israël: Un Arabe israélien abattu par la police lors d'une arrestation 20minutes.fr

Un jeune Arabe israélien a été abattu par des policiers samedi à l'aube dans le nord d'Israël lors d'une arrestation pour des faits de droit commun qui a mal tourné, a annoncé la police israélienne.

Kheir Hamdane, 22 ans, s'est interposé lors de l'arrestation de l'un de ses proches à Kfar Kana dans nord d'Israël, menaçant les officiers avec un couteau, selon un communiqué de la police. Après des tirs de sommation, la police a ouvert le feu sur lui et il est ensuite décédé lors de son transfert à l'hôpital, a indiqué la même source. 20minutes.fr 08.11

1.4- Le Hamas annonce créer une "armée populaire" - AFP

Le Hamas a annoncé vendredi la création d'une "armée populaire" dans la bande de Gaza dévastée par trois offensives israéliennes meurtrières, disant "se préparer" à tout nouvel affrontement avec l'Etat hébreu, notamment sur la question de l'esplanade des Mosquées au coeur des tensions à Jérusalem.

Lors de célébrations dans le camp de réfugiés de Jabaliya dans la bande de Gaza, le porte-parole des brigades Al-Qassam, la branche armée du mouvement islamiste a salué "la promotion de 2.500 recrues représentant le premier contingent de l'armée populaire pour la libération de la mosquée Al-Aqsa et de la Palestine".

De son côté, Mohammed Abou Askar, un dirigeant du Hamas a affirmé que son mouvement "prépare et équipe l'armée pour que notre peuple soit prêt à tout affrontement avec l'occupant" israélien. "Les inscriptions sont ouvertes aux jeunes comme aux plus âgés, à partir de 20 ans, pour rejoindre au cours des jours à venir l'armée populaire", a-t-il ajouté. AFP 07.11

1.5- Jérusalem "doit être la capitale de deux États" - Le Point

À Gaza, Federica Mogherini a plaidé pour un État palestinien indépendant, une "position partagée par toute l'Union européenne".

La chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a plaidé samedi pour un État palestinien indépendant, avec "Jérusalem comme capitale de deux États" lors de sa première visite à Gaza. "Il faut un État palestinien, c'est l'objectif, et cette position est partagée par toute l'Union européenne", a-t-elle affirmé lors d'une conférence de presse à Gaza, où "le monde ne supportera pas une quatrième guerre", après trois offensives israéliennes meurtrières ces six dernières années.

La visite de Federica Mogherini intervient alors que Palestiniens et policiers israéliens s'affrontent chaque nuit dans les rues de Jérusalem-Est, occupée et annexée par Israël. Parallèlement, à Gaza même, une série d'attentats perpétrés vendredi contre les biens de responsables du Fatah a mis à mal la difficile réconciliation en cours avec les islamistes du Hamas, indispensable à

la reconstruction du territoire palestinien dévasté par la guerre.

Lors de sa visite, Mme Mogherini a par ailleurs critiqué un facteur majeur des tensions: la poursuite par Israël de la colonisation dans les territoires occupés et à Jérusalem-Est.

"*Les nouvelles colonies sont un obstacle à nos yeux*" dans la recherche de la paix, a-t-elle dit.

"*Jérusalem, c'est notre capitale. Ce n'est donc pas une colonie*", lui a répondu M. Netanyahu.

Les secteurs juifs de Jérusalem-Est "resteront partie intégrante de Jérusalem dans tout accord de paix", a déclaré le Premier ministre. "*Je rejette donc l'allégation imaginaire qui veut que la cause du conflit en cours soit telle ou telle colonie*".

Les Palestiniens, qui ont depuis 2012 le statut d'État observateur à l'ONU, entendent soumettre courant novembre un projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations unies pour obtenir la fin de l'occupation de leurs territoires par Israël sous deux ans et ouvrir la voie à un État indépendant dans les frontières de 1967. Mais ce projet pourrait être tué dans l'oeuf par un veto américain. LePoint.fr et AFP 07 et 08.11

2- Irak

- Daesh fait exploser son plus grand dépôt d'armements à Mossoul - french.irib.ir

Selon une source sécuritaire, dans la province de Ninive, en Irak, le groupe terroriste Daesh a détruit son plus grand dépôt d'armements en raison de la progression de l'armée, dans le Nord de la province de Salaheddine, vers Mossoul.

"*Le groupe terroriste Daesh a fait exploser le bâtiment de la Faculté d'agriculture, située dans la ville de Hammam Al-Alil, au sud de Mossoul. Cette faculté servait de plus grand dépôt d'armements des terroristes, dans cette région*", a-t-on appris de la même source. Par ailleurs, Moqtada Sadr, leader du Courant Sadr, a appelé plus de 2.000 forces des brigades de la paix, liées au Courant Sadr, à combattre, aux côtés des tribus sunnites, pour libérer la région de Hit, appartenant à la province d'Al-Anbar.

Dans la foulée, le président du Conseil de la province d'Al-Anbar a fait part de la disponibilité de 3.000 combattants des tribus de cette province, pour lutter contre les terroristes de Daesh. Sur le terrain, les terroristes de Daesh ont massacré 17 habitants de la localité de Kabisseh, dans l'Ouest d'Al-Anbar. L'Imam de la prière et un prédicateur de la mosquée figurent parmi les victimes. french.irib.ir 07.11

3- Syrie

- Idleb: a qui profite une alliance Daech/Al Nosra ? - french.irib.ir

Pourquoi AL Nosra tente-t-il d'éliminer la milice "*Front révolutionnaires syriens*" (FRS)? L'un des principaux objectifs de récents combats qui opposent les nosratistes au FRS à rif d'Idleb consiste à annexer les régions contrôlées par Al Nosra à celles qu'occupe Daech: il s'agit ni plus ni moins d'un grand plan visant à former la "*grande alliance Daech- Al Nosra*". Al Nosra s'est emparé du principal bastion du FRS dans la banlieue nord d'Idleb sur fond d'un silence total sur le sort du chef du FRS, le dénommé Jamal Maarouf. Maarouf est donné pour l'un des agents de la CIA en Syrie, et il vient d'être évacué en Turquie pour éviter la vengeance du front Al Nosra qui en demande le jugement et la punition pour cause de meurtre des chefs de la milice "*Front des libérés de Chaam*". D'autres sources affirment que Maarouf serait un agent saoudien qui a cherché à caser sa milice au nombre des "*rebelles modérés*" que les Etats Unis veulent prendre sous leurs ailes. Et c'est en ce sens que Maaouf a demandé à Ankara soutien militaire et couverture pour pouvoir se venger d'Al Nosra et reprendre les terrains perdus. Ces sources ne disent au contraire rien de la nature de la réponse que la Turquie a réservée à Maarouf.

Ces mêmes sources soulignent qu'il existe quatre principaux groupes réunis au sein de FRS: de nombreux membres de ces groupes négocient en ce moment avec AL Nosra leur ralliement à sa cause et pour créer des comités communs à rif d'Idleb. Sous peine de voir Al Nosra les attaquer. Quoi qu'il en soit, les informations en provenance d'Idleb confirment une chose : Al Nosra a l'intention de proclamer un Emirats islamique " dans le nord d'Idleb, ce qui pourrait constituer un prélude à l'annonce d'une alliance entre al Nosra et Daech. Cette hypothèse fait miroiter le rive d'une annexion des régions contrôlées par Al Nosra à celles que contrôle Daech. La conséquence ? les régions pétrolières de l'est de la Syrie vont avoir de la sortie l'accès aux côtes du nord ouest de la Syrie. Cela permettra le trafic du pétrole syrien par voie maritime et de façon directe à l'étranger via les ports turcs et évitera aux terroristes les contretemps d'un trafic terrestre du pétrole à travers les frontières syriennes turques. C'est sans doute cet objectif énergétique très ambitieux qui explique la férocité avec laquelle Al Nosra élimine en ce moment ses rivaux parmi lesquels figure l'ASL. L'ASL est ce moment très malmenée à rif d'Idleb et à rif d'Alep. C'est avec cette cruauté que le village de Monagh, occupé par l'ASL a été réoccupé par Al Nosra. L'un des commandants de l'ASL, un certain Abou Adi Monagh a d'ailleurs reconnu avoir dénoncé à ce village par crainte des vengences contre la population . Pour lui, Al Nosra est le nouveau Daech.

Les analystes militaires estiment que les événements qui se précipitent à rif nord d'Idleb et à rif nord d'Alep nuisent directement à Riyad car les querelles permettraient l'émergence d'une alliance Al Nosra/Daech . Al Nosra ayant été jusqu'ici classifié parmi les " *rebelles modérés*", cette alliance le tirera de cette liste. Al Nosra se radicalisera en balayant le nord de la Syrie des " *rebelles* " qui portent, à la faveur des médias altantistes l'étiquette de "modérés". La conséquence? Les choses se compliqueront pour les Etats Unis qui veulent armer et finacer et former " *les rebelles modérés*" contre Assad. Mais cette perspective ne plaira pas non plus à Riyad : une alliance Al Nosra/daech qui serait de plus à vocation " *petrolière*" est propre à profiter à la Turquie et au Qatar... french.irib.ir 07.11

4- Ukraine

- Une guerre imminente en Ukraine ? - french.irib.ir

Les combats ne diminuent guère d'intensité. Les indépendantistes de l'Est ont de nouveau accusé l'armée ukrainienne d'avoir violé la trêve et l'accord de Minsk. Quinze civils ont été blessés par d'éclats d'obus lors de combats jeudi à Donetsk, dans deux districts, proches de l'aéroport de Donetsk, l'un des principaux points chauds que les troupes ukrainiennes et les indépendantistes se disputent depuis plusieurs mois.

La situation sur le terrain s'est aggravée après les élections des indépendantistes tenues dimanche 2 novembre dans l'Est. Le vice-Premier ministre de la République populaire de Donetsk, Andreï Pourguine, a affirmé qu'une " *guerre généralisée*" a été lancée par les troupes régulières dans l'est du pays, ce qui a été démenti jeudi par l'armée ukrainienne, qui dit respecter strictement le mémorandum de Minsk sur le cessez-le-feu, selon les termes exacts de Vladislav Selezniou, porte-parole de l'armée.

Le mémorandum d'application du " *protocole de Minsk*", qui sert de base au cessez-le-feu entré en vigueur le 5 septembre, prévoit notamment que chaque camp déplace ses pièces d'artillerie à 15 km des " *lignes de contact*" et proscriit toute offensive. Des représentants des régions indépendantistes ont publié dans la journée de jeudi un communiqué commun, appelant à une redéfinition du protocole de Minsk. A noter en passant que les autorités ukrainiennes annoncent une série de mesures visant à renforcer la défense et à isoler les territoires aux mains des indépendantistes de l'est du pays. Désormais, il faudra présenter un passeport pour entrer dans la zone rebelle ou pour la quitter, selon la nouvelle décision. Kiev a également interdit l'accès du reste du pays aux étrangers entrés dans l'Est par la partie de la frontière ukraïno-russe sous contrôle des indépendantistes. Le gouvernement ukrainien a également pris des sanctions financières contre les pro-russes.

De leur côté, les indépendantistes désignent ouvertement le port de Marioupol, au bord de la mer d'Azov, toujours détenu par les Ukrainiens, comme leur prochain objectif. Et il ne sera pas facile de les arrêter. Tout laisse donc penser qu'en Ukraine, une nouvelle étape de la guerre est en préparation. french.irib.ir 07.11

SOCIAL

Italie

- Italie: des milliers de fonctionnaires dans les rues de Rome contre Renzi - AFP

Des milliers de fonctionnaires italiens ont manifesté samedi 8 novembre à Rome à l'appel de leurs principaux syndicats, pour dénoncer le gel de leurs salaires depuis six ans et les réformes promises par le chef du gouvernement Matteo Renzi.

Les organisateurs, qui avaient promis 50 000 manifestants, ont assuré qu'il y en avait près du double à l'arrivée du cortège sur l'emblématique Piazza del Popolo. LeMonde.fr 08.11

[Haut de page ↗](#)

Le 10 novembre 2014

CAUSERIE

L'actualité politique en France m'a forcé à actualiser le site aujourd'hui

Les articles d'octobre ont été archivés dans la page *International*, dorénavant y figurent aussi les articles sur l'économie, je n'ai plus le temps d'archiver les articles rubrique par rubrique, cela prend environ 3 ou 4 heures.

A propos du site.

Le 2 novembre il s'est passé quelque chose d'anormal.

Il y a eu 5159 connexions au cours de cette seule journée, alors que la moyenne des derniers jours tourne autour de 450 connexions. En consultant la synthèse géographique j'ai découvert qu'il y avait eu 774 connexions rien qu'à Washington. Il se peut qu'un article que j'ai mis en ligne ait comporté un mot clé et qu'il se soit retrouvé en première page d'un ou plusieurs moteurs de recherche (Google, etc.). Mystère !

En fait le logiciel qui sert à comptabiliser le nombre de connexions par jour n'est pas fiable ou est mal foutu. Par exemple, lorsque la même personne ouvre plusieurs pages ou fichiers différents, il comptabilise une visite, donc cela fausse tous les calculs. En réalité, il ne doit pas y avoir plus de 80 à 110 connexions par jour, environ 3.000 par mois, et comme ce sont souvent les mêmes personnes qui se connectent sur le site, le nombre de visiteurs différents ne doit pas dépasser quelques centaines tout au plus. J'en ai eu la confirmation à l'aide d'un autre outil statistique que je n'utilise pas parce qu'il ne mémorise pas le nombre de visites au delà de la journée en cours, le compteur se remet à zéro chaque jour. Il faut dire que personne ne m'a aidé à faire connaître notre portail, donc je bosse comme un dingue pour très peu de travailleurs ou militants.

Quand l'AFP se fait le porte-voix du "monde" ou de la "communauté internationale"

Russie et Chine entendent "récolter les fruits" de leur rapprochement - AFP

Les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine se sont engagés dimanche à Pékin à renforcer leur collaboration, quelle que soit l'évolution d'un monde souvent inquiet de leur gestion autoritaire du pouvoir. AFP 09.11

Il nous avait semblé que depuis le 11 septembre 2001 le monde était en proie à une "gestion autoritaire", guerrière même du fait de l'impérialisme américain, les Américains ne supportant pas qu'un Etat refuse de se soumettre ou lui résiste et ils lui déclarent la guerre, le détruisent, et non de la Chine ou de la Russie.

L'AFP se comporte comme une officine colportant la propagande américaine.

Hollande arme les barbares, nouvelle ou énième confirmation.

- 80% des équipements français envoyés en Syrie sont à la disposition d'Al-Nosra - french.irib.ir

Une source diplomatique européenne, qui a souhaité garder l'anonymat, a révélé à la chaîne Al-Mayadeen, que 80% des équipements français envoyés aux opposants armés ont été mis à la disposition du Front Al-Nosra.

Le président français avait confirmé, en août dernier, l'envoi, par Paris, durant les quelques mois précédents, d'armes, à destination des opposants armés syriens, pour combattre l'Ordre syrien. François Hollande avait prétendu qu'il n'est pas possible de laisser sans armes les opposants qui veulent établir la démocratie. Hollande avait insisté sur la poursuite du soutien de Paris aux opposants, prétendant que ces derniers sont les seuls qui puissent contribuer à la formation d'un Etat démocratique, en Syrie. french.irib.ir 09.11

On ferait bien un front unique avec le PS mais on manque d'armement politique pour le justifier, étonnant, non ?

Qui a ourdi cette conspiration ? Le compte à rebours de la dissolution est-il lancé ?

Avertissement. La lecture de cet article est fortement déconseillé aux lecteurs au mental fragile ou en convalescence, ils sont en proie à une crise d'hystérie aiguë et on baigne en plein délire. Ici, je veux dire en France, on n'y est pas trop habitué comparativement aux Américains qui en sont devenus fous, il faudra vous y habituer et ne pas croire que les institutions ou le régime vont s'effondrer pour autant, laisser cela aux populistes ou aux révisionnistes qui n'ont rien de mieux à dire et à faire.

Les journalistes ont enregistré les propos de Jouyet avec son accord sachant qu'ils pourraient les utiliser ou les publier un jour ou l'autre, sinon à quoi bon. Et on ne peut pas imaginer que Jouyet se soit livré à ce genre de confidences sans en mesurer les éventuelles conséquences politiques ou l'exploitation politique qui en serait faite. Mais peut-être a-t-il commis l'erreur de ne pas imaginer que cela pourrait se retourner contre lui une fois devenu secrétaire général de l'Elysée, et donc contre Hollande.

Jouyet en niant puis en se rétractant à signer sa forfaiture et son arrêt de mort, à moins que ce ne soit celui de Hollande, la goutte qui fera déborder le vase.

Croyait-il pouvoir ainsi descendre Fillon, au profit de qui sinon Sarkozy principalement et Juppé accessoirement.

Autre aspect de cette affaire. Ces journalistes du Monde n'ont pas pu prendre le risque de rendre public l'entretien qu'ils avaient eu avec Jouyet sans que leur direction en soit informée, sans son aval, c'est impensable, direction qui incarne les intérêts de la classe dominante. A mon avis c'est dans cette direction qu'il faut s'orienter pour comprendre cette affaire et déterminer qui en sont réellement les commanditaires et à qui elle profite, à qui elle doit faire du tort ou qui elle doit affaiblir, quel résultat ils en escomptent, quel est leur objectif politique.

Le Monde ou la voix officielle de la Ve République n'a pas intérêt à déstabiliser ou fragiliser davantage les institutions. Par contre il a intérêt à ce que l'exécutif se donne les moyens d'appliquer les réformes structurelles que lui réclament l'UE, le FMI, la Banque mondiale, etc. bref l'oligarchie financière. Or dans l'état actuel des choses la situation ne s'y prête guère et tend plutôt vers la paralysie du pouvoir en place.

Ce coup tordu pourrait avoir été conçu pour y remédier. Comment ? En semant un peu plus la pagaille au sein de l'UMP, tandis que ses dirigeants se déchirent ou s'insultent publiquement et donnent ainsi une image détestable de leur parti, ce qui aurait pour avantage et conséquence d'agir comme un repoussoir afin d'écartier tout rapprochement avec le MoDem et même l'UDI, alors que Valls et Bayrou viennent de se rencontrer, les instituts de sondages multipliant les enquêtes d'opinion qui s'avèrent favorables à un gouvernement d'union nationale ou ouvert à des partis figurants actuellement dans l'opposition parlementaire, ce qui présenterait comme avantage pour Hollande d'ignorer les courants du PS qui lui reproche sa droitisation et de disposer d'une majorité plus fiable et plus confortable à l'Assemblée nationale, et encore il devrait compter sur des voix venant de l'UMP. Ce scénario est donc bancal.

Cette opération a pu être montée pour forcer la main à Hollande et précipiter la dissolution de l'Assemblée nationale après avoir perdu la majorité au Sénat, finalement la situation la plus confortable pour lui serait encore la cohabitation avec l'UMP. Il laisserait gouverner l'UMP, et comme ils sont sur la même ligne concernant les questions internationales, Hollande continuerait de s'en charger comme par le passé lorsqu'il avait obtenu le soutien de l'UMP et de l'UDI. Pour la classe dominante c'est le scénario idéal.

La dissolution de l'Assemblée nationale en ce moment présenterait l'avantage de se produire au moment même où l'UMP n'a toujours pas réussi à se remettre de sa défaite de 2012, ce qui permettrait au PS de limiter la casse lors d'élections anticipées, entre nous ce n'est pas la préoccupation principale de Hollande qu'il doit rendre des comptes à ses maîtres. On peut prévoir au contraire un taux d'absentéisme record et une écrasante défaite du PS, sans que le FN ne réalise un score mirobolant. Quant à la pseudo-gauche embourbée dans ses contradictions, elle ne ferait pas mieux que la dernière fois.

Hollande pourrait ainsi attendre tranquillement la fin de son mandat en s'appuyant sur une solide majorité, qui ne risquerait pas de lui faire faux bond. Que cette majorité soit étiquetée UMP ou PS ne posant pas de problème puisqu'ils ont le même programme ou sont animés par les mêmes intentions. Hollande par sa seule présence servirait en quelque sorte à légitimer les mesures ultra réactionnaires que prendrait le gouvernement et que Valls et la majorité du PS partagent déjà, PS qui pour couvrir sa collusion avec l'UMP se lancerait dans des critiques stériles du gouvernement avec le soutien des parasites de la pseudo-gauche ou pratiquant le double langage habituel et le tour serait joué.

A partir de là différentes combinaisons seraient possibles, par exemple la participation de dirigeants du PS au gouvernement UMP-UDI et peut-être MoDem.

Autre explication qui serait la plus pitoyable. Jouyet aurait été simplement maladroit et il serait coutumier du fait. Dans ce cas-là ce sont des bouffons qui sont à la tête de l'Etat. On se disait bien qu'ils étaient dangereux et qu'à vouloir être plus royalistes qu'Obama on avait à faire à une bande de cinglés. Il n'y a pas si longtemps nous disions que les travailleurs n'avaient pas à être complexés et qu'ils pouvaient très bien diriger le pays, voilà qui devrait les conforter dans leurs capacités à assumer le pouvoir, les encourager à le revendiquer.

Quelques articles relatant leur démente.

Fillon accuse Jouyet de mentir. Jouyet nie dans un premier, puis se repent, ensuite il dément, et pour finir il dément son démenti, ils sont en pleine crise de démente, non ?

1- Jouyet change de version, Fillon l'accuse de "*mensonge*" - AFP

François Fillon a accusé Jean-Pierre Jouyet de "*mensonge*" et démenti dimanche soir la nouvelle version proposée par le secrétaire général de l'Elysée selon laquelle l'ancien Premier ministre aurait bel et bien évoqué devant lui l'affaire Bygmalion lors d'un déjeuner.

La guerre Fillon-Sarkozy a ainsi rejailli de manière inattendue sur l'Elysée et François Hollande, qui a nommé il y a quelques mois

son ami et ancien ministre de la précédente majorité au poste stratégique de secrétaire général de l'Élysée.

"*Je rendrai coup pour coup*", a déclaré l'ancien Premier ministre, le visage fermé, menaçant M. Jouyet, qui a fait partie de son gouvernement en 2007 et 2008, de suites judiciaires. Il a aussi demandé aux journalistes du Monde, qui ont dévoilé l'affaire, de produire l'enregistrement de leur entrevue avec M. Jouyet.

Quelques heures auparavant, Jean-Pierre Jouyet était revenu sur des déclarations faites jeudi à l'AFP selon lesquelles sa rencontre avec François Fillon, lors de ce déjeuner, n'avait pas porté sur une intervention de l'ancien Premier ministre pour accélérer les procédures judiciaires visant M. Sarkozy.

Dans une déclaration lue à l'AFP, M. Jouyet a finalement reconnu que "*François Fillon (lui) a fait part de sa grave préoccupation concernant l'affaire Bygmalion*".

Selon M. Jouyet, François Fillon "*a également soulevé la question de la régularité du paiement des pénalités payées par l'UMP pour le dépassement des dépenses autorisées dans le cadre de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy*".

M. Fillon aurait ainsi dénoncé auprès de M. Jouyet le remboursement par l'UMP des pénalités liées au dépassement du plafond des dépenses de campagne de M. Sarkozy en 2012.

Le ministère de l'Économie avait donné en novembre 2013 son aval au paiement par l'UMP, à la place de M. Sarkozy, de pénalités pour dépassement de ses comptes de campagne.

Dimanche soir, le parquet de Paris a fait savoir qu'il avait lancé une enquête sur le paiement par l'UMP de ces pénalités "*au vu des seuls éléments*" transmis "*par les commissaires aux comptes de l'UMP*", et non après une quelconque intervention de l'exécutif.

"*M. Jouyet a redit ce soir dans une sorte de nouvelle version étonnante que jamais je ne lui avais demandé d'agir sur la justice (...). A aucun moment je ne lui ai demandé cela. Nous n'avons pas parlé des pénalités. Si M. Jouyet dit cela, c'est un mensonge*", a lancé M. Fillon, grave.

"*M'accuser de cette infamie, de la part de journalistes du Monde, je pouvais penser qu'il s'agissait d'une manipulation. Si cette accusation est vraiment celle du secrétaire général de l'Élysée, un personnage important, elle est paraît-il enregistrée, donc il faut que ces enregistrements soient livrés au public*", a demandé l'ancien Premier ministre.

Devant ce changement de version, Bruno Le Maire, candidat à la présidence de l'UMP, a estimé que M. Jouyet n'avait "*pas d'autre choix que de remettre sa démission*".

En démentant jeudi auprès de l'AFP les informations de journalistes du Monde selon lesquelles M. Fillon lui aurait demandé d'intervenir pour accélérer les procédures judiciaires visant M. Sarkozy, le secrétaire général de l'Élysée s'était tiré une balle dans le pied.

Gérard Davet et Fabrice Lhomme, auteurs de "*Sarkozy s'est tué*" (éd. Stock), avaient en effet enregistré avec son assentiment la conversation qu'ils ont eue avec ce proche collaborateur de François Hollande.

M. Fillon va porter plainte en diffamation contre les journalistes du Monde et le quotidien. AFP 09.11

2- Affaire Jouyet - Fillon : tous les ingrédients d'une affaire d'État - Francetv info

Selon Nathalie Saint-Cricq, on est bien en face d'une affaire d'État tant les acteurs impliqués sont importants : "*Un ancien Premier ministre, candidat à la présidentielle, François Fillon, qui accuse son ancien ministre de mentir et de comploter contre lui. Ce même Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de l'Élysée, qui devrait être le prototype du grand commis de l'État et qui balance à deux journalistes de très graves accusations sur François Fillon*". Des accusations que Jean-Pierre Jouyet dément puis confirme lorsque les deux journalistes du Monde affirment détenir un enregistrement de l'entretien. "*On voit mal comment on pourrait s'arrêter là*", affirme la journaliste.

François Fillon est le grand perdant de cette affaire. "*Il sera toujours soupçonné, même si c'est faux, d'avoir par haine pour Nicolas Sarkozy tenu de tels propos et ça à l'UMP, cela passera très mal*". Jean-Pierre Jouyet aurait par ailleurs mieux fait de ne pas mentir, car il risque de cette façon d'éclabousser François Hollande. Nicolas Sarkozy sort grand gagnant de cette histoire. Lui, "*qui a fait de la victimisation et de la théorie du complot un argument de campagne*". Marine Le Pen a pu s'en prendre à l'UMPS. Quant à Alain Juppé, il a réussi à toujours rester au-dessus de la mêlée. Francetv info 09.11

Ou en dessous !

3- Affaire Jouyet/Fillon: les journalistes réservent leur enregistrement à la justice - AFP

Les deux journalistes du Monde Gérard Davet et Fabrice Lhomme "réservent à la justice" l'enregistrement de Jean-Pierre Jouyet où il affirmerait que François Fillon lui avait demandé d'intervenir pour accélérer les procédures contre Nicolas Sarkozy.

Les deux journalistes, co-auteurs du livre "Sarko s'est tué", ont rencontré le 20 septembre le secrétaire général de l'Élysée qui leur aurait affirmé que l'ex-Premier ministre lui avait demandé le 24 juin d'intervenir pour accélérer les procédures contre Nicolas Sarkozy. MM. Fillon et Jouyet ont démenti mais les deux journalistes disent avoir enregistré, avec son assentiment, M. Jouyet.

"On a l'enregistrement, il est béton. Cet enregistrement, nous le produirons en justice si la justice le réclame", a indiqué à l'AFP Gérard Davet. "Notre position est très simple: nous ne répondons à aucune injonction politique, on ne veut pas le livrer à une quelconque interprétation politicienne".

"Pour l'instant, c'est notre volonté, et ça peut évoluer en fonction des demandes des uns des des autres, des avocats, mais on ne veut surtout pas alimenter une quelconque interprétation politicienne et ce serait le cas si on répondait aux injonctions de Chartier, de Guaino et autres", a-t-il assuré. AFP 09.11

Dernières nouvelles (sur les coups de 11h ou midi en France).

4- Affaire Fillon : l'aveu incomplet de Jean-Pierre Jouyet - Francetv info En direct de l'Élysée à Paris, Hélène Hug revient sur ce qu'elle a entendu sur ces enregistrements. "Pour ceux qui comme moi ont eu l'occasion de rencontrer Jean-Pierre Jouyet, je vous le confirme, c'est bien lui qui parle sur cette bande et j'ajoute qu'il n'a pas été pris en traître. Il était enregistré et il le savait" explique la journaliste de France 2.

"Le communiqué de Jean-Pierre Jouyet ce soir est une forme d'aveu. Mais il est incomplet. Jean-Pierre Jouyet reconnaît avoir déjeuné François Fillon. Il admet également avoir parlé avec lui de l'affaire Bygmalion, mais il ne répond pas à la seule question qui fait encore ce soir polémique : 'François Fillon lui a-t-il oui ou non demandé d'intervenir pour accélérer les poursuites judiciaires contre Nicolas Sarkozy ?'" constate Hélène Hug.

"Je peux vous dire que, dans l'enregistrement que j'ai écouté auprès des journalistes du Monde, Jean-Pierre Jouyet évoque en terme très clair une demande d'intervention de François Fillon pour empêcher Nicolas Sarkozy de revenir sur la scène politique" conclut la journaliste de France 2. Francetv info 10.11

En famille chez les aristocrates de l'ENA ou le panier de crabes de la Ve République.

5- Qui est Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire général de l'Élysée ? - Francetv info

Il a été ministre, mais reste relativement peu connu du grand public. Jean-Pierre Jouyet est haut-fonctionnaire avant d'être politique, jamais élu, toujours nommé. Secrétaire général de l'Élysée, il est le bras droit de François Hollande. L'homme a dirigé l'autorité des marchés financiers, la Caisse des Dépôts et la banque publique d'investissement. Il a rencontré François Hollande à l'ENA, où ils font partie de la même promotion. Ils reçoivent aussi la même formation militaire et partagent la même chambre.

C'est peu dire que les deux hommes se connaissent bien : ce sont des amis intimes. "C'est la seule personne en 35 ans avec qui je ne me suis jamais ennuyé un seul instant", déclare-t-il à propos de François Hollande en 2012. En 2007, il est nommé secrétaire d'État aux affaires européennes du gouvernement Fillon. Il accepte. "Je n'étais pas d'accord, j'ai suspendu alors mes relations avec Jean-Pierre, mais pas mon amitié", avait déclaré François Hollande en 2010. Francetv info 09.11

En titres.

- Affaire Jouyet - Fillon : tous les ingrédients d'une affaire d'État - Francetv info

- Affaire Jouyet/Fillon: les journalistes réservent leur enregistrement à la justice - AFP

- François Fillon: «J'accuse Jean-Pierre Jouyet de mensonge et je vais rendre coup pour coup» - 20minutes.fr

- Affaire Jouyet/Fillon: Fillon dénonce une "forme de déstabilisation et de complot" - AFP

- L'affaire Jouyet-Sarkozy-Fillon provoque des remous à l'UMP - LeParisien.fr

- La droite se divise sur le rôle de Fillon contre Sarkozy - LeMonde.fr

- Affaire Fillon : le revirement de Jean-Pierre Jouyet - Francetv info

Jean-Pierre Jouyet a déclaré dans l'après-midi du dimanche 9 novembre que Fillon lui avait bien parlé des procédures judiciaires contre Nicolas Sarkozy. Francetv info 09.11

- Bercy avait donné son aval au paiement par l'UMP de pénalités dues par Sarkozy - Francetv info

- Pénalités Sarkozy: enquête déclenchée par le seul signalement des commissaires aux comptes de l'UMP - 20minutes.fr

- Le Maire: Jouyet "n'a pas d'autre choix que de remettre sa démission" - AFP

- «Alain Juppé est le grand gagnant de l'affaire Fillon-Jouyet» - LeFigaro.fr

- Le porte-parole de Sarkozy voit la main de Hollande derrière l'affaire Jouyet-Fillon - Francetv

- Affaire Jouyet-Fillon : Bartolone évoque "une maladresse" de Jouyet - Francetv info

- Stéphane Le Foll : «C'est une affaire de la droite» - LeParisien.fr

- Jouyet: "hystérisation de la violence interne à la droite" pour Le Roux - AFP

En complément. Ils en rajoutent une couche.

- Pour Laurent, Valls «ne sera jamais le Premier ministre de la gauche» - Liberation.fr

Mélenchon s'y voyait bien !

- Etats généraux du PS : Rocard corrige Valls - LeParisien.fr

ACTUALITE EN TITRES

[Extrême droite. A vos ordres mon général.](#)

- A Colombey, Florian Philippot rend hommage au général de Gaulle, "référence absolue" - AFP

C'était la moindre des choses en mémoire sans doute à la fine équipe de pékinistes que comportera l'équipe de de Gaulle après la guerre, sans parler de tous ceux qu'il réhabilitera et recyclera... Les Américains ont bien fait la même chose avec les nazis allemands. A Kiev se sont leurs modèles. Qui ? Mais les deux pardi !

Et quand le PS et EELV vont se prosterner devant le gouvernement de Kiev, ils se prosternent devant eux aussi. Ben évidemment grand bêta ! Cela vous surprend ? Alors vous n'êtes pas au bout de vos surprises, vous n'imaginez pas à quel point ils peuvent être pourris et les pires imposteurs qui soient. D'après vous, pourquoi ne peut-on pas les encadrer, leur ressembler ? Ces gens-là n'ont pas plus de dignité que l'extrême droite, qu'est-ce que vous croyez ? Il est vrai que sur ce plan-là nous sommes particulièrement rigide ou intolérant et nous le revendiquons, nous en sommes fier !

Naviguer en eaux troubles ne peut que mal se terminer, elles peuvent engloutir des troupeaux entiers. Etre minoritaire ou marginalisé n'est pas un choix, cela présente des inconvénients mais aussi l'avantage qu'en cas de naufrage on trouvera toujours une place sur une embarcation pour ne pas sombrer. La dignité est en dernier ressort une affaire personnelle.

[Intox](#)

- Les Etats-Unis redoublent d'efforts contre l'EI - Francetv info

Pour éteindre l'Etat islamique, les Américains sont prêts à s'engager davantage. Mais le combat s'annonce encore long. Francetv

info 09.11

Obama vient d'annoncer qu'il n'enverrait pas de troupes au sol pour combattre EI. Il faut reconnaître comme dirait Bush, que les barbares font du bon boulot, mieux que les GI's...

[Il ne faudrait pas que cela les empêche de dormir.](#)

- Wall Street s'interroge sur la bonne moisson de résultats - Reuters
- Banques: des milliards de provisions pour litiges gâchent les résultats - AFP
- Croissance médiocre en vue pour la zone euro au 3e trimestre - Reuters

[La CIA ou le Mossad à l'oeuvre ?](#)

- Des ingénieurs nucléaires assassinés près de Damas - LeMonde.fr

Le bus transportant les victimes, quatre Syriens et un Iranien, a été pris en embuscade. L'identité des tireurs reste inconnue. LeMonde.fr 09.11

[Des deux côtés au Brésil.](#)

- Banques: HSBC Brésil a supprimé 1.000 emplois en une semaine - AFP
- Une grève au Brésil bloque les livraisons d'Embraer - Reuters

L'avionneur brésilien Embraer est confronté depuis mercredi à une grève illimitée qui, a-t-il déploré ce week-end, bloque ses livraisons d'appareils et d'autres "opérations critiques."

Les grévistes bloquent les accès de la principale usine du groupe à São José dos Campos, à l'est de São Paulo, à l'appui de leur revendication d'une revalorisation salariale de 10%.

Dans un communiqué publié samedi, Embraer annonce avoir proposé une augmentation de 7,4%, en ajoutant qu'il s'agit de sa dernière offre.

Le principal syndicat avait plus tôt dans la semaine rejeté cette proposition en la jugeant insuffisante, dans un pays où le taux d'inflation avoisine les 6,5% par an. Reuters 08.11

[INFOS EN BREF](#)

[ECONOMIE](#)

Apec.

- Russie et Chine entendent "*récolter les fruits*" de leur rapprochement - AFP

Les présidents chinois Xi Jinping et russe Vladimir Poutine se sont engagés dimanche à Pékin à renforcer leur collaboration, quelle que soit l'évolution d'un monde souvent inquiet de leur gestion autoritaire du pouvoir.

Cette dixième rencontre en moins de deux ans entre les deux dirigeants, s'est déroulée à la veille de l'ouverture du sommet de l'Asie-Pacifique (Apec), auquel sera également présent le président américain Barack Obama.

Le président Xi, qui a signé des accords, notamment dans le domaine énergétique, avec son homologue russe, s'est félicité de l'excellente croissance de "*l'arbre des relations sino-russes*".

"Maintenant que nous sommes en automne, l'heure est venue de récolter les fruits. Quels que soient les changements dans

l'arène mondiale, nous devons poursuivre sur la voie que nous avons choisie, pour prolonger et renforcer notre coopération mutuelle fructueuse", a dit le numéro un chinois.

"La coopération entre la Chine et la Russie est très importante pour maintenir le monde dans le cadre des lois internationales, pour qu'il soit plus stable et moins imprévisible", a de son côté déclaré Vladimir Poutine.

Chine et Russie se sont rapprochées ces dernières années, à mesure que se creusait le fossé entre Moscou et les nations occidentales et que Pékin inquiétait ses voisins en affirmant ses ambitions et sa puissance.

Les deux dirigeants ont supervisé la signature de plusieurs accords, notamment dans le domaine énergétique entre les géants russe Rosneft et chinois CNPC.

L'un de ces accords, portant sur le gaz, doit permettre à CNPC de prendre une participation minoritaire de 10% dans le gisement géant de Vankor (Grand Nord russe).

CNPC, qui cherche à multiplier les sources d'énergie pour répondre aux besoins croissants de la Chine, coopère déjà avec Rosneft. AFP 09.11

(Entendu ce soir aux infos de Russia Today à 18h heure de Moscou.) Il faut ajouter que la Russie et la Chine ont convenu de régler leurs échanges dans leur monnaie respective au détriment du dollar qu'ils entendent marginaliser. On comprend pourquoi la campagne hystérique des Américains. S'agissant de la chute du rouble, la banque centrale russe a décidé de laisser flotter tranquillement le rouble sur les places financières internationales, apparemment la baisse du rouble les arrange au grand dam encore des Américains.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Ce matin un oiseau est venu se percher sur le rebord de la fenêtre, il a dû être attiré par la musique... Metallica.

Quelques réflexions très vite.

- Etre Palestinien, c'est être un martyr.

- Les médias ont pour ainsi dire boycotté le sommet de l'Apec sur ordre de Washington.

Il a fait l'objet d'un reportage de 10 minutes environ hier soir lors des infos de Russia Today. J'ai ainsi pu mesurer l'importance que les Chinois et les autres participants lui accordaient. Ambiance détendue, festive même, rien à voir avec les rencontres tendues avec les dirigeants des pays occidentaux, où ils arborent un sourire crispé ou hypocrite de façade, se réunissant loin du regard du bas peuple et soupant tels des monarques, Xi conversant à bâtons rompus avec Poutine comme de vieux amis... Les Chinois avaient fait les choses en grand de manière à montrer à leurs invités le respect qu'ils leur témoignaient, rien à voir non plus avec l'arrogance ou le mépris affiché par les dirigeants des puissances occidentales envers les chefs d'Etat des Brics notamment.

Les Chinois et les Russes ont tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec leurs voisins ou les pays de la région, alors que les Américains et leurs alliés occidentaux se posent en maîtres du monde voulant imposer leur hégémonie d'un autre siècle. Cela dit, quand il s'agit de s'en prendre à la classe ouvrière ils rivalisent en férocité ou cruauté, nous ne sommes pas dupe.

Gauchistes et provocateurs au service de l'ordre établi.

Nous ne ferons pas dans la surenchère ou la récupération gauchiste après l'assassinat de Rémi Fraisse par l'armée (gendarmerie). Nous ne soutenons pas non plus les manifestations ultra minoritaires (100 à 500 manifestants tout au plus) appelées par des organisations inconnues ou autoproclamées étiquetées d'extrême gauche et qui ne se reconnaissent pas dans le mouvement ouvrier, ni les provocations violentes à l'encontre de la police qui ont pour conséquence d'entraîner une réponse toujours plus violente de la part des forces de l'ordre établi et l'incompréhension ou la condamnation de causes justes par

la majorité de la population. C'est un facteur de division dont nous n'avons vraiment pas besoin.

La violence gratuite, aveugle ou incontrôlée, exercées à titre individuel contre l'Etat ne peut que nuire au mouvement ouvrier et en éloigner les travailleurs, desservir notre cause dans l'état actuel de la situation. Par contre nous sommes pour la violence de masse dès lors que les travailleurs se mobilisent en masse et n'ont pas d'autres moyens pour exiger que leurs droits soient respectés.

La violence exercée par le mouvement ouvrier et les travailleurs ne peut se concevoir que dans un cadre organisé dans le prolongement de leur prise de conscience politique de combattre pour une cause juste, en dehors de ces conditions ou si elles ne sont pas remplies, nous rejetons catégoriquement le recours à la violence. Nous devons l'utiliser pour abattre le régime en place et ses institutions face à leur résistance armée, mais manifestement l'heure n'a pas encore sonné.

Ceux qui se livrent aujourd'hui à des violences, particulièrement ceux qui les organisent ou les encouragent, manipulent travailleurs et jeunes qu'ils envoient à l'abattoir. Habituellement leurs chefs ne sont pas en premières lignes ou ne sont pas exposés à la répression, ce sont des jeunes insouciant des dangers qu'ils encourent qu'ils envoient à leur place se faire matraquer ou pire encore, ou étrangement ce ne sont pas eux qui se retrouvent par la suite derrière les barreaux.

Quant aux gauchistes qui au sein du mouvement ouvrier soutiennent ces actions violentes, ils fournissent un excellent prétexte au législateur pour renforcer l'arsenal législatif et répressif déjà bien étayé contre le mouvement ouvrier, ils jouent le jeu de notre ennemi.

Tous ont en commun de partager une interprétation erronée des rapports entre les classes et de vouloir se substituer aux masses qui manifestement ne se mobilisent pas à leur côté, pour des causes qui par ailleurs sont parfaitement justes, ce qui va de pair avec leur incapacité à proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme et de les organiser dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et ses institutions.

Ils ont le même réflexe que le petit bourgeois impatient qui ne comprend pas pourquoi ses besoins ne sont pas satisfaits, et qui adopte une attitude aventurière sans davantage réfléchir. Ce n'est pas l'attitude de militants conscients qui combattent pour élever le niveau de conscience des masses, pour le socialisme. A leur manière ils légitiment l'emploi d'armes de guerre par les représentants de l'Etat contre des jeunes désarmés et souvent désoeuvrés politiquement. Les gauchistes en tous genres n'ont pas conscience de partager la responsabilité des drames inutiles qui peuvent survenir qu'ils imputent au gouvernement qui leur renvoie la balle, comme quoi nous sommes bien en présence d'action qui ne peuvent pas servir notre cause, bien au contraire.

On comprend l'impatience de certains jeunes ou militants, nous leur disons que les solutions aux questions qu'ils se posent sont uniquement d'ordre politique, et que ce n'est pas en se livrant à des actes violents ou désespérés qu'ils y trouvent des réponses cohérentes ou satisfaisantes, sérieuses.

Nous ne leur faisons pas la morale, nous essayons de les protéger contre leurs impulsions incontrôlées qui ont une base politique tout à fait légitime. Nous partageons leurs aspirations, nous les appelons à utiliser leur formidable énergie à aider les travailleurs à progresser et à s'organiser, à se mettre au service du socialisme, qu'ils se disent bien que seul nous ne sommes rien, mais que tous ensemble nous pouvons changer la société et que c'est dans cette direction-là qu'ils doivent orienter leur combat politique, en direction des masses laborieuses et non contre la police.

On regrettera amèrement au passage qu'aucun parti ne reprenne à son compte ce discours, et qu'ils préfèrent laisser ces travailleurs ou jeunes livrés à eux-mêmes, on en est terriblement attristé, car ce garçon, Rémi Fraisse, il aurait pu être mon fils, le vôtre, il n'avait pas l'air bien méchant, il était au contraire animé de bonnes intentions, mais bien mal entouré ou encadré, hélas ! On a vraiment du mal à saisir où nos dirigeants veulent en venir, mais c'est une autre histoire.

[Saint-Denis. Ils ont importé Chicago.](#)

- Une manif lycéenne en hommage à Rémi Fraisse dégénère à Saint-Denis - AFP

C'est vers 10H00 que les choses ont basculé devant le lycée Paul-Eluard, qui était bloqué depuis le matin. Un groupe d'environ 150 casseurs, "*des petits groupes très mobiles*" selon la police, a quitté les abords du lycée et s'est mis en marche vers le centre.

En chemin, des voitures ont été caillassées et des vitrines de magasins brisées. "*Ils s'en sont pris à quelques automobilistes*" qu'ils ont aspergés de lacrymogène, a relaté une source policière.

"*Ils ont arrêté des voitures, cassé les vitres, ouvert les coffres*", raconte Ariane Touko, en terminale à Paul-Eluard. "*Cela partait d'une bonne cause, un blocus pour défendre la mémoire de Rémi Fraisse, et puis ça a dégénéré*", regrette-t-elle.

La lycéenne, qui "*condamne ces violences*", s'est dite "*très choquée*" par une scène: celle d'une femme enceinte qui est descendue de sa voiture et a été projetée à terre. Un témoignage qui n'a pas été confirmé par la police.

Devant le supermarché Carrefour, "ça a été violent", relate Roman Miah, un vendeur de fleurs ambulancier. "Ils étaient une quarantaine, ils ont voulu rentrer dans le magasin, mais les employés ont fermé le rideau métallique. Ils ont tapé dessus (...) La police est arrivée, ils sont partis en courant."

L'un des rideaux métalliques noirs du supermarché a été à moitié défoncé.

Gérant d'une boutique d'articles de sport prise pour cible, Hacem Sana décrit lui un phénomène de "meute". Il n'a pas assisté aux violences mais a été prévenu par ses employés, dont l'un s'est selon lui retrouvé à l'hôpital pour une blessure à la jambe.

Le "premier réflexe des employés a été de fermer le rideau", mais ils ont été "tabassés, roués de coups", raconte-t-il. "C'était des casseurs, point à la ligne. Ils n'ont aucune conscience politique", s'agace-t-il.

Un bus qui passait devant le lycée a eu une de ses vitres brisées, selon la RATP, qui a interrompu plus d'une heure le trafic du tramway. La station de métro qui dessert la Basilique de Saint-Denis a également été fermée.

Parallèlement à ces débordements, "des jeunes du quartier ont profité de la confusion pour multiplier les vols à l'arraché", selon une source policière. Pour ramener le calme, la police a mobilisé environ 200 fonctionnaires et un hélicoptère, qui a tournoyé au-dessus de la ville. AFP 10.11

Question : Comment peut-on encore vivre dans une ville pareille ?

[Palestine occupée. A Tel-Aviv ou à Ferguson : la même justice raciste.](#)

- Deux Palestiniens poignardent des Israéliens à Tel-Aviv et en Cisjordanie - AFP

Deux Palestiniens ont tué lundi à coups de couteau une jeune Israélienne et un soldat dans des attaques distinctes qui accentuent encore le cycle des violences dans les Territoires palestiniens et en Israël.

La poursuite par Israël de la colonisation est l'une des causes des vives tensions avec les Palestiniens.

Les tensions se sont récemment propagées aux villes arabes d'Israël après qu'un jeune qui s'opposait à l'arrestation d'un de ses proches eut été abattu samedi par la police. Son village de Kafr Kanna a de nouveau été secoué lundi par des affrontements entre Arabes israéliens et policiers. Des heurts ont également été rapportés dans d'autres localités arabes du nord mais aussi du sud.

Des images vidéo de la mort de Kheir Hamdane, 22 ans, mettent à mal la version des policiers selon lesquels il représentait un danger. Elles montrent qu'il a été abattu, semble-t-il sans sommation, de plusieurs balles tirées dans le dos. Les policiers le chargent ensuite sans ménagement dans leur véhicule.

Le ministre israélien de la Sécurité intérieure, Yitzhak Aharonovich, a de nouveau défendu les policiers. "J'accorde mon soutien total aux policiers qui ont agi pour se défendre et faire échec à une menace", a-t-il dit sur la radio militaire.

Les Arabes israéliens, de même que les Palestiniens, dénoncent eux une "exécution de sang-froid" et disent nourrir peu d'espoir dans l'enquête ouverte par le ministère israélien de la Justice. AFP 10.11

ACTUALITÉ DU JOUR

[Parole de menteur... contre parole de menteur.](#)

- Affaire Jouyet-Fillon : qui dit la vérité ? - Francetv info

Jouyet a bien cité Fillon lui demandant de « taper vite » contre Sarkozy.

Jean-Pierre Jouyet a bien raconté à deux journalistes du Monde que François Fillon lui avait demandé de « taper vite » contre Nicolas Sarkozy en accélérant les procédures judiciaires, selon un extrait de l'enregistrement de leur entretien avec le secrétaire général de l'Élysée que l'AFP a pu écouter lundi. Dimanche soir, François Fillon avait accusé Jean-Pierre Jouyet de « mensonge ».

Les deux enquêteurs, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, ont fait écouter cet extrait à trois médias (France 2, BFMTV et l'AFP) et précisé qu'ils étaient seuls avec Jean-Pierre Jouyet lors de cet entretien réalisé le 20 septembre à l'Élysée.

Les deux enquêteurs réfutent toute accusation selon laquelle ils auraient piégé ce proche de François Hollande. " *Tous les entretiens officiels que nous avons, nous les enregistrons, et de manière extrêmement ostentatoire*", explique Gérard Davet au micro de France 2.

Sur cette bande, Jean-Pierre Jouyet raconte que M. Fillon, lors d'un déjeuner le 24 juin, lui a demandé que l'Élysée «*tape vite*» contre l'ancien président Sarkozy pour éviter son retour en accélérant les procédures judiciaires visant notamment ses comptes de campagne de 2012. Le numéro 2 de l'Élysée affirme avoir rapporté cette demande au président de la République, qui lui a répondu que c'était l'affaire de la justice. Jean-Pierre Jouyet ajoute qu'il partageait cet avis.

Jouyet savait que ses propos seraient publiés

Interrogés sur les circonstances de l'enregistrement, les deux journalistes ont assuré à l'AFP que Jean-Pierre Jouyet «*savait que ses propos seraient publiés ultérieurement dans un livre*», à paraître en 2017. Et pour l'ouvrage *Sarko s'est tuer* (Stock) paru ce lundi, «*il nous avait demandé de ne pas citer ses propos entre guillemets, ce que nous avons respecté*», ont-ils précisé.

«*C'est son démenti dimanche qui nous a contraints, pour prouver notre bonne foi, à publier quelques extraits du verbatim*», ont-ils expliqué à l'AFP.

Jouyet «*ne mesurait pas du tout l'importance*» de ses révélations.

(Comment peut-on croire pareille baliverne ? C'est totalement inconcevable à ce niveau-là. Ce n'est pas parce que c'était à l'origine un haut fonctionnaire qu'il était censé ignorer comment se tenir une fois parvenu au sommet de l'Etat, pour un peu on va nous expliquer qu'il ne comprenait rien à la politique, bien sûr, il a atterri là par hasard, alors qu'il avait déjà fait partie d'un gouvernement par le passé, quand Fillon était Premier ministre, et là étrangement il avait su parfaitement se tenir. C'est Hollande ou quelqu'un de son entourage qui lui a conseillé de balancer Fillon. - ndlr)

Lors de leur entretien à l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet «*ne mesure pas du tout l'importance*» de ses révélations, ont confié à l'AFP les deux journalistes, qui avaient déjà eu connaissance de la démarche de François Fillon par une autre source.

«*Jean-Pierre Jouyet n'est pas un politique comme les autres, relèvent-ils, c'est un haut fonctionnaire, c'est quelqu'un qui a gaffé toute sa vie dès qu'il a pris la parole publiquement. Il dit des choses qu'il ne devrait pas dire. Il est très mal à l'aise avec l'univers médiatique. Quand vous avez accès à lui en tant que journaliste, c'est en général bingo à chaque fois!*» remarquent-ils.

«*Si on fait élire Nicolas Sarkozy, tant mieux pour lui!*»

(Est-ce un aveu de journalistes véreux ? Cela y ressemble.- ndlr)

Extrapolant les éventuelles répercussions de leur enquête, ils ont même lancé: «*Si on fait sauter le secrétaire général de l'Élysée, on le fait sauter. Si François Hollande, par nos révélations demain, doit démissionner, il démissionnera. Et si grâce à notre livre - c'est un vrai paradoxe car il s'appelle Sarko s'est tuer - on fait élire Nicolas Sarkozy, c'est tant mieux pour lui!*».

«*On n'a pas de parti pris, c'est l'info qui nous intéresse*», ont-ils conclu. 20minutes.fr et Francetv info 10.11

Pour qui roule le Monde ? La Ve République ou la classe dominante, le meilleur de ses représentants, cela peut varier d'une année sur l'autre, d'un mois sur l'autre, d'un jour à l'autre !

Le Monde est un véritable torchon, on a du mal à se l'imaginer, comme tous les autres quotidiens nationaux ou les magazines hebdomadaires.

ACTUALITE EN TITRES

Il y en a quand même qui démissionnent.

- Belgique : un député accusé de s'être masturbé en public démissionne - Francetv info

C'est un récidiviste, il doit répondre de quatre plaintes depuis juin 2014

- Le ministre des Affaires étrangères roumain démissionne - Reuters

Le ministre roumain des Affaires étrangères, Titus Corlatean, a démissionné lundi après avoir été mis en cause dans les défaillances des procédures de vote des Roumains vivant à l'étranger pour le premier tour de l'élection présidentielle. Reuters 10.11

[La banalisation de la pauvreté.](#)

- GB: le groupe de maxi-discount Aldi va créer 35.000 emplois en 8 ans - AFP

- Etats-Unis: le système financier reste perméable aux réseaux criminels - AFP

[A l'affût.](#)

- Le rouble se raffermit après sa chute de la semaine dernière - Reuters

- Russie: la banque centrale prévoit des fuites de capitaux de 128 milliards de dollars en 2014 - AFP

- Moscou enveloppée dans un nuage de gaz toxique sentant «l'oeuf pourri» - LeParisien.fr

- TGV Pékin-Moscou : 7 600 kilomètres à grande vitesse - Francetv info

[Antisyndicalisme.](#)

- Grève des contraventions : Montréal réclame des millions d'euros à ses policiers - Francetv info

La mairie réclame près de neuf millions d'euros au syndicat des policiers qui protestent contre une réforme de leur régime de retraite. Francetv info 10.11

[Le capitalisme, ses inégalités et ses injustices engendre toutes sortes de violences](#)

- Au Brésil, la violence coûte 5,4% de son PIB au pays - 20minutes.fr

- Russie : le gang GTA, tueur d'automobilistes - LePoint.fr

- Drogue : l'Espagne sniffe plus mais fume moins - Liberation.fr

- Russie: fantasmes autour d'un "gang GTA" qui abat froidement des automobilistes - AFP

- Israël: les tensions gagnent Tel-Aviv, un Palestinien poignarde un soldat - AFP

- Nigéria. 47 élèves tués dans un attentat suicide attribué à Boko Haram - AFP

- Le principal groupe djihadiste égyptien prête allégeance à l'EI - LePoint.fr

- Série d'attentats en Afghanistan, des policiers tués - LeMonde.fr

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL](#)

Afrique du Sud

- Afrique du Sud: déchirements syndicaux sur fond de rupture avec l'ANC - AFP

Sept syndicats sud-africains ont suspendu lundi leur participation aux instances dirigeantes de la puissante confédération du Cosatu pour protester contre l'exclusion du syndicat des métallos Numsa, chassé pour avoir rompu l'alliance historique avec l'ANC.

"Avec effet immédiat, nous suspendons notre participation au conseil et à la politique de palais du Cosatu", ont déclaré dans un communiqué commun les sept syndicats de l'alimentaire (Saccawu et Fawu), de la communication (CWU), des infirmières (Denosa), des joueurs de football (Sapfu) et des fonctionnaires (Sasawu et Pawusa).

"Il est clair que le Numsa a été exclu injustement", ont-ils souligné, appelant à la tenue d'un congrès extraordinaire du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu).

"Au lieu de répondre à la crise dans notre société, où des millions de personnes vont se coucher le ventre vide tous les soirs, et où des centaines de milliers de jeunes n'ont aucune chance de trouver du travail (...), nous avons maintenant une direction de la Fédération (le Cosatu, ndlr) qui voit l'ennemi dans ses propres rangs", ont-ils déploré.

"Au lieu de mener campagne là où résident vraiment la puissance et la richesse, là où les travailleurs continuent à être surexploités, les dirigeants actuels ont choisi de diviser la Fédération."

En délicatesse avec la direction du Cosatu, le syndicat de la métallurgie Numsa - numériquement le plus important du pays, avec plus de 340.000 adhérents - en avait été exclu samedi matin.

Il faisait campagne depuis plusieurs mois pour que la centrale syndicale brise son alliance historique avec le Congrès national africain (ANC) et le Parti communiste sud-africain, héritage de la lutte contre le régime ségrégationniste de l'apartheid. Il

Dénonçant la "politique néo-libérale de l'ANC", au pouvoir depuis vingt ans en Afrique du Sud, il a refusé de soutenir ses candidats aux élections législatives de mai et a annoncé la création prochaine d'un parti concurrent, d'extrême-gauche.

Le secrétaire général de l'ANC, Gwede Mantashe, a publiquement regretté l'exclusion du Numsa lundi, quand bien même il n'a lui-même pas été tendre avec le syndicat rebelle ces derniers mois.

"L'ANC ne peut pas imposer ses solutions au Cosatu", a-t-il déclaré devant des journalistes. "Nous sommes des entités indépendantes dans l'alliance, nous ne dictons pas à un autre partenaire de l'alliance ce qu'il doit faire."

"C'est à la Fédération elle-même de se réveiller, sentir le café et revenir sur sa décision", a-t-il cependant conseillé, selon l'agence Sapa.

"L'exclusion (du Numsa) est une mauvaise chose à la fois pour le Cosatu et pour l'ANC. Un Cosatu divisé, c'est le début de la faiblesse, et nous ne savons pas si la raison pourra jamais prévaloir à nouveau", avait déjà jugé Gwede Mantashe dimanche.

"Mantashe peut aller sauter de la prochaine falaise", lui avait sèchement répondu le secrétaire général du Numsa Irvin Jim, le traitant de "crétin". AFP 10.11

En France il y a des syndicats qui n'ont jamais rompu avec le PS ou le PCF, ou encore avec l'UMP et l'UDI, et il y a des partis ouvriers qui n'ont toujours pas rompu avec ces appareils syndicaux, donc ces partis. La suite vous la connaissez...

[Haut de page ↗](#)

Le 12 novembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles ce sera pour demain, on a 2 ou 3 articles économiques qui posent des questions intéressantes.

J'ai rédigé ces quelques lignes hier soir.

Quand on baigne dans un milieu profondément arriéré comme c'est mon cas, on est confronté à des expériences d'une telle

intensité, si inattendues et si déconcertantes, tellement éloignées de ce que je vis ou ma manière d'aborder la réalité, qu'elles font naître dans mon esprit une multitude de questions.

C'est cette expérience que je tenais à partager avec vous. Ce qui suit décrit un processus inconscient, c'est la raison pour laquelle ce court passage ne peut être assimilé à un jugement, mais plutôt à un constat, il vaut bien au delà de l'Inde évidemment. Etant moi-même issu de ce milieu, quarante ans plus tard j'en suis encore à me demander comment j'ai pu en sortir, comme quoi je ne suis pas vraiment du genre à prétendre détenir la vérité.

On vit dans une société et un monde aussi exécrables parce que généralement on ne fait pas le bilan de nos expériences, on ne se pose pas de questions, trop peu ou pas les bonnes apparemment, on n'en tire aucune leçon pratique ou cela n'influe pas sur notre comportement. On vit un certain nombre d'expériences mais on n'en tient pas compte, on passe à côté de l'essentiel en réalité, elles ne nous servent à rien, ce qui explique en grande partie pourquoi on ne progresse pas et on reste rivé à un degré d'ignorance épouvantable.

On se prive des moyens de progresser, on se dit à quoi bon puisqu'on n'a aucun moyen d'agir sur le cours de la société ou pour la changer, laissons à ceux qui nous gouvernent le soin de se charger de notre sort et adienne que pourra, en espérant en silence que le pire sera réservé aux autres, mais ce n'est pas toujours le cas ou notre tour viendra un jour, à moins qu'on s'en aperçoive un peu tard, quand on est à l'article de la mort, c'est bien l'ultime et la plus inutile expérience que l'on puisse faire dans la vie, la plus injuste aussi.

Rien ne se crée, rien ne se perd tout se transforme, on pourrait tout aussi bien affirmer que tout se paie un jour, comptant ou à crédit, mais il faut toujours régler la facture avant de s'en aller pour de bon...

Lu dans un article publié par Mondialisation.ca.

- La conclusion qui s'impose est la suivante : le leadership américain ne prévoit aucune forme de multipolarité ni aucun respect des règles entre partenaires de mêmes niveaux. Il n'existe plus de règles communes. Il ne reste que le chaos, sans aucune direction générale. mondialisation.ca

A ceci près que pendant ce temps-là les Américains avancent leurs pions, comme par exemple les traités transpacifique et transatlantique, l'union bancaire européenne et la plupart des directives que l'UE adoptent, derrière lesquels ils sont, la hausse du dollar, la baisse du prix du pétrole, la déstabilisation de l'Ukraine, l'Emirat islamique, etc

Le chaos fait partie de leur stratégie politique, mais elle ne se résume pas qu'à cela.

ACTUALITE EN TITRES

[81 dollars le baril de brut.](#)

- A l'Opep, l'inquiétude semble monter face à la baisse du baril - Reuters

Je ne sais pas si le prix de l'essence baisse à la pompe en France, en Inde le prix du litre de super est redescendu de 72 à 63 roupies.

[Leur cupidité ne connaît pas de limite.](#)

- Suisse: une montre Patek Philippe vendue pour 21,3 millions de dollars - AFP

Imaginons un instant combien d'écoles ou d'hôpitaux on pourrait construire avec cette somme... Il faut bien tout leur prendre.

[Le maître du chaos mondial ne manque pas d'audace.](#)

- Barack Obama appelle Pékin à garantir l'ordre international - Reuters

[C'était un homme animé d'une rigueur morale irréprochable... selon la légende.](#)

- L'Eglise mormone admet que son fondateur a eu plus de 30 femmes - 20minutes.fr

Officiellement, Joseph Smith n'avait qu'une épouse. 20minutes.fr 11.11

La religion devrait être réservée aux hommes, afin que les femmes soient libres de copuler librement avec la communauté des athées ou assouvir leur désirs sexuels insatiables, car il est bien connu que sans religion l'homme est livré à toutes les tentations et devient pervers, il se comporte comme un animal, un monstre, mais pas les religieux qui font preuve de mesure, de retenue, non ce n'est pas l'expression qui convient le mieux dans leur cas...

[La violence omniprésente ou le vieux monde.](#)

- Une manifestation de l'extrême droite dégénère en Pologne - Reuters
- Disparus au Mexique : le siège régional du parti au pouvoir incendié - AFP
- Israël redoute une troisième intifada - LeFigaro.fr
- Un jeune Palestinien tué par l'armée israélienne près d'Hébron - LeMonde.fr
- Au Yémen, trois morts dans des affrontements à l'aéroport de Sanaa - LeMonde.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Jusqu'où Jouyet est-il prêt à mentir pour couvrir Hollande ?](#)

- Affaire Fillon-Jouyet : le troisième homme parle au «*Figaro*» - LeFigaro.fr

Grille de lecture proposée aux lecteurs.

- Je n'ai pas pu lire l'intégralité de l'interview qu'a donné Antoine Gosset-Grainville au Figaro n'étant pas abonné à ce torchon, par contre j'ai lu une dizaine d'articles qui en relataient le contenu, et bizarrement dans tous à l'exception d'un seul il n'était évoqué l'enregistrement réalisé par des journalistes du Monde de l'interview de Jouyet qui figure à ce jour comme le seul élément matériel incontestable existant dans cette affaire, confirmé par trois journalistes (France 2, BFMTV et l'AFP) ont pu l'écouter. On verra plus loin pourquoi.

Si on s'en tient au contenu de cet enregistrement, il faut en déduire que, soit Antoine Gosset-Grainville ment délibérément pour couvrir François Fillon, soit il s'est absenté un moment au cours de leur déjeuner où il est arrivé le dernier, alors que Fillon et Gosset-Grainville étaient déjà attablés et il n'a pas pu entendre la totalité des propos qu'ils ont échangés. Troisième hypothèse qui est sans doute la plus probable, ou alors Fillon et Gosset-Grainville disent vrai et c'est Jouyet qui a inventé toute cette affaire. Il faut se rappeler qu'il a déjà menti une fois avant de se rétracter. Mais dans ce cas-là cela ne peut être qu'à l'initiative de Hollande, car la politique n'est pas son domaine de prédilection, et puis Jouyet n'avait absolument aucun intérêt à s'en prendre à Fillon dont il avait été le ministre et qui compte parmi ses meilleurs amis.

Par contre, Hollande, qui est une véritable crapule, a très bien pu s'en servir ou l'instrumentaliser afin de semer encore plus le désordre au sein de l'UMP. Il y a cependant un élément qui ne colle pas dans cette version. Jouyet a couvert par avance Hollande en prétendant lui avoir fait part des propos supposés de Fillon, et Hollande lui aurait répondu qu'il n'y donnerait pas suite, peut-être histoire de se blanchir préventivement en prévision des soupçons qui pourraient s'orienter vers lui une fois cette affaire déclenchée. Il pourrait répondre à ses accusateurs : quel intérêt aurais-je eu à fabriquer cette affaire dans la mesure où je n'envisageais pas de donner une suite favorable à la demande de Fillon, franchement réfléchissez cela ne tient pas de bout.

Sauf, sauf si Hollande et Jouyet étaient de mèche. Dans ce cas-là, c'est Jouyet qui acceptait de se sacrifier pour son ami de toujours auquel il ne pouvait pas refuser un service, Hollande l'assurant qu'il resterait en poste par la suite ou qu'il le couvrirait, d'ailleurs il n'y avait aucune raison que cette affaire tourne mal puisqu'il avait pris soin de se mettre Le Monde dans la poche comme caution morale face à Fillon et Gosset-Grainville qui seraient également soupçonnés de mensonge sans qu'ils puissent apporter la preuve du contraire. C'était sans compter sur les maladroites qu'allait commettre Jouyet, ses mensonges à répétition qui en font dorénavant un acteur de mauvaise foi susceptible d'avoir manigancé toute cette histoire, en réalité Hollande. D'ailleurs Sarkozy ne s'y est pas trompé en refusant d'attaquer Fillon, bien que les deux hommes ne puissent pas se sentir, il a bien compris d'où était parti le coup qui finalement lui profite.

En résumé, on peut échaffauder le scénario suivant.

Jouyet a pris l'initiative d'inviter Fillon à déjeuner après avoir obtenu l'accord de Hollande. De retour à l'Elysée Jouyet a rendu compte de cet entretien à Hollande. Pas de quoi fouetter un chat ou pouvoir l'exploiter politiquement, sauf si on y ajoute un passage créé de toutes pièces. Hollande en soumet l'idée à Jouyet qui accepte. Pour que l'affaire éclate, Jouyet en informe deux journalistes du Monde qui vont le reproduire dans le livre qu'ils doivent publier quelques mois plus tard (Sarko s'est tuer), alors que plusieurs candidats sont en lice pour la présidence de l'UMP, dont Sarkozy, avec en ligne de mire la présidentielle de 2017 sur laquelle lorgne Fillon et Juppé en plus de Sarkozy. Pour couvrir Hollande Jouyet va devoir prendre soin de préciser que Hollande avait refusé de donner suite à la requête de Fillon d'accélérer les procédures judiciaires contre Sarkozy, et pour faire plus vraisemblable encore il ira même jusqu'à affirmer que c'était Fillon qui était à l'origine de ce déjeuner. Mais voilà, c'était sans compter sur le troisième larron qui était présent ce jour-là. Jouyet est pris de panique suite à la tournure que prennent les événements, il ment et se reprend. Gosset-Grainville qui a participé à ce déjeuner enfonce le clou et dément catégoriquement les propos tenus par Jouyet dans son interview aux journalistes du monde en fournissant d'autres précisions qui impliquent d'autres personnes, son secrétariat (il est avocat) et celui de Jouyet, qui peuvent témoigner que c'est Jouyet qui était à l'origine de ce déjeuner et non Fillon. Voici le passage de son interview hier au Figaro :

- "En juin, la secrétaire de Jean-Pierre Jouyet à l'Elysée a pris contact avec la mienne, pour proposer un déjeuner à trois, François Fillon, lui et moi, affirme-t-il. J'ai soumis cette idée à François Fillon qui en a accepté le principe. Le secrétariat de Jean-Pierre Jouyet m'avait d'abord indiqué que ce déjeuner pourrait se tenir à l'Elysée. Avant de nous demander de plutôt trouver un restaurant à l'extérieur [chez Ledoyen], ce que François Fillon préférait également." lefigaro.fr 11.11 Un tel déjeuner à l'Elysée aurait un peu trop senti le traquenard, c'est Hollande qui a dû corriger le tir.

A l'arrivée le nombre de protagonistes et témoins dans cette affaire a considérablement augmenté, citons les : Jouyet, Fillon, Gosset-Grainville, la secrétaire de Jouyet et celle de Gosset-Grainville, les deux journalistes du Monde, soit sept personnes.

Le Monde apparaît complaisamment dans cette affaire ou ce montage qui devait en principe profiter à Hollande, dans la mesure où Sarkozy est toujours empêtré dans des affaires judiciaires et rien ne dit qu'il ne sera pas inculpé un jour ou l'autre ou en ressortira blanchi. Car il est étonnant que les journalistes du Monde ne se soient pas posés les mêmes questions que nous avant de prendre le risque d'introduire ce passage dans leur livre qui devait servir à démolir Sarkozy, on doit en déduire qu'il était complice de Hollande.

A-t-il agi ainsi sur ordre ? Au cas où l'affaire tournerait mal pour Hollande, il pouvait être conduit à la démission ou se résoudre à la dissolution de l'Assemblée nationale. Était-ce leur objectif ?

Dans l'interview qu'a donné Antoine Gosset-Grainville au Figaro, il précisait :

"Sans que je puisse me souvenir mot à mot de la discussion d'un déjeuner qui s'est déroulé il y a cinq mois, je peux dire qu'aucun des propos tenus ne pouvait prêter à polémique. Compte tenu des fonctions de l'un et de l'autre, cela m'aurait frappé". LeFigaro.fr 11.11

On est prêt à le croire.

Chapeau les prédateurs et les va-t-en-guerre !

- L'État ne s'opposera finalement pas à la retraite chapeau du PDG de GDF - Le Huffington Post

- 800.000 euros par an de "retraite chapeau" pour le patron de GDF Suez - L'Obs

- Bercy prévoirait 2,2 milliards d'euros de coupe budgétaire - Reuters

Le gouvernement entend compenser le dérapage budgétaire lié notamment aux opérations extérieures de la France par environ 2,2 milliards d'euros d'annulations de crédits cette année, selon Les Echos.fr.

Ces mesures d'économies supplémentaires seraient inscrites dans le projet de loi de finances rectificative qui doit être présenté mercredi par Bercy, ajoute mardi le site du quotidien.

"Du Mali à l'Irak en passant par la Centrafrique, les interventions de l'armée française ont compliqué un peu plus l'équation budgétaire", écrit-il.

Alors que 450 millions étaient programmés dans la loi de finances initiale, les "opex" devraient ressortir à au moins 1,1 milliard d'euros.

Selon Les Echos.fr, la masse salariale nécessite aussi des crédits supplémentaires, notamment, là encore, au profit de la Défense.

Pour désamorcer les critiques de la Commission européenne, le ministre des Finances Michel Sapin avait évoqué le 27 octobre des *"mesures nouvelles"* de réduction du déficit, d'un montant de 3,6 milliards d'euros, dont une partie sera présentée mercredi. Reuters 11.11

Un régime mafieux ravalé au rang de " **mauvais élève**" par ceux qui le cautionnent.

- Le Luxembourg n'est pas le seul « *mauvais élève* » de l'évasion fiscale - LeMonde.fr

Selon un rapport publié mercredi 12 novembre, auquel ont participé Oxfam France et CCFD-Terre Solidaire, les pays de l'Union européenne ne sont toujours pas parvenus à trouver des solutions contre l'évasion fiscale et l'opacité financière.

Ce rapport compare les politiques mises en place dans 15 Etats de l'Union européenne (UE) en matière de lutte contre l'évasion fiscale et de garantie de la transparence. « *Le résultat est très décevant. Les progrès sont extrêmement lents et même la France, qui a longtemps été leader sur ces questions, semble faire machine arrière, désormais plus préoccupée par la compétitivité de ses entreprises multinationales* », déplore Lucie Watrinet, du CCFD-Terre Solidaire, citée dans un communiqué.

Selon le document, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède sont les « *mauvais élèves* » en matière de transparence, en raison du manque d'informations disponibles sur les propriétaires réels de leurs entreprises et de leur résistance aux initiatives de l'UE pour promouvoir la transparence sur la propriété des entreprises et des trusts. Or cette opacité « *aide les entreprises à échapper à l'impôt et à transférer leurs bénéfices* ».

Les ONG se penchent en particulier sur les conventions fiscales signées avec les pays en voie de développement, qui « *poussent souvent pour la réduction des taux d'imposition des transferts financiers* » sortant de ces pays, où le revenu de l'impôt sur les sociétés est pourtant « *désespérément nécessaire* ». LeMonde.fr 11.11

Les ONG remplissent le rôle que ceux qui les financent veulent bien leur faire jouer. Ils sont les témoins impuissants d'un système économique devenu mafieux, ce qui ne peut que renforcer l'idée qu'il est impossible de mettre fin à cette terrible fatalité qui s'est abattue sur le monde et avec laquelle il faut faire avec ou se soumettre, ce qui revient au même.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Bosnie: Moscou s'abstient lors du vote sur le renouvellement de l'Eufor - AFP

L'ambassadeur russe Vitali Tchourkine a dénoncé *"un instrument destiné à accélérer l'intégration du pays dans l'Union européenne et l'Otan"*. *"Pousser la Bosnie dans cette direction par le biais d'une résolution sous chapitre 7 de la charte de l'ONU est tout simplement inacceptable"*, a-t-il affirmé.

Dans une allusion transparente à l'Ukraine, M. Tchourkine a estimé que *"les exemples malheureux de pressions extérieures pour imposer un avenir européen abondent"*.

Bien qu'elle ait voté en faveur de la résolution, la Chine a soutenu la position russe dans son principe, estimant que les Occidentaux auraient dû rechercher *"le consensus le plus large possible"*. Les représentants américain, britannique et français ont déploré l'abstention russe.

Le représentant adjoint français Alexis Lamek a accusé Moscou de *"déformer la réalité des Balkans"* et de chercher *"à afficher une désunion artificielle du Conseil sur un sujet qui fait l'unanimité"*.

Dans un tweet, son collègue Philippe Bertoux a regretté que *"la Russie ait fait entrer la mauvaise ambiance créée par la crise ukrainienne dans un domaine qui n'a aucun rapport"*.

"C'est un jeu dangereux, mauvais pour la Bosnie et pour le Conseil", a ajouté le conseiller politique français.

Les Occidentaux et la Russie s'opposent systématiquement au Conseil depuis le début de la crise en Ukraine, chaque réunion tournant au dialogue de sourds. La semaine dernière, Moscou a ainsi bloqué une déclaration condamnant les

élections séparatistes dans l'est de l'Ukraine. AFP 11.11

En complément.

- L'OSCE met en garde contre une escalade militaire en Ukraine - AFP
- L'Union européenne ne prévoit pas de nouvelles sanctions économiques contre la Russie - LeMonde.fr
- Accord entre la Russie et l'Iran pour la construction de 2 réacteurs nucléaires à Bouchehr - AFP

SOCIAL

1- Côte d'Ivoire

- Côte d'Ivoire: niveau de pauvreté "*inquiétant*" malgré la croissance - AFP

Le niveau de pauvreté en Côte d'Ivoire, première économie d'Afrique de l'ouest francophone, en forte croissance, est "*inquiétant*" alors que le pays dispose de fortes potentialités, s'est alarmée la Banque mondiale (BM).

Près d'un habitant sur deux est considéré comme "*pauvre*" en Côte d'Ivoire, selon des chiffres officiels.

"*La Côte d'Ivoire est confrontée à des taux de pauvreté inquiétants, surtout par rapport au potentiel énorme dont dispose le pays*", a regretté Ousmane Diagana, le chef des opérations de la banque en Côte d'Ivoire.

Pour remédier à cette situation, M. Diagana a proposé la mise en place d'un "*système de protection sociale*", avec des "*cantines scolaires*" pour "*nourrir les enfants pauvres*", ou la mise en place de "*projets à forte intensité de main d'oeuvre*" pour distribuer des emplois à des personnes "*aux compétences minimales*".

L'économie du pays connaît depuis trois ans une croissance remarquable : de 9,8% en 2012 après "*d'importantes réformes*", le taux de croissance a atteint 8,7% en 2013 et de "*8 à 10%*" sont prévus pour 2014.

Les retombées de cette croissance pour la population ne se font pas encore ressentir, alors que l'économie ivoirienne aspire à l'émergence économique et sociale à l'horizon 2020.

La Côte d'Ivoire, classée par l'ONU 171e en termes d'indice de développement humain en 2014 sur 187 pays en raisons de faiblesses médicales et éducatives structurelles, ne pourra toutefois satisfaire aux critères sociaux de l'émergence d'ici à 2020. AFP 11.11

2- Tchad

- Tchad : la grogne sociale se transforme en manifestations - LeParisien.fr

Le mécontentement des Tchadiens semble prendre de l'ampleur. Des habitants de la ville de Sarh (sud) et des lycéens de N'Djamena ont manifesté mardi pour dénoncer la pénurie de carburants, la cherté de la vie au Tchad et soutenir des enseignants grévistes qui réclament le paiement de primes. Des notaires, avocats et huissiers se seraient également joints au mouvement de grève, annonce également RFI.

A Sarh (500 km au sud-est de N'Djamena), tôt mardi matin, des habitants ont frappé sur des casseroles pour dénoncer à grand bruit le coût de la vie, selon des habitants joints par téléphone. Des groupes de manifestants ont également lancé des pierres sur la mairie et brûlé des pneus dans des rues, entraînant l'intervention de la police, selon les mêmes sources.

A N'djamena, des groupes de lycéens sont également descendus dans la rue mardi matin pour manifester leur soutien aux revendications des enseignants. Les manifestants ont été dispersés par la police anti-émeutes.

Le Tchad a commencé à produire du pétrole en 2003. La production était de l'ordre de 100.000 barils par jour en 2013, selon le département américain de l'Energie. Les revenus pétroliers lui ont permis de moderniser son armée, de se doter d'un meilleur réseau routier et de construire de nombreux bâtiments publics. Mais les membres de la société civile et de l'opposition demandent au président Idriss Déby Itno d'employer davantage cette manne pour améliorer les conditions de vie de

la population aux revenus très bas. Le Tchad figure parmi les dix derniers pays au monde, classés selon l'Indice de développement humain (IDH) des Nations unies. LeParisien.fr 11.11

En complément.

- RDC : manifestation de colère après la mort d'un habitant - L'obs

3- Iran-Syrie

"Les usines balistiques syriennes", qui est derrière? - french.irib.ir

La réponse, c'est le commandant en chef de la force aérospatiale des Pasdarans, le général Hajizadeh qui la fournit : l'Iran. Le général est revenu sur la puissance balistique iranienne, et ses origines qui remontent à la guerre des années 80 de l'Irak contre l'Iran : " Pendant la guerre ce furent la Libye qui nous livrait des missiles et nos spécialistes recevaient des formations nécessaires en Syrie ... or la donne s'est inversée à la sortie de l'Iran de l'époque de la guerre. A l'heure qu'il est, la Syrie et d'autres pays qui nous aidaient nous achètent des missiles. Les usines de fabrication des missiles en Syrie ont été construites par les Iraniens et en Syrie, on fabrique les missiles qui sont conçus par les ingénieurs iraniens". " Nos relations avec les syriens ont depuis toujours été gagnantes en termes d'industrie militaire. En effet, les Syriens nous ont donné au début la formation ; nous leur avons donné ensuite la technologie de fabrication. Les usines de fabrication des missiles iraniens ont même été déplacées en Syrie. Même la Résistance libanaise a appris comment concevoir des missiles. C'est désormais un fait avéré, la Résistance libanaise et la Résistance palestinienne se sont sensiblement renforcées dans le secteur balistique. Le missile n'a plus de secret pour les composantes de l'axe de la Résistance. Tous les pays et organisations qui en sont membres en fabriquent et le missile occupe désormais une place de choix dans la doctrine défensive des pays de la Résistance. Mais plus importants que nos missiles, ce sont nos techniciens et ingénieurs, ceux et celles qui travaillent d'arrache pied, qui ont la foi et qui innovent sans cesse dans ce domaine".

Interrogé sur la probabilité d'un accord nucléaire entre l'Iran et l'Occident, le général a affirmé : " les occidentaux ne se donnent pas la peine en général pour demander l'autorisation quand ils ont un projet en tête . Les sanctions qu'ils nous ont imposés sont à comprendre en ce sens. ils nous ont imposés des restrictions mais refusent de nous lâcher le moindre lest et de surcroit ils s'attendent à ce que nous négocions notre puissance balistique. C'est un fait bien significatif. Si les occidentaux avaient la capacité en quoi que ce soit de restreindre nos capacités balistiques, ils l'auraient fait sans nous en demande le permis. S'ils demandent à en négocier avec, s'ils nous demandent à nous de restreindre nos capacités, c'est qu'ils reconnaissent leur incapacité à nous imposer quoi que ce soit. L'Occident a perdu le terrain et le contrôle. ". french.irib.ir 11.11

ECONOMIE

Sommet de l'Apec.

- L'Asie-Pacifique adopte une "feuille de route" pour son intégration économique - AFP

Les dirigeants de l'Asie-Pacifique, réunis en sommet à Pékin, ont adopté mardi une "feuille de route" pour la réalisation d'une vaste zone de libre-échange dans cette région produisant plus de la moitié de la richesse mondiale.

Le sommet "a approuvé la feuille de route pour que l'Apec (le forum de coopération économique de l'Asie-Pacifique, ndlr) promeuve et réalise la Zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique" (FTAAP), dont Pékin est le fer de lance, a annoncé le président chinois Xi Jinping en clôturant la rencontre.

Celle-ci réunissait depuis la veille les dirigeants des 21 pays et économies membres, dont le président américain Barack Obama et le Premier ministre japonais Shinzo Abe, à la tête, avec le numéro un chinois, des trois premières économies mondiales.

S'adressant ensuite à la presse, le président Xi a qualifié la décision de l'Apec d'"étape historique", reflétant à ses yeux "la confiance et l'engagement des membres de l'Apec à promouvoir l'intégration économique régionale".

L'Apec produit 57% de la richesse de la planète et 44% des échanges commerciaux internationaux.

La FTAAP est en concurrence avec le Partenariat trans-Pacifique (TPP), un projet que Washington inscrit dans le "rééquilibrage" vers l'Asie de sa politique.

La Chine voulait que le sommet s'engage clairement sur la FTAAP, projet à long terme qui englobe toute la région et inclurait

les autres projets de libre-échange tel que le TPP.

Le partenariat TPP exclut la Chine en l'état et ne comprend que 12 pays riverains du Pacifique, dont le Japon, le Canada, l'Australie et le Mexique. Il est considéré en Chine comme une tentative américaine d'endiguer l'influence croissante de Pékin.

Le sommet est également parvenu à "*un important consensus pour promouvoir vigoureusement la coopération anticorruption*", notamment la traque des individus accusés de détournement dans leur pays, a également annoncé Xi Jinping, lui-même à l'origine d'une sévère campagne contre la corruption au sein du Parti communiste chinois (PCC, parti unique).

La Chine et les Etats-Unis "*se sont entendus*" pour une levée des droits de douane touchant une vaste gamme de produits dans les technologies de l'information, a annoncé mardi la Maison Blanche.

L'entente devrait permettre une conclusion "*rapide*" des négociations à l'OMC pour l'extension d'un accord vieux de 17 ans, a indiqué à Pékin Barack Obama.

Les sommets de l'Apec --qui célébrait cette année ses 25 ans-- sont régis par la règle du consensus et les différends y sont rarement mis en exergue.

Le régime communiste a déployé toute la pompe et les moyens grandioses dont il est capable pour ce sommet.

Six ans après avoir impressionné le monde en organisant des Jeux olympiques grandioses, la Chine semble avoir ainsi confirmé sa puissance et son rôle moteur dans la région la plus dynamique de la planète. AFP 11.11

A retenir. L'AFP est aux avant-postes de la propagande états-unienne contre la Chine, et se doit en tant que tel d'émettre un doute sur son importance ou son poids dans l'économie mondiale en écrivant que "*la Chine semble avoir ainsi confirmé sa puissance et son rôle moteur dans la région*", semble seulement, au détriment et au grand dam des Etats-Unis.

La Chine n'est pas contre le mondialisme, elle considère seulement que le traité de Partenariat trans-Pacifique est trop favorable aux multinationales américaines.

En complément. Hystérie. Les rats étaient de sortie.

- Poutine a-t-il flirté avec la première dame de Chine? Cela agite les censeurs locaux - Slate.fr

- Poutine drague la Première dame chinoise. La censure pète les plombs - L'obs

- La galanterie de Poutine censurée par Pékin - LeFigaro.fr

Une interprétation fallacieuse sortie tout droit de l'imagination d'esprits pro-occidentaux devient la réalité pour tenter de discéditer l'entente Xi-Poutine au yeux des Chinois, ce qui a le don de les rendre carrément hystérique. Apparemment ils n'ont rien trouvé de mieux à se mettre sous la dent, constatant à leur grand dam que pendant tout le sommet de l'Apec Xi et Poutine sont apparus pour ainsi dire inséparables, et sur la "*photo de famille*" des chefs d'Etat ils posèrent côte à côte, alors qu'Obama au premier rang, séparé d'eux par plusieurs chefs d'Etat, figurait plus loin, presque anonyme.

Déjà que contrairement aux deux précédents sommets où il avait fait faux bond son auguste personne a daigné cette fois faire le déplacement, il n'allait tout de même pas s'afficher à leur côté, cela aurait été du plus mauvais goût pour ses amis républicains qui l'ont à l'oeil depuis qu'il a perdu la majorité du Congrès. Lors du repas auquel ils ont participé, il n'a pas pu y couper, protocole oblige.

Voilà pourquoi ils enragent.

- Xi Jinping et Poutine unis dans leur rejet de l'Occident - lefigaro.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre 2014

[CAUSERIE](#)

On pensait la mousson terminée, mais non il pleut sans interruption depuis 13h hier, il est 9h54.

On a ajouté 11 articles. Les trois articles sur l'économie figureront dans la causerie à venir d'ici ce soir.

Un chiffre à retenir. 100.000 milliards de dollars.

C'est le chiffre de la dette mondiale calculée en fonction des données disponibles ou que l'auteur a collectées, en réalité elle serait encore plus importante. En comparaison le PIB mondial est d'environ 70 trillions de dollars (1 trillon = 1000 milliards), les produits dérivés selon les sources varient entre 650 trillions de dollars et plus de 1000 trillions dollars. (Source : la-chronique-[agora.com](http://la-chronique-
agora.com), c'est un portail économique américain)

Je ne mets en ligne que de extraits de ces articles et je ne les reproduirai pas au format pdf pour ne pas y être autorisé, avec les Américains je me méfie.

Trois articles sur l'économie.

- 2008 n'était pas la fin de la crise financière... - la-chronique-[agora.com](http://la-chronique-
agora.com) 03.11

Extraits. Ce cambriolage — le plus important de l'histoire — concernait 3 600 milliards de dollars — tous contrefaits jusqu'au dernier. Aucun n'a jamais été honnêtement épargné ou gagné... ni extrait du sol et transformé en pièces.

(La planche à billets de la Fed, le fric que les oligarques ont fabriqué et se sont distribués. il semblerait que cette somme soit très sous-évaluée, à moins qu'elle ne concerne que celle qui figurait au bilan de la Fed.

On se souvient qu'une commission du Congrès américain avait été saisie d'une affaire portant sur une somme de 9.000 milliards de dollars dont l'inspectrice générale de la Fed avait été incapable de dire où elle était passée et qui en avait profité. Une autre fois il s'agissait d'une somme de 7.000 milliards de dollars destinés à arroser le marché européen, qui auraient été créés de la même manière, c'est-à-dire sans le consentement du Congrès mis devant le fait accompli ou en dehors de tout contrôle. Si on ne parle pas des mêmes sommes le total se monte à 20.000 milliards de dollars, et on ne prend en considération que les sommes dont on a connaissance. - ndlr)

Non, on parle là du casse du siècle... commis en plein jour... avec des millions de témoins... Et pourtant, personne ou presque n'a compris ce qui se passait.

3600 milliards de dollars ont été fabriqués ces cinq dernières années... et tous sans exception ont atterri dans les poches de quelqu'un.

Suivez l'argent — vous découvrirez ce qui s'est passé.

Avec une quantité quasi-illimitée de crédit à sa disposition, l'industrie financière a vite relevé le défi. Elle a refourgué de la dette à tout le monde — les gouvernements, les entreprises et les ménages. Les Américains ont mordu à l'hameçon... dépensant en moyenne 1 000 milliards de dollars de plus qu'ils ne gagnaient tous les ans, depuis la première entrée en fonction de Ronald Reagan jusqu'en 2014. Leur style de vie — et les revenus de Wall Street — sont venus à en dépendre. De 10% environ des revenus totaux des entreprises dans les années 60 et 70, la part de la finance est grimpée à 40% en 2007. Les bonus ont atteint plusieurs millions de dollars...

La plupart des gens n'ont en fait aucune idée de la manière dont les choses fonctionnent. Pourquoi le devraient-ils ?

Les autorités — celles des Etats-Unis en tête — ont créé une bulle immense, avec une dette mondiale totale dépassant désormais les 100 000 milliards de dollars. Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain. Il s'est passé plus de 30 ans avant que le gouvernement fédéral américain commence à enregistrer des déficits année après année. Près de 50 ans avant que le dollar se sépare de son ancre d'or, laissant le monde entier flottant sur une mer de papier monnaie. Et 65 ans depuis le sommet du dernier marché haussier obligataire.

Ces tendances — si longues, si profondes et si répandues — ont convaincu la majeure partie de la planète que notre monde financier est "normal". Les gens vont être très surpris lorsqu'ils réaliseront à quel point il est en réalité étrange et transitoire.

"Divers experts ont trouvé diverses raisons à la crise financière [de 2008-2009]", écrit Vivek (Vivek Kaul auteur de Easy Money, "Argent facile". - ndlr). "Certains pensent que la crise a été causée par l'avidité de l'industrie financière. Mais la question est alors : y a-t-il eu un moment où l'industrie financière ne s'est pas montrée avide ? Etant donné cela, pourquoi des crises

financières ne se produisent pas tout le temps ?" (Question franchement stupide, elles correspondent à des cycles comme les bulles qui gonflent jusqu'au moment où elles éclatent. Ensuite, tout au long de l'histoire du capitalisme, l'industrie financière n'a pas disposé des mêmes instruments pour spéculer et vampiriser l'industrie productive de plus-value. De plus, l'absence de toute équivalence au dollar depuis 1971 a ouvert la porte à sa fabrication en quantité illimitée, qui va de pair avec l'endettement dans des proportions gigantesques et la dérégulation de la finance, à toute forme de trafics de la part des banksters... - ndlr)

Elles ne se produisent pas tout le temps parce que jamais encore, de toute l'histoire de l'humanité, les finances du monde entier n'ont été si déformées par la dette. La dette, c'est ce que l'industrie financière vendait. La dette, c'est ce que les politiques voulaient. Et la dette, c'est la manière dont les élites ont transféré la richesse du public vers elles-mêmes. Janet Yellen (La présidente de la Fed. - ndlr) et al. ont transféré 3 600 milliards de dollars du public (sinon du public, d'où pouvait provenir cet argent ?) vers l'establishment. L'élite est plus riche. Le public est plus pauvre. Et on dirait que Mme Yellen va s'en tirer sans encombre.

Mais la crise de 2008-2009 n'était pas la fin de la bulle de dette. Ce n'était que le début. la-chronique-agera.com 03.11

- Zone euro : les promesses ne sont pas tenues et la dette publique augmente - la-chronique-agera.com 05.11

Eurostat vient tout juste de publier les données concernant le PIB et la dette publique en Europe, calculés selon la nouvelle méthodologie du Système européen des Comptes 2010 (SEC 2010). Avec cette nouvelle méthode, le PIB de la Zone euro est supérieur d'environ 3% à celui calculé avec l'ancienne méthode — ce qui, automatiquement, abaisse le ratio dette/PIB de 2,8%.

A la fin du deuxième trimestre 2014 dans la Zone euro (ZE18), le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est établi à 92,7%, contre 91,9% à la fin du premier trimestre 2014. Dans l'UE28, le ratio a augmenté, passant de 86% à 87%.

Par rapport au deuxième trimestre 2013, le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est accru tant dans la Zone euro (de 91,7% à 92,7%) que dans l'UE28 (de 85,1% à 87%). Selon les critères de stabilité de Maastricht, ce ratio ne devrait pas dépasser 60%... Or seize pays de l'Union européenne sont au-delà de cette limite.

Les pays de la ZE à 18 ont une dette publique totale de 9 300 milliards d'euros ; ceux de l'UE à 28 de 11 900 milliards d'euros. En comparaison, la dette nationale américaine s'élève à 19 400 milliards de dollars. Il vaut mieux ne pas penser à ce qui arriverait dans le cas d'une normalisation de la structure des taux d'intérêt de part et d'autre de l'Atlantique !

Conclusion

Qu'est-il arrivé au Pacte de croissance et de stabilité ? Les promesses d'un budget sans déficit et d'une restructuration des finances publiques n'ont pas été tenues. Les dettes publiques augmentent toujours plus, de la même façon qu'aux Etats-Unis et au Japon. Les appels se multiplient pour des nouveaux programmes d'investissements financés par le crédit, en particulier dans le sud de la Zone euro. Les appels pressants de la BRI pour un revirement dans les politiques monétaires et budgétaires continue d'être ignorés.

Ce faisant, la qualité et les notes de plusieurs débiteurs publics se dégradent ; leurs dettes ne seront jamais remboursées. la-chronique-agera.com 05.11

Au delà des facteurs économiques qui peuvent faire l'objet de toutes sortes de manipulations, il y a la situation sociale et politique qui elle est plus délicate à gérer, lutte des classes oblige !

- Le monde sans monnaie, idéal des technocrates et des politiciens - la-chronique-agera.com 06.11

Beaucoup d'Etats-Providence ont distribué ce qu'ils n'avaient pas. Comme il n'y a pas de miracle laïque, ils ont dû emprunter cet argent. Nous voilà donc avec un stock de dettes insurmontables et en danger de ne pouvoir en payer les intérêts. Toute l'astuce de ces dernières années, depuis 2008, a consisté à baisser les taux d'intérêt en augmentant la dette, ce qui permettait :

- De continuer à distribuer ce que nous n'avions pas

– De tenir nos débiteurs tranquilles puisque leur rente était maintenue.

Que vous deviez 100 à 4% d'intérêt ou que vous deviez 200 à 2% d'intérêt, vous contentez votre débiteur en lui donnant toujours 4 et tout va bien. Sauf évidemment si, un jour, cet animal de débiteur a l'idée saugrenue de se demander s'il reverra bien ses 200 de principal. Là, les ennuis commencent...

Ce jour approche car la croissance mondiale cafouille — et l'argent des intérêts, il faudra bien le trouver quelque part, c'est-à-dire dans votre poche. Reste maintenant pour les Etats à organiser ce transfert discrètement.

Il n'est plus possible de ronger la dette par l'inflation

La méthode habituellement utilisée — et qui donnait toute satisfaction — était l'inflation. Les Etats ont le privilège d'emprunter in fine sur des durées longues, c'est-à-dire que le capital se rembourse totalement à l'échéance du prêt. Si vous empruntez 100 et que vous avez 3% d'inflation par an, 23 ans plus tard, l'effort pour rembourser le capital se trouve divisé par deux par la magie de l'érosion monétaire.

On a donc fait avaler au bon peuple que l'inflation était bonne si elle était suffisamment petite (2% par an) ce qui en faisait en réalité un impôt indolore payé par tous. Normalement, la création monétaire nécessaire à cette bonne petite inflation provient essentiellement de la création de crédit par les banques commerciales. Mais, catastrophe imprévue, particuliers et entreprises se désendettant, il n'y a plus de création monétaire suffisante dans l'économie réelle et pas assez d'inflation. Il faut donc trouver autre chose que cet impôt sournois...

Organiser un autre type de confiscation devient urgent

D'où l'idée de sociétés sans monnaie dans lesquelles paiement et épargne ne sont plus que des signes inscrits dans des ordinateurs sur lesquels les gouvernements ont droit de regard et de contrôle puisqu'il leur faut lutter contre la criminalité et l'évasion fiscale, évidemment. Pierre Leconte, monétariste suisse du Forum monétaire de Genève [2], l'explique très bien :

"Les principales monnaies étatiques actuelles deviendront alors obsolètes au profit d'instruments électroniques dématérialisés que les Etats et les banques centrales confisqueront parce qu'ils en deviendront les seuls émetteurs monopolistiques (ne serait-ce que pour leur permettre d'exercer leur répression fiscale et de traquer l'argent noir). Raison pour laquelle le Bitcoin, ou autres créations du marché libre, ne pourront pas subsister. C'est donc vers un totalitarisme monétaire radical, le Big Brother généralisé, de nature à accroître encore la répression financière et à supprimer tout marché libre, que l'on va vraisemblablement".

La boucle sera ainsi bouclée : un fonctionnaire armé d'un clavier aura enfin toute latitude pour vous confisquer votre argent si la survie de l'Etat — qui en démocratie ne représente que le bien commun et la solidarité — l'exige. la-chronique-agera.com 06.11

Sans rire, c'est exactement la mésaventure qui m'est arrivée lorsque je me suis aperçu que le ministère des Finances indien avait directement prélevé un impôt sur mon compte en banque, somme qui était le double de ce que je devais en réalité, et depuis mars 2013 je me bats pour récupérer cette somme, 40.000 roupies environ (500 euros).

Je n'ai reçu ni courrier ni mise en demeure de payer quoi que ce soit, je ne savais pas que j'étais imposable, ils se sont servis tout simplement ! Même ma banque ne m'a pas prévenu par la suite.

En principe je n'étais pas imposable, je pensais que possédant un compte joint avec mon épouse ils allaient compter deux parts, mais mal conseillé par les employés de la banque, j'avais placé l'essentiel de mon argent à mon nom seulement, puisque mon épouse vivait la moitié de l'année en France et n'était pas sur place pour signer éventuellement des documents. Le fisc n'a rien voulu savoir et du coup j'ai dû payer 31.000 roupies d'impôt, au départ ils m'en réclamaient 110.000 ne savant manifestement pas compter !

Le monde "*sans monnaie*", au lieu de correspondre au passage du règne de la nécessité à celui de la liberté, pourrait davantage coïncider avec celui qui verrait la quasi-totalité de la population privée de tous droits sociaux et politiques.

Aujourd'hui la valeur d'un billet de un ou cent dollar ne dépasse pas celui de l'encre et du papier qui ont servi à l'imprimer, c'est une réalité dont personne ou presque n'a vraiment conscience sans que cela nous empêche de vivre et de trôner sur les marchés. Par contre nous avons conscience que ceux qui concentrent le pouvoir économique disposent également du pouvoir politique pour nous imposer leur dictature, sans qu'on ait trouvé les moyens de s'opposer efficacement à leur stratégie politique, du coup le monde avance irrémédiablement dans une direction opposée à celle de notre émancipation et s'enfoncé dans le chaos, la guerre et la barbarie.

Il est vrai qu'une fois parvenu à une dictature mondiale et déterminé qui a le droit à quoi sans que personne ne puisse le contester, l'argent n'a plus aucune utilité, les classes sociales, le capitalisme ou l'Etat non plus, il suffit de s'en tenir à un règlement stipulant qui a le statut de serf et qui à celui d'aristocrate avec tous les devoirs et obligations qui en découlent, les droits ou les libertés accordés à chacun étant proportionnels à son statut à condition qu'il s'y soumette ou le respecte à la lettre sous peine de sanctions ou de dépérir rapidement ou encore d'être supprimé pour conduite antisociale.

On a du mal à réaliser ou à se faire à l'idée qu'une fois les monarques de l'oligarchie financière étant parvenus à subtiliser tous les pouvoirs, vous avouerez qu'ils sont bien partis pour y parvenir, il serait impossible de leur contester et ils n'auraient plus

qu'à imposer leur volonté au reste du monde qui s'y soumettrait, ce qui renverrait la lutte des classes au musée de l'histoire.

L'UE est un paradis fiscal.

- LuxLeaks : Juncker contre-attaque et s'engage à lutter contre l'évasion fiscale - AFP

- LuxLeaks : Juncker refuse d'être considéré comme "*l'ami du grand capital*" - AFP

Les "*déclarations anticipatives*" (tax rulings), qui permettent à une entreprise de demander comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale, pour payer le moins d'impôts possible, sont "*une pratique bien établie dans 22 pays membres de l'UE*", a-t-il affirmé.

Il a assuré que tout ce qui avait été fait au Luxembourg était conforme aux règles nationales et internationales. Mais il a admis que cela allait à l'encontre de la "*justice fiscale*" et des "*normes éthiques et morales*".

"*Je ne suis pas l'architecte*" du système de taxation du Luxembourg, "*mais je suis politiquement responsable*", a concédé celui qui fut de 1995 à 2013 Premier ministre d'un pays considéré comme un des principaux paradis fiscaux dans le monde. "*Il n'y a rien dans mon passé qui démontrerait que mon ambition était d'organiser l'évasion fiscale*", a-t-il dit.

"*Ne me décrivez pas comme le meilleur ami du grand capital, le grand capital a de meilleurs amis que moi dans cette maison*", a-t-il lancé devant les eurodéputés. (Ils ont tous dû se regarder les uns les autres. - ndlr)

M. Juncker a reçu le soutien de son parti, le Parti populaire européen (PPE, conservateur), et des socialistes, avec lesquels il forme une grande coalition, qui lui ont demandé un "*calendrier précis*" d'action.

"*J'avais dit que la Commission lutterait contre l'évasion et la fraude fiscales. Ce ne sont pas des propos en l'air*", a promis M. Juncker. "*J'ai un devoir d'action pour faire avancer l'harmonisation fiscale en Europe*".

"*Il y a urgence à agir*", car "*l'impression qui se dégage est que l'injustice fiscale est insuffisamment combattue en Europe*", a-t-il reconnu. AFP 12.11

Qui les croient encore ? Personne, sauf des niais ou leurs complices, ceux qui en tirent profit ou vivent confortablement, et encore.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le déni en guise de gouvernance. Un assassinat par l'armée couvert par Hollande, Valls, Cazeneuve.

Le déni ne va pas sans le mépris, le cynisme qui caractérise le PS depuis un siècle.

- Mort de Rémi Fraise : ce que savait Beauvau dès la nuit du drame - lefigaro.fr 12.11

- Rémi Fraise: Cazeneuve dit ne pas avoir donné de consignes de fermeté - AFP

- Rémi Fraise: les gendarmes ont mis en cause une grenade dès le début - AFP

Les gendarmes se doutaient dès le début que la mort du manifestant Rémi Fraise, le 26 octobre, était due à une grenade des forces de l'ordre, indiquent des documents publiés mercredi par Le Monde et Mediapart, ce qui contredit les premières déclarations officielles.

"*Il est décédé, le mec... Là, c'est vachement grave... Faut pas qu'ils le sachent...*", a déclaré un gendarme, quelques minutes après que le corps inerte de Rémi Fraise eut été récupéré sur le chantier du barrage contesté de Sivens (Tarn), selon un procès-verbal cité par Le Monde.

Cette phrase, prononcée à 2H03, suit de peu le tir d'une grenade offensive, entre 1H40 et 1H50, en direction de quatre à cinq jeunes, dont Rémi Fraise, qui jetaient des pierres et des mottes de terre, selon le PV du 29 octobre où sont retranscrits les propos entendus sur les films réalisés par les gendarmes lors des affrontements entre opposants et forces de l'ordre.

Le site Mediapart, citant le journal de bord du Groupement tactique gendarmerie (GTG), ajoute que les gendarmes ont indiqué à 01H45 "*Un opposant blessé par OF*" (grenade offensive), puis, à 01H59, "*Opposant blessé serait décédé. Hémorragie externe au niveau du cou*".

Selon le PV de la Section de recherches (SR) de Toulouse cité par Le Monde, des gendarmes voient tomber le jeune botaniste de 21 ans après l'explosion de la grenade et, au milieu des cris, l'un d'eux tente de se rassurer: "*C'est bon, il va se relever!*" Mais le jeune militant ne se relève pas et, à 2H00, un peloton sort récupérer Rémi Fraisse au sol.

A 2H03, un gendarme s'écrie: "*Il est décédé, le mec... Là, c'est vachement grave... Faut pas qu'ils le sachent...*", selon le PV.

Le service de communication de la gendarmerie, interrogé par Le Monde, assure que le "*ils*" faisait référence aux manifestants et au fait qu'il fallait éviter qu'ils redoublent d'ardeur en apprenant la mort.

Réagissant aux informations du Monde, le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll a promis "*une transparence totale*".

"*La justice a été saisie dès le dimanche matin pour que la transparence soit totale... Et vous ne pourrez pas dire que le gouvernement était au courant et qu'il n'a rien dit*", a assuré Stéphane Le Foll.

"*Il y a eu un communiqué du ministre de l'Intérieur dès le dimanche matin qui fait état du décès d'un jeune dans le cadre d'événements qui s'étaient passés dans la nuit*", a-t-il déclaré. "*Cela a été dit. Il n'y a pas à y avoir de discussion*", a-t-il insisté.

Dans un communiqué très bref diffusé le 26 octobre au matin, la préfecture du Tarn avait annoncé simplement que "*le corps d'un homme (avait) été découvert par les gendarmes*", laissant suggérer que cela ne s'était pas passé lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Peu après cependant, des opposants avaient certifié le contraire.

Selon le décompte officiel cité par Mediapart, les gendarmes ont tiré cette nuit-là plus de 700 grenades, dont 42 offensives.

Selon Mediapart, le commandant du groupement de gendarmes mobiles de Limoges, qui opérait à Sivens le 26 octobre, a déclaré sur PV que le préfet du Tarn leur avait demandé "*une extrême fermeté*".

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a cependant assuré mercredi avoir donné "*des instructions contraires*".

Ce même dimanche 26 octobre, le procureur d'Albi, Claude Dérens, avait assuré qu'il était "*impossible*" de déterminer les causes du décès.

Le lien avec le tir d'une grenade explosive ne sera officiellement fait que deux jours plus tard quand le même procureur annonce la découverte sur les vêtements de Rémi Fraisse d'explosifs entrant dans la composition de grenades offensives.

Mais les circonstances de la mort ont été connues dès les minutes qui ont suivi le tir de grenade, avait déjà récemment affirmé l'avocat de la famille Fraisse, Arié Alimi.

A l'occasion ce mercredi, de l'enterrement de Rémi Fraisse dans la plus stricte intimité, a-t-on appris auprès de Me Alimi, des appels à des manifestations un peu partout en France ont été publiés sur Facebook.

Environ 200 jeunes ont tenu une assemblée générale sur le campus de l'université Rennes-2, malgré sa fermeture pour "*raisons de sécurité*". En Seine-Saint-Denis, quelques rassemblements émaillés de violences ont eu lieu devant des lycées avec 11 interpellations pour "*violences*" et "*dégradations*", selon une source judiciaire. AFP 12.11

Alors que les gendarmes avaient tenu informé la nuit même leurs supérieurs hiérarchiques, qui avaient dû en rendre compte sur le champ au préfet d'Albi, Claude Derens, qui à son tour a du informer immédiatement le ministère de l'Intérieur, le lendemain de l'assassinat de Rémi Fraisse, le 27 octobre, le procureur prétendra ne pas connaître l'origine de la mort de cet étudiant allant jusqu'à affirmer : "*il faut attendre les résultats d'analyses*" effectuées au laboratoire de police scientifique de Toulouse pour connaître "*le rôle déterminant - ou pas - de la grenade qui aurait été lancée, pour expliquer si elle est à l'origine de l'explosion*". (AFP 27.10).

Un jour plus tard, le 28 octobre, il poussera le suspens jusqu'à dire que l'enquête "*ne peut donc aujourd'hui exclure le rôle de la grenade offensive jetée depuis la redoute où s'étaient retranchés les gendarmes dans la nuit de samedi à dimanche*", alors qu'il connaît la vérité depuis 48 heures, tout comme le gouvernement qui aura mis deux jours pour réagir et finalement condamner les violences commises... par les manifestants et non celles des gendarmes.

Cazeneuve poussera le cynisme le 30 octobre jusqu'à "*rendre hommage*" aux forces de l'ordre, soulignant que, "*depuis le début de septembre à Sivens, 56 policiers et gendarmes (avaient) été blessés*". (AFP 30.10)

- Mort de Rémi Fraisse : ce que savait Beauvau dès la nuit du drame - lefigaro.fr 12.11

Deux jours durant, le gouvernement a semblé noyer le poisson dans ce dossier, se retranchant derrière l'enquête judiciaire sur les causes de la mort du jeune homme, refusant de reconnaître qu'il s'agissait d'une bavure. Or les investigations semblent attester que les plus hautes autorités de l'État savaient tout depuis le départ et qu'elles ont couvert une faute. Courbe ou tendu, le tir de grenade offensive directement sur les manifestants était prohibé par la règle d'emploi de cette arme.

Ce sont les aveux des gendarmes eux-mêmes, tirés de procès-verbaux d'instruction publiés par Le Monde et Mediapart, qui jettent le trouble. À en croire les militaires, moins de quinze minutes après les faits, les hommes du Groupement tactique de gendarmerie aux prises avec les manifestants ce soir-là avaient parfaitement compris que le botaniste venait d'être tué par la grenade offensive lancée par l'un des leurs, un gradé. Et tout le monde jusqu'à Paris a été informé sur-le-champ.

Alors pourquoi ce communiqué de Beauvau le dimanche soir, seulement pour dire en substance qu'il n'y avait rien à dire? Celui du préfet du Tarn le matin même était encore plus allusif: «Le corps d'un homme a été découvert...» Plus tard, on a même laissé entendre que le jeune homme aurait pu être victime d'explosifs qu'il aurait lui-même apportés dans son sac!

Aujourd'hui, chacun se défait. Les gendarmes déclarent, sur procès-verbal, dès le 26 octobre, dans une menace à peine voilée, que le préfet local avait réclamé une «extrême fermeté». Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, prétend, lui, qu'il n'a jamais rien demandé de tel. Et le porte-parole du gouvernement jure, sans rougir, que les autorités sont irréprochables. L'affaire Rémi Fraisse sera-t-elle à la gauche ce que l'affaire Malik Oussekin fut à la droite en 1986?

On retiendra que Hollande et son gouvernement, le PS ont couvert l'assassinat d'un manifestant faisant partie d'un groupe de cinq personnes armées seulement de mottes de terre et de pierres.

Affaire Hollande-Jouyet. A quelle manipulation se livre l'AFP afin d'épargner Hollande.

La multiplication des prises de position en faveur de Jouyet depuis 24 heures imputées à des personnes qui ne sont pas impliquées dans cette affaire, principalement des membres du gouvernement ou des dirigeants du PS (Le Premier ministre Manuel Valls, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, la ministre de l'Écologie Ségolène Royal, Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Mignard, avocat et proche de M. Hollande, Julien Dray, etc.), relayées par l'AFP et la quasi-totalité des médias, a pour fonction de minimiser, faire passer au second plan ou faire carrément disparaître les témoignages des acteurs de cette affaire qui chargent Jouyet, les mensonges de ce dernier, d'éviter de s'attarder sur le témoignage avant-hier du troisième convive, Antoine Gosset-Grainville dans un entretien au Figaro.

L'AFP en vient à accorder plus d'importance aux propos tenus par des acteurs extérieurs à cette affaire, au détriment des faits qui ont été relevés par ceux y ont participé directement ou indirectement (les secrétariats de Jouyet et Gosset-Grainville).

Afin de ne pas orienter les soupçons vers Hollande qu'il s'agit à tout prix de protéger, l'AFP en vient naturellement à travestir la réalité ou à se faire faussaire quand ils affirment que Fillon serait "*dans la tourmente depuis une semaine face*" à des "*révélations*" qui n'en sont pas puisqu'aucun élément ne permet à ce jour de corroborer les assertions de Jouyet. Fillon a reçu le soutien de l'ensemble des dirigeants de l'UMP.

Le procédé employé ici par l'AFP consiste à attribuer à ces "*révélations*" la même valeur qu'une preuve matérielle qui n'existe pas, elles ont pour fonction de se substituer à cette preuve, ce qui revient à produire un faux, il suffirait ensuite de le marteler pour que la population finisse par se convaincre du bien-fondé de ces "*révélations*" et décréter Fillon coupable, tandis que Jouyet serait innocent, alors que de toutes évidences c'est Hollande qui a monté ce coup pourri dont Jouyet n'a été que l'exécutant.

A ce stade, une chose est acquise, Jouyet a menti au moins une fois avant de se rétracter sur l'existence de l'entretien qu'il avait eu avec les journalistes du Monde, et il sera facile de prouver qu'il a menti une seconde fois en prétendant que ce déjeuner avait eu lieu à l'initiative de Fillon en confrontant les témoignages de son secrétariat et celui de Gosset-Grainville, alors pourquoi n'aurait-il pas menti une troisième fois en imputant à Fillon des propos qu'il n'a jamais tenus.

- Le gouvernement a serré les rangs mercredi autour de Jean-Pierre Jouyet... (Autour des institutions en fait. - ndlr)

- Outre M. Le Foll, la ministre de l'Écologie Ségolène Royal a volé au secours de son ex-condisciple de la promotion Voltaire à l'Ena... (Au secours de Hollande. - ndlr)

- Ces marques publiques de soutien ne sont pas de trop pour le secrétaire général... (Le malheureux, si maintenant les menteurs méritent qu'on les pleigne et les soutienne, autant dire à vos enfants qu'ils mériteront une récompense chaque fois qu'ils se comporteront de la même manière. Quand on dit que le mauvais exemple vient toujours d'en eux et que c'est sur eux qu'il faut taper et non sur le pauvre type qui est en bas de l'échelle sociale et qui les imitent. - ndlr)

- François Fillon, dans la tourmente depuis une semaine face aux révélations... (Pas du tout, même Sarkozy ne croit pas un mot de cette histoire. - ndlr)

- Affaire Jouyet : la contre-attaque judiciaire de François Fillon - LeFigaro.fr

- Les deux journalistes du "Monde" sont des "supplétifs d'une police politique", selon l'avocat de Fillon Francetv info

- Le gouvernement affiche son soutien à Jean-Pierre Jouyet - Reuters

"Pensez-vous sérieusement que M. Jouyet ait pu agir de la sorte sans avoir reçu les instructions du président de la République?", a déclaré Christian Jacob, président du groupe UMP au Palais-Bourbon. "M. Jouyet a commis une véritable forfaiture: nous demandons solennellement sa démission."

François Fillon a reçu le soutien unanime du groupe UMP qui s'est réuni mercredi matin et devant lequel l'ancien Premier ministre a parlé de "machination", selon des participants. Reuters 12.11

Vous remarquerez qu'ils ne réclament pas la démission de Hollande puisqu'à ce jour ils n'ont aucun candidat à opposer à celui du PS en cas de démission de Hollande... Ils le protègent, tout comme Mélenchon ou tous ceux qui commentent cette affaire d'Etat.

- Pour Le Foll, Jouyet «est le secrétaire général de l'Elysée, il le reste» - 20minutes.fr

- Manuel Valls affiche son soutien à Jean-Pierre Jouyet - Francetv info

- Jouyet-Fillon: c'est Hollande qu'"il faut juger", selon Mélenchon - AFP

N'allez pas croire que Mélenchon serait remonté jusqu'à Hollande dans cette affaire, pas du tout, il n'en a pas dit un mot, il s'est arrêté à l'huissier de service, à Jouyet ! Non, Mélenchon reproche à Hollande ce qu'il est, il en est toujours au même point depuis plus de 30 ans, incurable.

Après un tour de prestidigitation pour faire disparaître la responsabilité dans l'affaire Jouyet, un miracle !

Et comme par miracle, alors que la cote de popularité de Hollande était descendue à 12,13 ou 16% selon les instituts de sondages, le voilà propulsé d'un seul coup à 29%, plus du double et Valls à 61%.

- Popularité: Hollande remonte à 29% (+3), Valls à 61% (+6) - AFP

La cote de popularité de François Hollande remonte de 3 points à 29%, celle de son Premier ministre Manuel Valls de 6 points à 61%, selon le "tableau de bord politique" Paris Match/Ifop publié mercredi. AFP 12.11

Ils les encouragent comme ils peuvent...

[Le populisme se porte bien.](#)

A droite toute ! Pendant que les aristocrates du CAC40 s'octroient des retraites chapeaux mirobolantes.

La légitimité est du côté de ceux qui détiennent le pouvoir, et que ceux qui sont victimes des inégalités sociales ne les jalouent pas, ils n'ont qu'à prendre le pouvoir. Si c'est un conseil, on est prêt à le mettre en pratique.

On a là la véritable nature antisociale du PS au FN, c'est excellent, à condition toutefois d'en tirer les conclusions ou les enseignements qui s'imposent. Observez l'attitude de tous les partis et dites-nous s'il en existe encore un seul qui en soit réellement capable, on est preneur.

Ce n'est pas une révélation, quoique...

- Une décision européenne qui fait l'unanimité du FN au PS - LeFigaro.fr

Toute la classe politique salue un arrêt de la Cour européenne limitant l'octroi des prestations sociales au sein de l'UE.

«*C'est un pied dans la porte de la préférence nationale*», se félicite Louis Aliot, vice-président du FN.

Aliot y voit une «*progression*» et une «*validation*» des combats frontistes. Il estime aussi qu'à partir du moment où un État peut ne pas octroyer de prestations sociales à des résidents de l'UE, il pourra d'autant plus les refuser à des étrangers extérieurs à l'Union.

Du côté de l'UMP, on considère également qu'un tel arrêt va dans le sens d'une évolution indispensable de l'Europe.

Selon François Fillon la France n'a plus les moyens d'offrir un accès à toutes les prestations sociales, à tous ceux qui veulent s'y installer. «*Rendre moins attractives les politiques sociales*» de la France est, pour lui, «*une nécessité absolue*».

Xavier Bertrand réclame la suppression totale de l'AME (aide médicale d'État)...

Hervé Mariton considère que si ces décisions sont «*légitimes*»...

Bruno Le Roux, le président du groupe PS à l'Assemblée, a estimé sur France Info que ce jugement disait «*des choses justes*» et que l'on ne pouvait pas venir «*uniquement dans un pays de l'Union pour bénéficier des prestations sociales*». Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, a admis lui aussi, mercredi devant les députés, que cet arrêt confirmait qu'il n'était «*en aucun cas*» possible d'user de la liberté de circuler dans l'Union pour «*abuser des dispositions sociales*» de chaque État membre. LeFigaro.fr 12.11

Il ne manque plus que SOS racisme, quelle pourriture !

Il va falloir l'aval du Sénat, manque de bol, c'est l'UMP qui a reconquis la majorité !

Dites, c'est quoi un tour de passe-passe institutionnel ?

Non, ce n'est pas un art, tout juste du bricolage, du dimanche si vous voulez, en zone touristique c'est légal, un replâtrage de façade pour eunuques, ils les ont oubliés ceux-là, on ne peut même pas dire du cerveau puisqu'ils ne pensent qu'à cela, pour lobotomisés c'est mieux, vous savez, ceux qui passent systématiquement à côté des questions essentielles, un brin mégalomanes mais qui manquent singulièrement d'imagination dès lors qu'ils sont face à la réalité et de courage aussi, car il faut des deux pour pousser jusqu'au bout une analyse politique et s'y attaquer vraiment, sinon on fait avec ce qu'on a, et si on a peu on ne fait pas grand chose ou rien du tout.

Ce qui est un art en revanche, c'est de proclamer le contraire, mais à force le voile de l'illusion qui enveloppait notre supercherie laisse filtrer nos réelles intentions et se déchire rapidement. Là la composition du voile est d'une si médiocre qualité que leurs auteurs vont sombrer avec avant même d'avoir levé l'ancre, ils couleront sur place et il n'y aura personne pour les secourir, les seuls sauveteurs disponibles détestant nager en eaux troubles de craintes d'être contaminés par la vermine.

Depuis qu'il a fondé le PG Mélenchon n'a cessé de multiplier les effets d'annonce sans lendemain, qui n'étaient semble-t-il destinés qu'à se mettre en scène et à remplir sa gamelle. "*La preuve est faite que l'objectif d'une assemblée constituante est de nature à fédérer largement les volontés*" a-t-il déclaré, "*volontés*" somme toute orientées dans une direction puisqu'elles ont permis à toutes les lois scélérates, toutes les mesures infâmes promulguées par Hollande et son gouvernement d'être systématiquement adoptées depuis juin 2012, sans parler des budgets 2013 et 2014, celui de la Sécu, les guerres et j'en passe, alors de là à nous faire croire que ces vendus pourraient s'attaquer à la Ve République, alors qu'ils n'ont fait que soutenir le régime en place en adoptant ces textes ou en s'abstenant de manière à ce qu'ils soient adoptés, votre supercherie est éventée.

Si les lecteurs le souhaitent on examinera une autre fois en détail sa proposition de VIe République, on sait déjà qu'il n'entend pas remettre en question le Sénat. Et puis l'essentiel est ailleurs, aucun changement politique n'est possible sans la mobilisation révolutionnaire des masses, eh oui, il ne faut pas les oublier, même si lui il n'y pense pas, mais au fait, le peuple ne devait-il pas être au centre de sa politique, ici on n'en voit nulle trace, ce n'est que manoeuvres d'appareils, c'est tout ce qu'il sait faire Mélenchon, c'est la seule chose qu'il a appris au PS et retenu.

Par avance nous avons rejeté la perspective d'une Assemblée constituante prévoyant qu'elle serait immanquablement le clone de l'Assemblée nationale, à sa manière il nous donne raison.

Rien ni personne ne peut se substituer au parti ouvrier révolutionnaire, à l'organisation de masses, à leur irruption révolutionnaire sur la scène politique pour s'emparer du pouvoir politique et liquider le régime en place. Nos dirigeants persistent à l'ignorer, tant

pis, dès lors tout ce qu'on nous proposera sera incohérent ou aboutira à une impasse.

- 6e République : Mélenchon "se réjouit" du soutien de 50 socialistes - AFP

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche (PG), s'est réjoui mercredi de "*l'arrivée collective au mouvement Sixième République d'une cinquantaine de socialistes*", auxquels il a proposé de participer au comité d'initiative qui doit conduire le mouvement.

"Je me réjouis de l'arrivée collective au mouvement Sixième République d'une cinquantaine de responsables socialistes nationaux et départementaux à l'appel de Liêm Hoang Ngoc, membre du bureau national du PS, et de sept membres du bureau national du MJS", écrit Jean-Luc Mélenchon dans un communiqué.

Parmi les signataires, l'ancien candidat Front de gauche à la présidentielle souligne la présence de Sylvain Mathieu, premier secrétaire fédéral du PS de la Nièvre.

"Dans les prochains jours, je serai en état d'annoncer la participation d'écologistes et d'autres personnalités politiques", annonce-t-il.

"La preuve est faite que l'objectif d'une assemblée constituante est de nature à fédérer largement les volontés, comme vient de le prouver d'une autre manière le succès de la votation citoyenne en faveur de l'instauration d'un référendum révocatoire des élus à mi-mandat", selon M. Mélenchon. AFP12.11

Rappel.

- PCF: Pierre Laurent tend de nouveau la main aux "amis frondeurs et écologistes" - AFP 08.11

[Intox et désinformation.](#)

Ordre et justice mafieuse des banksters.

- Amendes de 950 millions de dollars à trois banques américaines - Reuters

L'OCC (Office of the Comptroller of the Currency) a précisé que Bank of America avait accepté de payer 250 millions de dollars, tandis que JPMorgan Chase et Citigroup déboursaient chacune 350 millions.

Ces amendes s'ajoutent à celles annoncées en début de journée par plusieurs autorités financières aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Suisse.

"Plusieurs grandes banques ont laissé se développer un environnement au sein duquel des traders sans scrupules ont discuté d'une manipulation du marché des taux de change", écrit Thomas Curry, responsable de l'OCC, dans un communiqué.

"Notre action aujourd'hui (...) envoie un message très fort, selon lequel de telles mauvaises conduites ne seront pas tolérées", ajoute-t-il.

Ni Bank of America, ni JPMorgan, ni Citigroup ne reconnaissent ni ne démentent la moindre malversation aux termes de cet accord avec l'OCC. La Réserve fédérale et le département de la Justice continuent leur enquête sur les pratiques des banques sur le marché des changes. Reuters 12.11

Ces banques engrangent des centaines de milliards de dollars, qu'est-ce qu'elles en ont à foutre franchement de régler des amendes de quelques centaines de millions de dollars ou davantage... Entre nous, ce sont les premières servies par la Fed, ils se servent en premier, normal.

Les pilleurs-prédateurs se font philanthropes.

Il s'agit de pays possédant d'énormes richesses minières en tous genres, mais faisant face à une terrible pauvreté due aux pillages des multinationales notamment.

- Ebola: Washington appelle le FMI à alléger la dette des pays touchés - AFP

Les Etats-Unis appellent le FMI à effacer près d'un cinquième de la dette des trois pays ouest-africains les plus touchés par l'épidémie d'Ebola, a indiqué leur secrétaire au Trésor Jacob Lew dans un communiqué obtenu mercredi par l'AFP.

"Nous demandons au FMI d'étendre son soutien en accordant un allègement de dette à la Sierra Leone, au Liberia et à la Guinée", a déclaré le ministre dont le pays est le premier actionnaire du FMI.

Un responsable du Trésor américain a ajouté que les Etats-Unis souhaitaient un allègement global de 100 millions de dollars tout en ajoutant que le montant précis devrait être déterminé "*après consultation*" avec le Fonds et ses 188 Etats-membres.

Au total, les trois pays doivent rembourser plus de 493 millions de dollars au FMI, dont 174,8 millions pour la seule Guinée, au titre des prêts accordés par l'institution, d'après les données disponibles sur le site internet du Fonds. Des remboursements d'environ 21 millions de dollars sont prévus pour 2015.

Selon M. Lew, le Fonds monétaire international (FMI) a certes déjà joué "*un rôle crucial*" en accordant fin septembre une rallonge budgétaire globale de 130 millions de dollars à ces trois pays qui étaient sous assistance financière de l'institution avant le déclenchement de la crise Ebola.

Mais un allègement de dette permettrait d'aller plus loin et de "*promouvoir la stabilité économique*" dans ces pays "*en libérant des ressources*" pour couvrir les "*besoins immédiats et les mesures de rétablissement à long terme*", a détaillé M. Lew. AFP 12.11

On serait curieux de savoir combien de fois ces pays ont-ils déjà remboursé le capital qu'ils avaient emprunté sous forme d'intérêts, et combien les multinationales qui pillent leurs richesses leur laissent pour se développer ?

En complément

- Le ministre saoudien du Pétrole réfute toute guerre des prix - Reuters

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

Malfaçon ou contrefaçon ?

- Toyota rappelle 361.800 véhicules dans le monde - Reuters

Avec la bénédiction du gouvernement pro-business qui a donné son accord, sinon à quoi bon

- Rachat partiel d'Alstom par GE: jusqu'à 4 mds EUR redistribués aux actionnaires - AFP

Confirmation. Et dire qu'ils y étaient favorables...

- Juppé (UMP) "*favorable*" à l'adoption par des couples homosexuels - AFP

Juppé doit s'aligner sur le programme des néolibéraux s'il veut qu'ils l'investissent pour 2017 à la place de Sarkozy ou Fillon.

- Etats-Unis : le mariage homosexuel autorisé dans le Kansas - LeMonde.fr

L'union des couples de même sexe est désormais autorisée dans trente-trois Etats américains. LeMonde.fr 12.11

Il faut ce qu'il faut.

- Italie: grève générale le 5 décembre à l'appel du principal syndicat - AFP

- Hausse de 28 % du salaire minimum des ouvriers du textile au Cambodge - LeMonde.fr

Stratégie du chaos

- Egypte: 8 militaires disparus après "*l'attaque terroriste*" d'un bateau - AFP

- Kiev se prépare au combat, l'ONU redoute une "guerre totale" - AFP
- Israël poursuit la colonisation malgré les tensions avec les Palestiniens - AFP
- Israël refuse de participer à la commission d'enquête de l'ONU sur Gaza - Francetv info
- Des colons israéliens incendient une mosquée en Cisjordanie - Le Huffington Post
- Voitures piégées dans l'est de la Libye, quatre morts - Reuters
- Yémen: des dizaines de morts dans un attentat anti-chiite - AFP
- Yémen: Une attaque de drone tue sept membres d'Al-Qaïda - 20minutes.fr
- L'opium bat un nouveau record en Afghanistan avant le retrait de l'Otan - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique. Le massacre de trop ?

- Mexique : des manifestants incendient le Parlement du Guerrero - LeMonde.fr

Les manifestants ont mis le feu mercredi dans le parlement de l'Etat du Guerrero (sud) après avoir incendié la veille au siège du parti gouvernemental, au cours de nouvelles protestations après l'annonce du probable massacre de 43 étudiants.

Quelque 500 enseignants et étudiants mexicains ont mis à sac les bureaux des députés locaux, incendié l'hémicycle et la bibliothèque du parlement du Guerrero, avant de se diriger vers le siège du gouverneur à Chilpancingo, la capitale de l'Etat. Ils avaient auparavant saccagé et mis le feu au siège du secrétariat à l'Education régional.

Convaincus que deux de leurs collègues avaient été arrêtés par la police, des enseignants ont aussi retenu pendant plusieurs heures le sous-secrétaire de la Sécurité publique du Guerrero, Juan José Gatica, qui participait à l'opération de maintien de l'ordre.

Après plusieurs heures, ils ont remis le responsable policier à une ONG locale, sans que l'interpellation des deux enseignants ait été confirmée. AFP 12.11

Russie

- Poutine crée une "armée islamique" - french.tribune C'est sans doute une antidote aux tentatives de "jihadisation" du Caucase et de l'Asie centrale : les députés de la Douma russe viennent de proposer la création d'une "légion islamique" à l'image de la "légion étrangère" en France. Le site Europeinfo qui rapporte cette information, citant les députés russes, affirme que la formation d'une "armée musulmane" composée de soldats non russes constituerait une garantie pour la stabilité de l'Asie centrale. " C'est une initiative destinée à préserver la Russie de la menace des islamistes radicaux", disent les députés. " Cette légion islamique comportera des soldats ouzbeks , et tadjiks et d'autres soldats musulmans rallieront cette armée via des contrats qu'ils signeront avec le ministère russe de la Défense. ces soldats seront rémunérés par le gouvernement russe. Ces soldats pourront obtenir la nationalité russe au bout de six ans de service".

Selon les derniers chiffres publiés, "quelques 295 ressortissants étrangers servent l'armée russe soit 89 ouzbeks, 66 tadjiks, 22 azéris, 22 arméniens, 8 biélorusses, 9 ukrainiens entre autre". Selon les observateurs , cette initiative est destinée à empêcher le mercenariat en Asie centrale, un mercenariat qui pourrait être nourri par les Etats unis et leurs alliés arabes avec en toile de fond le recrutement des jihadistes takfiris d'origine caucasienne et centre asiatique. french.tribune 12.11

Irak

- Al-Baghdadi, blessé : débandade, dans les rangs de Daesh - french.tribune

Al-Baghdadi aurait été blessé, dans un raid aérien contre Mossoul. La nouvelle a suffi à provoquer une débandade, dans les rangs de Daesh.

«L'annonce a beaucoup affecté le moral des Daeshistes, à Mossoul», a affirmé un responsable kurde de la province de Ninive, cité par Al-Alam. «Daesh maintient en détention, depuis 2 jours, nombre de ses éléments, pour éviter des défections. Les habitants de Mossoul font, également, l'objet de ces arrestations», a écrit le quotidien "Ach-Charq al-Awsat". «Daesh a déployé plusieurs de ses éléments, à l'intérieur de Mossoul, pour traquer les déserteurs», a ajouté ce responsable kurde.

Pendant le mois en cours, plus de 200 Daeshistes ont déserté Daesh, tandis que ce groupe a attrapé 50 de ces déserteurs, lors de leur fuite. Ce groupe a annoncé avoir arrêté un chef de Daesh turkmène, pour avoir donné des renseignements aux avions de combat de la coalition américaine, avant que ces avions ne mènent des raids contre les positions des chefs de Daesh. french.trib. ir 12.11

[Haut de page ↗](#)

Le 14 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles ce soir si ma connexion veut bien fonctionner.

Vous avouerez qu'on a bien bossé aujourd'hui. Je rappelle que je suis tout seul à faire le boulot.

Maintenant que le ministre de l'Intérieur a pris la décision d'interdire l'usage des grenades offensives contre des manifestants, on peut saluer le courage des dirigeants du seul parti en France qui ne se sont pas exprimés (à ma connaissance) après la mort de Rémi Fraisse : ceux du POI. Honte à ces dirigeants ! Quand ils iront manifesté, auront-ils une pensée pour Cazeneuve, ce jeune garçon ou le gendarme qui l'a tué ?

Dans le même registre, dans le dernier numéro d'Informations ouvrières (327), ils évoquent l'affaire Jouyet à la manière des chroniqueurs sclérosés des années 70-80 qui surfaient sur l'agonie du régime et prédisaient sa chute incessamment sous peu, sans évidemment remonter jusqu'à Hollande, à croire qu'eux aussi ils tiennent à le protéger.

Voyez-vous, il y a des trucs comme cela qu'on ne peut pas laisser passer, comment dire en restant mesuré, c'est décidément trop infâme, franchement désolé.

[Vous les croyiez plus évolués, détrompez-vous, il est toujours aussi facile de les manipuler.](#)

- Laurent Fabius, ministre le plus apprécié des Français - LeFigaro.fr

- Selon Laurent Fabius, la France doit pouvoir commettre des "crimes de masse" en toute impunité ... pour "faire de la protection de la vie humaine une priorité effective" ! - Mondialisation.ca 11.11

Extrait. A l'heure où la France commémore la boucherie de 1914-1918, où le président de la République entend faire des économies partout sauf dans son armement nucléaire, où quelque 150 Etats parmi lesquels, pour la première fois, les Etats-Unis et la Russie, sont attendus à Vienne les 8 et 9 décembre prochain, au coeur de cette Europe ravagée par deux guerres mondiales, pour la 3e Conférence intergouvernementale consacrée à "l'impact des armes nucléaires sur l'humanité", c'est-à-dire à leurs effets catastrophiques et inhumains, que fait la diplomatie française ?

Que propose son chef ?

Il propose d'autoriser les cinq Etats nucléaires membres permanents du Conseil de sécurité, dont la France, à préparer des crimes de masse et à les commettre en toute impunité.

C'est ce que révèle une tribune officielle publiée par Laurent Fabius sur le site de son ministère.

En effet, le ministre des Affaires étrangères, reprenant la "proposition à la fois ambitieuse et simple" du président de la République devant l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre 2013, proposition d'après laquelle "lorsque le Conseil de sécurité aurait à se prononcer sur une situation de crime de masse, les membres permanents s'engageraient à suspendre leur droit

de veto", a tenu à préciser dans sa tribune que "pour être réaliste, ce code (de conduite) exclurait les cas où seraient en cause les intérêts vitaux nationaux d'un membre permanent du Conseil".

Ainsi, pour Laurent Fabius, les massacres de masse doivent être condamnés unanimement et combattus quand ils sont perpétrés par des moyens chimiques et par un Etat non doté d'armes nucléaires, mais pas quand ils sont exécutés par un Etat doté d'armes nucléaires et d'un siège permanent au Conseil de sécurité.

Le ministre admet implicitement que les armes nucléaires sont des instruments de "crime de masse". Mais la France, qui justifie toujours les siennes par la défense de ses "intérêts vitaux" – elle est seule à le faire en ces termes -, devra pouvoir, "par réalisme", les utiliser en toute impunité. Il faut lui laisser la possibilité, en pareil cas, d'invoquer ses "intérêts vitaux" pour opposer son veto à toute sanction de la part de la communauté internationale. Du coup, elle autorise ses collègues du "club des Cinq" à user du même alibi pour massacrer impunément sa propre population !

Le crime contre l'humanité est donc interdit, sauf aux cinq puissances nucléaires membres permanents du Conseil de sécurité... dont, et c'est là l'essentiel, semble-t-il, la France. "Patrie des droits de l'Homme", comme chacun sait.

Cette tribune remonte à plus d'un an. Elle date du 4 octobre 2013. Mondialisation.ca 11.11 (Lire la suite dans l'article mis en ligne au format pdf, autant dire que nous n'en partageons pas la conclusion, puisque l'auteur inconsistant s'en remet... à Fabius ! On est ou on n'est pas socialiste et cela ne s'improvise pas.)

ACTUALITÉ DU JOUR

Mensonges et crimes d'Etat. Qui couvre qui ?

Affaire d'Etat Rémi Fraise.

- Mort de Rémi Fraise: Cinq mensonges et arrangements des autorités avec la réalité - 20minutes.fr

- Mort de Rémi Fraise: la gendarmerie n'imaginait pas qu'une grenade avait tué - L'Express.fr

Le directeur général de la gendarmerie nationale, Denis Favier, est monté au créneau jeudi assurant sur RTL qu'"en aucun cas" le lien entre le tir d'une grenade offensive et la mort de Rémi Fraise n'avait pu être établi dans la nuit du décès, ni le lendemain des faits.

L'un des avocat de la famille Fraise, Arié Alimi, affirme au contraire que les circonstances de la mort ont été connues dès les minutes qui ont suivi le tir de grenade. AFP 13.11

Puisqu'on connaît la vérité il ne reste plus qu'à en fabriquer une autre, cela peut prendre un certain temps...

- Royal sur la mort de Remi Fraise: "toute la vérité sera faite" - AFP

- Le Foll promet toute la transparence sur la mort de Rémi Fraise - Liberation.fr

... en attendant.

- Mort de Rémi Fraise: Cazeneuve met fin à l'utilisation des grenades incriminées - AFP

Après avoir suspendu l'usage des grenades offensives utilisées par la gendarmerie, il en a finalement annoncé jeudi l'interdiction "parce que cette munition a tué un jeune garçon de 21 ans et que cela ne doit plus jamais se produire".

Le ministre a parallèlement annoncé un "durcissement des modalités d'emploi de grenades lacrymogènes à effet de souffle", qui se fera désormais en binôme, et souhaité que le libellé des sommations faites par les forces de l'ordre soit "revu" et "complété" par une "information visuelle". AFP 13.11

Affaire d'Etat Jouyet-Hollande.

- Affaire Jouyet: le camp Fillon dénonce une "machination" ourdie par Hollande - L'Express.fr

Les plus proches collaborateurs de Fillon dénoncent en effet une "*machination*" ourdie par le chef de l'Etat lui-même. "*Au cours de l'été, une machination a été montée à l'Élysée avec François Hollande dans le but de flinguer François Fillon*", confie l'un de ses hommes de confiance.

Pourquoi donc François Fillon? La réponse est limpide dans le camp Fillon: éliminer un concurrent sérieux pour la prochaine présidentielle et se retrouver face à un Nicolas Sarkozy "*plus facilement battable*". Ce dernier appréciera. Et un proche qui connaît aussi très bien le maire de Bordeaux, aujourd'hui héros des sondages, d'ajouter: "*Si j'étais à la place d'Alain Juppé, je m'inquièterais*".

L'entourage de François Fillon réaffirme son intention de déposer plainte contre Le Monde et ses deux journalistes Fabrice Lhomme et Gérard Davet à l'origine des révélations mais aussi contre Jean-Pierre Jouyet pour diffamation. "*Il aura à s'expliquer devant un tribunal correctionnel*", lance un filloniste du premier cercle.

François Fillon avait gardé totalement confidentiel son déjeuner du 24 juin avec son ex-ami et également ex-ministre Jean-Pierre Jouyet, n'en informant même pas son bras droit Patrick Stefanini et ancien préfet, cheville ouvrière de son mouvement Force Républicaine. lexpress.fr

Simple coïncidence ? A propos de Sarkozy Le Figaro a noté hier que "*depuis le grand meeting de Paris, vendredi dernier, il reprend en boucle le thème de la République*".

- Fillon-Jouyet: pour Bayrou, Hollande "*couvre*" des "*manipulations*" - AFP -

Le président du MoDem, François Bayrou, a estimé jeudi sur France 2 que le maintien en poste du secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, signifiait que le président "*couvrait*", voire "*inspirait*" des "*manipulations*".

"*La conséquence évidente de ce choix, s'il est maintenu et pour moi, c'est un point d'interrogation, la conséquence évidente de ce choix, c'est que le président de la République couvre, approuve, peut-être même a-t-il inspiré un certain nombre de ces manipulations*", a répondu M. Bayrou, interrogé sur le fait de savoir si le maintien de M. Jouyet signifiait que François Hollande était "*en première ligne*".

"*Ceci est un danger extraordinaire ou en tout cas extrême pour le président de la République actuel et pour nos institutions*", a-t-il poursuivi. AFP 13.11

On comprend où se situent ses préoccupations... qu'il partage avec Hollande ou Fillon.

Ni Fillon ni Bayou de demande la démission de Hollande, et pour cause c'est également la pagaille dans leurs partis, qui mieux que Hollande-Valls-Sapin-Fabius-Le Drian serait en mesure de diriger le pays conformément aux intérêts de la classe dominante ? Personne. Et puis pendant ce temps-là ils vivent bien, non ? Du moment que la stabilité du régime et des institutions est assurée, le reste est secondaire pour l'UMP, le MoDem, et le PS.

Les médias jouent les relais de l'Élysée, flinguent maladroitement Sarkozy et ménagent Juppé, servent la soupe empoisonnée à Fillon

- Sarkozy : mais pourquoi ment-il autant ? - Liberation.fr

Question débile ou indolore puisqu'ils mentent tous ! Il a compris mieux que les autres que pour être populaire... il faut mentir.

- Adoption pour les couples homosexuels : comment Juppé ringardise Sarkozy - L'obs

Sarkzoy sait pertinemment que la majorité de la population est contre les nouveaux droits accordés aux homosexuels, qui plus est au sein de l'UMP, donc il a intégré cet élément dans sa campagne. Si après s'être emparé de l'UMP des sondages fiables prouvaient le contraire, il y serait favorable dans la cadre de la campagne des présidentielles. Juppé se fie aux sondages, il commet là une grave erreur ou c'est lui qui devient grabataire, à moins qu'il ne s'en tienne à l'idéologie néolibérale sans tenir compte du contexte politique, une grave erreur politique.

- Juppé en Une des Inrocks : un excellent coup de com' - L'Express.fr

Pas vraiment, car les adhérents de l'UMP qui vont élire le président de leur parti s'en foutent !

- Immigration: Fillon favorable à des quotas et à un nouveau traité - AFP

Il surfe sur la vague de xénophobie en mordant sur les plates-bandes de l'extrême droite en reprenant une proposition de Sarkozy, les adhérents de l'UMP préféreront l'original à la copie.

Partis prix. (Sans faute d'orthographe)

- Jean-Christophe Lagarde succède à Jean-Louis Borloo à la tête de l'UDI - AFP

Pour remplir ma gamelle, je crée mon propre parti. D'autres y ont pensé avant lui.

- Jean-Noël Guérini lance un nouveau parti - Reuters

Bouches-du-Rhône (Reuters) - Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, a annoncé jeudi la création d'un nouveau parti politique, sur lequel il veut s'appuyer pour préparer les prochaines échéances électorales.

A 63 ans, l'ex-homme fort du PS dans le département espère rééditer aux cantonales de mars son succès des dernières sénatoriales, où il a siphonné les voix d'un Parti socialiste local en déroute.

"*Rien ne s'est jamais arrêté*", a-t-il dit devant un demi-millier de personnes, soulignant l'urgence "*d'aller vers de nouveaux horizons, vers de nouvelles conquêtes*".

Le mouvement "*La Force du 13*", qu'il vient de transformer en parti politique, lui a permis d'obtenir fin septembre trois sièges au Palais du Luxembourg, au détriment notamment du Parti socialiste qui n'en a sauvé qu'un.

Le cas de l'ancien patron de la fédération socialiste locale n'en finit plus d'empoisonner un PS, qu'il a quitté en avril quelques jours avant d'en être exclu.

"*Je ne regrette rien de mes 47 ans passés au Parti socialiste. Je ne les bannis pas d'un revers de main* », a souligné celui qui affirme "*avoir fermé le livre*" de cette période.

Jean-Noël Guérini mène aujourd'hui le combat contre le projet de grande métropole Aix-Marseille-Provence lancé par le gouvernement et entend surfer sur le mécontentement des élus locaux pour conserver un siège de président du conseil général qu'il occupe depuis 1998. Reuters 13.11

A l'extrême droite.

Ils assument.

- Dieudonné et Soral lancent leur parti puisque le FN est "*entré dans le système*" - AFP

En réalité, le FN ne l'avait jamais quitté, ce qui montre leur niveau politique.

Le comédien controversé Dieudonné et l'écrivain polémiste Alain Soral, condamnés à plusieurs reprises pour antisémitisme, lancent "*Réconciliation nationale*", un parti qui se veut antisystème puisque, à leurs yeux, le FN rentre dans le rang.

"*On constate que le Front national, après l'éviction de Jean-Marie Le Pen, est entré dans le système, il faut bien qu'il y ait un nouveau parti antisystème*" et "*ce sera nous*", déclare Alain Soral, qui collectionne les condamnations pour diffamation. Marine Le Pen "*a trahi les idéaux patriotes de son père*", accuse Dieudonné.

Après avoir tenté d'influer sur ce parti, ils font un pas de côté, disent-ils.

Interrogée par l'AFP, la commission des comptes de campagne et des financements politiques a précisé qu'elle n'avait à ce stade reçu aucune demande d'agrément d'une association de financement liée à M. Soral, conformément à la procédure (loi 1988). AFP 13.11

On aime bien faire les choses proprement et dans l'ordre. L'affaire Dieudonné est close, on a tiré la chasse derrière !

Ils manifestent.

- Les gardiens de la paix manifestent - Francetv info

Une mobilisation rare. Des milliers de policiers se sont rassemblés place de la Bastille pour dénoncer leurs conditions de travail, le manque de valorisation de leur métier et l'augmentation des agressions. Ils sont venus de toute la France à l'appel du syndicat Alliance pour exprimer le mal-être de leur métier.

Les policiers se sentent opprimés par les réformes et le manque de moyen. La pression du chiffre est une constante qui pèse.

"Vous avez des chefs de service qui vont voir des policiers en leur disant qu'il va falloir faire un effort parce que ce mois ça a été pas terrible, vos collègues ont fait mieux donc le mois prochain vous ferez mieux. Sans quoi ce sera votre notation, votre carrière, votre avancement qui seront remis en cause", raconte un manifestant. Francetv info 13.11

Le syndicat Alliance est de droite, proche de l'UMP si je ne dis pas de bêtise, oui, parce que même dans la police il y a des syndicats de droite et de gauche...

On se détend, c'est la fin de la journée et je termine par là.

J'allais écrire une connerie, tout dépend si le flic qui vous matraque est gaucher ou droitier. Ne soyons pas injuste et ayons une pensée pour l'aristocratie ouvrière qui travaille dans l'industrie d'armement, eux aussi ils ont des syndicats de droite et de gauche, ou encore ceux qui bossent dans l'industrie chimique qui nous empoisonne et tue les abeilles...

Bon, je me permets de dire que, si tout le monde ouvrait sa gueule à son boulot comme je n'ai cessé de le faire, il n'y aurait plus personne pour faire tourner leur putain de capitalisme, pourquoi, pardi parce qu'ils auraient viré tout le monde ! En fait non, à un moment donné parce qu'il aurait bien fallu bouffer, c'est nous qui les aurions virés, les patrons ou actionnaires.

Mais voilà, l'homme est faible, couard, et je ne parle même pas des femmes... Je déconne, à moitié seulement, sauf pour les femmes que j'adore, on a toujours un tas de raisons pour tout accepter, pour fermer sa gueule, courber l'échine, c'est médiocre comme comportement, cent fois au cours de ma vie j'ai préféré me retrouver dans la merde que de faire des concessions qui me semblaient inacceptables, où on se sent profondément humilié, rabaissé, et le seul moyen de conserver sa dignité, c'est de se lever, de rester debout, de refuser de plier devant l'injustice ou d'obéir à des ordres débiles. Je n'ai jamais pu résister très longtemps à l'envie de dire ce que je pensais à la face d'un patron ou de la plupart des gens en général que j'ai croisés un jour, et qui ne l'ont pas compris ou accepté davantage très souvent, toujours dans le cas des patrons, peu importe.

En acceptant leur ordre, on n'accepte pas seulement d'agir comme ils l'exigent, on accepte de penser comme eux qu'on le veuille ou non, notre mode de vie en témoigne si nécessaire, on troque notre liberté contre des chaînes qui nous entraveront jusqu'à la fin de nos jours, c'est intolérable. Se révolter contre l'ordre établi doit devenir un état d'esprit permanent pour ne pas sombrer dans la résignation ou se soumettre. En cultivant sa conscience politique on peut orienter sa révolte dans la bonne direction et le gauchisme n'est assurément pas la bonne direction...

[Intox. G20 et OMC](#)

Un système mafieux dénoncé par ceux qui collaborent avec lui... pour finalement mieux le légitimer.

Comment cela mieux le légitimer ? C'est écrit noir sur blanc dans le dernier paragraphe, il suffit de savoir lire, ils demandent aux dirigeants du G20 qui sont les porte-parole des banquiers et des multinationales de régler la question des paradis fiscaux.

Secours Catholique - Caritas France, Les Amis de la Terre, Transparency International, la CFDT sont des officines créées et financées par le régime et non pour le renverser, il ne faut jamais l'oublier.

Ils dénoncent les dérives mafieuses devenues trop frappantes du capitalisme, tout comme le pape dénoncent les inégalités sociales et l'extrême pauvreté, afin que ceux qui en sont les principales victimes s'en accommodent puisqu'il n'est évidemment pas question d'y mettre fin, tout en leur faisant croire qu'il serait possible de corriger ou réformer le capitalisme pour soulager leur condition, au lieu de s'engager dans le combat politique dans la perspective de l'abolition du capitalisme ou changer de fond en comble la société.

- Un quart du chiffre d'affaires international des banques françaises vient de paradis fiscaux - AFP

Un peu plus d'un quart (26%) du chiffre d'affaires réalisé à l'international par les cinq plus grandes banques françaises vient de paradis fiscaux, selon une étude publiée jeudi par la Plateforme paradis fiscaux et judiciaires, qui regroupe 19 ONG et syndicats.

Cette étude utilise pour sa définition du paradis fiscal une large liste de 60 pays établie en 2009 par le Tax Justice Network, qui comprend notamment la Suisse, l'Irlande ou le Portugal.

La plateforme a toutefois exclu les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Portugal de la liste pour ne pas fausser ses données.

En analysant les documents de référence des banques BNP Paribas, Société Générale, BPCE, Crédit Agricole et Crédit Mutuel, la Plateforme constate qu'un tiers de leurs filiales étrangères se trouvent dans des paradis fiscaux.

Ces filiales sont essentiellement spécialisées en solutions de placement, financement structuré ou gestion d'actifs, l'activité de détail y étant très minoritaire (2 fois moins qu'ailleurs pour BNP Paribas, et 3 fois moins pour Crédit Agricole), selon l'étude.

Le Luxembourg est le paradis fiscal préféré des banques françaises, avec 117 filiales. Les banques y enregistrent près du quart du chiffre d'affaires qu'elles réalisent dans les paradis fiscaux. Suivent la Belgique, Hong Kong et la Suisse.

"L'existence de sociétés de gestion d'actifs ou de véhicules d'investissement au Luxembourg, à Singapour ou à Honk-Kong se justifie commercialement", réagit BPCE dans un communiqué, car ce sont des "plateformes financières mondiales et des références internationales pour les promoteurs de fonds".

Autre conclusion, les Iles Caïmans constituent le trou noir des activités bancaires, avec des chiffres d'affaires très disparates (parfois négatifs), une quinzaine de filiales dénombrées pour les grandes banques françaises mais aucun employé, au motif qu'ils sont localisés dans d'autres pays ou que les activités réalisées sont imposées dans d'autres territoires.

L'étude relève également que les paradis fiscaux sont plus attractifs que les pays émergents, les banques françaises y réalisant 3 fois plus de chiffre d'affaires que dans les BRICS (Brésil, Russie, Chine, Inde, Afrique du Sud).

De son côté BPCE rappelle que *"la notion de paradis fiscal ne fait pas l'objet d'une définition harmonisée au niveau international, ni national", et assure exercer (ses) métiers et (ses) activités dans le respect de la réglementation en vigueur*.

Ainsi sa filiale, l'assureur-crédit Coface, que le rapport considère comme implantée dans des paradis fiscaux, *"gère en réalité, les créances commerciales des entreprises"*, ce qui l'amène à être présente *"dans 66 pays, pour accompagner ses clients"*, argumente le groupe.

BPCE affirme être *"l'un des premiers contribuables de France"* avec 5 milliards d'euros réglés en 2012 au titre des prélèvements obligatoires et un taux effectif d'impôt de 45,8%.

Pour Grégoire Niaudet, du Secours Catholique - Caritas France et co-auteur de l'étude, *"ces chiffres, même partiels, confirment que le recours aux paradis fiscaux, loin d'être anecdotique, est au coeur du fonctionnement des banques ayant des stratégies internationales"*.

Les membres de la Plateforme, parmi lesquels Les Amis de la Terre, Transparency International ou la CFDT, demandent à ce que les Etats du G20 obligent l'ensemble des entreprises à plus de transparence sur les richesses créées pays par pays. AFP 13.11

A 1,3 milliards les Américains ne faisaient pas le poids

- OMC: l'Inde et les Etats-Unis s'entendent et ouvrent la voie à un accord-clé - AFP

La totalité des 160 membres de l'OMC, y compris l'Inde, avaient accepté la mise en oeuvre du TFA, considéré comme le plus important accord mondial de libéralisation du commerce de ces 20 dernières années, lors d'une conférence ministérielle à Bali en décembre 2013.

Les Etats-Unis et l'Inde ont résolu leur différend sur les subventions agricoles indiennes, une avancée cruciale en vue de la mise en oeuvre d'un accord commercial historique de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) conclu à Bali en décembre 2013.

New Delhi avait torpillé en juillet la conclusion d'un Accord de facilitation des échanges (TFA) destiné à réduire les barrières douanières, exigeant que ses réserves alimentaires ne soient pas soumises à de possibles sanctions de la part de l'OMC.

La constitution de réserves alimentaires subventionnées pour les pauvres est considérée comme une infraction en vertu des règlements de l'OMC.

Jeudi, les Etats-Unis et l'Inde ont convenu que les programmes de sécurité alimentaire indiens ne seraient pas remis en cause par l'OMC *"jusqu'à ce qu'une solution permanente sur le sujet soit trouvée et adoptée"*, selon un communiqué officiel américain.

(Etant donné que les autorités indiennes ne seront pas pressées de trouver une *"solution permanente sur le sujet"* car la pauvreté

est appelée à demeurer endémique, cela signifie qu'en réalité les Américains ont capitulé devant les Indiens qui bloquait cet accord pour pouvoir enfin l'appliquer et mieux piller les pays dominés. Et puis il faut bien se dire une chose, si les traités de nature politique sont rarement ou peu respectés par leurs signataires, notamment les Etats-Unis et Israël, cela vaut encore plus pour les traités de nature économique ou autres sanctions appliquées à certains pays qui les contournent facilement, c'est le cas de l'Iran, de la Russie, par exemple. - ndlr)

La Maison Blanche a estimé que cet accord "*ouvrirait la voie à des progrès en vue de la mise en oeuvre immédiate et complète de l'Accord de facilitation des échanges, qui va abaisser les coûts des échanges pour les pays développés et en développement*". (Il profitera en priorité à ceux qui détiennent la puissance financière au détriment des pays plus faibles et endettés. C'est un instrument du colonialisme financier de l'oligarchie ou des multinationales occidentales. - ndlr)

Certains pays occidentaux, emmenés par les Etats-Unis, craignaient que les réserves alimentaires subventionnées ne finissent sur les marchés, constituant une distorsion des règles du commerce. AFP 13.11

(Quelle blague, mais c'est le cas et les puissances occidentales n'y peuvent rien !

Tenez, ce soir je vais manger du riz subventionnée par l'Etat. Je l'ai racheté à des pauvres, la famille de Selvi ma compagne, au lieu d'aller l'acheter au marché. C'est le riz que je donne à manger à mon chien et qui me convient très bien. Beaucoup d'Indiens ne l'aiment pas ou la ration mensuelle qui leur est allouée est trop importante parce qu'ils ne mangent pas que du riz, ils mangent aussi des galettes à base de blé (chapati) ou de lentilles mélangées à du riz (dosaï), ils revendent leur surplus de riz. Ils le touchent à 3 ou 5 roupies le kilos, je leur rachète 10 roupies, c'est convenable, alors qu'au marché le riz le moins cher est à 13 ou 15 roupies.

Je ne suis pas le seul dans ce cas-là, toutes les familles que je connais revendent du riz, si personne dans leur entourage n'en veut, ils le refourguent à des restaurants. Ils troquent aussi du riz contre de la farine ou de l'huile subventionnées ou d'autres produits, du kérosène par exemple. Tiens, cela me fait penser à un truc, maintenant que j'ai revendu mon générateur, il me reste 15 litres de kérosène à refourguer, peut-être contre des poulets ou des légumes.

Selvi n'a pas renouvelé sa carte de rationnement depuis le jour où elle était tombée gravement malade en 2009, une vraie connerie entre nous, je lui ai dit aussi, quand on est pauvre, c'est prioritaire. Là je m'en suis occupé ou plutôt son frère et elle devrait la recevoir d'un jou (ou une semaine !) à l'autre. Sur son carnet il n'y aura plus qu'elle et son fils. Quand elle ira au bureau d'approvisionnement du gouvernement, je vous en causerai deux mots pour voir ce à quoi les pauvres ont droit généreusement par le gouvernement, trop selon les Américains.

Je ne vous raconte pas tout, c'est une occasion pour parler politique avec les Indiens, je n'en loupe pas une je peux vous assurer, cela ne rattrape pas le fait que je suis pas sur le terrain à militer, mais je fais mon devoir de militant consciencieusement, comme je peux, je ne me laisse pas aller. - ndlr)

[Propagande de guerre. Hystérie des agents de l'Otan contre la Russie.](#)

- Menacée de nouvelles sanctions, la Russie nie avoir des troupes en Ukraine - AFP
- La Russie temporairement rassurée après avoir frôlé le gouffre financier - AFP
- Les vols militaires russes en augmentation près des côtes américaines - Libération.fr
- L'Australie surveille quatre navires russes au large de ses côtes - AFP
- Coopération militaire des pays baltes et nordiques face à Moscou - Reuters
- L'ONG Memorial, archives de la Russie soviétique, condamnée à se taire? - L'Express.fr

La palme revenait hier à Libération qui confirme son virage néolibéral. De gauche si cela peut faire plaisir à ceux qui achètent encore ce torchon, ils ont trop de fric ma foi.

- Chars russes en Ukraine : les photos qui accusent Moscou - liberation.fr 13.11

Malgré les dénégations de Moscou, l'Otan a confirmé l'entrée de convois militaires russes dans l'est du pays. Plusieurs photos semblent en attester. Voyons sur quoi repose cette affirmation. liberation.fr 13.11

Les approximations ou imprécisions relevées dans cet article à charge contre la Russie sont accablants. Le travail de

faussaire nécessite des qualités dont ne peut se targuer de posséder cette officine de propagande de l'Otan. Ils devraient suivre une formation au Monde, ils sont meilleurs dans ce domaine.

- Des tanks **non-identifiés** près de Shakhtarsk...
- Plusieurs photos **semblent** en attester...
- Plusieurs photos **semblent** attester la présence russe....
- Ainsi ces photos (...) présentées **comme** montrant un convoi de trois engins militaires ...
- La nationalité des soldats est **inconnue**....
- Mais il **pourrait** s'agir de véhicules (...) d'origine russe...
- Autre document, cette vidéo (...) l'origine des images et la fiabilité du compte sont **inconnues**.
- La vidéo est présentée **comme** montrant un convoi de chars russes...
- Ce jeudi, selon le site «inform napalm», dont la **fiabilité est incertaine**...
- Les observateurs de l'OSCE **ont aussi dit** ce jeudi avoir vu un véhicule...

Et pas un seul témoignage, pas un seul soldat russe fait prisonnier en Ukraine ?

Quand la propagande fait office d'information, les faits sont systématiquement déformés.

Pour les puissances occidentales comme pour les médias aux ordres, la vérité sort uniquement de la bouche d'Obama ou de l'Otan, dès lors tout ce que peuvent affirmer les Russes ou d'autres sources n'est que mensonge.

- Menacée de nouvelles sanctions, la Russie nie avoir des troupes en Ukraine - AFP

Sous la menace de nouvelles sanctions agitée par Washington, la Russie a répété jeudi ne pas avoir de troupes dans l'est de l'Ukraine, région aux mains de séparatistes prorusses et où la communauté internationale craint l'embrasement.

"*Une réponse courte : non*", a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch, interrogé sur la présence de soldats russes en Ukraine.

"*Je vous dis catégoriquement et officiellement que ni maintenant ni dans le passé il n'y a ou il n'y a eu de troupes ou de mouvements de troupes (russes) à la frontière, sans même parler d'une présence de troupes sur le territoire ukrainien*", a-t-il ajouté.

"*Selon nos estimations, il y a 8.000 soldats russes, voire plus, actuellement sur notre territoire*", a déclaré jeudi à l'AFP un haut responsable ukrainien chargé de sécurité, sous le couvert de l'anonymat.

Le représentant ukrainien à l'ONU Iouri Sergueev a assuré pendant une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU mercredi que la Russie avait également accumulé environ 39.000 militaires, 200 chars, 640 systèmes d'artillerie et plus de 120 avions de combats à la frontière ukrainienne.

Si ces affirmations sont difficilement vérifiables, l'ONU s'est déclarée "*très inquiète du risque d'un retour à une guerre totale*" en Ukraine. AFP 13.11

Il est vrai que les Américains possèdent des satellites capables de lire les numéros inscrits sur une plaque d'immatriculation, mais "39.000 militaires, 200 chars, 640 systèmes d'artillerie et plus de 120 avions", ils ne sont pas capables de les détecter et de produire des photos, étrange, non ?

Il se peut aussi que ce soit vrai et que la Russie prépare une offensive en Ukraine, et que l'ONU ait reçu l'ordre de ne pas en parler, de qui, mais du Pentagone voyons, pourquoi, on n'en sait rien pour le moment si cela s'avérait exact, un deal entre les Américains et les Russes sur l'Ukraine et le Moyen-Orient, à moins que ce ne soit une ruse ou un marché de dupes prélude à une véritable guerre entre les Etats-Unis et la Russie, tout est envisageable à ce stade de leur confrontation.

Qui en décidera ? On a une petite idée sur la question.

- Baisse des matières premières : un mauvais signal pour les marchés financiers - LeFigaro.fr

[Le dernier coup d'Etat contre la démocratie : Chasseur de "prime".](#)

Quand la température monte trop haut, cassez le thermomètre et établissez un nouvel étalon.

C'est ce que font en général toutes les dictatures civiles ou militaires qui ne prétendent pas incarner la démocratie mais l'intérêt général, et comme de nos jours ceux qui gouvernent prétendent incarner l'un et l'autre indistinctement, il est normal que leur régimes dérivent vers une dictature de plus en plus ouverte ou assumée, d'autant plus qu'il n'existe pour ainsi dire aucune opposition suffisamment organisée ou puissance pour s'y opposer.

Cependant, avec la crise du capitalisme, la classe dominante n'a plus les moyens politiques de gouverner la société tant sa politique antisociale et réactionnaire est rejetée, ses représentants sont de plus en plus souvent mis systématiquement en minorité, sans qu'aucune majorité ne se dégage puisque le fonctionnement des institutions et les règles électorales établies interdisent à un parti représentant réellement les intérêts des masses exploitées qui composent la majorité de la population d'obtenir la majorité ou même d'avoir des élus. Dans ces conditions, seuls des partis inféodés au capitalisme participent au Parlement, or ils sont tous à des degrés divers rejetés par la majorité des masses quand elles ne se réfugient pas dans l'abstention ou le vote blanc. Aussi il est devenu de plus en plus difficile pour les partis du capital de droite comme de gauche d'obtenir la majorité absolue.

Aucun parti n'étant en mesure d'obtenir la majorité ou d'atteindre le seuil légal de 50% des voix exprimées pour former un gouvernement, ils ont imaginé d'abaisser la majorité à 40% et d'octroyer autoritairement au parti ou à la coalition ayant atteint ce score un certain nombre d'élus lui permettant d'atteindre les 50% et le tour est joué.

C'est le modèle de gouvernance minoritaire encore plus antidémocratique qui existe déjà en Grèce et que Renzi et Berlusconi veulent imposer à l'Italie.

Voyons ce qu'il en est en Grèce.

Wikipedia.org. - Les 300 députés du Parlement grec sont élus via un mode de scrutin mixte pour une durée de quatre ans : 50 sièges sont attribués au parti ayant obtenu le plus de voix, et les 250 sièges restants sont répartis à la représentation proportionnelle entre tous les partis ayant obtenu au moins 3 % des suffrages exprimés.

Vu l'importance de la prime majoritaire (16,7 % des sièges), un parti n'a besoin que de 40,4 % des suffrages exprimés, au plus, pour obtenir une majorité absolue de sièges au Parlement.

Ce pourcentage nécessaire diminue avec le pourcentage total réalisé par seuls partis ayant atteint le seuil de 3 %. Il est calculé en multipliant ce pourcentage par 101/250, puisqu'il s'agit d'obtenir au moins 101 des 250 sièges attribués à la proportionnelle.

En mai 2012, le total des voix des 7 partis ayant dépassé les 3 % a été légèrement inférieur à 81 % des votes exprimés. Il aurait donc suffi qu'un des partis récolte 32,8 % des suffrages pour obtenir la majorité absolue ($= 81 \times 101/250$).

La Nouvelle Démocratie (conservateur) est arrivée en tête du scrutin de mai 2012, mais avec un score historiquement bas de 18,85 %, elle était très loin de la majorité absolue, avec 108 sièges (incluant les 50 de la prime majoritaire).

La Nouvelle Démocratie (conservateur) et le Pasok (social-libéral) n'ayant recueilli que 149 sièges sur les 151 nécessaires à la formation d'une majorité en incluant la prime des 50 sièges au gagnant, la formation d'un gouvernement de coalition s'est avérée impossible et de nouvelles élections législatives ont dû être organisées un mois plus tard.

En juin 2012, la Nouvelle Démocratie et le Pasok obtenaient seulement 29,66 % et 26,89 %, mais ils pouvaient gouverner ensemble grâce aux 50 sièges supplémentaires attribués à la Nouvelle Démocratie passant de 58 à 108 sièges et le Pasok obtenant 52 sièges, soit au total 160 sièges sur 250, soit la majorité absolue.

J'ai modifié les deux derniers paragraphes de Wikipedia pour notre démonstration.

Finalement, pour assurer la continuité des institutions en place, ils recourent à un mode de scrutin qui fausse les résultats du suffrage universelle, un parti pouvant se voir octroyer le double d'élus par rapport au nombre de voix qu'il a obtenues, le régime en place n'est plus qu'une caricature de démocratie, c'est un régime autoritaire, une dictature civile.

Dès lors, quelle légitimité faudrait-il accorder à des élections qui se tiendraient dans ce cadre-là, sinon à légitimité le mode de scrutin profondément antidémocratique et les institutions en place ? Dénoncer ce mode de scrutin et refuser de participer à ces élections n'a jamais fait une ligne politique, faudrait-il encore lui fixer un objectif politique ou l'inscrire dans une perspective politique, qui ne peut être que l'abolition des institutions qui sont l'expression de la négation de la démocratie ou du pouvoir politique que la minorité a confisqué au détriment de la majorité des travailleurs, qui doivent se doter de leurs propres institutions politiques indépendantes, prendre le pouvoir.

Ce mode de scrutin inique consacre la confiscation du pouvoir politique par la classe dominante qui représente une infime minorité de la population, pour imposer sa politique antisociale et réactionnaire à la majorité qui la rejette lors de chaque élection. C'est inscrire dans la durée la dictature du capital en se dotant d'un régime basé sur l'usurpation du pouvoir politique. Dès lors tout changement de majorité et de politique étant rendu impossible dans le cadre des institutions en vigueur, il ne reste plus qu'à les combattre pour les renverser.

Sur le plan social toutes les réformes qu'ils adoptent ont un contenu régressif, antisocial, et sur le plan politique leurs réformes tendent à instaurer un type de pouvoir autoritaire, une dictature, un régime tyrannique qui ne peut être renversé qu'en recourant à la force, à une révolution prolétarienne.

L'air de rien, cette mesure est dictée par la stratégie politique de l'oligarchie financière qu'on s'emploie à ignorer, et qui à l'arrivée devrait se traduire par l'instauration d'une dictature mondiale, dont les Etats ou ce qu'il en reste au sein de l'UE pourraient être les exécutants. Comment ne pas voir que toutes les mesures politiques qu'ils prennent consistent à nous oter petit à petit tout pouvoir politique ? Mieux encore, à faire en sorte qu'il soit dans l'avenir impossible de conquérir des droits politiques, ce qui est mille fois plus grave encore que la situation que nous vivons aujourd'hui. Ils y viennent, ils avancent dans cette direction, et nos dirigeants continuent de jouer dans la cour de récréation des institutions.

- Italie: coup d'accélérateur pour les réformes politiques - AFP

La réforme électorale qui doit libérer l'Italie de son instabilité gouvernementale chronique semble avoir fait un grand pas en avant avec la réaffirmation de l'alliance sur ce sujet de Matteo Renzi et Silvio Berlusconi, même si des surprises ne sont pas exclues.

Les deux hommes ont également confirmé leur volonté d'accélérer la réforme du Sénat, qui jouit pour l'instant des mêmes prérogatives que l'Assemblée nationale, afin de faciliter le processus législatif en limitant les interminables navettes.

En vertu de l'accord conclu mercredi soir entre le chef du gouvernement de centre gauche et son prédécesseur de droite, le nouveau mode de scrutin visant à constituer des gouvernements solides appuyés sur des majorités claires devrait être approuvé avant Noël.

"*L'Italie a besoin d'un système institutionnel qui garantisse la capacité de gouverner (et) d'un vainqueur clair le soir de l'élection*", ont déclaré MM. Renzi et Berlusconi dans un communiqué commun.

Leur déclaration laisse entrevoir "*une fin heureuse, sans exclure un coup de théâtre de dernière minute*", commente le Corriere della Sera.

Au-delà des déclarations de principe, les deux hommes ont des intérêts totalement divergents en ce qui concerne au moins deux points essentiels de la loi électorale.

M. Renzi veut attribuer "*la prime au vainqueur*" au parti qui obtiendra 40% des voix au premier tour, son Parti démocrate (PD) a même dépassé ce score aux récentes élections européennes, ou qui arrivera premier au ballottage, de manière à obtenir une majorité compacte pour gouverner.

M. Berlusconi veut en revanche attribuer cette prime non pas à un seul parti mais à la coalition qui arriverait à 40% ou gagnerait le ballottage car cela lui permettrait de rassembler autour de son mouvement, Forza Italia (FI), et en dictant ses conditions, les autres partis du centre droit, tous moins bien placés dans les sondages.

De même, le seuil minimum pour qu'un parti puisse entrer au Parlement est de 3% dans les projets de M. Renzi, de manière à tranquilliser ses actuels alliés, dont le Nouveau centre droit (NCD), des formations proches de ce chiffre dans les intentions de vote et qui pourraient ainsi rester indépendantes.

Il est de 5% en revanche pour M. Berlusconi, qui souhaiterait également utiliser cet argument pour contraindre les autres formations plus petites du centre droit de se joindre à FI dans la compétition électorale. AFP 13.11

Un rappel. Comme quoi ils sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins.

En janvier 2011, à Haïti, René Prével avait été déclaré élu président avec seulement 48% des voix par l'ONU, une fois retranchées ou retirées les votes blancs afin qu'il franchisse la barre des 50%, l'impérialisme américain et l'Union européenne ayant cautionné cette magouille électorale. (causerie du 11 janvier 2011)

On croirait qu'ils leur manquent déjà ou qu'ils s'inquiètent de son état de santé.

- L'Etat islamique diffuse un enregistrement de son chef Al-Baghdadi après des rumeurs sur sa mort - LeMonde.fr

- L'EI diffuse un enregistrement audio de son chef Baghdadi après des rumeurs sur sa mort - LePoint.fr

- L'EI diffuse un enregistrement pour démentir la mort de son chef - L'obs

- Le chef du groupe Etat islamique fait un retour fracassant - 20minutes.fr

Abou Bakr al-Baghdadi, que des rumeurs disaient mort, s'exprime dans un enregistrement. (Qu'ils ont pris soin d'identifier... Non, pas besoin. Pourquoi ? Mais pour les besoins de la propagande voyons ! - ndlr)

... le groupe extrémiste Etat islamique (EI) a diffusé jeudi un enregistrement audio attribué à son chef. 20minutes.fr 13.11

Là ils ont pris la précaution (du bout des lèvres) de préciser que c'était EI qui avait prétendu que cet enregistrement était attribué à Baghdadi, sous-entendant que cette affirmation n'engageait qu'EI, ce dont se fout le lecteur, l'essentiel étant ailleurs, de rassurer les troupes des barbares pour qu'ils continuent leur bon boulot.

- Al Baghdadi, soigné par des médecins israéliens - french.irib.ir 13.11

Selon les sites takfiris, le chef de la milice terroriste de Daesh se feraient en ce moment soigner par plusieurs médecins spécialistes israéliens. Les daeshistes qui communiquent cette information sur leur page twitter affirment que les médecins israéliens le font avec "un très grand sérieux".

Le ministère irakien de l'Intérieur a confirmé dimanche dans un communiqué que le chef terroriste avait été blessé au cours d'une offensive aérienne menée par la coalition contre son centcom à Mossoul, raid qui a par ailleurs fait des morts parmi les commandants de Daesh. Dans un communiqué, le porte parole de Daesh, Abou Mohamad Adnani a reconnu implicitement le fait, demandant aux fans du calife Baghdadi à prier pour son rétablissement. Des informations les plus contradictoires courent sur le sort du mystérieux personnage hollywoodien et agent secret du Mossad qu'est Baghdadi. Les sources évoquent même un certain Abou Muslim al Turkamani qui se serait proclamé successeur de Baghdadi. Le ministre irakien des AE a annoncé ce matin n'avoir aucune preuve confirmant la mort du gourou takfiri.

Mort ou vivant, les medias arabes qui s'intéressent toujours au sort du numéro un de la milice takfiriste de l'Etat Islamique (EI-Daesh) Abou Bakr al-Baghdadi penchent beaucoup plus pour la première éventualité.

D'autant plus que le porte-parole de Daesh Abou Mohammad al-Adnani a fait allusion à cette éventualité, en assurant que la mort de Baghdadi ne sonnera certainement pas la fin du mouvement. D'autant plus qu'une fondation proche de ce mouvement, Al-l'tissam a elle aussi signalé mardi dans un Tweet qu'elle allait diffuser les détails de la mort du « *calife Baghdadi* » et l'allégeance prêtée à son successeur. french.irib.ir 13.11

Peu importe qu'il soit vivant ou mort, ce qui est intéressant ici c'est la réaction empressée des médias français toujours prompts à rassurer ses adeptes, à croire qu'ils en feraient partie ou qu'il leur manquait déjà...

ACTUALITE EN TITRES

Un "*mauvais signal*".

- Le prix du baril de pétrole sous la barre des 80 dollars - LeMonde.fr

- Baisse des matières premières : un mauvais signal pour les marchés financiers - LeFigaro.fr

Les affaires continuent tout de même.

- Halliburton négocierait le rachat de Baker Hughes - Reuters
- Warren Buffett s'offre les piles Duracell pour 4,7 milliards de dollars - AFP
- Hasbro serait en négociations pour le rachat de DreamWorks - Reuters
- Les acquisitions tirent le bénéfice de Bertelsmann - Reuters

[Après l'UE xénophobe, l'UE carcérale.](#)

- La justice européenne juge conforme la "*perpétuité réelle*" pratiquée en France - Francetv info

[Eugénisme. La source d'inspiration des néolibéraux ?](#)

- L'infanticide, guerre des sexes chez les mammifères - LeMonde.fr

Chez 119 espèces, les mâles tuent les petits des autres pour contrôler leur descendance et transmettre leurs gènes. LeMonde.fr 13.11

C'est le programme de l'OMS en Afrique ?

[La dernière conquête du Mossad.](#)

- Patrick Bruel, président du jury Miss France 2015 - LePoint.fr

[Alors si même la Commission Trilatérale présidée par Rockefeller y est favorable....](#)

- Elisabeth Guigou (PS) défend la reconnaissance de la Palestine « *pour la paix, pas contre Israël* » - LeMonde.fr

Et commel 'existence d'Israël est incompatible avec la "*paix*", vive le blocus de Gaza et le massacre des Palestiniens !

[Qu'en savent-ils alors ?](#)

- A Guantanamo, l'alimentation forcée se pratique dans le plus grand secret - AFP

Pourvu qu'ils échappent à cela, chut c'est aussi un secret !

- «*De la viande bonne pour la poubelle a été transformée en steaks hachés*». - 20minutes.fr 13.11

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre 2014

CAUSERIE

J'ai contacté quelques éditeurs afin d'essayer de décrocher un job de relecteur pour joindre les deux bouts.

On a ajouté 9 articles.

J'ai cru comprendre qu'il y aurait des manifestations contre le gouvernement et sa politique aujourd'hui samedi dans toute la France, je n'étais pas au courant, on traitera cela demain. Il faut dire que je vais de moins en souvent sur les portails des différents partis politiques, pas le temps et surtout pas de temps à perdre.

S'il vous plaît, soyez sympath et avertissez-moi quand un appel paraît.

Une allégorie rédigée hier soir en pensant aux intellectuels de gauche ou opposants aux politiques menées par les

différents gouvernement dans le monde. Il y a urgence à renouer avec le socialisme.

Quand nous avons le capitalisme comme ligne d'horizon, nous avons forcément un horizon restreint devant ou derrière nous selon le point où nous nous plaçons, nous en atteignons rapidement les limites.

Ne pas être capable de le dépasser ou s'y cantonner, c'est se condamner à avoir une vision du monde étriquée ou étroite qui se réduit à vue d'oeil, qui vous renvoie l'image déformée que vous en avez une fois traversée le prisme de vos illusions qui ont donné corps à des chimères qui se brisent en plein désert sur un mirage.

Nul miracle à en attendre.

Au delà, le champ qui s'ouvre à vous est au contraire incommensurable, nous ne pouvons en mesurer précisément l'étendue qui s'offre à notre regard tellement il est gigantesque et regorge de richesses capables d'alimenter notre imagination pour l'éternité pour peu que nous nous accordions cette liberté.

Alors seulement illusions, chimères, mirage, miracle et utopie s'évanouiront pour céder la place à la réalité.

N'était-ce de là qu'il faudrait partir ?

[Une vidéo.](#)

ISIS crowd stomp Syrian soldiers to death
http://www.youtube.com/watch?v=x_vC2jsmwgc

Tournée à Rakka le bastion de l'Emirat islamique dans le nord de la Syrie.

[La survie du capitalisme ou le règne de la "terreur". Ils font un premier bilan des atrocités que leurs barbares ont commises.](#)

- Syrie: le groupe EI fait régner la "terreur" par des crimes contre l'humanité - AFP

Une commission d'enquête de l'ONU a accusé vendredi le groupe Etat islamique de faire régner la "terreur" en Syrie en se livrant à des crimes contre l'humanité et crimes de guerre, et demandé que ses dirigeants soient poursuivis devant la Cour pénale internationale.

Dans son premier rapport détaillé sur l'EI, rendu public vendredi à Genève, la Commission d'enquête sur les crimes en Syrie, mise en place par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, établit une longue liste de crimes, documentés par quelque 300 témoignages de victimes et de témoins. Elle y dénonce des massacres ciblant des groupes ethniques et religieux, des décapitations, de l'esclavage sexuel et des grossesses forcées.

Le groupe "cherche à dominer tous les aspects de la vie des civils sous son contrôle à travers la terreur, l'endoctrinement et la fourniture de services à ceux qui obéissent", affirme le rapport.

"Le groupe armé mène une politique de sanctions discriminatoires telles que des taxes ou des conversions forcées sur des bases de l'identité ethnique ou religieuse, détruisant des sites religieux et expulsant systématiquement les communautés minoritaires", souligne le rapport intitulé "Règne de la terreur : vivre sous l'EI en Syrie".

Les attaques "à grande échelle et systématiques" contre la population civile kurde et contre la minorité religieuse yazidi constituent des "crimes contre l'humanité", tout comme les disparitions forcées dans des attaques contre les populations civiles dans les régions d'Alep et Ar Raqqah, qui s'accompagnent de crimes et de tortures, souligne le rapport établi sous l'autorité de Paulo Sergio Pinheiro (Brésil).

L'EI a "décapité, fusillé, lapidé des hommes, des femmes et des enfants dans des lieux publics dans les villes et villages du nord-est de la Syrie", poursuit ce rapport de 20 pages. Les corps des victimes sont généralement exposés sur des croix pendant trois jours, les têtes plantées sur les grilles des parcs "comme un avertissement à la population sur les conséquences du refus de se soumettre à l'autorité du groupe armé".

Il souligne que les combattants étrangers, dont beaucoup sont attirés en Syrie par les vidéos des crimes d'une extrême violence commis par les combattants de l'EI, ont gonflé les effectifs du groupe et forment l'essentiel de sa hiérarchie.

Le rapport souligne que les cadres du groupe, majoritairement étrangers, "*sont individuellement responsables pour ces crimes*" et il demande à la communauté internationale de combattre l'impunité en "*engageant des mécanismes pour qu'ils rendent des comptes, y compris devant la Cour pénale internationale*".

Pour que la CPI soit saisie, il faudrait une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU ce que la Russie a toujours refusé en ce qui concerne le gouvernement syrien.

D'anciens prisonniers ont rapporté que les pires traitements dans les centres de détention sont réservés à ceux soupçonnés d'appartenir à d'autres groupes armés, aux journalistes et aux fixeurs ayant travaillé avec la presse étrangère.

Le rapport souligne également les agressions commises contre les femmes, relevant que les familles terrorisées marient précipitamment leurs filles mineures de peur qu'elles ne soient mariées de force à des combattants du groupe jihadiste. Il caractérise aussi comme "*crime contre l'humanité*" la mise en esclavage sexuel de femmes yazidies, vendues, violées et pour certaines engrossées.

La Commission dénonce les crimes commis contre les enfants: le groupe, composé majoritairement de combattants étrangers, "*donne la priorité aux enfants comme supports d'une loyauté à long terme, d'une adhésion à leur idéologie et comme un groupe de combattants dévoués qui considèrent la violence comme une façon de vivre*".

Le rapport évoque le cas de 153 enfants kurdes âgés de 14 à 16 ans, enlevés le 29 mai et libérés cinq mois plus tard, après avoir été endoctrinés quotidiennement, ceux qui refusaient étant sévèrement battus.

Il cite le cas de huit femmes lapidées à mort en juin et juillet dans la région de Raqqah, accusées d'adultère. Selon des témoignages, elles avaient apporté du ravitaillement à un autre groupe armé opposé à l'Etat islamique.

A Al Mayadin, en août, une femme dentiste a été décapitée parce qu'elle continuait à traiter des patients des deux sexes, indique le rapport.

A la mi-juillet, les jihadistes de l'EI se sont emparés du gisement de gaz de Sha'ar , à l'est de Homs, tuant quelque 350 personnes. "*Parmi eux, les techniciens et les employés ainsi que les membres de leurs familles, y compris les enfants. Le corps d'un médecin a été trouvé dans la clinique, les mains attachées, abattu à bout portant. Les habitants des villages voisins, comme à Al Mahfoura, ont aussi été tués*", indique le rapport.

Il note également que depuis le début des raids aériens américains fin septembre, les habitants d'Alep rapportent que les djihadistes se réfugient davantage dans des maisons et des fermes habitées, ce qui a entraîné des pertes civiles lors des bombardements. AFP 14.11

ACTUALITE EN TITRES

[Tyrannie. Un pouvoir sans contrôle.](#)

- Fitch abaisse à "*négative*" la perspective de la note de la Belgique - AFP

- L'UE va demander de nouvelles modifications au budget italien - Reuters

- L'UE donne son feu vert au rapprochement Etihad-Alitalia - Reuters

[Jusqu'à quand tiendra-t-il ?](#)

- Et si Hollande avait (finalement) réussi son émission sur TF1 ? - Liberation.fr

Vraiment ?

- François Fillon ne pliera pas devant la "*rumeur infamante*" - Reuters

- L'Intérieur veut briser la dynamique de la contestation d'extrême gauche - LeFigaro.fr

- L'affaire Fraise va-t-elle fédérer les luttes ? Le feu social qui couve fait craindre des actions de plus en plus violentes. - LeFigaro.fr

[Corrompus à tous les étages.](#)

- Condamné pour corruption, le patron du PS en Gironde démissionne - AFP

- Pour Bruno Le Roux, "les élus fraudeurs doivent démissionner" - L'obs

[Leur politique conduit au chaos, à l'affrontement entre toutes les couches de la population](#)

- Mort de Rémi Fraise: Un parent d'élève frappe un manifestant avec un extincteur - 20minutes.fr

- Les pro-aéroports manifestent à Nantes pour Notre-Dames-des-Landes - Liberation.fr

[Pseudo-gauche et extrême gauche. Les récupérateurs-impoteurs](#)

- PCF: la lutte contre l'évasion fiscale devrait être une "grande priorité nationale" - AFP

Il tient le même discours que le gouvernement qui prétend s'y attaquer...

- Olivier Besancenot estime que «Hollande peut tomber» - 20minutes.fr

«Ce qu'il faudrait, c'est qu'il tombe sur des bases de gauche», a-t-il pris soin de préciser. Il appelle aussi les frondeurs du PS à arrêter de faire du «catch» et à lutter réellement contre le gouvernement... 20minutes.fr 14.11

Mais ils ne font que cela, la preuve : ils ont permis à Hollande et au gouvernement d'appliquer leur politique antisociale depuis deux ans et demi...

Besancenot est à la remorque de Mélenchon et Laurent ou la vraie nature du NPA ou le Nouveau Parti des Aventuriers...

[Allumez le feu...](#)

- La bonne semaine de Nicolas Sarkozy - LeFigaro.fr

- Johnny Hallyday est "déçu" par Nicolas Sarkozy - Francetv info

"Aux Etats-Unis, ils ont la même crise que chez nous et dans le monde entier, mais ils s'en sortent, ils ne se plaignent pas toute la journée les Américains, s'emporte Johnny Hallyday. Il faut s'en sortir, alors ils bossent. Ici, on a l'impression d'être assisté : on ne bosse pas, on fait les 35 heures, on fait des manifs, la grève... Je trouve ça désolant. C'est pas comme ça qu'on s'en sortira." Francetv info 14.11

C'est histoire de causer, pour 6 représentations à Bercy et 10 semaines de répétition, soit moins de trois de boulot à bosser comme un forçat, il va partager avec Eddy Mitchell et Jacques Dutronc, une fois toutes charges déduites ce qui restera de la billetterie, 10 millions d'euros, plus la retransmission dans des salles de cinéma, 1,6 million d'euros, au bas mot au moins un million d'euros chacun. Alors il est vrai qu'à ce tarif-là cela ne donne pas vraiment envie de manifester ou de faire grève, ni même de travailler davantage, que quoi, 11 semaines par an...

Il aura été réac et minable toute sa vie, il y a des gens comme cela. Il faut lui reconnaître qu'il a de la voix, mais qu'il chante comme une casserole, et qu'il n'a jamais vraiment su jouer de la guitare au delà de trois notes, comme les Rolling Stones par exemple.

[Eugénisme par empoisonnement alimentaire.](#)

- Les fast-foods ciblent de façon «disproportionnée» les enfants noirs - 20minutes.fr

Les compagnies de fast-food aux Etats-Unis auraient dépensé près d'un quart de leurs budgets de marketing pour cibler les jeunes de 2 à 17 ans. 20minutes.fr 14.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Pétrole. Croissance ou quand ils ont enfanté un monstre.

Le monde est dirigé par des cinglés, fanatiques, hystériques, de dangereux psychopathes.

Quel est leur problème ? La baisse de la consommation du pétrole? Pas du tout puisqu'ils prévoient qu'elle va encore augmenter en 2015. Mais quoi alors ? Elle n'augmentera pas autant qu'ils l'avaient programmé, parce qu'ils ont déjà hypothéqué, dilapidé les profits à venir, il va donc leur falloir trouver d'autres sources de profit pour combler ce manque et ainsi de suite, par exemple en s'attaquant davantage à nos acquis sociaux...

- La dégringolade des prix du pétrole va se poursuivre, prédit l'AIE - AFP

Il a terminé à 77,92 dollars à Londres, dégringolant de 32% depuis son dernier pic mi-juin. A New York, le WTI a fini comme le Brent à son plus bas depuis septembre 2010 (74,21 dollars).

"Nos prévisions d'offre et de demande montrent que, sauf nouvelle rupture d'approvisionnement, la pression baissière sur les prix pourrait s'accroître au cours du premier semestre de 2015", avertit l'AIE dans son rapport mensuel de novembre.

Cette année, la consommation de pétrole devrait croître de 680.000 barils par jour (bj) - un niveau au plus bas depuis cinq ans - pour atteindre un total de 92,4 millions de barils par jour (mbj), détaille l'AIE, qui a maintenu ses prévisions pour 2014 et l'an prochain.

"Une augmentation de la demande relativement faible en Chine, et d'importantes baisses en valeur absolue dans les pays européens et d'Asie/Océanie de l'OCDE réfrènt le mouvement à la hausse alimenté par les autres économies de l'OCDE et les Etats-Unis", explique le bras énergétique de l'Organisation de coopération et de développement économiques. AFP 14.11

En complément.

- Services pétroliers: fusion en vue entre Halliburton et Baker Hughes - AFP

Qui est l'agresseur, qui tient en permanence un discours belliqueux, qui menace, sanctionne, insulte, etc. ?

Poutine a commis un crime de lèse-majesté en soutenant Assad, puis les opposants ukrainiens au régime xénophobe et raciste, néonazi de Kiev, en refusant de se soumettre aux injonctions répétées de l'Otan, pire encore en affirmant à la face du monde que les Américains sèmaient le chaos et la guerre à travers le monde uniquement pour conserver leur hégémonie que leur contestent dorénavant les Brics, allant même jusqu'à insinuer qu'il était les véritables commanditaires d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique, bref qu'ils ne valaient guère mieux que ses barbares qu'ils ont armés.

Ce qui a déclenché une campagne hystérique allant crescendo des Américains et leurs valets occidentaux contre Poutine, Cameron le comparant hier à Hitler. Ce qui a le don de les exciter au plus haut point, c'est que Poutine garde son sang froid et se moque d'eux en multipliant les initiatives (économiques) en direction de la Chine qui apparemment le soutient, en réalité les Chinois penchent du côté où se situent leurs intérêts du moment. Ce qui les agace, c'est que dorénavant il répond coup pour coup, au point qu'on se demande jusqu'où peut aller cette confrontation.

- Ukraine: Moscou accuse les observateurs de l'OSCE de soutenir de facto Kiev - AFP

La Russie a accusé vendredi les observateurs de l'OSCE déployés en Ukraine de soutenir de facto les autorités de Kiev dans le conflit opposant les forces régulières aux séparatistes prorusse.

Moscou est "préoccupée par la manière de travailler ces derniers temps de la Mission spéciale de surveillance de l'OSCE en Ukraine. On a l'impression que tous ses efforts ne visent qu'à apporter de l'aide et du soutien à une seule partie du conflit, les autorités officielles à Kiev", a critiqué le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les observateurs de l'OSCE en Ukraine fournissent notamment dans leurs rapports "des informations détaillées" sur les déplacements des forces rebelles dans les régions de Donetsk et de Lougansk dans l'est du pays, "mais ignorent les informations sur les préparatifs militaires et la concentration de troupes d'attaque des forces ukrainiennes", accuse le communiqué.

Ils "ne mentionnent pas non plus les nombreux cas de violation par les militaires ukrainiens non seulement des accords de Minsk (du 5 septembre sur un cessez-le-feu, nldr), mais aussi des normes du droit humanitaire international", poursuit le ministère.

"*Cette politique de la direction de la Mission ne fait que miner la confiance envers ses activités*", souligne la diplomatie russe.

Moscou appelle les observateurs de l'OSCE à se souvenir que l'objectif principal fixé dans leur mandat est de "*contribuer à la baisse des tensions et à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la sécurité*" en Ukraine, ajoute le communiqué. AFP 14.11

Voilà un communiqué rédigé sur un ton mesuré qui va les embarrasser, d'autant plus qu'il cite des faits précis qui démontrent le parti pris de l'OSCE à la solde de l'Otan. C'est cela qui les exaspère le plus, qui les rend carrément fou, les faits qu'ils s'emploient à cacher à leurs populations et que les Russes ne cessent de révéler. D'ailleurs je n'ai jamais compris pourquoi Assad n'avait pas fait de même beaucoup plus tôt.

Quand vous êtes en possession d'un secret ou que vous possédez les éléments de preuve qui peuvent permettre d'éclairer une affaire ou de révéler ses instigateurs, leurs complices, les véritables coupables, vous êtes en danger de mort, on peut vous éliminer n'importe quand pour vous faire taire définitivement. Alors le meilleur moyen de rester en vie ou de se protéger est encore de tout balancer sur la place publique, cela ne marche pas à tous les coups, disons 7 à 8 fois sur 10, cela vaut donc la peine de tenter le coup que de se laisser assassiner sans avoir pu révéler ce qu'on savait, pour rien en somme.

En titres

- Poutine sous le feu des critiques avant un G20 aux accents de guerre froide - LePoint.fr
- Poutine attendu de pied ferme avant un G20 aux accents militaires - AFP
- Vladimir Poutine qualifie d'erreurs les sanctions occidentales - Reuters

Nulle agressivité dans son discours. Et pourtant.

- Face à l'agressivité russe, Obama envisage de nouvelles options - LeFigaro.fr
- G20 : David Cameron menace la Russie de nouvelles sanctions - LeMonde.fr
- G20: Cameron compare la Russie de Poutine à l'Allemagne nazie - L'Express.fr
- Mistral: la Russie donne 15 jours à la France pour livrer un premier navire - AFP
- Mistral: Valls refuse que "*quiconque dicte sa conduite à la France*" - AFP

Sauf Bruxelles, Berlin, Washington...

Encore une mauvaise nouvelle pour l'Empire après la réélection de Dilma Rousseff

- Brésil: baisse "*systématique*" de la pauvreté depuis 12 ans - AFP

Une petite dernière pour les faire craquer.

- La Russie et l'Algérie souhaitent élargir leur partenariat stratégique - french.irib.ir

La Russie et l'Algérie souhaitent élargir leur partenariat stratégique, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères, au terme d'une rencontre du Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avec le ministre délégué algérien chargé des affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messakhel.

«*Les interlocuteurs ont focalisé leur attention sur le développement de la coopération politique russo-algérienne, dans les affaires régionales et internationales, le développement de la coopération économique et commerciale, et ont réaffirmé l'intention des deux pays d'élargir leur partenariat stratégique, dans différents domaines*», a indiqué le ministère, dans un communiqué.

La rencontre a, en outre, porté sur la situation, au Proche-Orient, en Afrique du Nord et dans la région Sahel-Sahara. «*Les parties ont confirmé que la Russie et l'Algérie avaient des positions proches ou identiques concernant le règlement des problèmes, dans ces régions, sur la base des normes du droit international et de la Charte des Nations unies*», a ajouté le ministère.

La Russie et l'Algérie ont qualifié d'inacceptable, l'ingérence extérieure, dans les affaires des Etats souverains de la région,

ont souligné l'importance des efforts conjoints appelés à combattre le terrorisme et se prononcés pour un règlement équitable du problème du Sahara occidental, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Par ailleurs, les deux ministres se sont penchés sur les moyens de parvenir à un règlement durable des conflits, en Libye et au Mali. french.trib.ir 14.11

En complément. La candidate déclarée de l'Empire.

- Obama s'étonne que Suu Kyi ne puisse être présidente en Birmanie - Reuters

- Au côté de Suu Kyi, Obama appelle à des élections "*libres et équitables*" en Birmanie - AFP

[Le sionisme ou l'extrême droite la plus raciste et antisémite du monde. Un puit sans fond de haine.](#)

Leur cible ? La même que les auteurs de l'imposture du 11 septembre 2001 qui ont déclaré la guerre à 7 pays en majorité musulmane en 13 ans, la même que l'Emirat islamique : les musulmans ou leur religion.

- Un nouvel antisémitisme prospère, les vieux préjugés d'extrême droite aussi - 20minutes.fr

- Qui véhicule le plus de préjugés contre les Juifs ? Les résultats d'une double enquête d'opinion semblent confirmer l'hypothèse d'un "*nouvel antisémitisme*" dans la population musulmane, et battre en brèche l'idée d'une "*normalisation*" chez les sympathisants du FN.

Un rapport fabriqué de toutes pièces, par qui ? Qui repose sur quoi?

Des surinterprétations ou interprétations hasardeuses qui sont du domaine de la propagande encore une fois, l'auteur avouant une fois son crime perpétré que le maigre matériel sur lequel repose son rapport n'est même pas digne de constituer un "*échantillon*" de la population prise en compte, autant dire qu'il a été établi uniquement à des fins politiques, l'exploitation de ces conclusions relevant de la manipulation destinée à criminaliser ou diaboliser les opposants au sionisme, à l'existence de l'Etat d'Israël qui repose sur un mythe.

Y figure évidemment l'amalgame ordurier devenu obligatoire entre l'extrême droite et l'extrême gauche ou le Front de gauche ainsi que les musulmans pratiquants qui seraient des penchants extrémistes ou antisémites, ce qui confirme la nature politique de cette misérable mise en scène.

20minutes.fr - La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), un think tank d'obédience libérale, a rendu publics vendredi de "*nouveaux éclairages*" sur "*l'antisémitisme dans l'opinion publique française*".

Ils proviennent de deux enquêtes Ifop menées pour vérifier les hypothèses du rapport de Jean-Christophe Rufin sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, remis en 2004.

Ce document notait, selon la Fondapol, "*une diminution du rôle de l'extrême droite dans la responsabilité des violences antisémites et, en revanche, une augmentation de celui d'une frange de la jeunesse issue de l'immigration*".

Dix ans plus tard, "*ce qui est confirmé par rapport au rapport Rufin, c'est l'émergence et l'affirmation d'un nouvel antisémitisme qui s'apprécie parmi les musulmans vivant en France*", a indiqué à la presse le directeur général de la Fondapol, Dominique Reynié.

La Fondapol relève en outre que "*les musulmans répondants sont deux à trois fois plus nombreux que la moyenne à partager des préjugés contre les Juifs*", tout en notant que "*la proportion est d'autant plus grande que la personne interrogée déclare un engagement plus grand dans la religion*".

Troisième "*point d'incandescence*", mais à un moindre degré, selon la Fondapol: "*la mouvance du Front de gauche*", au sein de laquelle "*les préjugés contre les Juifs sont plus répandus*" que chez l'ensemble des Français.

Plus globalement, "*il y a des opinions antisémites dans la société à un niveau que je trouve important*", commente Dominique Reynié.

En revanche "*il n'existe pas dans l'opinion un phénomène négationniste*", se félicite le politologue, seul 1% de l'échantillon qualifiant d'"*invention*" le nombre de 6 millions de morts juifs lors de la Shoah.

Enfin, l'antisémitisme trouve des relais dans un "*trio formé par les réseaux sociaux, les forums de discussion et les sites de partage*

de vidéos", note la Fondapol, qui l'a vérifié dans l'analyse comparée des jugements sur l'affaire Dieudonné.

La première enquête Ifop a été menée par questionnaire auto-administré en ligne du 26 au 30 septembre auprès d'un échantillon de 1.005 personnes représentatif des Français âgés de 16 ans et plus; la seconde a concerné 575 personnes de 16 ans et plus déclarant être nées dans une famille musulmane, et interviewées du 4 au 9 octobre, dans la rue "pour obtenir un groupe d'une meilleure qualité" selon Dominique Reynié.

L'universitaire reconnaît toutefois que ce sous-ensemble ne constitue pas un échantillon. "Il n'est pas possible d'avoir une France musulmane en petit", a-t-il regretté. 20minutes.fr 14.11

- Attentat de la rue Copernic: Hassan Diab en France samedi - AFP

Le principal suspect de l'attentat de la rue Copernic à Paris en 1980, Hassan Diab, devrait arriver samedi à Paris après avoir été remis aux autorités françaises vendredi à Montréal, a-t-on appris de sources concordantes.

Hassan Diab, Libano-Canadien âgé de 60 ans, est suspecté par la police française d'avoir déposé les engins explosifs dans les sacoches d'une moto qui avait explosé le 3 octobre 1980 devant la synagogue de la rue Copernic, tuant quatre personnes et faisant une quarantaine de blessés. AFP 14.11

[Palestine occupée. Désinformation ou information tronquée sciemment par les médias français.](#)

- Israël laisse les musulmans accéder à l'esplanade des Mosquées pour apaiser les tensions - 20minutes.fr

Pour la première fois depuis longtemps, Israël a laissé des milliers de musulmans se livrer sans restriction (d'âge, jusqu'à présent seuls les hommes de plus de 50 ans pouvaient y accéder et non 35 ans comme il est écrit dans cet article. - ndr) à la grande prière du vendredi sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est, dans l'intention de faire baisser la température autour de ce baril de poudre religieux. 20minutes.fr 14.11

Mais encore, de quelles "tensions" parlent-ils ? Pourquoi ce revirement en moins de 24 heures? Hier matin encore cette restriction était maintenue par les autorités sionistes, que s'est-il donc passé entre temps ? On ne va pas mettre en entier cet article en ligne, dedans il ne figurait aucune explication.

J'ai lu un autre article : Esplanade des Mosquées : accès illimité pour les musulmans à la prière du vendredi - Le Monde.fr avec AFP 14.11, rien de nouveau non plus. Alors il faut aller chercher ailleurs.

Vous suivez ? Donc sans posséder les informations que les médias censurent il est impossible de comprendre le déroulement des faits et la situation réelle dans un pays.

- Des dizaines de Palestiniens défoncent le mur de séparation - french.irib.ir 14.11

Des dizaines d'activistes de la résistance populaire ont réussi ce vendredi matin à défoncer le mur d'annexion et d'expansion sioniste aux alentours de l'aéroport de Qalandiya à al-Qods, en utilisant des échelles et des ponts de fer. Ils ont réussi à gagner l'aéroport.

Par ailleurs, de violents affrontements ont éclaté ce vendredi midi entre des dizaines de jeunes palestiniens et des forces de l'occupation près du passage militaire de Qalandiya.

Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre de la semaine du "retour à al-Qods" organisée par les comités de résistance populaire.

Les forces de l'occupation ont attaqué les deux processions populaires qui ont marché vers le barrage israélien dans une tentative visant à entrer à al-Qods, pour briser le blocus imposé sur la ville.

La première procession a été organisée par les comités de résistance populaire et a essayé de pénétrer dans la ville sainte d'al-Qods. La deuxième procession a été organisée par les partisans du mouvement Hamas, et a commencé suite à la prière du vendredi devant l'entrée principale du camp de Qalandiya.

Les deux marches ont convergé au barrage militaire de Qalandiya, où les forces sionistes étaient sur le qui-vive. Elles ont lancé des bombes lacrymogènes et bombes sonores en grandes quantités sur les protestataires.

Auparavant, des dizaines d'activistes se sont rassemblés à la place Hazma, à l'entrée Est de la ville d'al-Qods.

Ils ont bloqué la place et brandi les drapeaux palestiniens, scandant des slogans comme: "*Par millions, à al-Qods nous retournerons*". Les soldats sionistes ont tiré des balles sur les jeunes pour les empêcher de prendre d'assaut le barrage et de briser le blocus pour prier dans la ville sainte. Source: al-Akhbar - french.irib.ir14.11

Il y a peut-être une autre explication.

- Les services de sécurité israéliens s'empoignent sur la place publique - french.irib.ir14.11

Benjamin Netanyahu a lancé un rare rappel à l'ordre aux chefs de l'armée et de la sécurité intérieure, pour qu'ils cessent, immédiatement, une exceptionnelle démonstration publique de leurs désaccords, a-t-on appris de source gouvernementale.

La querelle entre le chef d'état-major, Benny Gantz, et le directeur du Shin Beth, Yoram Cohen, porte sur la guerre, à Gaza, cet été. Mais elle vient d'éclater, sur la place publique, en pleine escalade des violences, à Jérusalem, en Israël et en Cisjordanie, alors que l'armée et le Shin Beth sont en première ligne, pour assurer la sécurité d'Israël.

Lors d'une réunion, mercredi, avec les deux chefs et le ministre de la Défense, Moshe Yaalon, M. Netanyahu "*a ordonné que l'on cesse, immédiatement, de régler en public des questions, qui devraient être réglées entre services de sécurité*", a indiqué le gouvernement. Les tensions, déjà, existantes entre l'armée et le Shin Beth ont été exposées au grand jour, après une émission d'enquête très populaire de la chaîne Channel 2, diffusée lundi.

Des responsables du Shin Beth, habituellement, extrêmement, discrets, y disent, sous couvert de l'anonymat, avoir informé l'armée, en janvier, que le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, se préparait à un conflit armé, en juillet. "*L'armée n'a pas pris ces informations en compte*", disent-ils. En réponse, le chef d'état-major a écrit au Premier ministre une lettre, pour "*protester de la manière la plus vive*".

Publiée jeudi, par le quotidien Yediot Aharonot, la lettre dénonce les "*fautes éthiques et morales*" du Shin Beth. "*La participation du Shin Beth à ce programme de télévision est une défaillance morale*", écrit M. Gantz.

Le quotidien Haaretz écrivait, jeudi, que l'armée n'était pas la seule à se plaindre du Shin Beth. La police lui reproche, aussi, de ne pas avoir transmis des informations, sur les risques d'incidents sécuritaires, au sein de la population arabe de Jérusalem. - french.irib.ir14.11

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

- Les salariés du commerce disent «non» au travail du dimanche - Liberation.fr

Près de 1 000 salariés de grandes enseignes parisiennes ont manifesté ce vendredi contre le travail du dimanche alors que le projet de loi sur l'activité doit être présenté mi-décembre.

«*Mes parents se sont battus pour se reposer le dimanche, on ne peut pas laisser faire*»: Béatrice Simon, vendeuse au BHV, a manifesté vendredi à Paris aux côtés de plusieurs centaines de salariés du commerce contre le projet du gouvernement d'assouplir les règles sur le travail dominical.

Sous une nuée de parapluies, il y avait au moins 500 salariés du Printemps Haussmann, 200 des Galeries Lafayette, 200 du BHV et des dizaines de personnels de Gibert Joseph, de la Fnac, du Bon Marché, de Monoprix et de la marque de prêt-à-porter Uniqlo, selon les organisateurs, l'intersyndicale du commerce parisien Clip-P (CGT, SUD, CFTD, CFE-CGC et Seci-Unsa). Ils ont scandé «*travailler le dimanche, c'est non, non, non, travailler la nuit, c'est non aussi*» ou «*augmenter les salaires, pas les horaires*». Sur le dos de certains était placardée une affiche : «*Ne laissons pas le patronat vampiriser nos vies*».

Parti des grands boulevards, le cortège s'est dirigé vers la mairie de Paris, où une délégation a été reçue. La maire de la capitale, Anne Hidalgo (PS), a lancé en juin une mission d'évaluation sur le travail dominical après que Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères également en charge du Tourisme, eut préconisé le classement en «*zone touristique d'affluence exceptionnelle*» de certains quartiers comme celui du boulevard Haussmann. L'idée étant de permettre l'ouverture des commerces le dimanche.

Le projet de loi sur l'activité, qui sera présenté mi-décembre, prévoit que les commerces non alimentaires puissent ouvrir cinq dimanches par an sur simple demande (et non sur autorisation préalable) et jusqu'à 12 dimanches par an au total. En contrepartie, la compensation des salariés volontaires serait améliorée. «Le gouvernement se fait le porte-parole du Medef et cette manifestation est là pour dire la colère des salariés», souligne Karl Ghazi (CGT), très remonté. Il rappelle «l'offensive» récente du Medef qui a chiffré entre 40 000 et 100 000 le nombre de création d'emplois en plus dans le commerce et la distribution avec l'ouverture dominicale.

Pour Manon Cordier, vendeuse chez Gibert Joseph boulevard Saint-Michel, «à terme, Paris deviendra une zone touristique en entier». Ce que veut le Medef, «c'est mettre fin aux majorations» puisque dans ces zones, l'employeur n'est pas tenu de donner une contrepartie au salarié. «On fait croire aux gens monts et merveilles. Contrairement aux arguments avancés par le gouvernement, le travail le dimanche ou de nuit ne sera pas créateur d'emplois», s'énerve Françoise Ruotte, employée aux Galeries Lafayette. Elle dit déjà travailler «régulièrement en sous-effectifs».

De son côté, Houman Ahmadi, inspecteur de sécurité à la Fnac, déplore des effectifs qui «ont baissé sur Paris de plus de 800 personnes» en quelques années. «Nous sommes déjà en souffrance au quotidien, alors travailler encore plus de dimanches...», lâche-t-il, dépité. «Nous sommes largement un bon millier à défiler ce qui est un exploit pour le commerce», assure Eric Scherrer (Seci-Unsa). Dans le secteur, «il y a 70% de contrats à temps partiel» et «du coup, débrayer, c'est compliqué, chaque heure compte».

Si la manifestation était «une vraie réussite» pour les syndicats, ils sont sortis «peu réjouis» de leur réunion avec Olivia Polski, élue de la mairie de Paris en charge du commerce, de l'artisanat, des professions libérales et indépendantes. «Le prochain Conseil de Paris qui pourra examiner les propositions de la mission sera en février, il y a des chances que d'ici là le gouvernement ait suffisamment avancé», craint Karl Ghazi (CGT). libération.fr 14.11

Bravo les filles, c'est comme cela qu'on vous aime !

Cette mobilisation massive dans des conditions difficiles témoigne que les masses sont prêtes au combat, dans l'unité, c'est un facteur dynamique supplémentaire...

Qu'ils se mettent en grève illimitée et le gouvernement reculera immédiatement, il n'aura pas le choix.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 novembre 2014

CAUSERIE

A propos du portail.

J'avais apparemment oublié de télécharger une vingtaine d'articles dans le serveur qui héberge le site, l'erreur est réparée et les fichiers introuvables sont disponibles.

Je vous ai signalé en début de semaine ce qui me semblait être une anomalie dans les statistiques, après avoir constaté 5835 visites le 2 novembre, et bien vendredi 14 il y en a eu 861 et le lendemain 1182, en rythme de croisière on enregistre entre 350 à 450 visites par jours.

Boycottez les médias, la presse écrite, n'achetez plus un seul journal ou magazine, utilisez uniquement les portails proposés par des journalistes indépendants sur Internet ou éventuellement le nôtre.

En refusant de les boycotter vous soutenez la censure et la désinformation à laquelle ils se livrent quotidiennement, la propagande de la classe dominante.

S'agissant de la télévision, on boycottera uniquement les journaux télévisés et éventuellement les émissions à caractère politique des principales chaînes, TF1, France2 et 3, Canal+, M6, France 24, TV5Monde, LCI, etc.

Autre chose.

Beaucoup plus important alors que ce tient le G20, la photo satellite faisant actuellement le tour du monde montrant un Mig-29 ou

un SU-25 ukrainien en train d'abattre le Boeing de la Malaysian airlines vol MH17. Lire les articles dans cette page.

Il faut se méfier de la contre-propagande ou de la propagande d'où qu'elle vienne aussi bien des Russes ou des Américains, cela dit à notre avis les Russes étant bien placés pour surveiller ce qui se passe dans le ciel de l'Ukraine, ils possèdent des informations qu'ils ne révèlent qu'aux compte-gouttes ou gardent sous le coude pour les échanger contre d'autres informations du camp adverse en cas de besoin.

En complément en anglais du journal britannique Daily Mail.

Is this the moment MH17 was shot down as it flew over Ukraine? Russian state broadcaster produces 'satellite images' showing alleged fighter jet attack - dailymail.co.uk 14 et 15.11

- 'Leaked' images show a missile streaking towards the MH17 flight
- Russian experts said Boeing was shot down by a Ukrainian warplane
- Kremlin-owned channel suggested a State crime was committed
- It was claimed that the space pictures were from a British or US satellite

Trois vidéos

1- What was the flight mission of Ukraine's jets in MH17 crash area?
<http://www.youtube.com/watch?v=vsdu0qZTsh0>

2- Industrie du tabac : la grande manipulation
<http://www.youtube.com/watch?v=rLTg5PnSp9A>

Où l'on apprend que comment certains géants du tabac séduisent les Etats.

Un reportage choc sur le lobbying de l'industrie du tabac au coeur des instances européennes

Chaque année, le tabac tue 73 000 personnes en France. Officiellement, les pouvoirs publics luttent contre ce fléau, notamment en augmentant régulièrement le prix des paquets de cigarettes. Mais qui sait que les géants de l'industrie du secteur alimentent par des millions d'euros le budget de l'État, en toute discrétion ?

Documents confidentiels à l'appui, Laurent Richard, après une enquête d'un an dans les coulisses de l'industrie du tabac, révèle ses stratégies secrètes.

C'est l'une des révélations du nouveau numéro de Cash Investigation, diffusé le 7 octobre sur France 2. Les équipes de Premières Lignes, la société de production de l'émission, ont mis la main sur un rapport secret de 600 pages, dans lequel Philip Morris a fiché les 754 députés, en recensant leurs tempérament, charisme, ambition personnelle, hobbies, et évidemment leurs prises de position sur le tabac. Un véritable plan d'attaque pour tenter d'affaiblir la directive tabac avant son adoption (en mars dernier) par le Parlement. Ceux que l'industriel considère comme des alliés potentiels apparaissent en vert, les autres en rouge.

Plus effarant encore, certains députés « verts », à l'instar de l'UMP Gaston Franco, ne cachent pas soumettre texto au Parlement européen une grande partie des amendements que Philip Morris leur suggère. « *Il est incroyable de voir à quel point leur stratégie est efficace. Il n'y a même plus besoin de corruption, de dessous de table* », souligne la présentatrice Élise Lucet, qui a réussi à interviewer un porte-parole du géant américain... maniant à la perfection les éléments de langage. Et l'on n'est pas au bout de nos surprises dans cette enquête passionnante, déclinée sur le ton mordant qui sied si bien à Cash.

3- Le discours censuré par les médias occidentaux.

Argentine - Débat 2014 de l'Assemblée générale de l'ONU
<http://www.youtube.com/watch?v=EvU7VRScBYg>

Allocution de Mme Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, lors du Débat général de la 69e session de l'Assemblée générale de l'ONU le 24 septembre dernier.

Pour faire bref, elle a tenu exactement le même discours avec la même virulence que Poutine tout récemment contre l'attitude belliqueuse et tyrannique des Américains et leurs alliées occidentaux.

Cliquez sur sous-titres pour avoir le sous-titrage en français qui s'affiche automatiquement.

Un bref extrait.

Les grandes chaînes de télévision internationales ont suspendu la diffusion en direct et stoppé la traduction du discours de la présidente de l'Argentine prononcé à l'Assemblée générale des Nations-Unies à New-York, le 24 septembre 2014 :

Voici les points principaux du discours de la présidente de la Nation argentine, Cristina Fernandez de Kirchner.

- Nous nous sommes réunis, il y a un an, quand vous avez qualifié de terroriste le régime du président syrien Bachar al-Assad, et soutenu les rebelles [en Syrie, ndlr], que vous avez qualifiés de révolutionnaires. Aujourd'hui, nous nous réunissons pour éradiquer ces révolutionnaires qui s'avèrent être des terroristes !
- Vous avez par le passé inscrit le Hezbollah [parti de la Résistance libanais, ndlr] sur la liste des organisations terroristes alors qu'il est un grand parti reconnu au Liban !
- Vous avez accusé l'Iran d'être derrière l'explosion ayant visé l'ambassade israélienne à Buenos Aires en 1994, alors que les enquêtes argentines ne sont pas parvenues à prouver l'implication de l'Iran !
- Vous avez adopté une résolution contre Al-Qaïda après les attentats du 11 septembre. Des pays comme l'Irak et l'Afghanistan ont été profanés et leurs habitants, tués sous ce motif, alors que ces deux pays souffrent toujours du terrorisme ! Internationalnews.fr

On comprend pour quoi les "vautours" s'acharne sur elle.

Fake. Une fausse vidéo parmi tant d'autres qui servent les intérêts des Américains.

Qui peut rester insensible à la souffrance endurée par ces millions d'enfants qui depuis bientôt 4 ans en Syrie (et en Irak, en Libye, en Afghanistan, au Soudan, en Palestine, etc.) croulent sous les bombes et les missiles, dont des dizaines de milliers d'entre eux ont été tués ou gravement blessés, et beaucoup d'autres encore plus nombreux encore qui seront traumatisés à vie par ce qu'ils ont vécu, les massacres abominables dont ils auront été les témoins impuissants, les atrocités commises sous leurs yeux par les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

Les partisans (occidentaux) de la chute d'Assad qui ne reculent devant aucune abjection dans leur propagande de guerre, profitent de l'émotion ressentie par la population du monde entier suscitée par le sort de ces millions d'enfants, pour en imputer la responsabilité à la République arabe syrienne, qui en réalité n'a eu de cesse de tenter de protéger la population civile des conséquences de cette guerre, qui est le fait d'une invasion de mercenaires sanguinaires à la solde des Etats-Unis et ses alliés.

Ils poussent le cynisme jusqu'à mettre en scène des enfants pour que la population mondiale soutienne leur politique qui consiste à renverser Assad.

Lisez, c'est hallucinant, car ils assument avoir trompé sciemment plus de trois millions de personnes. Au fait la Norvège, ne serait-ce pas un modèle de démocratie, de démocratie sociale ? Il devait y avoir une erreur quelque part, une supercherie de plus en somme.

Si vous avez suivi l'évolution de la situation mondiale sur notre portail, il ne vous aura pas échappé que ces derniers temps, la Finlande, la Suède et la Norvège sont montées au créneau au côté de l'Otan contre la Russie, n'est-ce pas ? Demain, tout comme la Hollande, le pays des tulipes et des moulins à vent, des coffee shop, des babas cool où on peut se défoncer librement, on apprendra que c'était parmi les pires pays du monde en terme de démocratie, comme les Etats-Unis où les Américains sont soumis à un régime de liberté surveillée 24h/24.

Il serait temps de se réveiller non ? On ne s'imagine jamais assez jusqu'à quel point ils ont pu nous tromper ou on peut avoir des idées fausses sur bon nombre de questions. Pour bien faire il faudrait tout vérifier, mais on n'en a malheureusement pas toujours le temps. On le fait petit à petit.

- "Hero boy" : la vidéo du garçon syrien sauvant une petite fille était fausse - Francetv info

Vue par près de trois millions de personnes sur YouTube en cinq jours, la séquence poignante n'a en fait jamais eu lieu. Cette vidéo intitulée "Syrian Hero Boy rescue girl in shootout" ("un garçon syrien héroïque sauve une petite fille dans une fusillade") est un "fake", une fausse vidéo. Derrière cet acte se cache un groupe de Norvégiens, qui ont révélé la supercherie à la BBC (en anglais).

"Nous avons tourné au mois de mai à Malte sur les lieux de tournage de films comme Troie ou Gladiator, explique Lars Klevberg, âgé de 34 ans et auteur du scénario. Le garçon et la fille sont des acteurs maltes professionnels. Les voix que l'on entend derrière, ce sont des réfugiés syriens vivant à Malte."

Pourquoi avoir délibérément trompé les internautes, à propos d'un conflit où la guerre des images fait rage ? "*Je ne trouve pas ça gênant, explique le Norvégien. Nous voulions que la vidéo capte l'attention et fasse émerger un débat sur le sort des enfants dans la guerre en Syrie. Nous voulions aussi voir comment les médias réagiraient par rapport à cette vidéo.*"

Selon l'équipe du court-métrage, la vidéo a reçu une aide financière de la part de l'Institut du film norvégien, qui savait que le projet allait être diffusé tel quel sur internet. Un représentant de cette institution assure que leur vidéo "*n'est pas une façon cynique d'attirer l'attention sur eux. Leur démarche est honnête.*" Ce n'est pas l'avis d'une partie des commentaires, sur Youtube, qui reprochent à l'équipe d'avoir fait circuler cette information sans préciser qu'elle n'en était pas une. Francetv info 15.11

ACTUALITE EN TITRES

Réaction patronale. Sans "**effort**", c'est dans leur nature. Regret et engagement confirmé.

- Rebsamen regrette d'avoir traité Gattaz de "*petit syndicaliste*" - LePoint.fr

- Macron : l'effort annoncé pour les entreprises sera maintenu - LePoint.fr

"*L'intégralité de l'effort annoncé pour les entreprises sera maintenue coûte que coûte*". C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Economie Emmanuel Macron, dans un entretien au Monde, diffusé samedi. LePoint.fr 15.11

La classe dominante confirme qu'elle voulait flinguer Fillon. Elle a chargé Hollande de s'en occuper.

- Jouyet/Fillon: l'avenir politique de Fillon compromis pour 56% des Français - AFP

- Seuls 8% des Français souhaitent que Fillon soit le candidat UMP en 2017 - AFP

Il faut croire qu'il avait dû faire piètre impression à la réunion annuelle du groupe Bilderberg à laquelle il avait participé en 2013 avec Péresse.

Vraiment ?

- UDI: intronisation sans fausses notes de Jean-Christophe Lagarde - AFP

- Congrès de l'UDI : le rassemblement, c'est pas (encore) maintenant - L'Obs

- UDI: Morin s'estime "vainqueur moral" de l'élection - AFP

Sarkozy surfe sur les préjugés de la majorité de la population.

- Mariage pour tous: Nicolas Sarkozy se prononce pour l'abrogation de la loi Taubira - 20minutes.fr

- Mariage gay et adoption: les Français majoritairement pour - AFP

Pure affabulation.

- Hervé Mariton : Sarkozy n'a pas un « *comportement convenable* » - LeParisien.fr

Qui en a un à l'UMP, à l'UDI ou au PS ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Ah !

- La gauche de la gauche manifeste contre "*l'austérité*" Valls - AFP

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Paris à l'appel du collectif "*Alternative A l'Austérité*" (3A), composé de partis de la gauche de la gauche, de syndicats et d'associations, pour "*dire non à la politique d'austérité du gouvernement Valls*". Le collectif 3A organisait également une trentaine de manifestations dans plusieurs villes de province, dont Toulouse, Bordeaux ou Strasbourg "*contre le budget d'austérité inefficace*", qui doit être voté mardi à l'Assemblée, et la "*répression accrue des mouvements sociaux, écologiques et citoyens*", suite à la mort de Rémi Fraisse à Sivens (Tarn).

Dans la capitale, le défilé entre la Place Denfert-Rochereau et l'Assemblée nationale a réuni entre 7 500, selon la préfecture de police, et 30 000 personnes, selon le collectif. Au total, "*100 000 personnes*" étaient dans la rue en France, a affirmé le collectif. AFP 15.11

Une centaine de partis, syndicats et associations appelaient à ces manifestations qui n'ont rassemblé que "*100 000 personnes*", qu'est-ce que cela signifie tandis qu'à eux tous leur nombre d'adhérents doit avoisiner ou dépasser 2 millions, mais où étaient-ils donc passés ?

On aura compris que les dirigeants du mouvement ouvrier pourris jusqu'à l'os n'ont jamais eu l'intention de mobiliser leurs troupes contre le gouvernement qu'ils ont porté au pouvoir, ceci explique cela.

[Pseudo-gauche et gauche de la gauche : Imposture, récupération, double jeu et discours.](#)

Ils osent tout, ils n'ont vraiment rien à envier à la droite.

On ne peut pas dire que Hollande est "*notre élu*" comme l'a affirmé Mélenchon et prétendre le combattre efficacement, venant de celui qui se voyait bien son Premier ministre et qui fut ministre sous Chirac (le gouvernement Jospin des privatisations), inutile de se demander dans quel camp il se situe réellement. Et après il ose s'en prendre à Jouyet qui fut successivement ministre sous Jospin, Fillon et maintenant Valls...

Contrairement à cet agent du régime, nous, nous n'attendons rien de Hollande ou des institutions de la Ve République, nous combattons la politique antisociale et impérialiste de Hollande dans la perspective du renversement du régime qui nécessite de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui conquerra la direction du mouvement ouvrier et guidera les masses exploitées jusqu'à la prise du pouvoir politique, qui se concrétisera par la création de leur propre Etat, une République sociale.

Notre combat commence par exiger le retrait du pacte de responsabilité, par rejeter toutes les mesures prises ou annoncées par le gouvernement tournées contre les masses exploitées, car pas un travailleur ne peut y adhérer, dans cette perspective politique susceptible de rassembler les éléments les plus conscients ou les plus déterminés parmi la classe ouvrière afin de construire le parti ouvrier révolutionnaire sur des bases politiques saines, celles du socialisme.

Ainsi nous nous démarquons également du POI qui ne veut pas entendre parler de cette perspective politique, et qui partant de là se coupe des moyens pour rassembler l'avant-garde ou construire le parti, le parti qu'ils construisent - en admettant que leur intention soit d'en construire un - sur des bases éclectiques ne pouvant pas constituer l'instrument dont nous aurons besoin pour affronter directement la classe dominante lors de la révolution, il se disloquera au premier coup de canon tiré par l'ennemi.

Puisque j'ai cité le POI, j'ai noté qu'il avait participé à ces manifestations et que la totalité des médias nationaux (et agences de presse) l'avaient fait disparaître ce matin, sauf un la veille au soir qui va se faire réprimander par ses maîtres :

"*Cette fois-ci le NPA, le POI, Nouvelle Donne et la gauche des Verts seront là avec 'les socialistes affligés' et le Front de Gauche au grand complet*", annonce Mélenchon sur son blog. Le Huffington Post 15.10

Passons à la cour et ses bouffons.

«*François Hollande doit comprendre qu'il n'est pas notre roi, il est juste notre élu*», a lancé Jean-Luc Mélenchon devant la presse. «*On ne l'a pas élu pour ça !*», a-t-il poursuivi. liberation.fr 15.11

(Jamais au cours des 35 dernières années nous n'avons apporté la moindre voix à un candidat du PS ou du PCF. Au passage, Hollande n'est pas le "*roi*" de Mélenchon, il est juste son Bonaparte et cela lui convient très bien. - ndlr)

- A gauche, l'introuvable « *majorité alternative* » - lemonde.fr 15.11

Plutôt qu'en rupture, les frondeurs se voient comme le dernier trait d'union avec les partenaires traditionnels du PS. « *Nous sommes, au sein du PS, en position d'avant-garde pour tenter de renouer le dialogue avec toute la gauche, parce que*

chaque semaine qui passe, des fossés se creusent entre nous », explique Christian Paul, député de la Nièvre, un des meneurs du mouvement. Pour eux, la ligne politique à même de convaincre tout le monde a déjà été tracée... par François Hollande. « *Si vous demandez à Pierre Laurent et Cécile Duflot si le discours du Bourget et le programme du PS de 2012, ça leur va, ils vous diront oui* », assure Pouria Amirshahi, député des Français de l'étranger.

(Les "frondeurs" rament en réalité pour Hollande ou la direction du PS, Christian Paul le dit lui même et Pouria Amirshahi le confirme, merci à eux. - ndlr)

Du côté d'Europe Ecologie-Les Verts, où l'allié naturel reste le PS, on souhaite ce retour aux fondamentaux de la victoire de 2012. « *Les écologistes sont disponibles pour redonner du sens à la mandature sur la base de l'accord passé en 2012* », assure Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV.

(Elle n'a pas une cosse dans la main quand il s'agit de proposer ses services à Hollande. Quelle vermine ! - ndlr)

Mme Cosse, qui n'appelle pas à participer à la marche contre l'austérité. « *Nous avons été élus avec des voix socialistes* », rappelle la députée EELV de l'Essonne, Eva Sas. « *Voter contre, c'est voter avec la droite, donc pour un programme d'austérité.* ». lemonde.fr 15.11

(Eva Sas n'est pas ingrate et assume contrairement à Mélenchon. Parce que le programme à plus de 90 milliards d'euros d'économie sur les budgets sociaux et autres cadeaux aux capitalistes ne serait pas un programme d'austérité, elle donne raison au Medef et à Bruxelles qui en réclament davantage. La Commission européenne donnera donc son aval au budget 2015 du gouvernement parce qu'il n'est pas d'austérité, comment vous ne saviez pas qu'elle était contre ? - ndlr)

En complément. Autres manifestations qui ont eu lieu hier.

- Alsace: les antinucléaires manifestent pour exiger la fermeture de Fessenheim - AFP

- Lyon: un millier de supporters de foot défilent contre la "répression" policière - AFP

[Les réacs et les nantis sont dans la rue.](#)

- Des milliers de partisans du barrage de Sivens défilent à Albi - Reuters

- Sivens: «*Laissez-nous décider de l'avenir de nos territoires*» - liberation.fr

A retenir dans ces deux articles.

liberation.fr- essentiellement des agriculteurs ; ne pas laisser une minorité s'opposer ; un projet d'intérêt général.

Alors qu'en réalité seules 40 à 80 exploitations sont concernées par ce barrage.

Qui manifestait ? Ils ont rameuté les poujadistes... jusqu'en Loire-Atlantique.

AFP- Les agriculteurs du syndicat majoritaire FNSEA, rejoints par la Coordination rurale, ont obtenu le soutien de nombreux élus locaux, du PS à l'UMP, pour la première grande manifestation en faveur du projet de retenue d'eau, vivement contesté depuis des mois.

"*Je suis très heureux du panel d'élus présents*" a déclaré à l'AFP Philippe Jougla, président de la FDSEA du Tarn, voyant au premier rang du cortège le député UDI de Castres Philippe Folliot, le député PS de la circonscription Jacques Valax, ou les maires DVD de Castres Pascal Bugis et de Lisle-sur-Tarn, Marilyn Lherm.

liberation.fr- Malgré les apparences, et la volonté des organisateurs, ce défilé ne serait donc pas une manifestation pro-barrage à l'appel d'agriculteurs. «*C'est l'ensemble du monde rural qui invite les citoyens à faire respecter les lois de la République*», explique à Libération le président départemental de la Chambre d'Agriculture... Au micro, l'animateur sono du cortège insiste : «*Nous sommes la société civile, accompagnée de tout le monde*». Le service d'ordre, coiffé de casquettes rouges, est pourtant organisé autour d'élus de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles et des Jeunes agriculteurs, «*défenseurs du bon sens agricole*», nous indique un «*élu de la FDSEA du Tarn et du monde coopératif*». Les drapeaux et calicots qui émergent au-dessus de la foule sont aussi siglés de la FDSEA des Landes, du Gers ou de la Coordination rurale du Lot-et-Garonne et de Loire-Atlantique.

Union UMP-UDI-PS.

liberation.fr - Tout au long du parcours, les élus restent bien alignés en tête de cortège. Avec le député (PS) Jacques Valax au centre, serrant la main du député (UDI) Philippe Foliot. Mais l' élu PS et le président de l'association des élus du Tarn Sylvain Fernandez ont été lâchés par 200 des leurs, élus de gauche dans le département qui n'ont pas voulu participer. En revanche, outre beaucoup d'élus ruraux sans étiquette, le patron départemental de l'UMP, Bernard Carayon, est heureux d'y apparaître en temps que «défenseur de la démocratie», ainsi que l'ex-maire d'Albi et celui toujours en poste de Castres, de la même famille politique. Ajoutez : l'Association des déportés, internés et Familles de disparus.

Décrédibilisez les opposants à ce barrage en les traitant de "zadistes", menaces répétées à l'encontre des journalistes.

liberation.fr- Les zadistes ; Une pancarte dans le défilé : «*EELV Parti terroriste Dissolution*» ; Une autre : «*Antenne 2 (sic) FR3 (re-sic) France Inter, ne bâillonnez plus l'agriculture, la démocratie en dépend*».

liberation.fr - Au cas où cette diversité aurait échappé aux journalistes, la maire de la commune haut-garonnaise de Azas, Marie-Thérèse Lacourt, se fait menaçante: «*Notez bien que c'est tout le monde rural qui est mobilisé. Et attention à ce que vous allez écrire, je vous poursuivrai*».

Sordide manifestation sur fond de "croissance", "productivité", "profit".

liberation.fr -Pas un mot concernant le décès du jeune zadiste Rémi Fraisse (...) Juste une série de pancartes tout au long du cortège «*Non à la violence*», mais qui semblent singulièrement imputer la violence en question aux zadistes.

Cela a dû être si bref que le journaliste de Libération ne l'a pas entendu :

AFP - Le député socialiste Jacques Valax, qui a salué la mémoire de Rémi Fraisse.

Confirmation. Comme à Gaza : une arme de guerre contre des pierres.

- Le militaire qui a tué Rémi Fraisse livre sa version - lepoint.fr

"*J'ai constaté qu'un groupe de cinq à six personnes déterminées venait vers nous. Il était suivi à quelques mètres par un groupe plus nombreux. Ils étaient violents, agressifs et motivés. Ils nous projetaient des pierres.*"

C'est à ce moment-là que le militaire prend la décision de jeter une grenade offensive. lepoint.fr 15.11

[Russie. Propagande, rumeur, désinformation des médias occidentaux.](#)

Alors que la Russie a le soutien de : la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, l'Argentine, Cuba, l'Iran, la Syrie, l'Irak, l'Algérie, etc. soit plus de la moitié de la population mondiale.

Nous ne soutenons pas Poutine, nous dénonçons la propagande de l'impérialisme américain et ses alliés qui sert à justifier leurs guerres, ce qui n'est pas du tout la même chose. Notre démarche consiste à dresser des obstacles à l'application de leur politique néolibérale qui est conforme à leur stratégie, en informant travailleurs et militants, démontant leurs manipulations, brisant leur propagande et censure, afin que les travailleurs et les militants puissent résister ou mener leur combat dans une direction politique correcte ou conforme à leurs intérêts.

- Le G20 s'ouvre en Australie dans un climat de guerre froide - Le Huffington Post

- G20 : Vladimir Poutine seul contre tous - Francetv info

- Vladimir Poutine de plus en plus isolé sur la scène internationale - Francetv info

Nouvelle provocation orchestrée par les Américains.

- Manifestation antirusse à Tbilissi, la capitale géorgienne - Reuters

La rumeur, désinformation et amalgame.

- G20 : Vladimir Poutine va-t-il quitter prématurément l'Australie ? - Francetv info

Poutine n'a jamais dit qu'il ne participerait pas à la fin de ce sommet, mais qu'il pourrait ne pas participer au dernier déjeuner de travail entre tous les chefs d'État organisé par le pays hôte de ce sommet, l'Australie, déjeuner qui n'a qu'une valeur "symbolique", l'Australie qui en revanche et à l'instar des Américains et des Britanniques a également déclenché une violente campagne de calomnie contre la Russie, ce qui n'est pas la même chose.

Peu importe la réalité, place à la propagande états-unienne, les médias vont s'employer à faire un amalgame entre les deux moments de ce sommet du G20. Décryptage. On a mis en rouge les expressions qui procèdent de la propagande et travestissent la réalité.

Mécontent des critiques et des déclarations sur sa politique en Ukraine, le président russe a **sérieusement** envisagé, ce samedi 15 novembre, de quitter prématurément Brisbane, où se tient le sommet du G20. Vladimir Poutine a menacé de ne pas participer **aux deux dernières réunions de travail** consacrées, dimanche 16 novembre au matin, à des questions très importantes comme le climat ou encore la régulation financière. (Il ne s'agit en réalité que d'une seule réunion et encore, car on n' imagine mal qu'ils prennent des décisions lors d'un dîner intitulé de travail. Ils l'avouent eux-mêmes plus loin et se contredisent en affirmant qu'il ne s'agit que d'un "événement symbolique". - ndlr)

Boycott symbolique.

Son propre porte-parole, Dmitri Peskov, a été **obligé**, samedi, de faire une mise au point et un **démenti** (Alors qu'il n'avait rien affirmé, ce sont ces ennemis qui avaient fait courir cette rumeur qu'ils ont fabriquée. - ndlr). Il a indiqué que, **finalement**, Vladimir Poutine participerait bien au sommet jusqu'au bout. Le président russe pourrait toutefois boycotter un dernier événement symbolique : le dernier déjeuner de travail entre tous les chefs d'État. Un façon de montrer que Moscou est **vraiment de mauvaise humeur** après ce G20. Francetv info 15.11

On le serait à moins ! En réalité, Poutine n'a peut-être pas envie de dîner avec les dirigeants des puissances occidentales qui passent leur temps à le dénigrer, l'insulter ou le calomnier (Obama et Cameron notamment), à attaquer la Russie.

Voilà qui tranche avec le sommet de l'Apec qui s'est déroulé dans la bonne humeur, tout du moins jusqu'à l'arrivée d'Obama.

- Ambiance glaciale au sommet du G20 dominé par les tensions entre la Russie et l'Occident. - AFP

Voilà qui a dû encore les exciter un peu plus.

- Les autorités russes expulsent une collaboratrice de l'ambassade d'Allemagne - AFP

Ou encore.

RIA Novosti 30 octobre. Le travail de Vladimir Poutine au poste de président russe satisfait 88% des habitants de la Russie, rapporte mercredi le centre d'analyse national Levada à l'issue d'un sondage. Selon les sociologues, 88% des Russes approuvent somme toute le travail du président, alors que 11% d'autres le désapprouvent. 1% des sondés n'ont pas d'opinion sur ce point.

Dernières minutes.

Il est 19h51 à Pondichéry.

Je me suis remis au boulot pour formater cette page il y a 20 minutes, après avoir dîner en regardant les infos sur Russia Today. Il y a un décalage horaire de 2 heures avec Moscou.

Sur le bandeau en bas de l'écran où sont diffusées des infos en temps réel j'ai pu lire que les médias avaient largement amplifié les tensions qui existaient entre Poutine et les chefs d'Etat occidentaux... J'en déduis donc que les discours tenus par les médias étaient davantage destinés à leurs populations, histoire d'alimenter la propagande de guerre ou justifier les visées impérialistes de leurs dirigeants qu'elles sont appelées à soutenir.

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Israël/Gaza: Quand les colons "supplient" la Résistance - french.tribe.ir

Le président du conseil des colonies de Ashkol, colonie située à proximité de Gaza en est désormais à lancer un appel de pieds à l'adresse de la Résistance palestinienne pour qu'elle conclue une trêve de longue durée avec les israéliens avant qu'une nouvelle guerre ne commence. Hayem Yaalin est d'ailleurs bien pressé et il veut que ce cessez-le-feu soit mis en vigueur au plus vite pour éviter le risque d'un nouveau conflit. " *Il va sans dire que le Hamas continue à creuser des tunnels sous terrains et à se préparer pour une future confrontation. C'est une question de temps . à vrai dire l'armée israélienne n'a réalisé aucun de ses objectifs au cours de sa dernière guerre contre Gaza. A-t-elle réussi à les réaliser? Si oui, pourquoi alors elle n'a rien fait pour imposer un cessez-le-feu à long terme? L'Egypte boude en ce moment le Hamas. Mais pourquoi ne pas chercher du côté de Riyad une médiation? Les Saoudiens pourront aider à ce qu'une trêve longue entre en vigueur*".

Les observateurs politiques relèvent cet appel à la trêve formulée par des colons comme une nouvelle victoire pour la Résistance : les Israéliens sont entièrement déconnectés de leur armée et de leurs dirigeants politiques, qu'ils jugent incapables de leur assurer la sécurité. La méfiance est telle qu'ils en sont à tendre la main vers leurs ennemis, et à quémander une trêve. french.tribe.ir 15.11

Qatar.

- Qatar: le coup d'état contre Tamim - french.tribe.ir

Selon une source bien informée dans le golfe Persique, un projet de coup d'état contre le jeune émir du Qatar, Tamim vient d'être déjoué. Al Manar de la Palestine qui rapporte cette information, affirme que l'émir aurait donné l'ordre à ses gardiens du corps d'arrêter 17 membres de la famille Al Thani pour cause de tentative de coup d'état. Il y a quatre jours, Tamim a nommé son frère cadet au poste de son adjoint.

Ce serait la tribue Al Masnad, tribue à laquelle appartient sa mère qui aurait aidé Tamim à neutraliser ce coup d'état. La famille Al Thani est sa quasi totalité contre l'intronisation de Tamim qui remplace le puissant Hamad, poussé vers la porte par les Américains en 2013, au terme de sa royale défaite contre Assad. Les maisons de nombreux proches de l'émir sont surveillées par l'appareil de renseignement, ajoute cette source. french.tribe.ir 15.11

Grèce

- Grèce : les forces de sécurité ont chargé les manifestants protestataires - french.tribe.ir 15.11

En Grèce, la tension est vive entre les universités et le gouvernement, au seuil de la commémoration de l'anniversaire du soulèvement étudiant.

Les manifestations estudiantines ont eu lieu, partout, dans le pays. A Athènes, cette manifestation a tourné aux affrontements entre les étudiants et les forces de sécurité. Les forces de sécurité ont chargé les étudiants à coups de gaz lacrymogènes et de matraques. 50 étudiants ont été blessés. Les forces de sécurité ont procédé, également, à plusieurs arrestations. french.tribe.ir 15.11

Ce matin pas un média français n'en rendait compte.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre 2014

CAUSERIE

On ajoutera une quinzaine d'articles plus tard si on en trouve le temps, il est 19h32 heure locale.

[La guerre sans fin au terrorisme des Etats-Unis ne s'apparente-t-elle pas à la propagande de la terreur ?](#)

- Etat Islamique : la terreur pour propagande - Francetv info

ACTUALITE EN TITRES

[Plus... ou toujours pire.](#)

- Le G20 promet surcroît de croissance et transparence fiscale - AFP

Plus de croissance, plus de transparence fiscale, plus d'égalité hommes-femmes, plus de sécurité énergétique: les pays du G20 ont affiché d'ambitieux objectifs à l'issue du sommet de Brisbane, face à une conjoncture économique morose. AFP 16.11

[Comment ils hypothèquent la survie de l'espèce humaine.](#)

- Santé : les enfants ne marchent pas assez - Francetv info

Les spécialistes recommandent près de 10 000 pas par jour afin d'éviter certaines maladies. Mais notre mode de vie a changé et aujourd'hui, les enfants ne marchent pas assez. Francetv info 16.11

Et ils seront à moitié aveugle parvenus à l'âge adulte pour avoir toujours les yeux fixés sur un écran. A 30 ans ce seront devenus des mutants, en guise de lutte finale pour leur libération, il ne leur restera plus qu'à achever leur lobotomie...

Faites des enfants disent-ils, à croire que cela fait aussi partie de la croissance, de la consommation qui concourt à leur autodestruction, sinon ils les laissent crever.

- Un cas "*hautement pathogène*" de grippe aviaire aux Pays-Bas - Reuters

[La même que celle que vous affichez face à l'occupation de la Palestine.](#)

- Zaz évoque la "*légèreté*" à Paris sous l'Occupation et suscite un tollé - LePoint.fr

La même que celle que vous affichez face à toutes les guerres fomentées par l'impérialisme anglo-saxon-sioniste qui s'inscrivent dans la suite des précédentes...

[Guerre à l'occupant.](#)

- Israël refuse toute limitation de la colonisation à Jérusalem-Est - L'Obs

- Un Israélien poignardé à Jérusalem, la police recherche un suspect arabe - AFP

Un Israélien a été poignardé dans le dos dimanche à Jérusalem d'un coup de tournevis imputé par la police à un jeune Palestinien qui a pris la fuite. AFP 16.11

Le jour même un autre jeune Palestinien a été abattu par Tsahal, mais apparemment cette info n'est pas parvenue jusqu'à Paris...

- Gaza: "*Tsahal*", terrorisé, tue un palestinien - french.irib.ir

Hanté par les commandos palestiniens, les militaires sionistes ont ouvert le feu sur un jeune palestinien qui s'approchait des frontières avec Israël. le ministère israélien de la Guerre a autorisé les militaires à tirer à balle réelle sur les palestiniens s'ils se sentent menacés.

Les tensions croissantes continuent à embraser la Cisjordanie et Beitlammoghadad, ce qui a poussé l'armée et les forces de sécurité israéliennes à déployer massivement leurs forces dans les territoires palestiniens ; une troisième intifada est sur le point de survenir et le régime sioniste est incapable de l'enrayer. french.irib.ir 16.11

ACTUALITÉ DU JOUR

La "machination".

- François Hollande : "Jean-Pierre Jouyet est un bon secrétaire général de l'Elysée" - Francetv info

On ne peut même pas dire qu'il a l'art de savoir s'entourer pour gouverner après avoir dû virer plusieurs conseillers, Aquilino Morelle et Claude Sérillon, plusieurs ministres, au point de confirmer qu'il a catapulté à l'Elysée pour jouer les seconds rôles au côté de Fabius principalement, Sapin ensuite, moins connu, ce qui permet d'avoir plus de pouvoir encore, Valls a été recruté pour sa servilité et son cynisme qui sied parfaitement à son rôle, Macron lui a été imposé par les banquiers.

Il faut donc en déduire que les seuls qu'il avait vraiment désignés pour faire partie de son équipe étaient ses conseillers qui ont fait merveille, peut-être Cahuzac puisqu'il a la main heureuse. Hollande est tout juste un homme de paille, il n'est pas à la hauteur de la fonction qu'il est censé assumer, disons qu'il sait lire les notes et les discours qu'on rédige à son attention. Et dès qu'il a une idée, elle est forcément géniale ! La preuve, quoique, elle a dû lui être soufflée, par qui ?

- Fillon : «J'ai du mal à croire que Jean-Pierre Jouyet ait pu agir seul» - LeParisien.fr

- Affaire Jouyet : Fillon accuse Hollande de "machination" à mots couverts - Francetv info

Invité de BFMTV dimanche 16 novembre, François Fillon a implicitement accusé François Hollande d'être à la manœuvre dans l'affaire qui oppose l'ancien Premier ministre au secrétaire général de l'Elysée, Jean-Pierre Jouyet. "C'est une affaire qui ressemble étrangement à une machination", a commenté François Fillon, qui dément catégoriquement avoir tenu de tels propos.

"Comme je ne pense pas que le secrétaire général de l'Elysée puisse agir sans au moins en informer le chef de l'Etat, il y a un vrai soupçon que nous soyons en face d'une véritable affaire d'Etat, a-t-il souligné. On a le sentiment que tous ceux qui ont l'audace de vouloir être candidat à l'élection présidentielle à un moment ou un autre de leur existence sont confrontés à des accusations mensongères, à des calomnies", a-t-il poursuivi.

L'ancien locataire de Matignon ne cesse de démentir vigoureusement les propos que lui prête Jean-Pierre Jouyet. «Cette conversation n'a jamais eu lieu», a-t-il encore martelé sur BFMTV. «C'est en contradiction avec toute ma vie politique, mon éthique. (...) Je vous dis avec un peu de colère que cette accusation est mensongère. Je suis sûr de moi, sûr de mon honnêteté. »

François Fillon s'en prend aussi aux deux journalistes du Monde, «qui ont table ouverte à l'Elysée.» Selon l'AFP, qui cite un haut membre de l'exécutif, «tous les mois, Davet et Lhomme viennent voir François Hollande depuis le début du mandat, il y a une confiance qui s'est établie entre eux. Le président leur raconte tout, dit tout, ouvre les vannes parce que le deal qu'ils ont passé, c'est que rien ne sorte avant 2017» où les deux journalistes doivent publier un ouvrage sur le quinquennat.

Selon un proche du président, le jour de l'entretien entre Jean-Pierre Jouyet et les deux journalistes, François Hollande «sait qu'ils sont là, c'est dans l'agenda des activités du Palais.» Francetv info et LeParisien.fr 16.11

En complément. A qui le tour ?

- Un ministre portugais démissionne pour une affaire de corruption - LeMonde.fr

G20. La stratégie de la tension va de pair avec celle du chaos. D'un déjeuner de cons à l'autre.

Grille de lecture.

- Vous aurez remarqué qu'en dehors des principaux chefs d'Etat des puissances occidentales alignés sur les Américains et l'Otan (Américain, Britannique, Canadien, Australien, Japonais, Italien, Français, Espagnol et Allemand), les médias ont fait passer systématiquement à la trappe les chefs d'Etat des autres puissances présents à ce sommet (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, etc.) comme à l'époque coloniale dont ils sont nostalgiques. Les puissances occidentales citées plus haut ne représentent pas plus de 10% de la population mondiale.

- Comme l'expliquait hier soir le journaliste sur Russia Today International, ce que la population mondiale lit, voit ou entend ou les faits tels que les rapportent les médias occidentaux ou des pays alliés des Etats-Unis sont souvent une caricature de la réalité qu'ils déforment systématiquement conformément à la propagande de leur gouvernement respectif, afin de justifier leur politique envers la Russie ou bien d'autres pays ou servir leurs intérêts.

Par ailleurs, il y a la mise en scène à laquelle se livrent les différents chefs d'Etat qui est destinée à alimenter les médias mainstreams en direction de la population qu'il s'agit de conditionner, et il y a les rapports réels qu'ils entretiennent en coulisses ou les discussions sérieuses qu'ils ont ensemble qui ne doivent pas parvenir à la connaissance ou aux oreilles de la population

ou seulement ce qu'ils décideront par la suite de lui livrer.

Pour être complet, il faut ajouter que les positions et les postures que les chefs d'Etat des puissances occidentales affichent ou adoptent leur sont dictées par des technocrates ou des conseillers qui servent de relais avec les différents cercles ou les différentes couches de la classe dominante. Les Obama, Cameron, Hollande et consorts ne sont pas libres de décider la politique qu'ils vont appliquer ou du discours qu'ils doivent tenir en public, ce sont de simples excécutants, des subalternes agissant pour le compte des capitalistes. Ils sont aux ordres, et en cas d'écart ou de faute, ils sont vertement rappelés à l'ordre par les mêmes canaux, donc y compris les médias qui sont aux avant-postes de la propagande officielle de la classe dominante.

Si vous avez bien observé, les annonces faites par les médias précèdent ou surviennent simultanément à celles des chefs de l'Etat ou des gouvernement, soit sous forme de sondages, soit sous forme d'articles, généralement les deux sont couplés à quelques jours d'intervalle, tout dépend de l'accueil ou des réactions qu'ils ont pu susciter notamment. Cela ne signifie pas que les médias ont plus de pouvoir, bien que, puisque les rédacteurs en chef qui sont responsables de leur ligne éditorial ont été recrutés en fonction de leur servilité à l'égard des dirigeants de la classe dominante à appliquer scrupuleusement leurs ordres, ce qui est facilité par le fait que ce sont eux qui possèdent ou contrôlent les médias, du coup ils se servent en priorité de ce canal-là pour imposer leur politique. Bien entendu cela ne va pas forcément de soi, il arrive que les médias en fassent trop ou pas assez ou que le chef de l'Etat ou un ministre n'aient pas tout à fait compris ce qu'on attendait d'eux, ce qui donne lieu à des cafouillages, des corrections, des démentis, des volte-face de dernière minutes, autant de failles que l'on exploite car elles révèlent leurs réelles intentions, leurs rapports réels, etc.

Tout cela pour dire que les chefs d'Etat lorsqu'ils se réunissent n'ont pas grand chose à se raconter ou à s'apprendre, l'essentiel se passe en réalité en coulisse loin des regards indiscrets ou des caméras entre leurs conseillers qui se passent les messages et négocient à la place des ces pions sans réel pouvoir. D'ailleurs c'est facile à comprendre, au regard de leur emploi du temps très chargé et de la multitude de sujets ou de situations qu'ils sont censés traiter qui peuvent être très complexes, il est évident qu'ils ne peuvent pas posséder les connaissances requises pour prendre des décisions, leurs conseillers ne se bornent pas à leur fournir des analyses bourrées de données, des hypothèses ou des pistes de réflexion, leur armée de technocrates leur fournissent également les conclusions qu'ils n'ont plus qu'à adopter ou rendre public. Tout le monde croira qu'ils en sont les auteurs et qu'ils disposent du pouvoir de décision, alors qu'en réalité il n'en est rien. Et là encore, ils peuvent être induits en erreur par des technocrates trop zélés ou défailants et devoir corriger le tir par la suite plus ou moins maladroitement.

Parfois on se demande comment ils peuvent tenir des discours contradictoires d'un jour à l'autre aussi facilement, mentir délibérément ou faire preuve de cynisme, cela tient au fait qu'ils n'en sont pas les réels auteurs ou avec l'expérience ils ont acquis un comportement qui relève du dédoublement de la personnalité où les paroles qui sortent de leur bouche ne leur appartiennent pas vraiment, il est commandé par des intérêts avec lesquels ils s'identifient, ce qui fait qu'ils sont parfaits pour jouer le rôle qu'on attend d'eux, paradoxalement cette double personnalité finit par n'en faire plus qu'une seule, en réalité en adoptant ce personnage ils ont perdu toute liberté de pensée et d'action, toute personnalité, d'où l'impossibilité d'exiger d'eux une autre attitude ou une autre politique.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce sujet, ce n'est là qu'une brève esquisse.

- Toutes les accusations portées par Obama et ses alliés contre Poutine les concernent directement en réalité, elles ont pour fonction de faire en sorte qu'on ne les porte pas contre eux ou de camoufler leur véritable politique impériale ou leurs réelles intentions qui sont évidemment inavouables.

- Le G20 se sera terminé comme il avait commencé: par des tensions. - LeFigaro.fr 16.11

- G20 : Poutine a séché le déjeuner -LeParisien.fr

En réalité, un barbecue de clôture organisé par le premier ministre australien Tony Abbott qui avait donné le ton dès vendredi, de manière très abrupte, reprochant au président russe de vouloir restaurer «*la gloire perdue du tsarisme ou de l'Union soviétique*». LeFigaro.fr 16.11

Il a été accueilli au G20 de manière glaciale par la plupart des dirigeants occidentaux.

Dimanche matin encore, Etats-Unis, Australie et Japon se sont dits "*résolus (...) dans l'opposition à la prétendue annexion de la Crimée par la Russie, et aux actions de déstabilisation (de Moscou) dans l'est de l'Ukraine*" à l'issue d'une réunion trilatérale.

Tout au long du week-end, il en a été ainsi, les échanges étant parfois plus directs, à l'image de ce qu'à lancé samedi le Premier ministre canadien Stephen Harper à Vladimir Poutine: "*Je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine*". Ce à quoi a rétorqué Vladimir Poutine: "*C'est impossible puisque les Russes n'y sont pas*", selon un porte-parole russe.

"*J'imagine que je vais vous serrer la main, mais je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine*". La pique

du Premier ministre canadien Stephen Harper à Vladimir Poutine, rapportée par la presse canadienne, résume assez bien le ton des échanges entre la Russie et les pays anglo-saxons tout au long du sommet. Barack Obama a qualifié d'"invasion" le comportement des troupes russes en Ukraine, tandis que David Cameron mettait en garde le régime de Moscou. "S'il continue à déstabiliser [son voisin], il y aura d'autres sanctions, d'autres mesures" a averti le Premier ministre britannique, estimant que "le président Poutine est conscient qu'il se trouve à un carrefour".

Tout au long du week-end, les leaders occidentaux se sont relayés pour mettre en garde la Russie, le président américain Barak Obama estimant quant à lui que l'agression russe de l'Ukraine était une «menace pour le monde». LeFigaro.fr 16.11

"S'il continue () à violer le droit international, à violer un accord sur lequel il s'est engagé il y a quelques semaines, l'isolement que la Russie connaît actuellement se poursuivra", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet du G20. (Après avoir attaqué la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie par Al-Qaïda et Emirat islamique interposés, etc. - ndlr)

Ces attaques n'ont pas empêché Vladimir Poutine de se réjouir d'être venu. "Effectivement, certains de nos points de vue ne coïncident pas, mais les discussions ont été complètes, constructives et très utiles", a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse retransmise par la télévision russe.

Le président russe a notamment remercié le Premier ministre australien et hôte de l'événement Tony Abbott pour son accueil. huffingtonpost.fr 16.11

Il les laisse "**blablater**" entre eux.

LeParisien.fr - Un couvert de moins autour de la grande table du G20. Celui de Vladimir Poutine qui a décidé de ne pas participer au déjeuner du sommet des 20 dirigeants les plus puissants du monde qui s'est déroulé vers 13 heures (locales, 4 heures en France) à Brisbane, en Australie, la ville hôte. Si le président russe a bien participé dans la matinée aux différentes rencontres portant notamment sur la coopération fiscale, la régulation financière ou l'énergie, Poutine a finalement séché le dernier «déjeuner de travail» au sujet des «enjeux futurs» dont celui du réchauffement climatique. «The lunch is not important, just blablabla», (Ndlr : «Le déjeuner n'est pas important, c'est juste du blabla») expliquait-on sans détour dans la délégation russe.

En lieu et place du déjeuner, Poutine a rencontré dans son hôtel les journalistes russes avant de reprendre plus rapidement que prévu son avion pour Moscou. LeParisien.fr 16.11

Obama, Cameron, Hollande, Harper et Abbott sont des rustres.

Poutine, d'ordinaire prompt à afficher sa vigueur physique et sa virilité, a expliqué avoir quitté le sommet de Brisbane bien avant ses homologues en raison de son besoin de sommeil.

"Pour aller d'ici à Vladivostok, il faut neuf heures d'avion, et encore neuf heures pour faire Vladivostok-Moscou. Ensuite, nous devons rentrer à la maison. Nous avons besoin de dormir au moins quatre ou cinq heures", a déclaré l'homme fort de la Russie à des journalistes russes.

Arrivé sur le tarmac avec le sourire et d'un pas alerte, Vladimir Poutine ne semblait visiblement pas fatigué, selon des images diffusées par les organisateurs du sommet. Il est même allé serrer la main de deux motards de son escorte et a posé aux côtés de membres du personnel de sécurité pour une photo souvenir, avant de monter dans l'avion. huffingtonpost.fr 16.11

La propagande états-unienne ne l'empêchera pas de dormir.

- Vladimir Poutine quitte précipitamment le G20 - LeFigaro.fr
- Poutine quitte l'Australie après un G20 tendu à cause de l'Ukraine - 20minutes.fr
- G20: Poutine avait besoin de dormir - Liberation.fr
- Ce qu'il faut retenir du G20 de Brisbane marqué par le départ précipité de Poutine - L'Express.fr
- Sous pression à cause de l'Ukraine, Poutine quitte le G20 avant la fin - Le Huffington Post
- G20: l'Occident a harcelé la Russie sur la crise ukrainienne - AFP
- Vladimir Poutine seul contre tous - Francetv info

Vladimir Poutine est rentré en Russie avant la fin officielle du G20, renforçant son image de chef d'État seul contre tous. Francetv info 16.11

Jusqu'au bout il leur faut falsifier la réalité... Il a le tort de défendre les intérêts de la Russie, tandis que tous les chefs d'Etat des puissances occidentales sacrifient ceux de leur pays respectif au profit des Américains, dont l'hégémonie sur le monde doit être sans partage et indiscutable, pour l'éternité.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La CIA soutient les terroristes, en Syrie - french.irib.ir

Selon un nouveau rapport, Washington s'apprête à renforcer le rôle de la CIA, dans l'armement et l'entraînement des terroristes, en Syrie.

Selon le rapport de Press TV, le journal "Washington Post" a indiqué, samedi, citant les responsables américains, que ce plan vise à accélérer les soutiens secrets des Etats-Unis aux terroristes, en Syrie, au moment où le Pentagone envisage de mettre sur pied ses propres bases d'entraînement. Les perspectives de progrès du plan de la CIA ont été débattues, la semaine dernière, lors de la réunion des hauts responsables de la sécurité nationale, à la Maison Blanche.

Ce plan proposé intensifiera les activités secrètes de la CIA, qui s'étaient déjà multipliées durant ces trois dernières années. La CIA s'est pourtant refusée à toute explication sur son rôle, quel qu'il soit, en Syrie. Le service d'espionnage américain procède actuellement à l'évaluation et à l'entraînement mensuelle d'environ 400 terroristes, qui luttent contre le gouvernement de Bachar al-Assad. french.irib.ir 16.11

Irak

- Baaqouba : la découverte du plus grand siège de commandement souterrain de Daesh

Le plus grand siège de commandement souterrain de Daesh a été découvert, dans le Nord de Baaqouba, a annoncé, le gouverneur de la ville d'al-Khales.

"Daesh tente de mettre en pratique, en Irak, l'expérience des tunnels, en Syrie", a affirmé Adi al-Khadaran, le gouverneur de la ville d'al-Khales, dans la province de Diyali, en allusion à la découverte du plus grand siège de commandement souterrain de Daesh, dans le Nord de Baaqouba.

"Ce siège souterrain est situé à 75 km, au Nord de Baaqouba, et s'étale sur plusieurs dizaines de mètres", a-t-il expliqué.

"Une quantité d'explosifs, de drogues et médicaments et quelques cartes y ont été trouvés", a-t-il ajouté.

Daesh tente de mettre en pratique l'expérience des tunnels, en Syrie, dans les zones sous son contrôle, en Irak, pour, ainsi, réduire le nombre de ses victimes, face aux forces de sécurité irakiennes. french.irib.ir 16.11

ECONOMIE

Japon

- Après un nouveau recul de son PIB, le Japon retombe en récession - lemonde.fr

Le Japon est retombé en récession du fait d'un nouveau recul de son produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre (- 0,4 %), après une contraction de 1,9 % au deuxième, a annoncé lundi 17 novembre le gouvernement. Il s'agit d'un revers inattendu pour

le premier ministre Shinzo Abe qui devrait annoncer dès mardi la dissolution de la chambre basse du Parlement et convoquer des élections anticipées en décembre.

En rythme annualisé, le PIB a plongé de 1,6 % entre juillet et septembre, alors que les économistes tablaient en moyenne sur une croissance d'environ 2 %. Le Japon avait subi une décroissance de 7,3 % entre avril et juin en rythme annualisé.

Face à ce net ralentissement, la Banque du Japon (BoJ) avait accru fin octobre son programme de rachat d'actifs, dans l'espoir de redonner du tonus à l'économie. Devant ces chiffres catastrophiques, le chef du gouvernement devrait renoncer à mettre en vigueur une taxe à 10 % en octobre 2015, comme la loi le prévoit pourtant dans le but d'enrayer la colossale dette publique, par crainte de voir l'archipel s'ancre dans la récession. lemonde.fr 17.11

[Haut de page ↗](#)

Le 18 novembre 2014

CAUSERIE

Lundi 23h20.

15 articles ont été ajoutés.

On est mardi il est 0h30 ici à Pondichéry et je vais aller me coucher. A tout à l'heure !

A lire et faire lire, à télécharger et diffuser le plus largement possible : *Atlantic Council : l'officine de propagande de l'OTAN*

D'une autre source j'en ai téléchargé une cinquantaine de la même veine ou parfois un peu moins consistant se rapportait à l'histoire du vieux monde au XXe siècle, j'essaierai de les regrouper et de les mettre en ligne le plus rapidement possible. Ce sont des articles qui datent parfois d'une dizaine d'années, mais qui valent vraiment le coup d'être lus au moins une fois.

Mardi 19h22.

Le boulot est terminée. Je bosserai moins plus tard, quand j'aurai déménagé je me reposerai un peu.

Palestine occupée.

Avez-vous les photos ou les images montrant des Palestiniens en train de commencer à péter le mur des sionistes, d'autres sont tranquillement montés dessus, assis à cheval dessus ils discutent le coup...

Je me suis toujours demandé pourquoi ils ne l'avaient pas encore plastiqué ou défoncé avec un bulldozer ou un missile, je ne comprends pas. Apparemment ils y viennent...

Nous défendons la lutte armée des Palestiniens contre l'occupant.

[Vaut mieux manifester à Abou Dis qu'à Sivens, c'est moins dangereux.](#)

Hier à Abou Dis, localité arabe voisine de Jérusalem, les militaires de Tsahal ont tiré des gaz lacrymogènes en direction des jeunes qui leur jetaient des pierres. AFP 17.11

Tsahal ne les a pas canardés à coup de grenades offensives, mais dites-leur le ministère de l'Intérieur français ferait-il du zèle à trop vouloir imiter l'Etat sioniste ?

[Le cou normand. C'est le produit de votre société pourrie.](#)

- Maxime Hauchard, le Normand devenu égorgé pour Daech - L'Express.fr

[Pour comprendre ce qui se passe en Ukraine, en Syrie et en Irak.](#)

- Atlantic Council : l'officine de propagande de l'OTAN - anticons.wordpress.com 10.11

Extrait. Très présent sur ce forum, Zbigniew Brzezinski est le géostratège qui a conseillé les présidents Jimmy Carter, George W. Bush et Barack Obama. L'Atlantic Council offre à Zbigniew Brzezinski une tribune permanente, lui permettant par exemple de rabâcher sans relâche son couplet favori du moment : « *il est dans l'intérêt des américains que l'occident arme l'Ukraine.* »

Le fait que le gouvernement de Kiev utilise des groupes paramilitaires ouvertement néo-nazis comme le bataillon Azov ne gêne absolument pas cet « accro » à la domination mondiale qui parfois ne masque même pas ses intentions. En 1998, lors d'une conférence, Brzezinski déclarait : « *L'Ukraine constitue l'enjeu essentiel [pour soumettre l'Eurasie] [...]. Si l'occident devait choisir entre une Ukraine démocratique et une Ukraine indépendante, ce sont les intérêts stratégiques et non des considérations démocratiques qui devront déterminer notre position.* »

Dans un entretien accordé au Nouvel Observateur en janvier de la même année (1998), Brzezinski explique « *Pourquoi et comment il a financé Ben Laden en Afghanistan* ».

Une discussion filmée entre deux invités de l'Atlantic Council nous éclaire davantage : le sénateur démocrate Chris Murphy et le sénateur républicain John McCain débattent sur le thème du jour « *le rôle des États-Unis dans la sécurité européenne* ». Et quand John McCain s'intéresse à notre sécurité, cela devient vraiment préoccupant. Rappelons en effet qu'il ne fut pas gêné de s'afficher avec Oleh Tyahnybok, le néo-nazi ukrainien . Et le même McCain soutenait en 2011 les rebelles de Libye et en 2013 ceux de Syrie. Résultat : Partout les islamistes sont les nouveaux maîtres de la Libye, et les djihadistes ont même désormais leur Etat à cheval entre la Syrie et l'Irak.

Anders Fogh Rasmussen est également très présent dans les dossiers et conférences de l' Atlantic Council. Ancien premier ministre Danois, Anders Fogh Rasmussen a fortement soutenu dans la « *période Bush* » la guerre en Irak de 2003. Rasmussen affirmait « *L'Irak a des armes de destruction massive. Ce n'est pas quelque chose que nous pensons, c'est quelque chose que nous savons.* » Toutefois une contrevérité, même de ce calibre, ne l'a pas empêché de devenir le 12ème secrétaire général de l'OTAN (du 1er août 2009 au 1er octobre 2014).

En Avril 2014, l'ex maoïste, ex Premier ministre du Portugal et 11ème président de la Commission européenne José Manuel Barroso, s'est déplacé à Washington pour recevoir le Prix du Leadership 2014 de l'Atlantic Council . Une distinction qui peut s'expliquer par le fait qu'un an auparavant, Barroso l'ultra- libéral avait relancé le Marché transatlantique, vaste espace économique, politique et militaire dominé par les Etats-Unis. Mme Clinton avait qualifié ce projet d' « *OTAN économique* ». (l'article en entier dans cette page ou à télécharger)

[Toutes les capitales du monde doivent se doter de gratte-ciels. Ainsi l'a décrété la dictature des bétonneurs.](#)

- La France, seule opposante aux gratte-ciels ? - Francetv info

- Le Conseil de Paris rejette la tour Triangle, Hidalgo (PS- ndlr) dénonce un « *scrutin nul* » - LeMonde.fr

Alors que les gratte-ciels poussent un peu partout dans le monde, la France est-elle la seule à s'opposer à leur construction ? À Londres, la récente tour Shard culmine à 309 mètres. À Francfort se trouvent les tours les plus hautes d'Europe. En Espagne, à Madrid, ce sont quatre tours qui s'élèvent à près de 240 mètres. Francetv info 17.11

Effarant, non ?

Comment appelle-t-on un régime qui annule un scrutin quand le résultat ne lui convient pas ?

[Guerre idéologique. Deux articles du portail slate.fr qui participent à l'officine néolibérale Atlantic council.](#)

L'instrumentalisation d'un agent "**apolitique**" des Américains qui l'ignorait... avant de l'assumer pleinement.

Quand on est syndicaliste et soudainement adulé par les dirigeants des puissances occidentales qui sont réputés réactionnaires, par l'Eglise qui l'est tout autant, par les médias qui incarnent leurs intérêts, qu'ils vous propulsent au pouvoir et continuent de vous encenser parce que vous appliquez une politique qui leur convient, il arrive forcément un moment où l'on prend conscience d'être manipulé, surtout quand on en vient à prendre des mesures contre la classe ouvrière, on ne peut plus affirmer qu'on ne sait pas pour qui on gouverne même si on tient le même discours que par le passé, en réalité devenu un double discours qui ne sert pas ou plus la cause des exploités.

- La passionnante interview de Lech Walesa qui a donné naissance au film «*L'Homme du peuple*» - Slate.fr

Brèves extraits.

Plus de trente ans après L'Homme de fer, Palme d'or à Cannes en 1981, Andrzej Wajda est de retour dans la Pologne des années 1980 avec L'Homme du peuple, en salles mercredi 19 novembre.

Walesa se présente comme un homme simple, un homme du peuple, donc, qui plaide pour des avancées à petits pas («*La liberté est une nourriture qui doit être distribuée avec soin quand les gens ont trop faim*» [un discours que ne renieraient pas les féodaux qui maintiennent leur peuple dans la pauvreté, en Inde par exemple. - ndr]) et explique ne pas être un de ces intellectuels «*incapables de s'ajuster à la réalité du moment*» ni un politicien :

«Je refuse de m'exprimer avec leurs mots, leurs étiquettes, leurs slogans, gauche et droite –socialisme et communisme, capitalisme et luxemburgisme, démocratie chrétienne et sociale-démocratie. Je m'exprime avec mes mots: bon, mauvais, meilleur et pire.»

(Sauf que lorsqu'on gouverne ou aspire à gouverner, quand on est syndicaliste, on fait forcément de la politique, l'apolitisme est une supercherie, cela n'existe pas en réalité, car nos prises de position ou les mesures que l'on préconise sont d'une manière ou d'une autre favorables à une des classes en présence, il ne peut pas en être autrement, on se place forcément sur un terrain de classe précis qu'on le veuille ou non, il en va ainsi de la totalité des idées que l'on défend ou qu'on a adoptées, qu'on en ait conscience ou non.

Se prononcer en ces termes réducteurs, c'est manifester une réflexion incapable de prendre en compte l'ensemble du processus historique et ses différents facteurs qui ont conduit au développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours, de telle sorte qu'on peut être amené à adopter ses aspects les plus rétrogrades ou réactionnaires. En voici un parfait exemple.

Slate.fr - Walesa aborde (...) des sujets plus personnels. Son beau-père émigré aux Etats-Unis, et les Etats-Unis en général: «*J'aime Reagan. Oui, je l'aime beaucoup. La façon dont il bouge, la façon dont il parle, juste comme moi* ».

Son admiration pour le pape Jean-Paul II et le primat de Pologne Stefan Wyszynski, et sa révélation religieuse quasi-claudéenne: «*Un jour j'avais très froid, je me sentais très fatigué, et j'ai cherché un endroit où me reposer. Il n'y avait rien dans le coin à part une église, donc j'y suis rentré et je me suis assis sur un banc. Tout de suite, je me suis senti mieux.*». Slate.fr 17.11

Cela se passe de commentaire. Quel réac ! On ne sait pas s'il le fait exprès ou s'il est très con...

Quand le "**symbolique**" envahit les esprits pour les détourner de la réalité.

Le second article de slate.fr est une ode à l'ordre établi, établi pour des siècles et des siècles, amen.

Inutile d'en reproduire de longs extraits, le dernier paragraphe le résume bien ainsi que les intentions de son rédacteur ou de ce portail ultra réactionnaire. Oui, nous considérons que le néolibéralisme est l'idéologie la plus réactionnaire, la véritable idéologie d'extrême droite à notre époque, celle qui justifie la pire des barbaries par exemple, l'Emirat islamique que ses adeptes ont enfanté, financé, armé, etc.

Le symbolisme a été adopté par les représentants de la classe dominante parce qu'elle y trouve son compte, parce qu'il est compatible avec le nihilisme, les deux consistant à fuir ou nier la réalité pour la remplacer par autre chose ou la réinventer à sa manière, ce qui présente l'avantage de ne pas s'attaquer à la réalité

Remplacer un élément qui est un des facteurs qui composent la réalité, qui entretient certains rapports avec le monde extérieur, par un symbole revient à en réduire l'existence à une abstraction, à un objet de nature subjectif donnant lieu à toutes les interprétations possibles sans qu'elles soient forcément reliées à la réalité à laquelle à l'origine cet objet appartenait, c'est comme s'il s'en trouvait dématérialisé pour acquérir une qualité purement spéculative qui n'a évidemment rien à voir avec la connaissance.

Au mieux, c'est une représentation d'un objet ou d'un être ou bien autres choses encore à caractère générique qui ne fournit aucun renseignement sur sa nature, elle peut ainsi être un produit sorti de notre imagination très éloigné de ce qu'il est dans la réalité. Que les symboles aient dès lors un pouvoir sur l'imagination est somme toute normal puisque c'est de là qu'ils sont sortis. Repères ou signes de reconnaissance à caractère collectif, d'appartenance à une communauté ou collectivité, ils ne nous fournissent que des indications sommaires sur ceux qui les ont adoptés ou en font partie, surtout en pensée à l'usage qui peut en être fait en contradiction avec ce qu'ils étaient censés représenter au départ.

Bref, le symbolisme s'attache plus aux apparences qu'au fond des choses, c'est la science des fainéants, des esprits superficiels, qui plus est à notre époque. Qu'il ait pu remplir un rôle social jadis quand la plupart des hommes et des sociétés étaient encore illettrés ou analphabètes, c'est évident, c'était une manière simple et efficace d'enregistrer les codes qui existaient dans la société en les mettant bout à bout, ils ont favorisé la compréhension des rapports qui existaient dans la société. Depuis les mots et ce qu'ils étaient censés représenter ont été galvaudés au point d'être méconnaissables, de signifier tout et son contraire, de telle

sorte qu'ils n'ont plus aucune utilité pratique, d'autant plus qu'on est en principe renseigné sur leur objet quand on a acquis un minimum de connaissance en suivant un cursus scolaire ou universitaire, on est théoriquement capable d'expliquer en quoi consiste par exemple un religieux ou un militant sans avoir à montrer du doigt le symbole qui les représente.

Si on a pris soin de préciser en principe ou théoriquement, c'est que dans les faits, les choses s'avèrent plus compliquées, car on vit aussi dans une société plus complexe qu'autrefois, qui plus est à notre époque où tous les rapports se délitent, se décomposent, se décomposent certes, mais se recomposent selon de nouvelles normes qui nous échappent parfois et qui peuvent prêter à bien des confusions, on le voit bien par exemple avec ses jeunes qui se convertissent à une religion et qui vont l'interpréter sans tenir compte du monde réel dans lequel ils vivent et qui va leur être fatal à un moment donné.

Le symbolisme agit d'autant plus efficacement sur les esprits les plus faibles, les couches les plus fragiles de la société, ils font partie de rites dont on ignore la portée ou qui les manipulent. Alors quand s'y mêle la propagande de la classe dominante, cela peut dériver sur des pratiques sectaires, communautaristes, dangereuses.

Pour aborder plus précisément l'article dont il est question ici, que constatons-nous ?

On nous dit que le "*clivage droite-gauche, de plus en plus symbolique, de moins en moins politique.*", autrement dit de plus en plus couper de la réalité ou des rapports réels qui existent dans la société. En toile de fond, ce sont les antagonismes irréconciliables entre les classes qui disparaître, la lutte des classes qui est visée. Au profit de qui sinon la classe qui possède le pouvoir et n'entend pas le céder, celle des capitalistes. Il s'agit de faire entrer dans le cerveau des masses exploitées que l'époque de la lutte des classes est définitivement révolue et que dès lors l'ensemble des classes ne forment plus qu'une grande communauté aux intérêts communs, comme par exemple sur la question de l'environnement.

Le symbolisme sert à disloquer toutes les classes qui se situaient sur le terrain de la lutte des classes ou les rapports qui existaient depuis l'avènement du capitalisme, au profit d'une société sans classes sociales gouvernée par une poignée d'oligarques flanqués d'une élite d'intellectuels à leur service qui détiendraient tous les pouvoirs, selon une sorte de code impérial qui aurait été adoptée une fois pour toute par tous les chefs d'Etat, déterminant la place que chacun occupe dans la société, ainsi que les droits et les devoirs qui en découlent que chaque individu atomisé devraient respecter scrupuleusement. Leurs rapports ne seraient plus déterminés par la place qu'ils occupent au sein du processus de production, l'économie ne serait plus non plus tributaire des contradictions ou des lois de fonctionnement du système capitaliste, la puissance, le pouvoir de l'oligarchie n'en dépendrait plus non plus, la société, le monde fonctionnerait uniquement selon les lois qu'elle aurait édictées, un peu sur le modèle des traités qui ont une valeur contraignante pour tous leurs signataires, à la différence près que le règlement qu'elle nous imposerait concernerait absolument tous les rapports existant dans la société jusqu'à l'orientation de nos pensées, notre mode de vie de la naissance à notre mort, ce qui peut paraître inconcevable est pourtant bien en train de se mettre en place avec le traité de libre-échange transatlantique, véritable "otan économique (H. Clinton).

Quand ils affirment que le "*clivage droite-gauche (est) de moins en moins politique*", ils veulent dire par là qu'il n'y a plus d'espace pour s'opposer à leur modèle de société, au néolibéralisme. Et pour cause tout ceux qui étaient censés combattre pour changer la société ont déserté, ils n'osent même pas clairement identifier le pouvoir qu'a acquis l'oligarchie, ils prétendent que cela relèverait de la théorie du complot ou serait le fait de gauchistes ou de farfelus.

Tant qu'existait l'URSS qui incarnait de façon déformée le socialisme, ce qu'ils appellent la gauche, le PS et ses satellites se tenaient au sein du mouvement ouvrier et au côté de la classe ouvrière pour les dissuader de se rapprocher du socialisme. Depuis le début des années 90, ils ne s'en donnent même plus la peine et leurs références au socialisme ne sont même plus symboliques, elles ont totalement disparu au profit de leur soumission totale au capitalisme.

L'auteur de cet article ne le regrette pas, mais il ne comprend pas pourquoi, ce qui est normal en caractérisant de gauche le PS ou en ne comprenant pas pourquoi il ne peut plus jouer le même rôle ou il aurait changé, alors qu'en réalité il n'a jamais changé depuis un siècle, il s'est simplement adapté aux besoins de la classe dominante au fil de la crise du capitalisme jusqu'à épouser le néolibéralisme, ce qu'il ne pouvait pas se permettre dans les années 70 à l'instar de Thatcher puis Reagan, il le peut aujourd'hui non sans quelques difficultés qui ne proviennent pas de lui, mais des droits et acquis des travailleurs qui demeurent encore et qu'ils hésitent à liquider d'un coup comme le fit Schröder au début des années 2000.

Eux non plus ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils voudraient ou tout ce que la classe dominante attend d'eux, parce que la lutte des classes existe toujours, elle existera aussi longtemps qu'ils n'auront pas liquidé tous nos droits sociaux. Ensuite s'ils y parvenaient, ce serait alors une autre histoire, voyez où en est rendu le mouvement ouvrier aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, c'est la raison pour laquelle il faut effectivement se battre pour conserver tous nos acquis, ce que seul fait le POI systématiquement en tant que parti politique il faut le signaler.

Décryptons phrase par phrase ce qu'ils ont voulu dire.

- Tout le problème vient du découplage entre ces joutes symboliques et les enjeux de l'époque.

- Cette distorsion engendre une perte de sens qui transforme nos débats politiques en théâtres aux effets de manche de peu de conséquences.

(Joutes symboliques dans le sens où elles sont dérisoires ou portent sur l'accessoire et non sur le fond qu'ils partagent. La scène politique n'est plus qu'une cynique comédie.)

- La représentation topographique du paysage politique correspond de moins en moins à de réels choix d'action.

(Il n'existe aucune marge de manoeuvre à l'heure du néolibéralisme triomphant, leur soumission doit être totale et assumée.)

- Or la démocratie a besoin de disputes claires et compréhensibles pour le commun des électeurs.

(Autrement dit, ils avouent que la démocratie est morte, elle aussi elle n'est plus que symbolique, mais il faut continuer de jouer la comédie pour bernier les masses, aussi doivent-ils se répartir les rôles. Ajoutons à leur hypocrisie que le rapprochement droite-gauche ou le consensus qui existe entre eux les arrange bien pour faire passer leur politique. Et quand on lit attentivement leur article, on s'aperçoit qu'il servait uniquement à en faire la promotion, c'était son réel objectif.)

- C'est à cela que sert un clivage droite-gauche vivace et opérant.

(Admirable : à nous bernier et à rien d'autre, on ne pouvait franchement pas dire mieux, ils sont géniaux quand ils veulent ! On va se faire plaisir pour terminer. Ils ont un gros problème. Car comment faire pour que d'un côté il existe un "*clivage droite-gauche vivace et opérant*", et que de l'autre ils gouvernent ensemble comme l'auteur l'appel de ses vœux ? On sent là qu'il y a quelque part un grain de sable qui bloque ce mécanisme et les empêche d'aller jusqu'au bout. Ce ne serait-il pas la farouche résistance que leur opposent les militants sur le terrain (dans les syndicats) et les millions de travailleurs qui rejettent en bloc leur politique réactionnaire ?)

- Le clivage droite-gauche, de plus en plus symbolique, de moins en moins politique Slate.fr

Tout le problème vient du découplage entre ces joutes symboliques et les enjeux de l'époque. La représentation topographique du paysage politique correspond de moins en moins à de réels choix d'action. Cette distorsion engendre une perte de sens qui transforme nos débats politiques en théâtres aux effets de manche de peu de conséquences. Or la démocratie a besoin de disputes claires et compréhensibles pour le commun des électeurs. C'est à cela que sert un clivage droite-gauche vivace et opérant. Slate.fr 17.11

Nous l'évoquions hier, des "*conclusions prérédigées*"

Qui a avoué indirectement qu'en réalité les dés étaient pipés à l'Union européenne, en affirmant qu'il fallait "*éviter les débats interminables sur des conclusions prérédigées*" ?

Federica Mogherini qui devait présider lundi son premier conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union. Elle aurait eu l'intention de proposer une autre méthode de travail, sans succès et on comprend pourquoi.

Profitions de l'occasion pour compléter ce que nous avons dit hier sur le même sujet.

Si les chefs d'Etat des puissances occidentales appliquent la politique que leurs maîtres attendent d'eux, il n'en demeure pas moins qu'ils ne peuvent pas non plus faire n'importe quoi comme ils leurs demandent et heurter violemment les convictions ou les préjugés de la majorité de la population, s'attaquer à ses droits à tour de bras sans prendre un minimum de précaution, sans s'entourer de garanties pour préserver la stabilité du régime et des institutions de leur pays, la paix sociale propice aux affaires.

Il leur faut tenir compte d'un certain nombre de critères ou facteurs sociaux ou politiques que leurs commanditaires ignorent ou refusent de prendre en considération, alors que les dirigeants de ces pays ne peuvent pas faire autrement, ce qui explique les désaccords qui peuvent apparaître entre eux, sauf sur le fond évidemment, car seuls la manière et le rythme pour appliquer la politique qui leur est dictée diffèrent.

On imagine donc que lors d'une telle réunion, tous les ministres des affaires étrangères arrivent avec leurs propres conclusions dont ils ne peuvent pas bouger, tandis que la représentante de l'Union européenne arrive avec ses propres conclusions déjà ficelées. Généralement elles concordent puisque chacun sait ce qu'on attend d'eux, mais il arrive que ce ne soit pas le cas. Des entretiens bilatéraux préparatoires précèdent habituellement ce genre de réunions, de telle sorte que les positions soumises par la représentante de l'Union européenne coïncident avec celles des différents participants ou prennent en compte leurs positions respectives, ce qui leur permet soit d'avancer, soit de prendre acte de leurs désaccords, auquel cas ils stagnent sur certains dossiers ou la Commission passe outre en s'appuyant sur les pays les plus puissants de l'UE ce qui peut donner lieu à

des polémiques stériles qui s'éteindront d'elles-mêmes puisque sur le fond ils sont d'accord et aucun n'entend claquer la porte de l'UE.

Merkel a répété qu'elle était contre de nouvelles sanctions contre la Russie parce qu'elles pourraient peser trop lourd sur l'économie allemande, et tous les pays se disposent sur cette question en priorité à partir de l'importance des échanges économiques qu'ils ont avec la Russie. A la limite ils peuvent les sacrifier pour privilégier des objectifs politiques, mais dans ce cas-là ils devront en assumer la responsabilité sur le plan économique et social dans leur propre pays, tout dépend de la marge de manoeuvre dont ils disposent sur ces plans-là. Autrement dit, on doit admettre qu'ils peuvent passer outre et sacrifier, assumer la détérioration volontaire de la situation économique et sociale qui pourraient en résulter dans leur pays s'ils disposent d'une marge de manoeuvre sur le plan politique, ce qui est le cas dans la plupart des pays, puisqu'il n'existe plus d'opposition organisée suffisamment puissante et crédible pour mobiliser les masses contre leur politique.

En titre pour illustrer cet article.

- Premier conseil pour la nouvelle chef de la diplomatie européenne, les Européens toujours divisés sur l'Ukraine - LeMonde.fr
- Berlin a mis en garde lundi ses partenaires européens contre de nouvelles sanctions supplémentaires à l'égard de Moscou.- AFP
- Russie: expulsion de diplomates polonais, après celle de diplomates russes de Varsovie - AFP

[Côte pile et côté face. Extrême droite + néolibéralisme = Nouvel ordre mondial.](#)

- Élections aux États-Unis : quand des champions du CAC 40 financent des extrémistes - bastamag.net 04.11

Top 20 des entreprises françaises impliquées financièrement dans la campagne 2014

~ Entreprise Financements déclarés, en dollars Part des financements aux Républicains

1 Sanofi	933 270	63%
2 Airbus	370 602	78 %
3 AXA	284 740	57%
4 Vivendi	218 330	47%
5 Areva	217 927	58%
6 BNP Paribas	119 250	32%
7 ArcelorMittal	93 360	63%
8 Michelin	56 416	74%
9 GDF Suez	56 200	55%
10 Lafarge	53 000	47%
11 Louis Dreyfus	48 450	89%
12 Arkema	47 600	64%
13 Société Générale	36 936	70%
14 Safran	36500	47%
15 Suez environnement	35 700	15%
16 Alcatel	33165	26%
17 Air Liquide	28750	59%
18 Danone	25850	0%
19 BPCE/Natixis	24150	27%
20 Sodexo	20490	76%

Les entreprises françaises ne sont d'ailleurs pas avares en dépenses de lobbying. En quatre ans, vingt groupes français cotés ont ainsi dépensé près de 150 millions de dollars pour des actions de lobbying à Washington.

Entre business et idéologie

Ce que révèle l'implication des multinationales françaises dans la politique états-unienne, c'est aussi l'amalgame de plus en plus fort entre ce qui relève des « *intérêts économiques bien compris* » des entreprises et de l'idéologie. L'hostilité envers l'État régulateur, le déni du changement climatique ou de la gravité des diverses formes de pollutions, la promotion de la liberté individuelle... autant de points de convergence entre un certain radicalisme d'extrême-droite et la vision du monde néolibérale. C'est cette convergence nouvelle – inventée aux États-Unis depuis quelques années, et qui fonde aujourd'hui l'identité même du parti républicain – que les firmes françaises paraissent prêtes à encourager. Le feront-elles demain en France et en Europe ? bastamag.net 04.11

En complément.

- Des entrepreneurs soutiennent Macron sur le travail dominical - Reuters
- Gattaz appelle à supprimer l'ISF, Macron dénonce une "*provocation*" - AFP
- Les cliniques et hôpitaux appelés à la grève début janvier - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Parole de média. Comment, une "*machination*", voyons c'est impossible avec Hollande.

- Affaire Jouyet-Fillon : faut-il croire à la "*machination*" ? - Francetv info

L'ex-Premier ministre nie avoir demandé au secrétaire général de l'Élysée d'accélérer les procédures contre Sarkozy. Il a déposé des plaintes pour diffamation et crie au complot. Une hypothèse loin de faire l'unanimité à droite.

"*C'est une affaire qui ressemble étrangement à une machination. Ceux qui ont voulu faire ça ont voulu me faire taire.*" Interrogé dimanche 16 novembre sur BFMTV, François Fillon, toujours empêtré dans l'affaire qui l'oppose à Jean-Pierre Jouyet, a pour la première fois développé la théorie du complot. Une défense qui peine à convaincre à l'UMP, y compris parmi ses soutiens.

Mais dans quel but Jean-Pierre Jouyet et François Hollande chercheraient-ils à jeter le discrédit sur François Fillon ? "*Pour foutre le bordel à l'UMP*", suggère délicatement l'un de ses soutiens. C'est en substance ce qu'avancent plusieurs autres fillonistes interrogés par francetv info. Francetv info 17.11

- Allemagne: la gauche radicale s'apprête à prendre la tête d'un Land, une première - AFP

Un responsable de la gauche radicale Die Linke, héritière du parti communiste d'ex-RDA, s'apprête à briser un tabou en dirigeant pour la première fois un Etat régional allemand, 25 ans après la chute du Mur de Berlin. Thuringe est un petit Etat forestier et agricole de 2,1 millions d'habitants seulement.

En milieu de semaine, l'ancien syndicaliste Bodo Ramelow, 58 ans, doit conclure un contrat de coalition gouvernementale en Thuringe avec les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts. Sauf accident, il deviendra le premier chef de gouvernement d'un Etat fédéré allemand issu de Die Linke, lors d'un vote au parlement régional le 5 décembre.

Die Linke, qui rassemble traditionnellement de nombreux suffrages à l'Est, a déjà participé à des gouvernements régionaux, comme actuellement dans le Brandebourg voisin.

Lors des élections régionales du 14 septembre, Die Linke (La Gauche), était arrivée en deuxième position, avec 28,2% des voix, derrière l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de Mme Merkel (33,5%) qui dirigeait la Thuringe depuis 1990, date des premières élections libres en ex-RDA. Le SPD (12,4% des suffrages, contre 18,5 en 2009) est sorti meurtri de 5 ans de partage du pouvoir régional avec la CDU. A l'unanimité, il a décidé, comme Les Verts, de s'allier à Bodo Ramelow.

"*Je ne suis pas un représentant de la RDA et mon parti n'est pas un club nostalgique qui voudrait faire renaître la RDA*", répond M. Ramelow, un croyant qui a grandi à l'Ouest, dans le Land voisin de Hesse, et se voit comme un trait d'union avec l'Est. Sa coalition est "*un projet de réconciliation*" explique-t-il, affirmant vouloir mener "*une politique régionale tout à fait pragmatique*".

(Entendez conforme à ce que la bourgeoisie locale est en droit d'en attendre. Quant à la "réconciliation" avec le régime de la propriété des moyens de production de l'Allemagne de l'Ouest ou RFA, on lui fait confiance puisque le SPD et les Verts incarnent le mode de production capitalisme qu'ils n'ont pas du tout l'intention d'abolir. Le SPD pratiquant la même politique que la CDU-CSU, cette "*coalition*" est en réalité une forme d'union nationale contre les travailleurs allemands, que pourrait-elle être d'autre ? - ndr) AFP 17.11

A ce stade on pourrait croire que le camp de la réaction serait rassuré, pas du tout.

Die Linke, dont Le Front de gauche est le clone, a dû affronter un torrent de haine ces derniers jours, un déchaînement de critiques hystériques comparables à celles que Poutine a dû affronter de la part d'Obama et Cameron. Quelques extraits.

- le président Joachim Gauck : "*Les gens qui ont connu la RDA et appartiennent à ma génération doivent faire un gros effort*"

pour accepter cela", a-t-il déclaré. *"Ce parti (...) a-t-il réellement pris ses distances avec les idées au nom desquelles le SED a opprimé les gens, au point qu'on puisse lui faire pleinement confiance?"*, s'est-il interrogé à la télévision.

- Imposture ou hypocrisie oblige au regard de son statut, Angela Merkel est restée mesurée, ils se partagent les rôles, elle a estimé que la prochaine coalition était *"une mauvaise nouvelle"* pour la Thuringe...

- Mike Mohring, chef du groupe parlementaire CDU en Thuringe : *"Il est difficile de donner le pouvoir à un parti qui n'a pas fait le ménage dans son histoire"*. *"Cette belle région mérite autre chose que d'être le laboratoire d'un gouvernement expérimental"*, a-t-il dit à l'AFP.

- Le 9 novembre, alors qu'on célébrait à Berlin la chute du Mur, environ 4.000 personnes se sont rassemblées à Erfurt, capitale de la Thuringe, pour dire non à Die Linke, bougie à la main comme les manifestants qui firent vaciller la RDA 25 ans plus tôt. *"Stasi dehors"*, ont-ils scandé, en nommant la police politique d'ex-Allemagne de l'Est.

- Le journaliste de l'AFP n'a pas été en reste : *"Cette perspective a échauffé les esprits dans un pays encore marqué par la dictature communiste"*, rectifications, stalinienne, le communisme n'ayant jamais existé nulle part à la surface de la terre.

Et pour cause, pour qu'il voie le jour il faudrait que le capitalisme ait été aboli à l'échelle mondiale, communisme signifiant une société ou un monde sans classes sociales, sans Etats et sans frontières, on peut ajouter sans partis politiques, sans démocratie puisque la notion de riche et de pauvre, d'exploiteur et d'exploité, de dominant et de dominé, de majorité et de minorité a disparu au profit du développement harmonieux et du bien-être de chacun, de la paix, sans rapports de concurrence, de compétition, de profit, sans monnaie évidemment.

On ignore généralement que le communisme coïncide avec l'abolition du règne de la nécessité qui cède la place au règne de la liberté.

Régime mafieux.

Grillés au Libor, ils vont modifier ensemble la réglementation pour ne pas se faire pincer la prochaine fois.

- Etats-Unis: la Fed et des banques étudient des alternatives au Libor - AFP

La Réserve fédérale américaine organisait lundi une réunion avec de grandes banques et des autorités internationales de régulation pour discuter des alternatives au taux interbancaire Libor, au coeur d'un vaste scandale financier, selon un communiqué de la Fed.

Une quinzaine de banques, dont Bank of America, JPMorgan et Goldman Sachs mais aussi BNP Paribas, HSBC, Société générale et UBS participaient à cette réunion à New York ainsi que les banques centrales de l'Union européenne, du Japon et d'Angleterre.

Ce gigantesque marché voit transiter quelque 5.300 milliards de dollars par jour, dont 40% via la City de Londres.

La Réserve fédérale est *"intéressée de voir les acteurs des marchés travailler à des taux de référence alternatifs basés sur des taux sans risque et sur un marché robuste et très liquide"*, a affirmé Jérôme Powell, gouverneur de la Fed.

De grandes banques sont soupçonnées d'avoir manipulé le Libor (London interbank offered rate), un taux central dans la finance mondiale, et font l'objet de nombreuses enquêtes sur le globe.

"Des cas de manipulation (...) ont détérioré la confiance dans les taux de référence existants", rappelle la Fed faisant référence à ces tentatives de manipulation qui ont donné lieu depuis 2012 à plusieurs milliards de dollars d'amendes.

Calculé une fois par jour à la mi-journée sur la base des déclarations d'un panel de banques, le Libor est censé refléter le taux moyen auquel les banques peuvent emprunter dans diverses devises et à diverses échéances. AFP 1711

Là c'est mieux, ils leur refilent d'emblée la combine !

- Les salaires des banquiers devraient être réglementés, selon la Banque d'Angleterre - AFP

Les autorités devraient avoir le droit de réglementer les salaires fixes des banquiers comme leurs bonus, a indiqué lundi le gouverneur de la Banque d'Angleterre, le régime actuel de rémunération ne permettant pas de dissuader les mauvaises conduites.

Les bonus sont déjà régis par les directives du Conseil de stabilité financière (CSF) - un organisme de surveillance qui inclut toutes

les économies du G20 -, y compris les reports obligatoires et les récupérations quand les banquiers sont reconnus coupables de mauvaises conduites.

Le gouvernement britannique craint que les grandes banques puissent contourner les restrictions sur les bonus en augmentant les salaires fixes.

Selon lui, les mauvais comportements répétés dans le secteur en dépit de la menace de lourdes amendes "*souligne que les pénalités financières seules sont insuffisantes pour répondre aux problèmes qui ont été soulevés*".

"*Il faut apporter des changements fondamentaux à la pression institutionnelle, aux ententes sur les rémunérations et aux marchés*", a-t-il ajouté.

"*Nous pensons que les dirigeants et les cadres supérieurs doivent se charger personnellement de la mise aux normes des règles qui régissent leurs institutions.*" (Ben voyons, ils vont s'imposer des règles plus contraignantes, on aura tout entendu. - ndr) AFP 17.11

En complément. Les affaires continuent

- Halliburton achète Baker Hughes pour 34,6 milliards de dollars - Reuters

- Pharmacie: Allergan snobe Valeant pour se marier avec Actavis - AFP

- Pfizer surprend les marchés en s'alliant à Merck - Reuters

En complément. Les affaires continuent... dans un autre registre.

- Le comptable suisse de Serge Dassault lui aurait remis 53 millions d'euros en cash - LeMonde.fr

- "*Mariages chinois*" : confirmation de la mise en examen du sénateur PS Jean Germain - AFP

- Une filiale de HSBC inculpée en Belgique pour fraude fiscale - Reuters

- Petrobras promet d'enquêter sur le scandale de corruption - Reuters

ACTUALITE EN TITRES

Résistance passive

- Les prud'hommes de Bobigny à l'arrêt pour protester contre la réforme - AFP

- Les fonctionnaires appelés à se rassembler mardi pour les salaires - AFP

- Hôpitaux : les internes en grève pour une réduction du temps de travail - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée.

- Israël refuse "*toute limitation à la construction*" à Jérusalem-Est - LePoint.fr

- Netanyahu veut renforcer le caractère "*juiif*" d'Israël avec un projet controversé - AFP

- Jérusalem: un chauffeur mort, les Palestiniens dénoncent un "crime raciste" - AFP

Les Palestiniens dénonçaient lundi un "crime raciste" après qu'un chauffeur de bus palestinien a été retrouvé pendu dans son véhicule à Jérusalem-Ouest, la police israélienne évoquant, elle, un suicide.

Le Hamas a appelé les Palestiniens "à exprimer partout leur colère contre cet horrible crime raciste" et exhorté l'Autorité palestinienne à rompre sa coopération sécuritaire avec Israël dans les Territoires occupés.

Des violences avaient éclaté un peu plus tôt à Abou Dis, où vit la famille de la victime. Dans cette localité de Cisjordanie occupée collée à Jérusalem mais coupée de la Ville sainte par le Mur de séparation israélien, des dizaines de jeunes ont brûlé des pneus et certains se sont attaqués au Mur à coup de masse, a constaté un photographe de l'AFP.

Des centaines de personnes y ont participé à l'enterrement de Youssef Ramouni, 32 ans et père de deux enfants, réclamant "vengeance" et brandissant des drapeaux des différents mouvements palestiniens.

Son corps avait été retrouvé tard dimanche soir pendu dans son autobus garé dans un dépôt de Jérusalem-Ouest.

La police israélienne a affirmé qu'"à l'issue de l'autopsie, réalisée en présence d'un médecin représentant la famille, il a été indiqué à la police et à la famille qu'il n'y avait pas de soupçon d'acte criminel". "Aucun signe de violence n'a été retrouvé sur le corps", a ajouté la police.

L'avocat de la famille, Mohamed Mahmoud, a de son côté rapporté que le médecin palestinien avait, lui, écarté la thèse du suicide, notamment car la première vertèbre de M. Ramouni n'est pas brisée, ce qui est normalement le cas lorsqu'une personne se suicide par pendaison. Il a en outre évoqué la possibilité que la victime ait été droguée avant d'être étranglée, affirmant que les analyses révélant la présence de drogue dans son sang prendraient jusqu'à trois mois.

Des photographies du corps de la victime, qui habitait le quartier d'Al-Tur, à Jérusalem-Est occupée et annexée par Israël, portant des traces d'ecchymoses, ont été diffusées par des militants sur les réseaux sociaux.

Les collègues et la famille du chauffeur affirment qu'il a été tué par des Israéliens. "Nous avons vu des signes de violence sur son corps", a indiqué à l'AFP un de ses collègues, Mouatassam Fakeh. "Il était pendu dans les escaliers au fond du bus à un endroit où il est impossible de se pendre tout seul", a-t-il ajouté.

Son frère, Oussama Ramouni, a dit à l'AFP rejeter la thèse du suicide, affirmant qu'il avait été "torturé" avant sa mort. "Mon frère avait des enfants et était heureux, c'est impossible qu'il se soit suicidé, il n'avait aucun problème qui l'aurait poussé à commettre un tel acte", a-t-il affirmé.

Une dirigeante palestinienne, Hanane Achraoui, a dénoncé "le terrorisme des extrémistes juifs" et le "discours officiel d'incitation à la violence du gouvernement d'occupation" israélien, affirmant que le conducteur de bus avait été "torturé puis exécuté".

SOCIAL

Grèce

- Plusieurs milliers de manifestants contre l'austérité à Athènes - Reuters

Environ 40.000 personnes, des étudiants, des employés et des retraités, ont manifesté lundi à Athènes pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement à l'occasion de l'anniversaire de la révolte étudiante réprimée dans le sang par le régime des colonels en 1973.

Brandissant des drapeaux rouges et scandant des slogans hostiles à l'Union européenne et au FMI, les manifestants ont défilé près du parlement et se sont rendus à l'ambassade des Etats-Unis, pays accusé d'avoir soutenu la dictature militaire de 1967 à 1974.

Des heurts se sont produits en fin de manifestation, des groupes de jeunes lançant des pierres en direction des forces de l'ordre.

Environ 7.000 policiers étaient mobilisés dans la capitale grecque, principalement aux abords de l'université polytechnique là où la junte avait envoyé les chars pour écraser la rébellion étudiante de 1973.

Le centre d'Athènes avait été, lui, bouclé et des unités anti-émeutes empêchaient l'accès à la place Syntagma.

Cet anniversaire de la répression militaire est devenu un jour de ralliement pour les Grecs qui contestent la politique d'austérité du gouvernement prévoyant une réduction des salaires et des retraites dans le cadre d'un plan de sauvetage de 240 milliards d'euros sous l'égide de l'UE et du FMI. Reuters 17.11

ECONOMIE

Allemagne

- Berlin impose son modèle économique à l'Europe (Financial Times) - french.tribune.com

L'Allemagne projette son modèle économique sur les autres membres de la zone euro sans tenir compte des différences fondamentales entre les systèmes politiques, les conditions économiques et les particularités juridiques des États membres, ce qui pourrait avoir de sérieuses conséquences pour l'économie européenne, écrit Wolfgang Munchau, rédacteur en chef adjoint du Financial Times.

Les Allemands, écrit Munchau, utilisent un modèle économique apparu dans les années 1930 pour réagir à l'effondrement de la démocratie libérale: l'ordolibéralisme. Ce concept est né de l'idée selon laquelle les systèmes libéraux sont instables en soi, c'est pourquoi le développement de l'économie est impossible sans intervention du gouvernement. *"Le récent rapport du Conseil allemand des experts économiques, organisme officiel qui consulte le gouvernement, est un parfait exemple de la politique dogmatique et dépassée du gouvernement. Il ne critique pas l'économie pour le manque d'investissements, l'excès des soldes d'opérations courantes non utilisés et l'insistance fiscale des autorités. Ses auteurs veulent seulement que le gouvernement d'Angela Merkel soit encore plus ferme"*, estime l'expert.

D'après le rédacteur en chef adjoint du Financial Times, le gouvernement allemand et l'opposition sont bien ordolibéraux, et les universités enseignent une économie de ce type, donnant l'impression que l'économie allemande vit dans une *"réalité parallèle"*. L'erreur des partisans de ce concept est qu'ils comprennent la crise de la zone euro et ses causes uniquement comme un problème de discipline fiscale. Par conséquent, les ordolibéraux allemands n'ont de facto aucune solution alternative face aux problèmes économiques actuels. *"Une telle doctrine pourrait peut-être fonctionner en Allemagne mais je pense que le succès allemand est plus dû à l'amélioration des technologies, la maîtrise des prestataires et la présence de compagnies professionnelles, qu'à la politique économique du gouvernement. Dominante dans la zone euro, l'Allemagne projette son idéologie ordolibérale sur les autres membres. Il est difficile d'imaginer un concept moins approprié pour une union monétaire avec des particularités juridiques, des systèmes politiques et des conditions économiques si différentes. On s' imagine tout aussi difficilement l'Allemagne renoncer à poursuivre cette politique. Au final, les frais pour le sauvetage de la zone euro s'avèreront incroyablement élevés"*, conclut Wolfgang Munchau. french.tribune.com 17.11

Chine-Australie

- Libre-échange entre Pékin et Canberra - Liberation.fr

Désormais, 93 % des exportations australiennes seront libres de droits d'ici à quatre ans. Les droits de douane seront abolis pour l'industrie laitière australienne et les produits de l'horticulture. Les éleveurs australiens de bovins et de moutons bénéficieront d'une baisse des droits de 12 % à 25 %. *«Il s'agit de l'accord le plus étendu que la Chine ait jamais conclu avec quiconque»*, a vanté Tony Abbott, Premier ministre australien. Le président chinois, Xi Jinping, a lui déclaré que son pays aurait *«des marchés plus vastes»* et *«des conditions plus favorables»*. Les investisseurs privés chinois pourront injecter jusqu'à 1 milliard de dollars australiens (698 millions d'euros) sans feu vert préalable du conseil de surveillance des investissements étrangers. Liberation.fr 17.11

[Haut de page ↗](#)

Le 19 novembre 2014

CAUSERIE

Il en faudrait décidément beaucoup pour que je retourne un jour en France. Ce que je lis tous les jours, ce que je vois et j'entends à

la Deutch Welle (la chaîne allemande internationale en anglais) me rend malade, je découvre des trucs tellement dingues que je crois avoir à faire à des habitants d'une autre planète que celle où je vis ici en Inde, mais aussi de celle que j'ai quittée il y a 18 ans quand je suis venu m'installer ici.

Ce soir j'ai vu un documentaire hallucinant consacré au développement du "*no contact with customers*", pas de contact avec les clients, où par exemple on pénètre dans un supermarché, on faisait nos courses, on réglait nos achats et on ressortait sans avoir adressé la parole au moindre employé. Idem dans un aéroport allemand où vos bagages sont enregistrés et pris en charge par toute une machinerie informatisée, sans que vous n'ayez eu de contact avec le moindre être humain.

Ils ont même été jusqu'à inventer le "*packaging station*". Vous pouvez passer vos achats par Internet durant la journée, et comme vous n'êtes pas chez et qu'on ne peut pas les livrer à votre domicile en votre absence, il vous suffit de réserver un casier dans une sorte de container situé sur votre trajet ou près de chez, vous pour récupérer votre paquet en sortant de votre travail où quelle que soit l'heure à laquelle vous rentrez chez vous, là encore sans avoir eu le moindre contact humain, puisque leur but est de l'éviter.

Ils parlent d'un service individualisé répondant aux besoins des consommateurs. Ils ont montré un magasin où l'on peut sélectionner à l'aide d'un écran les produits qui entreront dans la composition du muesli que vous achèterez, et qui sera préparé instantanément par des robots. Ou encore un Mac Donald où l'on sélectionne à l'aide d'un écran les ingrédients qui figureront dans l'hamburger qui sera préparé en cuisine et que vous aurez le bonheur de déguster quelques minutes plus tard sans adresser la parole à un employé.

Ils nous préparent une société déshumanisée, le comble de l'horreur. Ils en sont fiers et tous les abrutis qui passent leur temps les yeux rivés sur leur Smartphone, Ipad et Cie en sont ravis et en redemandent. Il y a urgence à les stopper. On reviendra plus tard sur ce sujet.

Quel bonheur de vivre en Inde ! C'est aussi ce que j'explique aux Indiens tout en sachant les difficultés qu'ils doivent affronter.

Il fut une époque où il était recommandé de ne pas freiner la marche en avant du capitalisme, on traitait même à juste titre ceux qui s'y opposaient parce qu'elle était censée précéder l'avènement du socialisme. Or depuis la révolution socialiste étant renvoyée à une date ultérieure indéfinie et la décomposition accélérée du capitalisme prenant de plus en plus le contenu d'un horrible cauchemar et de la pire des barbaries, il est devenu urgent de freiner son avance par tous les moyens à notre disposition, qui commande de refuser de céder à cet individualisme primaire qui nous ravale au rang de primates écervelés ou lobotomisés.

Personnellement j'ai un mode de vie qui n'a rien à voir avec ce que j'ai vu ce soir à la télé allemande, il n'a pas changé depuis 20 ans et chaque fois qu'on me soumet un nouveau besoin, je réponds non merci, je peux très bien m'en passer et je vis très bien sans. J'ai bien été obligé d'adopter le téléphone portable, un truc à 10 balles, parce qu'il n'y avait même plus les fils pour raccorder un poste fixe ! J'avais opté pour un combiné sans fil, mais la ligne était tellement mauvaise que j'ai dû me résoudre à l'abandonner. Depuis que je vis en Inde, je n'ai jamais utilisé ma carte bancaire pour régler un achat, y compris sur Internet. Je ne peux hélas pas me passer de l'ordinateur dans ma situation, c'est mon outil de travail et pour m'informer, sinon je serais totalement couper du monde, et mon anglais est déplorable.

Pour se remonter le moral, au journal de Russia Today j'ai aperçu une mobilisation des étudiants en Grande-Bretagne contre l'augmentation des frais scolaires. Tous les jours ils ouvrent leurs infos avec les manifs qui se déroulent en Europe, même celles que les médias français censurent. Par contre, j'en vois rarement qui se déroulent en Russie !

[Le 0 en orthographe !](#)

- Suppression des notes à l'école: Quel mauvais résultat vous a traumatisé pendant votre scolarité? - 20minutes.fr

Depuis j'ai fait quelques progrès...

[Pourquoi nous soutenons la République arabe syrienne.](#)

Il a existé des dirigeants du mouvement ouvrier moins bornés et plus cohérents que les nôtres.

IVe Congrès de l'Internationale Communiste (1922) (Extraits)

Thèses générales sur la question d'Orient

II. Les conditions de la lutte

- Se rendant fort bien compte que dans diverses conditions historiques les éléments les plus variés peuvent être les porte-parole

de l'autonomie politique, l'Internationale Communiste soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. Toutefois, elle ne perd pas de vue en même temps que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire. (...)

Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de « *défense* » exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une « *unification nationale* » ou d'une « *paix sociale* » avec les démocrates bourgeois.

Deux tâches confondues en une seule incombent aux partis communistes coloniaux et semi-coloniaux : d'une part, ils luttent pour une solution radicale des problèmes de la révolution démocratique-bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique ; d'autre part, ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique-bourgeois. En formulant des revendications sociales, ils stimulent et libèrent l'énergie révolutionnaire qui ne se trouvait point d'issue dans les revendications libérales bourgeoises. La classe ouvrière des colonies et semi-colonies doit savoir fermement que, seules, l'extension et l'intensification de la lutte contre le joug impérialiste des métropoles peuvent lui donner un rôle directeur dans la révolution, et que, seules, l'organisation économique et politique et l'éducation politique de la classe ouvrière et des éléments semi-prolétariens peuvent augmenter l'amplitude révolutionnaire du combat contre l'impérialisme.

Les partis communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient, qui sont encore dans un état plus ou moins embryonnaire, doivent participer à tout mouvement apte à leur ouvrir un accès aux masses. (...)

VI. Le front anti-impérialiste unique

Dans les pays occidentaux qui traversent une période transitoire caractérisée par une accumulation organisée des forces, a été lancé le mot d'ordre du front prolétarien unique ; dans les colonies orientales, il est indispensable, à l'heure présente, de lancer le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique. L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires.

Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires. De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison, par les social-démocrates, des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang, non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme.

Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables. Le prolétariat soutient et arbore des revendications partielles, comme par exemple la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées, etc., tant que la corrélation des forces qui existe à présent ne lui permet pas de mettre à l'ordre du jour la réalisation de son programme soviétique. En même temps, il essaye de lancer des mots d'ordre susceptibles de contribuer à la fusion politique des masses paysannes et semi-prolétariennes avec le mouvement ouvrier. (...)

Expliquer aux multitudes travailleuses la nécessité de leur alliance avec le prolétariat international et avec les républiques soviétiques, voilà l'un des principaux points de la tactique anti-impérialiste unique. La révolution coloniale ne peut triompher qu'avec la révolution prolétarienne dans les pays occidentaux.

Le danger d'une entente entre le nationalisme bourgeois et une ou plusieurs puissances impérialistes hostiles, aux dépens des masses du peuple, est beaucoup moins grand dans les pays coloniaux que dans les pays semi-coloniaux (Chine, Perse) ou bien dans les pays qui luttent pour l'autonomie politique en exploitant à cet effet les rivalités impérialistes (Turquie).

Reconnaissant que des compromis partiels et provisoires peuvent être admissibles et indispensables quand il s'agit de prendre un répit dans la lutte d'émancipation révolutionnaire menée contre l'impérialisme, la classe ouvrière doit s'opposer avec intransigeance à toute tentative d'un partage de pouvoir entre l'impérialisme et les classes dirigeantes indigènes, que ce partage soit fait ouvertement ou sous une forme déguisée, car il a pour but de conserver leurs privilèges aux dirigeants.

[Guerre à l'idéologie néolibérale, au nihilisme, à l'individualisme aveugle.](#)

Un homme qui s'aimait sans avoir de rivaux

Passait dans son esprit pour le plus beau du monde :
Il accusait toujours les miroirs d'être faux,
Vivant plus que content dans son erreur profonde.
Afin de le guérir, le sort officieux
Présentait partout à ses yeux
Les conseillers muets dont se servent nos dames :
Miroirs dans les logis, miroirs chez les marchands,
Miroirs aux poches des galands,
Miroirs aux ceintures des femmes.

Que fait notre Narcisse? Il se va confiner
Aux lieux les plus cachés qu'il peut s'imaginer,
N'osant plus des miroirs éprouver l'aventure.
Mais un canal, formé par une source pure,
Se trouve en ces lieux écartés:
Il s'y voit, il se fâche, et ses yeux irrités
Pensent apercevoir une chimère vaine.
Il fait tout ce qu'il peut pour éviter cette eau;
Mais quoi, le canal est si beau
Qu'il ne le quitte qu'avec peine.

On voit bien où je veux venir.
Je parle à tous; et cette erreur extrême
Est un mal que chacun se plaît d'entretenir.
Notre âme, c'est cet homme amoureux de lui-même ;
Tant de miroirs, ce sont les sottises d'autrui,
Miroirs, de nos défauts les peintres légitimes;
Et quant au canal, c'est celui
Que chacun sait, le livre des Maximes.

La Fontaine

Il s'agit du mythe de Narcisse revu par le fabuliste mais revue à l'envers. Alors que l'eau, telle un miroir, renvoie à Narcisse son image qui le pousse à se noyer, ici la beauté des « Maximes » n'attire l'homme que pour le désabuser. lafontaine.net

On peut leurrer les autres, mais c'est beaucoup plus difficile de se leurrer soi-même, le miroir de nos pensées nous renvoie toujours à nous-même et loin d'être flatteur, il est parfois d'une cruauté insupportable à nos yeux, parce qu'il reflète la réalité qu'on s'emploie à fuir et qui nous rattrape un jour ou l'autre.

L'individualisme effréné, frénétique même, c'est leur société qui l'encourage à l'outrance au point de briser tous les rapports du citoyen avec le reste de la société qu'il doit ignorer, mépriser. L'orientation de la civilisation humaine prend une direction terrifiante laissant chaque individu face à lui-même, en proie à une schizophrénie aiguë qui n'annonce rien de bon.

Il est plus intelligent ou économique (pratique) et moins douloureux d'affronter directement la réalité, c'est ce que nous cessons de marteler en politique, car s'en détourner, c'est forcément en donner par la suite une interprétation tronquée et erronée qui ne permettra pas de lutter efficacement pour la changer, pour changer la société, on n'arrivera à rien, pour terminer par un raccourci, ne vous demandez plus pourquoi nous en sommes rendus là vous avez la réponse, ce qui suit l'illustre parfaitement.

[L'honneur perdu de ceux qui ont troqué Marx pour Jaurès.](#)

Nous ne revendiquons par les enseignements de Marx et Engels par dogmatisme ou fétichisme ou je ne sais quelle lubie, c'est ce que nous nous employons à expliquer brièvement ici. L'article qui est reproduit plus bas permet de le justifier, notamment.

Vous pouvez trouver suspect tous les partis dont les dirigeants font référence à Jaurès (et Thorez pendant qu'on y est) ou qui s'en réclame. Ce qui suit est l'histoire qu'ils assument, leur propre histoire qui ne peut pas être la nôtre. Désolé d'être sectaire si vous le pensez, intransigeant sur les principes et de rester fidèle au socialisme scientifique de Marx et Engels.

Dans le militantisme, c'est comme dans la vie en général, on doit admettre qu'il y a forcément des comportements et des idées qu'on ne peut pas adopter, parce qu'ils sont contraires à nos valeurs ou principes, à la cause pour laquelle nous combattons, à l'idéal dans lequel nous croyons, un minimum de rigueur exige de les rejeter.

Ce qui en dernière analyse distingue Marx de Jaurès, c'est que ce dernier n'a jamais été capable de rompre complètement avec le capitalisme, d'en mener l'analyse jusqu'au bout au point de parvenir à en tirer les conclusions qui en découleraient, sinon

comment pourrait-on concevoir que le colonialisme pourrait être compatible avec le combat pour l'émancipation du capital, alors qu'il constitue au contraire un moyen pour le capitalisme d'assurer sa survie.

C'est fondamentalement la même distinction qui existe entre le marxisme ou le socialisme et le réformisme qui est une forme de socialisme primaire, non achevé, non parvenu à maturité, inconsistant, et qui, parce qu'il demeure lié au capitalisme finit par s'y adapter ou s'en accommoder, c'est en ce sens que le réformisme est incompatible avec le socialisme, il est impossible de se réclamer de l'un et de l'autre, sauf confusion extrême ou faire preuve d'opportunisme.

- Du colonialisme au sionisme : chronique d'une continuité idéologique du parti socialiste - michelcollon.info - 25.10

Extraits. Le parti socialiste a choisi l'année 2005 pour fêter son centenaire c'est-à-dire qu'il prend comme point de départ de son histoire le congrès de fondation de la SFIO de 1905. (...) En prenant 1905 comme date de référence, c'est Jaurès, le partisan d'une colonisation « éclairée », qui est plébiscité et Guesde, l'anticolonialiste, qui est rejeté.

A la différence de Jaurès, Jules Guesde condamne en effet la colonisation comme système global de domination : « *la colonisation c'est le vol, c'est le pillage, c'est le meurtre, ce sont les crimes commis contre de paisibles populations, pour les profits d'une poignée de capitalistes, avides de gains.* »

Jaurès pour sa part ne dénonce pas la colonisation comme système. « *Ces peuples sont des enfants* » même s'ils sont « *loin d'être sots* », dit-il en 1884, à propos de peuples colonisés auxquels il convient d'apporter « *quelques notions très simples de langue et d'histoire française, de commerce, de christianisme* » pour que réussisse « *l'œuvre difficile de conquête morale et d'assimilation* ».

Dix ans plus tard, lors du conflit franco-anglais de Fachoda en 1898, Jaurès défend « *le droit certain de la France à s'ouvrir un débouché, de l'Afrique centrale vers le Nil* ».

De même, en 1903, il défend la thèse selon laquelle « *l'occupation morale du Maroc par la France sera un prolongement de la généreuse politique arabe qu'il faut développer en Algérie* ». Trois ans avant sa mort en 1911, il continue à défendre l'idée d'un accord sur le projet colonial articulé à un désaccord sur la méthode : « *La civilisation européenne se répand et doit se répandre sur le continent noir. Je n'ai jamais contesté pour ma part la nécessité, l'idéal, la beauté de cette pénétration. Nous n'avons différé et nous ne différons, au Maroc ou ailleurs, que sur les méthodes, mais je ne jette pas un regard de dédain sur l'œuvre commencée. Je ne l'enveloppe pas d'un anathème sans nuance.* »

Les thèses de Jaurès l'emportent définitivement au sein de la SFIO à partir de 1908. Les socialistes ne bougeront plus de cette position : la défense d'une colonisation « humanisée ». La même thèse coloniale reste un leitmotiv dans ce qu'ils appellent le « *conflit israélo-palestinien* ». (...)

(1937, Front populaire, Léon Blum - ndlr)

Alors qu'elle a participé aux combats contre les ligues fascistes, l'Etoile Nord-Africaine, organisation nationaliste algérienne, est dissoute en janvier 1937 et son leader Messali Hadj est emprisonné.

En mars, c'est au tour du comité d'action marocaine d'être dissous. Dans les mois qui suivent, c'est la répression sanglante contre les révoltes populaires au Maroc et en Tunisie . (...)

La SFIO revient au pouvoir en 1956 avec la présidence de Guy Mollet. Il reste dans l'histoire celui qui demande les pouvoirs spéciaux en Algérie et les obtient par 455 voix, c'est-à-dire la quasi-unanimité, y compris les voix des députés communistes. Ces pouvoirs déclenchent ce qu'André Philip a dénommé le « *crime de pacification* » c'est-à-dire la légalisation de la répression, de la torture et d'une guerre à grande échelle contre les civils au prétexte de lutter contre les « *terroristes* ». (...)

... François Mitterrand, autre figure idéologique du parti socialiste français. Alors ministre de l'intérieur, il déclara coup sur coup :

« *En Algérie, la seule négociation, c'est la guerre* » (5 novembre) ;

« *L'Algérie, c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne* » (7 novembre)

La matrice idéologique du parti socialiste est ancrée dans un imaginaire colonialiste qui ne pouvait que l'orienter vers le soutien au mouvement sioniste. Ni en 1896, lorsque Théodor Herzl publie à Leipzig le texte fondateur du sionisme officiel, pas plus qu'en 1897 lorsqu'il organise le congrès sioniste mondial ou en 1905, année durant laquelle le choix de la Palestine est définitivement arrêté au VIIème congrès, le sionisme ne rencontre en France plus qu'une curiosité marginale. En conséquence, on ne trouve pas chez Jaurès de point de vue sur le sionisme, à notre connaissance du moins.

Avec Léon Blum les choses sont bien différentes. Décrivant sa rencontre avec le sionisme, Léon Blum précise « *dès le lendemain de la première guerre mondiale, il [Weizmann] m'enrôla au service de ses desseins en s'aidant parfois de mes avis* ».

Dès 1919, Léon Blum joue un rôle actif dans la défense du projet sioniste en intervenant pour obtenir la levée de l'opposition française au mandat anglais sur la Palestine :

« *C'est un grand orgueil et une grande satisfaction pour moi de penser que j'ai pu l'aider dans la difficile négociation dont dépendait la création du Home National juif, et qui consistait à obtenir la levée simultanée de l'opposition française contre l'attribution du mandat palestinien à la Grande-Bretagne et de l'opposition américaine contre l'attribution du mandat syrien à la France.* » (...)

Pour reprendre une formule de Léon Blum, Israël apparaît dans cette logique comme « *le rêve transposé au niveau de la réalité historique* ». Une colonisation idéale en quelque sorte.

Le soutien socialiste au sionisme n'est, on le voit, le résultat d'aucun grand complot international. Il est tout simplement la continuité idéologique du colonialisme socialiste. (...)

La construction d'un amalgame entre antisémitisme et antisionisme

Le parti socialiste est aux premières lignes de la construction de cet amalgame. En témoigne par exemple le communiqué du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France daté du 30 janvier 2012 relatant la rencontre avec François Hollande du 25 janvier dans lequel « *le candidat socialiste a assuré le CRIF de son engagement de fermeté contre les actes antisémites et antisionistes* ».

De même, Manuel Valls dénonce un « *nouvel antisémitisme qui se cache derrière un antisionisme de façade. Un antisionisme qui n'est d'ailleurs pas moins contestable* ».

On ne compte plus non plus les élus socialistes condamnant les « *slogans antisémites* » dans les manifestations en désignant ainsi les slogans antisionistes.

Il convient ici de rappeler quelques fondamentaux sur la manière dont Théodor Herzl, fondateur du sionisme officiel, aborde la question de l'antisémitisme. Le projet sioniste s'argumente dans son analyse comme une réponse à l'antisémitisme européen.

Pour Herzl, le sionisme est la seule réponse solide à l'antisémitisme. Dans son journal intime, il considère même l'antisémitisme comme un allié objectif du sionisme : « *les antisémites deviendront nos amis les plus loyaux et les nations antisémites nos alliées.* »

Le raisonnement est logique. L'antisémitisme par sa violence pousse les citoyens de confession juive à chercher dans un ailleurs la solution à leurs difficultés. De même qu'il existe des sionistes antisémites, il existe des antisionistes qui ne sont pas antisémites. L'existence d'antisémites sionistes n'est pas nouvelle.

La figure d'Edouard Drumont nous le rappelle. L'auteur de la France Juive propose tout simplement de « *les renvoyer tous en Palestine* ». Ayant pris connaissance de la naissance du mouvement sioniste, il précise sa pensée : « *Le Juif qui aspire à se constituer une patrie est digne d'estime ... Le Juif qui veut avoir un drapeau est un brave Juif ... Avoir une patrie, n'est-ce pas le plus impérieux de tous les devoirs ? La France aux Français ! La Palestine aux Juifs .* »

La diffusion de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme se réalise au début de la décennie 2000 par la publication du livre de Pierre-André-Taguieff, La nouvelle judéophobie. Selon lui « *l'emploi euphémisé d' « antisionisme » implique la substitution de cette expression à cette autre qui, trop explicite ou « directe », serait disqualifiante : antisémitisme* ».

La dénonciation des crimes israéliens ne serait rien d'autre que la réactivation des vieux mythes antisémites : « *Dans la propagande « antisioniste », le peuple palestinien est transfiguré en peuple de « héros » et de « martyrs », jusqu'à être christifié en peuple d'enfants martyrs ce qui réactive le vieil imaginaire antijuif du meurtre rituel.* »

Toute critique d'Israël est dans cette analyse inévitablement antisémite. De surcroît, cette nouvelle judéophobie serait le fait des musulmans. D'où une conclusion limpide et sans ambiguïté politique : « *Le propalestinisme est assurément le principal vecteur de la nouvelle haine des Juifs à laquelle on donne souvent le nom d'« antisionisme ».* »

C'est à cette source que le parti socialiste emprunte son amalgame entre l'antisémitisme et l'antisionisme. La ficelle est bien grosse puisqu'elle consiste à amalgamer le soi-disant « antisionisme » d'un Alain Soral (qui préfère se dénommer lui-même judéophobe ou judécritique) ayant pour but d'instrumentaliser à ses propres fins commerciales et politiques la colère contre les crimes d'Israël, et le mouvement antisioniste analysant l'état d'Israël comme un état colonial et la lutte du peuple

palestinien comme une lutte anticoloniale. Comme le parti socialiste, Alain Soral amalgame antisionisme et antisémitisme.

L'héritage sioniste n'est pas seulement ancien mais aussi ancré dans l'identité colonialiste du socialisme français, elle-même issue de la conviction d'une supériorité culturelle des civilisations européennes sur les autres. Cela ne signifie pas que tous les membres ou électeurs du parti socialiste soient automatiquement sionistes. En revanche, sous-estimer que l'appareil du parti socialiste fonctionne comme un système sélectionnant son élite à partir d'une série de constantes idéologiques, parmi lesquelles se trouve le soutien au sionisme, revient à faire preuve d'une grande naïveté. michelcollon.info - 25.10

Détestable le PS, infréquentable, n'est-ce pas ?

Qu'au départ le PS comme tous les partis ouvriers de cette époque ait reposé sur des principes contradictoires ou mal assurés, c'était pratiquement inévitable puisque le mouvement ouvrier en était encore à se chercher ou tentait de se structurer pour affronter le capital. Il fut donc toujours teinté d'opportunisme ou la plupart de ses dirigeants étaient opportunistes par la force des choses.

Les dirigeants qui d'une certaine manière avaient les idées les plus claires et les plus cohérentes pour avoir adopté le marxisme, furent toujours une minorité, une exception au côté des opportunistes ou réformistes qui n'avaient jamais vraiment assimilé le socialisme scientifique. Ce qui n'empêcha pas leurs propositions ou orientations d'être adoptées... temporairement seulement. Il faut se replacer dans le contexte de l'époque où les moyens de communication et d'information n'étaient pas aussi développés qu'aujourd'hui, pour imaginer comment se formaient les pensées, leurs auteurs étant isolés les uns des autres ou n'ayant pas la possibilité de se rencontrer ou de communiquer facilement, elles se formaient et évoluaient dans un environnement très réduit, presque fermé par rapport à nos jours où l'on peut communiquer en temps réel avec n'importe qui à l'autre bout de la planète ou se déplacer très rapidement d'un pays ou un continent à un autre.

Si le capitalisme était une réalité qui s'imposait à tous ceux qui vivaient en Europe jusqu'à la Russie ainsi qu'aux Etats-Unis, et dans une moindre mesure pour ceux qui vivaient dans le reste du monde, en revanche le socialisme ne coulait pas de source, il n'était pas visible à l'oeil nu, il constituait une phase cachée du capitalisme située au delà de celui-ci prenant ses racines au sein même du capitalisme, le socialisme demeurait à l'état latent, pour ainsi dire virtuel ou plutôt hypothétique, il représentait un potentiel bien réel mais dont la réalisation se situait dans un avenir indéterminé.

Donc, contrairement au capitalisme dont l'existence était bien réel et palpable, le socialisme restait à réaliser, aussi il n'était possible de le saisir qu'en ayant analysé minutieusement le développement du capitalisme et déterminé précisément les facteurs sur lesquels il reposait, pour évaluer leur évolution futur qui coïnciderait, soit avec la décomposition du capitalisme et le règne de la barbarie dans lequel il entraînerait l'humanité, soit avec un autre mode de production et un autre modèle de société qui nécessiterait pour voir le jour de se débarrasser du capitalisme, car il ne pourrait pas disparaître de lui-même, il faudrait le renverser, une révolution serait indispensable pour venir à bout de la résistance acharnée et armée des capitalistes, ce qu'on a appelé le socialisme.

Dès lors on comprend aisément dans le contexte qui a été rappelé plus haut, que très peu de dirigeants du mouvement ouvrier seraient en mesure de maîtriser le socialisme, et que la plupart de ceux qui l'adopteraient ou y feraient référence demeureraient sous l'emprise du capitalisme, d'autant plus qu'en 1905 le socialisme n'avait encore porté au pouvoir aucun prolétariat ou n'avait fait en pratique la démonstration de sa supériorité face à toutes les autres interprétations de la société ou théories.

Depuis, le socialisme ou le marxisme ont prouvé qu'il n'était pas une utopie ou une théorie farfelue, que leur analyse du capitalisme et leur interprétation de la société avaient permis à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir, sans toutefois pouvoir le conserver puisque cela n'était possible qu'à l'échelle mondiale, aussi ne peut-on pas imputer le stalinisme et ses variantes maoïse, castriste, etc. au socialisme, qui est retourné à l'état de devenir et la seule alternative au capitalisme auquel conduit justement le stalinisme, le maoïsme, etc qui sont la négation du socialisme.

Qu'un ouvrier ait pu adhéré un jour ou l'autre dans un passé lointain au PS sans en connaître la véritable nature ou son histoire peut très bien se concevoir. Qu'à la même époque, un dirigeant isolé ou manquant de repères ait pu se fourvoyer, on peut l'admettre. Mais depuis un siècle s'est écoulé, bien avant cela, depuis la révolution russe de 1917 qui a mis en application le socialisme ou le marxisme, qui a démontré l'inanité des thèses défendues par les réformistes, il n'était plus permis pour un intellectuel ou un membre des couches les plus évolués de la société d'ignorer la différence qui existait entre le socialisme et le réformisme, entre Marx et Jaurès (notamment), qui plus est plus au cours des décennies suivantes ou plus tard dans la seconde moitié du XXe siècle ou encore de nos jours ou se déplacer, communiquer, s'informer est à la portée de tous.

On a envie de dire, qu'au bout du compte après la diffusion des ouvrages de Marx et Engels à partir de la seconde partie du XIXe siècle (1844), il était parfaitement possible pour un intellectuel de saisir l'avenir du capitalisme et d'adopter le socialisme dès lors qu'on en avait la volonté, qu'on n'avait pas d'intérêts contradictoires à défendre ou qu'on ne privilégiait pas ses misérables intérêts individuels qui nous empêcherait de rompre avec le capitalisme.

C'est là la pire faiblesse qu'ils traînent derrière eux comme un boulet jusqu'à nos jours, et qui rend incohérentes, inconsistantes

les conclusions de leurs analyses, parce qu'ils tournent le dos aux conclusions du socialisme, aux enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués, en deux mots, ils se détournent des masses et de la nécessité de construire le parti auxquels ils refusent d'admettre qu'ils ont un rôle déterminant à jouer pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, et qu'ils sont les seuls à pouvoir accomplir cette tâche historique.

Tout cela pour dire qu'on ne peut pas admettre que des intellectuels ou des membres de la société qui ont eu le privilège de suivre un cursus universitaire ou de se former après avoir été scolarisés ne parviennent pas à comprendre ce qui vient d'être exposé, dès lors évidemment qu'ils en ont connaissance, d'où la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules des dirigeants qui se réclament du socialisme, du communisme, du trotskisme, car c'est leur devoir.

Le capitalisme est un fait réel, matériel, palpable, il n'a pas besoin de preuves pour exister, tandis que le socialisme correspond à une élévation de notre niveau intellectuel, à la compréhension du fonctionnement du capitalisme et du monde dans lequel nous vivons à un degré supérieur, ce qui demande un certain effort et nécessite d'avoir la volonté de ne pas se contenter des interprétations que les représentants de la classe dominante et ses légions de larbins en donnent. Le socialisme correspond à la prise de conscience qu'il est possible de changer la société et le monde dès lors qu'on s'en donne les moyens en s'appuyant sur la seule classe capable de réaliser ce changement : celle des exploités et le parti qui incarne consciemment l'objectif de son combat politique qui se confond avec l'avenir de l'humanité.

ACTUALITÉ DU JOUR

Dicature mondiale de l'oligarchie financière. Comment ils renforcent leur pouvoir.

- Les dividendes mondiaux devraient atteindre un nouveau record en 2014 - AFP

Les dividendes versés aux actionnaires devraient atteindre un montant record de 1.190 milliards de dollars en 2014 dans le monde, en hausse de 12,6% par rapport à 2013, selon une étude de Henderson Global Investors.

"Les dividendes mondiaux devraient atteindre un nouveau record en 2014. Les dividendes perçus par les investisseurs depuis le début de l'année ont augmenté rapidement et le troisième trimestre n'a pas failli à la règle. Nous sommes convaincus que les dividendes enregistreront une croissance à deux chiffres sur l'ensemble de l'année", a affirmé Alex Crooke, directeur de la gestion actions internationales à fort rendement chez Henderson Global Investors, dans un communiqué.

Selon l'étude, *"les dividendes payés par les sociétés financières aux États-Unis progressant plus rapidement que leurs homologues internationaux"*.

"Les dividendes payés par les sociétés américaines ont été particulièrement importants. Ces dernières ont en effet augmenté leurs versements à la suite de l'augmentation de leur profit", a souligné M. Crooke.

Selon lui, *"malgré les incertitudes en termes de croissance économique pour 2015, les dividendes devraient continuer à bien progresser, même si cette progression sera moins importante que cette année"*.

Pour 2015, la société de gestion prévoit à ce stade que *"les dividendes atteindront 1.240 milliards de dollars"*. AFP 18.11

En complément. Un régime corrompu.

- Une enquête préliminaire ouverte sur d'éventuels délits d'initié à la BNP Paribas - Francetv info

- Arbitrage Tapie : un ancien haut fonctionnaire mis en examen - Liberation.fr

- Cahuzac admettrait l'existence d'un autre compte caché sur l'Île de Man - Le Huffington Post

- Une enquête sur la déclaration de patrimoine du député UMP Bernard Brochand a été ouverte - 20minutes.fr

- Avoirs en Suisse: Jacob a confiance en la *"bonne foi"* des députés UMP - AFP

- Comptes en Suisse: le groupe UMP est solidaire des parlementaires incriminés - Le Huffington Post

- Le président de l'OM et deux prédécesseurs en garde à vue - Reuters

« Personne n'a fait de guérilla parlementaire, ni la droite, ni les frondeurs »

- L'Assemblée vote le projet de budget 2015 à une courte majorité - Libération.fr

Le projet de loi de finances, avec son volet dépenses, a recueilli 266 voix contre 247 (deux voix contre de plus que le 20 octobre), 56 députés s'étant abstenus. Parmi les abstentionnistes, le nombre de socialistes «frondeurs» en demande d'une politique économique alternative a diminué de deux pour s'établir à 37.

La quasi-totalité des écologistes se sont abstenus, tandis que presque tous les radicaux de gauche ont voté pour. Tous les députés UMP et tous ceux du Front de gauche ont voté contre, comme presque tous ceux de l'UDI.

« Sans vote bloqué, nous avons su rassembler autour d'un budget empreint de justice fiscale, avec plus de 3 milliards d'euros redistribués en pouvoir d'achat aux foyers les plus modestes, qui s'ajouteront aux efforts importants en faveur de l'emploi et de la compétitivité », a déclaré, après le vote, le secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert. « Personne n'a fait de guérilla parlementaire, ni la droite, ni les frondeurs », a-t-il ajouté dans les couloirs de l'Assemblée. Libération.fr 18.11

Ces dernières semaines successivement Mélenchon, Laurent, Besancenot se sont adressés aux "frondeurs" du PS qui viennent une nouvelle fois de laisser passer un texte proposé par le gouvernement en s'abstenant. Autant dire que vous n'avez absolument rien à attendre de ces gens-là et de leurs partis, ce sont ce qu'on appelle des vendus.

Le chômage et la crise : la faute à la réglementation du travail trop favorable aux travailleurs.

Nouvelle offensive annoncée du gouvernement pour laisser les mains libres au patronat en terme de flexibilité des conditions de travail, rémunération, etc. Ils n'auraient plus qu'à invoquer une hypothétique détérioration à venir de la situation économique pour recourir à toutes les mesures qu'ils estimeraient utiles de prendre pour préserver l'entreprise. Ils vont inventer les licenciements ou les réductions de salaire à titre préventive, comme les guerres quoi.

- Le gouvernement prudent sur la réforme du marché du travail - Reuters

Le gouvernement français entend bien continuer à réformer le marché du travail pour réduire la peur d'embaucher invoquée par les chefs d'entreprise mais avance avec prudence, pour ne pas heurter sa majorité de gauche et les partenaires sociaux.

L'idée d'un contrat de travail unique inspiré des travaux du prix Nobel d'économie français Jean Tirole, à peine évoquée par le Premier ministre Manuel Valls, a ainsi été enterrée.

Trop compliquée. Et, surtout, trop sensible aux yeux de syndicats qui en font un casus belli, et même du patronat, qui craint un surcroît de rigidité du marché du travail.

On n'en caresse pas moins dans l'exécutif l'idée d'un complément "offensif" à l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la sécurisation de l'emploi conclu en 2013 par les partenaires sociaux, considéré comme "défensif".

La loi qui en découle a notamment institué la possibilité de conclure des accords dits de "maintien dans l'emploi" face à des difficultés conjoncturelles, pour éviter des licenciements.

Mais une demi-douzaine d'accords de ce type seulement ont été signés, symptôme de conditions trop contraignantes qu'il serait opportun d'assouplir en réévaluant le dispositif avec les signataires de l'ANI (CFDT, CFTC, CFE-CGC, Medef, CGPME et UPA), dit-on de source gouvernementale.

Quant au complément "offensif", il permettrait à des entreprises de conclure des accords de compétitivité à titre préventif, avant de rencontrer des difficultés.

"Il y a de la matière et des sujets à traiter, comme la possibilité pour une entreprise de modifier par un accord majoritaire l'organisation ou le temps de travail", dit-on de source proche de l'exécutif.

Encore faut-il "l'espace, le climat politique et social et les partenaires sociaux qui le permettent", admet-on de même source. "Ça serait bien mais à chaque jour suffit sa peine."

La prudence est également de mise du côté du ministère du Travail, où l'on souligne que la loi découlant de l'ANI de 2013 n'a qu'un an d'existence réelle et que certaines de ses nombreuses dispositions n'entreront en vigueur qu'en 2015.

"Ça ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y avoir des discussions à un moment donné mais il faut le faire avec méthode", ajoute-t-on de même source.

Pas question, donc, de prendre le risque de froisser les partenaires sociaux, dont les syndicats "réformistes" CFDT, CFTC et CFE-CGC, ni de polluer les tractations sur la modernisation du dialogue social censées aboutir d'ici la fin de l'année.

Le patronat plaide pour une simplification draconienne des instances représentatives du personnel et pour ne garder que le seuil social de 50 salariés, ce qui dynamiserait selon lui les embauches dans les PME.

Mais le principal enjeu est sans doute in fine la capacité des partenaires sociaux à négocier et conclure des accords majoritaires dans les entreprises, premier pas vers le Graal d'un "modèle" allemand regardé avec envie par le gouvernement.

"Le système allemand oui, mais alors tout le système allemand", réplique le vice-président de la CFTC.

"En Allemagne, on peut avoir un délégué syndical à partir de cinq salariés et un conseil d'administration composé à moitié de représentants syndicaux à partir de 2.000 salariés", rappelle Joseph Thouvenel. "Est-ce qu'on y est prêt en France?"

Côté gouvernemental, l'accent est plutôt mis sur l'assouplissement des conditions de sortie de l'emploi, à commencer par la réforme des prud'hommes, un des volets de la future loi pour la croissance et l'activité du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron.

Objectif du gouvernement: réduire les délais extrêmement longs, qui constituent un facteur d'insécurité juridique.

Une version provisoire du texte prévoit un barème pour les indemnités versées au salarié, avec l'espoir que la négociation de rupture du contrat se fasse directement sur cette base, ce qui permettrait d'éviter de passer par les prud'hommes.

Avec cette réforme et la rupture conventionnelle créée en 2008, l'incertitude liée aux licenciements individuels pour les employeurs serait nettement réduite, estime le gouvernement. Reuters 18.11

Leur société. Plus décomposée, plus de pauvreté, plus de précarité, plus d'inégalités et d'injustices.

- A quoi ressemble la France après six années de crise ? - Francetv info
- La crise met un coup d'arrêt à la baisse des inégalités salariales - AFP
- Depuis janvier, les loyers augmentent deux fois plus vite que l'inflation - LeMonde.fr
- En France, la population de SDF a augmenté de 44% en onze ans - LeFigaro.fr
- Les SDF en France : de plus en plus de femmes et d'enfants - L'Obs
- De plus en plus de personnes travaillent le dimanche - L'Obs

Le week-end reste cependant un "temps de partage et de repos" pour une majorité de Français, selon une étude de l'Insee. L'Obs 18.11

-Quelques données collectées.

- 18% des Français ont plus de 65 ans

L'an dernier, pour la première fois, l'espérance de vie à la naissance stagnait, reculant même très légèrement pour les femmes. Cette année, elle réaugmente légèrement. A 78,7 ans pour les hommes et 85 ans pour les femmes, un écart qui continue de se réduire. La France compte 18% de plus de 65 ans et 9,1% de plus de 75 ans, des pourcentages qui augmentent ces dernières années.

- 22% de familles monoparentales

Le couple avec enfants ne sera peut-être bientôt plus la norme. Alors qu'il représentait presque un tiers des ménages en 1999, ce chiffre tombe à 26,5% aujourd'hui. Les ménages composés d'une seule personne sont aussi plus nombreux, deux tendances que l'Insee attribue au vieillissement de la population. Parmi les ménages avec enfants, 22% d'entre eux sont aujourd'hui des

familles monoparentales, contre 17% il y a quinze ans.

L'Insee a mis en parallèle l'obésité chez les adolescents et la catégorie sociale des parents : les résultats sont éloquentes. En classe de troisième, 22% des élèves ayant un parent ouvrier sont en surpoids ou obèse... contre 12% des enfants de cadre (l'un ou les deux parents).

- Le chômage de longue durée explose

Sur près de 3 millions de chômeurs en France (au sens du Bureau international du travail), 40,2% sont des chômeurs dits "*de longue durée*", c'est-à-dire qu'ils sont dans cette situation depuis un an ou plus. Depuis le début de la crise, en 2008, leur nombre a bondi de 56%, passant de 724 000 à 1,1 million. La moitié d'entre eux sont même des chômeurs "*de très longue durée*", en recherche d'emploi depuis au moins deux ans.

L'Insee souligne que le risque de chômage de longue durée augmente en fonction de l'âge. Si les jeunes (moins de 25 ans) sont de loin les plus touchés, ils risquent moins de subir une période de chômage de longue durée que les autres classes d'âge. Plus l'âge augmente, plus il devient difficile de se sortir d'une situation de chômage.

- Un tiers des chômeurs de longue durée ont moins de 35 ans

C'est un mal dans le mal : alors que le chômage progresse, de nombreux demandeurs d'emploi s'y retrouvent «*coincés*» sur le long terme. Ce chômage de longue durée (d'une durée supérieure à douze mois, selon la définition de l'Insee) est souvent synonyme de perte de compétences et d'exclusion sociale. En clair, plus il dure, et plus il est difficile de retrouver un emploi. Comme le montre le graphique, ce phénomène touche particulièrement les jeunes, les personnes peu diplômées et les ouvriers. Il est aussi trois fois plus fort dans les zones urbaines sensibles que sur le reste du territoire (10,5% contre 3,6%).

- Un quart des SDF ont un emploi

111.700 personnes étaient sans domicile fixe en 2012 dans les agglomérations d'au moins 20.000 habitants. Parmi elles, 81.000 adultes et 30.700 enfants. Mais les SDF sont sans doute beaucoup plus nombreux étant donné que l'étude n'inclut pas ceux vivant dans des communes rurales ou de moins de 20.000 habitants.

1 sans-domicile sur 10 dort dans la rue ou dans d'autres endroits non prévus pour l'habitation (parc, squat, gare...). Une proportion qui monte à 14% en région parisienne, en raison du nombre croissant de sans-domicile et de la pression immobilière. Les autres sont accueillis dans les hébergements mis à disposition par des organismes d'aide (centre collectif, hôtel...). Selon le rapport, plus de 4 SDF sur 10 n'ont en outre jamais vécu dans un logement personnel indépendant. Et pour ceux qui en ont déjà eu un, 35% l'ont perdu à cause de difficultés familiales (séparation, décès du conjoint, violences conjugales), 30% en raison de problèmes financiers (perte d'emploi, loyers trop élevés, expulsions, etc.).

80% ont moins de 900 euros par mois, et 30% n'atteignent pas 300 euros. Plus des trois quarts sont inactifs ou au chômage et 24% travaillent, mais occupent souvent des emplois à temps partiel, peu qualifiés et précaires. Ils sont majoritairement employés ou ouvriers, et 22% n'ont aucun contrat de travail.

Lors de son enquête menée en janvier et février 2012, l'Insee a recensé 81 000 adultes et 31 000 enfants sans domicile dans les villes de plus de 20 000 habitants. Les profils sont très divers. Un quart d'entre eux ont un travail, mais ne s'en sortent pas beaucoup plus que les autres car les emplois occupés sont précaires (contrats courts, temps partiel). Ce sont en majorité des hommes (62%), entre 30 et 49 ans (50%) et souvent seuls. La moitié des sans-domicile sont nés à l'étranger, 20% ne parlent pas le français. Plus de quatre sur dix n'ont jamais eu de logement personnel, que ce soit comme locataire ou propriétaire. Pour les autres, 35% expliquent l'avoir perdu à cause de problèmes familiaux (séparation, décès du conjoint, etc).

- Les bénéficiaires de minima sociaux sont de plus en plus nombreux

Entre 2008 et 2012, le nombre de bénéficiaires du RSA socle (accordé aux personnes dépourvues de ressources) a augmenté de 26%. Et concernant l'Allocation de solidarité spécifique (pour les chômeurs en fin de droit), la hausse est de 27%. L'afflux de nouveaux bénéficiaires dans ces deux dispositifs est massif depuis 2009, note l'Insee. Ce sont les jeunes (25-34 ans) et les seniors qui restent le plus longtemps bénéficiaires du RSA ou de l'ASS.

Par ailleurs, les conditions de vie des allocataires se sont détériorées durant les années de crise. Ainsi, en 2012, 26 % des bénéficiaires du RSA socle et 22 % des allocataires de l'ASS ont déclaré avoir dû se priver sur des achats alimentaires, soit 10 et 8 points de plus qu'en 2012. Un allocataire au RSA sur dix (contre un sur vingt en 2006) et près d'un allocataire de l'ASS sur cinq (contre un sur huit en 2006) dit avoir renoncé à des soins de santé.

- Les revenus progressent peu et de manière inégalitaire

Entre 2002 et 2012, en euros constants, le revenu salarial moyen de l'ensemble de la population est passé de 19 370 à 20 100 euros, ce qui représente 0,4% d'augmentation chaque année. Mais l'Insee relève que l'augmentation n'est que de 0,2% par an entre 2007 et 2012, tandis qu'avant la crise, elle était de 0,6% par an.

De plus, la crise a porté un coup d'arrêt à la réduction des inégalités de revenus. En effet, entre 2002 et 2007, les plus bas revenus étaient ceux qui augmentaient le plus d'une année sur l'autre, alors que l'augmentation était plus faible pour les hauts revenus. La situation est tout autre pour la période 2008-2012 : les revenus les plus bas baissent d'une année sur l'autre, ou augmentent moins vite que ceux situés à proximité du revenu médian.

Le revenu médian (c'est-à-dire le revenu par rapport auquel la moitié de la population gagne moins et l'autre moitié gagne plus) augmente également moins vite depuis l'arrivée de la crise. Entre 2007 et 2011, sa progression n'a été que de 3% par an (en euros constants, c'est-à-dire en prenant en compte l'inflation), alors qu'il avait progressé de 5,8% par an entre 2003 et 2007.

- 11% d'enseignants en moins depuis 2000

Cette année, l'Insee propose un focus sur les enseignants du secondaire (collèges et lycées). Premier constat, alors qu'à partir de 2010 le nombre d'élèves a recommencé à augmenter, le nombre d'enseignants a continué de diminuer. Par rapport à 2000, il y a 11% d'enseignants en moins aujourd'hui et seulement 4% d'élèves en moins note l'Insee, qui explique notamment ce phénomène par la mise en place dans l'Education nationale du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux puis de la mastérisation de la formation.

L'Insee se penche également sur le temps de travail des enseignants : ils déclarent travailler en moyenne 41 heures par semaine en période scolaire, une moitié avec les élèves, le reste étant consacré aux activités pédagogiques : préparation de cours, corrections, recherches... L'Obs , libération.fr et lefigaro.fr 18.11

Dictature. Régime policier. Les chiens de garde du régime veillent, légifèrent, répriment.

La sous-consommation des vieux, la dernière anomalie ou le dernier délit répertorié par les chiens de garde du régime.

- Alimentation : la majorité des seniors sous-estiment leurs besoins - AFP

Au lieu d'épargner pour ceux qui en ont les moyens - entre nous on se demande à quoi cela pourrait-il leur servir - qu'ils se goinfrent, qu'ils dépensent leur fric dans la bouffe, ils ne s'en porteront pas mieux pour autant, peu importe, trop tard car il fallait y penser avant à se nourrir correctement, avoir une alimentation saine et équilibrée, ils ne l'ont jamais été vraiment, alors...

Pensez à faire un don au petit vieux qui anime ce portail qui ne se gave pas mais doit faire des économies sur son alimentation pour survivre, et le pire, c'est que je ne déconne pas... Pour les coordonnées, m'écrire.

Ils veulent modifier l'état d'esprit des masses, le formater, pour mieux les soumettre à leur ordre féodal.

- La secrétaire d'Etat chargée de la Famille veut la disparition de la fessée - Francetv info

Les punitions infligées aux enfants sont à bannir. L'appel est lancé mardi 14 novembre par Laurence Rossignol, la secrétaire d'Etat chargée de la Famille, qui veut la disparition de la fessée, mais aussi des châtiments corporels d'une manière générale. Dans un entretien accordé à France 2, la secrétaire d'Etat veut une prise de conscience collective.

Une dizaine de pays européens ont banni la fessés par une loi, et en France, campagnes choc à la télévision et propositions de loi se multiplient sans succès. "*Quand deux adultes se battent, on est légitime à intervenir, quand on voit un adulte martyriser un animal, on peut intervenir aussi, et quand on voit un enfant être sévèrement corrigé, on se heurte au principe de la liberté éducative*" dit-elle. Francetv info 18.11

Ce qui suit a été rédigé par ce qu'on appelle un enfant battu, puisque mon père me frappait quotidiennement, j'en ai conservé une trace derrière l'oreille gauche suite apparemment à un coup de poing reçu quand j'étais adolescent, une protubérance apparue très jeune et qui a pris la taille d'un oeuf plus tard.

Avant-hier, c'était la décision du Conseil de Paris qui était violemment vilipendée pour avoir rejeté la construction d'un gratte-ciel en plein Paris, alors qu'ils en existent déjà dans plusieurs capitales dans le monde qu'il faut absolument imiter...

Ils procèdent par amalgame. Comment peut-on comparer le comportement de deux adultes, celui d'un adulte et un animal et celui

d'un adulte et un enfant ? Comment peut-on mettre sur le même plan le martyr imposé par un adulte à un animal et une fessée donner par un adulte à un enfant ?

Cela tient d'un esprit détraqué, autoritaire, policier, qui soutient l'idéologie wahhabiste à l'origine du takfirisme dont se réclament les barbares de l'Emirat islamique, qui soutient le sionisme qui est une idéologie raciste, notamment, où qui assassine un étudiant lors d'une manifestation.

Le comportement ou les préjugés de la population sont fondés sur les inégalités ou les rapports qui existent dans la société entre les classes. Ils en sont le reflet, l'expression et les reproduisent au sein de tous les rapports sociaux, y compris au sein des familles ou des couples.

Vouloir imposer aux masses d'en changer dans leur vie quotidienne sans mettre fin à ces inégalités et sans modifier les rapports de production entre dominants et dominés, revient à les soumettre de manière autoritaire à ce régime, à la volonté ou à la dictature de la classe dominante, afin qu'elles supportent sans broncher les violences que l'Etat et les capitalistes continuent de leur infliger, faisant d'eux des êtres totalement soumis, des serfs, des esclaves.

Je n'ai pas imité mon père et je n'ai jamais levé la main sur ma fille, je suis donc contre toute violence exercée par un adulte sur un enfant, cependant je condamne l'appel lancé par la secrétaire d'Etat chargée de la Famille pour les raisons évoquées plus haut.

Que l'Etat cesse ses violences envers les travailleurs qu'ils privent de travail, réduit à la précarité, à la pauvreté, qu'il cesse de soutenir les dictatures du Golfe, le régime d'Erdogan qui orchestrent l'infiltration des barbares d'EI en Syrie et en Irak, qu'il cesse de livrer des armes à des régimes qui répriment féroce ment leurs peuples, qu'il rompt avec les Etats-Unis qui se livrent à des guerres par de là tous les continents depuis 1945, qu'il rompt avec les sionistes qui occupent la Palestine et massacres les Palestiniens...

En complément

- L'homme qui avait tenu des propos homophobes lors du premier mariage homosexuel célébré en France a été condamné à 2 mois avec sursis - 20minutes.fr

Les crimes perpétrés par des représentant de l'Etat demeurent impunis...

Nouvelle atteinte à la liberté d'expression.

Le Boulevard Voltaire est un portail où sévices des gens d'extrême droite ou qui en sont proches ou tout du moins les fréquentent.

Ce qui nous intéresse ici n'est pas ce portail d'extrême droite ou ses auteurs ou encore leur condamnation, mais le mobil sur lequel repose le jugement prononcé par le parquet de Paris qui fournit une indication intéressante sur la dangereuse orientation dictatoriale du régime.

Pour la compréhension des lecteurs nous avons cru bon de reproduire un extrait de l'article de presse se rapportant à cette affaire. Une dernière chose, ne pas confondre ce portail avec le Réseau Voltaire dont nous mettons régulièrement des articles en ligne. Venons-en aux faits.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris ont considéré qu'un scénario imaginaire ou une "*fiction politique*" pouvait faire l'objet d'une condamnation sous le prétexte qu'elle serait tournée contre une communauté en particulier, là en l'occurrence il s'agissait des musulmans, dès lors qu'elle ferait l'objet de "*discrimination*" et de "*haine*". Mais dans l'avenir ce jugement pourrait faire jurisprudence et s'appliquer à n'importe quelle couche de la société, n'importe quelle classe qui serait visée dans un ouvrage (ou un film, une pièce de théâtre), y compris celle qui profite de toutes les guerres pour s'enrichir, guerres qui depuis le 11 septembre 2001 sont dirigées systématiquement vers des pays à majorité musulmane, guerres que soutient l'Etat français, tous ses gouvernements successifs lorsqu'ils n'ont pas déclaré eux-mêmes la guerre à ces peuples, le Mali par exemple.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris qui avait été saisis par une plainte déposée par le parquet de Paris ont suivi son réquisitoire, compte tenu qu'on ne peut pas retenir l'hypothèse selon laquelle les représentants de l'Etat se préoccuperaient du sort des musulmans en général autrement que pour les stigmatiser,

Leur verdict a plutôt été motivé par le fait que la trame de l'histoire figurant dans cet ouvrage était beaucoup trop proche de la réalité ou sous-entendait ce que pourraient être les réelles motivations ou objectifs inavouables des Etats s'attaquant à des pays musulmans, à savoir s'attaquer à leur religion, ce que fait très bien l'Emirat islamique qu'ils ont mis en scène justement, s'attaquer à leur religion pour les diviser et faire en sorte qu'ils s'entretuent, pendant que les puissances occidentales installent des gouvernements fantoches à leur solde et pillent tranquillement leurs richesses.

D'ailleurs, ces juges pour brouiller les pistes ont pris soin de ne pas condamner l'opinion que porte l'auteur de cet ouvrage sur l'islam qui assume être islamophobe, qui selon eux relèverait d'un "*jugement de valeur*". A les entendre, dénoncer violemment une religion ne porterait pas atteinte à l'ensemble de la communauté qui l'a adoptée ou la pratique et ne saurait constituer une infraction, alors qu'envisager un scénario par lequel l'Etat interdirait cette religion en serait une, à croire que l'auteur aurait mis le doigt sur une vérité un peu saillante aux yeux de ces représentants de l'Etat.

20minutes.fr - La militante islamophobe Christine Tasin et le directeur de la publication du site internet Boulevard Voltaire, Benjamin Jamet, ont été condamnés mardi chacun à 1.000 euros d'amende, dont la moitié avec sursis, pour provocation à la haine envers les musulmans.

Le texte litigieux, contre lequel le parquet de Paris avait lancé les poursuites, a été rédigé par Tasin, à la tête du mouvement d'extrême droite «*Résistance républicaine*», et publié le 1er mai 2013 sur Boulevard Voltaire.

Tasin imaginait qu'une loi interdisant l'islam était votée et prédisait «*émeutes et même menaces terroristes*». Le tribunal a condamné l'un des trois passages poursuivis, le deuxième, qui évoquait cette thèse sur une interdiction de l'islam, dont les fidèles devraient selon elle abdiquer leur religion ou la pratiquer de manière privée sous peine de devoir quitter le territoire national.

Les juges de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris ont estimé que l'auteur «*incite de manière manifeste et intentionnelle, même dans le contexte d'une fiction politique, à la discrimination et à la haine contre l'ensemble des musulmans*».

S'agissant du premier passage, qui émet «*une opinion sur l'islam extrêmement négative*», cette religion y étant décrite comme «*dangereuse*», le tribunal a estimé qu'il s'agissait d'un jugement de valeur qui ne constitue toutefois pas l'infraction.

Pour le troisième passage, qui imaginait que l'armée serait «*dépêchée à chaque menace*» et n'hésiterait «*pas à tirer dans le tas*», le tribunal a estimé que si ce paragraphe peut «*apparaître particulièrement choquant*», il ne fait référence qu'à «*quelques extrémistes*» et non aux musulmans en général. 20minutes.fr 18.11

Je n'ai plus le temps de traiter davantage ce sujet. Souvenez-vous que récemment Mélenchon a failli se faire lyncher parce qu'il avait traité Macron de banquier, ou encore cette chanteuse qui a évoqué la "*légèreté*" qui existait à Paris sous l'occupation nazi, etc.

Imaginez que ces juges tombent sur notre portail avec tout ce qu'on a osé écrire d'épouvantable à l'encontre de la classe dominante et ses représentants, car nous ne ménageons pas la haine qu'ils nous inspirent au point de décréter que leurs exécutions serait une mesure de salut public indispensable pour vivre dans une société meilleure et plus juste, ils le feraient fermer sur le champ !

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- UE: la directive anti-optimisation fiscale sera prête "*début 2015*" - AFP

- Jean-Claude Juncker veut mieux encadrer les relations avec les lobbyistes - LeMonde.fr

Le commissaire européen aux affaires économiques Pierre Moscovici a affirmé mardi que la directive européenne sur la pratique des accords de rescrit fiscal ("*tax ruling*") serait prête "*début 2015*". LeMonde.fr 18.11

- Macron a annoncé sa première mesure de gauche - Le Huffington Post

Vraiment ?

- Emmanuel Macron veut la peau des retraites chapeau - Francetv info

Non c'était juste parce qu'il avait endossé le bicorne du Bonaparte de service pendant sa virée dans le Pacifique.

- Macron veut écorner les retraites chapeau - Liberation.fr

Hémorragie contagieuse.

- Grave hémorragie d'adhérents au Snes-FSU - L'Express.fr

Le Snes-FSU a perdu de sa superbe. L'érosion du nombre d'adhérents du syndicat majoritaire chez les enseignants du secondaire était connue. Les chiffres auquel L'Express a eu accès traduisent un véritable effondrement. En dix ans, 15376 encartés ont déserté, soit plus de 20% des effectifs, qui étaient, à la fin de 2013, de 58952 militants. L'Express.fr 18.11

[Vaut mieux encore mourir pour des idées...](#)

- Accidents de la vie courante: 20.000 décès par an - 20minutes.fr

- Le nombre de tués sur les routes en hausse de 13,6% en octobre par rapport à l'an dernier - 20minutes.fr

[Après la méritocratie, ils vantent la cancritude qui est à leur image.](#)

- Les parents d'élèves veulent moins de poids pour les notes - LePoint.fr

[Ils ne désarment jamais.](#)

- Le Sénat américain bloque la réforme de la NSA - 20minutes.fr

- Hongkong : des manifestants masqués tentent d'entrer dans le Parlement - LeMonde.fr

- Premier pas à l'ONU pour traduire la Corée du Nord devant la CPI - 20minutes.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Hongrie

La Hongrie adopte une nouvelle série de taxes spéciales - AFP

Le parlement hongrois a adopté mardi une nouvelle série d'impôts indirects touchant les compagnies étrangères, mais aussi tous les aspects du quotidien, dans la droite ligne des nombreuses taxes spéciales introduites depuis 2010.

Une nouvelle "*taxe sur le savon*" et une extension de la "*taxe sur les chips*" ont notamment été votées, tandis que la "*super-taxe*" sur les revenus publicitaires des médias, perçue comme une attaque contre la chaîne privée RTL Klub, a vu son taux marginal passer de 40 à 50%.

Le groupe RTL, filiale du géant allemand des médias Bertelsmann, seul en Hongrie à être concerné par le taux le plus élevé de la "*super-taxe*" sur les médias, avait déposé le mois dernier un recours devant la Commission européenne, estimant qu'elle est discriminatoire et menace le "*pluralisme médiatique*".

Le paquet prévoit une autre mesure affectant tout particulièrement les sociétés étrangères: un prélèvement pour analyses alimentaires allant jusqu'à 6% du chiffre d'affaires pour les supermarchés dont les recettes dépassent les 300 milliards de forints (près d'un milliard d'euros). L'impôt a été surnommé "*taxe Tesco*", du nom du géant britannique la distribution, qui est en difficulté en Hongrie.

Une taxe de 0,05% est également prévue sur les titres étrangers des fonds d'investissement.

Le journaliste de l'AFP avait fait précéder le dernier paragraphe par la mention : "*Boucs émissaires*" à propo des fonds d'investissement. Je sens qu'on se mobilisera pour sauver la tête d'un journaliste de l'AFP tombé entre les mains d'un groupe terroriste quelconque...

2- Russie

- La Russie, "prête à coopérer avec le Hezbollah" - french.trib.ir

Le vice ministre russe des AE a fait part de la disponibilité de Moscou de coopérer avec le Hezbollah dans le sens d'une sécurisation et d'une stabilisation du Liban et de l'ensemble de la région. Bogdanov a également mis l'accent sur la volonté russe d'organiser une réunion à Moscou pour trouver une solution à la crise syrienne. " Pour la Russie, le Hezbollah est une force politique efficace et de premier plan, ce qui motive Moscou de coopérer pleinement avec le Hezbollah pour la stabilisation du Liban et de la région".

L'information est d'une importance de premier ordre . Israël a récemment accusé la Russie de l'espionner via ses installations situées près des frontières nord d'Israël et au profit du Hezbollah. Les propos de Bogdanov est une première prise de position officielle de Moscou en faveur d'un partenariat avec le Hezbollah. french.trib.ir 18.11

3- Syrie

- Rif de Damas : des anti-Assad défilent contre les takfiris - french.trib.ir

Des habitants des cités de Babila et de Yalda sont descendus dans les rues pour réclamer le retrait des terroristes des quartiers de leurs villes. Selon le journal El Watan, des centaines de personnes ont défilé dans les rues de ces deux cités contre la présence des groupes terroristes et ont demandé à l'armée syrienne de les soutenir. Les cyber activistes ont de leur côté fait publier des images vidéos sur la toile qui mettent en scène les manifestants scandant des slogans contre les terroristes et exigeant leur retrait.

Ce sont les terroristes de Ahrar al Chaam et de Shabab al Hoda qui ont encerclé depuis quelques semaines ces deux localités qui ont été de la sorte dénoncés par les habitants. Une trêve avait été signée il y a quelque temps entre les terroristes et les forces de l'armée mais les takfiris ne cessent d'en violer les termes, ce qui a suscité la colère des habitants. plus de 5000 Syriens avaient manifesté lundi contre les terroristes à Ghouta-est surtout à Douma où le général syrien Soheil al Hassan et ses forces continuent à avancer. Là , les Syriens demandent le retrait des terroristes de Jaysh al Islam.

Le phénomène qui est en train de s'amplifier ne peut échapper aux observateurs : les habitants des localités occupées en ont ras le bol de la présence des takfiris et exigent désormais leur expulsion. un raffermissement des alliances entre les forces armées et les civils syriens contre différentes milices terroristes est en vue. french.trib.ir 18.11

4- Palestine occupée.

4.1- Les réservistes israéliens, déployés à Qods - french.trib.ir

Les autorités israéliennes ont donné l'ordre du déploiement de policiers, garde-frontières et forces de sécurité, en grand nombre, à travers Qods.

«Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité autonome de la Palestine, a déclaré la guerre à Israël», a déclaré Neftali Bent, le ministre de l'Economie du régime sioniste, en réaction à l'opération de ce mardi, a-t-on appris de Farsnews.

Le leader du Mouvement «Shas» a demandé la destruction des maisons des auteurs des opérations-martyres, ainsi que l'expulsion de leur famille, selon le site d'information Maa. french.trib.ir 18.11

A nos amis palestiniens francophones, apprenez à vos frères et soeurs l'expression : Tirez la chasse !

4.2- Israël se prépare à faciliter le port d'armes pour l'autodéfense LePoint.fr

Les autorités israéliennes vont lever certaines restrictions sur le port d'armes afin de renforcer l'autodéfense après une attaque meurtrière dans une synagogue à Jérusalem, a annoncé mardi un ministre. "Je vais lever dans les prochaines heures certaines restrictions sur le port d'arme", a affirmé le ministre de la Sécurité intérieure Yitzhak Aharonovich. Selon lui, cette mesure va concerner les Israéliens détenteurs d'un permis de port d'arme comme les officiers de l'armée, en dehors de leur service, ou les "gardiens d'école ou de jardins d'enfants" qui pourront ramener leurs armes à la maison.

"Nous allons aussi détruire les maisons des terroristes", a promis le ministre, une mesure controversée et suspendue il y a près de 10 ans par l'armée qui l'avait alors jugée "contre-productive". " Et je vais demander le feu vert du conseiller juridique du gouvernement pour procéder à des détentions administratives". Ces sanctions permettent de détenir un suspect sans jugement pendant des périodes pouvant aller jusqu'à six mois renouvelables indéfiniment. LePoint.fr 18.11

SOCIAL et SOCIÉTÉ

Suède

Les pays scandinaves sont réputés pour leur modèle social... Des pays où il fait bon vivre. Et régulièrement des infos nous parviennent qui prouvent exactement le contraire, celle-ci est terrifiante pour la jeunesse.

- Suède : le Spice, une drogue qui transforme en zombie - M6info

Le Spice, cannabis de synthèse, inquiète les autorités suédoises. Cette drogue, qui transforme ses consommateurs en zombie, connaît un succès grandissant auprès de la jeunesse du pays. Plusieurs Suédois ont déjà perdu la vie depuis le début de l'année.

Appelé « K2 », « Yuncan Fire », « Bliss » ou encore « Moon Rocks », le « Spice » est un cannabis de synthèse sur le marché depuis plus de 10 ans. Mais cette drogue inquiète particulièrement les autorités suédoises. Les consommateurs ont un comportement totalement altéré : ils se déplacent et agissent comme des zombies et deviennent particulièrement agressifs. Pire, cette substance a déjà tué plusieurs personnes : deux adolescents, âgés de 18 et 22 ans, sont récemment morts dans le pays après avoir consommé du Spice, produit à base de substances chimiques.

Psychose, convulsions, et hallucinations ... Les effets du Spice sont redoutables. Ce produit ne contient pas de cannabidiol, substance aux propriétés anti-psychotiques. Il rend donc ses consommateurs très agressifs, comme l'explique l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanes.

«La marijuana attire de plus en plus. Mais comme elle est toujours illégale en Suède, ses consommateurs se dirigent vers les drogues qui ne le sont pas, comme le Spice, contre lequel on ne peut rien faire : les substances utilisées dans sa fabrication changent en permanence. Elles sont indétectables», affirme-t-il dans les colonnes de Libération.

Aux Etats-Unis, à Washington, la drogue, surnommée celle du « zombie » pour ses effets sur le comportement des consommateurs, n'est pas interdite par la loi. Les jeunes peuvent donc s'en procurer librement sur Internet. En France, en revanche, les autorités sanitaires ont pris ce problème à bras le corps dès 2009, en interdisant sa vente et sa consommation. La Russie est également en alerte. 25 personnes ont déjà perdu la vie depuis le début de l'année et 700 ont été hospitalisées à travers le pays. M6info 18.11

[Haut de page ↗](#)

Le 20 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté une douzaine d'articles.

[Une vidéo](#)

Discours de Poutine au Club Valdai à Sochi, le 24 octobre 2014.

http://www.dailymotion.com/video/x29k79d_discours-de-poutine-au-club-valdai-a-sotchi-le-24-octobre-2014_school

[Les djihadistes français et leurs parrains, Mc Cain et Fabius. Pas surprenant quand on sait qu'officiellement l'Arabie saoudite est l'ami de la France.](#)

Pour bien planter le décors.

Qui a dit ?

« Les États-Unis font la promotion du terrorisme en finançant les djihadistes de l'État islamique » ?

Réponse : Poutine à PressTV le 25 octobre 2014.

Cela ne pouvait pas être Hollande ou un ministre de son gouvernement à la solde de Washington.

Deux vidéos très brèves.

McCain: Obama's National Security Team Recommended Arming ISIS - 9 septembre 2014

<https://www.youtube.com/watch?v=LukjUMLI8ig>

« *Hillary Clinton a déjà décrit une réunion à la Maison-Blanche il y a deux ans. Chaque membre de l'équipe de Sécurité nationale recommandait d'armer l'Émirat islamique. Le président s'y est lui-même opposé, comme il s'est opposé et a décidé de ne pas bombarder la Syrie après qu'il ait dit qu'elle avait franchi la ligne rouge* ». - John McCain

John McCain admet être en contact permanent avec l'EIIL

<http://www.youtube.com/watch?v=Ilg6xiFFbfo>

"*Je connais bien ces gens-là, je suis en permanence en contact avec eux*" - John McCain

Pendant qu'Obama et ses bouffons européens, canadien et australien prétendent combattre les barbares de l'Emirat islamique, des voix s'élèvent aux Etats-Unis pour les armer, observant que la plus puissante coalition armée du monde ne parvient pas à vaincre tout au plus 200.000 missionnaires improvisés ou qui ne sont pas des militaires aguerris, il y a tout lieu d'en déduire qu'elle n'y tient pas vraiment.

Mc Cain veut armer l'Emirat islamique, c'est donc qu'il est tout à fait fréquentable, puisqu'il s'agit de le dresser contre Assad pour le renverser, le seul objectif de Fabius, alors pourquoi s'en prendre à ces jeunes français qui rejoignent cette organisation d'assassins, ils ne font que répondre à l'appel de Mc Cain et Fabius, leurs parrains.

Ce sont les représentants de l'Etat français qui ont encouragé la diffusion de l'idéologie dont est issue le terrorisme qu'ils prétendent combattre.

Des jeunes et des moins jeunes esseulés ou paumés et sans avenir en quête d'idéal ont commencé par être contaminés par l'idéologie extrémiste wahhabite, ensuite le passage aux différents mouvements takfiris qui partagent cette idéologie n'était plus qu'une formalité pour certains. Tous ne franchissent pas le pas ou ne deviennent pas terroristes et ne se rendent pas en Syrie ou en Irak pour se livrer à des atrocités, ils cultivent une haine farouche et aveugle envers tous ceux qui ne leur permettent pas de réaliser leur idéal, ils sont donc tout aussi dangereux ou pire encore.

On est en droit de considérer les Etats-Unis et ses alliés dont la France qui ont participé à l'armement des différents groupes terroristes agissant en Syrie et en Irak notamment, comme les commanditaires et les responsables de la barbarie qu'ils dénoncent et prétendent combattre. Les véritables chefs des barbares sont les représentants des puissances occidentales qui instrumentalisent la barbarie pour justifier leur politique impérialiste au Moyen-Orient, avec en toile de fond la guerre inter-impérialiste qu'ils livrent à la Russie, la Chine et l'ensemble des pays émergents pour s'emparer des richesses de cette région, pétrole et gaz essentiellement ou préserver leur hégémonie.

- "*Nous ne sommes pas surpris d'apprendre que des Français participent de cette barbarie*", a déclaré hier Manuel Valls. FranceTV info 19.11

Leur société produit de plus en plus de déchets à défaut de pouvoir proposer des conditions de vie décentes, un avenir ou un idéal à tous ces membres, particulièrement les jeunes des couches de la classe ouvrière les plus défavorisées, depuis que les travailleurs du monde entier sont mis en concurrence et que le critère du coût du travail le plus bas l'emporte sur tous les autres, le chômage de masse, l'extrême précarité et la pauvreté sont devenus le lot de centaines de milliers de jeunes livrés à eux-mêmes, abandonnés de la société, qui même lorsqu'ils ont un emploi ne peuvent plus vivre décemment. Dans ces conditions, il est normal qu'un certain nombre d'entre eux sombre dans le désespoir et en viennent à haïr la société qui les a exclus, à s'en couper totalement, pour finalement s'en remettre à n'importe quel précheur de bonnes aventures, se radicalisent, se fanatisent et en viennent à commettre des actes d'une cruauté inimaginable, irréparables, irréversibles car ils sont pour ainsi dire détruits, condamnés à mort par la société.

Leur société, entendez par là la classe dominante, celle qui détient le pouvoir, une fois recyclés en barbares, elle n'a plus qu'à envoyer ses déchets à l'abattoir sur les champs de bataille qu'elle a conçus exprès pour eux et non pour que son armée s'y fasse massacrer puisqu'ils en sont les supplétifs, solution économique à plus d'un titre puisqu'elle lui permettra de les employer et de les liquider sans même avoir à régler leurs funérailles. Vous avouerez qu'ils avaient pensé à tout.

Avant de poursuivre, j'ai noté un commentaire d'un internaute qui situe bien le contexte et les responsabilités : "*Sa grand-mère fait des ménages, sa mère fait des ménages... On comprend qu'il ait été sensible à l'appel de Fabius et soit parti faire la guerre à Bachar.*"

Eh oui, c'est Fabius en France le grand ordonnateur du djihad ou de la croisade contre la République arabe syrienne ! Un régime laïque contrairement aux régimes féodaux et archaïques des monarchies du Golfe qui ont adopté la charia et interdisent partis politiques et syndicats, qui recrutent et arment les barbares et que Fabius affectionnent tant, ne livrent-ils pas le même combat que la France au nom de la démocratie ?

Un esprit faible se verra encouragé par le discours de Fabius à rejoindre les rangs des barbares pour combattre contre un régime "tyrannique" pour établir la "démocratie" en Syrie, et s'il faut couper des têtes ou se livrer à des massacres pour y parvenir, peu importe, car contrairement aux bombardements des populations civiles par l'Otan en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, en Libye, etc. qui ont fait des millions de morts innocents en 13 ans, ils font preuve de discernement et de davantage de justice, du coup, une fois justifier de la sorte leurs crimes, ils n'ont plus qu'à les assumer tranquillement. Il ne reste plus aux représentants de la classe dominante et aux commentateurs des médias occidentaux qu'à condamner leur cruauté dont ils sont les responsables ou les complices pour justifier de nouvelles lois liberticides que la majorité de la population approuvera, et pourront dans l'avenir s'appliquer au mouvement ouvrier et la boucle de l'imposture est bouclée.

Maintenant pour revenir au contexte, il est inutile de préciser que si ces jeunes s'embrasent dans la barbarie après avoir visionné des vidéos sur Internet ou s'être connectés sur des portails des takfiris, c'est parce que les autorités ont jugé utile de ne pas interdire leur diffusion en France et de ne pas avoir fermé ces portails.

Contrairement à ce qu'ils affirment c'est tout à fait possible. J'en veux pour preuve qu'ayant voulu me connecter sur certains portails ou visionner certaines vidéos musicales, il m'est arrivé de tomber sur un message indiquant qu'elles n'étaient pas accessibles aux internautes de ce pays, en Inde, ce qui signifie qu'elles l'étaient dans d'autres pays. Il suffit d'en faire la demande à l'entreprise qui diffuse ce genre de vidéos pour qu'elles soient immédiatement bloquées, la Chine et l'Iran et bien d'autres pays comme la Turquie recourent à cette pratique, les médias occidentaux ne manquent pas de le rappeler quand cela sert les intérêts qu'ils représentent.

C'est donc délibérément que le gouvernement français laisse ces vidéos et ces portails à la disposition de la jeunesse ("*en accès libre*"), il est donc responsable de l'usage qu'elle peut en faire ultérieurement, il faut que les travailleurs le sachent, car en dernière analyse ce sont eux qui sont visés.

AFP- Selon une source du renseignement, les services sont remontés jusqu'à lui grâce à une vidéo diffusée mi-octobre sur internet dans laquelle, en français et à visage découvert, il appelait "*tous les frères qui vivent en France*" à "*tuer n'importe quel civil*" en représailles aux raids de l'armée française contre le groupe EI en Irak.

Mercredi, dans une nouvelle vidéo diffusée par EI, trois jeunes gens, équipés de kalachnikov, appellent les musulmans de France à rejoindre les rangs des jihadistes en Syrie ou à défaut à commettre des attaques en France.

Cette vidéo de sept minutes a été diffusée sur des forums internet jihadistes, a rapporté le centre de surveillance des sites jihadistes SITE. Elle apparaît trois jours après la diffusion d'une vidéo mettant en scène la mise à mort par décapitation de 18 prisonniers syriens et de l'otage américain Peter Kassig, dans laquelle apparaissent deux Français, identifiés par les autorités comme étant deux jeunes convertis, Maxime Hauchard et Mickaël Dos Santos.

Dans la soirée mercredi, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a une nouvelle fois mis les jeunes en garde contre "*la propagande abjecte qu'ils peuvent subir*". Il leur demande de "*regarder en face les monstruosité et la barbarie de ces groupes terroristes*". Il a rappelé que la France avait récemment renforcé son dispositif législatif pour "*faire face à ce terrorisme en accès libre*".

Les convertis représentent 20% de ces jihadistes, recrutés, dans leur écrasante majorité, sur internet.

L'EI, qui comprend des centaines de combattants étrangers dont un gros contingent de Français, s'est emparé de larges pans de territoire en Syrie et en Irak, où il sème la terreur. AFP 19.11

Au total 16.000 selon les Américains, 200.000 selon les combattants kurdes. Alors que les autorités syriennes ont constaté qu'au moins cent milles mercenaires étrangers de 83 nationalités différentes toutes organisations terroristes confondues étaient présents en Syrie

En complément.

Alors que ses instructeurs forment les barbares qui iront les rejoindre.

- La France va déployer six Mirage en Jordanie contre l'Etat islamique - Francetv info

[Ah ces Africains, ils n'ont pas changé : des sous-hommes, des sauvages je vous dis.](#)

- En Afrique, l'homophobie est un «*exutoire pour tous les autres maux sociaux*» - Liberation.fr

En France ils stigmatisent l'homophobie pour encourager les actes homophobes, ils procèdent de même avec le racisme, l'antisémitisme, etc.

- Excision: 86 millions de jeunes filles risquent de subir cette pratique d'ici à 2030 - 20minutes.fr

C'est fou ce qu'ils savent bien compter quand ils veulent...

Et combien de dizaines de millions de morts d'ici là dus à la sous-alimentation, à la famine, au manque d'eau potable, à des habitations insalubres, par empoisonnement médicamenteux, à l'absence de médicaments ou vaccins efficaces, aux erreurs médicales, par suicide, aux chômages, aux accidents du travail, de la route, de la vie, de la guerre ?

ACTUALITE EN TITRES

[Miroir sur un régime policier.](#)

- Valls aux forces de l'ordre : "*Les Français vous admirent !*" - LePoint.fr

[C'était de l'intox](#)

- Plan européen d'investissement: Macron "*redoute*" une déception - AFP

- Retraites-chapeau - Bruno Le Maire (UMP) : "*Macron veut faire diversion*" - LePoint.fr

[Intox encore.](#)

- Après Face aux Français, Hollande est perçu "*sincère*" et "*à l'écoute*" - L'Express.fr

[2017 : Boycott !](#)

- Carvounas (PS): pas de primaire à gauche en 2017 puisque Hollande sera candidat - AFP

- Bartolone : «*Si François Hollande est candidat à sa succession, il n'y aura pas de primaire*» - Liberation.fr

[La précarité généralisé pour lutter contre le chômage](#)

- Le maire de Lyon veut une période d'essai de 2 à 3 ans pour les CDI - Francetv info

Gérard Collomb propose de rendre le CDI plus flexible pour en finir avec "*le blocage à l'embauche*" - Francetv info 19.11

[Pas de Po !](#)

- Le directeur de Sciences Po Aix démissionne - LeMonde.fr

- Plagiat: la directrice de l'Ecole de journalisme de Sciences Po de Paris suspendue - Lexpress.fr

[Sur qui les hooligans prennent-ils exemple ?](#)

- « *Il y a une collusion réelle entre le grand banditisme et le football* » - LeMonde.fr

[Infantilisme ou lobotomie en marche \(sans pile\)](#)

- Sept Français sur dix jouent aux jeux vidéo - 20minutes.fr

L'autre face putride de leur monde.

- Environ 1,8 milliard de personnes utilisent de l'eau contaminée - Reuters
- Un milliard d'humains ne disposent pas de toilettes - LePoint.fr

Ils oublient d'ajouter que dans de nombreux pays ils n'existent pas de toilettes publiques ou que la population ne se rend jamais dans un café pour uriner ou déféquer, elle préfère faire ses besoins dans la rue ou n'importe où. Idem pour les ordures ménagères puisqu'il n'existe pas de poubelles, elles atterrissent aussi dans la rue ou n'importe où.

Les journalistes de Reuters qui ne sont pas capables de prendre un millimètre de recul par rapport aux infos qui leur parviennent, ont ajouté cette précision ignoble, à entendre le sinistre individu auquel ils donnent la parole, si une partie de la population doit se passer de toilettes ce n'est pas parce qu'elle est trop pauvre, mais parce qu'elle le veut bien :

Reuters - Les problèmes de financements ne sont pas les seules raisons pour lesquelles un milliard de personnes, pour la plupart en Asie du Sud et en Afrique sub-saharienne, font leurs besoins à l'extérieur.

Selon Jack Sim, fondateur de l'Organisation mondiale des toilettes, la défécation à l'air libre est, dans certaines sociétés, une norme culturelle. (Chez les nomades ! - ndlr)

"Les gens apprécient cet événement social", explique-t-il. "Mais ils doivent comprendre que l'eau contaminée (...) finit par revenir sous forme de maladie qui tue les enfants et apportent la maladie." Reuters 19.11

- Au Pérou, plus de 100 000 mineurs travaillent comme domestiques - LeMonde.fr

En France ils dealent de la drogue, c'est mieux !

Ils ne lâcheront rien...

- Le président de Catalogne poursuivi après le vote sur l'indépendance - L'Obs
- Jérusalem : la mairie israélienne approuve la construction de 78 nouveaux logements dans les colonies - Francetv info
- Israël rase le logement d'un Palestinien après un attentat sanglant - AFP

Régime militaire. Cela valait bien la peine.

- Burkina : le parti du président déchu fait son mea culpa - LeMonde.fr
- Le colonel Isaac Zida nommé Premier ministre au Burkina Faso - Reuters

Russie. Propagande quotidienne de l'Otan.

- A Ilovaïsk, les rebelles attendent "la paix" en Ukraine à coups de kalachnikov - AFP
- La radio Écho de Moscou menacée par le Kremlin - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre sans fin.

- L'armée américaine rêve d'un avion porte-drones - AFP
- Kiev exclut de négocier directement avec les rebelles - Reuters
- Attentat à la voiture piégée à Erbil, au Kurdistan irakien - Reuters
- Dix civils tués près de la frontière entre l'Egypte et Gaza - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Populisme.

- Jean-Luc Mélenchon : "*La seule filiation qui compte à mes yeux, c'est celle de l'amour*" - Francetv info

Filiation : Lien de parenté unissant l'enfant à son père (filiation paternelle) ou à sa mère (filiation maternelle). La filiation est envisagée par rapport à l'enfant.

Ethnologie. Règle qui décide comment un individu, en vertu de sa naissance, acquiert son identité sociale et son statut; règle déterminant le groupe parental auquel l'individu sera intégré. (Le Grand Robert)

Depuis que l'humanité est passée à l'exploitation de l'homme par l'homme au détour du néolithique, il n'a cessé d'administrer les hommes et de répartir les richesses produites en fonction de leurs statuts sociaux ou de la classe à laquelle ils appartenaient. Parvenu au stade où le développement des forces productives est en mesure de satisfaire les besoins de tous les hommes sans aucune distinction sociale, l'humanité doit passer à l'administration des choses.

C'est le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant qui interdit cette transition, car ce système économique a été fondé sur la répartition inégale des richesses produites entre les hommes et il ne peut pas modifier ou changer les bases ou les fondements sur lesquelles il repose, d'où la nécessité impérieuse pour l'avenir de l'humanité d'abolir ce mode de production qui permet à une infime minorité de concentrer les richesses et le pouvoir politique entre ses mains, au détriment du reste de la population dont une grande partie ne peut dès lors pas satisfaire ses besoins, y compris les plus élémentaires.

On voit là que cette démarche qui consiste à combattre pour le socialisme n'a rien de doctrinaire ou de partisane, mais repose sur un processus dialectique, qui dès lors qu'il est entravé se traduit par la destruction massive de forces productives et d'énormes souffrances pour des milliards d'hommes, femmes et enfants qui en sont les victimes innocentes.

Le règne de la nécessité qui apparut jadis supplanta le communisme primitif qui prévalait chez certains peuples qui jusqu'alors partageaient entre tous leurs membres la terre qui était propriété collective ou les richesses que la nature mettait à leur disposition, lorsque la densité de leur population augmenta ainsi que leurs besoins, il apparut la nécessité de développer les forces productives pour subvenir aux besoins de l'ensemble de leur communauté, sauf qu'au lieu de continuer à répartir les richesses entre tous leurs membres en fonction de leurs besoins, ils se mirent à les répartir en fonction d'un autre critère, privilégiant ceux qui avaient développé ces moyens de production nouveaux ou possédaient des aptitudes particulières ou supérieures aux autres, de telle sorte qu'ils pouvaient produire ou accaparer davantage de richesses que les autres membres de leur communauté et se voyaient pour la première fois dotés d'un pouvoir supérieur aux autres hommes, ainsi naissaient les classes sociales et les inégalités qui allaient accompagner leur histoire jusqu'à nos jours.

On peut estimer que la division du travail entre les hommes dataient d'une période antérieure, mais jusque là rien n'avait favorisé son développement, or avec cette révolution dans la répartition des richesses et la naissance des classes, elle allait trouver une justification à son amplification dans le pouvoir qu'elle permettait d'acquérir... L'administration de cette société de classes à l'état embryonnaire devait également se doter de règles permanentes, y compris dès lors pour la transmission des richesses accumulées, avant cela il fallait stabiliser les rapports qui existaient entre ses membres des différents sexes

Jusqu'alors le régime matriarcal prédominait, puisque mettre un enfant au monde était le premier acte productif de l'espèce humaine, il était normal, naturel que l'honneur et le droit en reviennent aux femmes, puis la production de richesses matériels l'emportant il fut supplanté par le régime patriarcal accordant la primauté aux hommes ou consacrant leur supériorité sur les femmes, théorie discutable, en réalité c'est davantage la division du travail entre les hommes et les femmes qui a un certain stade du développement des forces productives à consacrer cette supériorité des femmes, celles-ci se consacrant davantage à leurs enfants et leur logis, tandis que les hommes travaillaient à l'extérieur et produisaient des richesses.

Je n'ai plus en tête précisément comment l'homme passa progressivement à la monogamie ou à la famille telle que nous la connaissons aujourd'hui composée d'un homme et d'une femme et leurs enfants, sauf à dire des bêtises il semble normal que cette structure s'impose, dès lors que se développe la propriété privée et que la production d'un seul homme n'est pas suffisante pour satisfaire les besoins de plusieurs épouses et de nombreux enfants. On peut constater de nos jours que les peuples qui ont adopté cette structure et qui malgré tout ont donné naissance à de nombreux enfants, se sont appauvris ou ne sont jamais parvenus à se développer. Ils se sont appauvris dans la mesure où lors du partage des biens acquis lors du décès du père et de la mère, la part qui revenait aux enfants s'en trouvait forcément réduite, au point génération après génération à devenir insignifiante ou à disparaître totalement, cela d'autant plus que la démographie explosait et réduisait les terres arables disponibles à distribuer aux paysans sans terre.

Cette structure élémentaire de la société, figée depuis des siècles ou des millénaires, a permis à la civilisation humaine d'atteindre

un haut niveau de développement, bien que très inégal selon les continents. Au stade actuel du capitalisme en putréfaction elle est gravement remise en cause et se traduit par l'appauvrissement des populations concernées. Il est devenu pratiquement impossible à un couple avec des enfants d'avoir un mode de vie décent dans les pays occidentaux ou tout simplement de satisfaire leurs besoins vitaux sans que l'homme et la femme travaillent, et les familles monoparentales qui tendent à se développer sont parmi les plus pauvres de la société. Aussi retourne-t-on, non pas des années ou des siècles en arrière mais des millénaires, on nous assure que c'est le progrès au nom d'une idéologie dévastatrice qui broie systématiquement tous les rapports existant dans la société au profit d'un individualisme effréné. Il faut aussi noter que les personnes vivant seules font également partie des catégories les plus démunies de la société et cela ne concerne pas seulement les personnes âgées dont le conjoint ou la conjointe est décédé.

Cela étant dit, on aura compris que pour résister au rouleau compresseur du néolibéralisme qui détruit tout sur son passage et conduit à l'atomisation des individus dans la société, il est préférable de vivre en couple et d'élever des enfants en couple pour ceux qui tiennent vraiment à en avoir sans savoir ce qu'ils deviendront plus tard ou le sort que leur réserve cette société infâme.

L'engouement quasi frénétique pour l'homosexualité et les droits des homosexuels de la part des dirigeants de la classe dominante aurait dû alerter ou attirer l'attention de ceux qui prônent l'égalité des droits sur ce que cela recouvrait, sachant pertinemment que généralement ils ne sont pas vraiment animés de bonnes intentions à l'égard de la population, pas davantage envers les homosexuels, qu'ils entendent se soumettre, y compris les homosexuels.

Leur démarche procède du combat qu'ils mènent pour briser les rapports qui composent la famille traditionnelle au profit de son éclatement dans la mesure où ils la mettent sur le même plan que sa négation, un couple homosexuel qui par définition ne peut pas donner naissance à un enfant. Or généralement à l'âge adulte, les couples qui se forment se donnent pour objectif d'avoir des enfants et de fonder une famille, ce qui ne peut pas être le cas d'un couple d'homosexuels. Ils ont poussé l'imposture encore plus loin en accordant le droit aux couples homosexuels d'adopter des enfants sachant qu'ils connaîtraient les mêmes déboires que les couples hétérosexuels où un sur deux se brise, se termine par une séparation ou un divorce au cours des cinq premières années qui suivent leur formation, pour dire qu'ils se moquent à la fois des homosexuels et des enfants qu'ils pourraient adopter, la législation vise un autre objectif, l'atomisation de la population par tous les moyens et l'instrumentalisation des homosexuels en était un très efficace puisqu'il divise toutes les classes dont il s'agit de briser la résistance.

Le nihilisme à l'oeuvre ici, qui sert de support philosophique au néolibéralisme, consistait à faire disparaître les particularités qui permettaient de distinguer les hommes des femmes, les différents sexes et les différentes pratiques sexuelles, les particularités qui permettaient de distinguer les hétérosexuels des homosexuels, faire en sorte d'attiser les différences qui existaient entre eux tout en déclarant qu'ils devaient bénéficier de droits égaux, devait servir à mieux les opposer et se déchirer, pour finalement aboutir à une interprétation de leurs rapports reposant uniquement sur des facteurs subjectifs propre à satisfaire les besoins d'un individualisme vulgaire.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la sortie de Mélenchon pour la comprendre, pour qui les rapports entre les hommes et les femmes ne dépendraient pas de conditions objectives mais purement subjectifs "l'amour", sachant qu'il n'y a rien de plus volatile ou éphémère, temporaire ou superficiel, ajoutons hypocrite, individualiste, dès lors justement qu'on n'a pas conscience des rapports sociaux qui soutiennent ce rapprochement entre deux êtres, sans qu'on soit obligé de faire référence à un sexe en particulier ici, rapports évidemment qui échappent à la quasi-totalité de la population, l'amour remplissant différentes fonctions, sociale ou affective, psychologique ou mentale, spirituelle, sexuelle, dont la plupart des membres de la société n'ont pas conscience, dans le cas contraire la société ne serait pas aussi épouvantable qu'elle ne l'est aujourd'hui, mieux encore, on l'aurait déjà changée.

On a envie de dire au charlatan Mélenchon, qu'il n'y a pas pire illusion que l'amour quand on n'en maîtrise pas les desseins qui sont forcément intéressés, ce qui ne signifie pas qu'ils soient vulgaires pour autant où qu'il faille les renier, cela dépend lesquels et la dose d'hypocrisie ou de malhonnêteté qu'ils comportent ou qu'on y met. Sachant qu'ils comportent un aspect social, spirituel, mental et biologique qui sert à l'équilibre du comportement de l'homme ou de la femme dans la société et à son bien-être, loin de nous l'idée de le négliger, nous disons seulement que les ignorer comme c'est le cas généralement conduit à des méprises regrettables et à leur négation jusqu'à la haine parfois.

Très souvent on aime chez l'autre ce qui en réalité nous appartient, auquel cas c'est nous que nous aimons plus que l'autre, ou alors ce qui nous fait défaut et on deviendra possessif pour nous l'accaparer. Si maintenant on affirme qu'il est préférable d'être lucide en la matière comme en toutes circonstances, on nous rétorquera que cela tuerait l'amour, la part de romantisme, de poésie qui vient se greffer dessus. Je n'en suis pas du tout certain d'en manquer avec ma Carmen qui vit dans un autre monde que le mien, et que je n'ai même pas besoin de pénétrer pour savourer les délicats intentions qui l'animent à mon attention, je n'en dirais pas autant d'elle qui a bien du mal à cerner ma personnalité et doit s'en remettre aux apparences, par chance pour elle, pour une fois elles correspondent à la réalité et mes dispositions à son égard sont sincères et honnêtes.

J'ai toujours eu le même comportement avec les femmes qui ont partagé mon existence. Par contre, chaque fois je suis tombé sur des femmes dont les intérêts individuels devaient un jour ou l'autre primer sur ceux de notre couple où ce que nous étions censés partager ensemble. Quand plus haut j'ai évoqué la notion d'intérêt dans l'amour, c'est à ces expériences que je pensais.

Je vous ai déjà parlé de mon nouveau couple avec une femme qui est aux antipodes de ce que je suis, du coup on pourrait se demander ce qu'on fait ensemble, quels points communs avons-nous, que partageons-nous réellement, rien à vrai dire si on s'en tenait aux apparences, et pourtant. En fait, c'est si flagrant qu'on n'arrête pas d'en parler en nous marrant bien ! On en a parfaitement conscience tous les deux, c'est cela qui nous réunit, ce qui cimenter notre relation.

Elle cherchait un homme pour refaire sa vie et moi une femme pour partager la mienne, elle est honnête et courageuse, c'est une femme douce, calme, qui rit et chante dans la maison, elle n'est pas animée de mauvaises pensées comme ma dernière épouse qui en broyait à longueur de temps, cela me suffit. De mon côté, elle a trouvé un homme qui la respecte, gentil ou attentionné je pense, qui a de quoi subvenir à ses besoins matériels sans être bien riche, sur lequel elle peut compter et cela lui suffit. J'oubliais de dire qu'on se plaisait réciproquement et que sur le plan sexuel on s'entend à merveille, encore dois-je réfréner son ardeur !

L'amour repose sur une communauté d'intérêts dont certains sont très subtils, que l'on ne doit pas s'interdire d'identifier pour l'entretenir, et éviter ainsi que les intérêts de l'un ou de l'autre compromettent ce fragile équilibre. A l'heure où ils parlent de sexe à tout va, ils semblent avoir des difficultés à parler de l'amour autrement que superficiellement ou sans sombrer dans la caricature ou le populisme.

"Tax ruling" ou comment ils nous roulent. En guise de changement... la "transparence".

Avant ils avaient inventé le blanc plus blanc que blanc que moi tu meurs, dorénavant pour faire plus vraisemblant parce que plus personne ne les croit, ils sont passés à la transparence qui rend les taches invisibles.

- Le Luxembourg "*contre une harmonisation*" de la fiscalité dans l'UE - AFP

Le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, se dit opposé à une harmonisation fiscale au sein de l'UE, estimant que la fiscalité doit rester du ressort des Etats, dans une interview publiée mercredi par le quotidien belge L'Echo.

Il défend le droit d'appliquer des fiscalités directes et indirectes différentes en Europe, au moment où la Commission européenne, dirigée par son prédécesseur Jean-Claude Juncker, a promis de relancer le projet d'une harmonisation de la base de l'impôt sur les sociétés pour lutter contre le dumping fiscal.

Il défend aussi le système du *rescrit fiscal* ou "*tax ruling*" pratiqué par son pays, rappelant que 22 Etats européens y ont recours, et estime même "*nécessaire d'étoffer l'équipe*" qui s'occupe des *rulings* au sein de l'administration fiscale luxembourgeoise, en raison du "*volume de travail que cela représente*".

Les *rulings* permettent à une entreprise de demander à l'avance comment sa situation fiscale sera traitée dans un pays, et sont utilisés par les multinationales pour faire de l'optimisation fiscale en répartissant à leur avantage coûts et bénéfices entre filiales situées dans des pays différents.

Dans une interview au quotidien économique français Les Echos publié également mercredi, le commissaire européen chargé de la Fiscalité, Pierre Moscovici, promet qu'une directive européenne sur l'échange automatique d'informations en la matière sera prête "*début 2015*".

Le G20 a appelé dimanche dans son communiqué final à achever le chantier de la lutte contre l'optimisation fiscale en "*2015, y compris (en parvenant à) la transparence sur les rescrits fiscaux considérés comme des pratiques néfastes*". AFP 19.11

A retenir : Ils vont "*échanger*" des "*informations*" ce qui rendra les "*rescrits fiscaux*" plus "*transparents*", sans y mettre fin évidemment.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grande-Bretagne

- Manifestation d'étudiants à Londres pour dénoncer les frais d'inscription - AFP

Plusieurs milliers d'étudiants venus de tout le Royaume-Uni ont manifesté mercredi à Londres pour dénoncer le montant excessif de leurs frais d'inscription universitaires et les coupes budgétaires dans l'éducation.

"L'éducation est un droit, pas un luxe", "Des livres, pas des bombes", ont scandé les manifestants.

Quelques violences ont éclaté en fin de cortège. Des policiers anti-émeute ont dû intervenir pour empêcher une poignée de manifestants d'entrer dans le siège du parti conservateur du Premier ministre David Cameron. D'autres ont tenté arracher des barrières près de Parliament Square et ont allumé des fumigènes.

Des clients d'un Starbucks ont par ailleurs dû rester provisoirement enfermés lorsque des manifestants ont jeté des oeufs et de la peinture blanche contre les vitres du café de la chaîne américaine, qu'ils ont accusée d'évasion fiscale.

La police de Londres a fait état d'au moins onze arrestations. Trois policiers ont été légèrement blessés.

Pour le reste, l'ambiance était d'abord festive et les étudiants chantaient "*droits d'inscriptions? Pas question! taxez les riches et faites-les payer!*", sous une marée de pancartes.

Les organisateurs espéraient la plus importante manifestation étudiante depuis celles de novembre et décembre 2010 qui avaient rassemblé jusqu'à 50.000 personnes, au moment du vote de la loi sur l'augmentation des droits universitaires, et avaient débouché sur des violences.

Avant la réforme votée en 2010, les frais d'inscription s'élevaient à 3.300 livres (près de 4.000 euros). Les étudiants avaient massivement protesté contre le doublement à partir de 2012 des frais d'inscription dans les deux-tiers des universités anglaises, des frais qui atteignent même 9.000 livres (10.500 euros) dans un tiers d'entre elles, surtout à Londres.

"*Nous voulons une éducation gratuite pour tous. Ça a du sens économiquement. Cela payera dans le futur*", a déclaré à l'AFP Nehaal Bajwa, une étudiante en master d'économie de 26 ans qui paye 9.360 livres par an de frais universitaires.

"*Beaucoup d'argent va aux banques. Nous voulons qu'il aille à l'école. Pas seulement à l'université mais aussi aux crèches, aux lycées, etc... Cela fait un peu partie des droits de l'homme*", a-t-elle ajouté alors qu'elle prenait part à la manifestation.

"*Nous manifestons pour demander une alternative aux frais d'inscription de 9.000 livres, à la dette étudiante colossale et aux coupes budgétaires sauvages qui ont touché l'éducation*", a déclaré Aaron Kiely du syndicat national étudiant (NUS). AFP 19.11

[Haut de page ↗](#)

Le 21 novembre 2014

CAUSERIE

On a laissé de côté quelques sujets qu'on traitera demain.

Dans ce portail on ne traite pas que de politique. Cela vous étonne peut-être ou vous incommode ? Désolé, ce n'est pas une machine qui se tape le boulot. Vous n'êtes pas non plus une machine à ce que je sache, rassurez-moi.

On commence par quelque chose de léger.

[En complément à un sujet abordé rapidement hier.](#)

En exclusivité. La définition la plus complète et la plus achevée à ce jour de l'amour.

Le ton solennel qu'on emploie ici ne tient pas de la vantardie, mais sert à dédramatiser notre affaire une fois la désillusion passée qui pourrait se transformer en désespoir chez certains, alors qu'il n'y a franchement pas de quoi dès lors qu'on est suffisamment lucide et honnête. Les esprits inférieurs en seront peut-être profondément choqués parce qu'ils admettent sans le reconnaître que notre définition correspond à la réalité, elle a été conçue pour les prémunir contre de pénibles mésaventures qui ne manqueront pas de leur arriver assurément puisqu'ils ne veulent ou ne peuvent rien entendre.

L'amour est un rapport ou un contrat dès lors qu'il est déclaré, dont le contenu porte sur les besoins que les contractants partagent ou sur lesquels ils s'entendent pour une durée indéterminée, besoins dont la nature et le contenu leur demeurent en partie ou en totalité inaccessibles ou inconscients, d'où la nécessité de prévoir ou d'inclure une clause de rupture pour y mettre un terme en

cas de besoin, dans des conditions qui respectent les intérêts des deux parties.

Cela vous convient-il ? On ne peut être plus lucide, non ?

Nous vivons sous le règne de la nécessité où la notion de besoin est omniprésent et gouverne tous les rapports entre les hommes et les classes dans la société. La plupart des hommes l'ignorent, hélas ! Pire encore puisqu'en versant dans un individualisme primaire, cynique, ils s'éloignent un peu plus de la nécessité d'en prendre conscience pour y mettre un terme et entrer dans le règne de la liberté.

Il faut bien comprendre que sur cette base aucun rapport n'est tenable, même les plus élémentaires, et que la société est condamnée au chaos et la guerre perpétuelle, à la barbarie, si les masses exploitées ne trouvent pas les moyens de se rassembler pour s'emparer du pouvoir politique et balayer ce vieux monde pourri.

On ne saute pas du coq à l'âne, car les rapports amoureux ou les rapports qu'on entretient avec la société sont de la même veine où procèdent des mêmes conditions, vaut mieux en avoir conscience ou en prendre conscience, cela évitera à chacun bien des déceptions ou des désillusions.

Nous renouvelons notre appel aux travailleurs et aux militants à rejoindre le Parti ouvrier indépendant au delà des importants désaccords qu'on peut avoir avec lui. J'ai lu hier soir l'éditorial (IO 238) de D. Gluckstein et je dois avouer qu'il me convient parfaitement, aussi nous allons le reproduire ici intégralement. Ensuite nous ajouterons une critique qui porte sur une autre question.

En guerre sur quatre continents !

Passant en boucle sur tous les moyens de communication, d'atroces images martèlent le message : la barbarie est installée, elle est parmi nous. La barbarie ? Indiscutable ! Qui l'a déclenchée ? Selon le journal Le Monde, Hollande fait « plus de guerres » avec « moins de moyens ». Plus de guerres ?

C'est sûr : l'article signale que les effectifs des troupes françaises au Sahel pourraient atteindre trois mille cinq cents soldats début 2015, que les drones français s'apprentent à être déployés en Ukraine et que la marine nationale continue de croiser en mer Noire.

Le chef d'état-major de l'armée française précise : « *Nous avons plus de vingt mille hommes déployés hors de la métropole, dont plus de huit mille au profit de 27 opérations sur quatre continents dans les airs et sur tous les océans.* »

Le gouvernement Hollande-Valls est ainsi engagé dans une guerre généralisée sur quatre continents, sous le haut commandement américain, dont le chef Obama vient de déclarer qu'il est « *trop tôt pour dire si les Etats-Unis et ses alliés de la coalition gagneront la guerre* ». Guerre longue, guerre qui tend à se généraliser et qui porte la mort et la désolation sur quatre continents... « *Moins de moyens* » pour la guerre... ?

Si l'on en croit Le Monde, les « *Opex* » — « *opérations militaires extérieures* », autrement dit, les interventions guerrières — ont vu leur budget 2014 gonfler à près de trois fois le montant initialement prévu (1,2 milliard contre 450 millions). Comment faire face à cette dérive budgétaire en période d'austérité ? Tous les autres ministères sont mis à contribution, en rognant sur leurs dépenses, déjà contractées, pour financer les guerres d'agression contre les peuples du monde entier.

Risque de dérive budgétaire alimentée par cette économie de guerre florissante ? Dans Les Echos, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, envisage que la Banque centrale européenne (BCE) achètera « *si nécessaire des emprunts d'Etat* », autrement dit : la BCE est prête à éponger les dettes publiques avec de la monnaie de singe !

Mais à une condition, s'agissant de la France : que le gouvernement aille encore plus loin dans les contre-réformes, qu'il s'emploie à « *revoir les mécanismes d'indexation du Smic, donner plus de latitude aux partenaires sociaux dérogeant à la durée légale du travail dans l'entreprise, assouplir les règles du licenciement* ».

D'un côté, le gonflement sans limite des dépenses d'armement, de l'autre, le pillage des budgets publics pour financer la guerre sur quatre continents, le renflouement de la dette des Etats par la planche à billets européenne et l'accélération des « *réformes* » destructrices des droits de la classe ouvrière et de la démocratie pour trouver les « *gisements d'économies* » nécessaires à cette politique de destruction.

Guerre à l'extérieur, guerre à l'intérieur : une même politique des grandes puissances impérialistes au service des intérêts des multinationales et de la classe capitaliste.

Voilà pourquoi la classe ouvrière dans notre pays n'a d'autre choix que de combattre dans tous les aspects la politique de ce gouvernement de guerre et de s'opposer à toutes les interventions étrangères qui ne visent rien d'autre que la défense des intérêts des puissants, des exploités, et de leur appétit insatiable de profit et de pillage. Telle est la position du Parti ouvrier indépendant. Fin.

Lors de la manifestation parisienne du 15 novembre à laquelle participait le POI sur ses propres mots d'ordre, Daniel Gluckstein a pris la parole devant les travailleurs et les militants présents, et il a dit notamment ceci ;

- "Nous savons qu'il faudra bien, un peu plus tôt un peu plus tard, non pas réformer ce gouvernement, non pas l'infléchir à gauche, non pas lui demander de "rendre compte de son mandat", non pas amender les institutions, mais qu'il faudra bien, par la mobilisation de millions et de millions, bloquer ce gouvernement, imposer la rupture avec l'Union européenne et ses institutions réactionnaires. Et nous n'avons pas la prétention d'être ceux qui vont "guider" cette action. Nous avons seulement l'ambition d'y contribuer par notre action, par le dialogue fraternel avec les travailleurs et militants de toutes tendances."

A quoi peut donc servir un tel parti s'il ne sert pas à "guider" la classe ouvrière sur la voie qui la conduira à l'affrontement direct avec la bourgeoisie, s'il n'affiche pas la volonté de mener son combat politique dans la perspective de conquérir la majorité du mouvement ouvrier, de déloger ceux qui le contrôlent et qui l'ont pourri de l'intérieur, de conquérir la confiance de la majorité des masses et d'en prendre la direction pour les mener à la victoire ?

Les militants socialistes révolutionnaires revendiquent la direction du mouvement ouvrier, combattent pour atteindre cet objectif, car tout en combattant quotidiennement au côté des masses exploitées ils estiment incarner consciemment leurs intérêts fondamentaux et leur combat contre le capital, le but du combat du mouvement ouvrier qu'ils ont adopté et qui est d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle qui avait porté le prolétariat au pouvoir et dont notre combat est le prolongement, l'héritage du marxisme ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxismes dont s'inspire notre combat politique et notre programme, celui de la révolution socialisme mondiale.

Nous combattons pour prendre la direction du mouvement ouvrier et des masses laborieuses, nous combattons pour renverser le régime en place et prendre le pouvoir, nous combattons dans la perspective de constituer un gouvernement ouvrier révolutionnaire auquel nous participerons au côté des autres courants révolutionnaires du mouvement ouvrier acquis à la cause du socialisme, nous combattons pour l'instauration d'une République sociale qui reposera sur les institutions que les masses révolutionnaires auront fondées au cours du processus révolutionnaire, institutions dans lesquelles nous devons acquérir la majorité afin que leur politique soit orientée dans la bonne direction ou pour consolider le nouvel Etat ouvrier.

Sans ce parti, sans le rôle déterminant qu'il doit jouer à la fois au côté et à la tête des masses, comme organisateur et guide des masses, parce qu'il est l'expression consciente du processus inconscient qui est en train de se dérouler, jamais ce processus ne pourrait être mené à son terme et la défaite serait assurée.

Le parti concentre à la fois l'histoire passée, présente et à venir du mouvement ouvrier, de l'humanité toute entière. Son interprétation de l'évolution de la nature, de la civilisation humaine, de la société et du monde prend en compte la totalité des facteurs qui ont contribué à leur transformation depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours, ce qui permet d'en déterminer leur orientation dans un sens ou un autre selon que l'action des hommes sera consciente ou non, que les masses exploitées et opprimées prendront ou non leur destin entre leurs mains.

Or sans rassembler dans le même parti tous ceux qui parmi les différentes classes en ont pris conscience, il sera impossible de constituer un puissant pôle de regroupement destiné à organiser les éléments les plus conscients ou les plus déterminés du prolétariat qui serviront par la suite à entraîner, guider, encadrer les dizaines de millions de travailleurs qui le moment venu se soulèveront pour balayer le régime en place.

Ainsi le parti incarne et concentre le plus haut degré de conscience de la situation sociale et politique, il est donc dès lors parfaitement légitime qu'il affiche le rôle qu'il entend jouer au sein du mouvement ouvrier ou auprès des masses. Le parti est plus qu'un simple outil mis à la disposition des travailleurs pour mener leur lutte de classe ou les organiser. Il incarne leur devenir, le devenir de l'humanité toute entière à travers le socialisme qui n'est pas une doctrine ou uniquement une théorie, mais qui repose sur une analyse scientifique du système économique capitaliste qui ne peut mener qu'au chaos et à la barbarie ou à leur contraire dès lors qu'on le dépasse ou qu'on refonde la société sur la base de nouveaux rapports sociaux, ce qui nécessite encore une fois que les travailleurs fassent leur révolution ou s'emparent du pouvoir politique, et qu'ils disposent d'un parti qui incarne cet objectif et le socialisme pour y parvenir, c'est d'ailleurs les principales conclusions des travaux des marxistes que l'immense majorité des intellectuels qui font référence au marxisme occultent ou rejettent.

Le marxisme part du principe ou de la simple observation que ce sont les hommes qui font l'histoire, inconsciemment puisque les conditions dans laquelle elle se déroule leur échappent en partie ou dans ses développements. Cette formule que l'on a souvent eu l'occasion d'entendre est incomplète. Il faut ajouter que parmi les classes dominantes et les classes moyennes, nombreux sont leurs membres qui en ont conscience mais qui s'en servent uniquement pour accroître leur richesse ou leur pouvoir ou

pour préserver jalousement leur statut privilégié, au lieu de le mettre au service de la classe ouvrière et du socialisme.

Innombrables sont les intellectuels qui déclarent s'opposer au capitalisme, mais une infime minorité seulement franchissent le pas et se rangent sous la bannière du socialisme. Nous les appelons à franchir ce pas sans tarder, car il y a urgence à en finir avec le capitalisme qui a pris une tournure crapuleuse, mafieuse, des plus cynique, monstrueuse de nos jours. Sinon ils ne serviront à rien, comme ils n'ont pas pu empêcher le pire de se produire au cours du XXe siècle, et leurs analyses demeureront du niveau de la masturbation intellectuelle, ils n'auront même pas le bonheur de goûter à l'orgasme ou d'atteindre le nirvana qui est réservé à ceux qui sont libérés de toute contingence matérielle, ce qui ne semble pas être leur cas. Soulagez-vous des chaînes du capitalisme qui entravent votre esprit ou votre liberté de pensée, cessez d'être hypocrite ou de vous leurrer sur vous-même, vos manifestations d'impuissance sont une insulte à l'intelligence humaine, franchement vous valez mieux que cela. Un peu de courage ne vous ferait pas de mal, prenez exemple sur monsieur Al Khatib.

Infos Syrie-Irak

Syrie

- Syrie : le "*méa culpa*" de Moaz al Khatib - french.irib.ir

L'ex-chef de la colalition des opposants syriens a reconnu s'être trompé sur le compte du régime du président Assad ! " *Le régime du président syrien est un régime populaire qui combat les terroristes*", a affirmé Al Khatib dans un aveu sans précédent et qui pourrait lui coûter même sa vie.

Dans la foulée de sa visite de la semaine dernière à Moscou, Khatib s'est dit être pris pour cible de tentative d'assassinat. Selon le site turc ulusal, " *Maaz al Khatib a fait cet aveu sur sa page facebook : j'avoue que je me suis trompé d'avoir pensé que les pays occidentaux, arabes et la Turquie veulent aider la Syrie et son peuple. Le groupe des "Amis de la Syrie" réunit en réalité les ennemis de la Syrie. ces pays coopèrent avec les terroristes pour détruire la Syrie. Je suis arrivé à cette conclusion que le régime syrien combat réellement les terroristes. En pleine guerre, ce régime paie ses employés, assure l'électricité aux différentes régions. ce régime fait des choses bravant de nombreuses difficultés, choses qui font penser qu'il assure sa fonction d'Etat*". Moaz al Khatib est pressenti comme l'homme qui pourrait, suivant le plan russe, mener le dialogue avec Assad. french.irib.ir 20.11

Après les révélations sur les liens entre les Etats-Unis et l'Emirat islamique qui ont fait le tour du monde.

- En Irak et en Syrie, le groupe EI en perte de vitesse - Francetv info

Pour les experts, l'EI est encore capable de coups d'éclats, mais plus d'une grande offensive. « *Les jihadistes sont passés de l'attaque à la défense* », rapporte Etienne Leenhardt. Francetv info 20.11

- Syrie: Assad veut une " *coopération internationale* " contre l'EI - AFP

Le président syrien Bachar al-Assad a affirmé jeudi qu'une " *coopération internationale véritable et sincère* " était nécessaire pour vaincre le " *terrorisme* " d'organisations comme le groupe Etat islamique (EI), visé depuis plus de deux mois par une coalition dirigée par Washington.

" *La région traverse une période décisive* ", a dit M. Assad lors d'une rencontre avec des représentants du parti Baas qui domine la Syrie depuis un demi-siècle.

" *Le soutien de pays amis du peuple syrien, la prise de conscience par d'autres parties internationales du danger du terrorisme pour la stabilité régionale et mondiale et une coopération internationale véritable et sincère face à ce dangereux fléau seront déterminants*" durant cette période, a ajouté le président syrien selon des déclarations reprises par l'agence officielle Sana. AFP 20.11

De quoi déclencher une nouvelle crise d'hystérie de l'AFP.

- Dans le jargon du régime (Un Etat indépendant et souverain, une République laïque, un président élu démocratiquement selon les critères occidentaux. - ndlr), les pays "*amis*" (Les seuls amis de l'AFP ne peuvent être que les puissances occidentales et leurs alliés dans la région qui combattent Assad. - ndlr) sont une référence à ses alliés, notamment la Russie, la Chine et l'Iran. Le pouvoir désigne par "*terroristes*" les rebelles qui luttent depuis près de quatre ans pour le renverser ainsi que les groupes jihadistes influents comme l'EI. (Effectivement, indistinctement puisqu'ils passent d'un groupe ou d'un mouvement à l'autre ainsi que leurs armes. Il n'y a jamais eu de rebelles armés en Syrie en dehors des factions de la bourgeoisie armées par l'Occident flanquées de quelques dizaines de milliers de travailleurs qu'ils ont manipulés, mais une opposition composée de membres du mouvement ouvrier. - ndlr)

"Les groupes terroristes, l'EI à leur tête, ne sont pas venus du néant mais des politiques erronées et agressives de ceux qui ont lancé la guerre contre la Syrie", a souligné M. Assad.

Il faisait référence aux pays soutenant l'opposition en exil (Emanation ou recruté par le MI6. -ndlr) et la rébellion, notamment les Etats-Unis, la France, l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar. (L'AFP a "oublié" Israël. - ndlr) AFP 20.11

Irak

- Irak : l'aveu époustoufflant de Petraeus - french.irib.ir

On connaît bien cet ex chef de la CIA et général quatre étoiles, pour sa contribution effrénée au projet du grand Moyen-Orient. Et ce sont, justement, ces mêmes caractéristiques, qui font de son aveu quelque chose d'unique, dans son genre . "Epaulée par les miliciens chiites et sunnites, l'armée irakienne a repoussé les Daeshistes", a déclaré, David Petraeus, ancien chef de la CIA.

L'ancien chef de l'Agence Centrale de du renseignement, (CIA), David Petraeus, a confirmé les avancées réalisées par l'armée irakienne, épaulée par les miliciens chiites et sunnites, face à Daesh; mais de sa bouche, cet aveu est un aveu d'impuissance. Il laisse entendre que les Etats Unis n'ont joué aucun rôle digne de ce nom, dans la lutte contre Daesh, que la guerre de Daesh est loin d'être une guerre entre Chiites et Sunnites, et que l'Irak n'a nullement besoin d'être secouru par une armée étrangère pour relever les défis sécuritaires auxquels il est confronté, en raison justement des ingérences US. french.irib. ir 20.11

Effectivement c'est bien de relever que c'est Petraeus qui le dit, c'est un argument qu'on peut utiliser...

ACTUALITE EN TITRES

La Chine étend son pouvoir

- La Nouvelle-Zélande poursuit sa noce avec la Chine - Liberation.fr
- Le Nigeria et la Chine signent un mégacontrat de ligne ferroviaire - AFP

Du coup.

- La Chine accusée d'alimenter les tensions avec les Etats-Unis AFP

Intox

- Le scénario secret des Pays-Bas pour sortir de l'euro - L'obs
- Dépôt de la résolution socialiste sur la Palestine - Reuters
- Hépatite C: un traitement innovant sera vendu moins cher en France - AFP
- Sovaldi: pourquoi le remède à l'hépatite C peut coûter 705 euros en Inde et 41.000 euros en France - huffingtonpost.fr

Leur justice.

- La justice refuse à Fillon l'accès à l'intégralité de l'enregistrement Jouyet - AFP
- La Suède rejette une demande en appel de Julian Assange - Reuters
- Amiante en Italie: 3.000 morts, mais pas de coupable - AFP

Pas d'argent : Sauf pour la guerre !

- L'armée française commande 12 avions ravitailleurs MRTT d'Airbus pour 3 milliards d'euros - AFP

- Los Angeles: les voitures ultra-luxueuses à la fête au salon de l'automobile - AFP

Ripoux.

- Matches truqués : le principal actionnaire de Nîmes avoue - Francetv info

- Un ministre proche de Hollande perquisitionné par la police judiciaire - LePoint.fr

La teigne est contagieuse au gouvernement

- Cazeneuve accuse Rugby de n'avoir que «*la haine et l'insulte à la commissure des lèvres*» - Liberation.fr

- Régions: les écologistes s'acheminent vers un vote contre le projet de loi - AFP

Résistance passive

- Des chômeuses portent plainte pour "escroquerie" et "travail dissimulé" après un stage chez Leclerc - Francetv info

- Manifestation de salariés de Gaultier contre un plan social - AFP

- 500 instits et parents ont manifesté à Saint-Denis - LeParisien.fr

- Les avocats mobilisés dans plusieurs villes contre le projet Macron - AFP

- Mexico: affrontements à une manifestation pour les 43 étudiants disparus - AFP

Guerre psychologique. Déstabilisation. Culpabilisation

Vous êtes des mauvais enfants, des mauvais élèves, des mauvais parents, des mauvais époux, des mauvais amants, des hommes mauvais, des femmes épouvantables... On laissera de côté ici les jeunes, les chômeurs, les vieux, les retraités, les pauvres, les clochards, les mendiants, les immigrés, bref, les profiteurs, les fraudeurs, les fainéants, les nantis en tous genres.

Car sans rire, ceux qui nous gouvernent seraient des modèles à suivre dans tous les domaines, des vertus de principes, de sincérité, d'honnêteté, de courage, de morale.

- Pour faire redoubler un élève, il faut désormais l'accord des parents - L'Express.fr

Nous sommes farouchement contre. Comment mieux culpabiliser les parents s'ils prennent une mauvaise décision ? Pire, comment les dresser contre leurs enfants s'ils ne partagent pas l'avis de leurs professeurs ? A l'étape suivante ils demanderont aux élèves de décider eux-mêmes.

Soit un élève a atteint la moyenne dans les matières principales ou à la limite il a progressé tout au long de l'année scolaire suite aux efforts qu'il a accomplis et il ne lui manquait qu'un point ou deux pour l'atteindre et il doit passer dans la classe supérieure, soit il a des résultats trop médiocres dans les matières principales et il doit redoubler.

Quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry, j'ai assisté à un conseil de classe (6e) réunissant tous les professeurs avec le proviseur-adjoint, et je me suis exprimé de la sorte.

Un élève très faible en début d'année avait progressé chaque trimestre, et lors du dernier trimestre il ne lui manquait qu'un point pour avoir la moyenne, la majorité des profs voulaient qu'il redouble, j'étais contre, j'ai expliqué que j'avais soutenu ce gosse toute l'année et qu'il s'attendait à passer en 5e, qu'il avait fourni tous ces efforts dans cet objectif et que si maintenant on le sanctionnait on allait le briser. Je m'étais entretenu avec lui avant cette réunion et il était résolu à tout sacrifier pour ne pas décrocher, j'en ai fait part aux autres professeurs qui ont finalement décidé qu'il pouvait passer en 5e.

Quand j'ai annoncé la nouvelle à ce gamin, il avait les larmes aux yeux de bonheur, je lui ai alors rappelé les conditions que je lui avais soumises et qu'il avait acceptées, en lui précisant que ce n'était pas un cadeau qu'on lui faisait là, car si par malheur il ne les respectait pas sa scolarité serait foutue, il m'a assuré qu'il continuerait à bosser d'arrache-pied jusqu'au bac, je lui ai souhaité bon courage et bonne chance ; le pauvre gamin vivait seul avec sa grand-mère analphabète, cela n'aide pas franchement.

- Violences conjugales : les appels d'urgence en hausse de 28% - LeFigaro.fr

Cela doit être les hommes dorénavant qui se manifestent !

- Une femme sur trois a été victime de violences conjugales - LeMonde.fr

Selon l'OMS, les efforts déployés par les Etats pour lutter contre les violences faites aux femmes sont insuffisants. LeMonde.fr 20.11

Et les violentes faites aux hommes et aux femmes par l'Etat, quand est-ce qu'on les traite ? C'est à nous de nous en charger. S'ils tiennent à leur tête, qu'ils sachent que l'affaire est déjà tranchée ! (La vidéo suivra plus tard...)

- L'inceste reste un «*Fléau de l'ombre*», faute de prévention suffisante - Liberation.fr

A les entendre ce serait si répandu qu'on serait tous concernés, tous responsables entendez par là. Mais eux et leur société, quand est-ce qu'ils le sont ? Jamais voyons, elle est si merveilleuse et ils sont si vertueux nos va-t-en-guerre.

Voilà ce qu'ils ont fait de la société.

- Plus de 2,1 milliards d'obèses dans le monde - LePoint.fr

La paix sociale pèse lourd ! C'est vraiment un handicap !

[Leur monde ignoble.](#)

- "*Un oeil sur la planète*" : l'ambiguïté de la lutte contre le terrorisme islamiste - Francetv info

- Ukraine : près de mille morts depuis la trêve, selon l'ONU - Francetv info

- Un accord avec l'Iran est encore loin, estiment Fabius et Kerry - Reuters

- En Israël, le maire d'Ashkelon bannit les ouvriers arabes des écoles - LeFigaro.fr

- Quatre cents sorties pour préserver l'espace aérien de l'Otan - Reuters

- La Chine accusée d'alimenter les tensions avec les Etats-Unis - AFP

- Nigeria : 45 morts dans une attaque attribuée à Boko Haram dans le Nord-Est - Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox. Banksters : No limit !

- Justice européenne: l'UE a le droit de limiter les bonus des banquiers - AFP

L'avocat général Niilo Jääskinen de la Cour de justice de l'UE reconnaît que "*la détermination des divers éléments constitutifs de la rémunération d'un travailleur demeure incontestablement du ressort des Etats membres*". Toutefois, explique-t-il, "*la fixation d'un ratio de rémunération variable par rapport aux salaires de base n'équivaut pas à un " plafonnement des primes des banquiers ni à la fixation du niveau de rémunération, car aucune limite n'est imposée aux salaires de base auxquels les primes sont rattachées*".

Le gouvernement britannique a relevé que l'avocat général jugeait que la fixation d'un ratio n'équivalait pas à plafonner le revenu des banquiers. "*C'est exactement pour cela que nous (le gouvernement), l'Autorité de régulation et la Banque d'Angleterre sommes opposés à cette mesure*", a dit un porte-parole du Trésor britannique.

Le nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a retiré le sujet du plafonnement des bonus des banquiers du portefeuille du commissaire chargé des Services financiers. Le Français Michel Barnier, qui occupait ce poste lorsque la directive a été adoptée, a été remplacé par le Britannique Jonathan Hill. AFP 20.11

Régime policier. Un sondage trafiqué. Et comment ils entretiennent la psychose collective.

- Près de la moitié des Français ont peur dans les transports publics - LeFigaro.fr

C'est un truc qui n'existe pas ici, en Inde, qui n'existe que dans les puissances occidentales ou en Europe, à croire que c'est là qu'on trouve les sociétés les plus décomposées, des modèles de démocratie paraît-il.

«*Il faut prendre ces chiffres avec beaucoup de délicatesse*», prévient Fabrice Michel, porte-parole de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), en expliquant que cet indicateur reste très subjectif.

Et pour cause !

Un internaute : "*La moitié des Français ! Comme la moitié des français ne prend jamais les transports en commun , ça fait en fait, un quart seulement des Français.*"

Et voyez qui est le commanditaire de ce sondage et le pourcentage qui suit, éloquent.

- Les Français se sentent-ils en sécurité dans les transports en commun? Pour la moitié des voyageurs qui les empruntent, la réponse est non, selon un «*sondage OpinionWay - Axis Communications*» (qui fabrique notamment des systèmes de vidéosurveillance).

90% des Français se montrent favorables à l'augmentation de la vidéosurveillance dans les transports en commun.

Vraiment ?

Un paradoxe qu'avait souligné une enquête menée par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France et publiée en 2012. «*Le sentiment d'insécurité est souvent déconnectée de la réalité*», soulignaient ses auteurs. Si 45,5% des personnes interrogées déclaraient «*avoir eu peur, au moins de temps en temps, d'être agressés ou volés dans les transports en commun*», seuls 3,4 % des sondés avaient «*été victimes de vols ou d'agressions au cours des trois dernières années*».

Les plus faibles sont mis à contribution...

Ce sentiment d'insécurité est particulièrement ressenti chez les jeunes et les femmes.

... pour justifier un régime policier.

89% des utilisateurs de transports en commun se sentent rassurés lorsque la police est présente dans les transports,

86% le sont en présence de vigiles

81% le sont en présence de contrôleurs et d'agents d'accueil.

Une "légende" affligeante. Escroquerie politique.

- Mélenchon, Laurent et Filoche au rendez-vous des « *socialistes affligés* » - lemonde.fr 20.11

Le thème : Au chevet du PS.

- « *Sans changement de cap d'ici deux ou trois ans, il y a un gros risque que la gauche soit en très mauvais état. En 2015, le PS va faire des scores qui le rapprochent du Pasok [parti socialiste grec], et il pourrait disparaître d'ici 2017* », s'inquiète Liêm Hoang Ngoc.

Vous pouvez compter sur les vendus qui ont permis depuis juin 2012 à tous les textes du gouvernement d'être adoptés à l'Assemblée nationale.

- Gérard Filoche : "*Ceux qui pensent que la question du PS est réglée ont tort, c'est là que ça va se passer* », prévient-il, évoquant le congrès à venir du parti en juin 2015, durant lequel les frondeurs vont tenter de peser de tout leur poids.

S'il savait comme les travailleurs s'en foutent. Sans rire, retenez-vous quelques instants vous allez avoir l'occasion de vous lâcher

Qu'est-ce qui peut sauver ce qu'il appelle la gauche, pas les "fraudeurs", aucun des participants n'y croient vraiment, alors qui? Mais les écologistes voyons ! Elle est bien bonne celle-là, n'est-ce pas ? On a bien à faire à des charlatans, non ? Attention, professionnels.

- On préfère miser sur une alliance avec Europe Ecologie-les Verts (EELV). Manque de chance : Eva Joly, seule personnalité écologiste de poids susceptible d'être présente ce soir-là, est en mission pour l'ONU en Afghanistan.

En "mission pour l'ONU", c'est mieux encore ! Ce sont bien des agents du régime.

A ce propos le M'PEP a publié un tract le 15 novembre appelant à sortir de "l'UE, l'euro, l'OTAN, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale", mais pas de l'ONU (avec ses nombreuses agences) qu'ils estiment pouvoir jouer un rôle progressiste auprès des peuples, alors que c'est uniquement un instrument de l'impérialisme américain pour conserver son hégémonie et soumettre tous les peuples à sa botte, mission dévolue à l'ONU et qu'elle remplit très bien, dans le cas contraire elle ne sert strictement à rien.

Pour justifier sa soumission à l'ONU ou à l'ordre établi capitaliste, le M'PEP se fait nostalgique des "Trente Glorieuses" car cette période aurait été "la plus longue période de l'histoire du capitalisme à ne pas avoir connu de crise économique", ce qu'ils ne disent pas : sur fond de liquidation du mouvement révolutionnaire par les stalinien qui pactiseront avec de Gaulle et accepteront le plan Marshall contrairement à la légende répandue, le PCF ainsi que la CGT condamneront les grèves, car selon Maurice Thorez la priorité était de "gagner la bataille de la production", mot d'ordre partagé par le patronat, dans le cadre d'un marchandage avec l'impérialisme américain la France obtiendra l'annulation d'une partie des dettes de guerre françaises, plus largement ce sont les Américains qui financeront le redémarrage de l'économie française, cette période d'expansion économique relative coïncidera avec la reconstruction du tissu industriel et des infrastructures détruits au cours de la guerre, sans oublier l'exploitation des colonies et ex-colonies, etc. Bref, si on suivait le raisonnement du M'PEP on devrait peut-être adopter l'économie américaine, mais là encore le "miracle" économique n'a pas duré, pire encore, durant cette période les capitalistes ont accumulé une gigantesque masse de profits ou capitaux précipitant une nouvelle crise du capitalisme dès le milieu des années 60, en 1966 avec la crise américaine du crédit, réduisant à deux décennies cette période sans crise, sans parler de toutes les guerres qui ont émaillé cette période et alimenté ou nourri l'économie, guerre de Corée, d'Algérie et d'Indochine, crise du canal de Suez, etc.

Sur le plan social et politique, les "Trente Glorieuses" furent l'antithèse du combat pour changer la société, un modèle d'adaptation au capitalisme souhaité par la classe dominante, qui consacra la mise au travail des femmes au lieu de lutter pour des salaires décents pour tous qui se serait traduit par l'augmentation des salaires des hommes (et des femmes selon le principe : à travail égal, salaire égal.) majoritairement au travail et aurait permis aux femmes de disposer de temps libre pour s'occuper de leur ménage et leurs enfants, mais aussi pour s'épanouir, se livrer à des activités culturelles, artistiques ou sportives ou de toutes autres natures ; la société de consommation ; la collaboration de classe avec la politique contractuelle et la participation, la création des comités d'entreprises, sans oublier la création du plus puissant outil de propagande du régime : la télévision entièrement contrôlée par l'Etat... La lutte des classes devait servir principalement à acheter la paix sociale et à assurer la stabilité du régime, au lieu d'être orientée vers le socialisme ou de préparer les conditions qui permettraient au mouvement ouvrier d'être armé théoriquement et politiquement lorsque la crise du capitalisme éclaterait ou les capitalistes passeraient à l'offensive pour s'attaquer à tous nos droits sociaux et politiques, de manière à pouvoir l'affronter dans les meilleures conditions possibles, vous connaissez la suite puisque vous êtes en train de la vivre.

Autant dire qu'on n'a rien à regretter, sauf d'avoir été berné par les dirigeants du mouvement ouvrier dont certains aujourd'hui encore vantent cette époque.

Revenons à nos larrons.

En réalité ils n'avaient qu'une seule chose en tête : Les élections qui doivent avoir lieu en 2015 et des combines pourries d'appareils. Ils le disent eux-mêmes, il suffit de lire :

- Selon Mélenchon, le Front de gauche et EELV vont dans un premier temps nouer des alliances au cas par cas aux départementales de mars 2015. « Et aux régionales, on fait un accord national. On peut terminer devant le PS dans trois quarts des régions... Bon, allez, la moitié. »

Nulle part parce qu'ils sont nuls ! Attendez, un dernier épisode pour que la supercherie soit complète. Retour au PS.

- Selon Mélenchon, les bases seraient posées pour une refondation de la gauche sur le modèle d'Epinay, quand François Mitterrand unifia différentes chapelles en 1971. Si tel devait être le cas, la réunion du bout de l'impasse à Saint-Germain-des-Prés viendrait nourrir la légende. lemonde.fr 20.11

A tomber à la renverse !

Nourriture avariée, recette obsolète qui a fait son temps et pour cause. Au fait, Laurent, il en pense quoi d'Epinais dont la cible était le PCF ? Rien, il s'en fout. Mais on comprend la démarche de Mélenchon.

A l'époque il militera à l'OCI, il était soi-disant trotskiste, et nos braves trotskistes qui frayaient avec les dirigeants du PS n'eurent plus qu'un objectif, porter Mitterrand au pouvoir au point d'appeler à voter pour lui dès le premier tour de la présidentielle en 1981, sombrant dans l'opportunisme. On en restera là en guise d'"*imminence de la révolution*" qui leur servit de prétexte pour justifier leur ligne politique...

Le NPA et le POI ayant manifesté le 15 novembre dernier au côté du Front de gauche, Mélenchon se voit peut-être déjà renouveler l'opération de 1981 à son profit en tant que candidat à la présidentielle en 2017, mais là je crois qu'il rêve tout éveillé notre illusionniste. Quel mégalomane, il ne s'arrange pas !

Mitterrand le grand bourgeois et le courant qu'il incarnait n'avaient jamais eu l'intention de rompre avec le capitalisme et la Ve République. Que Mélenchon revendique l'acquis du Congrès d'Epinais témoigne si nécessaire qu'il n'a jamais rompu avec le PS et son idéologie qui est étrangère au socialisme.

"Le vrai progrès", la "modernisation", la "réforme" : C'est la régression sociale sans fin.

- Emmanuel Macron rouvre le débat sur 35 heures - Francetv info

Le nouveau ministre de l'Economie a effectué une nouvelle charge contre les 35 heures, jeudi 20 novembre. Il a souhaité mettre en place plus de souplesse devant une commission d'enquête de l'Assemblée nationale. "*Le cadre légal des 35 heures n'est pas suffisant, car les salariés comme les entreprises ont besoin de plus de souplesse. Finalement, qui serions-nous pour pouvoir refuser à quelqu'un qui souhaite, qui a besoin de travailler plus, que c'est impossible ?*", a lancé Emmanuel Macron.

Quand on sait que des millions de salariés travaillent plus que 35 heures par semaine, on est obligé de se dire qu'ils ont forcément une autre idée derrière la tête : augmenter la durée du travail sans augmenter les salaires par exemple. Ou encore laisser la liberté aux patrons d'individualiser la durée du travail dans chaque entreprise, pire encore, dechaque poste de travail.

- Macron pour des accords sur le temps travail et améliorer l'ANI - Reuters

Emmanuel Macron a invité jeudi les partenaires sociaux à améliorer l'accord national interprofessionnel (ANI) de 2013 et s'est prononcé pour que le temps de travail puisse être modulé par des accords majoritaires dans l'entreprise ou la branche.

Seuls six accords de maintien de l'emploi liés à l'ANI ont été signés dans les entreprises, a-t-il souligné devant une commission de l'Assemblée nationale, ce qui prouve selon lui que l'on a bridé un bon outil "*en voulant trop bien faire*". (Les syndiqués préfèrent l'anisette, mais l'alcool est interdit dans les entreprises, pas de bol monsieur le banquier, dans son milieu on ne doit pas en boire. Entre nous, moi non plus mais par pour les mêmes raisons. - ndlr)

"*J'espère que dans les prochains mois, les partenaires sociaux, puis le législateur, pourront prendre en compte des aménagements de l'accord de 2013 parce que l'expérience montre, après un peu plus d'un an, qu'il est sans doute trop restrictif*", a-t-il dit. (Ne comptez pas trop sur les syndiqués. - ndlr)

Emmanuel Macron a critiqué la limitation à deux ans de la durée de ces accords qui visent à éviter les licenciements dans les entreprises en difficulté. Et il a estimé que l'obligation pour une entreprise de passer devant un juge pour suspendre un tel accord et procéder à des licenciements provoquait un rejet.

"*Beaucoup de patrons disent : 'si c'est ça, je préfère ne même pas négocier d'accord'*", a-t-il dit. "*A vouloir trop bien faire, on a créé des contraintes qui ont un peu stérilisé l'instrument.*" (Ah ben si ce sont des patrons qui le disent ! Il est leur porte-parole. - ndlr)

Pour réformer le marché du travail, "*le pari que nous devons faire, c'est de mieux faire fonctionner notre démocratie sociale*", a-t-il ajouté. "*C'est ainsi que l'on pourra progressivement rendre la loi plus intelligente.*"

C'est le cas pour le temps de travail, a-t-il dit, en défendant la loi fixant sa durée hebdomadaire à 35 heures.

"*Je suis pour garder le cadre de la loi et aménager une place à l'accord majoritaire*", a-t-il déclaré, jugeant que "*le cadre légal des 35 heures n'est pas suffisant car les salariés comme les entreprises ont besoin de plus de souplesse*".

"*Le vrai progrès, c'est de donner à chacun la possibilité de choisir, dans un cadre organisé et sécurisé par l'Etat et par les partenaires sociaux*", a-t-il poursuivi. "*Ces accords, qu'ils soient de branche ou d'entreprise, peuvent fournir des cadres plus adaptés*

à la négociation du temps de travail et ils ne sont pas pour autant synonymes de remise en cause des 35 heures." (Soit la négociation du temps de travail n'a pas pour objet de remettre en cause les 35 heures et alors il ne sert à rien de l'évoquer, soit ce n'est pas le cas et cela signifie que les 35 heures seront remis en cause. Le "vrai progrès", c'est le temps de travail et le salaire à la carte selon le bon vouloir du patron de droit divin, on a compris. Pour un peu, en poussant à fond sa logique, cela revient à rétablir le salaire à la tâche. - ndlr)

C'est précisément l'un des enjeux de la difficile négociation entre les partenaires sociaux sur la modernisation du dialogue social dans l'entreprise, qui reprend vendredi.

Le Medef propose que l'agenda social des sociétés de 50 salariés et plus, c'est-à-dire les thèmes de négociation et leur périodicité, puisse être défini par un accord d'entreprise ou de branche. A défaut d'accord, l'organisation patronale propose un socle minimal de règles.

Ces négociations, précise le Medef dans ses propositions, pourront notamment porter sur les salaires, la durée du travail, la gestion prévisionnelle des emplois et la prévention des conséquences de mutations économiques.

Pour Emmanuel Macron, la flexibilité du temps de travail bénéficierait surtout aux PME.

Les syndicats se sont, pour leur part, jusqu'ici montrés hostiles à une inversion de la hiérarchie des normes, qui donnerait la prééminence aux accords d'entreprise et de branche. Reuters 20.11

On aura retenu qu'il préconise à la suite du Medef de livrer une guerre de classe "préventive" contre les travailleurs. Autrement dit ils livrent une guerre de classe permanente qui mérite bien une révolution permanente jusqu'à leur expropriation. Dommage qu'on ne puisse pas en faire autant, les neutraliser avant qu'ils nuisent à la société.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 novembre 2014

CAUSERIE

Le bonjour à nos nombreux lecteurs aux quatre coins du monde, on ne peut citer tous les villes où vous vous trouvez, on a laissé de côté les villes les plus connues à quelques exceptions près :

- A Anchorage, Bloomington, Abilene, aux Etats-Unis, Winnipeg, London au Canada, à Puerto Varas au Chili, à Lomas de Zamora en Argentine, à Tegucigalpa au Honduras, à Baku en Azerbaïdjan, à Tbilis en Georgie, à Barquisimeto au Venezuela, à Port Au Prince en Haïti à Funchal au Portugal, à Port Louis à l'île Maurice, à Kozhikode en Inde, à Adis Abeba en Ethiopie, à Meknes au Maroc, à Setif en Algérie, à Krasnoyarsk, Neftekamsk, Novosibirsk en Russie, à Guangzhou en Chine, à Chiba au Japon, à Jakarta en Indonésie, à Tirgu Jiu en Roumanie, à Kielce en Pologne, à St Gallen en Suisse, à Malmo en Suède, à Tallin en Estonie, à Oulu en Finlande...

Un portail et un courant politique, un animateur et militant qui n'a aucun intérêt à vous raconter des histoires ou à vous cacher quoi que ce soit, et s'il nous arrive de nous tromper, c'est involontaire ou par ignorance, quand on s'en aperçoit on le reconnaît et on rectifie.

Quand je m'exprime plus que d'ordinaire, c'est parce que mon isolement me pèse davantage. En dehors de ma compagne Selvi, sa famille et les Indiens qu'il m'arrive de croiser en faisant des courses, je ne parle à personne et je n'ai plus aucune correspondance avec la France en dehors de ma vieille mère à qui je téléphone une fois par mois ou ma soeur à qui je donne de mes nouvelles.

Selvi trouve nos relations étranges, celles qui existent en France ou que j'ai avec ma famille. Elle apprécie ma présence et de vivre avec moi, et ne comprend pas leur comportement à mon égard. Je lui ai tout raconté jusque dans les moindres détails, y compris évidemment les passages qui n'étaient pas à mon avantage. Je lui ai dit, tu vois Selvi, je suis un sale type, un mauvais fils, un mauvais époux et un mauvais père, tu devrais te méfier, peut-être que toi aussi tu me sortiras cela un jour, qui sait, tu sais, par rapport à ce que je t'ai raconté qui couvre plus de 40 ans de ma vie, je n'ai jamais changé.

Mes parents, particulièrement mon père me battait pratiquement tous les jours et cela a duré jusqu'à mon adolescence, moins par la suite, par contre il a rarement gifflé ma soeur Catherine et jamais Solange. Or dès très jeune j'ai toujours aidé mes parents, je mettais la table et j'aidais ma mère chaque fois que c'était possible, je lavais la voiture de mon père ou je nettoyait le petit jardin... Catherine jamais. Je n'avais pas plus de mauvaises notes que ma soeur à l'école, mais c'était toujours moi qui était battu

et qu'ils rejeteront.

Avec ma première épouse, j'ai eu un comportement exemplaire et j'ai enduré pendant 10 ans ce que 99% des hommes n'auraient jamais supporté. Ma seconde épouse m'a trompé avant même que je ne la rencontre sur son état de santé et ses réelles intentions, bien qu'il était facile de deviner ces dernières, quitter l'Inde à n'importe quel prix.

La première m'a quitté dès qu'elle eut donné naissance à notre fille, en réalité on resta ensemble pendant encore 7 ans mais nos relations s'étaient brisées ce jour-là et ne seraient plus jamais comme avant, en deux mots n'étant plus utile et devenu encombrant je devais disparaître, contre cela il n'y a rien à faire. La seconde décida un jour de partir vivre en France à mon insu, alors que nous étions installés en Inde depuis plus de 10 ans, et voulut m'obliger à la rejoindre, ce que je refuserai, nos voies divergeant, notre histoire devait s'arrêter là. Dans les deux cas je devais faire les frais de considérations qui étaient extérieures à nos relations ou qui m'étaient étrangères, purement individuelles, mais dont on ne manqua pas de m'impliquer la responsabilité.

Si j'ai été traumatisé par la première expérience parce qu'elle avait été une véritable relation amoureuse, la seconde m'a laissé indifférent dans la mesure où il s'agissait d'un mariage arrangé entre deux inconnus, une sorte de suicide sentimental qui devait mal se finir. Comme quoi on peut commettre de grave erreur dans la vie, il faut dire qu'à cette époque je ne militais plus depuis des années et que j'étais paumé. Ma seconde épouse, qui a acquis la nationalité française et qui a de quoi vivre s'en tire très bien, elle a eu ce qu'elle voulait en somme, et si elle n'entame pas une procédure de divorce en France, elle n'aura qu'à dire que son époux est mort, les gens la plaindront, elle adore cela, en use et en abuse même, cela me laisse totalement indifférent.

Quand je l'avais rencontrée ainsi que sa famille la première fois en août 1989, je leur avais bien précisé que j'avais l'intention de venir m'installer en Inde par la suite, ce que j'ai fait effectivement, donc je n'ai absolument rien à me reprocher de ce côté-là. Quant à ma première épouse, dès lors qu'elle avait décidé d'élever seule l'enfant qu'elle avait mis au monde et qu'un compagnon et un père était inutile et embarrassant, influencée par des collègues de travail qui avaient déjà adopté ce mode de vie, il était impossible de la convaincre du contraire puisque je ne faisais plus partie de son histoire, j'étais devenu un intrus dans sa vie, une verrue à extirper au plus vite ou une sangsue parce que j'ai essayé de résister, en vain.

J'ai raconté tout cela à Selvi qui a parfaitement compris. Elle est peut-être profondément arriérée, plus encore que ma seconde épouse, elle a beaucoup de mal à réfléchir ou à se concentrer sur quelque chose, cela lui demande du temps, beaucoup de temps, mais cela présente un avantage, comme elle est spontanée, naturelle, insouciante ou inconsciente de bien des choses, elle livre ce qu'elle ressent vraiment. Et c'est très intéressant, car on peut s'apercevoir que dès lors qu'on y met beaucoup de patience et qu'on mobilise la totalité de nos capacités intellectuelles, qu'elle peut parfaitement comprendre une situation parfois complexe, et surtout spontanément sa version de nos rapports et ce qu'elle pense de mon comportement correspond fidèlement à ce qu'ils sont réellement, au delà de ce que j'ai pu imaginer, jusqu'à mettre en évidence certains aspects auxquels je n'avais pas pensé, à l'arrivée elle m'en apprend sur moi-même, ce que je trouve formidable. Elle décrit certains aspects de ma personnalité ou de mon caractère sur lesquels je n'ai pas spécialement envie de m'attarder généralement mais qui ont de l'importance pour elle, ce que j'ignorais, du coup je me corrige pour qu'on ait encore de meilleures relations dans le futur. Ma seconde épouse avait eu tendance à développer la même spontanéité à mon égard sans que je l'écoute car je la savais très hypocrite et un peu trop intéressée, elle en aurait profité pour accroître son emprise sur moi, ce que je ne souhaitais pas. Avec Selvi je n'ai aucune inquiétude à avoir parce que nos relations ont débuté sur des bases plus saines, nous nous sommes tout dit préalablement et nous avons une attirance mutuelle l'un pour l'autre, la part d'inconscience qui existe dans nos rapports est pour ainsi dire nulle, donc sans rique.

Avec une intellectuelle, ce genre de rapports est quasiment impossible à avoir, inenvisageable, car elle sera incapable d'être spontanée jusqu'au bout ou de le rester au delà d'une déclaration d'amour enflammée qui sera marqué du sceau de l'inconscience, une (ou un) intellectuelle se leurrant facilement sur ce qu'elle est vraiment, sur tout en général, son interprétation de la réalité est constamment faussée par l'idée qu'elle veut en avoir qui demeure inconscient, qui se rapporte à sa condition dont font partie sa personnalité, son fonctionnement psychologique ou son mental, ses expériences passées, son mode de vie et de pensée, son statut social, notamment.

Un chercheur ou un scientifique qui souhaite étudier la nature ou un phénomène quelconque, se comporte au départ comme un enfant insouciant qui observe attentivement ce qu'il a sous les yeux, ensuite il procède à des relevés qui lui seront utiles pour ses travaux, par la suite seulement il se servira de son expérience passé et de ses connaissances acquises pour les mener à bien et en tirer des conclusions ou des enseignements, il ne procédera pas à l'envers, auquel cas il ne parviendrait à rien.

On peut se détourner du matérialisme dialectique où rejeter la nécessité d'acquérir une méthode scientifique pour analyser ou interpréter tout ce qui nous tombe sous la main ou les yeux, toutes nos expériences, mais dans ce cas-là il ne faut pas s'étonner de ce qui nous arrive dans la vie et de demeurer toujours aussi ignorant. Tous les jours à travers les tas d'articles que nous publions on peut le constater, cela en est même terriblement choquant, indécent parfois, on se demande même si leurs auteurs ne le font pas exprès tant ils sont pathétiques.

Hier soir j'ai lu un excellent article que se terminait hélas par une référence à Kissinger, le pilier du groupe Bilderberg depuis 50 ans, la tête pensante du néolibéralisme, à lui tout seul il est Milton Friedman, Ronald Reagan et Pinochet, comme si l'auteur en quête de légitimité n'avait rien trouvé de mieux, alors que dans son article il écharpait la politique américaine. Je me suis demandé

comment on pouvait faire preuve d'un tel aveuglement, c'est fou en réalité.

Osez changer la société !

- "Osez le féminisme!" veut inscrire le féminicide dans le code pénal - AFP

"Osez le féminisme!" entend aussi faire évoluer les mentalités, car "l'impunité des agresseurs" est directement liée au sexisme présent dans la société, estiment ses responsables. AFP 21.11

Question : Est-il possible de répertorier toutes les agressions qui se produisent ? Est-il d'identifier tous les agresseurs ? La réponse est non à ces deux questions, alors il faut considérer que l'ensemble de la société en porte la responsabilité, puisqu'elle est incapable de les prévenir et plus encore d'y mettre un terme.

Cette culpabilité collective est insupportable et particulièrement abjecte, car elle fait de chacun d'entre nous les complices des atteintes portées à l'intégrité des femmes, alors que nous n'avons aucun pouvoir sur le cours de la société, puisque nous ne possédons aucun pouvoir ou que nos droits politiques sont inexistantes ou systématiquement spoliés.

En reconnaissant que le "sexisme (est) présent dans la société", ils admettent que c'est la société telle qu'elle existe qui l'a secrété. Maintenant les rapports qu'exprime le "sexisme" ne sont pas tombés du ciel, ils sont le reflet ou la reproduction de rapports de domination qui existent à l'origine dans la société, plus précisément au sein du mode de production capitaliste, au sein des rapports sociaux de production entre dominants et dominés, rapports de nature discriminatoires et injustes, basés sur des inégalités entre les classes, entre ceux qui possèdent les moyens de production ou le pouvoir, et ceux qui ne possèdent que leur force de travail qu'ils vendent pour survivre.

Ces rapports traduisent un rapport de forces entre oppresseurs et opprimés. Ces rapports sont favorables à la minorité, la classe dominante qui concentre tous les pouvoirs, alors que l'immense majorité de la population appartient à la classe dominée et n'en détient aucun.

Ainsi la violation permanente du droit politique de la majorité, de la démocratie qui est confisquée par la minorité d'exploiteurs et d'opresseurs, sert uniquement à justifier ces rapports et à les perpétuer, elle constitue même la base de leur légitimité. Il ne faut pas chercher ailleurs une autre explication ou origine à l'ensemble des rapports sociaux qui miment ou reproduisent à chaque niveau de la société les rapports qui viennent d'être décrits.

Dans chacun de ces rapports le plus faible sera dominé ou opprimé par le plus fort. Dans chacun de ces rapports les minorités feront l'objet de discrimination, de rejet, voire de haine de la part de la majorité. Il en ira ainsi dans toutes les classes et les couches de la société à des degrés différents. On ne peut pas comprendre les préjugés parfois archaïques ou le comportement en générale de la population sans prendre en compte ces facteurs et ces rapports.

Pour les réduire ou y mettre un terme il faut changer la société, les rapports fondés sur des inégalités entre les classes sur lesquelles elle repose. C'est seulement en procédant de la sorte qu'on pourra "faire évoluer les mentalités" et aboutir à une société meilleure et plus juste, au lieu de stigmatiser ou culpabiliser la population qui n'a pas demandé à vivre dans la société telle que nous la connaissons aujourd'hui, et qui n'a aucun intérêt à ce qu'elle se perpétue, seule la classe qui en tire profit, celle des exploiters et des oppresseurs y trouvent son intérêt, c'est donc contre elle qu'il faut orienter notre combat et non pas contre telle ou telle couche arriérée de la société.

Deux vidéos (en anglais)

OCSE monitor mentions bullet holes in MH17
<http://www.youtube.com/watch?v=7ze9BNGDyk4>

Une nouvelle photo d'une partie du cockpit criblé de balles de mitrailleuses. Cet inspecteur de l'OSCE explique qu'il a relevé des impacts de balles sur la carlingue du Boeing de la Malaysian Airlines...

2- Ukraine Eyewitness Confirm Military Jet Flew Besides MH17 Airliner: BBC Censors Video 25Jul2014
http://www.youtube.com/watch?v=Sa_R2NA1txc

Plusieurs témoins visuels disent avoir aperçu plusieurs avions lors de l'explosion du Boeing, ils décrivent même leur trajectoire...

[Ce qui est une mauvaise nouvelle pour les néolibéraux est forcément une bonne nouvelle pour tous les peuples.](#)

- Les réfugiés fuyant la Syrie sont de moins en moins nombreux, et c'est une mauvaise nouvelle - Slate.fr

De plus en plus de Syriens depuis 4 ans intègrent les milices populaires qu'Assad a décidé d'armer et qui participent au combat au côté de l'armée de la République arabe syrienne pour défendre l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre les envahisseurs atlantico-arabo-sionistes.

Les chiffres du jour.

84,2.

84,2 % des embauches, hors intérim, se sont faites en contrat à durée déterminée (CDD). Avant la crise financière, au 1er trimestre 2008, ce type de contrat précaire ne représentait que 70 % des embauches.

La proportion d'embauches en CDD par rapport à l'ensemble des contrats (nouvellement et anciennement signés) a aussi atteint un nouveau record au 2e trimestre 2014, et représente désormais 14,8 % de tous les contrats signés.

Selon la Dares, service des statistiques du ministère de l'emploi, la hausse du 2e trimestre s'observe « *quelle que soit la taille de l'établissement* ». lemonde.fr 21.11

0,004

La fortune des quelque 211 000 «*ultra-riches*» a continué à prospérer en 2014, en dépit des tensions géopolitiques. Ils détiennent aujourd'hui 13 % de la richesse mondiale, selon un rapport de la banque suisse UBS et de l'agence de conseil Wealth-X.

Ils ne connaissent pas la crise, à en croire l'étude : En 2014, leur nombre a augmenté de 6%, et leur patrimoine de 7%, pour atteindre près de 30 000 milliards de dollars (24 000 milliards d'euros). Presque deux fois le produit intérieur brut américain.

Ces individus très fortunés ne représentent que 0,004 % de la population adulte mondiale.

D'après le rapport d'UBS et Wealth-X, ce club très fermé a réussi, en 2014, à étendre son "*influence*" grâce à la bonne santé des marchés boursiers et en dépit des "*conflits géopolitiques, des tensions socio-économiques et de la volatilité sur les marchés financiers*". Le plus grand risque qui pèse sur eux serait la "*concentration*" de leurs fortunes dans un nombre trop restreint de secteurs.

Près de 10 000 milliards d'euros de leur patrimoine mondial est détenu par des compagnies privées, surtout dans le secteur de la banque, de la finance et des fonds d'investissement.

En matière de luxe, ces individus ont surtout un faible pour l'aviation privée et les yachts, qui représentent plus de 80% de leurs investissements dans ce secteur. Et d'où qu'ils viennent, leur résidence secondaire se situe avant tout aux Etats-Unis (24%) et au Royaume-Uni (15%).

Avec respectivement 75 000 et 62 000 personnes, l'Amérique du Nord et l'Europe abritent le plus d'"*ultra-riches*". Ces deux régions continuent d'"*attirer des capitaux et des investissements financiers et humains*", et "*leur influence dans le monde poursuit son extension*", indique le rapport.

L'Asie, qui arrive en troisième position avec plus de 46 000 "*ultra-riches*", a effectué une "*performance moins impressionnante qu'attendue*", poursuit l'étude.

A la neuvième place du classement des pays, la France accueille 4 750 "*ultra-riches*", dont la fortune globale est estimée à 450 milliards d'euros. Liberation.fr et francetvinfo.fr 21.11

Qu'est-ce qu'on attend pour les supprimer ?

Aux Etats-Unis la même annonce dope Wall Street, cherchez l'erreur.

- L'euro, plombé par des propos de Mario Draghi, passe sous 1,24 dollar - AFP

L'euro est passé sous la barre de 1,24 dollar vendredi dans le sillage de déclarations du président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi signalant de possibles mesures supplémentaires de soutien à l'économie, à la peine, de la zone euro. AFP 21.11

- Wall Street grimpe à de nouveaux records, saluant les banques centrales - AFP

La Bourse de New York a propulsé ses indices vedettes, le Dow Jones et le S&P 500, à de nouveaux sommets vendredi, dopée par la volonté des banques centrales chinoise et européenne de soutenir l'activité économique. AFP 21.11

ACTUALITE EN TITRES

La crise par le vide

- La filiale française de Bata va se déclarer en cessation de paiement - Liberation.fr

- Reprise de Fly, Atlas et Crozatier: un millier d'emplois supprimés - AFP

-France : la crise du meuble - Francetv info

Conséquence de la crise du marché de l'immobilier, les Français achètent de moins en moins de meubles. Plus de 1000 postes viennent d'être supprimés au sein du groupe Mobilier européen. Francetv info 21.11

Intox

- Des mesures pour lutter contre le décrochage scolaire - Francetv info

- Accords commerciaux : la France défendra la réciprocité face aux États-Unis - LePoint.fr

- Barack Obama déclare la guerre au Congrès - Francetv info

Le cadeau empoisonné. Comment exercer un contrôle total de la population quand on ignore l'identité de millions de personnes ?

- Etats-Unis : Barack Obama offre une régularisation provisoire à près de 5 millions de sans-papiers - Francetv info

Mimétisme ou d'une conversion à l'autre. Conversion au néolibéralisme ou à la pensée unique anglo-saxonne-sioniste.

- Pourquoi y a-t-il tant de convertis parmi les djihadistes français de l'Etat islamique? - L'Express.fr

La même question se pose en Turquie.

- Le gouvernement turc veut des mosquées dans toutes les universités d'Etat - LeMonde.fr

Régime néonazi. On comprend pourquoi les "**baillleurs de fonds occidentaux**" et l'Otan l'apprécie.

- L'Ukraine commémore la révolte du Maïdan et flirte avec l'Otan - AFP

Le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, apprécié par des bailleurs de fonds occidentaux, conservera son poste, mais le gouvernement doit être "*complètement rénové*", a déclaré vendredi le président Petro Porochenko dans une adresse à la Nation. AFP 21.11

Pas un jour sans une provocation ou une menace.

- Ukraine: les Etats-Unis menacent la Russie d'"*isolement*" - AFP

- L'Ukraine accuse la Russie de tirs d'artillerie - LeMonde.fr

Il fallait bien compenser

- New York: Un policier tue un innocent de 28 ans «*par accident*» - 20minutes.fr

L'arme du policier s'est déchargé accidentellement, selon les forces de l'ordre. 20minutes.fr 21.11

- Etats-Unis: un Noir condamné à mort sur le mensonge d'un enfant, libéré après 39 ans - AFP

Un condamné à mort noir américain a retrouvé la liberté vendredi à Cleveland en Ohio (nord), innocenté après 39 ans derrière les barreaux dus au mensonge d'un enfant, un record dans un cas d'erreur judiciaire aux Etats-Unis. AFP 21.11

ACTUALITÉ DU JOUR

Cahuzac, Benguigui, Thévenoud, Morelle, Arif...

- Kader Arif, soupçonné de favoritisme, poussé à la démission - AFP

La liste des ministres limogés ou démissionnaires depuis le début du quinquennat de François Hollande s'est encore allongée vendredi avec le départ du secrétaire d'État aux Anciens combattants Kader Arif, soupçonné de favoritisme dans l'attribution marchés publics.

M. Arif, 55 ans, un fidèle du président de la République, a rejoint la cohorte de ministres poussés à la démission depuis 2012 pour leur implication présumée dans des affaires, comme Jérôme Cahuzac ou Thomas Thévenoud, ou des désaccords politiques, à l'instar d'Arnaud Montebourg ou Delphine Batho.

Selon un communiqué de l'Élysée, M. Hollande "*a remercié*" vendredi matin le secrétaire d'État pour son "*action accomplie au service du monde combattant depuis plus de deux ans*".

Mais, d'après une source bien informée, l'entretien de M. Arif avec le chef de l'État vendredi matin s'est "*très mal passé*". M. Arif aurait notamment reproché à M. Hollande de "*protéger ses amis*", en évoquant le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet, englué dans des déclarations contradictoires mettant en cause l'ex-Premier ministre François Fillon.

En complément

- Le député UMP Brochand avait 1,19 million d'euros en Suisse - L'Express.fr

En famille "à l'unisson".

- France: Hollande honore Chirac - AFP

François Hollande a rendu un hommage appuyé à Jacques Chirac à l'occasion d'une remise de prix de la Fondation Chirac au musée du quai Branly (Paris, 7e).

Dans son discours, M. Hollande a affirmé son respect pour l'ancien président (1995 à 2007), "*un respect qui, a-t-il dit, est à l'unisson de l'affection que vous portent les Français, au-delà des sensibilités politiques*".

Président du jury de la Fondation cette année, M. Juppé a rendu hommage aux deux présidents, exprimant son "*admiration*" et sa "*fidélité*" à M. Chirac et saluant la "*détermination*" de M. Hollande dans le combat contre le terrorisme. AFP 21.11

Hollande a adopté les lunettes que portaient Chirac quand il était à la mairie de Paris, vous aviez remarqué ?

Ils votent aussi en famille... pour que les travailleurs n'aient plus à voter !

- Prud'hommes: Les conseillers ne seront plus élus - 20minutes.fr

Le Parlement a adopté définitivement jeudi soir, par un vote de l'Assemblée, le projet de loi prévoyant la suppression des élections des conseillers prud'homaux au suffrage direct, au profit d'une désignation par les organisations syndicales et patronales.

Ces quelque 14.500 juges non professionnels chargés de régler les litiges entre employés et employeurs devront être choisis tous

les quatre ans par les organisations syndicales et patronales au prorata de leurs audiences respectives. Le projet de loi prolonge aussi de deux ans le mandat des actuels conseillers élus en 2008, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils de prud'hommes, au plus tard le 31 décembre 2017.

«*La première pierre*» d'une réforme plus large de la justice des prud'hommes

La majorité des députés socialistes et UDI se sont prononcés pour cette «*avancée du droit social*», le Front de gauche, les écologistes et l'UMP contre le texte tandis que les radicaux de gauche se sont montrés réservés. Tous les groupes à l'exception des socialistes et des radicaux ont critiqué le recours aux ordonnances prévu par le projet de loi pour modifier dans le détail le mode de désignation des conseillers prud'hommes.

Le projet de loi, qui avait été voté par le Sénat mi-octobre, a été salué par le ministre du Travail François Rebsamen comme «*la première pierre d'un travail d'ampleur*» engagé avec la ministre de la Justice Christiane Taubira pour une réforme plus large de la justice des prud'hommes. 20minutes.fr 20.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique : affrontements après une manifestation pour les 43 étudiants disparus - Francetv info

Les Mexicains ne lâchent pas l'affaire. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé pacifiquement, jeudi 20 novembre, devant le Palais national, au centre de Mexico, à l'issue d'une journée de protestation massive contre le gouvernement après la disparition de 43 étudiants. Ils réclament la démission du président Enrique Peña Nieto. Francetv info 21.11

[Haut de page ↗](#)

Le 23 novembre 2014

CAUSERIE

Un article à lire et diffuser qui résume bien la stratégie de l'impérialisme américain : *Vingt-six vérités sur le groupe État islamique (EI) qu'Obama veut vous cacher..* En ligne dans cette page et à télécharger au format pdf.

L'article que nous ne publierons pas.

- La Russie, l'Ukraine, la Crimée et la bague de fiançailles. - De Pierre Van Grunderbeek - mondialisation.ca 22.11

Je vois très bien Jean-Claude Juncker mener des négociations avec la Russie et l'Ukraine, le volet économique d'un accord est très important et le concerne. Pourquoi pas ? Il a suffisamment de caractère pour ne pas se laisser influencer. Il l'avait d'ailleurs démontré en 2003 quand il avait été un des seuls dirigeants occidentaux (avec les français et les belges) à s'opposer à l'invasion de l'Irak.

Alors, croisons les doigts pour que les Européens s'émancipent de la tutelle de leur maître et qu'ils puissent aussi un jour dire « Fuck the US » quand ils prennent des décisions uniquement favorables à leurs propres intérêts. mondialisation.ca 22.11

Nous nous disons aussi "fuck Juncker et l'Union européenne !

On ne publie plus non plus dans la Tribune libre les odes à l'ONU, désolé, on est en guerre, y compris contre l'ONU, il faut choisir son camp.

Revenons sur une info d'hier.

211 000 ultra-riches, soit 0,004% de la population mondiale possèdent 13 % de la richesse mondiale. En ajoutant quelques centaines de milliers d'hyper-riches et de super-riches qui doivent posséder autant de richesses on doit arriver à 25% de la richesse mondiale.

Dans une entreprise dont les actions sont réparties entre un grand nombre d'actionnaires, posséder 25% des actions suffit à constituer une minorité de blocage pour orienter sa politique. C'est exactement ce qui se passe à l'échelle mondiale.

On en veut pour preuve une précision qui figurait dans l'article publié hier, où il était dit qu'ils se jouaient des "*conflits géopolitiques, des tensions socio-économiques et de la volatilité sur les marchés financiers*", et pour cause, ils en sont à l'origine, ils sont sous leur contrôle ou ils savent la situation entre de bonnes mains avec des gouvernements qui leur sont acquis, les risques de dérapages sont donc minimes, d'autant plus qu'ils savent aussi que le mouvement ouvrier est dans une impasse ou pourri de l'intérieur.

En concentrant un tel pouvoir, ils sont les véritables maîtres du monde et les donneurs d'ordres à tous les gouvernements des puissances occidentales, au delà cela se complique un peu et les contrarie...

Quand Draghi annonce "*de possibles mesures supplémentaires de soutien à l'économie, à la peine, de la zone euro*", il exécute leur ordre. La preuve, dans la foulée on apprend que Wall Street a été "*dopée par la volonté des banques centrales chinoise et européenne de soutenir l'activité économique*", d'arroser le marché de liquidités qui vont tomber dans leur escarcelle et leur permettre de s'enrichir davantage pour ce qui est de la BCE. Et la baisse de l'euro ? Ce sont eux qui la pilotent, alors pourquoi devraient-ils s'en inquiéter.

Mais, et la crise de la dette, les déficits, la crise quoi, hein ? Connaissent pas ou si, ils les chevauchent au galop pour toujours plus s'enrichir. Encore ? Ouais, ils ne pensent qu'à cela et cela leur réussit assez bien il faut reconnaître, la planche à billets tournent à plein régime, ce sont eux qui sont aux manettes, en cas de besoin elles se relaient... Et en cas de surchauffe ? C'est comme si vous demandiez à un pompier pyromane de sortir sa pompe à incendie pour asperger une forêt avant même qu'il y ait foutu le feu, un peu de sérieux tout de même, il faut suivre. On y vient.

Et la dette ? Pardi, elle ne cesse d'enfler pendant que la bulle gonfle à un rythme endiablé à New York ! Et le jour où elle explosera ? Ils n'auront plus qu'à se baisser pour rafler la mise comme ils l'ont toujours fait, mieux encore, on fera appel à eux pour sauver le régime et ils négocieront ce sauvetage qu'ils avaient également programmé au prix fort, politique bien sûr, histoire d'accroître encore leur pouvoir politique, là pour le coup sur fond d'émeutes et d'état d'urgence, de lois martiales, ils pourront franchir un nouveau pas vers l'instauration d'un gouvernement mondial, une dictature mondiale, la leur, la négation de la dictature du prolétariat que le mouvement ouvrier a rejeté, il a préféré leur laisser l'initiative. Et nous dans tout cela ? Ignares que nous sommes, nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer, pour ceux qui seront encore de ce monde, le leur hélas !

Comment éviter d'en arriver là ? A dire vrai on est très mal barré, on se répète et c'est lassant à la longue, pour tout dire c'est même désespérant. Voyez comment ils s'y prennent et comment ils nous traitent, j'entends notre classe, et observez avec quelle délicatesse nos dirigeants les ménagent ainsi que leurs représentants, mais aussi leur régime ignoble, leur idéologie sordide, ils craignent de se couper des élus, des démocrates, des républicains, des humanistes, des syndicalistes, de la gauche et j'en passe, au point de se retrouver couper des masses auxquelles ils sont incapables de s'adresser, et qui forcément s'en détournent ou ne peuvent pas saisir la politique qu'ils leur proposent qui n'est pas forcément erronée d'ailleurs, c'est cela le plus fort ou le plus navrant.

Le jour où ils auront enfin compris qu'un travailleur n'est pas un militant, un historien de la lutte des classes, et qu'un militant ou un historien peut aussi se leurrer sur ce qu'il sait ou croit savoir, l'humanité aura réalisé un grand pas en avant vers le socialisme. On a tous besoin des uns et des autres, car c'est seulement ensemble que l'on peut progresser et aller de l'avant. Pourquoi cela serait-il impossible ? Parmi les lecteurs qui m'ont demandé de continuer les causeries il y a des bac +5 et des ouvriers qui ont juste un CEP ou un CAP en poche, je le sais parce qu'ils me l'ont écrit. Où y aurait-il un obstacle ou une contradiction insurmontable, une incompatibilité entre un ouvrier et un intellectuel qui nous empêcherait de nous adresser indistinctement aux deux de la même manière, tenir un seul et unique discours qu'ils pourraient saisir, sans s'interdire évidemment de développer à côté, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

Vous me direz que les sujets que j'aborde sortent parfois du champ de la politique. Effectivement, mais parce que c'est nécessaire, et si vous avez remarqué, très souvent ils se terminent par une conclusion politique, pratique. Si l'on admet que le socialisme est une science sociale, il est normal qu'on aborde la réalité et nos expériences sur différents plans qui finalement sont reliés entre eux. Encore faut-il avoir à l'esprit que la plupart des travailleurs n'en ont pas conscience, et qu'ils auront tendance à traiter chaque difficulté qu'ils rencontreront dans la vie ou chaque question qu'ils aborderont en les ravalant au rang d'abstractions. Notre objectif est dès lors en partant de cette abstraction, d'intégrer notre sujet de réflexion dans un champ plus vaste de telle sorte qu'il soit relié à la réalité dans ses multiples aspects ou manifestations, on pourrait dire encore l'inscrire dans une perspective dynamique pour le sortir de l'impasse dans lequel il était tombé. On a tendance à traiter la pensée comme une matière inerte, inorganique, une nature morte, alors qu'elle est vivante, quand bien même on le saurait, faut-il encore qu'on en fasse la démonstration, c'est l'exercice auquel on se livre ici par exemple, à aucun moment notre pensée demeure figée dans des a priori ou dans un cadre étroit.

Pourquoi est-il nécessaire d'aborder toutes ces questions qui sortent du champ de la politique ? Parce que semble-t-il nous avons un gros problème à résoudre, qui est politique, mais pas seulement, si chaque homme développe un aspect psychologique et social, il en ira de même dans notre manière de percevoir la société, d'interpréter nos propres expériences, les deux seront imbriqués ou l'un pourra servir de support à l'autre... Il est clair par exemple que ce qui nous empêche de communiquer ou de dire ce qu'on pense n'est pas d'ordre social mais plutôt psychologique, on craint d'être désapprouvé ou un jugement négatif qui pourrait tourner à l'affrontement, les idées auxquelles on croit ou auxquelles on s'accroche participent à notre équilibre mental, le structure, nous aident à supporter la société, les remettre en question ne concerne donc pas seulement notre statut social ou notre mode de vie.

Une telle approche est intéressante parce qu'elle permet d'agir sur les obstacles qui peuvent se matérialiser sur les deux plans. En psychanalyse on apprend qu'un tel exercice n'a de valeur qu'à partir du moment où le patient prend lui-même conscience de ses blocages psychologiques, le travail de psychothérapeute consiste alors à l'aiguiller ou à l'orienter dans la bonne voie, dès lors qu'il a discerné la nature de ces blocages, et en aucun cas il doit se substituer à son patient, en faisant sauter ces blocages il va pouvoir sublimer les pulsions qu'il avait refoulées autrefois et retrouver ainsi son équilibre mental qui était perturbé, en quelque sorte une fois soulagé de ce fardeau il va pouvoir aborder la réalité posément et mieux la supporter, ce qui ne pourra que l'aider pour mieux la comprendre, pour faire bref.

Il est clair que lorsqu'on est très perturbé, excité ou déprimé on a tendance à déformer la réalité, or notre objet est de la saisir pour pouvoir agir sur elle consciemment. Cela n'aide pas dans nos rapports avec les autres ou le monde extérieur, cela peut même avoir des conséquences fâcheuses ou dramatiques sur le plan social.

ACTUALITE EN TITRES

C'est possible.

- En rachetant Friends, Aviva veut créer un géant de l'assurance britannique - AFP
- Enquête interne à la Banque d'Angleterre sur une possible manipulation - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le rejet.

- Popularité: Hollande à 13% (-1) et Valls à 37% (+1), selon Ifop - AFP
- François Hollande rejeté par les trois quarts de son électorat - Reuters

François Hollande est désavoué par près des trois quarts des sympathisants de gauche, qui ont constitué le socle de son électorat en 2012, selon un sondage OpinionWay publié samedi par Le Figaro.

Sur 1.765 personnes interrogées jeudi et vendredi, 86% disent ne pas souhaiter que le chef de l'Etat français se représente lors de l'élection de présidentielle de 2017.

Le pourcentage des sympathisants de gauche interrogés qui partagent cette opinion est de 73%. Reuters 22.11

Hollande est une caricature grotesque de ce que sont tous les dirigeants du PS. Ils l'ont choisi pour cela.

Rappel d'un internaute.

- Les gens de gauche n'ont jamais caché l'estime qu'ils ont pour HOLLANDE!
- "*Il n'a pas de couilles, seulement des dents*" (Laurent FABIUS),
- "*Il n'a aucune épine dorsale, il manque de caractère*" (Martine AUBRY)

- "Il est du bois dont on fait les marionnettes" (Eva JOLY)

- "Le point faible de Hollande c'est l'inaction. Est-ce que les Français peuvent citer une seule chose qu'il aurait réalisée en 30 ans de vie politique?" (Ségolène ROYAL)

- "Hollande, c'est le principal défaut du Parti socialiste" (Arnaud MONTEBOURG),

- "L'une des caractéristiques de François Hollande, c'est de considérer que le mensonge est une pratique normale en politique" (Claude ALLÈGRE)

- "Tout sauf Hollande ! Hollande, c'est le premier secrétaire qui a tout raté..." (Pierre MOSCOVICI)

- "Un accord avec Hollande ou rien, c'est pareil. Il ne tient jamais parole" (Jean-Luc MÉLENCHON)

On pourrait admettre que Mélenchon ferait partie de la pseudo-gauche, mais le reste de la vermine que vous citez, elle est de droite, vous vous méprenez...

Pour Fabius avoir des "**couilles**", c'est s'aligner sur Washington.

- Paris, de la fermeté à la souplesse face au nucléaire iranien - Reuters

Un an après le "*non*" français à un accord sur le programme nucléaire iranien, Paris, rassurée par des Etats-Unis plus coopératifs et consciente des conséquences potentielles d'un nouvel échec à l'échelle régionale, a adopté un ton plus conciliant dans le cadre des négociations en cours. Reuters 22.11

D'après ce qu'on a lu ailleurs, il vaudrait mieux (tactiquement) qu'ils ne parviennent pas à un accord, car dans le cas contraire cela signifierait que l'Iran qui joue en permanence un double jeu basculerait dans le camp des Américains contre la Syrie.

[Le chômage de masse est devenu un cauchemar.](#)

- ISF, Pacte de responsabilité: les Français ne suivent pas Gattaz, selon un sondage - AFP

81% des Français jugent que le président du Medef Pierre Gattaz ne respecte pas les engagements du Pacte de responsabilité, qui doit voir les entreprises investir et embaucher en échange de baisses de charges, selon un sondage paru samedi. AFP 22.11

Exigeraient-ils que le Pacte de responsabilité soit appliqué ? combien d'entre eux savent-ils ce qu'il contient et signifie réellement, 1, 5, 10% ?

[Voilà un idéal qui honore l'entreprise chère à Hollande et au gouvernement.](#)

- Les toilettes, le refuge idéal du lieu de travail? - L'Express.fr

[La tendance est au "**bien-être**".](#)

-Tendance : la folie des spas - Francetv info

Le spa, c'est la nouvelle tendance bien-être. D'une quarantaine il y a dix ans, ils sont 9 000 aujourd'hui et ce service qui n'est plus réservé à l'hôtellerie de luxe attire une nouvelle clientèle, plus jeune et pas forcément fortunée. Francetv info 22.11

Dans la maison que je fais construire, il n'y aura pas de chauffe-eau parce, j'en ai décidé ainsi parce que l'électricité est trop chère et c'est un luxe, en cas de besoin on fera chauffer de l'eau dans une grande casserole. L'hiver l'eau est un peu fraîche, il suffit d'attendre la fin de la matinée pour que l'eau se soit réchauffée naturellement avec le soleil et le tour est joué.

- Noël avant l'heure - Francetv info

Cette année en France, Noël a commencé dès le mois de novembre. Francetv info 22.11

Pour certains c'est toute l'année... mais dans les deux sens.

Epuration.

- Encyclopaedia Universalis en redressement judiciaire - LePoint.fr

La société Encyclopædia Universalis, qui édite depuis 1968 ans la célèbre encyclopédie, vient de déposer son bilan.

- Crise : peut-on sauver le marché de l'ameublement ? - Francetv info

Conséquence de la crise, plus de 1 000 emplois vont être supprimés dans des enseignes du groupe d'ameublement Rapp. Francetv info 22.11

Guerre psychologique contre les masses. Ils ne nous feront pas haïr les femmes.

- Une manifestation pour dire non à la violence contre les femmes - LePoint.fr

Des centaines de manifestants ont défilé dans les rues de Paris, samedi, pour réclamer une loi-cadre visant à protéger les femmes contre les violences.

Étaient également présents d'autres associations féministes comme Osez le féminisme, eFRONTé-e-s, inter-LGBT, mais aussi des syndicats comme la CGT, FSU ou Solidaires et des partis politiques comme le PCF, le Parti de gauche et le NPA. LePoint.fr 22.11

Les populistes et les décomposés devaient en être... Sinon les médias ne leur accorderaient pas généreusement une tribune et on n'entendrait jamais parler d'eux.

D'où vient cette propagande ? Réponse.

Les journalistes de Bloomberg News devront désormais citer au moins une femme dans leurs reportages - Slate.fr

Dans son message hebdomadaire aux journalistes, le rédacteur en chef de l'agence de presse Bloomberg News a demandé à son équipe de citer plus de femmes dans leurs articles. « *Tous les reportages Bloomberg News doivent inclure au moins une citation de femme*... Slate.fr 22.11

Et le CGT, laFSU, Solidaires, le PCF, le Parti de gauche et le NPA marchent dans la combine, à qui profite-t-elle d'après vous ? Au fait, pour vous mettre sur la piste, Bloomberg incarne le sommet de l'oligarchie financière.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Sur les Etats-Unis et ses alliés occidentaux.

- Moscou accuse l'Occident de vouloir "*changer le régime*" en Russie - AFP

Moscou a accusé samedi l'Occident de vouloir provoquer un changement de régime en Russie.

"*Il y a des leaders occidentaux qui disent qu'il faut mettre en place des sanctions qui détruiraient l'économie (russe) et provoqueraient des protestations populaires*", a déclaré le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, cité par les agences russes.

1.2- Sur l'Ukraine

- L'Ukraine dénonce la présence de 7.500 soldats russes dans l'Est - AFP

Kiev a dénoncé samedi la présence de 7.500 soldats russes dans l'est séparatiste de l'Ukraine et l'entrée de nouveaux équipements militaires depuis la Russie après s'être engagé à relancer la politique d'adhésion à l'Otan. AFP 22.11

1.3-Sur la Syrie

- Syrie: Lavrov accuse Washington de chercher à renverser "*subrepticement*" Assad - AFP

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a prêté à Washington la volonté de renverser "*subrepticement*" le président syrien Bachar al-Assad, tandis que le président Poutine doit rencontrer la semaine prochaine à Moscou une délégation syrienne de haut niveau.

Lavrov a suggéré que l'opération de la coalition menée par les Américains contre l'organisation Etat islamique (EI) pouvait également servir de préparation à un renversement du régime de Damas.

"Il est possible... qu'il ne s'agisse pas tant une opération contre l'EI, que d'une préparation à une opération pour changer le régime subrepticement, sous couvert de cette opération antiterroriste", a déclaré Lavrov cité par l'agence Tass, devant un forum d'experts politiques à Moscou.

Le ministre russe a également fustigé ce qu'il a qualifié de "*logique pervertie*" de Washington.

"Les Américains affirment que le régime d'Assad est un pôle important attirant les terroristes dans la région, pour justifier leur volonté de le renverser. Je pense que ceci relève d'une logique pervertie," a encore déclaré Lavrov.

Lavrov a, de même, cité le Secrétaire d'Etat américain John Kerry qui lui a dit, selon lui, que la coalition menée par les Américains contre l'EI ne voulait pas être mandatée par le Conseil de sécurité de l'ONU, parce que cela obligerait "*d'une certaine manière, à enregistrer le statut du régime d'Assad*".

"Bien sûr, la Syrie est un pays souverain, un membre de l'ONU. Ce n'est pas correct," a déclaré Lavrov.

"Les Américains ont négocié et négocient même avec les Talibans. Quand il faut, ils savent être très pragmatiques. Alors pourquoi, lorsqu'il s'agit de la Syrie, leur approche est-elle toujours aussi idéologique jusqu'à la limite du possible?" a demandé Lavrov.

Lavrov a indiqué qu'il avait eu vendredi avec Kerry des entretiens téléphoniques lors desquels ils avaient discuté de la nécessité de "*relancer aussi vite que possible ... la recherche pour une solution politique et diplomatique à la crise syrienne et unir leurs efforts..pour combattre le terrorisme sur la base du droit international*"

Une délégation syrienne dirigée par le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem doit rencontrer Vladimir Poutine le 26 novembre à Moscou pour discuter de la relance des pourparlers de paix entre régime et opposition. AFP 22.11

2- Turquie

Ils sont au moins d'accord sur une chose : Il faudra en finir avec la République arabe syrienne.

- Washington et Ankara louent leur entente, sans rapprochement sur la Syrie - AFP

- Propos apaisés entre Ankara et Washington mais pas de stratégie commune sur la Syrie - LeMonde.fr

Le vice-président américain Joe Biden et le président turc Recep Tayyip Erdogan se sont efforcés samedi, sans percée visible, de gommer leurs tensions sur la lutte antijihadiste en Syrie et en Irak, où le groupe Etat islamique (EI) a lancé une nouvelle offensive.

Au terme d'un déjeuner qui a duré près de quatre heures dans un palais de la rive asiatique d'Istanbul, les deux dirigeants se sont contentés chacun d'une déclaration, sans répondre à la moindre question, et qui n'a révélé aucun progrès dans la volonté américaine d'arrimer la Turquie à sa coalition anti-EI.

Voilà pour la galerie ou l'os à ronger à donner au peuple.

Passons aux choses sérieuses.

Premier à prendre la parole, M. Erdogan s'est réjoui de l'état des relations entre les deux pays, qu'il a estimées "*plus complètes et plus fortes*" qu'auparavant.

"Nos relations avec les Etats-Unis se développent sur les mêmes valeurs, des intérêts communs et le respect mutuel en

s'adaptant aux nouvelles conditions stratégiques", a-t-il dit, ajoutant que les deux pays avaient renouvelé "leur engagement mutuel à assurer notre défense et à notre sécurité en tant qu'alliés de l'Otan".

Plus précis, M. Biden a indiqué avoir examiné avec son hôte *"toute une série de questions et d'options"* pour traiter le dossier syrien, parmi lesquelles *"le renforcement de l'opposition syrienne et une transition au régime"* de Damas.

"Notre partenariat est aussi fort qu'il l'a toujours été, nous avons besoin de la Turquie et je pense que la Turquie est persuadée d'avoir besoin de nous", a-t-il ajouté.

Ankara considère insuffisants les raids aériens de la coalition et juge que la menace jihadiste ne sera écartée qu'avec la chute du président Bachar al-Assad, sa bête noire.

"En Syrie, vous ne pouvez pas apporter la paix en essayant de détruire une organisation terroriste dans une partie du pays, et en laissant dans l'autre le régime de Damas (...) exterminer une partie de sa population", a souligné M. Davutoglu vendredi.

La Turquie a posé comme condition à son entrée dans la coalition la création d'une zone-tampon et d'une zone d'interdiction aérienne le long de sa frontière avec la Syrie.

Contrairement aux Turcs, les Américains restent focalisés sur la lutte antijihadiste. *"Nous sommes d'accord avec les Turcs, il faudra une transition politique sans Assad au bout du compte",* a insisté le responsable américain, *"mais pour le moment, notre priorité absolue en Irak et en Syrie reste la défaite de l'EI".*

Malgré ces différences, un autre responsable américain s'est félicité samedi des discussions de samedi. *"Nous sommes convaincus que nous avons plus de choses en commun que de désaccords",* a-t-il souligné.

L'autre scénario.

De leur côté, la Russie et l'Arabie saoudite ont remis le sort du président Assad en tête de leurs préoccupations en se déclarant favorables vendredi à une relance du processus dit de Genève 1 destiné à mettre en place un gouvernement provisoire en Syrie.

Cet accord issu d'une conférence dans la ville suisse en 2012 est resté lettre morte mais lui seul permettra de *"résoudre la question syrienne"*, ont jugé leurs ministres des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov et Saoud al-Faisal, soulignant leur volonté de *"préserver l'unité nationale syrienne, son intégrité territoriale et sa souveraineté"*. AFP 22.11

Avez-vous entendu parler de la journaliste américaine qui a été assassinée en Turquie ces derniers jours ? Je n'en ai pas trouvé trace dans les médias français.

Elle aurait été un peu trop curieuse selon le reportage de Russia Today Internationale que j'ai vu ce soir au journal de 18h (heure de Moscou). Elle a eu le malheur de rapporter que la Turquie facilitait l'infiltration des barbares de l'Emirat islamique de la Turquie en Syrie, ce qu'Erdogan dément, alors ils l'ont liquidée. Apparemment cela n'a pas soulevé un tôle à Washington, et pour cause.

A propos de Russia Today, j'ai constaté depuis un moment, mais j'ai voulu en avoir confirmation avant d'en parler, qu'ils pratiquaient la censure. A plusieurs reprises dans des émissions où interviennent des invités ou dans des reportages lors d'interviews, il arrive que dans une phrase on entende un *"bip"* qui remplace le mot que les téléspectateurs ne devaient pas entendre. J'ai beaucoup de mal à suivre en anglais et je fais autre chose en regardant la télé, je peux me tromper, mais cela m'étonnerait.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre 2014

[CAUSERIE](#)

[Palestine occupée. Parole d'internaute](#)

- "Israël est probablement l'Etat le plus raciste de l'histoire (ironiquement, toute forme de critique à l'égard de la communauté juive est instantanément considérée comme antisémite). Un exemple éloquent est qu'en Israël, un juif ne peut pas se marier avec un non juif, c'est interdit par la loi, ce qui est une preuve indéniable de racisme. Et maintenant, la politique israélienne veut instituer

une discrimination légale entre juif et non juif en refusant des droits à ces derniers.

Le plus énervant, c'est que la communauté internationale ne semble pas s'émouvoir de ces dérives. Pire encore, la classe politique française (Valls et Hollande en tête; qui fustige pourtant avec la plus grande fermeté les propos de Dieudonné, en les qualifiant d'antisémites), manifeste une amitié et un soutien indéfectible à Israël, qui pratique l'apartheid (bande de Gaza), commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et opte pour une politique ouvertement discriminatoire."

Interrogez-vous sur les partis politiques, les gouvernements, les Etats présents à l'ONU qui ont légitimé le coup d'Etat des sionistes en Palestine depuis 1948 ou qui ont reconnu l'existence d'Israël.

Interrogez-vous sur les partis politiques qui se sont associés à ces partis, qui ont gouverné avec eux depuis 1948. Interrogez-vous aussi sur les partis, organisations ou mouvements qui se réclament de l'ONU.

Ensuite, donc sur la base des faits, vous pourrez en connaissance de cause et en toute conscience déterminer quel est le ou quels sont les partis qui ne soutiennent pas Israël ou le sionisme, qui mérite votre soutien et au côté duquel vous pouvez mener le combat politique pour les droits des Palestiniens, sans risquer d'être trompé ou manipulé à votre insu.

Soyez rigoureux, intransigeant, il en va de la vie d'un peuple tout entier et bien au delà.

[Et dire qu'il envisageait d'en être le Premier ministre !](#)

- Pour Mélenchon, le gouvernement «*mène une politique de droite extrême*» - leparisien.fr

Nous avons affirmé à plusieurs reprises que les néolibéraux étaient la véritable extrême droite, et que la politique appliquée dans les années 70 par Pinochet au Chili et Videla en Argentine était inspirée par les néolibéraux faut-il rappeler, donc notre propos était étayé par des faits, vous pouvez le vérifier sur Internet où vous trouverez des photos de Pinochet en compagnie de Milton Friedman, et accessoirement Thatcher qui initia cette politique en Europe, ou encore Reagan aux Etats-Unis.

Parce que la politique du gouvernement est profondément anti-ouvrière, antisociale, réactionnaire, impérialiste, elle conduit des couches du prolétariat au désespoir et à se tourner vers l'extrême droite déclarée, le FN, ou à adopter le fanatisme religieux qui n'a rien à envier à l'extrême droite.

On aura observé que l'extrême droite participe au gouvernement ukrainien (et israélien) dont l'orientation politique est néolibérale ou conforme à celle prônée par le FMI, donc l'extrême droite n'est pas opposée au néolibéralisme et n'en constitue pas une alternative politique. Demandez donc aux travailleurs ukrainiens ce qu'ils pensent de la politique sociale de Svoboda ou du Secteur Droit... Celle de Hitler fut généreuse en son temps... pour mieux les conduire à l'abattoir.

On aura observé également que l'Emirat islamique et Al-Qaïda ne s'attaquent pas aux intérêts d'Israël qui est le berceau du néolibéralisme, ils s'en prennent uniquement aux cibles qui leur sont désignées par les Américains qui sont les plus fidèles alliés de l'Etat sioniste.

Autrement dit du PS à l'Emirat islamique en passant par l'UMP et le FN ou encore de Washington et Bruxelles à Tel-Aviv, on a à faire à la même orientation politique selon les mêmes objectifs politiques, déterminés par la stratégie politique fixée par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui concentre le pouvoir économique et politique.

Il est normal que tous les partis ou organisations qui incarnent le capitalisme y demeurent fidèles jusqu'au bout, et qu'ils adoptent la politique qui correspond au stade de développement auquel il est parvenu. Selon la place qu'ils occupent dans la société, ils remplissent le rôle qui leur est dévolu et appliquent sur différents plans, économique, social, médiatique, culturel, scientifique, politique, militaire, la partie qui leur revient ou qui correspond à leur statut, ils se répartissent les tâches sans que la population n'ait réellement conscience des liens qui existent entre eux ou de leurs réelles intentions.

Ainsi elle est portée à son insu à soutenir l'un ou l'autre de ces acteurs politiques qui figurent tous parmi ses ennemis, alors qu'ils sont alliés ou complémentaires, parce qu'on lui présente des opposants s'affrontant entre eux, alors qu'en réalité ils ne font que jouer la même partition, une tragique comédie pour la population qui doit en être la victime innocente.

Le pire, c'est qu'une fois qu'elle soutient l'un ou l'autre de ces acteurs, il est très difficile de la faire rompre avec eux, parce qu'elle le justifie par un comportement irrationnel qui repose sur des bases erronées

Que les Etats-Unis et l'Union européenne soutiennent le régime néonazi de Kiev ou de Tel-Aviv ou bien d'autres dictatures dans le monde ne pose pas vraiment un problème, puisqu'ils sont présentés comme des régimes démocratiques par les médias omniprésents, demain dans les manuels scolaires, les quelques voix qui s'élèvent dans le monde pour les contredire

étant systématiquement censurées, marginalisées, discréditées, et ne parviennent jamais ou presque jusqu'aux masses qui demeurent ignorantes dans leur immense majorité.

Mélenchon et le PG, le PCF, les Verts, (ainsi que le PS et ses satellites) qui ont gouverné avec Chirac (RPR-UMP) sont évidemment les plus mal placés pour prétendre combattre le gouvernement et l'extrême droite, le néolibéralisme, d'ailleurs ils ne s'y opposent pas vraiment, et si leur combat politique confine à l'impuissance, c'est parce qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter le capital.

ACTUALITE EN TITRES

Les places sont chères !

- UMP: Sarkozy et Juppé s'écharpent à Bordeaux - Francetv info
- Le Maire «*pense*» remporter la présidence de l'UMP - 20minutes.fr
- Cambadélis : « Le PS peut perdre énormément » - LeFigaro.fr

Les "**bénéficiaires**", dans leur langage celui signifie les profiteurs.

- Pour les bénéficiaires, les Restos du cœur sont nécessaires - Francetv info

On exagère ? Vérifions-le avec le Grand Robert.

Bénéficiaire : Faire des bénéfices.

Bénéficiaire de : avoir le bénéfice, l'avantage de. Profiter, jouir.

Bénéficiaire à : apporter un profit à (qqn, qqch.).

Avec l'expérience, on a appris à flairer la pourriture jusque dans les moindres recoins. L'avantage avec les médias, c'est qu'ils ne s'en cachent pas. Tenez, en voilà l'illustration.

Même qu'ils s'inquiètent du sort des pauvres.

- Le réchauffement climatique, accélérateur de pauvreté - AFP

Ils en sont à se servir de la pauvreté pour justifier leur théorie foireuse. On a envie de leur balancer : au contraire, les pauvres devront moins se chauffer l'hiver et leurs factures baisseront, c'est une bonne nouvelle. Cela va faire hurler les écologistes, normal ils ne sont pas vraiment du côté des pauvres.

Populisme, tyrannie et talibanisme font bon ménage.

- Eric Zemmour est «*un taliban de la pensée réactionnaire*», estime Noël Mamère dans un livre - 20minutes.fr
- Tour Triangle : Paris est-il réactionnaire en matière d'architecture ? - Francetv info

En voilà un argument ! Les médias assurément, et là il n'est plus besoin de le démontrer.

Dès qu'un avis diffère de celui de leurs maîtres, ces misérables laquais essayent de vous discréditer, ils ne supportent plus la moindre opposition, leur dictature doit s'appliquer un point c'est tout. Au nom de la démocratie évidemment...

Qui s'oppose à leur idéologie ou à leur projet est réactionnaire puisqu'ils prétendent qu'elle ou qu'il est progressiste, alors qu'en réalité c'est l'inverse.

Un conseil d'ami, avant de soutenir une idée ou un projet quelconque, toujours se demander d'où il vient, qui le soutient et quelles sont ses véritables motivations ou intentions sous peine d'être manipulé.

- Israël : la presse étrangère sur le banc des accusés - LePoint.fr

Et pourtant ce n'est pas faute de soutenir l'Etat sioniste.

- Benjamin Netanyahu met en garde la France contre la "*reconnaissance d'un Etat palestinien*" - L'Express.fr

Un immense camp de concentration en vérité, invivable évidemment.

ACTUALITÉ DU JOUR

Voilà pour leurs intentions. Mais il y a parfois loin de la coupe aux lèvres.

- Un rapport franco-allemand prône un gel des salaires et l'assouplissement des 35h - AFP

Les gouvernements français et allemand recevront jeudi un rapport commandé conjointement pour soutenir la croissance, qui prône, pour la France, un assouplissement des 35 heures et un gel des salaires, affirme le magazine allemand Der Spiegel, Paris précisant toutefois que le rapport n'est pas "*finalisé*".

Les propositions contenues dans le rapport s'appuient sur le travail de deux économistes, le Français Jean Pisani-Ferry et l'Allemand Henrik Enderlein, qui avaient été chargés à la mi-octobre par leurs gouvernements respectifs de dresser des pistes pour stimuler la croissance dans les deux pays.

Ce rapport, qui doit être présenté à Paris aux ministres de l'Economie Emmanuel Macron et Sigmar Gabriel, prévoit "*entre autres une flexibilisation du marché du travail en France, ainsi qu'un assouplissement des 35 heures dans de nombreux secteurs. En outre, le document plaide pour un gel des salaires pendant trois ans pour rendre les entreprises françaises plus compétitives*", écrit Der Spiegel qui affirme avoir eu accès au document.

"*Il ne s'agit pas de propositions des gouvernements français et allemand mais d'un rapport de deux économistes*", a réagi auprès de l'AFP une porte-parole du ministère français de l'Economie.

"*Ce rapport n'est pas finalisé, il ne peut donc pas être commenté à ce stade. (...) Il s'agit de pistes de travail qui concernent les réformes structurelles et l'investissement*", a ajouté la porte-parole. AFP 23.11

L'hypocrisie habituelle. Ils ont choisi les économistes qui étaient chargés de rédiger ce rapport, ils savaient donc à l'avance que leurs conclusions ne seraient pas favorables aux travailleurs. Comment pourrait-il en être autrement ? Impossible.

En complément.

NKM: "*tout Paris*" doit être "*zone de liberté d'ouverture*" des commerces le dimanche - AFP

Un mauvais jeu de rôle.

- La Commission Juncker joue son crédit avec son plan d'investissements - AFP

Tout d'abord ce n'est "*son*" plan d'investissements, ensuite il doit associer financement privé et public qui profitera... aux entreprises privées qui réaliseront ces projets d'infrastructures, et permettra d'augmenter la dette des Etats envers les marchés qui réaliseront ainsi une bonne affaire, une aubaine quoi.

Finalement, qui l'a conçu, on vient de donner la réponse. Vérifions-le avec quelques extraits.

- Au cours de cette réunion (mardi à Strasbourg - ndlr), les commissaires devront se prononcer sur le montant de la dotation du fonds (européen d'investissement - ndlr) et la possibilité de ne pas comptabiliser dans le calcul des déficits publics des Etats les montants des plans d'investissements nationaux qui viendront compléter l'action du fonds, a confié à l'AFP une source informée. (Investissements nationaux signifie argent public - ndlr)

L'effet de levier doit permettre de mobiliser 300 milliards sur les 5 prochaines années. . "*Il y a énormément de liquidités dans le système, mais elles ne sont pas investies en raison de l'incertitude du secteur privé face à l'Europe*", ont souligné plusieurs sources européennes.

"Il faut pour cela parachever le marché unique avec le secteur financier et donner de la transparence aux investissements qui utilisent l'argent public en Europe", a-t-on insisté. (Là c'est dit noir sur blanc, l'argent public va être remis à des entreprises privées qui réaliseront des infrastructures dont les montants se chiffreront en centaines de milliards d'euros, la plus-value qu'ils encaisseront au passage sera incluse dans cette somme, quelques milliards d'euros. Les entreprises privées seront associées au financement de ces projets qui leur rapporteront donc des profits en bénéficiant de la garantie de l'UE ou de la Banque Européenne d'Investissements, des Etats, donc sans risques. - ndlr)

"Ce plan ne va pas décevoir les marchés, mais en revanche il va décevoir les politiciens qui attendent l'argent de Bruxelles", a souligné le responsable associé à sa conception.

(Les marchés vont être servis. Mieux encore, maintenant on nous dit que les "politiciens" vont être déçus, alors qu'en réalité ce sont les marchés qui détiennent le pouvoir politique. Selon leur stratégie politique ils déterminent quels secteurs économique, quels pays, quelles régions, quelles communes doit être privilégiés, alors que la population en ignore totalement la raison puisque celle qu'on lui livre ne correspondent pas à la réalité, elles sont invouables. Par exemple les grands travaux d'infrastructures qui favorisent le régionalisme au détriment du pouvoir des Etats sont présentés comme devant faciliter la vie quotidienne des citoyens.

On en a confirmation dans ce qui suit, lorsqu'ils affirment qu'il faut "dépolitiser la sélection" des projets parce que les Etats n'ont même plus la maîtrise des infrastructures qui doivent être réalisées (ou non) dans leurs pays, là en l'occurrence ce seront les "gestionnaires du fonds" qui l'assumeront à leurs places, en principe les ministres de l'économie des États membres de l'Union européenne, qui en réalité reçoivent leurs ordres ou obéissent à l'oligarchie financière ou aux multinationales, il n'est plus nécessaire de le démontrer, n'est-ce pas ? -dlr)

Les projets d'infrastructures seront sélectionnés en fonction de leur qualité, de leur intérêt et du respect de toutes les règles européennes, notamment environnementales. "Il faut dépolitiser la sélection. Il n'y aura pas de quotas par pays ni par secteur et le choix des projets sera fait en toute indépendance par les gestionnaires du fonds, pas par les politiques", plaident ses concepteurs. (Comme nous venons de le rappeler, chacun sait ce qu'il faut penser de l'"indépendance" des ministres de l'économie des États membres de l'Union européenne envers les marchés, à partir d'un faux argument ils justifient que ces projets d'infrastructures échappent totalement aux Etats, sauf peut-être l'Allemagne et la Grande-Bretagne. - ndlr) AFP23.11

Leur démocratie vous tente-t-elle ?

Afghanistan

- Afghanistan : des dizaines de morts dans un attentat lors d'un match de volley - LeMonde.fr

Un kamikaze en moto s'est fait exploser lors d'un match de volley-ball dans la province de Paktika. Le dernier bilan fait état de 50 morts. LeMonde.fr 23.11

Etats-Unis

- A Cleveland, un enfant avec un faux pistolet abattu par la police - LeMonde.fr

Un policier a tiré sur un enfant de douze ans, sur une aire de jeux de la ville, craignant que celui-ci ne soit en possession d'une arme létale. Le pistolet qu'il tenait était en fait un faux. L'enfant est mort des suites de ses blessures, dimanche matin.

L'enfant n'aurait pas proféré de menace à l'égard des deux agents, ni pointé l'arme en leur direction.

Un homme avait prévenu la police par téléphone que le garçon, installé sur une balançoire, pointait le pistolet autour de lui et effrayait les passants. Il avait cependant mentionné que l'arme était « *probablement fausse* », ajoutant, « *je ne sais pas si elle est vraie ou pas* ». Selon le chef de la Cleveland Police Patrolmen's Association, les officiers n'auraient pas été mis au courant que le témoin doutait de la dangerosité de l'arme. LeMonde.fr 23.11

Voilà, cela t'apprendra, tu ne joueras plus !

J'ai toujours trouvé débile de donner ce genre de jouet à des gosses, mais c'est une autre question, le pauvre gosse en est mort et on est bouleversé.

- La police active les préparatifs à Ferguson et alentour avant le grand jury - AFP

Barrières de protection et policiers en faction, le comté américain de Saint Louis s'activait dimanche aux préparatifs sécuritaires pour encadrer les manifestations prévues après la décision d'un grand jury de poursuivre ou non un policier blanc ayant tué un adolescent noir à Ferguson.

Le tribunal de Clayton, où se réunit le grand jury depuis environ trois mois, est désormais protégé par des barrières métalliques et de gros plots de plastique orange. Des policiers ont également été postés autour du périmètre, délimité par des bandes précisant "*St Louis police line*" et "*Do not cross*" (ne pas franchir).

Le gouverneur a décrété l'Etat d'urgence et activé la Garde nationale, et le FBI a renforcé ses équipes sur place.

Selon les médias, le policier a déclaré devant le grand jury avoir agi en légitime défense après une empoignade avec Michael Brown. Mais des témoins ont déclaré que le jeune homme avait les mains en l'air lorsqu'il a été tué.

Aux Etats-Unis, un grand jury se réunit à huis-clos pour déterminer s'il y a lieu ou non d'inculper et poursuivre le policier. La plupart des quelques manifestants déjà mobilisés s'attendent à ce que le grand jury décide de ne pas poursuivre.

"*La police n'aime pas ça, nous voulons une inculpation*", ont scandé une vingtaine de manifestants samedi soir.

L'avocat de la famille de Michael Brown, Benjamin Crump, a critiqué dimanche la procédure devant le grand jury, soulignant qu'habituellement le bureau du procureur fait des recommandations en matière de chefs d'accusation mais pas cette fois.

Cette affaire "*devrait aller devant un jury (lors d'un procès) où c'est transparent*", a-t-il indiqué sur ABC News, reprochant au procureur de faire porter toute la responsabilité sur le grand jury. AFP 23.11

L'ensemble de la population possède des armes, ne devrait-elle pas se passer le mot et descendre dans la rue armée ? Rien que cette annonce pourrait inciter le jury à examiner les faits réels, non ?

Israël

- Le gouvernement israélien adopte le principe d'un Etat-nation juif - Francetv info

Israël s'apprête à devenir un Etat-nation du peuple juif. Le gouvernement de Benjamin Nétanyahou a approuvé dimanche 23 novembre un projet de loi instaurant ce nouveau statut légal. Cette initiative est soutenue par les ministres de la droite et de l'extrême-droite.

Pour leur part, les Palestiniens ont rejeté la demande de Nétanyahou de reconnaître Israël comme un Etat juif, affirmant que cela empêcherait les réfugiés palestiniens d'exiger un retour sur les territoires qu'ils ont été contraints de quitter en raison de conflits armés. Francetv info 23.11

Le peuple juif étant un mythe, l'Etat-nation du peuple juif est illégitime et n'a aucune raison d'exister, il doit disparaître, CQFD.

C'est quoi un Arabe dans un Etat juif ? Un paria, une verrue, une pustule, une sangsue, un parasite, une saloperie qu'il faut éliminer. La preuve.

- Un Palestinien abattu par l'armée israélienne à Gaza - Reuters

La victime, tuée à l'est du camp de réfugiés de Djabalia, a été identifiée comme étant un homme de 32 ans, Fadel Mohammed Halaoua.

Selon ses proches, il était parti à la recherche d'oiseaux chanteurs qui nidifient à proximité de la frontière avec Israël et se vendent à prix fort sur les marchés.

Plusieurs bandes de territoire proches de la frontière entre l'enclave côtière et Israël ont été décrétées "*zones interdites*" par l'armée israélienne qui redoute que des militants palestiniens n'y placent des voitures piégées ou s'en servent pour surveiller les patrouilles militaires. Reuters 23.11

C'est un assassinat. J'ai vu ce matin la photo de ces deux gamins qui pleuraient et hurlaient leur peine que des adultes essayaient de calmer, c'est terrible !

Le chant des balles sifflent aux oreilles des Palestiniens depuis 1947, leur lutte armée est légitime et nous la soutenons.

En complément

- Philippines: 5 ans après, le massacre de 58 personnes, dont 32 journalistes, reste impuni - AFP

Nigeria: Boko Haram massacre 48 vendeurs de poissons dans le Nord-Est - AFP

[La question de l'obsolescence programmée ne se pose pas pour les médias.](#)

- Les appareils ménagers ont-ils une durée de vie limitée ? - Francetv info

Quand les appareils tombent en panne, la majorité des Français les mettent à la poubelle pour les remplacer par des produits neufs.

L'équipe de France 2 s'est rendue chez un réparateur, Alex Allal-Rimbaud. Elle découvre avec stupeur que les pannes des appareils sont identiques et qu'elles surviennent après un même temps d'utilisation. "*Ce sont des cartes de frigo qu'on répare sans arrêt, toujours avec les mêmes pannes. À 100 % c'est toujours la même panne*", explique le réparateur.

La revue Que Choisir a mené de nombreuses études comparatives au fil des années. Elle en tire un constat clé : malgré le progrès technique, les appareils ne tiennent pas plus longtemps. Francetv info 23.11

Plus sophistiqués et bourrés d'électronique, c'est même le contraire qui est vrai et c'est logique.

C'est quoi ces frigos, les miens n'ont pas de "*cartes*". Voilà qui suffit à faire fonctionner un frigo : Un compresseur pour produire le froid, condensateur pour le démarrage, un relais, un thermostat, un ventilateur et une ampoule, c'est suffisant. (LG ou Whirlpool avec congélateur).

Achetez les articles de base, ils seront plus robustes et suffisant pour l'usage que vous en ferez, et ils vous coûteront moins chers. En cas de panne, il sera facile de détecter l'élément défectueux et de le remplacer rapidement, soi-même éventuellement.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 novembre 2014

[CAUSERIE](#)

20h à Pondichéry. Je viens de voir les infos sur Russia Today Internationale.

Après l'acquittement du policier qui a assassiné Michaël Brown il y a trois mois, un jeune noir sans arme, une douzaine de bâtiments et des dizaines de voitures sont en flammes à Ferguson, la population est descendue massivement dans la rue pour condamner ce déni de justice ; des manifestations étaient en train de se dérouler dans la plupart des grandes villes américaines, bloquant la circulation parfois, de la Californie à New York.

Le gouvernement a déployé l'armée et utilisé des véhicules militaires pour affronter les manifestants à Ferguson, le vrai visage de la dictature américaine, du régime policier et raciste américains s'affiche sur les écrans du monde entier, faisant la démonstration que le régime est incompatible avec la démocratie qui serait son modèle et qu'il prétend imposer au reste du monde, ce qui illustre si c'était nécessaires qu'en réalité ses véritables intentions sont toutes autres et inavouables.

[Cela se passe dans un pays de l'Union Européenne](#)

La ministre de la Santé e Lituanie a proposé de tuer les pauvres. - [histoireetsociete.wordpress.com](#) 21.11.2014

« *L'euthanasie peut être un bon choix pour les pauvres, qui en raison de leur pauvreté n'ont pas accès à l'aide médicale* », telle est la « *solution* » du problème des patients démunis proposée par le nouveau Ministre de la Santé de Lituanie Rimante Šalaševiciute, entrée en fonctions début juin.

Elle a immédiatement engagé une discussion sur la légalisation de l'euthanasie en Lituanie, et a déclaré dans une interview que la Lituanie n'étant pas un Etat social, les soins palliatifs n'étaient pas accessibles à tous. C'est pourquoi l'euthanasie peut être un bon choix pour des gens qui « *ne veulent pas infliger à leurs proches le spectacle de leurs souffrances* ». [histoireetsociete](#) le

novembre 21, 2014

Mélenchon n'a eu aucun mérite avant-hier à caractériser la politique de Hollande et son gouvernement de "*droite extrême*", nous préférons dire d'extrême droite, mais en prenant hier la défense du Parlement européen qui est une institution de l'Union européenne qu'il a osé caractériser de "*républicain*" à l'occasion de l'annonce de la visite du pape à cette auguste assemblée, il a démontré qu'il était bien un populiste de bas étage, un vulgaire charlatan. Car au regard de la nature ultra réactionnaire de l'Union européenne en aucune circonstance un dirigeant ou un militant qui se prétend de gauche ne peut ou ne doit la soutenir, surtout pour sortir une contrevérité aussi grotesque. En lisant dans cette causerie le passage consacré à la Lituanie qui fait partie de l'UE, vous en serez totalement convaincus. (Sous les auspices de l'OTAN et l'UE : Les néonazis montent en première ligne et s'entraident.)

[Mélenchon légitime de la pire des manières l'Union européenne, une machine de guerre contre tous les peuples d'Europe et au delà.](#)

- Lettre ouverte de Mélenchon au pape François pour sa visite aux institutions européennes - AFP

"*Monsieur le pape, votre place à la tribune du Parlement ne peut s'accepter dans le cadre d'une session officielle de notre assemblée*", écrit Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche. (A l'entendre il en serait le président, mieux ou plutôt pire, le garant de son intégrité, il se range lui-même dans le camp de la réaction. - ndlr)

Et de poursuivre : "*Cette impossibilité résulte de notre définition républicaine d'une assemblée de députés du peuple souverain*".
AFP 24.11

Tu parles de "*de députés du peuple souverain*" quand la moitié des électeurs se sont abstenus lors des dernières élections européennes. Ce type là a du talent, il réécrit l'histoire chaque fois qu'il prend la parole. Le Parlement européen est illégitime, mais Mélenchon ne peut pas le mentionner, c'est son seul mandat électif ! C'est là qu'on s'aperçoit que son discours est dicté uniquement par des considérations ou des intérêts personnels, car au delà c'est le néant politique. Il démontre ici qu'il fait feu de tous bois, c'est vraiment un populiste.

On ne dénie pas à Mélenchon d'être un républicain, peu importe qu'il le soit ou non, on aurait plutôt tendance à dire qu'il illustre ici qu'il ne l'est pas, d'ailleurs cela ne l'engage à rien, Sarkozy et M. Le Pen ou encore Valls aussi se prétendent républicains, là n'est pas la question.

Ce qu'on récuse, c'est qu'à l'entendre en temps normal l'Union européenne serait une institution qui respecterait les principes républicains, alors qu'elle est dirigée par une instance non-élue, la Commission européenne, et qu'elle est une institution supranationale qui a justement pour mission de liquider les Etats-nations qui avaient adopté ces principes, qu'ils les respectent est autre chose, autrement dit l'Union européenne est l'antithèse des principes de la République et des valeurs de la démocratie.

La liberté consiste à donner toujours plus de pouvoir aux multinationales et aux banquiers pour lesquels l'UE a été conçue au détriment de tous les peuples (projet de traité transatlantique), l'égalité consiste à décréter illégitimes les droits sociaux des travailleurs, la fraternité consiste à décréter que les peuples doivent se soumettre aux lois du marché dont ils ne doivent pas entraver le fonctionnement et auquel ils doivent vouer un culte.

Voilà pour les principes républicains de l'UE dont monsieur Mélenchon se réclame, ce sont ceux de la République des esclaves de l'Antiquité, du temps de la barbarie auquel on revient au galop grâce à des imposteurs dans son genre.

Comme quoi on ne se trompe pas ou on n'exagère rien, il a osé ajouter que le Parlement européen respecterait les "*règles de la laïcité*", alors qu'il est un instrument du communautarisme et du terrorisme international, alors qu'il participe à la guerre des civilisations initiée par G.W. Bush et poursuivie par Obama au Moyen-Orient et en Afrique, alors qu'il est un instrument de la dislocation des Républiques laïques en Europe et au Moyen-Orient (Irak, Syrie), alors qu'il soutient un gouvernement néonazi en Ukraine, un Etat théocratique, raciste, Israël, ajoutons les monarchies du Golfe qui appliquent la charia et sont donc des modèles de laïcité, faut-il continuer ?

On arrêtera là, car en réalité j'ai terminé aujourd'hui l'actualisation du site par ce sujet.

Il y aurait encore beaucoup à dire, Mélenchon est le type même de l'illusionniste qui mène des combats qui ne conduisent nulle part parce qu'il est devenu incapable de poser une question correctement, car s'agissant de la laïcité, il faudrait se demander pourquoi des gouvernements s'en réclament, quels intérêts ont-ils à adopter cette posture, à qui cela profite-t-il réellement, et pourquoi il leur arrive de la piétiner, dans quel contexte politique ou social, etc. A l'entendre quand ils la respectent, c'est parfait, il n'y a rien à redire, alors que non, c'est l'inverse, au même moment (à notre époque) ils développent une offensive contre une ou des religions qu'ils stigmatisent dans un but précis inavouable, pour affaiblir ceux qui s'en réclament et leur imposer sa politique,

cela va très bien à Mélenchon, il n'a jamais défendu les Républiques laïques irakienne ou syrienne sous prétexte qu'elles étaient gouvernées par des tyrans. C'est étrange, car à notre connaissance elles ont été attaquées par un Etat (ou un chef d'Etat) autrement plus tyrannique encore qui guerroyait à travers le monde, celui des Etats-Unis, mais là c'était différent pour monsieur Mélenchon, les Etats-Unis sont une démocratie ou tout du moins ils n'en sont pas au stade de la barbarie qui existait en Irak sous S. Hussein et en Syrie sous B. Al-Assad, il est vrai qu'en présence d'un argument d'une telle mauvaise foi, il n'y a plus rien à ajouter, on s'incline.

Pour Mélenchon et ses semblables, cette histoire du respect ou non de la République, de la démocratie, de la laïcité, de la souveraineté ou l'indépendance des Etats, etc. est une imposture, car en réalité elle ne sert qu'à légitimer une institution, cela peut-être le chef de l'Etat, l'Assemblée nationale, l'UE, l'ONU, l'Otan, etc. partant du principe que forcément ils les violent, ce qui leur fait une occasion de les rappeler à l'ordre, histoire de faire croire qu'en temps normal ils les respecteraient non pas parce qu'ils y seraient forcés, mais parce que ce serait dans leur nature de les respecter, bref ce serait des institutions respectables qu'il faut conserver.

Le rôle de Mélenchon et consorts est d'une manière ou d'une autre de légitimer les institutions, faire en sorte d'y ramener le peuple qui les rejette, il sert de rabatteur, là c'était pour le compte du Parlement européen. Combien de fois il a rappelé à l'ordre Hollande pour lui rappeler comment devait se comporter un bon socialiste, car sans rire Hollande en serait un... qui s'ignore, peut importe, il faut le faire croire au bon peuple, est-ce clair. La pseudo-gauche et extrême gauche n'a pas d'autre raison d'exister, il ne faut pas leur en chercher une autre on s'égarerait, on marcherait dans leur combine qui conduit infailliblement dans une impasse ou dans un mur, nulle part comme on l'a noté plus haut. Mais pendant ce temps-là, le gouvernement et le parlement légifèrent, l'UE légifère, etc. ils appliquent leur politique, c'est la raison pour laquelle on affirme qu'ils en sont complices et non pour les accabler, les malheureux, au point où ils en sont ce ne serait pas charitable ou on pourrait nous accuser de cruauté !

Non décidément le chef des croyants catholiques est tout à fait à sa place à la tribune du Parlement européen, on a envie de dire qu'il ne manquait plus que lui. Contrairement à ce que dit ce crétin de Mélenchon, en honorant cette auguste assemblée de sa présence, il contribue à en donner une image encore plus anti-démocratique ou détestable, dans la mesure où sa politique est rejetée par tous les peuples de l'UE, ainsi que de l'Eglise catholique, il ne restera plus au pape qu'à se rendre à la tribune du parlement ukrainien et la boucle sera bouclée, on devrait peut-être refiler le tuyau percé à Porochenko.

Vidéo

Elles sont anciennes mais figuraient dans un article d'actualité, à voir ou revoir.

SYRIE/ Khaled Abu Salah le syrien aux milles visages - juillet 2012
<http://www.youtube.com/watch?v=2n1AZyNucbk>

Khaled Abu Salah / Khaled Abou Saleh, le syrien aux milles visages, agent de communication/propagande pour Al-Jazeera, CNN et France24

À en croire la grande majorité des médias, de CBS à Al-Jazeera, la Syrie est à feu et à sang, selon le schéma désormais classique (et même hollywoodien) du peuple luttant à mains nues pour la démocratie à l'occidentale, contre un pouvoir isolé ne s'appuyant plus que sur ses hommes de main.

Le Monde, Le Figaro, Libération, RMC, BFM, Aljazeera pour ne citer qu'eux ont adopté la même ligne éditoriale celle de la propagande haineuse contre un régime dont les seuls torts à leurs yeux ce n'est pas comme ils le prétendent les violations des droits de l'homme de la démocratie qu'ils manipulent outrageusement mais bien le fait d'être resté indépendant aux pressions américano sionistes et leurs complices européens.

Syrie - Laurent Fabius "*Bachar ne mériterait pas d'être sur la terre*" - (17-08-2012)
<http://www.youtube.com/watch?v=l-rT2UajjBg>

Bon, alors on y part quand faire le djihad en Syrie pour débarrasser la terre de ce tyran, dit papa ?

Syrie - Le cannibalisme des "*rebelles*" soutenu par l'Occident. - 9 juin 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=UhO4KrkPIEY>

Système économique mafieux.

- 8% de la richesse mondiale serait détenue dans des paradis fiscaux - LePoint.fr

Quelque 7 600 milliards de dollars, soit 8% de la richesse mondiale, sont détenus par des particuliers dans des paradis fiscaux, affirme une récente étude parue dans le Journal Of Economic Perspectives. Les ménages européens arrivent les premiers

avec quelque 2.600 milliards localisés dans des Etats qui mêlent faible fiscalité et opacité financière, affirme le Français Grabiël Zucman, professeur assistant à la London School of Economics. Derrière eux, les contribuables asiatiques (1 300 milliards) distancent de peu les Américains (1 200 milliards) qui sont suivis par les particuliers dans les pays du Golfe (700 milliards), affirme l'auteur de "*la Richesse cachée des nations. Enquête sur les paradis fiscaux*" (2013).

La richesse offshore en augmentation

L'étude ne prend en compte que les actifs financiers et non les biens mobiliers ou immobiliers qui peuvent eux aussi être gardés à l'abri des fisc nationaux. "*S'il semble clair que la richesse détenue offshore est en augmentation, la principale incertitude tient à la part qui relève de l'évasion fiscale*", indique M. Zucman, selon qui certains contribuables déclarent "*en bonne et due forme*" leurs comptes en Suisse ou dans les Iles Caïmans.

En tenant compte de cette incertitude, M. Zacman estime à "*190 milliards*" par an la perte en recettes fiscales essuyée par les États, au profit "*quasi exclusif*" des contribuables les plus fortunés. Son étude montre également que les multinationales américaines font un usage croissant des paradis fiscaux pour réduire leurs impôts. En 2013, 55% de leurs revenus réalisés à l'étranger étaient localisés dans ces juridictions, notamment au Luxembourg ou à Singapour, contre un peu plus de 20% il y a trente ans. LePoint.fr 24.11

La somme de 190 milliards de dollars est dérisoire à l'échelle du monde, votre étude n'est pa sérieuse M. Zacman, vous ménagez les nantis.

Quand vous pouvez ouvrir un compte dans des paradis fiscaux et y déposer les sommes que vous voulez sans qu'on ne vérifie votre identité, donc sans fournir votre nom, sans fournir non plus de justificatif de domicile, donc sans qu'on sache où vous habitez ni dans quel pays, sans parler des prête-noms, des société écrans, etc. chaque formule présente des intérêts divers et doit correspondre à des besoins particuliers, à partir de là tout est possible, et ce genre d'étude est très loin du compte en réalité.

Ici pour simplement obtenir un abonnement téléphonique ou ouvrir un compte bancaire, on vous demandera de présenter un papier d'identité, si vous êtes étranger le passeport plus le visa, une quittance de loyer ou votre titre de propriété, une quittance d'électricité si possible sur laquelle figure votre nom et votre adresse, sinon on vous demandera une attestation de l'autorité locale, plus une photocopie de chaque document et deux photos.

A défaut de le remettre en cause, ils s'en accommodent, mieux, ils sont à son service.

- Najat Vallaud-Belkacem : "*François Hollande en 2017 sera le candidat naturel de la gauche*" - Francetv info

Vous pouvez remballer votre camelote avariée, et dites au passage aux ministres et aux députés du PS que ce n'est pas la peine qu'ils s'y collent chacun leur tour chaque semaine, le dernier en date c'était Cazeneuve, votre bourrin ne franchira pas le premier tour. Il aura été le pire président de la Ve République, devant Sarkozy il fallait le faire quand même, c'était un pari risqué, mais réussi, bravo !

Cela paraît à peine croyable, n'est-ce pas ? On se marre, mais entre nous, ils sont à l'image de la société qu'ils nous ont cédée et là ce n'est pas drôle du tout.

ACTUALITE EN TITRES

Bassesses.

- Rebsamen écarte une hausse du smic au 1er janvier - LePoint.fr

- Smic: Maily (FO) demande "*un petit coup de pouce*" - AFP

Généralement, "*un coup de pouce*" équivaut à un chiffre précédé d'un zéro et une virgule, genre 0,6%, pour un "*un petit coup de pouce*", histoire de ne pas embarrasser le gouvernement et le patronat, vous devez rajouter un zéro devant le 6.

Les sionistes seraient-ils aux abois ?

- Jérusalem: la méfiance grandit entre Palestiniens et Israéliens - AFP -

- La haine en modèle: avec les destructions de maisons, Israël donne le pire des exemples à ses citoyens - Slate.fr

- Israël, comme une tentation d'apartheid - LePoint.fr -

[Le point d'interrogation de trop.](#)

- Enfant abattu aux Etats-Unis: Les policiers en tort? - 20minutes.fr

- Florange : François Hollande a-t-il tenu ses promesses ? - Francetv info

[Un monde belliqueux.](#)

- Déficit budgétaires: Berlin multiplie les coups de griffe contre Paris - Francetv info

- LuxLeaks : Juncker demande aux europhobes de cesser de l'insulter - LeMonde.fr

[Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- L'Afghanistan en deuil après l'attentat le plus meurtrier depuis 2010 - LePoint.fr

- Une voiture piégée fait huit morts à Bagdad, combats à Ramadi - Reuters

- Une centaine de personnes massacrées dans l'est de la RD Congo - Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

[L'existence de droits sociaux est une anomalie qu'il faut corriger, le marché l'exige.](#)

- La France reste numéro un des dépenses sociales, selon l'OCDE - Reuters

L'Organisation de coopération et développement économiques table ainsi sur des dépenses sociales qui atteindraient 31,9% du produit intérieur brut en France cette année.

L'OCDE relève que plusieurs pays, dont l'Allemagne, le Canada, la Grèce, l'Irlande, l'Estonie et le Royaume-Uni, sont parvenus à des baisses sensibles de leurs dépenses rapportées au PIB par rapport aux plus hauts de la crise.

Le poste le plus important reste celui des retraites, qui représentait 15,8% du PIB en Italie, soit deux fois plus que pour la moyenne des pays de l'OCDE (7,9%) en 2012, et 13,8% en France. Quant aux dépenses de santé, elles représentent 6,2 points de PIB dans la zone OCDE mais 8,6 points en France. Reuters 24.11

Et le modèle de démocratie, les Etats-Unis ? Selon ce classement qui concernait uniquement les dépenses publiques, ils se classaient... 24e !

... du coup...

La Commission européenne va réclamer 4 milliards d'euros d'efforts supplémentaires à la France - Francetv info

["Promesse tenue" : 1000 emplois supprimés.](#)

- Florange : Hollande passe par "*la petite porte*" et évite les manifestants - L'obs

- François Hollande : déplacement savamment orchestré à Florange - Francetv info

Il s'est rendu à Florange, au siège d'ArcelorMittal, pour rencontrer la direction et les délégués syndicaux de la CGC et de la CFDT.

Si les salariés des hauts fourneaux ont pu être reclassés, ce sont les sous-traitants qui ont le plus souffert de cette fermeture.

Près d'un millier d'emplois aurait été supprimé. Ces sous-traitants n'étaient en effet pas concernés par l'accord entre l'État et ArcelorMittal. Francetv info 24.11

Il a rencontré les délégués syndicaux jaunes qui signent tous les accords pourris avec le patronat pour lequel il gouverne, tout est l'ordre des choses.

[Régime policier. Vous n'avez aucun droit. Ministère de l'acharnement judiciaire infâme.](#)

- Un octogénaire devant la justice pour avoir aidé son épouse à mourir - AFP

Un homme de 86 ans devra répondre de "*non-assistance à personne en danger*" mardi devant le tribunal correctionnel de Saint-Etienne, pour avoir assisté son épouse lors de son suicide par absorption massive de médicaments, en novembre 2011.

"*Cette affaire est symbolique de l'acharnement du système judiciaire*", a déclaré lundi, lors d'une conférence de presse à Saint-Etienne, Jean-Luc Romero, président de l'association pro-euthanasie ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité), dont le prévenu est membre, tout comme l'était aussi son épouse Josanne (bien Josanne), décédée le 10 novembre 2011 à leur domicile stéphanois, à l'âge de 83 ans.

L'avocat de l'octogénaire, Me Mickaël Boulais, a pour sa part indiqué que son client, invalide, "*atteint de la maladie de Parkinson et d'un cancer de la prostate*", ne sera pas présent à l'audience.

A l'issu de l'instruction, cet homme, désormais domicilié dans l'Hérault, avait bénéficié d'un non-lieu pour le chef d'"*homicide volontaire*" pour lequel il avait aussi été mis en examen.

Il avait expliqué avoir voulu "*apporter une délivrance*" à son épouse et "*faire plaisir une dernière fois*" à celle avec qui il était marié depuis 55 ans, atteinte d'une fragilité osseuse qui la faisait souffrir et limitait ses déplacements.

Ainsi, ils avaient renoncé à se rendre ensemble en Suisse à la rencontre d'une association qui accueille les personnes désireuses de mourir dignement.

Atteinte de dépression depuis plusieurs années, l'épouse avait déjà effectué plusieurs tentatives de suicide.

Jusqu'au 10 novembre 2011, jour où son mari accepta de l'aider à décapsuler une quantité importante de médicaments et de lui apporter un verre d'eau, pour qu'elle les avale, attendant qu'elle soit décédée pour appeler un médecin.

"*Jean Mercier n'a pas commis de provocation au suicide de son épouse*", souligne Me Mickaël Boulais, en annonçant le dépôt auprès du tribunal stéphanois d'une Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) relative à "*l'assistance au suicide*", afin qu'il la transmette à la Cour de cassation, pour saisine du Conseil constitutionnel. AFP 24.11

Bravo à ce monsieur de 86 ans pour son courage et sa dignité, on ne peut pas en dire autant du parquet, du ministère de la Justice, d'ailleurs on n'en attendait pas davantage de leur part.

[Guerre psychologique. A l'appel de qui ? De l'ONU. Qui contrôle l'ONU? Les Etats-Unis ou les néolibéraux.](#)

AFP - La journée internationale des violences faites aux femmes a lieu ce mardi.

Grille de lecture.

Les hommes comme les femmes ont le malheur de vivre dans une société où les rapports sont fondés sur des critères de domination et d'inégalité. Pour mettre un terme à ces rapports il faut en finir avec le capitalisme qui en est le fondement.

Quand la société sera basée sur d'autres valeurs que des rapports de force entre dominants et dominés, oppresseurs et opprimés, exploités et exploités, ces rapports de domination entre les hommes et les femmes disparaîtront naturellement puisque la société sera basée sur des rapports harmonieux entre eux, et non plus sur des rapports où les uns et les autres sont mis en concurrence conduisant à des situations conflictuelles et parfois violentes.

C'est l'objet de notre combat politique pour le socialisme.

Qu'est-ce que c'est le socialisme ? C'est très compliqué, c'est ce qu'on vient d'expliquer très simplement. Monstrueux n'est-ce pas ? C'est notre idéal, partagez-le et rejoignez notre combat politique.

Comment stigmatiser le comportement des hommes pour mieux dresser les femmes contre eux, pendant que le gouvernement applique sa politique réactionnaire contre les deux, c'est ce à quoi le gouvernement et le PS ainsi que les parasites de la pseudo-gauche et extrême gauche s'appliquent à faire en permanence pour le compte de la classe dominante, pour qui voudriez-vous que cela soit, certainement pas pour les femmes dont ils se contrefoutent.

Passons à leur propagande.

- Paris : Ile-de-France: Comment lutter contre les cyberviolences sexuelles et sexistes? - 20minutes.fr

- 33 enfants victimes de violences conjugales en 2013 - LeMonde.fr

- Égalité filles/garçons: Vallaud-Belkacem va présenter des outils pédagogiques - AFP

La ministre de l'Education nationale Najat Vallaud-Belkacem présentera mardi des outils pédagogiques pour l'égalité filles-garçons, dans le cadre du dispositif qui succède à l'expérimentation "*ABCD de l'égalité*". AFP 24.11

- Violences conjugales: Radioscopie des agressions au sein des couples - 20minutes.fr

Question : Combien d'agressions de femmes ou d'hommes sont ignorées parce qu'elles ne méritent pas d'être déclarées ou de faire l'objet de poursuites judiciaires ? 90, 95% ? Vous voyez, on ne le nie pas, au contraire on en rajoute une couche parce qu'on sait que leur société est encore plus épouvantable que ce qu'ils décrivent. S'ils révélaient ce qui se passe réellement, la population ne pourrait pas le supporter très longtemps ou elle serait portée à se poser des questions, ce qu'il est préférable d'éviter, vous l'aurez bien compris, elle pourrait trouver les bonnes réponses pour changer la société.

Non, cette opération n'a pas l'ambition d'aller aussi loin, pas même de répondre aux besoins des femmes, ce matraquage psychologique (culpabilisation) permanent a pour fonction de rendre l'atmosphère délétère, suffoquante et cela leur suffit. Ils veulent tout simplement vous pourrir la vie pour vous déstabiliser, vous démoraliser afin que vous vous disiez que dans ces conditions il n'y a rien à faire et il sera impossible de changer la société, et apparemment cela fonctionne assez bien, puisque plus personne ou presque n'y pense et encore moins y croit, qu'il nous soit permis de ne pas en faire partie. Pourquoi ? Pardi, mais parce qu'on aime les femmes, je plaisante.

La mission de l'école public dévoyée par le lobbying néolibéral.

- Égalité filles/garçons: Vallaud-Belkacem va présenter des outils pédagogiques - AFP

Rappel. Mme Vallaud-Belkacem participe (avec Hollande notamment) au think tank néolibérale French American Foundation ou « *Young Leaders* », dont des membres participent à L'Atlantic Council. (lire dans cette page).

AFP- La ministre de l'Education nationale Najat Vallaud-Belkacem présentera mardi des outils pédagogiques pour l'égalité filles-garçons, dans le cadre du dispositif qui succède à l'expérimentation "*ABCD de l'égalité*".

Paul Raoult, président de la fédération de parents d'élèves FCPE - "*Ça va dans un bon sens*". il a ajouté : "*C'est bien à l'école de mettre en place cette égalité de traitement entre les garçons et les filles*".

Sébastien Sihr, secrétaire général du SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire - "*C'est un plan bien orienté, mais trop timide dans le volet formation des enseignants*".

Cet été, Benoît Hamon et Mme Vallaud-Belkacem avaient renoncé à la généralisation des ABCD, initialement envisagée pour la rentrée 2014, et promis à la place un "*plan d'action*" avec mise à disposition des enseignants, à l'automne, d'une "*mallette pédagogique*", des formations pour les professeurs et une inscription dans les futurs programmes, attendus en 2016. AFP 24.11

Encore des vendus ces syndicalistes, Hollande est leur président, alors...

Comme quoi ils ne renoncent jamais... contrairement à nous, hélas ! Ce portail est là pour vous aider à tenir bon. Soutenez-le, s'ils vous apportent quelque chose.

Le sujet de cet article pose plein de questions.

Comment peut-on concevoir que l'Etat qui a conduit la société à un tel degré de décomposition pourrait-il être légitime pour prendre en charge l'éducation de nos enfants ? Pour leur donner quelle éducation ? Dans quelle direction ? A partir de quelles intentions ? Dans quel but véritablement ?

On lui dénie ce droit sur les bases sur lesquelles il est fondé et fonctionne, c'est-à-dire au service de la classe dominante, pour servir ses intérêts. Ils sont en train de transformer les profs en agents ou formateurs & pensée unique ou nihilisme, c'est intolérable.

Guerre psychologique et propagande. Stigmatisation et appel à la délation.

Grande-Bretagne. Hystérie du Raj britannique.

- Scotland Yard fait appel à la population face à la menace terroriste - LeFigaro.fr
- Scotland Yard pense avoir déjoué "quatre ou cinq complots terroristes" cette année - Francetv info -
- Pris par erreur pour un terroriste par la police belge, un joueur de cricket expulsé vers le Pakistan - Francetv info

France. Les croisés ou retour à Charles Martel. La cible : Les musulmans et l'Islam.

- Une circulaire sur la radicalisation religieuse des élèves suscite l'indignation - 20minutes.fr

Des enseignants apparemment pris pour des abrutis finis par le rectorat de la Vienne, car les signes de radicalisation islamique sont parfaitement visibles ou détectables à l'oeil nu par n'importe quel crétin.

20minutes.fr - Baptisé «*Prévention de la radicalisation en milieu scolaire*», le texte explique aux enseignants la marche à suivre pour détecter les comportements déviants des élèves. Il leur est conseillé de scruter avec attention plusieurs signes physiques pouvant témoigner d'une radicalisation religieuse: la «*barbe longue non taillée (moustache rasée)*», un «*habillement musulman*», le «*refus du tatouage*», une «*perte de poids liée à des jeûnes fréquents*», «*des cheveux rasés*», des «*jambes couvertes jusqu'aux chevilles*»...

D'autres éléments comportementaux doivent aussi éveiller l'attention des enseignants selon la circulaire, comme le «*repli identitaire*», l'«*exposition sélective aux médias (préférence pour les sites Web djihadistes)*», la «*rhétorique politique*» concernant notamment la Palestine, la Tchétchénie, l'Irak, l'intérêt pour la naissance de l'Islam. 20minutes.fr 24.11

Et le journaliste de 20minutes.fr de se ranger au côté du rectorat en se demandant "comment prévenir la radicalisation religieuse des jeunes sans stigmatiser les musulmans", alors que ce texte vise uniquement les musulmans, alors que des jeunes peuvent être attirés par des sectes ou l'extrême droite ou encore l'ultra gauche et mettre tout autant leur vie en danger.

20minutes.fr - Interrogée par Europe 1, Magali Espinasse, secrétaire départementale du Syndicat national des enseignants du secondaire (SNES) n'y va pas de main morte pour critiquer la circulaire: «*Tout est choquant. C'est simpliste, schématique et faux. C'est extrêmement dangereux.*»

Pour le secrétaire départemental du syndicat UNSA, Jean-François Roland, «*les termes employés sont maladroits*». «*Ce n'est pas vraiment le vocabulaire qu'emploie habituellement l'Education nationale. Je pense qu'il a manqué une relecture avant diffusion*», a-t-il ajouté, également auprès de France Bleu.

Un peu gênée aux entournures, la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, a pris quelques distances avec le document, qu'elle estime «*sans doute perfectible, c'est incontestable*», lors d'une interview à France 3. Tout en signalant qu'il s'agit d'«*une démarche isolée (...) faite dans cette académie*». 20minutes.fr 24.11

Elle ne le désavoue, c'est qu'il lui convient. En fait le rectorat de la Vienne s'inspire du discours belliciste de Hollande, Valls et Fabius, il en a juste fait un peu trop...

Sous les auspices de l'OTAN et l'UE : Les néonazis montent en première ligne et s'entraident.

- La Lituanie va fournir une aide militaire à Kiev - Reuters

Le fascisme légalisé, légitimé, officiellement à tous les échelons de l'Etat, médias inclus, sans que cela embarrasse l'UE... et les sionistes, les autorités israéliennes qui s'en accommodent. Etrange ? Non, normal, ce qui est étrange c'est de ne pas vouloir l'admettre quand on a les faits sous les yeux.

Lecteurs, c'est le moment ou jamais si vous ne vous êtes pas encore décidés, choisissez votre camp : Celui de l'UE et de l'OTAN et les partis ou gouvernements qui y participent ou celui du ou des partis qui refusent d'y participer et qui les combattent. La bannière du socialisme est sans tâches, on vous rassure.

La ministre de la Santé e Lituanie a proposé de tuer les pauvres. - histoireetsociete.wordpress.com 21.11.2014

« *L'euthanasie peut être un bon choix pour les pauvres, qui en raison de leur pauvreté n'ont pas accès à l'aide médicale* », telle est la « *solution* » du problème des patients démunis proposée par le nouveau Ministre de la Santé de Lituanie Rimante Šalaševiciute, entrée en fonctions début juin.

Elle a immédiatement engagé une discussion sur la légalisation de l'euthanasie en Lituanie, et a déclaré dans une interview que la Lituanie n'étant pas un Etat social, les soins palliatifs n'étaient pas accessibles à tous. C'est pourquoi l'euthanasie peut être un bon choix pour des gens qui « *ne veulent pas infliger à leurs proches le spectacle de leurs souffrances* ». histoireetsociete le novembre 21, 2014

Un groupe néo-nazi est membre d'une ONG lituanienne financée par l'UE - philosemitismeblog.blogspot.in - 05.05.2012

Un groupe de jeunesse néo-nazi lituanien a été admis au sein d'une organisation qui reçoit des fonds de l'Union européenne. On peut s'interroger sur les procédures de sélection de l'UE en matière de subsides.

L'Union de la Jeunesse nationaliste lituanienne est l'un des principaux organisateurs du défilé néo-nazi annuel de la Journée de l'Indépendance qui a eu lieu le 11 mars à Vilnius, malgré de nombreux appels internationaux pour que l'événement soit annulé. philosemitismeblog.blogspot.in - 05.05.2012

Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe - vacarme.org - 23 juin 2010

Dans les pays baltes, les russophones subissent souvent la vindicte populaire, alors que d'anciens héros nazis sont très explicitement honorés par la nation. Le 16 mars 2005, « *jour de la légion* », a eu lieu à Riga un défilé qui rendait hommage aux soldats lettons engagés dans la Waffen SS contre l'Armée rouge. Alors que d'anciens nazis retrouvaient un statut de héros, les contre-manifestants [3] furent matraqués. (...)

Le 5 mai 2008, l'histoire de la Lituanie dans l'Europe élargie a atteint son point d'étiage moral. Des policiers en tenue sont venus chercher deux femmes. L'une d'elle, Fania Yocheles Brantsovsky, 86 ans alors, est bibliothécaire de l'institut yiddish de Vilnius. Elle a été immédiatement protégée par l'ambassade d'Irlande puis l'ambassade américaine, britannique et autrichienne. L'autre, Rachel Margolis, 87 ans alors, a été inquiétée parce qu'elle avait découvert et publié le livre de raison d'un Polonais courageux qui avait été témoin du meurtre de masse réalisé par d'enthousiastes volontaires locaux, appelés ici « *partisans* », de dizaines de milliers de civils innocents à Paneriai. Rachel Margolis était en Israël et elle n'a pas pu revenir chez elle à Vilnius pour faire visiter comme chaque année les restes du ghetto. Sara Ginaite, une autre rescapée qui vit à Toronto a dû annuler son voyage annuel d'été à Vilnius sur les conseils de son avocat. On l'accuse d'avoir pris part à des massacres de civils lituaniens auprès de l'Armée rouge. Elle a accepté de répondre à un journaliste de ces accusations et affirmé qu'elle n'était pas dans la forêt de Rudnicky au moment de ces représailles, mais que les villageois en question n'étaient pas des civils désarmés mais des « *patriotes* » lituaniens collaborateurs des nazis. Enfin l'un des membres de la commission internationale pour l'évaluation des crimes, l'historien Yitzhak Arad, qui travaille à Yad Vashem, lui aussi survivant résistant du ghetto, a été également inquiété dans ces affaires et a donné immédiatement sa démission, soutenu en cela par l'historien Sir Martin Gilbert qui avait jusque-là accepté de jouer le jeu de cette commission à son corps défendant et qui a également démissionné en demandant que la diffamation des résistants cesse et qu'ils soient réhabilités publiquement pour leur combat héroïque contre le nazisme.

Lituanie, le pays le plus suicidaire au monde - cafebabel.fr - 18.05.2010

Une fois encore, en 2009, la Lituanie a obtenu le taux de suicide le plus élevé au monde, d'après l'Organisation mondiale de la santé : 34 personnes sur 100.000 se sont suicidées, soit trois fois plus qu'en Espagne ou aux États-Unis et 11 fois plus qu'en Grèce. cafebabel.fr - 18.05.2010

Un choc: défilé néo-nazi à Vilnius - gillesenlituanie.hautetfort.com - 12 mars 2008

Leur look et leurs cris n'étaient pas ambigus : souvent le crâne rasé, arborant drapeaux lituaniens et lettons, mais aussi symboles nazis, ils scandaient des slogans antirusses et anti-juifs, et « *La Lituanie aux Lituaniens* » (Lietuva Lietuviams). (En France le FN scande "*La France aux Français*", mais pour M. Le Pen son parti est juste "*patriotique*", propos qu'elle a tenu hier.

Les leaders, arborant croix gammées (photo), ont pu tranquillement donner des interviews aux télévisions. gillesenlitanie.
hautetfort.com - 12 mars 2008

Un complément sur l'Ukraine

- A l'Est, les nazis de hier sont réhabilités - resistances.be - 01-06-2009

En Ukraine, comme dans d'autres ex-républiques soviétiques, le temps est désormais à la réhabilitation des anciens collaborateurs nazis, actifs durant la Seconde Guerre mondiale. Auxiliaires des Allemands, ils ont participé activement à la répression contre les partisans et aux massacres de populations civiles : juives, tziganes, polonaises et russes. Certains sont impliqués dans des crimes de guerre.

Aujourd'hui, ces ex-nazis, dont ceux de la SS ukrainienne, sont considérés comme des héros de la «*résistance nationale*», avec l'aval des nouvelles autorités politiques locales, soutenues par l'Union européenne et les Etats-Unis. Viktor Iouchtchenko, le leader de ladite «*Révolution orange*», est directement impliqué dans ce révisionnisme historique.

Le 28 avril dernier, la droite nationaliste ukrainienne a célébré l'anniversaire de la fondation, le 23 avril 1943, de la division Waffen SS «*Galizien*» (Halitchina, en ukrainien). La principale formation néofasciste locale, «*Svoboda*» (Liberté), dirigée par Oleh Tiahnibog, a fait installer à Lviv (Lwow), la capitale de la Galicie (Ukraine occidentale), avec l'autorisation de la mairie, de grands panneaux publicitaires en l'honneur de cette «*division étrangère*» de l'armée de la SS. Le gouvernement ukrainien actuel, par la voix de son ministre de l'Intérieur, a estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative, la première du genre... par ailleurs.

C'est donc officiellement et légalement qu'est installé depuis plusieurs jours dans les rues de Lviv tout un équipement de propagande de la division nazie de Galicie, sous l'appellation «*Division ukrainienne Galitchina*», avec pour emblème le «lion galicien», et non la croix gammée, qui fut pourtant son drapeau initial. Tout cela accompagné de la mention : «Ils ont combattu pour l'Ukraine» Pour rappel historique, ces combattants nazis ukrainiens étaient sous les ordres directs d'Hitler et d'Himmler, le chef suprême du IIIe Reich nazi et celui de ses SS, l'«*élite*» du régime nazi (1933-1945).

Les liens de Viktor Iouchtchenko avec le «*national-fascisme*»

Selon le président des services de sécurité ukrainiens (SBU), Valentin Nalivaïtchenko, c'est sur commande de la formation néofasciste «*Svoboda*» et avec l'autorisation du conseil municipal de Lviv que les panneaux ont été installés. «*Il n'y a rien en cela*», a-t-il précisé, «*qui soit contraire aux engagements internationaux de l'Ukraine, il n'y a pas de mention "SS"*». En effet ! Mais pour prendre un exemple belge, c'est comme si, en Belgique, on installait des panneaux publicitaires glorifiant la légion flamande «*Langemark*» ou la légion «*Wallonie*» de Léon Degrelle, sans préciser qu'il s'agissait de divisions de la Waffen SS.

Ce «*scandale*» de Lviv est dénoncé par le Parti des régions, mais non par les formations de l'ex-coalition dite «*orange*», au sein de laquelle militent aussi bien des nationalistes radicaux et des néofascistes que des partisans d'une Ukraine pro-américaine et pro-européenne. «*Svoboda*» a obtenu 35 % des voix lors des récentes municipales à Ternopol, l'une des grandes villes de Galicie... Ternopol fut aussi l'un des haut-lieux, pendant la Deuxième Guerre mondiale, du génocide nazi, de l'extermination des juifs. Dire que «*Svoboda*» est «*nationaliste*» est un euphémisme. resistances.be - 01-06-2009

On aura compris que le nazisme ou l'extrême droite n'est pas sorti de terre un beau matin place Maidan à Kiev à l'automne 2013.

Au passage, on remerciera le stalinisme ou la bureaucratie du Kremlin, la fine équipe qui en est issue ou qui les a remplacé depuis en Russie, d'avoir permis pendant 72 ans par la politique qu'ils ont menée dans ce pays, que la flamme du nazisme ne s'éteigne jamais au cours de ces longues décennies pour revivre de plus belle depuis 2004 grâce au concours de l'OTAN, de l'ONU, de l'impérialisme américain et de l'Union européenne.

On comprend d'ailleurs le peu d'empressement dont font preuve les staliniens, néo-staliniens et staliniens repentis pour soutenir la résistance au régime néonazi installé à Kiev qui s'est développée dans la région minière de l'Est de l'Ukraine. Eux non plus ils n'ont jamais vraiment rompu... avec le stalinisme. Ils soutiennent l'UE ou l'ONU ou les deux, on ne peut pas être des deux côtés de la barricade.

Pour lire ces articles en entier.

Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe
<http://www.vacarme.org/article1919.html>

A l'Est, les nazis de hier sont réhabilités -
<http://www.resistances.be/ukraine.html>

L'infiltration nazie des corps d'Etat lituaniens aujourd'hui

<http://www.didier-bertin.org/pages/european-charter/infiltration-nazie-des-corps-d-etat-lituaniens-aujourd-hui.html>

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Italie. Institutions illégitimes, élus illégitimes, régime illégitime.

- Renzi gagne deux élections régionales, abstention exceptionnelle - Reuters

Le Parti démocrate (PD) du président du Conseil italien Matteo Renzi a remporté les élections régionales qui étaient organisées dimanche en Calabre et en Emilie-Romagne mais le niveau exceptionnel de l'abstention atteste d'un désenchantement croissant de l'électorat. *"La participation a été mauvaise mais les résultats sont bons"* a déclaré Matteo Renzi.

En Emilie-Romagne (centre), bastion traditionnel de la gauche, 40% seulement des électeurs se sont déplacés aux urnes, contre 65% lors du précédent scrutin. Stefano Bonaccini, le candidat du PD, l'a emporté avec 49% des voix.

En Calabre (sud), la participation n'a été que de 44% contre près de 60% au précédent scrutin. Le candidat du PD, Mario Oliverio, a obtenu plus de 61% des suffrages exprimés. Reuters 24.11

2- Iran

2.1 - Echec des négociations sur le nucléaire iranien - LeMonde.fr

- Négociations sur le nucléaire iranien prolongées de sept mois - Reuters

Les opposants à une capitulation de l'Iran face aux Occidentaux l'ont emporté. Dans le premier article, c'est dit d'une manière diplomatique, feutrée. A la fin du second article les Iraniens sont moins embarrassés.

Reuters – En Iran, le président Hassan Rohani a déclaré que les positions s'étaient rapprochées entre l'Iran et le groupe P5+1. *"Durant les discussions de Vienne, de nombreux fossés ont été en partie comblés, nos positions et celles de l'autre partie se sont rapprochées"*, a-t-il dit.

Un haut diplomate occidental a fait part de son pessimisme.

"Cela fait dix ans que des idées et des propositions sont présentées" a-t-il dit sous le sceau de l'anonymat. *"Il ne reste plus rien. C'est essentiellement une question secondaire maintenant. Les Iraniens ne bougent pas. C'est un choix politique."*

"Je suis sceptique quant au fait que même si nous prolongeons, nous puissions parvenir à un accord", a-t-il déclaré avant l'annonce officielle de la prolongation. Reuters 24.11

2.2 - L'Iran regarde vers Pékin et Moscou en cas d'échec des pourparlers - Reuters

Téhéran envisage de se tourner vers Pékin et Moscou en cas d'échec des négociations sur le nucléaire iranien mais avec la baisse des prix du pétrole, le ralentissement de l'économie chinoise et les propres sanctions que subit la Russie, cette solution alternative trouve rapidement ses limites.

La Russie vend des armes à l'Iran, construit une centrale nucléaire dans la République islamique et pourrait lui fournir de la technologie.

Les deux grandes puissances pourraient également protéger l'Iran au Conseil de sécurité, en tant que membres permanents disposant d'un droit de veto.

Mais cette aide a ses limites: la Chine réclame d'importantes remises sur ses achats de brut iranien, et pourrait être d'autant plus exigeante que sa propre demande se réduit et que les prix mondiaux baissent depuis cinq mois.

La Russie, qui n'a pas besoin du pétrole iranien, est en outre elle-même exposée à des sanctions en raison de la crise ukrainienne.

En cas d'échec total des négociations -ce qu'aucune partie ne souhaite, ni la Russie ni la Chine ne pourront empêcher les Etats-Unis et l'Union européenne d'imposer des mesures punitives unilatérales à Téhéran.

Un diplomate occidental qui participe aux discussions dans la capitale autrichienne juge cependant que le besoin de parvenir à un accord définitif est moins impérieux pour l'Iran depuis la levée partielle des sanctions obtenues par l'accord de Genève de novembre 2013.

Il rappelle aussi la volonté des entreprises occidentales de desserrer le carcan imposé à Téhéran et plusieurs décisions de la justice européenne visant certaines sanctions de l'UE.

"*La pression pour obtenir un accord à tout prix est moins forte qu'il y a douze mois*", constate ce diplomate, assurant que certains pays européens sont prêts à entamer des échanges bilatéraux avec Téhéran.

Un responsable iranien explique quant à lui que si le président Hassan Rohani espère un accord afin de tenir ses promesses d'embellie économique, le guide suprême Ali Khamenei et les gardiens de la Révolution préfèrent se tourner vers l'Est et travailler avec la Russie et la Chine. Reuters 24.11

3- Etats-Unis

3.1- La croisade au Moyen-Orient de l'impérialisme américain rejetée par la majorité des Américains.

- Etats-Unis: Obama se sépare de Chuck Hagel, chef du Pentagone - AFP

- Le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, démissionne - Reuters

Le président Barack Obama a annoncé lundi le départ du chef du Pentagone Chuck Hagel (républicain - ndlr), la Maison Blanche insistant sur la nécessité d'un renouveau au moment où l'offensive contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie suscite des interrogations.

"*Nous estimons que, pour les deux dernières années du président à la Maison Blanche, un autre secrétaire à la Défense pourrait être plus adapté pour répondre aux défis*" qui se posent, a souligné Josh Earnest, porte-parole de la Maison Blanche, évoquant en premier lieu la lutte contre l'EI, mais aussi la situation dans l'est de l'Ukraine ou encore la riposte face au virus Ebola.

Le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis, le républicain John Boehner, a jugé que ce changement à la tête du Pentagone devait s'accompagner d'une réflexion plus large sur la stratégie américaine face au groupe EI. "*Nous ne pouvons vaincre l'ennemi sans un effort coordonné et réfléchi qui bénéficie du soutien massif du peuple américain. A ce jour, cette administration n'a pas réussi*", a-t-il estimé. AFP 24.11

3.2- Impunité pour le meurtre d'un jeune noir. Le jury populaire a suivi le KKK.

- Ferguson : le grand jury prononce un non-lieu contre le policier qui a tué un jeune Noir - libération.fr

Le policier américain Darren Wilson échappe à toute poursuite judiciaire après la mort d'un jeune Noir qu'il a abattu de six balles début août à Ferguson, Missouri, a annoncé lundi le procureur.

Les 12 membres du grand jury s'étaient réunis à huis clos pendant environ trois mois pour déterminer s'il y avait lieu ou non d'inculper et poursuivre le policier de 28 ans.

Le jeune homme de 18 ans --qui n'était pas armé-- a été tué par Darren Wilson en plein jour dans une rue de Ferguson le 9 août d'au moins six balles. Le corps du jeune homme avait été laissé à la vue des passants pendant plusieurs heures, en plein soleil, ajoutant encore à la colère des manifestants qui y ont vu un signe de plus du mépris des forces de l'ordre pour la population noire. Une vingtaine de minutes avant cette confrontation, Michael Brown avait été filmé dans une supérette en train de voler une boîte de cigares.

Selon les médias, le policier a déclaré devant le grand jury avoir agi en légitime défense après une empoignade avec Michael

Brown. Mais des témoins ont déclaré que le jeune homme avait les mains en l'air lorsqu'il a été tué.

Dans la perspective de nouvelles émeutes, le gouverneur a décrété l'Etat d'urgence il y a une semaine et activé la Garde nationale, et le FBI a renforcé ses équipes sur place avec une centaine d'agents supplémentaires.

Des centaines de manifestants ont défilé dimanche soir à Saint Louis, plus important rassemblement organisé depuis une semaine. «Haut les mains, ne tirez pas» et «*Voilà à quoi ressemble la démocratie*», avaient scandé les manifestants. Brandissant des pancartes proclamant «les vies des noirs comptent», des hommes et des femmes de tous âges et origines ethniques ont défilé pendant près de deux heures avant de se disperser dans le calme. La police locale de Ferguson a été vivement critiquée en août pour ses méthodes et l'utilisation d'équipements paramilitaires. Le gouverneur avait été contraint de mobiliser la Garde nationale pour restaurer le calme. AFP 24.11

SOCIAL

Belgique

- La Belgique au ralenti en raison d'une grève contre le gouvernement - AFP

La Belgique a tourné au ralenti lundi en raison d'un mouvement de grève contre les mesures d'austérité du nouveau gouvernement de droite qui a paralysé les transports et le port d'Anvers.

Cette grève, qui a touché quatre des dix provinces du pays (Anvers, Limbourg, Luxembourg et Hainaut), a eu des répercussions jusque dans la capitale, Bruxelles, où la circulation des trains a été perturbée et le trafic automobile particulièrement congestionné. Elle concernait le secteur public et privé, en Flandre comme en Wallonie.

Ceux-ci dénoncent un programme de réformes économiques et sociales visant à réaliser 11 milliards d'euros d'économies en cinq ans, qui prévoit de reculer l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans contre 65 aujourd'hui, à partir de 2030.

Ils demandent aussi l'abandon du "*saut d'index*" prévu pour 2015, qui aura pour conséquence que les salaires et les allocations sociales ne suivront pas automatiquement l'augmentation du coût de la vie, comme c'est en principe le cas en Belgique.

Ces mesures, en rupture avec la politique centriste du précédent gouvernement, ont été dévoilées par le nouvel exécutif fédéral dirigé par le Premier ministre libéral, Charles Michel, à la tête d'une coalition avec notamment les nationalistes flamands de la N-VA.

Nous voulons "*donner un signal au gouvernement, dire tout ce qui nous inquiète dans les mesures qu'il prend en ce moment*", a déclaré à l'AFP Harry Lauwereins, délégué du syndicat socialiste FGTB des dockers du port d'Anvers. Elles touchent "*les travailleurs et les gens qui reçoivent une allocation. Ce n'est pas juste*".

Cette journée était la première d'une série de "*grèves tournantes*" dans plusieurs provinces de Belgique, avant une grève générale prévue le 15 décembre. Elle faisait suite à une manifestation monstre qui avait réuni plus de 100.000 personnes, soit environ 1% de la population, le 6 novembre à Bruxelles.

La ville d'Anvers a été particulièrement touchée. Aucun train n'était annoncé dans l'après-midi à la gare centrale, dont les quais étaient déserts.

Les routes d'accès au port d'Anvers ont toutes été coupées par les dockers en grève, dans une ambiance globalement bon enfant. Une trentaine de navires ont été empêchés de quitter le port. La navigation marchande a aussi été paralysée à Gand et Zeebrugge.

Dans toutes les zones touchées, la circulation des bus et des trains était nulle ou très faible. Les grévistes ont bloqué l'accès aux zones industrielles, voire aux parkings pour empêcher les salariés d'aller travailler. A Charleroi, 70% des commerces et la plupart des grandes surfaces n'ont pas ouvert leurs portes lundi matin, selon les syndicats. L'usine Ford à Genk (nord) était à l'arrêt. AFP 24.11

Tous les indices d'une grève massivement suivie, qui indique que le mot d'ordre de grève générale illimitée jusqu'au retrait des mesures annoncées par le gouvernement est à l'ordre du jour.

Après le succès de la mobilisation du 6 novembre les bureaucrates syndicaux vendus organisent des "grèves tournantes" pour tenter de casser la détermination et l'unité des travailleurs, apparemment sans succès.

Bravo à nos amis belges, plutôt deux fois qu'une !

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre 2014

CAUSERIE

Il va falloir en venir aux armes, à un soulèvement armé, à une révolution socialiste... Quand on le dit, on ne nous prend pas au sérieux. On en reparlera...

Le roi d'Arabie saoudite est "*plein de sagesse*" avait déclaré Hollande admiratif lors de sa dernière visite à cette ploutocratie qui applique la charia. Deux exemples qui l'illustrent.

- Trois avocats de renom saoudiens ont été accusés, le mois dernier, d'avoir critiqué le ministère de la Justice. Il est prévu que ces trois avocats soient condamnés à des peines allant de 5 à 8 ans de prison, conformément à la loi de la lutte contre les crimes cybernétiques, en Arabie.

- La police a arrêté une activiste, pour avoir contribué à la diffusion de textes critiques, sur les responsables saoudiens, ainsi que de textes révélateurs sur la violation des droits des femmes, dans ce pays.

- La femme qui sera prise en train de conduire, sera arrêtée et jugée, condamnée même à être fouettée. french.irib.ir 25.11

Ce régime archaïque, moyennageux, tyrannique auquel rendait hommage Hollande où les partis politiques et les syndicats sont interdits, la liberté de la presse et d'expression est muselée, les femmes ravalées au rang de sous-espèce du genre humain, les travailleurs immigrés réduits en esclavage, fournit une précieuse indication sur la véritable nature du PS, dont les intérêts personnels de ses dirigeants coïncident avec ceux du régime dont ils adoptent l'idéologie.

C'est à cette lecture qu'il faut considérer la propagande du gouvernement en faveur des droits des femmes, des immigrés, des homosexuels qui sont persécutés en Arabie saoudite, etc. sinon on ne comprend rien et on se fait manipuler.

On peut comprendre que ce soit difficile à saisir au premier abord pour bon nombre de travailleurs ou militants qui se demandent à quoi cela rime, et ce serait ridicule ou injuste de les juger ou de leur en vouloir, tel n'a jamais été notre intention.

Le PS et ses satellites soutiennent les régimes qui adoptent ou adhèrent à la politique américaine sans se soucier du sort qu'ils réservent à leur population, et si en France ils tiennent un discours qui est incompatible avec ces régimes, peu importe, car en réalité c'est pour servir les mêmes intérêts, appliquer la politique que leur dicte l'oligarchie financière.

Quand le PS prétend accorder de nouveaux droits à une communauté ou une minorité, il ne faut surtout pas croire un instant qu'il serait animé de bonnes intentions à son égard, en fait ce n'est qu'un prétexte pour dresser les couches de la population les unes contre les autres pendant qu'il détruit leurs droits collectifs. Et pour mieux y parvenir ils va stigmatiser leurs préjugés qu'il amalgamera à une réaction conservatrice ou un comportement archaïque. Il la culpabilisera pour mieux lui imposer ou lui faire accepter la dissolution des rapports sociaux qui existaient dans la société au profit de droits basés sur des critères individuels, de telle sorte que les liens collectifs qui étaient issus de ces rapports sociaux et constituaient l'identité d'un peuple soient dilués ou disparaissent, la notion de citoyenneté n'ayant dès lors plus aucune valeur, chaque membre de la société peut estimer détenir des droits différents une fois totalement atomisé qu'il pourra opposer aux autres membres de la société concourant ainsi à sa dislocation ou au chaos. Voyez où nous en sommes rendus et vous avouerez que cette description correspond bien à la réalité.

Quand on a cela à l'esprit, on tient l'explication aux contradictions qu'on avait cru déceler dans le comportement des dirigeants du PS et qui n'étaient que de circonstance ou n'en étaient pas vraiment. Le PS a successivement soutenu et dénoncé le colonialisme par exemple, il a soutenu le colonialisme lorsqu'il correspondait à un objectif du capitalisme et il l'a dénoncé lorsqu'il était devenu intenable et l'indépendance des peuples opprimés inévitable.

Pour saisir sa véritable nature il faut prendre en compte les deux phases de ce processus au cours duquel en réalité il n'a adopté qu'une seule et unique attitude correspondant aux besoins du capitalisme, la décolonisation ayant correspondu à un processus politique en relation avec le développement de la bourgeoisie et des forces productives dans les pays colonisés, en prenant la forme d'un mouvement de libération national afin d'affirmer leur souveraineté face à l'impérialisme, ce qui a nécessité le soulèvement de leurs peuples. La décolonisation a donc été une étape de la lutte des classes devant conduire à libérer les

forces productives du carcan que lui imposait l'impérialisme. On peut ajouter que ce processus n'a jamais pu être mené à son terme dans bon nombre de pays qui sont demeurés sous-développés pendant encore un siècle, tâche qu'aurait dû assumer la révolution socialiste mondiale qui hélas n'est jamais parvenue à maturité...

Le PS a participé au colonialisme et il a accompagné la décolonisation, il n'a fait que suivre ou subir ce processus historique en le justifiant sans jamais chercher à l'orienter dans une autre direction que celle que devait lui imprimer les capitalistes jusqu'à nos jours.

Le PS n'étant pas le parti officiel de l'ordre, bien qu'occasionnellement il puisse le remplacer aux commandes de l'Etat, depuis des lustres il en est le suppléant, son comportement tient de la posture ou de l'imposture. Et lorsque son discours coïncide avec ses réelles intentions c'est qu'elles correspondent aux besoins des capitalistes, le reste du temps il ne sert qu'à bernier les ignorants ou ceux qui espèrent tirer profit individuellement de sa politique, ceux qu'on peut appeler pour le coup à juste titre "*son électorat privilégié*".

On aura remarqué qu'il arrive toujours un moment où sa nature profondément réactionnaire est brutalement mise en lumière, comme c'est le cas aujourd'hui, et le malheur du mouvement ouvrier réside dans le fait de ne pas avoir voulu en tenir compte, de s'être corrompu en le ménageant, en faisant l'impasse sur son ignoble passé depuis 1914.

Parfois en écoutant des dirigeants du PS parler (ou du PCF et bien d'autres encore) on peut se demander ce qu'ils ont dans la tête ou quel est leur objectif, il ne faut pas chercher bien loin sous peine de tomber dans des rêveries existentialistes, car en réalité ils ne sont animés que par des intérêts personnels qui se confondent avec ceux du régime en place. Ceux qui ont fait l'ENA ou les grandes écoles comme ils disent ou qui ont obtenu des diplômes universitaires avant de se lancer en politique, ont suivi ce cursus pour servir l'Etat ou le régime et en tirer profit et pas autre chose, il ne devait pas avoir d'autre idéal dans la vie, ce devait être leur profession, comme le boulanger qui fait du pain et vit de son métier, eux ils vivent du personnage qu'ils ont endossé pour jouer cette funeste comédie institutionnelle.

Hollande éprouve de l'admiration et de la sympathie pour un tyran qui partage la même idéologie criminelle que les barabares d'Al-Qaïda et l'Emirat islamique, et cela ne l'empêche pas de se dire socialiste, démocrate, républicain, laïc, etc. Quelque part c'est monstrueux, personnellement cela ne nous surprend pas, ce qui est surprenant en revanche, c'est que le mouvement ouvrier soit toujours incapable d'en tirer les enseignements et les conclusions qui s'imposent et refusent de rompre avec le PS et tous les partis qui gravitent autour, ses satellites et ses alliés.

[Le saviez-vous ?](#)

- Suisse: une pétition pour que chiens et chats ne finissent plus à la casserole - AFP

Des chiens réduits en saucisses et des chats cuisinés façon lapin chasseur: de nombreux Suisses en font encore leurs délices, selon une association de défense des animaux qui a déposé mardi une pétition au parlement pour en finir avec cette pratique culinaire.

La pétition, qui demande l'interdiction de la consommation de viande de chat et de chien en Suisse, a recueilli quelque 16.000 signatures, à l'initiative de l'association SOS Chats Noiraigue.

"*Environ 3% des Suisses mangent en cachette du chat ou du chien. On le voit surtout dans la région de Lucerne, dans l'Appenzell, dans le Jura et dans le canton de Berne*", a expliqué à l'AFP Mme Tomi Tomek, la présidente et fondatrice de l'association. Elle a reconnu qu'il était impossible de chiffrer le nombre d'animaux concernés.

La viande de chien est principalement utilisée pour faire des saucisses et de la graisse contre les rhumatismes. Quant à la viande de chat, elle est consommée plutôt en famille et cuisinée comme du lapin pendant la période de Noël, en particulier dans les cantons de Berne, de Lucerne et du Jura, relève SOS Chats Noiraigue.

"*Le parlement ne fera rien si la population ne se révolte pas. Les Suisses doivent nettoyer devant leur porte*", a ajouté Mme Tomek. "*Aujourd'hui on ne peut rien faire puisqu'il n'est pas interdit par la loi de manger son chien ou son chat, on ne peut même pas dénoncer ceux qui se livrent à cette pratique, nous demandons simplement l'ajout d'un paragraphe à la loi sur la protection des animaux domestiques*", a-t-elle poursuivi.

L'association a obtenu l'interdiction du commerce des peaux de chat en 2013. AFP 25.11

Cela dénote des rapports particuliers avec des animaux que l'on côtoie quotidiennement, on n'imaginait pas que des gens aussi proches de nous par le développement ou la culture s'adonneraient à une telle pratique culinaire avec des animaux qu'on a l'habitude de considérer comme les meilleurs amis de l'homme. Vous me direz qu'on mange bien du cheval qui est tout aussi proche de l'homme. Et c'est vrai que lorsqu'on regarde un veau ou une vache dans les yeux, cela ne donne pas vraiment envie de la manger, ou encore un mouton ou un cochon qu'on a vu grandir.

Personnellement j'en mange de moins en moins et je m'en passe très bien.

Cela me rappelle mon oncle Marcel décédé, cantonnier de son état, qui a vécu toute sa vie avec sa mère dans une maison en bois comportant une seule pièce, plantée sur un lopin de terre minuscule. Il avait un poulaillé et mes parents le taquinaient parce qu'ils avaient toujours un vieux coq et de vieilles poules qu'il ne pouvait pas se résoudre à tuer malgré leur âge avancé. Elles boîtaient ou devenaient aveugles je m'en souviens encore, ils les avaient adoptés et ne pouvaient pas s'en séparer, et quand son vieux coq venait à trépasser, le vieil homme pleurait à chaudes larmes.

C'était un homme simple et bon, dans sa jeunesse il avait adhéré au Parti communiste. Il a toujours vécu dans le dénuement le plus total. Je me souviens encore que l'hiver il y avait des glaçons qui pendaient à l'unique fenêtre de sa baraque recouverte de goudron, et il y avait des gamelles disposées à plusieurs endroits pour récupérer l'eau de pluie qui tombait du toit parce qu'il fuyait, il ne l'a jamais réparé. Il quittait rarement son bleu de travail car il ne voyait pas l'intérêt de porter autre chose. Et lorsqu'il était invité à manger chez mes parents lors des grandes occasions, il se pointait habillé de la même manière, ce qui lui valait une remontrance de ma mère qui le laissait indifférent, c'était une femme et lui un vieux garçon, il lui faisait remarquer qu'il avait fait l'effort de mettre une chemise propre et qu'il ne fallait pas trop lui en demander, le tout toujours en souriant ou en plaisantant car c'était une bonne nature. Il faisait toutefois une exception pour mon père qu'il adorait.

C'était un ouvrier issu comme lui des couches les plus défavorisées, qui plus est avait réussi à se maintenir à flot et à élever sa petite famille sans jamais troquer sa dignité. Il éprouvait donc pour lui un grand respect, au point que c'était un honneur pour lui de s'asseoir à table le dimanche à côté de mon père. Avant de s'asseoir il demandait à ma mère où s'asseoirait mon père, et elle qui était un peu peau de vache lui intimait l'ordre de s'asseoir à la place qu'elle lui indiquerait le moment venu, le plus souvent à l'autre bout de la table comme si elle se faisait un plaisir de lui faire de la peine. Comme ma mère n'avait pas de meilleures dispositions à mon égard, souvent elle le plaçait à côté de moi, les deux ratés de la famille ensemble. Cela m'allait très bien parce qu'au moins je savais que mon voisin ne me ferait pas de remontrances sur ma manière de me tenir à table, j'étais couvert par Marcel qui s'en moquait. Invariablement il sortait de sa poche le couteau pliant qu'il portait toujours sur lui et qui lui servait à tout. Il le posait sur la table, ce qui lui valait une nouvelle réflexion de ma mère, et pour le vexer elle lui disait d'aller se laver les mains avant de commencer à manger, j'en étais gêné pour lui car je l'aimais bien, le pauvre bonhomme s'exécutait sans se répartir pour autant de sa bonne humeur.

Tout le monde se moquait de lui, sans doute parce qu'il était balayeur, en bas de l'échelle sociale, moi je l'admirais parce que j'avais reconnu en lui une qualité que les autres membres de la famille ne possédaient pas. Il était totalement désintéressé, et du coup il était d'une gentillesse naturelle, ce qui tranchait avec mes parents qui me battaient et le reste de la famille qui passait son temps à me sermonner. Qui plus est, il n'avait pas eu d'enfants et ils aimaient la jeunesse, la comprenait, car il n'était pas l'idiot que mes parents décrivait, au contraire il avait l'esprit ouvert. C'est la personne de ma famille qui m'aura laissé le meilleur souvenir et que j'ai toujours respecté.

[Savez-vous où passent leurs vacances les fortunés saoudiens?](#)

A Tel-aviv!

Selon les médias israéliens les touristes saoudiens préfèrent désormais aller dépenser leur argent non pas à Londres mais bel et bien à Tel-Aviv. Selon le site al Qatif qui cite une chaîne de TV saoudienne " *les visites discrètes des richissimes touristes saoudiens datent déjà de 2009. Quelques 250000 touristes arabes et musulmans se seraient rendus en Israël depuis 2009.* "

Les Arabes les plus israélophiles semblent toutefois être des marocains avec 6440 touristes à s'être déplacés depuis 2009 en Israël : viendront ensuite les Saoudiens, les Jordaniens, les Indonésiens, les Koweïtiens les Omanais et les Qataris, les Malaisiens. A part l'Egypte et la Jordanie, les autres pays musulmans n'entretiennent aucune relation officielle avec le régime occupant Qods qui continuent à l'heure qu'il est à "tuer les Palestiniens". french.irib.ir 25.11

Un Arabe fortuné "israélophile" est forcément sioniste...

[Quand les Etats-Unis et la France livrent des armes aux "rebelles modérés" de l'ASL qui s'allient avec les barbares de l'Emirat islamique : C'est pour mieux les combattre ! Illustration.](#)

- Syrie : les frappes aériennes des Etats-Unis forcent les troupes anti-Assad à soutenir l'EI (medias) - french.ruvr.ru

Les militaires de l'Armée syrienne libre (ASL) disent qu'ils sont forcés de conclure des alliances avec l'Etat islamique (EI) à cause des bombardements américains. Telle est la conclusion de l'enquête réalisée par The Guardian et publiée dimanche.

Certaines brigades de l'ASL sont déjà en train de former des alliances ou faire des trêves avec l'EI à cause des bombardements de la Syrie par les forces américaines, et ces alliances sont également de plus en plus soutenues par les civils, annonce le

quotidien britannique en analysant série d'interviews réalisés dans la région.

Les militants de l'ASL se disent déçus par la politique américaine dans la région, ajoutant que leur alliance avec EI n'est pas un choix, mais une décision prise sous la contrainte des bombardements, réalisés par les forces américaines et leurs alliés. french.ruvr.ru 25.11

En Complément.

Rappel. Récemment Erdogan a été reçu par Hollande à l'Elysée, ce qui leur donna l'occasion de réaffirmer qu'ils étaient sur la même longueur d'onde.

- La Turquie apporte, officiellement, son soutien aux opposants syriens - french.irib.ir

Le ministère turc des Affaires étrangères a reconnu, officiellement, être engagé dans la formation des groupes soi-disant "*modérés*", opposés au gouvernement syrien.

Dans son communiqué, le ministère turc des Affaires étrangères a annoncé, officiellement, avoir décidé de former, avec l'aide des forces de l'armée américaine, environ, 2.000 effectifs des groupes armés opposés au gouvernement syrien. Cette décision du gouvernement turc intervient, à un moment où les forces terroristes takfiriennes de Daesh se trouvent à quelques kilomètres des frontières de la Turquie, ce qui représente, aux yeux de nombreux analystes, un sérieux défi sécuritaire, pour la Turquie. L'insistance d'Ankara, sur le renversement du gouvernement syrien, comme une condition à sa participation effective à la coalition anti-Daesh, survient, à un moment où le gouvernement turc est confronté à un autre défi important, qui est celui de l'autonomie des Kurdes.

Le gouvernement turc tente de s'engager, en parallèle, des négociations de paix avec le PKK, pour contrôler et superviser les activités et les agissements des opposants kurdes, à l'intérieur du pays. Les opposants turcs ont menacé de stopper les négociations de paix, en raison de l'inaction du gouvernement d'Ankara envers les crimes commis par Daesh, dans la ville assiégée de Kobani, ce qui constitue un autre grand enjeu, pour la Turquie. Ankara estime que la ville de Kobani est sous le contrôle des éléments du P.K.K. Selon les autorités turques, les Kurdes syriens, aussi, qui sont en train de combattre, à Kobani, sont des alliés de Bachar al-Assad. La Turquie est très inquiète de l'autonomie restreinte dont disposent les Kurdes, en Syrie, et craint que cela ne se propage à l'intérieur de son propre territoire.

En dépit de tout, le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, dit que sa première priorité, c'est le renversement de Bachar al-Assad. Il l'a posé, même, comme une pré-condition, pour la participation effective de son pays à la coalition anti-Daesh que dirigent les Etats-Unis. Selon le quotidien américain, "*New York Times*", une telle politique a mis la Turquie, dans une situation dangereuse, une politique, qui est due aux ambitions du gouvernement, qui prétend mener des efforts, dans le sens de la stabilisation et de la sécurisation de la région. Les analystes politiques estiment que la stabilité de la Turquie ne sera pas instaurée par le soutien aux terroristes, qui opèrent en territoire syrien, car de par sa politique de soutien aux terroristes, actifs en Syrie, elle compromettra sa propre sécurité et remettra en cause son prestige et sa crédibilité, sur la scène internationale. french.irib.ir 25.11

[Syrie. Nouvelles du champ de bataille ou la guerre comme si vous y étiez.](#)

- Homs/Hassaka: l'armée avance. - french.irib.ir

Dans la banlieue d'Idleb, d'autres unités de l'armée ont éliminé nombre de terroristes à Herche Ichtabraq relevant de la localité de Jisser al-Chougour, à Daboulah, à Khurbet Silia, à l'alentour de tours de Syriatel, à Filoun et à Qminas.

En outre dans la banlieue de Homs, d'autres unités ont abattu de nombreux terroristes et détruit leurs véhicules à la périphérie du gisement d'al-Chaer, au mont de Bala's, au nord du gisement de Jazel.

Une autre unité de l'armée a éliminé des terroristes à Aqrab, près de plains de Houlah au nord-ouest de Homs et à Zahret Massar au sud de Hassiah.

Dans la banlieue de Hassaké, des unités de l'armée ont tué et blessé nombre de terroristes au village de Makhroum, à Om Kibar, au carrefour de Sadiq dans la zone de Jabal Abdulaziz, sur la route de la localité de Tal Tamer, dans la zone de Minibiyah, à Sabah al-Kher et à Khamael. french.irib.ir 25.11

- L'armée syrienne aux portes de Raqqa - french.irib.ir

Au milieu d'une vaste campagne médiatique qui s'est focalisé sur le nucléaire iranien, un événement inouï en termes militaires est en train de se passer : l'armée arabe syrienne continue de progresser dans la banlieue ouest de Hassaka et elle s'approche de

Raqqa, "*chantre du califat daechiste*". A Ghouta -est, l'armée a pris le contrôle de Zaydin d'où les terroristes se sont retirés. cette progression s'est évidemment soldée par un lourd bilan de pertes infligé aux terroristes. A Hassaka, les forces syriennes avancent sur la route Abyaz. les troupes syriennes se sont déployées près du terminal pétrolier Abyaz à Hassaka, terminal qui est lié à la raffinerie de Homs . Cette progression place en effet les forces de l'armée à quelques kilomètres de la plus grande base de Daech sur les hauteurs de Abdel Aziz dans la banlieue ouest de Hassaka .

Cette zone donne directement accès à Raqqa. L'armée syrienne a également pris pour cible les repaires des terroristes dans le nord de Lattaquié. Les combats entre l'armée et Daech sont de plus en plus violents, de plus en plus nombreux. Ils se poursuivent dans les villages du sud et de l'est alors que les hélicoptères de l'armée syrienne continuent à frapper les positions de Daech dans la banlieue de Al Houli et de Tal Hamis toutes deux situées près des frontières irakiennes. Les sources britanniques confirment la mort de deux takfiris britanniques ces derniers jours à Kobani : les deux, à en croire *Daily Telegraph* ont été originaires de Londres. french.trib.ir 25.11

- Nobol/Al Zahra: l'aide stratégique des kurdes à Assad - french.trib.ir

Les hélicoptères de l'armée syrienne ont largué ce mardi des convois d'armes et de munitions sur les cités chiites de Nobol et Al Zahra, objets d'une violente offensive des terroristes de Daech et d'Al Nosra. Des convois d'armes et de munitions ont été largués à destination des centaines de chiites de ces deux villes, assiégées depuis près deux ans par les terroristes d'Al Nosra.

Ces deux cités se trouvent dans la banlieue d'Alep. Selon la chaîne "*Syria Mubasher*" qui rapporte cette information, les forces volontaires , quelques 17000 , bien entraînées et prêts aux combats auraient reçu ces armes et munitions. un fait inédit, les kurdes syriens de Hassaka ont allumé de grands feux pour aider les hélicoptères de l'armée nationale à retrouver leur chemin et larguer duement leurs convois. En effet l'opération de l'armée nationale s'est effectuée en parfaite coopération avec les kurdes puisque ce sont les combattants kurdes syriens qui ont réussi à collecter une partie de ces armes avant de les transférer via des points de passage sûrs vers Nobol et Al Zahra. L'OSDH qui siège à Londres et qui profère des informations canalisée et occidentales compatibles au sujet de la Syrie prétend qu'Al Nosra s'est emparé d'une localité tout près de ces deux cités chiites. Les deux cités sont situées sur une autoroute donnant accès à la Turquie . La chute de ces deux zones permettraient aux takfiris de se tailler une nouvelle voie d'approvisionnement d'armes et de munitions en provenance de la Turquie. french.trib.ir 25.11

- Syrie/Idleb : la bataille décisive du "**Tigre**" - french.trib.ir

Selon les sources syriennes , l'armée nationale syrienne s'apprête à lancer la bataille de la libération de Khan Cheikhoun situé dans le rif sud d'Idleb , une bataille qui de l'aveu même des terroristes marquera " *le début de la fin des rebelles*". Les unités de l'armée nationale déployées dans le rif nord de Hama et placées sous le commandement du général quatre étoiles Soheil al Hassan, alias le Tigre se préparent de leur côté à attaquer à partir de plusieurs axes Khan Cheikhoun qui constitue après Morek, une seconde région stratégique à Idleb. Idleb et sa banlieue, situés dans le nord ouest de la Syrie, soit tout près des frontières turques fait partie des régions les plus importantes encore occupées par les terroristes . C'est le bastion des terroristes qaïdistes d'Al Nosra, ce qui fait que la perte de Khan Cheikhoun constituerait un coup fatal pour les Takfiris.

A rif nord d'Idleb, libéré depuis près d'un mois par Le Tigre et ses soldats la calme règne bien que les terroristes se paient le luxe de sortir de temps à autre de leurs terriers et de tirer des roquettes en direction des zones d'habitation. Morek, à rif nord est devenu ces jours ci le centcom de la grande offensive que le Tigre, ses alliés du Hezbollah et les forces populaires se préparent à déclencher : l'objectif étant la prise d'assaut et le nettoyage du rif sud d'Idleb, situé à proximité du rif nord de Hama. Khan Cheikhoun se place à quelques 10 kilomètres de Morek .

Les troupes attendent en ce moment l'heure zéro pour mener la plus grande bataille de l'armée depuis 2011 à Idleb. C'est à Idleb que les premières étincelles de la guérilla contre l'Etat syrien a été déclenchée et que les premières défections dans les rangs de l'armée nationale ont eu lieu . Depuis trois ans la part des localités d'Idleb sont occupées par les terroristes nosratistes. Une première étape de cette grande bataille s'est déjà accomplie par des bombardements intensifs de l'aviation syrienne contre les positions terroristes sur les axes de l'est et du sud est de la ville de Khan Cheikhoun. La tactique est donc la même : l'aviation ouvre la voie à la progression des forces terrestres qui, après avoir brisé la rangs des terroristes entrent dans la localité en question. La ville de Mahrada, non loin de Khan Cheikhoun est devenu en ce sens le lieu de campement des troupes syriennes. De nombreux chefs terroristes qualifient la bataille de Khan Cheikhoun de "*début de la bataille finale*" : c'est une guerre pour la vie ou la mort , la victoire de chacune des parties signifie la débâcle de l'autre .

Mais quel est le vrai objectif du Tigre? Le Tigre ne vise pas seulement à libérer Khan Cheikhoun ! il vise plus haut, plus loin et a l'intention de libérer deux bases militaires de l'armée à Wadi al Zif et à Al Hamediya situés à rif de Marat al Noman. Il s'agit donc de faire d'une pierre deux coups. chose que les chefs terroristes ne peuvent ignorer après avoir perdu Morek. Selon des sources dignes de foi, les takfiris se sont mis à avoir diablement peur pour leur avenir et ils en parlent même très ouvertement sur leurs sites. Les experts s'attendent donc à des impacts imprévus de la libération de Khan Cheikhoun. Cette ville qui abrite quelques 70.000 personnes se situe sur l'autoroute internationale Damas/Alep. Alm Nosra, l'ASL et le Front islamique pullulent dans cette ville. french.trib.ir 25.11

Ah la guerre ! Comment, cela ne vous fait pas envie ? Alors désertez les partis qui la soutiennent pendant qu'il en est encore tant...

ACTUALITÉ DU JOUR

La "gauche au pouvoir", c'est tout le pouvoir au patronat.

- Baumel (PS): la gauche au pouvoir s'est "*fait avoir*" par le patronat - AFP

La preuve que non ou qu'elle est totalement inféodée au patronat.

- Plans sociaux: le projet Macron retouche des règles au bénéfice des entreprises - AFP

Toutes les conditions figurants dans la législation du travail qui sont contraignantes pour les capitalistes doivent disparaître car elles seraient défavorables à l'embauche. Cela signifie que dorénavant les rapports entre exploiters et exploités devront être fixés par les patrons au détriment des travailleurs qui ne disposeront plus d'aucun droit.

Ce dispositif complète l'ANI et l'aggrave, en fait Macron ou le ministre du Medef termine le sale boulot.

AFP - Le projet de loi Macron sur l'activité modifie quelques règles sur les licenciements collectifs qui sécurisent davantage les entreprises, ont expliqué mardi à l'AFP des avocats pour s'en féliciter ou, au contraire, le déplorer.

Les dispositions introduites sur les Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) viennent "*préciser et sécuriser des dispositions*" de la réforme votée en 2013 mais "*ne constituent nullement une régression pour les droits et la protection des salariés*", estime pour sa part le ministère du Travail, interrogé par l'AFP.

Selon Me Judith Krivine, du cabinet Dellien Associés, plusieurs articles constituent une "*grave remise en cause du droit du travail*". Ils "*visent à contrer des juridictions administratives qui ne seraient pas favorables aux entreprises*" et sont "*un nouveau geste au Medef*", considère l'avocate, conseil de la CGT dans de nombreux dossiers.

Alors que "*l'on a réussi ces derniers mois à obtenir des décisions qui protégeaient les salariés en évitant la remise en cause de droits établis par la jurisprudence depuis des années, la réponse du gouvernement est de vouloir légiférer, sans attendre de connaître la position du Conseil d'Etat sur ces affaires ni même revenir devant les partenaires sociaux*" qui ont donné leur aval à la réforme de 2013, s'indigne-t-elle. (Quand la CGT s'en remet à une juridiction d'exception qui fait partie des institutions antidémocratiques de la Ve République, le Conseil d'Etat, le gouvernement sait qu'il n'a rien à craindre de la part de ces "*partenaires sociaux*" qui en réalité sont ses alliés. Pourquoi devrait-il se gêner, attendre, attendre quoi ? - ndlr)

Côté entreprises, Déborah David, avocate associée chez JeantetAssociés, salue au contraire des "*dispositions très positives*" permettant de "*corriger les imperfections de la loi de sécurisation de l'emploi*" et de "*remettre les juridictions administratives sur le droit chemin*". (Le "*droit chemin*" étant celui qui consiste à donner satisfactions aux patrons. - ndlr)

Parmi les changements introduits dans le projet de loi qui sera présenté le 10 décembre au Conseil des ministres, figure la possibilité pour l'employeur de fixer unilatéralement les critères d'ordre des licenciements, sans accord des syndicats. Dans le dossier Mory Ducros, la cour administrative d'appel avait jugé cela "*impossible*", rappelle Mme Krivine.

(Les patrons entendent s'arroger tous les pouvoirs dans l'entreprise et c'est bien normal puisqu'elle leur appartient en régime capitaliste, c'était l'inverse qui constituait une anomalie.

En fait, c'est la collaboration de classe entre les patrons et les syndicats qui est malmenée ici et ce n'est pas pour nous déplaire à vrai dire, car nous sommes farouchement opposés à la cogestion des entreprises par les syndicats au côté des patrons, à la participation des travailleurs aux conseils d'administration des entreprises ou aux comités d'entreprise dont le président est le chef d'entreprise. Nous sommes évidemment opposés à la participation des salariés au capital des entreprises sous toutes ses formes, que ce soit l'intéressement aux bénéfices ou la distribution d'actions, etc. - ndlr)

Le ministère explique qu'il s'agit là de "*rationaliser un processus qui aujourd'hui, par sa complexité, est source de très grandes insécurités juridiques pour l'employeur comme pour le salarié*".

(Le ministère du patronat explique que toute mesure favorable aux employeurs le serait naturellement pour les salariés, par contre la réciprocité est inconcevable, toute mesure favorable aux salariés ne le serait pas pour les employeurs et devrait donc est exclue

de la législation du travail, ce qui signifie que le gouvernement entend légiférer uniquement en faveur des patrons. - ndlr)

Le projet, consulté par l'AFP, stipule également que dans les entreprises en redressement ou liquidation, le plan social devra être proportionné "au regard des moyens dont dispose l'entreprise", et non plus du groupe auquel elle appartient. La disposition fait craindre à Mme Krivine des "PSE au rabais". Pour inciter à "l'enrichissement" du plan, "le liquidateur ou le mandataire judiciaire n'a pas les leviers sur le groupe mais uniquement sur l'entreprise", justifie le ministère.

(Autrement dit, il suffira à un groupe de se restructurer et de transférer l'activité d'une entité à une autre pour qu'ensuite elle soit déclarée insolvable, invivable ou en faillite, pour ensuite la fermer à un moindre coût sans que ses dirigeants n'aient de comptes à rendre aux salariés et ne leur versent les indemnités de licenciement qu'ils auraient été en droit d'attendre d'un groupe réalisant des profits. Si un groupe ou une multinationale réalise des profits, c'est pour les distribuer aux actionnaires, pas pour régler des indemnités de licenciement exorbitantes ou devoir subir dépenser des sommes folles en formation ou reclassement... ndlr)

Enfin, le texte prévoit que l'annulation du feu vert administratif pour "insuffisance de motivation" (comme dans les cas TNS Sofres, Heinz ou encore Dia), sera "sans incidence sur la validité du licenciement et ne donne(ra) pas lieu au versement d'une indemnité à la charge de l'employeur".

(Le gouvernement donne le "feu vert" aux licenciements sans motivation, et en cas d'enfreinte à la législation ou ce qu'il en restera une fois que cette mesure aura été adoptée, cela ne leur coûtera pas un centime de plus, dès lors pourquoi les patrons se gêneraient franchement. - ndlr)

Le "but" est de "ne pas faire invalider des PSE entiers pour des motifs de pure forme d'une décision administrative extérieure à ce PSE", argue le ministère.

Les partenaires sociaux "seront consultés" sur les modifications jeudi, lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), précise-t-il. AFP 25.11

Et dire que les bureaucrates pourris des syndicats vont accepter de se rendre à cette réunion en connaissant son ordre du jour, honte à ceux qui collaborent avec eux, qui les ménagent et refusent de rompre avec eux, ils s'en font ainsi les complices.

En complément.

Un regret. Hélas !

- Rebsamen: décréter le gel des salaires est "impossible" - AFP

Mais ils comptent bien se rattraper autrement...

- Rebsamen: "pas de tabou" sur les 35 heures mais sans toucher au cadre - AFP

Quand vous travaillez dans une entreprise et que le patron décide que vous devrez travailler plus de 35 heures, vous avez le choix (sic !) entre accepter ou refuser, et si vous opter pour la seconde option vous serez parmi les premiers à être virés à la première charrette, à moins qu'il vous pousse à démissionner avant ou vous licencie pour un motif bidon.

Même que le Medef serait prêt à le garder.

- Rebsamen : "Quand on a un président sortant, on le garde" - Francetv info

Ils ont déjà oublié qu'ils avaient un gouvernement "pro-business".

- Baumel (PS): la gauche au pouvoir s'est "fait avoir" par le patronat - AFP -

[Impunité. Exécution. On ne juge pas un policier blanc assassin d'un Noir aux Etats-Unis.](#)

A retenir :

- Une parodie de justice dans un Etat raciste envers les minorités les plus pauvres, les Noirs de préférence.

- Les champions de la démocratie qui en imposent au monde entier en arrivent à faire appel à l'armée contre leur propre peuple.

- Ils recourent à des armes de guerre, des gaz de combat employés sur les champs de bataille.
- Ils s'en prennent à des journalistes qu'ils retiennent plusieurs heures pour les empêcher de filmer les émeutes.
- Ils auront mis trois mois pour peaufiner le témoignage de ce policier mis en scène par les médias.
- Ils auront mis trois mois pour fabriquer des preuves qui n'en sont pas d'ailleurs ou qui ne justifient pas ce meurtre. Ils auraient relevé des traces de sang de Michaël Brown dans la voiture du policier et sur son pantalon. Et alors ? Cela prouve quoi ? Absolument rien. Cela ne change rien au fait que c'est plus tard, alors qu'il était en train de prendre la fuite à pied et sans arme que le policier l'a abattu à distance de 6 ou 7 balles, il l'a achevé quoi.
- Les barbares de l'Emirat islamique ne pouvaient pas rêver mieux comme instructeurs et comme modèle.
- Pour le reste, lire la suite...

Le policier, qui a abattu à distance Michael Brown qui ne possédait pas d'arme, a tiré en tout douze balles, et c'est la dernière qu'il lui a logée en pleine tête qui l'a achevé, on ne peut pas appeler cela autrement qu'un meurtre ou un homicide volontaire avec préméditation si vous préférez.

Le jury populaire qui devait se prononcer sur la nécessité ou non de poursuivre le policier a décrété qu'il avait agi en légitime défense en tirant à distance sur sa victime sans arme, alors imaginez un peu quel risque vous prendriez à croiser des policiers sur le même trottoir que vous, surtout si vous êtes Noir, ils peuvent interpréter un de vos gestes comme une menace et vous exécutent sur le champ sachant que leur acte demeurera impuni.

Et la victime ne mérite même pas un procès équitable, c'est un déni de justice et de démocratie dans une dictature, un régime policier puisqu'il faut bien appeler les choses par leurs noms à un moment donné.

Il aura été froidement assassiné pour avoir volé des cigares dans une épicerie et n'avoir pas obtempéré aux ordres d'un policier, voilà ce qu'il faudra retenir.

Vous pouvez ajouter parce qu'il était noir par un policier blanc, sans parler de la haine envers les Noirs qui animait le procureur dont on a appris que le père policier avait été tué par un Noir, avec ce verdict qui n'en est pas un il aura obtenu vengeance.

Ce n'est pas fini, on a gardé le meilleur pour la fin si on peut dire, le jury était majoritairement composé de Blancs :

Libération. fr - L'image qui reste, c'est celle d'un jury majoritairement blanc qui choisit de ne pas poursuivre un autre blanc, accusé du meurtre d'un noir dans une ville majoritairement noire. La composition ethnique du jury – neuf blancs dont six hommes et trois femmes, et trois noirs dont un homme et deux femmes selon le Saint-Louis Post Dispatch – marque en effet un fort déséquilibre avec la population de la ville de Ferguson, noire à plus de 70% selon les statistiques ethniques du dernier recensement américain, qui remonte à 2010. Libération. fr 25.11

- Ferguson : pourquoi le policier Darren Wilson ne sera pas jugé - Francetv info

Le policier blanc qui a tué le jeune Afro-Américain Michael Brown l'été dernier, à Ferguson (Missouri), ne sera pas poursuivi, a décidé, lundi 24 novembre, le grand jury.

"Notre pays s'est construit sur le règne du droit et nous devons accepter cette décision du grand jury", a déclaré Barack Obama lors d'une conférence de presse télévisée.

A New York, le militant des droits civiques Al Sharpton a parlé d'un "*coup très sévère porté à ceux qui souhaitent un procès juste et équitable*".

Aussitôt après l'annonce, des coups de feu ont été entendus. L'affrontement entre policiers et manifestants est vite devenu explosif, raconte un journaliste de France 3. La garde nationale a même été envoyée en renfort. De New York à Los Angeles, les manifestations ont gagné tout le pays. "*Ça veut dire que les noirs peuvent être abattus comme des chiens, c'est incroyable*", déplore un Américain.

La famille de Michael Brown, "*profondément déçue*" par la décision du grand jury, avait lancé un appel au calme lundi soir mais la situation a rapidement dégénéré dans la nuit à Ferguson.

Au milieu des manifestants, la mère de Michael Brown crie à l'injustice : " *Ils ne sont pas punis. Ils ne le seront jamais*". Francetv info 25.11

- Nuit d'émeutes à Ferguson, aux USA, le policier ne sera pas jugé - Reuters

D'autres manifestations ont eu lieu lundi soir à New York, à Chicago, à Seattle, à Los Angeles ou à Washington, la capitale fédérale.

- Tension à Ferguson, quadrillée par plus de 2.000 militaires - AFP

La tension régnait à Ferguson (centre des Etats-Unis), quadrillée mardi soir par trois fois plus de militaires que la veille, pour éviter une nouvelle nuit d'émeutes après la décision d'un jury populaire de ne pas poursuivre le policier blanc qui avait tué un jeune Noir.

En tout, quelques 2.200 membres de la Garde nationale vont être déployés devant les maisons, les commerces et une centaine de lieux-clés, a annoncé le gouverneur du Missouri, Jay Nixon.

"*Les vies et les biens doivent être protégés. Cette communauté mérite la paix*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, expliquant que les militaires prêteront main forte aux policiers et "*seraient prêts à agir rapidement*" pour éviter de "*répéter le désastre d'hier soir*".

La décision annoncée lundi soir de ne pas poursuivre le policier Darren Wilson, qui a tué le 9 août dernier Michael Brown, un Noir qui ne portait pas d'arme, a enflammé les rues de cette banlieue de Saint Louis, où de nombreux commerces autour du poste de police ont été pillés et incendiés.

L'avocat de la famille du jeune Noir a dénoncé "*un système (judiciaire) cassé*". "*C'est tout le système qui devrait être mis en accusation*", a lancé Benjamin Crump lors d'une réunion publique.

"*On pouvait prévoir ce qui allait arriver*", a-t-il ajouté dénonçant les "*relations de proximité*" entre le procureur -dont le père policier a été tué par un Noir- et la police de Saint Louis. Et "*c'est exactement ce qui est arrivé*", a-t-il ajouté avant de pointer des contradictions dans le témoignage du policier.

"*A quel moment sa crédibilité a-t-elle été passée au crible?*", s'est-il insurgé, en déplorant que le policier n'ait subi aucun contre-interrogatoire.

Après trois mois de délibérations, le grand jury a conclu lundi que le policier Wilson avait agi en état de légitime défense en tirant douze coups en direction de Michael Brown, qui l'avait d'abord frappé au visage avant de prendre la fuite.

Le policier, qui est toujours en congé administratif, n'est cependant pas à l'abri de toute poursuite. Le ministre de la Justice Eric Holder a rappelé mardi soir que deux enquêtes fédérales étaient en cours et promis des conclusions rapides "*pour rétablir la confiance*" entre la police et la communauté noire.

Le Sénat de son côté va organiser le 9 décembre une audition sur la situation des droits civiques aux Etats-Unis.

L'avocat de la victime a déploré que "*dans toute l'Amérique, à New York, à Los Angeles, en Californie, à Cleveland, les jeunes garçons de couleur sont tués par les policiers*". AFP 25.11

La télévision offre une tribune à l'assassin.

- Ferguson: "*Je sais que j'ai bien fait mon job*", dit le policier - 20minutes.fr

Les médias soutiennent la décision du "**grand jury**".

- Mort de Michael Brown : quatre raisons qui ont conduit au non-lieu du policier - Le Monde

Parmi tous les faits et arguments qui constituaient le dossier de cette affaire, Le Monde a décidé de ne retenir que ceux évoqués par le jury, à charge contre ce jeune Noir qu'ils ont pour ainsi dire assassiné une seconde fois.

- Brown aurait frappé Wilson au visage : voilà qui mérite 12 balles ou justifie qu'un policier vous abatte !

- Le policier persuadé que Brown était armé : une présomption invalidée par le fait que le policier avait tiré à plusieurs reprises dans sa direction ou sur lui sans qu'il ne sorte la moindre arme.

- Des témoignages remis en cause : Ceux évidemment à charge pour le policier.
- Des confessions en privé : Dont la véracité est invérifiable puisqu'anonyme et ont pu être fabriquées.

Pire encore, en lisant le titre du Monde on pourrait penser qu'il s'agissait d'un procès ("*non-lieu*"), alors que le jury devait uniquement statuer sur la nécessité ou non d'un procès qui établirait ou non la culpabilité du policier, en répondant négative, le jury a décrété que cette affaire ne relevait pas de la justice, puisque la police s'en chargeait très bien elle-même, c'est ce qu'on est obligé d'en conclure.

- Ferguson : pourquoi le «*grand jury*» n'a pas poursuivi le policier - Libération.fr

Le refus d'engager des poursuites est-il habituel ?

Non. Le refus du grand jury d'engager des poursuites contre le policier est très inhabituel, relève le site de datajournalisme FiveThirtyEight. Sur les 162 000 dossiers dans lesquels des procureurs fédéraux ont engagé des poursuites (face à un juge ou à un grand jury) entre le 1er octobre 2009 et le 30 septembre 2010, il n'est arrivé qu'à 11 reprises qu'un grand jury décide de rendre un «*no true bill*». Le site souligne toutefois que l'affaire Wilson/Brown ayant été portée devant un tribunal d'Etat et non fédéral, les chiffres ne sont pas directement comparables. Il pointe en revanche que sur un éventail plus large d'affaires, une tendance assez nette s'esquisse pour le blanchiment des policiers mis en cause pour de potentielles bavures.

FiveThirtyEight relève trois explications possibles à ce phénomène. La première suppose que les jurés ont tendance à faire confiance aux policiers et à leur accorder le bénéfice du doute. La deuxième avance que les procureurs, ne souhaitant pas accabler ceux dont ils dépendent pour monter leurs enquêtes, pourraient, consciemment ou pas, présenter ces dossiers de façon moins accablante qu'ils ne le feraient pour des civils. La troisième postule un échantillon faussé: là où un procureur a tendance à ne soumettre un dossier que lorsqu'il est sûr d'obtenir des poursuites (afin d'augmenter son taux de condamnation), la pression de l'opinion pourrait le pousser à lancer une procédure dans tous les cas concernant des policiers, y compris lorsque les éléments à disposition ne sont pas convaincants.

Mais que l'un ou les trois de ces facteurs aient pesé à Ferguson ne changera rien à la colère qui a saisi la population, et qui relance une énième fois la question du racisme et des violences policières aux Etats-Unis. Libération.fr 25.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Nouvelle confirmation de l'emballlement du déclin états-unien. De même que la moyenne des salaires est équivalente - en dollars constants - à celle de 1975, ou que la population active est égale à celle des années 60 (+100M d'inactifs !), de même l'on retourne aux grandes émeutes raciales des années 60 (cf. Watts / L.A.). La guerre civile (re)commence dans cette dynamique d'effondrement, et elle (re)commence bien sûr par l'écrasement de la minorité la plus constamment persécutée de l'histoire US.*"

ACTUALITE EN TITRES

[Et même qu'à l'applaudimètre il a battu Mélenchon. \(lire la causerie d'hier\)](#)

- Le pape François applaudi au Parlement européen - Francetv info

Au total, le pape François a été applaudi huit fois par les députés européens. Tout d'abord par les conservateurs, quand il a défendu les valeurs familiales, mais aussi et surtout par la gauche, quand le souverain pontife s'en est pris à l'économie libérale. Francetv info 25.11

[Sarkozy est toujours en guerre.](#)

- Résolution sur la Palestine: Sarkozy appelle l'UMP à voter contre - AFP
- Nicolas Sarkozy favorable à la suppression de l'ISF - 20minutes.fr
- Présidence de l'UMP: Nicolas Sarkozy demande à l'islam «*ce qu'il peut faire pour la République*» - 20minutes.fr

- En meeting à Angers, Sarkozy s'en prend à Bayrou - LeParisien.fr

- Présidence de l'UMP : Le Maire veut profiter de la guerre des chefs - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Moscou signe un partenariat stratégique avec l'Abkhazie - Reuters

Le président russe Vladimir Poutine a signé lundi un accord de "partenariat stratégique" avec l'Abkhazie, région sécessionniste de Géorgie, ce qui a aussitôt provoqué les protestations du gouvernement de Tbilissi.

L'Otan et l'Union européenne ont également dénoncé cet accord.

Pour le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, ce "*prétendu traité*" ne contribue pas à apaiser les tensions dans la région.

La haute représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère, Federica Mogherini, a déclaré que cet accord violait la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie et sapait les efforts pour stabiliser la région.

Le ministre géorgien des Affaires étrangères, Tamar Berouchachvili, a dénoncé "*un pas en avant vers l'annexion de l'Abkhazie par la Fédération de Russie*".

Le président géorgien Georgui Margvelachvili a parlé d'un "*accord absurde et illogique*".

Le président Poutine et le numéro un abkhaze Raul Khadjimba ont signé l'accord à Sotchi, ville russe sur la mer Noire.

Aux termes de cet accord, Moscou va accorder cinq milliards de roubles (111,4 millions de dollars) à l'Abkhazie. Le texte évoque "*la protection par la Russie de la frontière entre la République d'Abkhazie et la Géorgie*".

2- Portugal

- L'ex-Premier ministre portugais Socrates inculpé pour corruption - Reuters

L'ancien Premier ministre socialiste portugais José Socrates a été inculpé lundi soir pour corruption et fraude fiscale et maintenu en détention préventive après trois jours de garde à vue.

José Socrates, qui a 57 ans, a été arrêté vendredi soir à l'aéroport de Lisbonne, en provenance de Paris où il réside depuis sa démission en 2011.

Premier ministre de 2005 à 2011, Socrates a quitté son poste au milieu de son second mandat, après avoir été contraint de demander un plan de sauvetage international pour permettre à l'économie portugaise de surmonter la crise de la dette en contrepartie de dures mesures d'austérité.

Trois proches de l'ex-Premier ministre ont également été arrêtés, dont le chauffeur de Socrates, soupçonné d'avoir transporté en voiture de grosses sommes d'argent liquide du Portugal jusqu'à Paris.

Pour certains observateurs, cette inculpation pourrait réduire les chances des socialistes d'obtenir la majorité absolue au parlement lors des législatives de l'an prochain, et pourrait même leur coûter la victoire.

Revigorés par l'élection d'un nouveau chef en septembre dernier, le maire de Lisbonne Antonio Costa, un ancien ministre de José Socrates, les socialistes ont accru leur avance dans les sondages aux dépens de la coalition de centre droit au pouvoir.

Le gouvernement lui-même n'a pas été épargné par l'offensive des magistrats contre la corruption. L'arrestation en début de mois

du directeur des services de l'immigration, soupçonné de corruption dans l'émission de "visas dorés" à destination des riches étrangers, a provoqué la démission du ministre de l'Intérieur Miguel Macedo.

Lancés en octobre 2012 en pleine crise de la dette, les "visas dorés" sont proposés à des étrangers, notamment chinois, prêts à investir au moins 500.000 euros dans l'immobilier, par exemple. Ils ont rapporté plus d'un milliard d'euros.

3- Palestine occupée

3.1- L'ancien procureur général d'Israël demande aux Européens de reconnaître l'Etat de Palestine - slate.fr

Michael Ben-Yair est l'ancien procureur général d'Israël. Le 21 novembre, dans une tribune publiée sur EU Observer, il félicite la Chambre des communes britannique, le sénat irlandais et le parlement espagnol d'avoir suivi l'exemple du gouvernement suédois, qui a, en octobre, reconnu l'Etat de Palestine, aux côtés de celui d'Israël, selon les frontières reconnues en 1967. Et implore le reste de l'Europe de faire de même.

« Cette étape n'est pas seulement juste, elle protège aussi les intérêts de sécurité nationale des deux nations. »

Michael Ben-Yair fait également une violente critique de la politique israélienne:

« La Cisjordanie est un territoire occupé depuis plus de 47 ans. Pendant cette période, nous avons ignoré les traités, exproprié des terres, transféré des colons israéliens d'Israël vers les territoires occupés; avons déshérité et volé. Nous avons justifié toutes ces actions au nom de la sécurité. »

Au fil des années, les raisons de cette occupation ont changé pour en arriver à ceci: l'exploitation économique des territoires occupés pour le bien-être des colons israéliens et leurs besoins.

Dans notre soif de maintenir le contrôle des territoires occupés, nous avons développé deux systèmes légaux: un système progressiste pour Israël et les colons israéliens; et un autre cruel et violent pour les Palestiniens dans les territoires occupés.

Dans les faits, nous avons imposé un régime d'apartheid dans les territoires occupés, immédiatement après leur conquête. Ce régime oppressif continue encore aujourd'hui. »

Cette tribune arrive alors que ce jeudi 27 novembre, rappelle le Washington Post, le Parlement européen va se réunir à Strasbourg et voter pour savoir s'il doit ou non reconnaître la Palestine comme un Etat indépendant. Et comme l'explique le quotidien américain:

« La délibération arrive à un moment crucial: ces dernières semaines, plusieurs gouvernements européens ont fait un pas vers la reconnaissance de la Palestine comme un Etat indépendant. La Suède l'a officiellement reconnue en octobre, devenant le pays européen le plus important à avoir agi ainsi. Des votes symboliques ont également eu lieu en Grande-Bretagne, Espagne et Irlande depuis. Le parlement français doit lui se prononcer le 2 décembre. »

Mais le vote –ou non– du texte examiné vendredi 28 à l'Assemblée nationale qui « invite le gouvernement français à reconnaître l'Etat de Palestine en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit » n'aura aucune incidence immédiate.

Invité de France Inter, ce mardi matin, Laurent Fabius a été interrogé sur ce sujet . Le ministre des Affaires étrangères a tenu à rappeler que:

« Il faut que ce soit bien clair et ça l'est pour tout le monde. Autant le Parlement, en l'occurrence, l'Assemblée nationale peut voter des invitations à quelque chose, autant la décision relève du gouvernement et du président de la République. » Slate.fr 25.11

3.2- Des colons israéliens incendient une maison avec ses habitants à l'intérieur - french.irib.ir

Des colons israéliens ont mis le feu à une habitation dans le Nord Est de Ramallah dimanche.

Ghassan Daghlas, un fonctionnaire de police palestinien, rapporte qu'un groupe de colons extrémistes ont rasé le village de Khirbet Abu Falahet ont incendié la maison d'Abdal-Karim Hussein Hamayil.

Les colons israéliens ont jeté une bombe dans l'habitation à travers une fenêtre avant de s'enfuir. Au moment de l'attaque, la veuve d'Hamayil et ses trois filles se trouvaient à l'intérieur de la maison. De nombreuses pièces ont été incendiées mais on ne compte pas de blessé.

Les colons ont également tagué des appels au meurtre des palestiniens en hébreu : "*Mort aux arabes*" ou encore "*vengeance*" figuraient sur les murs du logement.

Daghlas ajoute que les colons ont d'abord attaqué l'habitation avec des gaz lacrymogènes et des grenades à étourdissement.

Les colons israéliens n'hésitent pas à s'en prendre aux personnes les plus vulnérables. french.irib.ir 25.11

SOCIAL

1- France

- En Gironde, des Hongrois payés 2,22 euros l'heure pour travailler 6 jours sur 7 - Francetv info

Ils travaillaient plus de 11 heures par jour, six jours sur sept, mais étaient payés 2,22 euros de l'heure, pour huit heures quotidiennes. La préfecture de Gironde a suspendu, vendredi 21 novembre, l'activité d'une société hongroise, intervenant sur un chantier d'installations de panneaux photovoltaïques à Arzac, à 20 km au nord de Bordeaux.

Deux jours auparavant, c'est un contrôle de la gendarmerie, de l'Urssaf et de l'Inspection du travail qui avait mis au jour ces pratiques. La société de chaudronnerie OLP-TECH, dont le siège est à Teresztenye, dans le nord-est de la Hongrie, employait ces 31 ouvriers, travailleurs détachés arrivés début septembre, "*dans des conditions contraires au Code du travail*", souligne la préfecture. Au regard du "*cumul des faits et de leur gravité*", l'activité d'OLP sur le chantier a été arrêtée pour trois mois, indique la préfecture. Cette dernière ajoute que le parquet a été saisi des infractions pour y donner une suite judiciaire. Francetv info 25.11

2- Afrique du Sud

- Boycott de l'origine Israël en Afrique du Sud: manifestations interdites chez Woolworths - AFP

La chaîne de supermarchés haut de gamme Woolworths d'Afrique du Sud, cible d'une campagne de boycott des produits israéliens par des militants pro-palestiniens, a obtenu mardi en justice l'interdiction de toute manifestation à l'intérieur de ses magasins, a-t-on appris auprès de l'entreprise.

Le 24 octobre, une tête de cochon a été déposée dans un rayon Woolworths du Cap, faisant scandale jusque dans les rangs du parti au pouvoir, l'ANC, qui a dénoncé un incident "*extrêmement malheureux*".

"*Le BDS se présente comme un défenseur des droits de l'homme, mais leur tactique reste la pression, la division et l'intimidation (...) Cela n'aide en rien les Palestiniens et a un impact zéro sur Israël*", a récemment dénoncé le conseil juif sud-africain (SAJBD).

La communauté juive sud-africaine se singularise par ses divisions sur la politique menée par l'Etat hébreu, certaines franges soutenant la cause palestinienne, l'assimilant à la lutte anti-apartheid.

Parallèlement, la critique de la politique israélienne a gagné du terrain ces dernières années, même si Pretoria maintient de bonnes relations avec Israël.

En 2012, l'Afrique du Sud a rompu avec une relative neutralité observée depuis 1994 dans le conflit israélo-palestinien, en interdisant l'étiquette "*made in Israël*" sur les produits venant des Territoires occupés.

Et en septembre, l'ANC au pouvoir a recommandé à ses membres et dirigeants de ne pas se rendre en Israël, annonçant qu'il se joignait à un appel au boycott culturel, académique et éducatif.

ECONOMIE

1- Russie

- Poutine annonce la création de la zone de libre-échange avec le Vietnam - AFP

Le président russe Vladimir Poutine a annoncé mardi la création d'une zone de libre-échange entre l'Union douanière menée par la Russie et le Viet Nam, après une rencontre mardi avec le numéro un vietnamien, Nguyen Phu Trong.

"Les pourparlers sont au stade de finalisation, et le Vietnam pourra devenir le premier pays avec lequel un tel accord sera conclu", a déclaré M. Poutine, à l'issue d'une rencontre avec le secrétaire général du Parti communiste du Vietnam à Sotchi, au bord de la mer Noire.

Créée en 2010, l'Union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Russie exempte de droits de douane les marchandises circulant entre ces trois États, et permet leur libre circulation au sein de l'Union.

Moscou et Hanoï se sont également mis d'accord sur l'augmentation des livraisons des produits agricoles vietnamiens sur le marché russe, selon M. Poutine.

En août, la Russie avait instauré un embargo sur la plupart des produits alimentaires en provenance des pays de l'Union européenne, en réponse aux sanctions occidentales prises à son encontre.

Par ailleurs, le géant gazier russe Gazprom a annoncé dans un communiqué avoir signé un accord avec le groupe public vietnamien d'hydrocarbures PetroVietnam sur l'exploration commune des gisements dans la région d'Orenbourg et dans le district autonome des Jamalo-Nenets (nord-ouest de Sibérie).

Un autre accord prévoit la livraison du pétrole russe de la marque VSTO (ESPO) au Vietnam par le groupe Gazprom Neft, la branche pétrolière de Gazprom.

Les échanges commerciaux entre la Russie et le Vietnam *"peuvent atteindre jusqu'à 10 milliards de dollars d'ici quelques années"*, s'est félicité Vladimir Poutine.

"Dix-sept projets d'investissements pour un montant de plus de 20 milliards de dollars" sont en cours, selon le président russe.

"La Russie était depuis toujours l'un des principaux partenaires du Vietnam", a rappelé Nguyen Phu Trong, prônant le renforcement de la coopération avec Moscou pour faire passer les relations entre les deux pays à un "nouveau, plus haut niveau".

2- Chine

- La Chine investit dans le ferroviaire pour relancer l'économie Reuters

La Chine a approuvé mardi la construction de quatre lignes ferroviaires pour un montant de 66,2 milliards de yuans (8,68 milliards d'euros) afin de soutenir la croissance de son économie, a annoncé la Commission nationale du développement et de la réforme.

Il s'agit du troisième accord d'investissement dans les chemins de fer signé ce mois-ci par Pékin.

Les nouvelles lignes de chemin de fer seront construites dans les provinces du Jilin (nord-est) et du Shaanxi (nord-ouest), dans le nord de la Mongolie-intérieure, ainsi que dans la ville de Chongqing (ouest), a précisé l'organe de planification économique sur son site web (www.ndrc.gov.cn).

3- Australie

- L'Australie privatise son plus gros assureur santé pour doper les infrastructures - LeMonde.fr

La plus importante compagnie d'assurance maladie australienne, Medibank, est entrée en bourse mardi 25 novembre, après avoir été vendue par l'Etat. Ce dernier a récolté 5,7 milliards de dollars australiens (4 milliards d'euros), un montant qui dépasse les prévisions les plus optimistes. Il s'agit de la deuxième plus grande introduction en bourse en Australie, après celle de l'opérateur de téléphonie Telstra en 1997.

Peu après son élection en septembre 2013, le premier ministre libéral Tony Abbott avait prévenu que Medibank serait vendue. Cet assureur, créé il y a 37 ans, compte 3,8 millions de clients. Les 23 millions d'Australiens ont accès gratuitement à la santé, grâce à Medicare, l'équivalent de la sécurité sociale française, mais la plupart d'entre eux ont également une assurance privée.

Le ministre des Finances a expliqué en octobre que la vente de Medibank permettrait de mettre un terme à une situation conflictuelle, où le gouvernement était à la fois le régulateur du marché et le propriétaire du plus grand acteur du marché.

Le produit de la vente de Medibank sera investi dans un vaste programme d'infrastructures mis en place par le gouvernement, et en particulier dans un fond qui aide les différents Etats australiens à construire ou moderniser les routes, les aéroports, ou à développer le rail etc.

Tony Abbott a expliqué dès son élection qu'il voulait être « *le premier ministre de l'infrastructure* ». Il en a fait sa priorité pour redynamiser une croissance affectée par la fin du boom minier. Le gouvernement a promis d'investir 50 milliards de dollars d'ici à 2020 pour la réalisation d'« *infrastructures de transport vitales* ». Selon le Trésorier Joe Hockey, le programme de construction est le plus vaste depuis le projet hydroélectrique des Snowy Mountains, dans la Nouvelle-Galles du Sud, qui a commencé en 1949.

[Haut de page ↗](#)

Le 27 novembre 2014

CAUSERIE

Ce matin on a ajouté 28 nouveaux articles.

La suite dans 8 ou 10 heures.

Au fait, vous êtes de plus en plus nombreux à vous connecter sur le site.

Pondichéry, 17h31, le boulot est terminé.

On a laissé un sujet de côté pour demain.

Dorénavant le site ne sera plus actualisé le dimanche, ma compagne Selvi qui travaillait 7j/7 a décidé de ne plus travailler le dimanche et elle m'a supplié d'en faire autant. On est ensemble depuis février dernier et elle ne supporte plus que je consacre tout mon temps à ce portail, je la comprends, elle a raison.

Je ne voulais pas en arriver-là, mais les événements ayant pris une mauvaise tournure, je vais être obligé de faire appel à votre générosité, non pas pour passer de bonnes fêtes de fin d'année, ici ce genre de truc n'existe pour ainsi dire pas, on suit un autre calendrier que le vôtre, mais pour pouvoir essayer de continuer à survivre modestement, parce que je me suis fait voler 500.000 roupies, l'équivalent de 6.300 euros environ, un sale coup de mon épouse dont je suis séparé depuis neuf mois.

C'est arrivé il y a trois jours déjà et je n'ai pas trouvé le temps de vous en parler, je vous raconterai cela en détail demain. Je pense que si je m'étais un peu plus concentré sur mes affaires au lieu de passer tout mon temps à actualiser le site, j'aurais peut-être pu éviter cette mésaventure.

Mardi j'étais effondré mais j'ai continué à faire mon boulot depuis sans rien laisser paraître. Je comptais sur cet argent pour finaliser mon installation et aider le frère et la fille de Selvi qui vivent dans un taudis, et j'aurais placé ce qui serait resté en banque pour amortir l'inflation, ce ne sera pas possible, du coup il va nous rester pour vivre par mois 261 euros, le salaire de Selvi (femme de ménage chez un Français et une Italienne) servant à payer la formation (comptabilité) de son fils (Manikandan, 23 ans), sa nourriture et à lui fournir un peu d'argent de poche, le reste elle le donne à sa fille chez qui ils vivent puisque Selvi n'avait pas de toit. Il faut imaginer.

Je ne peux pas espérer une rentrée d'argent avant septembre 2016, date à laquelle je devrai toucher une petite retraite, entre 300 et 400 euros par mois, si d'ici là ils ne reculent pas l'âge minimum pour prendre sa retraite (62 ans pour les salariés nés en 1955). Sachez aussi, que ce portail me coûte de l'argent, l'électricité et le matériel ne sont pas gratuits, depuis 10 ans déjà. Si je n'ai pas de quoi payer quelqu'un pour faire des travaux chez moi, je serai obligé de les faire moi-même et de laisser tomber le site, idem si on me proposait un emploi, j'ai essayé d'en trouver un à domicile, en vain. Voilà pour ma situation.

Je n'ai plus de compte en banque en France, car par précaution j'ai dû fermer le compte-joint que j'avais avec mon épouse. Si vous estimez que ce portail vous apporte quelque chose, vous pouvez envoyer un chèque libellé au nom et à l'adresse de ma vieille mère, madame Tardieu Lise - 26 rue Diderot - 92500 Rueil. C'est ma soeur qui se chargera de me faire parvenir l'argent en Inde. De son côté avec ma mère, ils vont se cotiser dans la mesure de leurs moyens ; ma mère vit avec la misérable retraite de réversion de mon père qui était menuisier en bâtiment, elle fait donc partie des retraités pauvres. Au besoin vous pouvez me contacter par courriel.

Passons à la politique, je suis plus à l'aise sur ce terrain-là.

I shot the Sheriff...

Attention à ce que vous allez dire, par ce verdict ce sont eux qui encouragent la violence, qui appellent au meurtre (et donc à la répression policière ou militaire), n'inverser pas les rôles, s'il vous plaît.

Pour le centenaire de la capitulation avec armes et bagages de la social-démocratie passée définitivement du côté du capitalisme après avoir trahi et abandonné le socialisme, on vous avait promis de célébrer cet événement comme il se devait pour mériter de se réclamer du socialisme de Marx et Engels, on aura tenu notre engagement.

Vous conviendrez que je ne peux pas traiter quotidiennement tous les sujets d'actualité, j'établis des priorités et je fais ce que je peux.

[On pourrait intituler la causerie d'aujourd'hui : Ceci explique cela.](#)

Le règne de l'oppression, de l'injustice, de la terreur, de la barbarie que subissent tous les peuples, porte un seul et même nom : l'impérialisme stade suprême et pourrissant du capitalisme qu'il faut impérativement renverser, abolir, faire disparaître de la surface de la terre.

Le terrorisme, produit authentique de l'impérialisme - Mohamed Belaali - legrandsoir.info 24.11

Taliban, Al Qaeda, Aqmi, Boko Haram, Rebelles libyens, Rebelles syriens, Daech, Al Nosra, Khorassane, ne sont que des noms, parmi tant d'autres, pour désigner des organisations et des mouvements créés, financés, entraînés et armés directement et indirectement par l'impérialisme américain et son caniche européen dans le seul et unique but de servir leurs intérêts économiques et stratégiques.

En condamnant toutes les voies et toutes les issues progressistes, l'impérialisme a ouvert la boîte de Pandore libérant des monstres qui essaient un peu partout et qui lui servent de prétexte pour d'éventuelles interventions dans les pays qui lui sont réfractaires.

L'impérialisme est le père de tous les terrorismes. legrandsoir.info 24.11 (Téléchargez l'article pour lire la suite)

Voilà qui résume de manière concise et précise la situation.

Nations-Unies : L'Union européenne refuse de condamner le nazisme - internationalnews.fr 24.11

Une Commission des Nations Unies a examiné récemment un document condamnant la glorification du nazisme. Le texte en français se trouve [ici](#). Le vote final a donné les résultats suivants : 115 votes pour, 3 votes contre, 55 abstentions. Les 3 votes contre sont ceux de l'Ukraine, des Etats-Unis et du Canada. L'Italie, en sa qualité de présidente tournante de l'Union européenne a voté l'abstention, s'alignant ainsi avec tous les pays européens [dont la France – NdT]. internationalnews.fr 24.11 (Téléchargez l'article pour lire la suite)

Hollande s'entend aussi bien avec Obama, Harper ou Renzi. Il ne pouvait pas condamner le nazisme puisqu'il soutient le gouvernement néonazi de Kiev, de même que ses homologues de l'Union européennes.

Il y a peu, avons-nous eu tort d'affirmer que l'extrême droite était le complément du social-libéralisme ou du PS, qu'il était l'antichambre de la dictature ou du fascisme, au même titre que le Front populaire ?

Hollande le confirme ou le justifie ici à sa manière. Comme quoi on n'exagère rien en fait, on est juste un petit plus lucide et honnête que la moyenne.

Ils ne s'en cachent même plus, c'est un honneur pour eux ou quand ils le revendiquent.

Marine Le Pen fait partie des 100 «*penseurs mondiaux*» de 2014 - Slate.fr

Ce classement a été établi par le magazine américain Foreign Policy publié par la Fondation Carnegie pour la paix internationale qui est un think tank qui diffuse la pensée néolibérale, il est donc normal qu'il plébiscite les "penseurs" qui servent ses intérêts, dont Marine Le Pen ou encore le dirigeant de l'organisation Etat islamique Abu Bakr al-Baghdadi ou encore l'exécutif «*Jihadi John*»

Sachant que les "éditions en ligne de Foreign Policy dépendent de The Washington Post Company au travers de sa filiale The

Slate Group (Wikipédia), il était inutile que Slate.fr mentionne que cette liste ne valait pas "*approbation*" de la part de la part de Foreign Policy.

Trois chiffres sur les Etats-Unis.

- Un adolescent noir (entre 15 et 19 ans) a 21 fois plus de risques d'être abattu par un policier qu'un ado blanc, selon l'analyse de chiffres officiels incomplets par ProPublica.

- En 2013, 27 policiers ont été tués sur le terrain.

- Officiellement environ 400 Américains sont tués par la police chaque année, mais le chiffre réel se situe au-delà de 1.000, selon le Washington Post. 20minutes.fr 26.11

Le gouvernement français n'est pas en reste ou d'un régime policier à un autre

- François Hollande appelle l'Égypte à poursuivre sa transition démocratique - LePoint.fr

- Egypte: 78 enfants de 13 à 17 ans condamnés à de la prison - L'Express.fr

- Tweets de Taubira sur Ferguson : le Foll recadre - Libération.fr

En cause : un message de la garde des Sceaux, Christiane Taubira, commentant la décision de la justice américaine de ne pas poursuivre le policier qui a tué Michael Brown. S'agit-il de «*les tuer avant qu'ils ne grandissent ?*» s'est interrogée la ministre dans un message en anglais relayé plus de 2 500 fois, citant la chanson I Shot the Sheriff, de Bob Marley.

Le Foll a regretté l'expression de cette opinion à l'encontre d'une décision de justice d'un pays ami. «*Il faut se garder de faire des commentaires sur ce qui est en train de se passer aux Etats-Unis*», a-t-il estimé. Le Foll s'est aussi fendu sur Twitter d'un «*rappel de bonne conduite*», conseillant aux ministres d'éviter les positions politiques.

«*Surtout avec ces outils qui sont dans l'immédiateté, il vaut mieux prendre son temps et réfléchir*», a-t-il ajouté. Liberation.fr

Quelle bassesse, répugnant, c'est tout le PS !

Pour Fabius "*Bachar ne mériterait pas d'être sur la terre*" (2012) pour avoir osé résister à l'impérialisme américain, tout comme Poutine aujourd'hui ou Chavez hier, un crime pour ces misérables cancrelats, on pourrait dire des dirigeants du PS qu'ils ne méritaient même pas d'avoir été conçus, on se demande même comment la nature a-t-elle pu commettre une telle erreur.

D'un régime policier à un autre

- «*J'ai la conscience tranquille*», affirme le policier qui a abattu Michael Brown - LeFigaro.fr

- Mort de Fraisse: le gendarme "*ni coupable, ni responsable*" selon son avocat - AFP

Cela nous rappelle l'affaire du sang contaminé sous Mitterrand, lorsque Fabius était Premier ministre, responsable mais pas coupable, depuis il a fait des progrès en supportant des "*rebelles modérés*" les barbares de l'Emirat islamique, comme quoi les demi-mesures ne valent rien, il aurait fallu l'exécuter à cette époque pour l'empêcher de nuire plus tard, il faudra s'en souvenir...

Toutes les occasions sont bonnes pour lui rendre hommage.

- Braquage Cartier: Bernard Cazeneuve salue les forces de l'ordre - 20minutes.fr

[Le régime mafieux et criminel en place doit être abattu.](#)

Les parents de Michael Brown, tué à Ferguson en août par un policier blanc alors qu'il n'était pas armé, ont dit mercredi «*ne pas croire un mot*» du récit de l'agent.

«*Je n'en crois pas un mot. Je connais trop bien mon fils (...) Il n'aurait jamais fait ça. Il n'a jamais provoqué qui que ce soit*», a expliqué Lesley McSpadden dans l'émission «*This Morning*» sur la chaîne CBS. Et pour son père, Michael Brown Sr., le récit du policier est tout simplement «*fou*». «*Tout d'abord, mon fils respectait les forces de police? Et ensuite, quelle personne saine*

d'esprit oserait charger un agent de police qui a son arme en main?», s'est-il interrogé sur NBC. 20minutes.fr 26.11

Ferguson : des manifestations contre la décision du grand jury dans 37 Etats américains - Francetv info

- L'Amérique choquée par la décision de ne pas poursuivre Darren Wilson - Francetv info

Des manifestations ont eu lieu dans 170 villes des Etats-Unis pour dénoncer la décision de ne pas poursuivre le policier blanc qui avait tué un adolescent noir en août dernier à Ferguson.

"Entendre aujourd'hui qu'un policier blanc est responsable de la mort d'un jeune noir désarmé et l'entendre dire qu'il a fait son travail choque" rapporte la journaliste de France 3. Francetv info 26.11

USA : toujours aucun signe d'apaisement à Ferguson - Francetv info

Les habitants de la ville de Ferguson, dans le Missouri, ne décolèrent pas. Depuis la décision de ne pas condamner le policier blanc qui avait tué un adolescent noir en août dernier, la ville est en proie à de violentes émeutes.

2 000 hommes de la garde nationale ont été déployés dans cette ville de 21 000 habitants pour contenir les manifestants. Ce mercredi 26 novembre, en direct à la télévision, le policier Darren Wilson a tenté d'expliquer son acte qu'il qualifie de légitime défense : *"j'ai ma conscience pour moi. J'ai fait mon travail correctement"*, avant d'ajouter qu'il aurait agi de manière identique si l'adolescent avait été blanc.

Les manifestants scandalisés

Ce plaidoyer a été très mal accueilli à Ferguson. *"Darren Wilson refuse de s'excuser. Il dit qu'il serait prêt à recommencer. Je ne peux pas supporter ça"*, déclare, au micro de France 3, une manifestante. Francetv info 26.11

Mort de Tamir Rice : le policier a tiré dès son arrivée sur les lieux - LeMonde.fr

La vidéo diffusée mercredi 27 novembre par la police est accablante. Sur les images, on y voit le policier (blanc -ndlr) responsable de la mort, samedi 22 novembre, d'un enfant (noir - ndlr) qui jouait avec un pistolet factice à Cleveland (Ohio, nord des Etats-Unis). Il n'aura fallu que quelques secondes à l'officier, après son arrivée sur les lieux, pour tirer sur le garçonnet de 12 ans. LeMonde.fr 26.11

Témoignages.

- Etre Noir en Amérique - 20minutes.fr

De nombreuses voix racontent leur quotidien.

- W. Kamau Bell, un comique de 1m95 et 110 kilos, dans une tribune publiée sur Vanity Fair: *«J'ai peur de la police comme une araignée a peur d'une botte. Sur les critères des jeunes tués sans raison, je réalise le triplé: je suis un homme, grand et noir. Quand je rentre je rentre dans une supérette, je prends des actions préventives comme ma mère me l'a appris. J'enlève ma capuche. Je ne touche rien d'autre que ce que je suis sûr d'acheter. Je garde mes mains en dehors de mes poches.»*

- Aaron Ellis, raconte sur Slate son interpellation, avec deux amis, par plusieurs policiers dans le parking d'un centre commercial: *«Ils nous donnaient des ordres contradictoires. "Mets les mains en l'air!" "Baisse les bras!" "Qui t'as dit de baisser tes bras?". On avait un alibi: on était au restaurant et on avait le reçu pour le prouver. Ça n'a pas suffi. Ils nous ont interrogés pendant un long moment avant de nous laisser partir. Sans une excuse. Sans un "Joyeux Noël". De temps en temps, on te rappelle que tu es un Noir en Amérique.»*

- Akilah Hughes, une jeune auteur: *«Quand j'étais ado, on a eu 'la discussion' avec ma mère. Ne parles pas trop fort. Si tu te fais arrêter en voiture, ne bouge pas jusqu'à ce que l'officier soit à la fenêtre. Ne fais pas de blagues. Tout ce que tu fais peut être perçu comme "menaçant".»*

- Gary Fields, aujourd'hui journaliste au Wall Street Journal, sur un incident quand il avait 17 ans à la fin des années 70: *«Je rentrais chez moi avec ma boule de bowling quand un policier me dit de faire attention car le suspect d'une fusillade, mesurant environ 1m65, est recherché dans le quartier. Un peu plus tard, j'entends une voiture freiner et un autre policier me met en joue. Instinctivement, je sais ce que je dois faire. Ne cours pas. Ne bouge pas. Ne proteste pas. Et surtout, ne demande pas pourquoi il t'a interpellé. Le policier m'a poussé sur le capot puis m'a menotté. Heureusement, le premier officier est arrivé et l'a engueulé. "Est-ce que ce gamin a l'air de faire 1m70?" Je mesure 1m92. "Est-ce qu'il a l'air d'avoir 40 ans?" J'ai 17 ans. "Est-*

ce qu'il a l'air de faire 65 kilos?" J'en pèse 110. Je demande alors: «Hormis le fait d'être noir, est-ce que je correspond à un seul autre critère de la description?»

- Ramarley Graham. Il y a un peu plus de deux ans et demi, les jurés d'un tribunal du Bronx ont condamné un policier, Richard Haste, qui avait mortellement blessé Ramarley Graham, le fils de Constance, alors que celui-ci n'était pas armé. Haste avait fait irruption chez eux en 2012 sans mandat de perquisition.

Cette condamnation a ensuite été annulée pour vice de procédure. Un deuxième jury a décidé de ne pas condamner le policier. 20minutes.fr et huffingtonpost.fr 26.11

ACTUALITE EN TITRES

[La nouvelle réglementation des rapports entre employeur et salarié : Pression, intimidation et chantage.](#)

- La rupture conventionnelle a balayé les licenciements, mais reste loin derrière la lettre de démission - LeMonde.fr

[Les exploiters ayant toujours été animés de bonnes intentions envers les hommes, il ne peut en être autrement envers les femmes.](#)

- L'Allemagne va instaurer des quotas de femmes dans les entreprises - Reuters

Voilà à quoi sert le féminisme. A qui faut-il encore faire un dessin ? C'est un moyen comme un autre de parvenir à faire baisser le coût du travail qu'il ne faut pas considérer au niveau d'une entreprise, d'une branche d'activité, mais de l'ensemble de l'économie à l'échelle mondiale. Eh oui, il faut penser un peu plus loin que les féministes à l'esprit étriqué !

[Matraquage. Désinformation. Guerre idéologique et psychologique. Leur propagande quotidienne.](#)

- Les émeutes de Ferguson, du pain bénit pour la Russie - Le Huffington Post

- Poutine distribue encouragements et argent aux partis eurosceptiques - L'Express.fr

- La Russie déploie des missiles en Crimée, l'Otan très inquiète - L'obs

- Les «*tigres de Poutine*» terrorisent la Chine - LeFigaro.fr

- Un touriste russe condamné pour avoir gravé son initiale sur le Colisée - Francetv info

- L'Otan s'inquiète de la militarisation de la Crimée - Reuters

- Le président iranien gagne son bras de fer avec le parlement - Reuters

- En Hongrie, la police pense que les femmes violées sont responsables - L'express.fr

- Hong Kong: la police évacue le site de Mongkok occupé par les prodémocrates - AFP

- Sept étudiants chinois jugés en secret - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Bien se placer pour profiter de la gamelle. Même "*scinder*" la vermine continue de se nourrir de sa victime.](#)

- Jean-Vincent Placé se dit prêt à scinder EE-LV - Libération.fr

Le chef de file des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé, a prévenu mercredi Cécile Duflot qu'Europe Ecologie - les Verts connaîtrait une scission si elle l'entraînait dans l'opposition et l'alliance avec le Parti de gauche. «*Si la majorité de mes amis, et Cécile Duflot, penchent pour l'opposition au président de la République et un accord avec le Parti de gauche, il y aura deux écologies*», a-t-il déclaré devant l'Association des journalistes parlementaires. Il a ensuite précisé qu'un éventuel vote hostile des écologistes au budget, au lieu de leur actuelle abstention, serait le signe de leur basculement dans l'opposition.

Répétant être en faveur d'une «*primaire de la gauche*» avant la présidentielle de 2017, il s'est aussi prononcé pour le plus de listes communes entre EE-LV et le PS pour les élections départementales de mars. «*Je suis favorable [à l'union avec le PS], notamment lorsque les majorités départementales ont bien travaillé, qu'elles ont mené une politique sociale, une politique écologique, une politique démocratique*», a-t-il dit. Libération.fr 26.11

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, les écologistes n'en ont rien à foutre des ravages causés par la survie du capitalisme à la nature ou des questions environnementales, ils rament pour le régime qui a besoin des classes et des couches moyennes pour assurer sa stabilité, au passage cela leur permet de satisfaire leurs besoins personnels.

Pour la classe dominante, il n'y aurait rien de pire comme scénario, que l'alliance politique des classes et des couches moyennes avec la classe ouvrière.

Zèle et maladresse. Le gouvernement sioniste fait appel aux "pieds nickelés du renseignement".

- Limoges: quatre agents de la DGSJ démasqués par un hôtelier - L'Express.fr

Quatre agents des services secrets français ont été victimes de leur amateurisme jeudi dernier à Limoges.

C'est ce qu'on appelle un échec. Quatre agents de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ) ont vu leur couverture "grillée", jeudi dernier à Limoges, selon le quotidien régional Le Populaire. La faute à un réceptionniste soucieux du règlement intérieur de son hôtel.

Les indications de l'hôtel étaient pourtant simples. Chaque client doit déposer ses clés à l'accueil de l'établissement avant de sortir. Mais les quatre agents des services secrets n'ont pas souhaité s'y soumettre puisqu'ayant laissé dans leur chambre du matériel sensible propre à leur fonction. Face à ce refus d'obtempérer, l'hôtelier a décidé d'enfermer les quatre hommes dans le hall d'accueil et d'appeler la police. A l'arrivée des forces de l'ordre, ils ont alors été contraints de révéler leur identité.

Au départ de cette histoire, les quatre espions étaient spécialement venus de Paris pour surveiller des personnes à l'occasion d'un match de basketball opposant Limoges, championne de France 2014 à l'équipe de Tel-Aviv.

"*Leur but était de rester hyper discrets. Et bien, c'est raté*", confirment plusieurs sources au quotidien régional qui évoquent également des "pieds nickelés du renseignement" ou une équipe de "bras cassés". L'hôtelier, quant à lui, a préféré rester silencieux sur cette affaire. L'Express.fr 26.11

Ce service vous sera crédité sous forme d'impôt.

La désagrégation schizoïde en marche. D'où vient-elle, devinez ?

- Le linguiste Alain Bentolila s'élève contre la fin de l'écriture manuelle - lefigaro.fr

Aux États-Unis, une majorité d'enfants n'apprend plus à écrire que sur un clavier. Ce sera bientôt le cas en Finlande. Une très mauvaise évolution pour le spécialiste de l'apprentissage de la lecture.

La fin de l'apprentissage de l'écriture manuelle est annoncée en Finlande. La maîtrise de la saisie sur clavier est plus importante, a récemment jugé un haut responsable de son système éducatif. La réforme devrait être appliquée à la rentrée 2016. Un virage déjà pris par 45 États américains qui ont exclu l'écriture cursive, dite aussi «*en attaché*», du socle commun des connaissances. Spécialiste de l'apprentissage de la lecture et du langage chez l'enfant, professeur à l'université Paris Descartes, le linguiste Alain Bentolila s'élève contre de telles réformes.

Le Figaro. - En Finlande, les écoliers ne vont bientôt plus apprendre à écrire à la main mais utiliseront un clavier. Qu'en pensez-vous?

Alain Bentolila. - C'est une très mauvaise décision. Non pas - je sois un nostalgique de la calligraphie. Cependant, quand on écrit à la main, on fait un acte singulier. Le fait de tracer sereinement des lettres et des mots permet à mon esprit de les porter. Ce qui n'est pas le cas avec des machines ou des tablettes.

Le pragmatisme ne doit-il pas l'emporter? L'écriture sur ordinateur permet aux enfants d'être lisibles, de rendre des textes plus propres, voire d'utiliser le correcteur orthographique...

Ce sont de faux arguments auxquels il faut opposer l'effort, la gratification, la conscience de l'autre que seule permet l'écriture graphique.

Vous avez l'appui des neuroscientifiques qui sont plutôt favorables au maintien de l'écriture cursive. Elle permet, selon eux, de mieux mémoriser, elle développe la motricité fine chez l'enfant.

Bien sûr. La mémoire se construit grâce à l'écriture manuelle et non avec un écran

Les petits Américains ou Finlandais apprennent-ils tout de même à écrire manuellement, par exemple en lettres capitales, ou s'en remettent-ils au seul clavier?

A mon sens, dans ces pays, on va vers une disparition totale de l'écriture manuelle. Mais envisage-t-on de rédiger des courriers importants sur un ordinateur? Je ne m'imagine pas envoyer une lettre de condoléances autrement écrite que manuellement.

Quelle est la position des enseignants français sur cette question?

Il existe un consensus, dans l'enseignement public comme privé, pour maintenir l'écriture cursive. lefigaro.fr 2611

La suite de cet interview n'était disponible que pour les abonnés du Figaro dont je ne fais pas partie.

Nous avons déjà évoqué cette question dans plusieurs causerie.

Commentaire d'internaute

- "Très bien, supprimons l'écriture manuelle, la lecture, supprimons l'apprentissage de la grammaire et de l'orthographe, tout cela produira des générations d'illettrés incultes beaucoup plus faciles à gouverner. Il ne sera même plus nécessaire d'aller voter."

Mais c'est leur objectif effectivement, d'ailleurs dorénavant à quoi cela sert-il d'aller voter ? Jamais la société n'a changé par un bulletin de vote. Et ceux qui pensent que cela aurait permis de l'améliorer ont semble-t-il manqué un épisode.

Le passage du mode de production basé sur l'esclavage à celui basé sur le servage, et ensuite sur le salariat, a toujours été accompagné de guerres et de révolutions.

Comme notre classe ne parvient pas à faire la sienne pour se débarrasser du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'humanité est condamnée à régresser, à retourner en arrière, au règne du servage ou de l'esclavage synonyme de barbarie... Dites-nous, c'est bien ce que l'on observe quotidiennement, n'est-ce pas ? N'en cherchez pas l'explication ailleurs, il n'y en pas.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- La Russie promet de continuer à soutenir Assad Reuters

La Russie va continuer à soutenir le président syrien Bachar al Assad pour l'aider à faire face au "terrorisme" qui constitue la principale menace pour la stabilité du Proche-Orient, a promis mercredi le ministre russe des Affaires étrangères.

Selon Moscou, l'émergence des djihadistes de l'Etat islamique qui tiennent une bonne part des territoires syrien et irakien impose à toutes les forces disponibles d'aider Assad à les combattre. Pour les chancelleries occidentales comme pour l'opposition syrienne, il est hors de question de coopérer avec Damas.

"Nous partageons le point de vue selon lequel le principal facteur à l'origine de la situation actuelle au Proche-Orient est la

menace terroriste. La Russie va continuer à soutenir la Syrie pour contrer cette menace", a déclaré Sergueï Lavrov, s'adressant à la presse en compagnie de son homologue syrien Walid al Moualem, reçu à Sotchi.

Ce dernier, qui avait auparavant rencontré Vladimir Poutine, a indiqué que le président russe lui avait fait part de sa détermination à développer ses liens avec la Syrie et avec Bachar al Assad lors d'entretiens *"très productifs"*.

Isolée sur la scène internationale en raison du conflit ukrainien, la Russie cherche à relancer les négociations de paix syriennes qui ont échoué en février, en raison du contentieux sur le rôle que pourrait jouer Assad dans le cadre d'une éventuelle transition démocratique.

Les opposants du président syrien et les Occidentaux exigent son départ, ce que Moscou juge inacceptable.

Lundi, le vice-ministre des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov a jugé *"important que les composantes de l'opposition constructive renouent le dialogue politique avec Damas pour faire face à la menace du terrorisme international"*, selon l'agence Interfax.

"Demander le départ d'Assad n'a aucun sens maintenant que l'Etat islamique est devenu l'ennemi commun et renverser le pouvoir ne pourrait que lui profiter", a ajouté mercredi le politologue Fiodor Loukianov, jugé très proche du Kremlin. Reuters 26.11

1.2- Nobol/Al Zahra: grosse défaite d'Erdogan - french.trib.ir

En Syrie, l'armée régulière a fait des progressions vers les positions des terroristes à Alep.

Elle est arrivée à prendre le contrôle des régions stratégiques et a bloqué les voies d'approvisionnement des terroristes, en provenance de la Turquie.

L'armée et les forces du soutien populaire ont fait échouer les tentatives des terroristes voulant s'infiltrer dans les villes chiites de Nobol et d'Al-Zahra, à Alep. L'armée a progressé dans plusieurs axes dans la localité d'Al-Avidja ainsi que dans les hauteurs de la région d'Al-Ma'amel et dans le Nord du camp de Handarat. Elle a aussi repris le contrôle des localités d'Al-Makla et d'Al-Ma'amel et a bloqué l'accès des terroristes aux routes d'Al-Avidja, d'Al-Kanadi et de Davar Al-Jondal. Par ailleurs, la secrétaire générale adjointe des Nations unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, a déclaré mardi que malgré les progrès réalisés dans l'acheminement des aides humanitaires aux populations en Syrie, ces aides ne sont pas suffisantes. french.trib.ir 26.11

2- Espagne

- Espagne: la ministre de la Santé, citée dans une affaire de corruption, démissionne - AFP

La ministre espagnole de la Santé, Ana Mato, citée dans une vaste affaire de corruption secouant le Parti populaire (conservateur) au pouvoir depuis 2009, a annoncé mercredi qu'elle présentait sa démission.

"J'ai décidé de présenter ma démission". "Je ne veux en aucun cas que le fait de rester à ce poste puisse être utilisé pour porter préjudice au gouvernement espagnol, à son président (Mariano Rajoy) ou au Parti populaire", a déclaré la ministre dans un communiqué.

Elle ajoute avoir pris sa décision *"après la publication de la décision du juge Pablo Ruz"* qui a inculpé 43 personnes, dont des anciens hauts responsables du Parti populaire (PP) dans l'affaire *"Gürtel"*, estimant *"qu'il existe des indices suffisants pour qu'ils soient traduits en justice"*.

L'affaire Gürtel porte sur un réseau présumé de corruption lié au PP.

D'après le document publié mercredi, le juge estime que le PP, en tant que personne morale, a profité des largesses obtenues par de hauts responsables municipaux et régionaux en échange de marchés publics.

Parmi les 43 inculpés, figurent trois ex-trésoriers du parti au pouvoir: Luis Bárcenas, Álvaro Lapuerta et Angel Sanchís.

Ana Mato n'est quant à elle pas inculpée, mais mise en cause en tant que *"bénéficiaire à titre lucratif"* de délits commis par son ex-mari, Jesus Sepulveda, ex-maire de Pozuelo de Alarcon, près de Madrid, selon les conclusions du juge. Elle pourrait être appelée à la barre. L'opposition avait une nouvelle fois demandé mercredi la démission de la ministre, sévèrement critiquée en octobre pour sa gestion de la crise liée à la contamination d'une aide-soignante par le virus d'Ebola, la première hors d'Afrique, qui avait soigné un malade atteint du virus, rapatrié.

Cette démission est la première au sein du gouvernement conservateur liée à la corruption, au moment où celui-ci s'est engagé à lutter contre ce fléau. AFP 26.11

Il faudrait signaler à l'AFP qu'il n'était pas indispensable de relayer la propagande d'un parti aussi corrompu à la fin de cet article pour tenter de faire croire qu'il lutterait "*contre ce fléau*", personne ne le croit.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 novembre 2014

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps aujourd'hui d'écrire le petit texte qui devait accompagner ma demande d'aide financière auprès des lecteurs, vous voyez, je continue de négliger mes propres affaires, je suis incorrigible, ce sera pour demain.

Comme quoi je ne vous pas raconté de blagues. Aujourd'hui le prix du demi-litre de lait est passé de 12 à 20 roupies, j'ignore comment ils ont justifié une telle augmentation. Les Indiens boivent du thé au lait tous les jours deux ou trois fois par jour, parfois davantage, moi j'en achète pour faire du fromage blanc que je mélange avec du sel, du poivre et de l'ail car le fromage vendu dans le commerce est trop cher, c'est devenu un luxe pour moi et je n'en achète plus.

Tous les midis avec Selvi on mange une salade de crudités, uniquement les légumes indiens de saisons. J'ai abandonné le chou rouge, les poireaux et la salade verte trop chères pour ma bourse. J'ai réduit la quantité de légumes que j'ai remplacés par du riz moins cher histoire de nous caler l'estomac. Dorénavant je fais des économies sur absolument tout, je n'ai plus le choix. La suite demain, si j'en trouve le temps. Au lieu de dire que je comptais sur votre générosité, j'aurais mieux fait d'écrire sur votre solidarité, ma maladresse vient du fait que cette démarche ne me plaît pas, mais bon, disons que c'est pour la bonne cause.

[Pour la reconnaissance... de la Palestine occupée.](#)

La position de la Commission Trilatérale (présidée par Rockefeller) par la voix d'Élisabeth Guigou (PS).

- "*La présidente PS de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, Élisabeth Guigou, souligne que «la solution de deux États est la meilleure garantie pour la paix.»* Le Figaro 28.11

Traduire : La perte définitive des terres appartenant aux Palestiniens confisquées par les sionistes à partir de 1948, la disparition du peuple palestinien par asphyxie et la continuation de la guerre, puisque les trois quart de la Palestine demeureraient occupés.

Ce qu'a dit Guigou ne date pas d'hier, car "*tout le monde, Israël le premier, a déjà accepté le principe d'un état palestinien. Cela remonte à 1947...*" a rappelé un internaute (du Figaro) qui justifie l'occupation de la Palestine et son opposition à la création d'un Etat palestinien car ce serait "*récompenser le djihadisme*".

Effectivement, dès lors que les sionistes avaient chassé les Palestiniens de leurs terres, la Palestine n'existait plus et demeurait à réinventer, mais où puisque les sionistes s'en étaient emparés, sinon dans des enclaves invivables ou des portions de terres arides et dépourvues de nappes phréatiques qui plus est séparées par des espaces colonisés par les sionistes. Et quand l'ONU et les puissances occidentales ont reconnu l'existence d'Israël, ils ont de fait nier celle de la Palestine, donc il est impossible que la Palestine existe à nouveau ou renaisse sans qu'Israël disparaisse. C'est comme si on prétendait que l'Alsace et la Lorraine pourraient appartenir à la fois à la France et à l'Allemagne, ce qui est évidemment impossible.

- La France doit reconnaître l'Etat de Palestine - M'PEP 26.11

Quand ils ne s'adressent pas à des institutions internationales du capital, l'ONU par exemple, ils s'adressent à des gouvernements ou des Parlements réputés réactionnaires, impérialistes, livrant des guerres coloniales ou de rapine, considérant qu'ils pourraient incarner les droits des travailleurs ou des peuples opprimés, cherchez l'erreur.

Autant dire qu'avec de tels défenseurs les peuples opprimés sont bien représentés, cela revient en fait à laisser le champ libre à leurs ennemis, à légitimer leur politique impérialiste.

Comment peut-on en arriver-là demanderez-vous ? C'est simple, parce qu'ils refusent d'affronter leur propre bourgeoisie ou gouvernement, de dresser les masses contre l'Etat pour renverser le régime en place, ce n'est et cela n'a jamais été leur

objectif politique de porter la classe ouvrière au pouvoir, et en poussant l'analyse jusqu'au bout, on est obligé d'en déduire qu'ils se comportent comme des agents du régime ou devant lequel ils capitulent.

Au populisme sans limite des dirigeants de la classe dominante, ils opposent un opportunisme nauséabond.

Quelle Palestine veulent-ils reconnaître? Celle de 1947-48 ? Non, celle occupée par les sionistes depuis cette date, ce qui signifie la négation de la principale revendication du peuple palestinien chassé de ses terres : le droit au retour pour les centaines de milliers de Palestiniens condamné à l'exil en 1947 et les décennies suivantes jusqu'à nos jours puisque par l'intermédiaire de la colonisation, l'Etat sioniste continue de confisquer des terres appartenant à des Palestiniens pour les distribuer aux colons juifs israéliens.

Mieux encore les signataires de cet appel en direction du PS et ses satellites qui ont la majorité à l'Assemblée nationale, se sont arrangés pour qu'il n'y figure ni la fin du blocus de Gaza ni l'arrêt de la colonisation qui sont les principaux mots d'ordre à l'ordre du jour du peuple palestinien qui incarnent la lutte contre l'occupation sioniste, non pas pour réclamer le retour aux frontières de 1967 mais bien pour obtenir la libération de toute la Palestine.

Nous ne signerons pas cet appel et nous refusons de participer à cette parodie de justice qui de fait légitime l'existence de l'Etat sioniste et bafoue le droit légitime des Palestiniens de chasser l'occupant de leurs terres.

L'autodétermination des peuples ne peut dépendre que de leur mobilisation ainsi que du mouvement ouvrier international qui les soutiennent, elle ne peut être décrétée par des assemblées dominées par des représentants incarnant les intérêts des différents impérialismes qui les oppriment et pillent leurs richesses, qui baffouent l'indépendance des Etats qui refusent de se soumettre à la dictature américaine, et qui aujourd'hui s'opposent à la souveraineté des peuples syrien, irakien, afghan, libyen, etc.

A titre indicatif la liste des signataires de cet appel publiée par le M'PEP avant-hier :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint- Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) – Confédération Générale du Travail (CGT) – Confédération paysanne - Droit-Solidarité – Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) – Forum Palestine Citoyenneté - Gauche Unitaire (GU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Mouvement Politique d'Emancipation populaire (M'PEP) - Organisation de Femmes Egalité – Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires.

- Palestine : L'Afrique du Sud appelle à un « *arrêt total de la colonisation* » - french.irib.ir 27.11

Tout en revendiquant l'existence de deux Etats histoire de ne pas se fâcher avec Israël, on comprend, vous n'êtes pas les seuls dans ce cas-là...

[Etats-Unis. Déni de justice. Policiers assassins. Impunité.](#)

- Garçon tué à Cleveland : le policier a ouvert le feu dès son arrivée sur les lieux Francetv info

- Cleveland : une vidéo accablante pour le policier - Francetv info

Selon une vidéo, le policier a tiré sur Tamir Rice, 12 ans, quelques secondes après son arrivée. Celui-ci jouait dans la rue avec un pistolet factice.

La scène remonte au samedi 22 novembre, au matin. Dans un parc de Cleveland, un jeune Afro-Américain de 12 ans s'amuse avec

un pistolet factice. Il fait même semblant de tirer. Un témoin appelle alors la police : "Il y a un garçon qui tient une arme à la main. C'est certainement un faux, mais il pointe tout le monde". "Il est blanc ou noir ?", demande un officier de police. "Il est noir", répond le témoin.

Un véhicule de police débarque. Le garçon s'approche et semble glisser sa main à la ceinture. Il est abattu par un policier : deux balles à bout portant.

La police de Cleveland plaide l'accident. Selon elle, le policier ne pouvait pas deviner que l'arme était fausse. Francetv info 27.11

Ah ben si c'était un "accident", il n'y a rien à redire, cela peut arriver à tout le monde de se tromper et de tuer un innocent, qui plus est un gosse !

C'est comme lorsqu'un drone lance un missile sur une habitation au Yémen ou au Pakistan, et extermine une famille entière, hommes, femmes, enfants et vieillards inclus, le militaire qui a appuyé sur le bouton de sa console de jeu ne pouvait le savoir, il est innocent et Obama qui signe les ordres de mission des drones aussi.

- Le gouvernement fédéral enquête sur la police de Ferguson - Reuters

S'ils veulent obtenir une mise en cause pénale individuelle de Darren Wilson, les procureurs fédéraux devront prouver que le policier avait l'intention de violer les droits de Michael Brown quand il l'a mortellement blessé. Ce qui paraît peu probable et difficile à prouver selon d'ex-procureurs. Reuters 27.11

Et pour cause : Quand tu es Noir tu n'as aucun droit face à un policier ! Merci à ces procureurs fédéraux qui par leur déclaration illustre que les Etats-Unis sont bien un Etat policier et non une démocratie.

En Inde, plus vous êtes foncé de peau et plus vous êtes considéré comme un paria, y compris au sein de la population dravidiennne du sud de l'Inde.

Ma compagne Selvi est particulièrement foncée de peau, quand je la prends en photo j'ai intérêt à utiliser le flash, même en plein jour, sinon on ne peut pas discerner les traits de son visage. Pour elle, c'est une tare dont elle a héritée à sa naissance. Je lui ai raconté la mésaventure qui était arrivée à Michaël Brown parce qu'il était noir, et qu'elle devrait plutôt en être fière ou ne pas y faire attention, elle a parfaitement compris et on a bien rigolé ensuite.

Rien que de la savoir complexée à cause de la couleur de sa peau me fait de la peine. En neuf mois on a abordé ce sujet une multitude de fois, car elle en est traumatisée la pauvre femme. Chaque fois c'est elle qui commence par m'en parler car de mon côté je préférerais qu'elle n'y pense plus évidemment. Je ne sais pas si le fait de lui avoir raconté l'assassinat de ce jeune garçon noir l'aidera à se défaire de ce complexe, c'est tellement choquant et injuste que cela pourrait produire sur elle un effet salutaire, c'est ce que je me suis dit, on verra bien.

ACTUALITE EN TITRES

[Il ferait bien d'en faire autant !](#)

- Hollande enjoint les dirigeants africains de ne pas s'accrocher au pouvoir - AFP

[Plus bas que terre d'où ils n'auraient jamais dû sortir.](#)

- Le ministre de l'Agriculture vénère les vers de terre - AFP

Pas de saletés s'il vous plaît.

- Climat : François Hollande veut «laisser sa trace» dans l'histoire - LeFigaro.fr

[Vous voilà rassurez monsieur Mélenchon : le Parlement européen est vraiment républicain et mérite que vous le légitimiez.](#)

- Scandale Luxleaks: le Parlement européen maintient sa confiance à Juncker - AFP

Juncker aussi doit être un grand républicain : Liberté, égalité et fraternité, même que les gangsters de la finance et des multinationales en redemandent !

[Abattoirs et résistance passive](#)

- Abattoirs Gad : seulement un quart des employés ont retrouvé un emploi - Francetv info
- Goodyear: pas de repreneur pour l'usine d'Amiens-Nord - AFP
- Grève inédite des administrateurs et mandataires judiciaires - LeMonde.fr

Pour la première fois de leur histoire, ces spécialistes du traitement des entreprises en difficulté vont faire grève, à partir de vendredi 28 novembre, pendant une période de huit jours, éventuellement reconductible. LeMonde.fr 27.11

[Le bonheur ne se commande pas.](#)

- Serions-nous plus heureux sans pub? - Slate.fr

[Quelle célérité !](#)

- Aux Etats-Unis, un premier vaccin contre Ebola jugé prometteur - LeMonde.fr

[Intox et mimétisme cynique et misérable.](#)

- Aux États-Unis, Barack Obama s'attaque à l'ozone - Liberation.fr
- Hollande tire les leçons de Sivens, appelle à un accord "*historique*" sur le climat AFP
- Paris veut organiser une conférence internationale consacrée au conflit israélo-palestinien - L'Express.fr
- Mariano Rajoy engage la lutte contre la corruption en Espagne - Reuters
- Au Burkina, le gouvernement de transition promet d'enquêter sur l'ère Compaoré - LeMonde.fr

[Propagande, stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Ukraine: l'Otan dénonce les missiles russes en Crimée, menace pour la région de la mer Noire - AFP
- L'UE élargit ses sanctions après le vote séparatiste dans l'est de l'Ukraine - LeMonde.fr
- Hong Kong: Le leader de la révolte étudiante sous contrôle judiciaire 20minutes.fr - 20minutes.fr
- Une base indienne attaquée au Cachemire, dix tués - Reuters
- Les causes (féminines) du viol vues par la police hongroise - LePoint.fr
- Un attentat fait 40 morts dans le nord-est du Nigeria - Reuters

Ils n'ont pas ou n'auraient pas été foutus de produire ce vaccin au cours des 30 dernières années, et voilà qu'en à peine un mois ou deux mois ils y seraient parvenus, étrange, non ?

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[OMC ou l'autre maillon du mondialisme.](#)

- Accord historique à l'OMC pour dynamiser le commerce mondial - AFP

Après six mois de blocage, les 160 Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce ont donné jeudi leur feu vert au lancement d'un accord douanier historique visant à dynamiser le commerce mondial.

Cet accord prévoit de simplifier les procédures douanières et pourrait à terme relancer le commerce mondial à hauteur de 1.000 milliards de dollars et créer quelque 21 millions d'emplois, dont 18 millions dans les pays en développement, selon des estimations d'un institut de recherches économiques de Washington, le Peterson Institute.

Dès l'annonce de ces décisions prises à Genève, l'UE, par la voix de la commissaire européenne chargée du commerce international, Cecilia Malmström, s'est félicitée de ces résultats. *"L'OMC est de retour au travail"*, a-t-elle déclaré dans un communiqué.

"Les décisions d'aujourd'hui non seulement mettent en oeuvre les accords de Bali, elles confirment le rôle de l'OMC comme centre de la politique commerciale internationale", a ajouté la commissaire européenne.

Lorsqu'il entrera en vigueur, cet accord *"sortira des millions de personnes de la pauvreté"*, a affirmé Mme Malmström. *"Cet accord va simplifier les procédures douanières dans le monde, raccourcir les délais et accroître la transparence. C'est une bonne nouvelle pour le commerce mondial, la croissance économique et le développement"*, a-t-elle dit.

Le représentant américain au commerce, Michael Froman, a lui aussi salué l'accord douanier comme *"le premier accord multilatéral conclu à l'OMC depuis 20 ans"*.

"L'OMC a franchi une étape cruciale en surmontant l'impasse qui prévalait depuis juillet", a-t-il dit. *"L'accord sur la facilitation des échanges est un exemple de la manière dont l'abaissement des barrières commerciales peut créer de nouvelles perspectives à la fois pour les pays développés et en développement et c'est particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises dans tous les pays"*, a conclu M. Froman.

Et d'ajouter, que l'OMC pouvait à présent se consacrer aux négociations des autres questions inscrites à l'agenda du cycle de Doha. AFP 28.11

Comme très souvent le journaliste de l'AFP emboîte le pas de ses maîtres à penser et déforme ou tronque la réalité des faits, il faut donc recouper son article avec celui de Reuters ou d'autres sources si possible. Reuters fournissait hier la précision suivante :

Reuters - L'accord ne représente toutefois qu'une petite partie du cycle de Doha lancé en 2011, qui s'est révélé trop ambitieux pour permettre de parvenir à un consensus. L'OMC avait donc revu à la baisse ses ambitions, ce qui a permis d'aboutir à un accord de principe en décembre dernier à Bali. Reuters 28.11

A retenir également, ils ont justifié hypocritement cet accord en annonçant qu'il permettrait la création de 21 millions d'emplois, en théorie seulement, alors qu'il y a entre 200 et 250 millions de chômeurs dans le monde. En réalité cela va permettre aux multinationales des grandes puissances et en priorité les occidentales, d'accroître ou accentuer leur pression économique sur les pays dits émergents ainsi que les pays sous-développés au détriment du développement de leur marché, donc de leurs infrastructures, de leur développement économique et social en général.

Quant à l'argument avancé par le représentant américain au commerce, Michael Froman, et repris par l'AFP, selon lequel cet accord créerait de *"nouvelles perspectives pour (...) les petites et moyennes entreprises dans tous les pays"*, est fallacieux, parce qu'en réalité ces entreprises sont bien souvent des sous-traitants déguisés des multinationales, où les services dans lesquels elles se sont spécialisés sont complémentaires à ceux fournis par les multinationales, quand elles ne s'en sont pas délestés pour ne pas être accusées de profiter de leur position dominante pour imposer leur loi au marché qui est réputé libre comme chacun sait.

Pétrole. Des "raisons" politiques.

Le pétrole est devenue une denrée (et rente) tellement essentielle au fonctionnement de l'économie mondiale que celui qui la contrôle, contrôle également l'économie mondiale. A l'instar du dollar ou la planches à billets pour les fabriquer et en contrôler la quantité en circulation...

- Les raisons de la baisse des prix du pétrole - Francetv info

Depuis 2012, le cours du brut est passé de 126\$ le baril à près de 70\$, soit une baisse de 40%. Deux raisons peuvent expliquer cette baisse des prix du pétrole. *"Depuis la crise de 2008, il y a eu un gros coup de frein sur la consommation. Même la Chine marque le pas donc la demande est en berne. L'offre, elle, ne cesse d'augmenter"*, explique le journaliste de France 2.

"Dans les années 70, le pétrole était produit essentiellement au Moyen-Orient. Puis on a trouvé du pétrole en Russie et en Mer du Nord. Puis en Afrique et en Amérique du Sud. On n'arrête pas d'en trouver avec, depuis 2005, le fameux pétrole de schiste aux Etats-Unis. Aujourd'hui, les Américains produisent autant de pétrole que l'Arabie Saoudite" poursuit Jean-Paul Chapel. Avant de conclure : "en 30 ans, les réserves ont été multipliées par deux. On nous annonçait la fin du pétrole ? Eh bien on en a assez pour un siècle. Les prix devraient donc continuer à baisser ou en tout cas se stabiliser". Francetv info 27.11

A retenir.

- L'annonce de "la fin du pétrole" fut le produit d'une vaste campagne de propagande destinée à conditionner la population pour lui faire accepter la hausse du prix de l'essence et la justifier au passage.

- Les arguments qu'ils nous livrent aujourd'hui l'étaient déjà hier, en réalité, ils servent à le masquer ainsi que les réelles motivations de cette baisse soudaine, politiques et inavouables.

- Puisque le pétrole était si abondant depuis déjà des décennies, la hausse du prix du pétrole au cours de la décennie précédente a bien été orchestrée depuis Washington (Siège du gouvernement et de la FED) par et au profit des compagnies pétrolières américaines, profitant également aux britanniques, hollandaises et françaises. De la même manière que l'oligarchie financière est en mesure de dicter l'orientation de l'économie mondiale, i

- Si le cours du baril de brut à baisser de 40%, c'est surtout depuis juin 2014 où il a chuté de plus de 20%, depuis que les Américains et leur agence européenne (UE) ont décidé d'accentuer leur pression sur la Russie producteur de pétrole pour déstabiliser son économie et son gouvernement.

- Dernière interprétation falsifiée de la réalité, en fait la consommation de pétrole dans le monde ne diminue pas, elle augmente plus faiblement que les oligarques l'escomptaient.

- L'Opep ne modifie pas sa production, le cours du brut baisse - Reuters

Les pays membres de l'Opep ont décidé jeudi de ne pas réduire leur production, une victoire pour les Etats du Golfe emmenés par l'Arabie saoudite face aux pays plus pauvres du cartel, sur fond de baisse continue des cours du brut.

Le prix du baril de Brent perdait trois dollars, revenant sous 75 dollars, au plus bas depuis septembre 2010, après la fin de la réunion ministérielle de Vienne, qui augure du maintien d'une offre mondiale excédentaire pendant les mois à venir. Le brut léger américain reculait d'autant à 70,75 dollars, au plus bas depuis juin 2010.

"C'est la bonne décision", a déclaré le ministre saoudien du Pétrole, Ali al Naïmi, sorti en souriant de cinq heures de discussions.

Son homologue vénézuélien, Rafael Ramirez, visiblement irrité, s'est quant à lui refusé à tout commentaire.

Les Etats du Golfe avaient clairement laissé entendre qu'ils étaient prêts à supporter une période prolongée de prix bas, une situation qui pénalise en premier lieu des pays comme le Venezuela et l'Iran, dont la situation budgétaire est plus fragile et qui prônaient une réduction des pompages pour tenter de stabiliser le marché.

Les pays producteurs du Golfe disposent de réserves de change qui leur permettent d'amortir l'impact d'une guerre des prix mais celle-ci sera sans nul doute plus douloureuse pour d'autres pays membres du cartel.

"Pour nous, cela veut dire que l'Arabie saoudite tente de faire passer l'idée qu'il faut laisser les cours baisser à court terme, avec un plancher à 60 dollars le baril, afin d'avoir plus de stabilité dans les années à venir, à 80 dollars et plus", dit Olivier Jakob, du consultant Petromatrix.

"En d'autres termes, il est de l'intérêt de l'Opep de s'accommoder de prix plus bas pendant un certain temps pour ralentir le développement de projets aux Etats-Unis".

L'explosion du pétrole de schiste aux Etats-Unis a pris nombre de membres de l'Opep de court, sapant la domination de l'organisation sur le marché en réduisant en particulier sa part de marché.

"La façon dont les Etats-Unis produisent est exécration. Du point de vue des changements climatiques, le pétrole de schiste est une catastrophe", a dit à la presse le chef de la diplomatie vénézuélienne, Rafael Ramirez.

La Russie, qui produit 10,5 millions de bps, soit 11% de l'offre mondiale, a eu mardi des discussions avec plusieurs représentants

de l'Opep, dont elle ne fait pas partie. Selon Igor Setchine, le PDG du géant pétrolier russe Rosneft, Moscou ne baissera pas sa production de brut même si le baril tombe à 60 dollars. Reuters 27.11

En complément

- Saoud al Fayçal humilié par Poutine - french.irib.ir

Selon le journal Raï al Youm, le président russe a refusé d'accueillir le vieux ministre saoudien des AE au cours de sa récente visite à Moscou. " Saoud al Fayçal a prétexté sa maladie pour annuler sa conférence de presse conjointe avec Lavrov à Moscou mais la réalité a été toute autre chose : en effet une véritable crise diplomatique se déroulait en coulisse entre lui et la présidence russe. Vladimir Poutine s'est refusé à le rencontrer au motif qu'une telle rencontre ne figurait pas à l'ordre du jour de la présidence. Pour Fayçal il s'agissait en effet d'un affront à l'encontre de la diplomatie saoudienne d'autant plus que Fayçal avait demandé à faire une rencontre protocolaire avec Poutine." Et le journal d'ajouter : " pour les analystes politiques, le refus de Poutine d'accueillir Fayçal constituerait un message très clair à l'adresse de l'appareil diplomatique saoudien qui continue à cultiver l'opacité à la fois dans le dossier nucléaire iranien et dans celui de la Syrie. "

Les sources proches de Fayçal ont toutefois une autre lecture de cet incident : " les proches de l'ex chef du renseignement saoudien, Bandar Sultan qui entretient de bonnes relations avec Poutine ont empêché cette rencontre. Bandar est un acteur qui agit toujours dans l'ombre. il entretient des relations orageuses avec Fayçal qui l'empêche de lui faciliter la tâche d'autant plus que Bandar considère le dossier des relations avec Moscou comme son pré-carré". " La photo prise par les journalistes où Poutine et Bandar se serrent les mains reste dans toutes les mémoires, ce qui a doublement mis en colère Fayçal", cette seconde lecture semble toutefois enfantine.

La réalité, selon les observateurs politiques, relève moins de ce genre de bisbilles que d'une réelle divergence de vue entre Moscou et Riyad : Lavrov a très clairement fait comprendre aux saoudiens qu'ils devront bien clarifier leurs positions vis-à-vis de la Syrie et du nucléaire iranien. Les manoeuvres pétrolières saoudiennes visant les intérêts irano-russes ne pourraient pas non plus être étrangers à cet incident qui s'est transformé en une véritable polémique dans la presse arabe. french.irib.ir 27.11

[Il ne supporte plus du tout qu'on leur résiste. Diable, un peu d'"audace" : Sacrifiez-vous !](#)

Puisqu'ils ne parviennent pas à imposer aux travailleurs la régression sociale sans fin ou le partage de la précarité, ils leur demandent de faire preuve d'"audace"... pour se sacrifier au profit des nantis. Sauf qu'ils ont une autre définition de l'audace qui consiste à résister à la politique antisociale que le gouvernement et le patronat entendent leur imposer, et ils ont une autre conception du sacrifice qui consiste à s'attaquer aux privilégiés.

- Economie: un rapport pointe le manque d'audace français - Francetv info

Un sondage tombe à point nommé pour les encourager.

- Un Français sur deux favorable à la suppression des 35 heures - Reuters

C'est possible quand on travaille 35 heures et qu'on ne peut pas vivre décemment de son salaire, il faut passer le smic à 2.000.

Offensive en règle annoncée contre la classe ouvrière.

Hollande n'a pas nommé ministre de l'Economie un ex-banquier par hasard ou pour des prunes.

- Salaires, temps de travail, flexibilité... ce que préconise un rapport franco-allemand - Francetv info

- Un rapport qui conforte les projets de réformes du gouvernement - Reuters

Euphémismes. Chantage.

Grille de lecture.

- Soit vous acceptez les sacrifices qu'on exige de vous, soit le chômage continuera de croître et vous risquerez d'en être victime à votre tour.

- Faire sauter la réglementation du travail encore trop avantageuse pour les salariés ou comment "déverrouiller l'économie française" au profit des employeurs.

- Les travailleurs seraient responsables de la situation économique, c'est donc à eux d'en faire les frais, et pas entreprises du CAC 40 (notamment) qui engrangent chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros de profit dont la moitié est versé aux actionnaires sous forme de dividendes ?

Les plus riches continuent de se goinfrer, le nombre de millionnaires en euros augmentent, les inégalités sociales s'accroissent un peu plus chaque années, et alors, c'est normal ils ont adopté le néolibéralisme en vigueur aux Etats-Unis, et puis il faut bien que la crise serve à quelque chose et à quelqu'un, vous préféreriez peut-être une guerre ?

Ils passent à l'offensive et le revendiquent

- Marché du travail : quatre mesures du rapport franco-allemand au scanner - libération.fr

Le rapport franco-allemand des économistes Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein, remis hier après-midi à Macron recommande un modèle de "*flexisécurité*" pour le marché du travail en France.

1- *«Etendre les possibilités d'accords de maintien de l'emploi au niveau des entreprises en assouplissant les conditions de mise en place des "accords défensifs" existants et en introduisant des "accords offensifs". Cela contribuerait à accroître la flexibilité du temps de travail et des rémunérations en réponse à l'évolution des conditions économiques.»*

Les rapporteurs considèrent que la loi de juin 2013, qui permet aux partenaires sociaux de faire varier, entre autres, le temps de travail et les rémunérations pour faire face à une passe difficile, est trop restrictive, car limitée aux entreprises en difficulté. Ils proposent donc que cette possibilité soit également offerte aux entreprises qui se portent bien. Bref, de généraliser la possibilité de demander des *«sacrifices»* aux salariés. Sauf que cette loi de juin 2013, purement optionnelle, n'est presque pas utilisée en France (cinq entreprises seulement). Et pour cause : en échange d'efforts fournis par les salariés, les entreprises doivent s'engager à maintenir les effectifs pendant deux ans. Du coup, elles utilisent tout simplement, comme PSA ou Renault, le droit commun pour renégocier à la baisse, dans le cadre d'accord dits de compétitivité, les conditions de travail des salariés, tout en continuant à supprimer des emplois. Donc si l'exigence du maintien de l'emploi figure également dans ces accords *«offensifs»*, cette nouvelle loi risque de ne pas séduire davantage que celle relative aux accords *«défensifs»*.

2- *«Elargir le champ des dérogations possibles aux dispositions légales dans les conventions collectives de branche, y compris lorsque ces accords comportent des dispositions qui ne sont pas bénéfiques pour les employés.»*

Cette proposition s'inscrit dans le processus d'évolution de la hiérarchie des normes, en cours depuis une dizaine d'années. Elle revient à augmenter les possibilités données à l'accord d'entreprise de déroger au code du travail, et donc de s'écarter du principe de *«faveur»*, qui veut que la disposition la plus favorable au salarié s'applique. Et de fait, depuis 2004, ce principe a été largement battu en brèche.

D'abord par rapport aux accords de branche. Depuis une loi de mai 2004, les accords d'entreprise peuvent s'affranchir des règles conventionnelles. Seuls secteurs exclus : les salaires minima, les classifications, les garanties sur la protection sociale complémentaire, et la mutualisation des fonds pour la formation professionnelle. Mais en dehors de ces quatre points, et sauf disposition impérative prévue par la branche, syndicats et employeurs peuvent s'entendre très librement dans l'entreprise. Quant au niveau légal, plusieurs possibilités de dérogations - mais plus restreintes - sont aussi offertes aux partenaires sociaux, notamment depuis la loi d'août 2008 : contrats précaires, temps de travail, majoration des heures sup, obligations relatives à l'information du comité d'entreprise... Un mouvement encore renforcé récemment par la loi de juin 2013 (citée plus haut), établissant les accords de *«maintien de l'emploi»* qui permettent, de manière temporaire, de mettre de côté de nombreuses règles. En échange, cependant, il faudrait alors *«favoriser la représentation des salariés dans les petites et moyennes entreprises»*, préviennent les rapporteurs. *«La France ne peut pas à la fois regretter la faiblesse du dialogue social et ne pas organiser mieux la représentation des salariés»*, écrivent-ils, rappelant qu'*«en Allemagne, le seuil de représentation commence à 5 employés.»* Un point dur, en cours de négociation actuellement, et sur lequel le patronat refuse pour l'instant de céder.

3- *«Le passage d'une obligation légale annuelle pour la négociation [sur les salaires] à une obligation triennale (sauf accord contraire des partenaires sociaux) enverrait un signal fort indiquant que les conditions économiques ont changé.»*

C'était le fameux point polémique révélé par Der Spiegel dimanche, le journal allemand expliquant que les rapporteurs souhaitaient *«geler les salaires»* pendant trois ans en France. En réalité, le rapport propose non pas un gel autoritaire de tous les salaires, ce qui serait de toute façon impossible juridiquement, mais de passer d'une obligation annuelle de négociation à un rendez-vous tous les trois ans seulement. Un outil qui pourrait freiner les hausses de rémunérations, puisqu'elles seraient discutées trois fois moins souvent. A noter cependant que, d'ores et déjà, l'obligation annuelle de négocier n'est pas une obligation d'aboutir.

4- *«Changer la formule d'indexation du salaire minimum. La règle actuelle prévoit une augmentation chaque année en fonction de l'inflation, plus la moitié de la hausse du salaire moyen réel. Nous pensons que l'augmentation réelle du salaire minimum*

devrait plutôt dépendre de la progression globale de la productivité dans l'économie. L'indexation devrait être une façon de s'assurer que les bénéfices de la croissance sont partagés, pas une façon de distribuer des hausses de salaires sans rapport avec les gains de productivité.»

Concrètement, ce mécanisme conduirait, au vu des évolutions respectives de la productivité horaire et de la hausse du Smic ces dernières années, à diviser quasiment par deux les hausses du salaire minimum. En 2012, par exemple, la hausse du Smic a été de 2%, contre 1% seulement pour la productivité horaire. A noter par ailleurs que ce mécanisme serait moins nécessaire si la réforme citée plus haut (celle d'un passage à une négociation triennale et non plus annuelle sur les salaires) était effective, puisque une partie de l'évolution des salaires de l'ensemble de la population sert de base à la revalorisation du Smic. libération.
fr 27.11

Qu'est-ce qui leur permet de faire preuve d'une telle "**audace**" ?

En partageant la même analyse de la situation que le patronat ou le gouvernement la CGT et la CFDT indiquent par avance qu'ils n'ont pas l'intention de s'opposer aux mesures qu'ils préconisent... autrement qu'en parole.

AFP - Eric Aubin (CGT) dénonce la politique du gouvernement qui "*nous mène droit dans le mur*". "*Tous les clignotants sont au rouge*", affirme-t-il. (C'est le discours tenu également par le Medef, le gouvernement, la Commission européenne, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, le "*tous*" incluant ceux qui ne concernent que le patronat et qu'Aubin prend en compte. - ndlr)

- Véronique Descacq (CFDT) déplore de "*très mauvais chiffres*". "*Il faut que les employeurs s'engagent vraiment*" dans le pacte de responsabilité, exhorte-t-elle. (Elle réclame l'application du pacte de responsabilité qui a été conçu par le patronat, dont nous exigeons le retrait. Et quand le patronat dénonce la partie censée concerner ses propres engagements, c'est uniquement pour exiger davantage de concessions de la part du gouvernement, ce que réclame indirectement la CFDT qui en est le porte-parole. - ndlr)

Dès lors que les dirigeants syndicaux acceptent de se rendre aux invitations du gouvernement et ou du patronat sur la base de leur analyse de la situation économique, qu'ils acceptent d'engager le dialogue avec eux dans le cadre qu'il leur a été fixé, sur le terrain de classe qui leur est imposé et qu'il respecte, plus précisément sur le terrain du patronat car lorsqu'ils évoquent celui des travailleurs c'est uniquement pour faire bonne figure, partant de là ils seront invariablement amenés à en accepter les conclusions, que leurs signatures figurent ou non au bas d'un accord important peu, puisque finalement par leur seule présence à ces pseudo-négociations ils auront signifié qu'ils légitimaient les besoins exprimés par le patronat, du coup, ce dernier pourra compter sur eux, sachant qu'ils feront tout pour empêcher la mobilisation unitaire et massive des travailleurs contre les mesures qui seront adoptées dans la foulée par le gouvernement ou qui feront l'objet d'une loi, après être passées par le parlement croupion de la Ve République qui sera une simple formalité et la boucle de la collaboration de classes sera bouclée.

On nous rétorquera que lorsque les dirigeants de la CGT (et ceux de FO, de SUD) évoquent les revendications des travailleurs, ils se situent bien sur le terrain de classe des exploités, en réalité, ils y sont obligés verbalement ou pour sauver les apparences au regard des syndiqués ou de leurs troupes qui les attendent au tournant et n'envisagent pas de céder du terrain au patronat, dans ce sens ils ne peuvent pas brader à tour de bras ouvertement nos droits lors de ces réunions avec le gouvernement et le patronat, c'est uniquement la résistance des travailleurs et des syndiqués qui les empêchent d'aller plus loin dans la collaboration de classe. Cela dit, on ne peut pas discerner précisément le rôle qu'ils jouent et on peut se faire de graves illusions à leur sujet, si on fait l'impasse sur l'étape suivant ces conférences ou réunions au cours de laquelle les appareils vendus des syndicats se dresseront pour interdire aux masses de se mobiliser contre le gouvernement et le patronat, et si la base les y contraint, ils se résoudront à appeler à des actions sans les préparer sérieusement ou sans y jeter toutes les forces de leur syndicat de manière à ce qu'elles demeurent sans lendemain ou inoffensive pour le gouvernement qui pourra ainsi parvenir à ses fins ou appliquer sa politique antisociale.

Il faut donc considérer les trois ou plutôt quatre étapes ou périodes qui composent ce mécanisme :

1- Celle qui précède la tenue d'une réunion ou conférence au cours de laquelle les dirigeants syndicaux prennent connaissance du constat que dresse le gouvernement ainsi que les besoins qu'expriment le patronat, pendant laquelle ils pratiqueront un double langage, d'un côté radicalisant leur discours au besoin, de l'autre comprenant la situation de ces malheureux patrons, etc.

2- La tenue de cette réunion ou conférence à laquelle ils acceptent de participer malgré tout, et débouchant ou non sur un accord.

3- L'organisation d'actions bidons, grèves sectorielles, perlées ou journées d'action, manifestations symboliques qui tiennent plus du folklore régional ou de la kermesse de la paroisse du coin (ballons, sifflets, saucisses et j'en passe), sans lendemain ou à répétition selon les circonstances, à intervalle si éloigné de manière à casser la mobilisation des travailleurs, laisser pourrir le mouvement qui se dessinait, ensuite les dirigeants syndicaux expliqueront à leur base que les travailleurs n'étaient pas prêts à se mobiliser en masse et qu'il faut créer le rapport de forces, etc. leur refrain habituel pour masquer leur trahison ou leur capitulation.

Autant dire que ce ne sont par leur manque de volonté et de détermination à proposer des actions sérieuses et cohérentes,

unitaires, aux travailleurs et leur refus de les préparer qui seraient la cause des défaites à répétition qu'enregistre le mouvement ouvrier face au gouvernement et au patronat, mais le manque de détermination des travailleurs qui finalement accepteraient le sort qui leur est réservé, pire encore, qui comprendraient les préoccupations des braves patrons, bref, si tous nos droits foutent le camp, il ne faut pas chercher ailleurs des responsables.

4- Sur fond de paix sociale garantie, le gouvernement peut légiférer tranquillement et annoncer qu'une loi sera soumise au Parlement pour clôturer ce chapitre ou solder le "dialogue social", Parlement qui la votera comme un seul homme, une pure formalité en somme.

Et les dirigeants syndicaux en remettront une couche avec la nécessité de créer un rapport de forces et ainsi de suite jusqu'à la prochaine fois.

Commentaires d'internautes.

1- *"L'Allemagne ce n'est pas un modèle pour les salariés, mais pour les patrons, avec une économie plus puissante que la France, l'Allemagne est socialement en retard, et les salaires sont inférieurs, notamment pour le salaire minimum.*

Il est évident que les patrons Français veulent ce modèle pour augmenter leurs profits, et gonfler les dividendes des actionnaires."

Leur modèle : C'est les Etats-Unis, le royaume des hyper riches...

2- *"Rien sur les dividendes des actionnaires! Rien sur les retraites-chapeau, rien sur les dons des entreprises aux partis politiques ! Rien sur les salaires de certains dirigeants et sur leurs avantages. (billets d'avions, voitures de fonction de grosse cylindrée avec kilométrage illimité, achat de places de foot, de spectacles au meilleures places....) Bref, les seuls qui paieraient le prix d'une expérimentation peu crédible en termes de création ou de sauvegarde d'emploi seraient toujours les mêmes. "*

Vous avez oublié les jets et les yachts, vous êtes très loin du compte...

3- *"On ne sait plus dans quelle langue il faut leur dire : la précarisation ne crée pas une seule heure de travail en plus. Elle précarise, c'est tout. Les "nouveaux" jobs sont à temps partiels, intérimaires, mal payés.*

L'Allemagne en est un parfait exemple. Seuls "avantages" : ils permettent de diminuer les chiffres officiels du chômage, ils augmentent les marges et donc les dividendes, ils rendent les salariés plus dociles, ils facilitent la vie des managers."

Là où vous commettez une grave et fatale erreur : C'est qu'il n'y absolument rien à leur dire, parce qu'il n'y a absolument rien à attendre...

4- *"Pas d'accord, ils ont fait preuve d'une très grande capacité de travail lors de leurs études, une grande mémoire, et une très grande aptitude à s'adapter aux contraintes actuelles. Ils sont les enfants du libéralisme. Ils raisonnent dans un système unique de pensée économique. Posez leur la question: Qu'est ce que pour vous l'économie? Vous constaterez qu'il n'existe qu'une forme d'économie: le capitalisme option libéralisme. Le reste n'existe pas."*

Normal, puisque au stade de putréfaction où en est rendu le capitalisme rien d'autre ne peut exister que le néolibéralisme ou le socialisme.

Cessez de lorgner sur les pays qui mettent en oeuvre la politique que les capitalistes avaient appliquée à une autre époque lorsque des réformes sociales étaient compatibles avec le capitalisme, et dites-vous bien que cette époque est définitivement révolue dans les pays développés, et pensez plutôt l'économie à l'échelle mondiale, sinon vous perpétuerez sans cesse cette confusion.

Dorénavant ils ont les moyens de produire pratiquement tout dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, du coup ils n'ont que faire de vos considérations qui sont périmées, tout comme nos droits sociaux qu'ils s'emploient à liquider les uns après les autres.

5- *"En résumé ils nous proposent de travailler comme le patronat l'entend, d'être payé le moins possible, et d'être surtout d'accord.*

Si ils avaient demandé à nos grands patrons du 19ème siècle, c'est ce qu'il leur aurait été répondu. Il doit bien exister des rapports de cette époque ou du début du 20ème. Non?

Je leur conseille de se rapprocher de ceux qui ont pratiqué l'esclavage !"

Voilà, vous avez tout compris, il faut donc les chasser du pouvoir avant d'en arriver là...

Il y en a comme l'intervenant précédent ou des charlatans comme Mélenchon, qui prétendent que dans les pays où des gouvernements mettent en oeuvre des réformes sociales il ferait bon vivre, alors qu'en réalité, l'esclavage que vous évoquez ou des conditions de vie épouvantables, les travailleurs de ces pays-là les vivent au quotidien. Imaginez en Inde, le salaire minimum a été multiplié par 7 en 15 ans, quel bonheur... de travailler 6j/7 sans aucun droit, pas même un contrat de travail ou une feuille de paie ou un jour de congé payé. Je suis certain que la situation des travailleurs n'est pas meilleure au Venezuela ou en Bolivie par exemple.

Certains appellent cela le socialisme du XXI^e siècle, nous on appelle cela s'accommoder de l'esclavage au XXI^e siècle parce qu'on prend en compte la totalité des conditions d'existence et de travail des masses exploitées de ces pays-là, et pas seulement les facteurs qui nous intéressent. Vous saisissez la différence entre un opportuniste et un socialiste ?

Nous ne sommes pas contre les réformes sociales, nous sommes contre le réformisme qui a conduit le mouvement ouvrier en France et dans les pays similaires là où il en est, là encore il faut faire preuve de discernement pour éviter toute confusion.

En complément. A la hache !

Valls confirme la baisse de 11 milliards de dotations aux collectivités territoriales - Le Huffington Post

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- L'ONU réclame la publication du rapport sur les abus de la CIA - french.tribune.com

Dans une lettre ouverte au Président Obama, ils soulignent que la publication du rapport aurait « *des conséquences importantes pour ... la crédibilité des Etats-Unis* ». Un groupe d'experts des droits humains des Nations Unies (ONU) a invité le Président américain Barack Obama à soutenir la publication d'un rapport d'une commission du Sénat sur les méthodes d'interrogation de la CIA, l'agence du renseignement des Etats-Unis.

Dans une lettre ouverte publiée mercredi, ils soulignent que la décision du Président Obama sur ce rapport aurait « *des conséquences importantes pour les victimes de violations des droits de l'homme partout dans le monde et pour la crédibilité des Etats-Unis* ». « *En tant que nation qui a publiquement affirmé sa conviction que le respect de la vérité fait progresser le respect de la primauté du droit, et en tant que nation qui appelle fréquemment d'autres pays à la transparence et à la responsabilité, les Etats-Unis doivent se mettre au niveau des normes qu'ils ont établies à la fois pour eux-mêmes et pour les autres* », poursuit la missive.

La publication du rapport a été approuvée en avril 2014 par le Sénat, mais le document n'a pas encore été publié, parce que la CIA aurait demandé que certains éléments soient censurés. Par ailleurs, les experts onusiens ont félicité M. Obama d'avoir arrêté le programme d'interrogatoire de la CIA, après son investiture. Entamée au début de 2009, l'enquête du Sénat a duré quatre ans et a examiné des millions de pages de documents et d'e-mails de la CIA. Le rapport a été approuvé par la commission du Sénat à la fin de 2012 et sa publication a été approuvée en avril 2014 à une large majorité. Mais ce document n'a pas encore été publié, parce que la CIA aurait demandé que des éléments du rapport soient censurés.

Selon plusieurs membres de la commission sénatoriale, les suppressions proposées empêcheraient le lecteur de bien comprendre l'étendue des violations. Les experts de l'ONU appellent donc le Président Obama à publier le rapport sous une forme qui fait sens, permettant au public de comprendre les faits et de promouvoir le droit à la vérité pour les victimes et leurs familles. french.tribune.com 27.11

SOCIAL

1- France

- Nouveau record du chômage en octobre en France - AFP

Fin octobre, 3,46 millions de demandeurs d'emploi sans activité pointaient à Pôle emploi en métropole, nouveau record après trois ans et demi de hausse quasi continue.

Le mois dernier, 28.400 chômeurs supplémentaires (0,8%) se sont inscrits sur les listes de l'opérateur public, a annoncé jeudi le ministère du Travail. Sur un an, la hausse atteint 5,5%.

"Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle depuis février dernier", fait remarquer Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE. Selon lui, "la faible croissance continue à peser", d'autant que "les entreprises gardent un sureffectif de 230.000 emplois".

En intégrant l'outre-mer, 3,72 millions de chômeurs ont été comptabilisés le mois dernier, également un record. Activité réduite incluse, la hausse est moindre (0,5%), pour un total de 5,15 millions en métropole et de 5,46 millions avec l'outremer.

Depuis le début du mandat de François Hollande en mai 2012, 537.000 chômeurs sans activité supplémentaires ont poussé la porte de Pôle emploi.

Le chômage de longue durée continue de faire tâche d'huile: petite activité incluse, 2,2 millions de demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an (0,9% sur un mois, +9,4% sur un an).

2- Grèce

- La Grèce paralysée par une grande grève, tous les vols annulés - Reuters

Plus de 25.000 personnes ont manifesté jeudi à Athènes et Salonique, les deux principales villes grecques, contre la poursuite de l'austérité à l'occasion d'une grève générale de 24 heures observée par les syndicats du privé et du public.

"Non au chômage partiel, non aux licenciements, Oui à un emploi stable et permanent", Mettre "fin à la pauvreté, renverser (le gouvernement) maintenant", pouvait-on lire sur les banderoles.

Cette manifestation intervient presque une semaine avant le vote du budget de 2015 par le Parlement, qui poursuit une politique de baisse des dépenses, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation.

A Salonique (nord), deuxième ville grecque, au moins 8.000 personnes ont manifesté dans le centre-ville, selon la police locale.

Les transports et les services publics étaient fortement perturbés jeudi en Grèce par une grève de 24 heures organisée pour protester contre des projets de licenciements et une réforme des retraites voulus par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

Tous les vols intérieurs et les vols internationaux ont été annulés, les aiguilleurs du ciel ayant rejoint le mouvement, organisé par le syndicat GSEE du secteur privé et par le syndicat de la fonction publique ADEDY.

Le trafic ferroviaire et celui des ferries étaient également à l'arrêt. Les hôpitaux assuraient essentiellement les urgences et les services des impôts et autres administrations sont restés fermés. Reuters 27.11

3- Brésil

- Brésil: Rousseff nomme une équipe économique taillée pour l'austérité - AFP

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a nommé jeudi une nouvelle équipe économique au profil orthodoxe qui s'est engagée à mener une politique de rigueur budgétaire pour enrayer la dérive des finances publiques et regagner la confiance des marchés.

La présidente de gauche du géant émergent d'Amérique latine, réélue de peu à un second mandat le 26 octobre, a nommé au ministère des Finances Joaquim Levy, un économiste rigoureux et apprécié des marchés qui dirigeait depuis 2010 une branche de la banque privée Bradesco.

M. Levy aura la lourde tâche de relancer l'économie en panne du géant émergent d'Amérique latine, qui devrait enregistrer une croissance presque nulle en 2014, alors que l'inflation est sortie des clous, et que les finances publiques se dégradent à

vitesse accélérée, faisant peser la menace sérieuse d'une dégradation de la note souveraine du Brésil en 2015 par les agences de notations internationales.

Mme Rousseff a nommé au ministère de la Planification Nelson Barbosa, 45 ans, qui avait été secrétaire exécutif du ministère des Finances de 2011 à 2013.

Elle a reconduit dans ses fonctions le président de la Banque centrale, Alexandre Tombini, 50 ans, en poste depuis 2011, avec l'objectif de ramener l'inflation à 4,5% ces prochaines années, dans le milieu de la fourchette officielle.

Lors d'une conférence de presse commune à Brasilia, ce triumvirat économique a promis de rééquilibrer les finances publiques en taillant dans les dépenses publiques et de lutter activement contre l'inflation.

Joaquim Levy a la faveur des marchés brésiliens, qui ont pris en grippe Dilma Rousseff ces derniers mois en raison de ses choix contestés et de son interventionnisme.

Le quotidien Folha de Sao Paulo le décrit comme "*accroc au travail et sincère à la limite de la grossièreté*" et "*aussi buté que Dilma*" Rousseff.

M. Levy a occupé par le passé plusieurs fonctions importantes au sein du gouvernement brésilien, oeuvrant activement au renforcement des équilibres macro-économiques.

Il avait été notamment secrétaire au Trésor sous le premier mandat du président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), un ancien ouvrier et dirigeant syndical qui avait nommé une équipe économique orthodoxe pour apaiser les craintes des marchés après son élection.

La rigueur budgétaire de M.Levy lui a valu le surnom de "*Levy aux mains d'argent*", par comparaison avec le personnage du film "*Edward aux mains d'argent*" qui est doté de ciseaux à la place des mains.

"*C'est un nom excellent. Il est considéré comme austère et rigoureux. Sa nomination envoie le signal de probables ajustements budgétaires*", a commenté pour l'AFP l'économiste de TAG Investimentos, André Leite.

"*Sa trajectoire, y compris au sein du premier gouvernement de Lula inspire beaucoup de confiance*", a abondé Margarita Guitierrez, professeur d'économie à l'université UERJ de Rio.

Après sa réélection, Dilma Rousseff avait promis de "*faire les devoirs*" en procédant à un ajustement budgétaire jamais évoqué pendant la campagne électorale.

Son adversaire malheureux, le social-démocrate Aécio Neves, qui promettait un "*choc de gestion*", a ironisé sur le choix de M. Levy, estimant que cela revenait à nommer "*un cadre de la CIA à la tête du KGB*".

Cette nomination fait grincer des dents l'aile gauche du Parti des Travailleurs (PT au pouvoir) et le Mouvement des Sans Terre (MST), qui dénoncent un retour en arrière et craignent des coupes dans les programmes sociaux. AFP 27.11

Qui l'aurait cru franchement ? C'est marrant, on serait tenter de croire que ce que dit monsieur Neves est vrai, pas vous ?

[Haut de page ↗](#)

Le 29 novembre 2014

CAUSERIE

J'ai dû actualiser le site rapidement car j'ai perdu la moitié de la journée suite à une panne de moto. Et bien entendu je n'ai pas pu écrire le petit texte concernant ma situation financière.

Demain matin on ajoutera de nouveaux articles. Je suis complètement claqué.

[Dans tous les cas de figure, mieux avoir la peau lisse...et blanche.](#)

- « *La peau a juste besoin d'être nettoyée, hydratée et protégée du soleil* » - LeMonde.fr

Suicide assisté.

- Mort de Michael Brown: Le policier qui a tué le jeune Noir va quitter la police 20minutes.fr

Il a tort, car la justice sanctionne plus sévèrement le meurtre d'un policier. Mais bon, il n'a peut-être pas le courage de se suicider et préfère qu'on s'en charge pour lui. C'est peut-être ce qui se murmure à Ferguson.

20minutes.fr - Il est à présent tout simplement trop dangereux pour Darren Wilson de reprendre ses fonctions, a déclaré son avocat Neil Bruntrager sur la chaîne CNN: «*Le jour où il aurait repris son service quelque chose de terrible lui serait arrivé, à lui ou à quelqu'un travaillant avec lui. Et la dernière chose qu'il veut c'est mettre en danger d'autres agents de police.*» 20minutes.fr 28.11

[Propagande. Trembler. La Russie serait-elle sur le point de déclarer la guerre à la France ?](#)

- Des navires russes dans la Manche, pas pour des manoeuvres - Reuters

[L'armée syrienne en fait trop : elle va en finir avec les barbares.](#)

- Syrie : près de 2 000 raids aériens du régime en quarante jours - LeMonde.fr

Insupportable jugent les Américains et leurs alliés qui ont dénoncé via les médias à leurs ordres la mort de 100 "civils" à Rakka, le fief de l'Emirat islamique en Syrie. Ils ont vérifié sur place, inutile, ce sont les barbares qui leur servent d'agence de presse.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Le cynisme ne suffisait pas, il rajoute la calomnie.](#)

- Mort de Rémi Fraisse: Cazeneuve répond aux "*procès de Moscou*" - L'Express.fr

[Démésure. Comme tout est grand à nos yeux quand on est insignifiant.](#)

- Le climat "*grande cause nationale en 2015*", annonce Manuel Valls - Francetv info

En clôture de la conférence environnementale, le Premier ministre estime que la France aura l'an prochain "*une grande responsabilité*" en accueillant la conférence de l'ONU. Francetv info 28.11

[Quand Fabius se prend pour le Premier ministre israélien.](#)

- Proche-Orient : Fabius fixe un calendrier - LeFigaro.fr

Le ministre des Affaires étrangères veut aboutir à un règlement du conflit israélo-palestinien dans les deux ans. LeFigaro.fr 28.11

[Les y préparent-ils psychologiquement ou est-ce un vœu ?](#)

- Deux Français sur trois pensent que l'UMP va implorer - L'Express.fr

[Les fausses bonnes nouvelles.](#)

- Zone euro : le chômage stable à 11,5 % en octobre - LePoint.fr -

- La fin de l'essence chère (pour le moment) - Le Huffington Post

[Comment le pape soutient l'Emirat islamique : En légitimant Erdogan.](#)

- Turquie: Pour Erdogan, le pape et lui «*regardent le monde avec les mêmes valeurs*» - 20minutes.fr

Alors que la Turquie d'Erdogan sert de base arrière à l'Emirat islamique.

- Le pape en Turquie prône la lutte contre les fondamentalismes - Reuters

- À Ankara, le Pape met en garde contre «*le fanatisme*» - LeFigaro.fr

[Stigmatisation, guerre psychologique, négationnisme.](#)

- Une petite fille fait retirer la signalétique "*spécial garçon*" d'une chaîne de supermarchés britannique - Francetv info

- La Finlande légalise le mariage homosexuel - Reuters

- Les CNIL européennes souhaitent que le droit à l'oubli s'applique sur Google.com - LeMonde.fr

- Népal: des milliers d'animaux sacrifiés malgré les protestations - L'Express.fr

Cessez de manger des escargots et des cuisses de grenouilles...

[Stratégie du chaos. Provocation violente, déstabilisation.](#)

- Un autre enlèvement massif de lycéens au Mexique était resté sous silence - LeFigaro.fr

- Nigeria: au moins 120 morts dans un attentat à la grande mosquée de Kano Aminu - AFP

- Égypte : des heurts meurtriers en marge de manifestations islamistes - LePoint.fr

- Heurts entre manifestants et policiers à Hong Kong - Reuters

La NED à l'oeuvre...

- Elle défie la loi iranienne en dansant dans le métro - Le Huffington Post

Ils n'ont rien trouvé d'autres pour attaquer l'Iran hier...

- Syrie: les militants pleurent la "*mort*" de leur révolution - AFP

Qui n'a jamais existé que dans l'agenda de la Maison Blanche ou du Pentagone.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Des superlatifs pour vanter la précarité sociale généralisée comme modèle... antisocial.](#)

- Emploi : Valls vante le modèle de « *flexisécurité* » du Danemark - LeMonde.fr

Dans un entretien au journal Politiken, le premier ministre avait tissé les louanges la politique danoise en matière d'emploi d'« *expérience extrêmement intéressante* ». Alors que le nombre de demandeurs d'emploi en France a atteint en octobre un nouveau record, M. Valls a qualifié la politique des pays scandinaves de « *véritables sources d'inspiration* ».

Valls : « *Cette capacité à lier étroitement l'auto-réalisation personnelle et l'action publique me paraît remarquable dans les pays nordiques.* ». LeMonde.fr 28.11

Pour Valls le « *problème de compétitivité* » que connaîtrait le pays (lire les entreprises) « *depuis dix ou quinze ans* » (lire quatre décennies), viendrait du fait que « *nous n'avons pas fait les réformes nécessaires de notre marché du travail* » parce que les travailleurs avec leurs organisations s'y sont opposés, ils seraient responsables de la situation sociale et du chômage, tandis que

le gouvernement lutterait « *inlassablement contre le chômage* », et par conséquent n'en porterait pas davantage la responsabilité que le patronat.

Dès lors, de deux choses l'une : soit vous acceptez les contre-réformes qu'on vous propose et le chômage baissera, soit vous refusez et il continuera d'augmenter. En réalité, lorsqu'on observe la situation en Grèce ou au Portugal on s'aperçoit qu'après avoir réduit les salaires et les retraites de 25 à 40% le chômage ne diminue pas, donc le problème est ailleurs.

Il réside dans la crise du capitalisme qu'ils ont décidé d'aborder de telle manière qu'elle n'aboutisse pas dans l'immédiat à l'effondrement brutal et total auquel est condamné le système économique capitaliste. Comment ? En misant sur les pays où ils ont transféré d'énormes quantités de capitaux ou profits qu'ils avaient accumulés au cours des décennies précédentes, pour produire à moindre coût et tenter de freiner la baisse tendancielle du taux de profit qui ronge inexorablement le capitalisme, pendant qu'ils développaient un système financier opaque et mafieux qui leur permettrait de détourner l'essentiel des richesses produites ou des profits réalisés par le secteur industriel ou productif, tandis qu'ils inondaient le marché de liquidités (dollars, yen, euros) que traduit l'endettement mondial qui a atteint une somme monstrueuse, qui devaient également leur servir à hypothéquer les profits à venir dans le secteur productif, de telle sorte qu'il est devenu impératif de s'attaquer au coûts du travail dans les pays développés pour récupérer une partie de la plus-value qu'ils avaient dû céder aux travailleurs lors de la période précédente de la lutte des classes.

Car au delà de la valeur fictive des milliers de milliards de dollars qu'ils ont créés à partir de rien, qu'ils se sont distribués et qu'ils ont déversés dans l'économie, après l'avoir parasité, les lois de fonctionnement du capitalisme existant toujours leur imposent à un moment donné de matérialiser ces sommes gigantesques, et comme l'exploitation des travailleurs demeure l'unique source de profit, ils n'ont pas d'autre solution qu'augmenter la part de plus-value qu'ils extorquent aux travailleurs en liquidant leurs acquis sociaux et en abaissant le coût de la main d'oeuvre ou de la force de travail, autrement dit adopter des politiques d'austérité de plus en plus brutales qui doivent conduire à un affrontement direct avec la classe ouvrière ou si par malheur elle n'était pas capable de renverser le régime en place et de s'emparer du pouvoir politique, elle serait réduite à l'état de servage ou d'esclavage.

En famille. Ils aiment l'entreprendre.

- Des patrons dans la rue lundi pour lancer une semaine de mobilisation - AFP

Les casseurs descendent dans la rue...

- Le PCF organise une "*contre semaine d'actions*" au Medef - AFP

Le parti communiste français (PCF) lance lundi une "*contre semaine d'action*" en riposte à la semaine de mobilisation du Medef avec de multiples initiatives allant de la distribution de tracts aux portes des entreprises au clip parodique sur internet.

"*Ils veulent parler de l'entreprise ? BANCO ! Parce que nous aussi, on aime l'entreprise, celle qui respecte le travail, celle qui crée et partage des richesses. Partout, demandons des comptes: où va l'argent du CICE ? Du CIR ? Des banques ? De l'Etat ? Qui touche quoi ? Pour en faire quoi ? Nous savons où sont les gâchis ?*", ajoute-t-il.

(Nous n'aimons pas l'entreprise qui opprime, exploite, extorque, vole notre force de travail, on est comme cela que voulez-vous. Et puis, comme on ne reconnaît aucune légitimité au capitalisme et aux patrons, on n'a rien à leur demander. On combat pour défendre nos droits et si possible en acquérir, un point c'est tout.

Mardi, Pierre Laurent participera à une "*procession festive et bruyante*" du siège du Medef à Paris à l'Ambassade du Luxembourg. AFP 28.11

Le PCF est le fossoyeur du socialisme quand ils proposent des actions aussi débiles. Il prend les travailleurs pour des attardés mentaux. On appelle les travailleurs et les militants à ne pas participer à ces actions qui donnent une image épouvantable du mouvement ouvrier, qui le rabaisse.

- Des actions devant des grands groupes... inutiles, grotesques.

- Des manifestations... qui réuniront trois tondues et un pelé.

- "*Murer*" l'entrée du Medef par des exemplaires du code du travail... un mirage en papier.

- Une campagne sur les réseaux sociaux... lieu privilégié des pires manipulations. A ignorer, fuir ou boycotter.

- un clip parodique sur internet... parce que l'heure serait à la légèreté à la distraction, comme quoi ils n'en ont vraiment rien à foutre

de la condition des travailleurs.

- Mardi, Pierre Laurent participera à une "*procession festive et bruyante*" du siège du Medef à Paris à l'Ambassade du Luxembourg... c'est la fête quoi ! On espère que les marchands de frites et de saucisses feront le déplacement, sans oublier la bibine, les confettis, les pétards, etc. ridicule, pathétique.

Extrême droite. La haine de l'Emirat sioniste. Les nervis se croient en Israël!

- Climat tendu et journalistes non grata à la manif pro-israélienne - liberation.fr

Il est un peu plus de 12 heures lorsque le bal des camionnettes blanches commence. Une, puis deux, puis trois. A l'intérieur, des pancartes directes : «*Hamas+Fatah = Etat terroriste*», «*Jérusalem, Toulouse, Bruxelles, les islamistes sont partout*», «*On a une dictature de plus au Moyen-Orient.*» Quelques minutes après le débat à l'Assemblée sur la résolution reconnaissant l'Etat palestinien, la pression monte aux abords du Palais Bourbon.

Plusieurs organisations juives ont appelé à manifester place Edouard-Herriot. Parmi elles, Siona, France-Israël, le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), ainsi que les franges les plus radicales telles que la Ligue de défense juive (LDJ) et le Betar. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a décidé pour sa part de ne pas s'associer à cet élan. Contacté par Libération, son président, Roger Cukierman, explique «*qu'il faut du calme, du dialogue et de la négociation*». Il déplore «*qu'une partie de la communauté soit si prompte à sortir dans la rue à chaque occasion*».

Vers 13h15, alors que la foule croit faiblement, Kenzo Tribouillard, le photographe de l'AFP, est violemment pris à partie. Un homme, la grosse trentaine, crâne rasé et lunettes de soleil sépia, exige sa carte de presse. Il n'est ni policier, ni membre de l'organisation. Le photographe accepte sa requête à la seule condition que l'homme délivre son identité en retour. Il n'en fera rien et décide même «*de sortir*» Kenzo Tribouillard de la place Edouard-Herriot avec le renfort de quelques jeunes gantés, en kippas, et très vindicatifs. Quelques secondes plus tard, c'est au tour de l'équipe du service vidéo de l'AFP d'être éjectée. Les autres médias présents subissent une opération de filtrage un peu étrange. Sans que l'on ne sache bien pourquoi, Libération est autorisé à rester après quelques questions sur le soutien éventuel du journal au Hamas...

Dans la foule, les discours ne sont pas plus modérés. Une dame blonde, la soixantaine, crie : «*Non au terrorisme. Guigou dégage, Guigou salope.*» Sa voisine tempère : «*Ne versons pas dans les insultes, mais, c'est vrai, les terroristes sont chez nous. Le PS veut importer le conflit israélo-palestinien. Rappelez-vous les slogans "Morts aux juifs" entendus cet été à Barbès.*» Au micro, deux députés font un tabac. Le franco-israélien de l'UDI, Meyer Habib, et l'UMP Claude Goasguen. Le premier s'essouffle : «*Jérusalem est une ville juive depuis 3000 ans. Reconnaitre l'Etat palestinien, c'est reconnaître le Hamas puisqu'il en fait partie. La France a choisi le camp des jihadistes, d'Al-Qaeda. Je pense à Hervé Gourdel, assassiné lâchement.*» Goasguen renchérit : «*Le PS joue avec la sécurité des juifs de France. La montée de l'antisémitisme est réelle. Cette résolution va attiser la haine.*»

Après une Marseillaise et quelques accolades, les 250 personnes se dispersent. Meyer Habib appelle à un nouveau rassemblement mardi, à 14 heures, jour du vote officiel. Au même moment, la LDJ assumait sur son compte Twitter l'exclusion des journalistes de l'AFP : «*Suite au traitement honteux de l'attentat de la synagogue de Jérusalem, les journalistes AFP ont été sortis de la #ManifAssemblée*». liberation.fr 28.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Haïti

Haïti: nouvelles manifestations contre le gouvernement pour réclamer des élections - AFP

Des milliers d'Haïtiens ont à nouveau manifesté vendredi à Port-au-Prince pour exiger la démission du président Michel Martelly et du Premier ministre Laurent Lamothe, et réclamer la tenue d'élections libres.

"*A bas Martelly, à bas Lamothe chef de la corruption. Ils doivent partir*", scandaient les manifestants, qui se sont arrêtés brièvement devant le siège du gouvernement situé dans le centre de la capitale.

Le mandat du parlement actuel prendra fin le 12 janvier 2015, mais le gouvernement de Michel Martelly a reporté les élections législatives et municipales qui étaient initialement prévues le 26 octobre, sans fixer de nouvelle date, provoquant une

crise politique.

L'opposition craint que le vide parlementaire ne conduise Michel Martelly à gouverner par décrets.

Vendredi, les manifestants ont bloqué des rues avec des tas de pierres, et des jeunes ont enflammé des pneus et des barricades. Des manifestations avaient aussi eu lieu mardi.

"Nous sommes là pour réclamer la libération des femmes qui ont été arrêtées lors de manifestations anti-gouvernementales et gardées en prison sans être jugées", a dit Soeurette, une pancarte à la main.

"Nous réclamons le départ de cette équipe et la tenue d'élections libres honnête et démocratiques", a lancé un manifestant.

Jeudi, plus de 20 partis de l'opposition ont fait part de leur préoccupation devant l'éventualité que le président Martelly dirige le pays par décrets.

"Nous sommes alarmés par le risque de déficit de représentativité du Parlement haïtien au 12 janvier 2015 étant donné qu'aucune des élections prévues n'a eu lieu au cours des trois dernières années", lit-on dans le texte. AFP 28.11

SOCIAL

1- France

1.1- La CFDT laminée.

La CGT reste le principal syndicat de la RATP - liberation.fr

La CGT reste le premier syndicat de la RATP, malgré un important recul aux élections professionnelles, devant l'Unsa et Sud, alors que la CFDT et FO ont perdu leur représentativité, selon les premiers résultats publiés vendredi.

Quelque 44 600 salariés de la RATP (métro, bus, tramway, une partie des RER A et B) étaient appelés aux urnes jeudi pour renouveler leurs délégués du personnel. Le vote portait aussi sur les élus des onze comités départementaux économiques et professionnels (CDEP), qui assument à la RATP le rôle des comités d'établissement. Avec 28 880 votants, la participation s'est élevée à 65%.

La CGT reste la première instance représentative du personnel avec 30,4% des voix, loin devant l'Unsa (22,1%), qui recule de 3,6 points, et Sud (15,3%), qui en gagne 1,2. Cependant, le syndicat contestataire enregistre une baisse de 3,5 points par rapport au précédent scrutin de décembre 2010. Les grands perdants restent la CFDT et FO, qui n'ont plus la représentativité acquise quatre ans plus tôt d'une courte tête avec respectivement 10,12% et 10,06%. La chute est lourde pour la CFDT, qui s'écroule à 5,1% et se voit même dépassée par le SAT RATP (5,2%). Force ouvrière échoue de très peu (9,6%) sous le seuil des 10%, au-delà duquel un syndicat est représentatif.

A l'inverse, la CFE-CGC, syndicat proche des cadres, réalise un bond de plus de 4 points, passant à 9,3%. Dans le collège dédié à l'encadrement, son score atteint 32,7%, contre 18,3% quatre ans plus tôt. Le SAP RATP arrive en dernière position avec 3% des suffrages exprimés. liberation.fr 28.11

2- Intox. Guerre psychologique. Guerre aux fraudeurs, chez les pauvres, pas les riches.

Pôle emploi a détecté 89 millions d'euros de fraude sur les neuf premiers mois de 2014 - francetvinfo.fr

Un chiffre qui continue d'augmenter par rapport aux années précédentes. Toutefois, il s'agit d'une "part infinitésimale du montant total des allocations chômage versées par Pôle emploi", selon les syndicats de Pôle emploi.

Pôle emploi a déjà détecté un volume de fraude comparable à celui de l'ensemble de l'année dernière (100 millions d'euros en 2013). (...) Mais à titre de comparaison, ces montants restent très faibles par rapport aux 30 milliards d'euros d'allocations chômage versés en 2013 par exemple.

"On ne parle que d'une part infinitésimale du montant total des allocations chômage versées par Pôle emploi et environ la moitié est récupérée par la suite", fait remarquer Jean-Charles Steyger, délégué syndical central FSU. "Malheureusement, l'actualité se focalise plus sur le contrôle des chômeurs, beaucoup moins sur celui des employeurs, c'est un problème", estime pour sa part Pascal Mezan, représentant CFDT au CCE de Pôle emploi. francetvinfo.fr 28.11

Récapitulons.

- Gros titre accrocheur : 89 millions d'euros de fraude sur les neuf premiers mois de 2014
- Ramené au montant des allocations chômage versés en 2013 (30 milliards d'euros) : 0,2%
- Une fois les sommes récupérées (la moitié) par Pôle emploi : 0,1% et encore une partie concerne les employeurs.

Voilà comment à partir d'une "fraude" qui à l'arrivée représenterait moins de 0,1% du montant total annuel des allocations chômage versés par Pôle emploi, ils mènent une campagne (psychologique) ignoble contre l'ensemble de la classe ouvrière, car c'est elle qu'il vise.

À côté la fraude fiscale en tous genres des multinationales et des privilégiés se chiffre en dizaine de milliards d'euros, mais là, soit c'est légal, soit il est difficile de lutter contre. Il faut comprendre, c'est plus facile de détecter une fraude de quelques centaines d'euros, qu'une fraude de centaines de milliers d'euros ou davantage, la première saute aux yeux, tandis que la seconde est indétectable au microscope.

En complément. En voilà qui ne faut pas : ils se réfugient dans un paradis fiscal.

- Suisse : 49 Français parmi les 300 plus grosses fortunes du pays - Francetv info

La fortune cumulée de ces 300 familles et personnes les plus riches de Suisse en 2014 a grimpé en 2014 à 671 milliards de francs suisses (559 milliards d'euros), une augmentation de 44 milliards (+4,1%). Les 49 Français, installés en Suisse pour bénéficier d'un régime fiscal plus favorable que dans leur pays d'origine, représentent un patrimoine global de 55 milliards de francs suisses (45,7 milliards d'euros). Francetv info 28.11

3- Touche pas à ma rente !

Le tarif des assurances en forte hausse l'an prochain - Francetv info

Mauvaise nouvelle pour le pouvoir d'achat. Selon les Échos, le prix des assurances habitation, automobile et santé devrait augmenter en 2015.

En 2015, les contrats habitation connaîtront de fortes hausses. Entre 2 et 5%, attestent les dix plus grandes compagnies d'assurances. En cause, la progression des dommages liés aux événements climatiques cette année. En 2014, les coûts seraient déjà 50% plus élevés que la moyenne de ces vingt dernières années. Quant aux assurances complémentaires santé, elles connaîtront une hausse comprise entre 2 et 3%, à l'image de l'évolution des dépenses médicales des Français. Les assurances auto pourraient, de leur côté, bondir de 2,6%. Francetv info 28.11

2- Italie.

Italie: le chômage atteint un niveau historique, coup dur pour Renzi - AFP

Le chômage a atteint en octobre un niveau record en Italie, avec plus de 13% de la population active sans emploi, nouveau coup dur pour le gouvernement de Matteo Renzi, qui peine à obtenir des résultats sur le front économique. AFP 28.11

Ah les braves gens ! Renzi (et son gouvernement) "peine et le brave type est victime d'un "nouveau coup dur, pour un peu on aurait de le plaindre, non ?

3- Brésil

Propagande et faux arguments.

Peu importe que des choix économiques et des erreurs de gestion de l'eau soient à l'origine de l'assèchement d'une rivière, puisqu'ils ont décidé que ce serait la hausse de la température qui en serait la cause.

- La sécheresse de Sao Paulo sonne l'alarme pour la planète - AFP

Là où il pêche depuis trente ans, le Brésilien Ernane da Silva ne voit plus que des broussailles et une terre crevassée par le soleil : ce pêcheur de Sao Paulo n'a jamais vu la vallée dans cet état.

Au manque d'investissements et d'infrastructures pour stocker l'eau les années d'abondance, s'ajoutent la surcharge du système Cantareira et la mauvaise gestion, selon les experts.

Construit à la fin des années 70, le barrage de Jacarei est l'un des cinq formant le gigantesque système de Cantareira qui approvisionne en eau 45% des 20 millions d'habitants de Sao Paulo et de sa banlieue.

Les précipitations pendant la saison des pluies (d'octobre à mars) ont été insuffisantes. En novembre, dans les barrages de Cantareira, il est tombé 90 mm contre une moyenne habituelle de 161,2 mm.

"La sécheresse exceptionnelle que vit la région sud-est du Brésil, spécialement Sao Paulo, peut déjà être le résultat de la destruction de l'Amazonie", a déclaré à l'AFP le chercheur Antonio Donato Nobre, de l'Institut national de recherches spatiales (INPE).

Poumon économique du Brésil, Sao Paulo a déjà vécu une forte sécheresse en 2001 et une très grave au début des années 60. AFP 28.11

Il y a donc 44 ans, ce n'est donc pas un phénomène nouveau. Si maintenant de nos jours les conséquences sont plus visibles jusqu'à être catastrophiques pour la population qui vivait des produits de cette rivière, il faut avant tout en chercher les causes dans ce qui a été évoqué plus haut.

ECONOMIE

Pétrole et matières premières.

Offensive mondiale. Ils visent tous les Etats qui refusent de se soumettre à l'impérialisme américain.

Grille de lecture.

- Le cours du pétrole, gaz, soja, colza, cuivre, aluminium, plomb, nickel, zinc, etc. sont en baisse et frappe tous les pays (Amérique latine et Afrique, Russie) qui les produisent, et dont une partie des profits servent à financer des infrastructures et des réformes sociales, au lieu d'aller dans les poches des actionnaires ou des oligarques anglo-saxons et leurs alliés occidentaux, ce qui est un crime au regard de la crise du capitalisme qui doit permettre aux plus riches de s'enrichir davantage au lieu de permettre à la population de ces pays de vivre mieux ou conformément à la stratégie néolibérale.

- Ils disent dans cet article à qui profite la baisse du cours du pétrole. Nous avons expliqué dans une précédente causerie, c'était à propos de la politique d'"*assouplissement*" de la BCE, qu'ils pourraient être tentés de redonner provisoirement une marge de manoeuvre aux gouvernements de certains pays en Europe, dont la France, l'Italie et l'Espagne, pour accompagner ou amortir temporairement les conséquences des brutales contre-réformes qu'ils finiraient par adopter à l'exemple de l'Allemagne au début des années 2000.

Cette "*facilité*" pourrait leur être donnée sans déboursier un centime grâce à la baisse des cours du pétrole et de certaines matières premières, dès lors que les prix baisseraient ce serait autant de pouvoir d'achat supplémentaire pour les salariés qui du coup accepteraient ces contre-réformes ou s'en désintéresseraient, ne se rendant pas compte des conséquences qu'elles auront sur leurs conditions de travail et leur existence dans le futur, très proche, car simultanément les prix repartiront à la hausse dès que ces contre-réformes auront été adoptées, il sera alors trop tard pour lutter contre et avant de pouvoir les remettre en cause, ce qui pourra prendre de longues années ou des décennies, ils devront s'en accommoder comme l'ont fait les travailleurs allemands qui commencent à se réveiller 14 ans plus tard.

- Après l'Opep, les prix du pétrole s'effondrent - AFP

Les prix du pétrole se sont effondrés vendredi après la décision de l'Opep de ne pas réduire sa production, choix imposé au cartel par ses puissants membres du Golfe pour contrer l'expansion du pétrole de schiste.

Le baril de "*light sweet crude*" (WTI) pour livraison en janvier a reculé de 7,54 dollars sur le New York Mercantile Exchange

(Nymex) par rapport à la dernière clôture officielle mercredi (jeudi étant férié aux Etats-Unis), pour s'établir à 66,15 dollars, son plus bas niveau depuis septembre 2009.

Le baril de Brent échangé à Londres est passé lui sous la barre symbolique des 70 dollars pour la première fois depuis quatre ans et demi, tombant vers 18H30 GMT vendredi jusqu'à 69,78 dollars le baril sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, son niveau le plus faible depuis le 26 mai 2010.

Face à des prix sans cesse en repli, certains pays de l'Opep demandaient au cartel de réduire sa production pour faire remonter les cours. Mais les pétromonarchies du Golfe, qui ont le plus de marge de manoeuvre financière au sein du cartel, ont dit non. Avec une idée bien précise: endurer des prix bas le temps d'enrayer l'essor du pétrole de schiste, plus cher à produire.

"C'est la victoire de la coalition des pays du Conseil de coopération du Golfe menée par l'Arabie saoudite et le Koweït", explique à l'AFP Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque à Paris.

"Ils ont largement les réserves de change suffisantes pour supporter un baril bas", selon lui.

Par ricochet, cela permet aussi à l'organisation de maintenir sa part de marché, qui se faisait grignoter ces derniers temps par d'autres pays, comme les Etats-Unis ou la Russie.

"Aujourd'hui, il y a beaucoup de concurrents, et l'Opep pompe seulement 30% de la production mondiale", a déclaré le ministre koweïtien, Ali Omair.

A l'avenir, *"le rôle clé devrait être joué par les producteurs de pétrole de schiste américain, qui vont faire face à de plus en plus en plus de problèmes avec un baril sous les 70 dollars"*, selon les analystes de Commerzbank.

Comme *"énormément d'exploitations américaines peuvent encore résister avec un baril aux alentours de 60 dollars"*, selon M. Dembik, *"l'idée de l'Arabie saoudite est surtout de dissuader toutes les recherches en cours en Russie et en Chine dans le schiste"*.

Si l'analyste de Saxo pense que les prix vont reculer avant de remonter un peu et se stabiliser, ceux de CM-CIC Securities jugent que *"la chute du prix devrait donc se poursuivre au cours des prochains mois, ce qui aura des conséquences fortes sur l'économie mondiale"*.

C'est *"une très bonne nouvelle pour les économies occidentales d'avoir des prix du pétrole qui baissent. Cela génère potentiellement beaucoup plus de pouvoir d'achat que n'importe quelle mesure prise par un gouvernement"*, analyse pour l'AFP Régis Bégué, directeur de la gestion Actions de Lazard Frères Gestion.

En Bourse, les groupes pétroliers ou parapétroliers se sont faits laminer vendredi, tandis que les compagnies aériennes, grosses consommatrices, décollaient.

Les matières premières ont été mises sous pression, avec des baisses sensibles vendredi des métaux industriels comme le cuivre, l'aluminium, le plomb, le nickel et le zinc.

Dans l'agriculture, les oléagineux servant notamment à la fabrication d'agro-carburant, soja et colza, ont suivi la même tendance que le brut cette semaine.

Certains pays producteurs comme la Russie et le Venezuela vont vivre des moments difficiles.

Vendredi, le rouble continuait sa longue dégringolade alors que la Russie, gros producteur, est déjà accablée par les sanctions occidentales et les fuites de capitaux provoquées par la crise ukrainienne.

Mais *"la vraie victime, aujourd'hui, c'est le Venezuela"*, estime M. Dembik. Un pays dont les finances sont en piteux état. (Et avec le soja, l'Argentine déjà en proie aux *"vautours"*. - ndlr)

Régulièrement, la crainte d'un défaut de paiement est avancée par certains commentateurs, mais le ministre des Affaires étrangères Rafael Ramirez a assuré que le budget était *"bâti avec un baril à 60 dollars, et nous sommes prêts à faire face"*.

En zone euro, la nouvelle n'est pas très bonne dans l'immédiat puisque une baisse du brut va contribuer à accentuer les pressions déflationnistes, alors que l'inflation n'a été que de 0,3% en novembre.

Mais les effets réels et durables restent inconnus. *"On est entré dans un nouveau paradigme"*, estime M. Dembik. *"Les*

conséquences de court terme ne permettent pas d'avoir une vision de long terme". AFP 28.11

Ils sont incapables de prévoir les conséquences économiques que vont avoir ces baisses des cours et cela ne les intéresse pas vraiment, puisqu'ils visent uniquement leurs conséquences sociales et politiques dans certains pays qu'ils souhaitent favoriser pour les raisons qu'on a énuméré en préambule, et d'autres qu'ils entendent déstabiliser jusqu'à obtenir des changements de régime, Russie, Venezuela, Argentine, etc.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 novembre 2014

CAUSERIE

On a ajouté 12 articles.

Dans une précédente causerie j'avais indiqué par erreur que l'agence Reuters était américaine, il fallait lire britannique, vous me direz que cela revient au même, effectivement, mais il fallait rectifier. Quand je m'aperçois d'une erreur je corrige, c'est normal.

Comme quoi il ne faut pas se fier aux apparences.

Le prix du baril de pétrole est descendu à 70 dollars à Londres et New York, il pourrait chuter jusqu'à 60 dollars nous dit-on. Et après ?

Tous les commentateurs s'agitent et prédisent que cela aura de graves répercussions sur les économies qui dépendent du pétrole, et dont l'endettement ou la situation financière est déjà délicate. Merci, on l'avait deviné. Ensuite. Rien.

Rien, sinon la version officielle selon la quelle l'Arabie saoudite aurait déclaré la guerre aux Etats-Unis, qu'on se rassure, la guerre du pétrole seulement, ouf ! Qui y croit ? Tous ceux qui n'ont rien d'autre à se mettre sous la dent, pardi, soit l'immense majorité de la population qui n'en saura pas davantage.

Pourquoi y aurait-il autre chose à ajouter en dehors du fait que les économies grosses consommatrices de pétrole vont en profiter, en premier lieu les pays occidentaux ou les plus riches de la planète ?

Non, rien.

En êtes-vous bien certain ? Absolument.

Quand même, les Américains qui produisent du pétrole de schiste vont avoir quelques problèmes ?

Ah bon !

Ben oui, cela coûte cher à produire !

Ah oui, c'est vrai ! Et alors ?

Alors, hier j'ai entendu aux infos sur Russia Today, qu'il leur fallait déboursier environ 90 dollars pour produire un baril de pétrole, je l'ai vérifié en dégotant un article de La Tribune datant du 9 octobre 2014, donc récent dans lequel Olivier Rech, responsable de la recherche énergie chez Beyond Ratings, le confirmait : "Il est vrai qu'on peut estimer que le coût de revient du pétrole de schiste se situe aux alentours de 80 à 90 dollars", il faut donc en déduire qu'à 60 dollars le baril, ce n'est plus rentable, c'est un gouffre. Peut-être, c'est possible, cela dépend pour qui et qu'est-ce qui motive cette baisse.

Ah ben oui, dites-donc, en voilà une mauvaise affaire !

Pire que cela, cela est devenu une activité fortement déficitaire.

Ah ben ça alors, c'est incroyable !

Mais alors comment vont-ils s'en sortir ?

Ah vous voyez qu'on ne vous avait pas tout dit !

A part vendre à perte leur pétrole et se ruiner, ce qu'on a franchement du mal à imaginer, ou que la production nationale soit subventionnée par l'Etat ou plutôt les compagnies pétrolières qui achètent tout le pétrole et qui disposent d'un trésor de guerre gigantesque, et continuent pendant ce temps-là de réaliser des affaires juteuses aux quatre coins du monde, je ne vois pas. J'opterais pour le second scénario, en fait le même que celui adopté par les pays du Golfe.

Ah ben ça alors, quelle coïncidence, comme c'est étrange ?

Vraiment, vous trouvez ?

Ben oui, ils sont déjà tellement endettés !

Cela dépend qui.

C'est vrai. Ben alors tout s'explique!

On y vient. D'autant plus qu'un autre élément est à prendre en compte.

Tiens donc !

Ecoutez bien et essayez de suivre, il semblerait que le fulgurant développement du pétrole de schiste aux Etats-Unis ait été financé par des capitaux obtenus quasi-gratuitement par l'intermédiaire de la pompe à finance de la Fed gratis dont ont bénéficié les compagnies pétrolières, c'est Olivier Rech qui l'explique dans le même article de La Tribune, une aubaine quoi, elles n'ont même pas à pomper dans leurs fabuleuses réserves de capitaux. Deux remarques encore.

Les propriétaires des terres où est extrait de pétrole de schiste vont voir les dividendes versées par les compagnies pétrolières diminuées puisque le prix du baril de brut baisse, ce sont eux qui vont en faire les frais principalement.

Ces prêts accordés aux compagnies pétrolières, il faudra bien qu'elles les remboursent, mais avec la chute du cours du pétrole elles vont devoir pomper dans leurs réserves de capitaux pour les rembourser, et lorsque les taux d'intérêt vont augmenter, leurs dettes vont augmenter au lieu de diminuer. Oui, mais cette hausse sera alors compensée par le retour à la hausse du prix du baril, donc au bout du compte cela aura été une opération indolore pour elles. Finalement seuls les pays producteurs n'ayant pas accès à ces facilités de crédit et qui étaient visés en paieront les conséquences, pour un peu bénéficiant d'une mauvaise note auprès des agences de notation, ils auront dû s'endetter davantage à un taux quasi usuraire pour financer leur économie et seront affaiblis, pire encore comme leurs emprunts auront été contractés en dollar et que le dollar a subi une forte hausse, ils le rembourseront au prix fort, tandis que les compagnies pétrolières américaines exporteront leur pétrole également au prix fort avec des effets inverses, elles s'enrichiront encore davantage.

Pas mal comme stratégie financière et de déstabilisation politique, seul bémol, politique, c'est que les pays producteurs qui vont se retrouver en difficulté ne se tourneront pas vers les Etats-Unis pour les aider, mais leur pire ennemi, la Russie ou éventuellement la Chine, renforçant leurs liens avec ce ou ces pays-là, c'est peut-être aussi la raison pour laquelle la Russie affirme ne pas être contrariée par la baisse brutale du prix du pétrole, comme si cela faisait ses affaires... sur le plan politique, ce qui demeure invouable, même à Moscou.

Ah ben dites-donc, vous m'en direz tant, je n'aurais jamais imaginé un truc aussi tordu !

Plus tordus que les oligarques américains, cela n'existe pas, sauf peut-être à Tel-Aviv... mais ce sont les mêmes en réalité. Quand on vous dit que ceux qui possèdent le dollar et le pétrole sont les maîtres du monde, on n'exagère rien, n'est-ce pas ?

Sauf qu'ils ne sont pas les seuls à produire du pétrole.

Effectivement, et la combinaison des deux, pétrole et dollar demeure la plus puissante qui soit, en les manipulant ils comptent obtenir sur le plan politique ce qu'ils ne parviennent pas à obtenir par la guerre au Moyen-Orient ou en Asie (Afghanistan). Et si cela ne suffisait pas, il leur resterait l'option militaire sur une autre envergure, mais on préfère ne pas y penser.

Cela étant dit la situation est plus claire, non ?

Il y aurait encore à dire sur ce sujet. Le prix de l'essence à la pompe ne baisse pas dans les mêmes proportions que celui du baril de pétrole, et comme la France est un pays importateurs et qu'elle le paie en euros mais aussi en dollars, le dollar étant très élevé,

les automobilistes français sont donc mis à contribution pour compenser la baisse du prix du pétrole, en somme comme d'habitude les Américains se sont arrangés pour faire payer l'addition de leur stratégie politique pour conserver leur hégémonie à tous les peuples de la planète, y compris les travailleurs américains dont les salaires n'augmentent pas pour autant. Vendredi à travers tous les Etat-Unis des milliers de salariés de la première chaîne de distribution, Walmart, étaient en grève et manifestaient pour exiger des augmentations de salaire, notamment.

Après cette lecture qui vous a demandé un effort d'attention, on se détend un peu.

Contre-choc pétrolier : les Saoudiens mènent une guerre des prix contre le pétrole de schiste américain - Le Monde

La palme de la désinformation, sans le soutien (armé) des Américains la monarchie saoudienne serait pulvérisée.

[Déstabilisation. Propagande anti-chinoise et terrorisme téléguidé par l'Emirat américano-islamique. Au tour de la Chine.](#)

Aux ordres, les médias rechignent à qualifier un attentat réalisé par des terroristes (peut-être liés à Al-Qaïda ou une autre mouvance terroriste), parce qu'il a été perpétré en Chine qui fait partie des ennemis des Etats-Unis et leurs alliés occidentaux. Mais encore. Parce qu'admettre que ce serait un attentat, sachant qui les perpétuent un peu partout dans le monde, les soupçons pourrait s'orienter immédiatement vers les monstres créés par les Américains qu'il est préférable de ne pas mêler à cette histoire.

Les preuves qu'ils sont bien jusque dans les plus infimes détails des instruments de la propagande néolibérale (ou les sommets de la classe dominante anglo-saxonne).

- Violences dans la province du Xinjiang, 15 tués et 14 blessés - Reuters

Pour Reuters, il s'agissait de banales "violences".

- Chine: 15 tués dont 11 "terroristes" dans un "attentat" au Xinjiang - AFP

En entourant de guillemets *terroristes* et *attentat*, l'AFP tient à se démarquer de l'interprétation donnée par les autorités chinoises, entendue aussi hier soir sur Russia Today aux infos.

- Chine : 15 morts dont 11 « *terroristes* » dans la province du Xinjiang - LeMonde.fr

Pour Le Monde, reste également à prouver que ce serait bien des terroristes qui aurait perpétré cet attentat, normal.

- Chine: un attentat fait 15 morts au Xinjiang - L'Express.fr

L'Express a préféré se débarrasser des guillemets, sans toutefois citer leurs auteurs.

Le portail Slate.fr à la pointe de la réaction néolibérale ou du formatage des esprits de la population mondiale à son image en ajoute une couche.

- Le gouvernement chinois veut interdire les jeux de mot dans les médias et la pubv - Slate.fr

Avant-hier, c'était Le Huffington Post qui avait dégoté l'histoire d'une danseuse qui avait défié la loi iranienne

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Quand gouverner devient impossible ou un exercice risqué, ils sont en permanence en campagne électorale... et impériale.](#)

- Sarkozy à la tête de l'UMP, la campagne pour la primaire peut commencer - AFP

Nicolas Sarkozy a été élu samedi président de l'UMP, avec 64,5% des voix. Bruno Le Maire a obtenu 29,18%, quant à M. Mariton 6,32%. 58,1% des plus de 268.000 adhérents de l'UMP ont participé au vote, par internet. AFP 29.11

Illégitimité. Parole d'un président qui a confié la démocratie.

- Sommet de la Francophonie: Hollande appelle les dirigeants au respect du jeu démocratique - AFP

Toujours plus bas. Le niveau politique d'EELV ou tout ce que vous pouvez en attendre.

- Le maire en slip pour réclamer des sous - LeParisien.fr

Avec des si, tout est possible.

- Egypte : Moubarak blanchi de l'accusation de complicité de meurtre - LeMonde.fr

Sans doute la nouvelle arme des pro-Palestiniens.

- Un arbitre israélien de cricket tué par une balle reçue en plein visage - l'express.fr

Et L'Express de préciser qu'"une enquête a été ouverte". Cet accident a eu lieu lors d'un match qui se déroulait à Ashdod, dans le sud d'Israël.

Stratégie du chaos

- Deux attentats suicides par des membres de l'EI en Syrie - Reuters

- Algérie : heurts sanglants après une manifestation, deux morts - leparisien.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment ils rament pour le le PS et le régime.

Grille de lecture.

- Répondant à un adhérent du PS qui se trouvait dans la salle et avait interpellé ces imposteurs en leur demandant de " franchir le pas" en votant contre les textes proposés par le gouvernement, Aurélie Filippetti a lâché le morceau en déclarant que s'opposer réellement à la politique de Hollande et son gouvernement ne faisait pas partie de leur agenda : " *On n'est pas un caillou dans la chaussure du gouvernement. On n'est pas une opposition. On fait partie de la majorité qui a porté François Hollande au pouvoir*". On lui conseillera alors de quitter le PS, à moins qu'il trouve son compte sur le plan personnel dans la politique du gouvernement ou qu'il soit relativement épargné.

Rappelons au passage qu'en juin 2012 les candidats du PS n'avait obtenu que 25% des voix des électeurs inscrits, ce qui leur a permis malgré tout d'obtenir le double de sièges (280), et ce qu'ils appellent la majorité en ajoutant les députés du Parti radical de gauche et divers gauches, conformément aux règles électorales anti-démocratiques en vigueur pour assurer la stabilité de la Ve République.

- Cette opération des rabatteurs du PS, sert à la fois à entretenir l'illusion que le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Sapin pourrait appliquer une autre politique, ce qui de fait revient à le soutenir, et à ramener les électeurs dans le giron du PS en vue des élections qui doivent avoir lieu en 2015, qui devraient être marquées par une abstention record qui sera fatale au PS, ses satellites et ses alliés.

- Ils agitent le spectre du FN que le PS n'a cessé d'alimenter depuis 40 ans et qui en est le complément finalement, ce qu'on peut prouver en observant que le PS soutient le gouvernement néonazi installé à Kiev, le gouvernement lituanien qui légitime le fascisme ou encore le gouvernement d'extrême droite en place en Israël.

En réalité le PS s'accommode de l'extrême droite et du fascisme. Pourquoi ? Parce que si le PS est un des piliers du régime, et qu'à un moment donné le régime a besoin des milices fascistes pour se défendre contre le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, il fera appel à eux, du coup l'un et l'autre étant des piliers du régime en place, ils n'ont aucun intérêt à se combattre, leurs discours relèvent de la parodie.

Cela dit, quand l'un doit céder la place à l'autre, quand l'heure du fascisme ou des néonazis a sonné, nos braves représentants de la classe dominante, réputés démocrates ou sociaux-libéraux qui incarnaient dans l'esprit déformé d'une partie des masses l'intérêt général ou le progrès social sont priés manu militari de dégager ou peuvent même être liquidés physiquement...

Pourquoi ? Mais parce qu'ils ont fait leur temps, le régime est cynique et juge avec une cruauté sans pareille indistinctement ceux qui étaient porteurs de ces illusions et ceux qui se sont laissés illusionner. Quoique souvent en prévision de la période ultérieure, car ils savent que le fascisme ne peut pas se maintenir éternellement au pouvoir, le régime fasse preuve de compassion envers ses représentants les plus fidèles ou zélés qui seront amenés plus tard à le servir à nouveau.

D'où la nécessité d'avoir une perception de la situation ou de la réalité qui ne s'arrête pas au moment présent ou aux événements qui sont en train de se dérouler sous nos yeux, il faut analyser la situation ou les faits, déclarations, etc. comme un moment d'un processus historique et dialectique au cours duquel les différents facteurs ou acteurs évoluent ou se présentent différemment, sont amenés à revêtir différents masques ou endosser différents personnages, en fonction de l'évolution des rapports ou objectifs qui sont déterminés par le cours du capitalisme et de la lutte des classes. C'est seulement en procédant de la sorte ou en adoptant cette méthode pour interpréter la réalité, qu'on peut parvenir à déterminer la place et le rôle de chacun des acteurs en présence, quelle est leur véritable nature sociale, quelles sont leurs véritables intentions, pour qui ils roulent réellement, dans quel camp ils se situent.

C'est ainsi que tous ceux qui incarnent un des piliers du régime capitaliste, qui se réclament du capitalisme ou de l'économie de marché, qui sont liés fondamentalement au capitalisme, qui propagent des illusions dans le capitalisme, figurent parmi les ennemis des masses exploitées et du socialisme. Précisons à propos de ceux qui colportent des illusions dans le capitalisme et prétendent le combattre sans pour autant vouloir le renverser ou lorsque cela ne figure pas dans leur programme politique, qu'au même titre ils devraient figurer parmi nos ennemis, mais que tactiquement et non par faiblesse ou esprit de conciliation nous les traitons habituellement comme des adversaires, je parle ici de leurs partis et de leurs dirigeants, uniquement par égard aux travailleurs qu'ils organisent ou à leurs militants qu'ils ont abusés et qui croient sincèrement lutter pour le socialisme ou la cause des opprimés, alors qu'en réalité la politique de leur parti et de leurs dirigeants consiste à soutenir le régime en place.

Tous ces éléments figurent dans cet article.

- A Paris, des "frondeurs" PS dialoguent avec des militants déboussolés - AFP

Appels à la mobilisation à gauche et contre l'austérité, mais aussi de nombreux témoignages de militants déboussolés: Benoît Hamon, Aurélie Filippetti et des "frondeurs" du PS se sont réunis samedi dans un gymnase parisien pour préparer 2017.

Plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées dans ce gymnase samedi après-midi à l'appel du collectif "*Vive la gauche*", qui regroupe principalement des "frondeurs" du PS désireux d'aller à la rencontre des Français et de ne pas se cantonner au seul travail parlementaire.

Destinée à donner le coup d'envoi d'un "*tour de France*" de "*Vive la Gauche*"

"*Dans les quartiers, c'est une situation de désespérance absolue*", lance ainsi une militante socialiste parisienne, Marignine Auffray Milesy, pressant les socialistes à retrouver d'urgence le terrain. "C'est comme cela qu'on retrouvera la confiance des citoyens et qu'on luttera contre le Front national".

Un jeune homme dans la salle interpelle les députés "frondeurs", qui se sont abstenus sur les projets de textes budgétaires pour 2015, et leur demande de franchir le pas en votant "*contre*", à l'avenir, de tels textes. "Valls, il représente 5% de notre parti (allusion au score obtenu par Manuel Valls lors de la primaire socialiste en 2011) et la majorité, c'est nous". Là aussi, l'assistance approuve bruyamment.

D'autres intervenants, dont certains sur vidéo, s'inquiètent de la politique gouvernementale ou des problèmes du quotidien, comme le maintien des services publics.

"*On n'est pas un caillou dans la chaussure du gouvernement. On n'est pas une opposition. On fait partie de la majorité qui a porté François Hollande au pouvoir*", juge utile de rappeler Aurélie Filippetti, l'ancienne ministre de la Culture, qui a quitté le gouvernement en août.

Mais elle considère qu'il faut instaurer un "*dialogue renouvelé*" avec les intellectuels, les milieux associatifs, les chercheurs en sciences sociales, évoquant l'expérience de "*Podemos*" en Espagne, de façon à "*montrer*" que la "*modernité, l'imagination, c'est nous*". (Côté "*imagination*" pour tromper les électeurs, ils sont très forts, mais pas sûrs que cela fonctionnera la prochaine fois. - ndlr)

L'ancien ministre de l'Éducation Benoît Hamon promet des "*propositions*" pour que ce "*quinquennat de gauche puisse être associé à une conquête sociale*".

Mais pour lui, *"la clé absolue si on veut être en situation de figurer au second tour des élections présidentielles, (c'est) le rassemblement de la gauche"*.

Ce sentiment d'urgence face à la *"catastrophe politique"* que représenterait l'absence de la gauche au second tour de la présidentielle et le risque que les deux événements politiques de la journée, l'élection à la présidence de l'UMP et le congrès du FN, préfigurent le "casting" de la finale en 2017 étaient présents dans tous les esprits.

Cette réunion est *"un début"*, a dit à l'AFP le député de la Nièvre, l'aubryste Christian Paul. *"Son but"*, a-t-il ajouté, est de dire aux Français *"que nous avons besoin d'eux pour éviter que 2017 se résume à un duel Sarkozy-Marine Le Pen, mais aussi pour infléchir la politique que mène le gouvernement"*. (Argument foireux car les travailleurs savent par exemple que Hollande ou Sarkozy, c'est du pareil au même... en pire même ! Avant que Hollande soit élu, j'avais indiqué que les appareils pourris syndicaux cadennasseraient le mouvement ouvrier pour soutenir Hollande. Avez-vous assisté à autre chose depuis ? - ndlr)

(Leurs véritables motivations : les élections départementales et régionales. - Ndlr)

Le congrès du PS? *"C'est en juin" 2015*, balaie Christian Paul. *"Avant, il y a des élections (départementales) et, dans dix jours, il y a la loi Macron. Est-ce que, nous, socialistes, nous voulons accompagner une sorte de tsunami sur le droit du travail? Eh bien non! Il y a beaucoup d'urgences avant même le congrès du PS."*

Certains ne mâchent pas leurs mots: *"Je suis malheureux quand je vois les gouvernants d'aujourd'hui faire la danse du ventre devant le Medef"*, lance sous les applaudissements, Jérôme Guedj, président du conseil général d'Essonne.

Il faut une *"inflexion significative de ce gouvernement"* car *"sinon la gauche mourra. Disons-le clairement, c'est eux qui tiennent le pistolet, c'est eux qui la menace"*, met-il en garde. AFP 29.11

Comment trompent-ils les militants et les travailleurs (ceux qui y ont intérêt de préférence) ?

En dressant un constat accablant de la situation que chacun peut faire, en tenant un discours qui se veut radical, cela vaut pour Mélenchon et Laurent, qui aura l'approbation de ceux qui subissent la politique réactionnaire du gouvernement, posture qui finalement ne leur coûte rien et qui sert à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas. Mais encore ?

Imaginons qu'on s'arrête là, qu'on se borne à commenter l'actualité comme le font les chroniqueurs attirés des médias ou des différents partis politiques, cela vous sert à quoi ? A rien. Vous n'êtes pas plus avancés. Pourquoi ? Parce que seuls les enseignements qu'on doit en tirer nous permettent de réellement comprendre la situation et de définir les tâches politiques à accomplir ou de déterminer dans quelle direction doit être orienté notre combat politique pour espérer agir sur la situation ou parvenir à terme à changer la société.

Sans ses enseignements qui doivent s'inscrire dans une perspective politique, les meilleures analyses ou commentaires du monde ne servent absolument à rien. Allons plus loin. Ce n'est pas tout à faire exact ou tout dépend qui en est l'auteur.

Si c'est un représentant de la classe dominante comme c'est le cas avec les dirigeants du PS dits "frondeurs" qui en est l'auteur, son commentaire ou son analyse sera conçu de telle sorte que généralement non seulement vous ne pourrez pas directement en tirer un enseignement, pire, vous serez amené à adhérer à son orientation, parfois malgré vous en accordant aux arguments qu'il a exposés plus d'importance qu'ils ne le méritent en réalité, compte tenu qu'il n'y figure pas d'autres arguments qui iraient à l'encontre de l'orientation de son discours ou qui invalideraient sa démonstration, ses arguments étant soigneusement sélectionnés, les faits étant tronqués, quand ils ne les présentent pas sous la forme d'abstractions, d'un point de vue subjectif, etc.

Quand on y regarde de plus près encore, on s'aperçoit que ses arguments servent également à justifier le soutien qu'il apporte au régime, donc au régime lui-même. Et le lecteur pas très attentif à ces détails, à la ligne directrice qui soutend son discours, ou qui manque de concentration ou encore dont la conscience politique n'est pas très développée ou pas du tout, sera amené à le sortir également, malgré lui, d'ailleurs ce discours a été spécialement conçu pour lui mais il l'ignore.

L'objet de notre portail ou de mon travail consiste à dégager les enseignements de chaque expérience ou fait porté à notre connaissance en les replaçant dans un contexte plus large, dynamique, dialectique, historique, afin qu'il soit utile à notre combat, qu'on puisse s'en servir dans les discussions qu'on a avec d'autres travailleurs, afin aussi que chacun puisse ensuite se faire librement sa propre idée de la situation ou d'un fait, une fois qu'il a été libéré du carcan dans lequel ils l'avaient enfermé, ils étouffaient. Il faut toujours avoir à l'esprit qu'on a à faire à des gens dont le discours est destiné à tromper les masses et qu'il n'a pas été conçu pour les aider à comprendre la situation ou à avancer. Si on n'a pas cela en tête en permanence, on peut facilement se faire manipuler.

Quel intérêt pourrait avoir un dirigeant du PS à nous aider à combattre le régime ? Aucun, hormis toutefois lorsqu'il compte en

tirer profit personnellement. Mais dans ce cas-là encore, le profit qu'il y a lieu d'en attendre est frelaté, puisqu'au mieux il ne peut servir en cas de réforme qu'à nous enchaîner davantage au capitalisme au lieu de nous aider à nous en délivrer, d'où notre farouche opposition au réformisme, et non aux réformes lorsqu'elles sont le produit de la mobilisation des travailleurs. A suivre.

En procédant de la sorte, on ne défend pas nos idées à la manière des doctrinaires qui veulent absolument inculquer leurs idées aux autres quitte à employer des méthodes déloyales ou inavouables, on met à la disposition des lecteurs et militants le matériel et les enseignements qui leur permettront de mieux comprendre la situation. Ensuite, à eux de voir quel emploi ils compteront en faire, nous ne leur imposons rien, nous nous contentons simplement de leur faire part de l'utilisation que nous en ferons en estimant qu'elle permet d'aller de l'avant. S'ils en sont convaincus, ils rejoindront notre combat, et si ce n'était pas le cas, ils seront libres d'en faire ce qu'ils veulent ou de les rejeter s'ils ne leur conviennent pas.

[Haut de page ↗](#)